

Annuaire statistique de la Justice

Édition 2006

Secrétariat Général

Direction de l'Administration générale et de l'Équipement

SOUS-DIRECTION DE LA STATISTIQUE, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION
13, place Vendôme - 75 001 Paris - Tél. : 01 44 77 66 27

Directeur de la publication
B. Seys

Rédacteur en chef
O. Timbart

Réalisation
M.-H. Barthe
A. Jacgert

Maquette
D. Toussaint

Ont collaboré à cet ouvrage

Direction des Services judiciaires : **Mme Cantat**

Direction des Affaires civiles et du Sceau : **Mmes Faivre, Croso**

Direction de l'Administration pénitentiaire : **M. Dobé**

Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse : **M. Sylain Renault**

Direction de l'Administration générale et de l'Équipement : **Mme Roulier**

Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation :

F. Lemoine
M. Leroux
S. Lumbroso
T. Razafindranovona

Cour de Cassation : **M. Azoula**

Conseil d'État : **M. Longjéras**

Cour des comptes : **M. Guérard**

Médiature : **Mme Durand**

En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.

Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

Photo de couverture : façade du ministère de la Justice, place Vendôme - Paris
Chrystèle Lacène. Ministère de la Justice - SCICOM

© La Documentation française - Paris, Juin 2006
ISBN 2-11-006068-9

L'*Annuaire Statistique de la Justice* présente, sur l'ensemble du champ de la justice et sur une période assez longue, une description chiffrée de l'activité judiciaire.

Il contient aussi des statistiques sur les institutions pénitentiaires et sur la protection judiciaire de la jeunesse, qui représentent la partie la plus visible de l'exécution des décisions de justice.

Sont prises en compte non seulement les juridictions de l'ordre judiciaire, mais aussi celles de l'ordre administratif, ainsi que l'ensemble des professions juridiques et auxiliaires de justice.

Le présent ouvrage donne le plus souvent des évolutions sur cinq ans, les séries statistiques vont jusqu'à la dernière année connue soit 2004 ou 2005 selon les domaines.

Après une présentation des moyens de la Justice (nombre de juridictions, moyens budgétaires, implantations), l'*Annuaire* décrit le fonctionnement de la justice civile : activité des juridictions, description des saisines et des durées de procédures par nature d'affaire, détail sur certains contentieux significatifs (affaires familiales, impayés, protection des mineurs et des majeurs, acquisitions de la nationalité française, redressements et liquidations judiciaires).

Le fonctionnement de la justice pénale est ensuite présenté sous ses différents aspects : orientation des affaires, activité des juges d'instruction, activité des juridictions pénales, infractions sanctionnées et sanctions prononcées, taux de récidive.

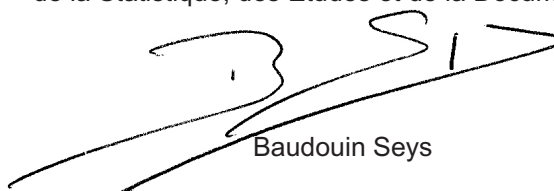
Sont ensuite fournies les statistiques relatives à l'exécution des peines dans le cadre de l'administration pénitentiaire - milieu fermé, milieu ouvert, activité du juge de l'application des peines -, puis les statistiques se rapportant à la protection judiciaire de la jeunesse - orientations données par les parquets aux affaires de mineurs, activité des juridictions de mineurs, action éducative, condamnations frappant des mineurs.

Le lecteur trouvera ensuite des données concernant l'activité de la justice administrative, les statistiques relatives à l'aide juridictionnelle accordées aux justiciables les plus démunis, et enfin les données disponibles sur les professions juridiques.

L'ouvrage se termine par la présentation des principales données d'activité 2004 relatives à chaque juridiction : 35 cours d'appel, 181 tribunaux de grande instance, 473 tribunaux d'instance, 271 conseils de prud'hommes, 191 tribunaux de commerce, 151 tribunaux pour enfants.

Les responsables et rédacteurs de l'*Annuaire Statistique de la Justice* accueilleront avec la plus grande attention les suggestions que tous les utilisateurs du présent ouvrage voudront bien leur faire. Quelles que soient ses inévitables imperfections, puisse cet annuaire être utile non seulement aux professionnels spécialistes des questions juridiques, mais encore à tous les lecteurs intéressés par le fonctionnement de la Justice en France.

Le chargé de la sous-direction
de la Statistique, des Études et de la Documentation




Baudouin Seys

AVANT-PROPOS	3
MOYENS DE LA JUSTICE	11
Budget	13
Frais de justice - Aide juridictionnelle	13
Effectifs budgétaires	15
Implantations immobilières	17
Juridictions et établissements	17
JUSTICE CIVILE	21
Activité des juridictions	23
Cour de cassation	23
Cours d'appel	25
Tribunaux de grande instance.....	27
Tribunaux de grande instance à compétence commerciale.....	29
Tribunaux d'instance	31
Tribunaux paritaires des baux ruraux.....	35
Tribunaux des affaires de sécurité sociale.....	35
Conseils de prud'hommes.....	37
Tribunaux de commerce	39
Détails des saisines en 2004	43
Affaires nouvelles au fond.....	43
Ordonnances de référé	69
Durée de traitement des affaires en 2004	71
Détail de certains thèmes	79
Acquisitions de la nationalité française	79
Protection des mineurs	81
Protection des majeurs	83
Affaires familiales	85
Redressements et liquidations judiciaires	91
Contentieux locatifs.....	93
Contentieux de l'impayé.....	95
Procédures devant le juge de l'exécution	99
JUSTICE PÉNALE	103
Activité des parquets	105
Saisines.....	105
Orientations	109
Mesures alternatives traitées par les associations.....	111
Activité des officiers du ministère public	113
Activité des juges d'instruction	115
Affaires terminées	115
Mises en examen	117
Mesures de contrôle judiciaire prononcées.....	119
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations	119
Mesures de détention provisoire	121
La détention provisoire dans les condamnations	123
Activité des juridictions	125
Cours d'assises.....	125
Tribunaux correctionnels.....	127
Tribunaux et juges pour enfants.....	129
Tribunaux de police.....	131
Juridictions de proximité.....	133
Tribunaux aux armées	133

Cours d'appel	135
Cour de cassation	137
Révision des condamnations pénales.....	137
Indemnisation en matière de détention provisoire	137
Aide aux victimes	139
Condamnations	141
Crimes	147
Délits	149
Contraventions de 5 ^e classe.....	153
Ensemble des peines prononcées dans les condamnations	157
Détails des condamnations	159
Violences volontaires	159
Violences involontaires	163
Atteintes sexuelles	167
Atteintes à la famille et autres atteintes à la personne.....	171
Vols et recels.....	173
Escroqueries et abus de confiance	177
Destructions et dégradations	179
Circulation routière et transports	181
Infractions en matière de chèques	185
Infractions en matière de travail et sécurité sociale	187
Infractions en matière de sociétés et de commerce.....	189
Infractions en matière de finances publiques.....	191
Infractions en matière de santé et de stupéfiants	193
Ordre administratif et judiciaire	195
Sûreté publique	197
Ordre public général.....	201
Les récidivistes dans les condamnations prononcées	203
 EXÉCUTION DES PEINES ET ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	 207
Milieu fermé	209
Population carcérale : incarcérés, prévenus, condamnés	209
Mouvements de détenus : incarcérations, libérations, extraditions.....	213
Vie en milieu carcéral : activité professionnelle, enseignement, incidents.....	217
Activité des juges de l'application des peines	219
Placements à l'extérieur	219
Semi-liberté	221
Permissions de sortir.....	223
Libérations conditionnelles.....	223
Milieu ouvert	225
Population prise en charge par les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation	225
Mesures prises en charge par les SPIP	225
Interventions des SPIP.....	227
 MINEURS ET JUSTICE	 231
Activité des parquets mineurs	233
Mineurs délinquants : activité des juges et tribunaux pour enfants	237
Mineurs en danger : activité des juges des enfants	239
Activité des établissements de la PJJ - secteur public	241
Activité des établissements du secteur associatif habilité par la PJJ	245
Condamnations de mineurs	249
Crimes : ensemble, viols	249
Délits	253
Contraventions de 5 ^e classe.....	257
Mineurs incarcérés.....	259
Mouvement de détenus mineurs	263

JUSTICE ADMINISTRATIVE	269
Tribunal des conflits	271
Conseil d'État	271
Cours administratives d'appel	273
Tribunaux administratifs	273
Cour des comptes	275
Chambres régionales des comptes	277
Cour de discipline budgétaire et financière	277
MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	281
AIDE JURIDICTIONNELLE	289
Procédures : admissions	291
Procédures : rejets	293
Bénéficiaires	293
AUXILIAIRES DE JUSTICE	297
Avocats	299
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	299
Avoués près les cours d'appel	301
Greffiers de tribunal de commerce	301
Huissiers de justice	301
Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs	301
Experts judiciaires	303
Notaires	303
Commissaires-priseurs judiciaires	303
Conciliateurs	305
ACTIVITÉ PAR JURIDICTION	309
Durées de règlement des affaires civiles en 2004 : dispersion selon les juridictions	310
Activité civile par cour d'appel	313
Activité pénale par cour d'appel	315
Activité par tribunal de grande instance	317
Activité pénale des tribunaux de grande instance	323
Activité du juge de l'application des peines	329
Activité par parquet : orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs	333
Activité des juges et tribunaux pour enfants	337
Activité par tribunal d'instance	341
Activité par conseil de prud'hommes	351
Activité par tribunal de commerce	357
Activité commerciale des tribunaux de grande instance	363
Condamnations prononcées par cour d'appel et par tribunal de grande instance	365
CARTES, GRAPHIQUES ET SCHÉMAS	371
INDEX ALPHABÉTIQUE	373

Table des signes conventionnels

p	Valeur provisoire
e	Estimation
r	Valeur corrigée par rapport à l'édition antérieure
...	Résultat non encore disponible
. ou –	Statistique inexistante
/// ou 	Absence de résultat due à la nature des choses
nd	Non disponible
	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe
ξ	Résultat très faible (inférieur à la moitié de l'unité du dernier chiffre présenté)

Moyens de la Justice

Les juridictions

Si l'ordonnance du 22 décembre 1958 traduit la volonté du législateur de réunifier l'organisation judiciaire de la France, la variété des compétences et des fonctionnements dans l'ensemble des juridictions placées sous le contrôle de la Cour de cassation demeure considérable.

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, créée en 1790, la Cour de cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures ; elle juge le droit, non pas le fait, à la différence des cours d'appel, juridictions du second degré qui examinent à nouveau les faits sur lesquels les tribunaux du premier degré, civils ou pénaux, se sont déjà prononcés.

Outre les juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, cours d'assises, tribunaux de grande instance civils et correctionnels, tribunaux d'instance civils et de police et juridictions de proximité, l'ordre judiciaire comprend des juridictions spécialisées (dites tribunaux d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux aux armées, tribunaux maritimes commerciaux. On notera également que les organisations professionnelles (Chambres, Conseils, Ordres) d'officiers ministériels et auxiliaires de justice prennent, en application des règles de déontologie, des décisions disciplinaires susceptibles de recours devant les cours d'appel.

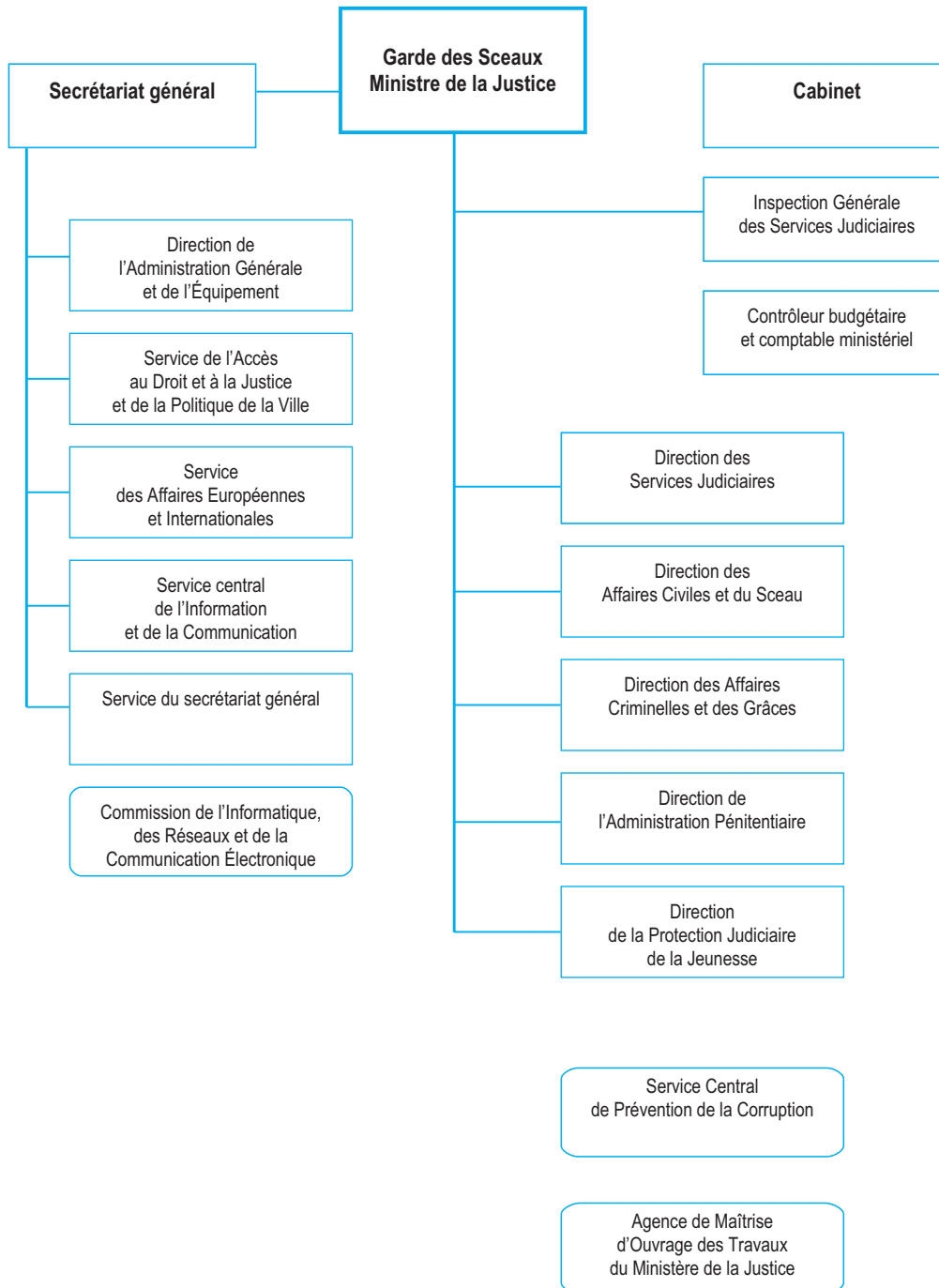
Enfin le ministre de la Justice institue "conciliateurs" des personnes bénévoles qui s'efforcent de développer, hors procédure codifiée, la pratique du règlement amiable des petits différends locaux entre particuliers.

Le ministère public (procureur et substituts) défend l'ordre public. À ce titre, il exerce auprès des juridictions, des attributions judiciaires d'ordre pénal et civil ainsi que des attributions administratives. En matière pénale, il reçoit les plaintes et procès-verbaux et apprécie les suites à donner ; il exerce l'action publique, contrôle l'enquête judiciaire, le déroulement de l'instruction et du jugement ; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il peut et dans certains cas il doit, intervenir au procès, notamment dans les affaires intéressant l'État, le statut des personnes, la procédure.

Outre ses attributions judiciaires, le procureur de la République surveille les officiers publics et ministériels et les officiers d'état civil. Il dirige la police judiciaire.

La police judiciaire, fonction exercée par les maires, la gendarmerie et la police nationale notamment, constate les infractions à la loi pénale, rassemble les preuves et recherche les auteurs, sur délégation des procureurs de la République et juges d'instruction.

Organigramme du ministère de la Justice



Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Crédits inscrits en loi de finances initiale					
	<i>Crédits de paiement</i>					
1	Total(en millions d'euros)	4 435,39	4 688,37	5 037,09	5 283,21	5 461,85
2	Dépenses ordinaires	4 230,52	4 497,27	4 734,07	4 961,59	5 150,07
3	Dépenses en capital	204,88	191,10	303,02	321,62	311,78
4	<i>Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)</i>	1,68	1,74	1,84	1,86	1,89
	<i>Autorisations de programme</i>					
5	Total(en millions d'euros)	419,52	362,49	706,55	1 049,82	607,67

Frais de justice - Aide juridictionnelle

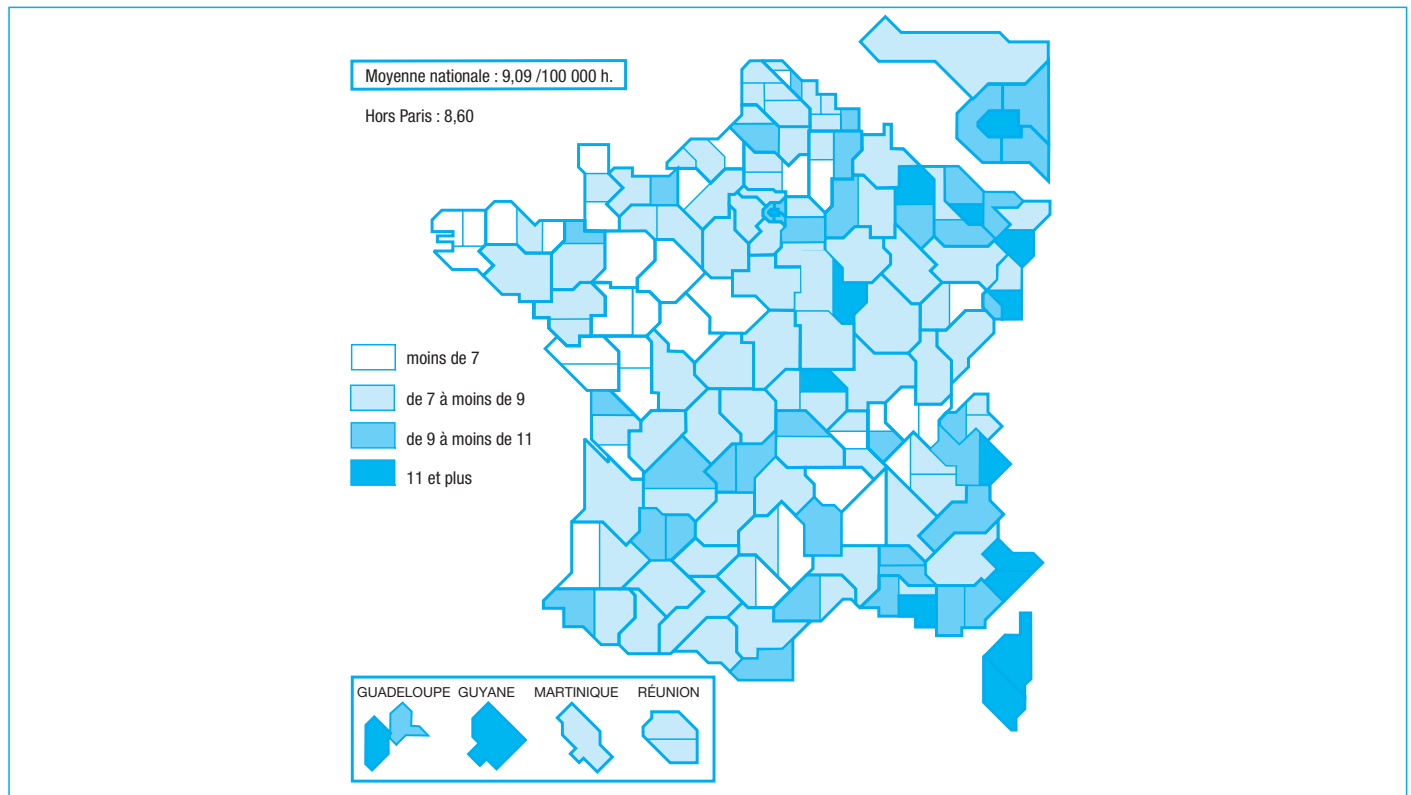
Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Frais de justice					
6	Total¹(en millions d'euros)	267,46	295,64	347,67	426,39	495,56
7	Frais de justice criminelle, correctionnelle et de police ²	183,19	207,54	251,52	320,17	376,73
8	Frais de justice civile, commerciale ³ , administrative.....	77,96	79,62	85,50	93,93	106,21
9	Autres frais de justice	6,31	8,48	10,65	12,29	12,62
◆	Aide juridictionnelle*					
10	Total^{1,4}(en millions d'euros)	202,19	219,67	270,20	273,92	300,95

* Le système d'aide juridique en vigueur a été instauré par la loi du 10 juillet 1991 (cf. page 289)

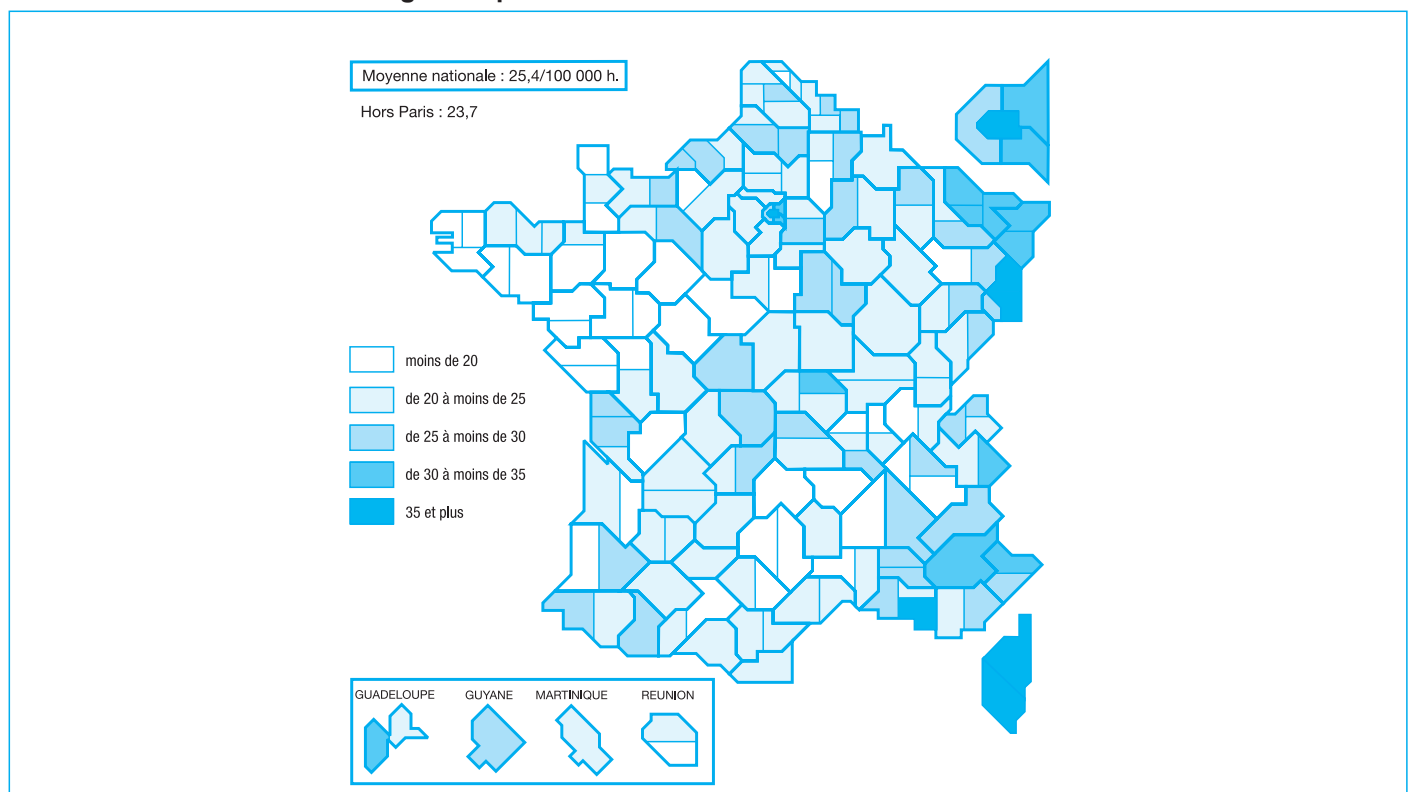
1. Il s'agit de la dépense réelle constatée par l'Agence comptable centrale du Trésor dans son récapitulatif annuel. Frais de justice et aide juridictionnelle constituent une partie des dépenses ordinaires.
2. Frais d'expertise, indemnités payées aux huissiers, aux jurés, aux témoins, frais postaux, ...
3. Enquêtes sociales, frais en matière de procédures de tutelles, de procédures collectives de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises en difficulté, frais postaux, ...
4. Dotation annuelle des Caisses de règlements professionnels des avocats (CARPA), rétribution des avoués, huissiers, experts, enquêteurs, ...

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Nombre de magistrats pour 100 000 habitants en 2004



Nombre de fonctionnaires des greffes pour 100 000 habitants en 2003



Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Total des effectifs budgétaires *	64 409	67 173	69 215	71 390	72 460
2	<i>dont magistrats *</i>	8 008	8 364	8 585	8 779	8 907
3	Administration centrale et services extérieurs	1 802	1 863	2 028	2 100	2 226
4	<i>dont magistrats</i>	181	200	229	241	256
5	Services judiciaires	26 803	27 601	28 227	28 889	29 200
6	Magistrats	6 846	7 144	7 294	7 434	7 526
7	Fonctionnaires et contractuels	19 957	20 457	20 933	21 455	21 674
8	<i>dont greffiers en chef et greffiers</i>	8 499	9 135	9 496	9 855	9 927
9	Administration pénitentiaire	26 233	27 755	28 590	29 700	30 197
10	<i>dont personnel de surveillance</i>	20 529	21 749	22 358	23 065	23 265
11	Protection judiciaire de la jeunesse	7 144	7 439	7 753	7 956	8 044
12	<i>dont personnel éducatif (directeurs, chefs de service éducatif et éducateurs)</i>	4 105	4 287	4 491	4 645	4 701
13	Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs*	2 357	2 441	2 541	2 632	2 677
14	<i>dont magistrats *</i>	981	1 020	1 062	1 104	1 125
15	Commission nationale de l'informatique et des libertés	70	74	76	80	83
16	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques...	.	.	.	33	33

*Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs, transférés en 1990 du budget du ministère de l'Intérieur au budget du ministère de la Justice, sont comptabilisés dans ces rubriques.

Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale au titre des services extérieurs communs, ont été transférés en 1993 dans les directions respectives d'affectation (Administration pénitentiaire et Protection judiciaire de la jeunesse).

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code | Définitions et méthode

- 8 | Les tribunaux supérieurs d'appel tiennent lieu de cour d'appel à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon
- 10 | Les tribunaux de première instance tiennent lieu de TGI dans les TOM
- 15 | Les tribunaux du travail traitent des contentieux du travail et de la Sécurité sociale, comme les CPH, à Papeete et Nouméa
- 18 | Les tribunaux de première instance à compétence commerciale n'existent qu'à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon

Découpage judiciaire de la France



Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Ensemble des implantations immobilières(en m ² hors œuvre)	5 182 583	5 346 751	5 248 926	5 564 396	5 621 632
2	Administration centrale	55 438	55 438	58 900	64 025	67 000
3	Cours et tribunaux (773 sites)	1 883 640	1 894 557	1 902 057	2 038 761	2 038 761
4	Services extérieurs de l'administration pénitentiaire	2 873 989	2 873 989	2 924 840	3 037 540	3 090 871
5	Services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse	369 516	522 767	363 129	424 070	425 000

Juridictions et établissements

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Nombre de juridictions					
	Les juridictions de l'ordre judiciaire					
6	Cour de cassation	1	1	1	1	1
7	Cours d'appel	35	35	35	35	35
8	Tribunaux supérieurs d'appel	2	2	2	2	2
9	Tribunaux de grande instance (TGI)	181	181	181	181	181
10	Tribunaux de première instance (TPI).....	5	5	5	5	5
11	Tribunaux pour enfants	139	139	154	154	154
12	Tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	116
13	Tribunaux d'instance et tribunaux de police	476	476	476	476	476
14	Conseils de prud'hommes.....	271	271	271	271	271
15	Tribunaux du travail.....	6	6	6	6	6
16	Tribunaux de commerce.....	191	191	191	191	185
17	TGI à compétence commerciale, tribunaux mixtes de commerce et chambres commerciales	37	37	37	37	37
18	TPI à compétence commerciale.....	3	3	3	3	3
	Les juridictions de l'ordre administratif					
19	Conseil d'État	1	1	1	1	1
20	Cours administratives d'appel	7	7	7	7	8
21	Tribunaux administratifs	37	37	37	36	36
◆	Nombre d'établissements pénitentiaires					
22	Maisons d'arrêt	117	117	118	117	115
23	Centres de détention	23	23	24	24	24
24	Maisons centrales	6	6	5	5	5
25	Centres pénitentiaires	26	26	28	29	31
26	Centres de semi-liberté	13	13	13	13	13
◆	Nombre d'établissements de la protection judiciaire de la jeunesse					
	Secteur public					
27	Foyers d'action éducative (FAE)	35	75	76	77	76
28	dont centres éducatifs renforcés (CER)	10	8	7	7	6
29	Centres d'action éducative (CEA)	244	199	199	204	209
30	dont avec structure d'hébergement classique.....	53	5	5	6	10
31	dont centres d'action éducative et d'insertion	///	///	22	22	23
32	Centres de placement immédiat (CPI)	31	43	43	42	43
33	Centres éducatifs fermés (CEF).....	///	///	2	2	2
34	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance *.....	98	10	10	10	10
	Secteur associatif habilité					
35	Établissements et services habilités	1 086	1 184	1 187	1 195	1 210

* En 2002, en application des nouvelles dispositions relatives à l'organisation départementale, les fonctions de permanence éducative auprès du tribunal sont assurées le plus souvent par les centres d'action éducative de rattachement.

L'accès au droit

Code		2001	2002	2003	2004	2005
36	Conseils départementaux de l'accès au droit.....	63	71	71	75	80
37	Maisons de Justice et du droit.....	81	86	93	103	118
38	Antennes de Justice	63	66	66	67	67

Juridictions et établissements

Nombre de tribunaux par ressort de cour d'appel

Cour d'appel	Cour d'appel	Tribunal supérieur d'appel	Tribunal de grande instance	Tribunal de première instance	Tribunal pour enfants	Tribunal d'instance	Conseil des prud'hommes	Tribunal du travail	Tribunal de commerce	TGIC, TMC et CM*	TPIC *	Tribunal des affaires de sécurité sociale
France métropolitaine												
Agen	1		4		3	11	5		5			3
Aix.....	1		8		8	22	14		16	1		5
Amiens	1		9		6	14	13		9	2		4
Angers	1		4		3	12	5		6			3
Bastia.....	1		2		2	5	2		3			2
Besançon.....	1		7		5	13	8		6	2		5
Bordeaux	1		5		5	17	6		8			3
Bourges	1		3		3	12	5		4			3
Caen	1		7		4	16	10		9			3
Chambéry	1		5		3	9	7		1	4		2
Colmar	1		4		4	16	10		-	4		2
Dijon.....	1		4		4	14	9		7			3
Douai	1		11		10	21	21		10	3		5
Grenoble	1		5		5	12	10		5	2		4
Limoges	1		4		3	10	4		3	1		3
Lyon.....	1		7		5	12	11		5	2		5
Metz.....	1		3		3	9	5		-	3		2
Montpellier	1		7		6	17	11		9			4
Nancy.....	1		6		4	13	9		7			4
Nîmes.....	1		6		5	14	8		5	2		4
Orléans	1		4		4	10	5		5			3
Paris	1		9		7	53	12		11			7
Pau	1		5		5	12	6		7			4
Poitiers.....	1		8		5	18	9		7	1		5
Reims.....	1		4		4	13	7		6			3
Rennes	1		12		10	25	14		11	2		6
Riom.....	1		7		4	16	8		8			4
Rouen	1		5		4	11	9		7			3
Toulouse	1		6		5	14	7		6			4
Versailles	1		4		4	24	14		5			4
Départements d'outre-mer												
Basse-Terre	1		2		2	4	2			2		1
Fort-de-France	1		2		2	3	2			2		2
Saint-Denis	1		2		2	4	2			2		1
Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales												
Nouméa	1			2	1			2		1	1	
Papeete	1			1	1			3		1		
Mamoudzou		1		1	0			1			1	
Saint-Pierre et Miquelon		1		1	0		1				1	
TOTAL	35	2	181	5	154	476	271	6	185	37	3	116

* TGIC : tribunal de grande instance à compétence commerciale ;
TMC : tribunal mixte de commerce
CM : chambres mixtes commerciales Alsace-Moselle ;
TPIC : tribunal de première instance à compétence commerciale

Justice civile

Sources statistiques

Chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du Nouveau Code de procédure civile). Mis progressivement en place depuis 1979, le Répertoire général civil (RGC) fournit en sous-produit de la gestion des juridictions les principales données statistiques permettant d'appréhender le fonctionnement de la justice civile en France. Dans les ressorts des 33 cours d'appel de France métropolitaine et des départements d'outre-mer, il est mis en œuvre dans les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, tribunaux paritaires de baux ruraux, tribunaux de commerce (depuis le 1^{er} juillet 1988) et conseils de prud'hommes.

Un nouveau répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les conseils de prud'hommes et en 2004 dans les tribunaux de grande instance. Le champ d'application du nouveau répertoire a été élargi pour les TGI et inclut désormais des procédures particulières et l'activité administrative (inscriptions au répertoire civil, inscriptions de privilèges, vérifications des dépens, renonciations à succession, déclarations d'appel, certificats, états de recouvrements, prestations de serment ...) ce qui occasionne des ruptures de séries.

C'est à partir de ce répertoire que sont obtenues la plupart des séries statistiques présentées ci-après.

Certaines procédures non prises en compte par le Répertoire général civil font l'objet d'un recueil statistique spécifique :

- celles relevant de **l'activité administrative des tribunaux d'instance** : injonctions de payer, ordonnances sur requête, demandes relatives à l'incapacité des mineurs, tentatives préalables de conciliation, certificats et déclarations de nationalité...
- les procédures relevant des **tribunaux des affaires de sécurité sociale** ;
- la **Cour de cassation** tient ses propres statistiques d'activité, publiées dans son rapport annuel édité par La Documentation Française.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Les jugements en dernier ressort qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être frappés de pourvoi en cassation, comme les jugements qui tranchent en dernier ressort tout le principal. Peuvent également être frappés de pourvoi en cassation les jugements en dernier ressort qui, statuant sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, mettent fin à l'instance (art. 606 et 607 du Nouveau Code de procédure civile).

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits. Elle fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit. Elle siège à Paris et a compétence sur tout le territoire national. Le délai de pourvoi est de deux mois. Il court, à l'égard des décisions par défaut, à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable (art. 612 et 613 du Nouveau Code de procédure civile).

- 3, 4 | **Durée d'une affaire :** exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine de la Cour de cassation et la date de la décision la déssaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année.
- 5 | **Cassation :** lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée en violation de la loi. Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué et dont la décision a été cassée. Il peut arriver que la Cour de cassation casse sans renvoyer. Cette cassation sans renvoi est fréquente en procédure pénale, mais demeure exceptionnelle en procédure civile.
- 6 | Lorsque le pourvoi est recevable, la Cour de cassation, si elle le juge mal fondé, rend un arrêt de **rejet** (art. 620 et 621 du Nouveau Code de procédure civile).
- 7 | **Le désistement** est l'acte par lequel le demandeur renonce à son action : néanmoins le défendeur peut demander, dans certains cas, de ne pas tenir compte du désistement du demandeur, et que l'affaire soit jugée quand même (art. 1024 à 1026 du Nouveau Code de procédure civile).
- 8 | **La déchéance** du droit au pourvoi interdit à la partie qui l'a formé d'en former un nouveau contre la même décision au fond (art. 621 du Nouveau Code de procédure civile).
- 10 | **Non admission :** procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la cour de déclarer "non admis" les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation
- 12 | Hors les matières où le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée, le premier président peut, à la demande du défendeur, et après avoir recueilli l'avis du Procureur général et des parties, décider le retrait du rôle d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi, à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives. Il autorise la réinscription de l'affaire au rôle de la Cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Rapport annuel de la Cour de cassation (édité par "La Documentation Française").

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Affaires nouvelles					
1	Nombre total d'affaires	21 331	22 700	22 324	21 638	21 965
◆	Affaires terminées					
2	Nombre total d'affaires (hors retraits du rôle)	21 394	20 613	23 482	23 474	23 539
3	<i>Durée moyenne globale des affaires terminées</i>(en mois)	19,5	19,3	19,3	18,7	18,7
4	<i>Durée moyenne des affaires terminées par un arrêt</i>(en mois)	24,8	24,2	23,6	22,6	22,3
	Nature de la décision					
5	Cassation	4 024	4 247	5 089	5 375	4 324
6	Rejet de la demande	8 541	8 957	6 135	5 216	6 500
7	Ordonnance ou arrêt de désistement	3 981	3 763	4 101	3 758	3 708
8	Ordonnance de déchéance.....	2 765	2 420	2 214	2 327	2 169
9	Irrecevabilité.....	685	717	326	292	375
10	Non admission	///	///	5 158	5 996	5 924
11	Autres décisions.....	1 398	509	459	510	539
12	Retraits du rôle (y compris les affaires transférées au pénal).....	734	701	676	608	661
◆	Affaires en cours					
13	Affaires en cours au 31 décembre	33 556	35 085	33 595	31 636	29 808

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Pour l'activité détaillée par cour d'appel en 2004, voir page 313.

Code | Définitions et méthode

L'appel tend à faire réformer ou annuler par **la cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses, contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal, et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire, peuvent être immédiatement frappés d'appel, comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, met fin à l'instance (art. 542 à 544 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel comprend, outre le Premier président, des présidents de chambre et des conseillers (art. L 212-1 du Code de l'organisation judiciaire). Les arrêts de la cour d'appel sont rendus soit par l'une des chambres, soit par deux ou trois chambres réunies (art. R 212-3 du Code de l'organisation judiciaire).

Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du Nouveau Code de procédure civile).

- 1 Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 4 Il s'agit des requêtes en rectification ou en interprétation, des tierces opposition.
- 12 Sont comprises sous cette rubrique toutes les affaires qui en 1^{re} instance ne relèvent pas du Répertoire général civil (recours contre les décisions des juridictions disciplinaires des ordres d'avocats, de notaires, recours contre les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle ...).
- 13 à 16 **Les taux d'appel** de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.
- 19, 21 **Durée des affaires** : cf. définition 7, p. 26
- 23 **Jugement sur le fond** : jugement qui statue sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se terminent sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation ... (cf. séries 22 à 27).
- 24 **La confirmation** est la décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.
- 26 **L'infirmerie** consiste en l'annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).
- 27 à 31 **Autres décisions** : cf. définitions 12 à 18, p. 26
- 30 **Irrecevabilité de la demande** : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, art. 911 du Nouveau Code de procédure civile).
- 32 **Décisions au fond contradictoires** : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter. La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.
- 33 Constitue une **décision au fond** le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).
- 34 Constitue une **décision mixte** le jugement qui tranche dans son dispositif une partie du principal, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.
- 35 **Ordonnance de référé** : cf. définitions 21 à 35, p. 26
- 36 Sont compris essentiellement sous cette rubrique les appels des décisions avant dire droit.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de cours d'appel.....	33	33	33	33	33
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référés)	194 392	186 930	189 916	196 800	208 041
3	■ Nombre de procédures au fond	194 392	186 930	189 916	191 579	203 248
	Juridiction d'origine					
4	Cour d'appel.....	7 740	7 967	7 178	7 266	7 664
5	Tribunal de grande instance	86 638	82 388	81 693	81 098	82 621
6	Tribunal de commerce	22 047	20 139	21 284	21 508	21 736
7	Tribunal d'instance.....	19 951	20 061	20 278	20 648	21 521
8	Conseil de prud'hommes	43 930	42 107	43 950	45 798	48 771
9	Tribunal des affaires de sécurité sociale.....	7 616	6 775	6 940	6 100	7 609
10	Tribunal paritaire de baux ruraux	936	930	970	880	858
11	Juridiction de l'expropriation	271	349	322	367	327
12	Autres.....	5 263	6 214	7 301	7 914	12 141
	Taux d'appel par juridiction d'origine					
13	Tribunal de grande instance	15,6	15,3	14,7	14,6	...
14	Tribunal d'instance	4,7	4,7	4,6	4,6	...
15	Conseil de prud'hommes	56,9	59,3	62,2	60,6	...
16	Tribunal de commerce	10,0	11,5	11,7	12,9	...
17	■ Nombre de procédures de référé.....	-	-	-	5 221	4 793
◆	Affaires terminées					
18	Nombre total d'affaires (fond et référé)	-	-	-	207 581	212 988
19	Durée moyenne des affaires terminées	-	-	-	16,1	15,3
20	■ Nombre de procédures au fond.....	221 492	206 294	198 035	202 304	208 358
21	Durée moyenne des affaires terminées	18,4	17,7	17,2	16,5	15,7
	Nature de la décision					
22	Jonction.....	11 743	10 945	9 784	9 421	8 927
23	Décisions statuant sur le fond de la demande	149 388	141 239	133 134	136 676	144 849
24	Confirmation totale de la décision attaquée.....	77 003	71 572	66 919	68 183	70 916
25	Confirmation partielle de la décision attaquée.....	38 116	38 205	40 802	45 282	46 347
26	Infirmité de la décision attaquée	34 269	31 462	25 413	23 211	27 586
27	Autres décisions.....	60 361	54 110	55 117	56 207	54 582
	dont :					
28	Radiation.....	26 683	23 783	22 361	21 506	17 906
29	Désistement du demandeur.....	21 090	19 373	21 131	22 132	21 390
30	Irrecevabilité de la demande.....	2 223	1 685	910	695	2 658
31	Conciliation des parties.....	1 104	944	388	260	419
32	Proportion de décisions au fond contradictoires	89,2	89,4	89,2	89,9	90,4
	Nature des décisions attaquées					
33	Décision au fond	195 211	180 703	172 649	177 437	182 911
34	Décision mixte.....	1 150	922	709	608	367
35	Ordonnance de référé.....	13 021	12 706	13 078	12 814	12 978
36	Autres.....	12 110	11 963	11 599	11 445	12 102
37	■ Nombre de procédures de référé.....	-	-	-	5 277	4 630
◆	Affaires en cours					
38	Affaires en cours au 31 décembre	-	-	-	249 688	244 051

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'activité commerciale traitée par les TGI n'est pas comprise dans cette page. Les informations concernant cette activité spécifique sont données aux pages 28 et 29.

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance en 2004, voir page 317.

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de grande instance ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction. Le tribunal de grande instance statue en collégialité (3 magistrats). Il est composé de magistrats professionnels (président, vice-présidents et juges). Cependant, certaines affaires peuvent être jugées à juge unique.

- 4, 24 | En 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.
- 5 | En l'absence de statistiques sur les affaires nouvelles jusqu'en 2003, et compte tenu de la faible durée des affaires portées en référé, on considère que le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.
- 7, 9, 26 | **Durée d'une affaire** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni page 71.
- 10 | Le juge peut, à la demande des parties ou d'office, ordonner **la jonction** de plusieurs instances pendantes devant lui s'il existe entre les litiges un lien tel qu'il soit de l'intérêt d'une bonne justice de les faire instruire ou juger ensemble (art. 367 du Nouveau Code de procédure civile).
- 11 | **Jugements sur le fond** : cf. définition 23, page 24.
- 16 | **La radiation** sanctionne, dans les conditions de la loi, le manque de diligence des parties. Elle emporte retrait de l'affaire du rang des affaires en cours (art. 381 du Nouveau Code de procédure civile).
- 17 | **Désistement** : le demandeur peut, en toute matière, se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance (art. 394 du Nouveau Code de procédure civile).
- 18 | **Caducité de la demande** : le tribunal est saisi par la remise d'une copie de l'assignation faite dans les quatre mois de cette assignation, faute de quoi celle-ci sera caduque. La caducité est constatée d'office par ordonnance du président ou du juge saisi de l'affaire (cf. art. 757 du Nouveau Code de procédure civile).
- 19 | Lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'**incompétence** qui, soit renvoie l'affaire devant la juridiction compétente, soit invite les parties à se tourner devant la juridiction qu'il désigne (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).
- 20 | **Conciliation des parties** : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).
- 22 | **Décisions au fond contradictoires** : cf. définition 32, page 24
- 23 | Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. définitions 13 à 16 page 24)
- 27 à 40 | **L'ordonnance de référé** est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile). L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile).
- 28 | **Durée d'une affaire** : cf. définitions 7, 9, 26.
- 33 à 38 | **Autres décisions** : cf. définitions 15 à 20.
- 40 | **Proportion de décisions statuant sur la demande contradictoires** : cf. définition 32, page 24.
- 41, 42 | Connus depuis 2004

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total	691 426	695 218	691 782	706 360	938 565
3	■ Procédures au fond	581 608	580 153	578 371	595 430	650 904
4	■ Procédures particulières	-	-	-	-	160 709
5	■ Procédures de référé	109 818	115 065	113 411	110 930	126 952
◆	Affaires terminées					
6	Nombre total	684 017	674 495	677 245	681 073	923 698
7	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	7,7	7,9	8,1	8,3	7,0
8	■ Procédures au fond	574 199	559 430	563 834	570 143	639 904
9	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	8,9	9,1	9,4	9,5	9,6
	Nature de la décision					
10	Jonction.....	25 586	25 402	24 439	23 929	25 294
11	Décisions statuant sur le fond de la demande	430 689	414 661	427 363	427 200	475 931
12	Acceptation totale de la demande.....	287 023	277 676	285 042	272 970	311 371
13	Acceptation partielle de la demande.....	87 768	85 240	92 191	103 549	109 619
14	Rejet de la demande.....	55 898	51 745	50 130	50 681	54 941
15	Autres décisions.....	117 924	119 367	112 032	119 014	137 338
	dont :					
16	Radiation.....	48 081	48 294	44 510	38 728	37 713
17	Désistement du demandeur.....	31 906	32 597	32 088	34 074	36 779
18	Caducité de la demande	15 669	16 905	13 901	18 568	17 293
19	Incompétence	3 806	3 565	3 322	3 419	3 402
20	Conciliation, transaction et acquiescement des parties	1 923	2 062	1 676	2 002	11 272
21	Non déclaré.....					1 341
22	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires.....(en %)</i>	83,2	84,1	85,8	86,1	86,4
23	<i>Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel.....(en %)</i>	15,6	15,3	14,7	14,6	...
24	■ Procédures particulières.....	-	-	-	-	159 728
25	<i>dont ordonnances sur requête</i>	-	-	-	-	143 091
26	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	-	-	-	-	0,4
27	■ Procédures de référés	109 818	115 065	113 411	110 930	124 066
28	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	1,3	1,5	1,5	1,5	1,8
	Nature de la décision					
29	Jonction.....	7 263	8 503	8 675	7 607	8 095
30	Décisions statuant sur la demande	86 364	88 989	88 501	87 419	98 657
31	Acceptation totale ou partielle de la demande.....	77 666	79 991	79 445	78 606	89 219
32	Rejet de la demande.....	8 698	8 998	9 056	8 813	9 438
33	Autres décisions.....	16 191	17 573	16 235	15 904	16 964
	dont :					
34	Radiation.....	7 606	8 663	7 378	5 508	4 732
35	Désistement du demandeur.....	3 671	4 194	4 241	4 244	5 087
36	Caducité de la demande	462	465	186	133	117
37	Incompétence	1 144	1 172	1 105	955	1 351
38	Conciliation des parties.....	344	255	167	169	524
39	Non déclaré.....					350
40	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande.....(en %)</i>	58,9	58,2	61,3	62,0	63,2
◆	Affaires en cours					
41	Affaires en cours au 31 décembre	-	-	-	-	617 174
42	Actes de greffe	-	-	-	-	218 598
	dont :					
43	Inscription au répertoire civil	-	-	-	-	77 253
44	Renonciation à succession	-	-	-	-	50 372
45	Certificats	-	-	-	-	26 603

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Cette page présente l'activité détaillée du contentieux commercial traité par les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, soit 8 % de l'ensemble du contentieux commercial, l'essentiel étant traité par les tribunaux de commerce (cf. page 39).

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance à compétence commerciale en 2004, cf. page 363.

Code | Définitions et méthode

- 1 Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance et les membres de ce tribunal connaissent des matières et exercent les fonctions attribuées aux tribunaux de commerce et à leurs membres (art. 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).
- À défaut de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance, connaît des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, entre associés pour raison d'une société de commerce, de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes, ainsi que des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics (art. 631 et 634 du Code de commerce). Il connaît enfin de la procédure d'injonction de payer (art. 1406 du Nouveau Code de procédure civile) et du redressement judiciaire des entreprises en difficulté (art. L 412-2 du Code de l'organisation judiciaire).
- 2, 3, 4 Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les affaires de redressement et de liquidation judiciaires pour les entreprises en difficulté d'autre part.
La procédure de redressement et de liquidation judiciaires peut se décomposer en quatre étapes (cf. définition et schéma page 38) :
- la saisine du tribunal par une demande d'ouverture de procédure de redressement judiciaire
 - la décision du tribunal face à cette demande : liquidation judiciaire immédiate, jugement d'ouverture de redressement judiciaire, rejet de la demande, radiation et autres ;
 - le prononcé de la solution : dans le cas des ouvertures de redressements judiciaires la solution se traduit soit par une liquidation judiciaire qui intervient après une période d'observation, soit par un jugement arrêtant un plan de redressement ;
 - enfin l'acte qui clôture les opérations de liquidation ou les plans de redressement.
- Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues, est fournie page 90 et 91.
- 5 **Le nombre total d'affaires** comprend les affaires contentieuses (ligne 7), et les procédures de redressement et de liquidation judiciaires (ligne 17).
- 6, 8, 18 Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire.
- 17 **Les affaires terminées** en matière de redressement et liquidation judiciaires se définissent à partir d'éléments pris à différentes étapes de la procédures. Sont considérées comme terminant l'affaire : les liquidations judiciaires qu'elles soient prononcées immédiatement après la saisine du tribunal ou après une période d'observation imposée par le juge, les plans de redressement judiciaire qu'ils se traduisent par la cession de l'entreprise ou par la continuation de son activité, enfin les rejets, radiations ou autres modes de fins d'affaires dessaisissant la juridiction (cases bleues du graphique page 38).
Les clôtures n'ont pas été retenues comme fins d'affaires car elles interviennent très en aval de la décision pour constater administrativement le dessaisissement de la juridiction. Leur inscription n'est pas systématique dans le cadre des redressements judiciaires.
- La durée des affaires** mesure le temps écoulé entre la saisine de la juridiction et chacune des étapes de la procédure terminant l'affaire.
- 22, 24
27, 29 Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.
- 35 à 45 **Procédures de référé** : cf. définitions 27 à 40, page 26.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux de grande instance à compétence commerciale...	35	35	35	35	35
◆	Procédures au fond					
2	Nombre total d'affaires commerciales nouvelles.....	19 391	19 777	18 753	19 784	21 265
3	Affaires contentieuses	13 069	13 038	12 014	12 703	14 147
4	Procédures de redressement et liquidation judiciaire.....	6 322	6 739	6 739	7 081	7 118
5	Nombre total d'affaires commerciales terminées	19 263	19 102	17 914	17 715	20 209
6	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	6,0	5,9	5,9	6,3	6,2
7	■ Affaires contentieuses	12 923	12 779	11 349	11 120	13 281
8	<i>Durée moyenne des affaires contentieuses.....(en mois)</i>	6,9	6,9	7,1	7,8	7,3
	Nature de la décision					
9	Jonction	557	499	511	495	465
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	10 159	10 102	8 963	8 751	11 113
11	Acceptation totale ou partielle de la demande	8 946	8 897	7 678	7 700	9 977
12	Rejet de la demande	1 213	1 305	1 285	1 051	1 136
13	Autres décisions	2 207	2 078	1 875	1 874	1 703
	dont :					
14	Radiation	1 031	973	755	665	485
15	Désistement d'instance	600	605	594	619	645
16	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires.....(en %)</i>	56,4	58,7	63,9	58,8	57,0
17	■ Procédures de redressement et liquidation judiciaires	6 340	6 323	6 565	6 595	6 928
18	<i>Durée moyenne des RLJ.....(en mois)</i>	4,2	3,7	3,9	3,7	4,2
	Nature de la décision					
19	Jonction	223	273	227	266	218
20	Liquidations judiciaires	4 196	4 188	4 554	4 557	4 737
21	Liquidations judiciaires immédiates.....	3 240	3 194	3 554	3 561	3 626
22	<i>Durée des liquidations judiciaires immédiates.....(en mois)</i>	2,1	1,9	2,3	1,9	2,0
23	Liquidations après période d'observation.....	956	994	1 000	996	1 111
24	<i>Durée des liquidations après période d'observation.....(en mois)</i>	6,5	5,5	6,2	5,9	6,6
25	Plans de redressement	452	364	413	376	578
26	Continuation	369	263	243	284	482
27	<i>Durée des plans de continuation.....(en mois)</i>	13,3	12,9	12,4	12,0	11,6
28	Cession	83	101	170	92	96
29	<i>Durée des plans de cession.....(en mois)</i>	7,5	7,5	6,6	6,6	7,8
30	Rejets	130	157	108	87	176
31	Autres décisions	1 339	1 341	1 263	1 309	1 219
	dont :					
32	Radiation	662	629	564	507	420
33	Désistement d'instance	497	497	448	435	527
34	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires.....(en %)</i>	83,5	81,9	82,5	84,4	85,7
◆	Procédures de référés					
35	Nombre total de référés	3 795	3 613	3 658	3 580	3 461
36	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	1,9	2,0	1,9	2,0	1,9
	Nature de la décision					
37	Jonction	240	251	201	143	127
38	Décisions statuant sur la demande	2 244	2 249	2 290	2 405	2 519
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	2 004	1 900	1 933	2 097	2 201
40	Rejet de la demande	240	349	357	308	318
41	Autres décisions	1 311	1 113	1 167	1 032	815
	dont :					
42	Radiation	543	525	460	339	247
43	Désistement	450	369	405	346	300
44	Incompétence.....	106	69	128	90	87
45	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande.....(en %)</i>	58,8	58,2	58,8	57,0	57,4

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Y compris les juridictions de proximité et les tribunaux paritaires de baux ruraux

Pour l'activité détaillée par tribunal d'instance en 2004, voir page 341.

Code | Définitions et méthodes

Le tribunal d'instance a une compétence générale qui est fonction de la nature de l'affaire et de la valeur de l'intérêt en jeu : il connaît des affaires personnelles et mobilières lorsque le montant de la demande ne dépasse pas 7 600 € ; il juge en premier et dernier ressort, jusqu'au 26 janvier 2005, jusqu'à 3 600 Euros (uniquement possibilité de pourvoi en cassation) et au-delà à charge d'appel (premier ressort). Cependant, dans le cadre de ses compétences exclusives, il traite des contestations relatives à certains contrats, quel que soit le montant des créances (baux d'habitation, contentieux du crédit à la consommation ...). Le tribunal d'instance composé de magistrats professionnels statue à juge unique.

À compter de la loi du 26 janvier 2005 et de l'extension de la compétence de la juridiction de proximité, le tribunal d'instance ne connaît plus que des actions civiles personnelles ou mobilières à charge d'appel jusqu'à la valeur de 10 000 Euros.

3 | Non compris l'activité en matière de contentieux électoral, qui est distinguée dans la rubrique "procédures spéciales" (séries 4 et 55, p. 33).

7 | **Décisions statuant sur le fond** : cf. définition 23, p. 24

14 à 19

29 à 34 | **Autres décisions** : cf. définitions 15 à 20, p. 26

6, 8, 23 | **Durée des affaires** : cf. définition 7, 9, 26, p. 26

20, 35 | **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. définition 32, p. 24

21 | Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (cf. définitions 13 à 16 page 24).

Elle est calculée sur l'ensemble des affaires ; devant le tribunal d'instance, la statistique ne permet pas d'isoler les décisions rendues en dernier ressort.

22 à 35 | **Procédures de référé** : cf. définitions 27 à 40, p. 26

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référé)	562 464	563 520	566 057	569 324	609 136
3	■ Procédures au fond.....	495 258	495 210	498 350	498 512	533 873
4	■ Procédures de référé	67 206	68 310	67 707	70 812	75 263
◆	Affaires terminées					
5	Nombre total d'affaires (fond et référé)	550 267	542 056	549 756	560 378	580 986
6	Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)	4,8	4,7	4,6	4,7	4,7
7	■ Nombre de procédures au fond	483 061	473 746	482 049	489 566	505 723
8	Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)	5,1	4,9	4,8	4,9	5,0
	Nature de la décision					
9	Jonction.....	12 690	13 149	13 203	13 279	13 897
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	380 050	367 422	376 023	380 399	393 544
11	Acceptation totale de la demande.....	242 120	230 182	234 682	235 259	234 354
12	Acceptation partielle de la demande.....	93 828	94 725	97 235	100 787	112 716
13	Rejet de la demande.....	44 112	42 515	44 106	44 353	46 474
14	Autres décisions.....	90 321	93 175	92 823	95 888	98 282
	dont :					
15	Radiation.....	24 945	25 412	23 896	24 305	23 477
16	Désistement du demandeur.....	42 160	44 228	43 108	42 918	43 443
17	Péremption et caducité de la citation	6 551	6 935	7 992	8 762	8 474
18	Incompétence	3 309	3 102	3 065	3 286	3 836
19	Conciliation des parties.....	6 144	5 810	5 572	6 088	5 906
20	Proportion de décisions au fond contradictoires	48,8	47,9	47,8	48,0	47,5
21	Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel	4,7	4,7	4,6	4,6	...
22	■ Nombre de procédures de référés.....	67 206	68 310	67 707	70 812	75 263
23	Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)	2,7	2,8	2,9	3,1	3,2
	Nature de la décision					
24	Jonction.....	1 450	1 252	1 323	1 341	1 354
25	Décisions statuant sur la demande	53 292	54 317	54 346	56 884	60 268
26	Acceptation totale de la demande.....	29 754	28 547	27 477	28 506	28 209
27	Acceptation partielle de la demande.....	20 629	23 011	24 055	25 542	29 101
28	Rejet de la demande.....	2 909	2 759	2 814	2 836	2 958
29	Autres décisions.....	12 464	12 741	12 038	12 587	13 641
	dont :					
30	Radiation.....	3 371	3 498	2 976	3 159	3 046
31	Désistement du demandeur.....	6 950	7 156	6 990	7 206	8 132
32	Caducité de la demande	568	578	557	573	647
33	Incompétence	723	654	580	539	589
34	Conciliation des parties.....	477	450	569	725	799
35	Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande.....(en %)	42,2	40,2	40,7	42,0	42,3

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 1 à 20** Les procédures particulières et les actes des greffes traités par les tribunaux d'instance n'entrent pas dans le champ du Répertoire général civil. Les données présentées ici sont issues de l'exploitation de registres particuliers tenus par les juridictions.
- 1 à 6** Le recouvrement d'une créance civile peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire, et s'élève à un montant déterminé. La demande est formée par requête adressée au greffe du tribunal d'instance, accompagnée des documents fondant la créance.
- L'ordonnance sur requête** est une décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le juge du tribunal d'instance est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut aussi ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 851 et 852 du Nouveau Code de procédure civile).
- Contentieux électoral** : Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort des contestations relatives aux inscriptions et radiations sur les listes destinées à diverses élections : élections politiques, membres des tribunaux et chambres de commerce, conseillers prud'hommes, assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux, membres des comités d'entreprise, délégués du personnel... (art. R 321-18 à R 321-20 du Code de l'organisation judiciaire).
- La demande de **tentative préalable de conciliation** est formée verbalement ou par lettre simple au secrétariat du greffe. Les parties doivent s'y présenter en personne. À défaut de conciliation, le juge remet au demandeur un bulletin de non-conciliation, sauf si les parties consentent à ce que l'affaire soit immédiatement jugée (art. 829 et 830 à 835 du Nouveau Code de procédure civile).
- 7 à 9** Le greffier en chef du tribunal d'instance a seul qualité pour délivrer un **certificat de nationalité française**. Le siège et le ressort des TI compétents pour délivrer les certificats de nationalité sont fixés par décret (221 TI compétents sur 473). Depuis 1999, les certificats de la nationalité française délivrés en vertu de l'article 21-7 du Code civil ont été isolés.
- Afin de suivre les effets de la réforme du droit de la nationalité (loi du 22 décembre 1993), on a élaboré des modes spécifiques de recueil des statistiques. La loi du 16 mars 1998 a supprimé la manifestation de volonté et a ramené de deux ans à un an le délai d'acquisition par mariage, à compter du 1^{er} septembre 1998 (pour plus de précisions, cf. "Études et Statistiques Justice" n° 15).
- 10 à 13** Le **pacte civil de solidarité (PACS)** a été instauré par la loi du 15 novembre 1999 (art. 515-1 du Code civil). C'est un contrat conclu entre deux personnes majeures de sexe identique ou différent, afin d'organiser leur vie commune.
- Deux personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune.
- Un certificat de non-PACS doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un PACS, une même personne ne pouvant être engagée simultanément dans plusieurs PACS. Ce certificat est délivré par le greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chacun des partenaires. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.
- Non compris l'activité du TGI de Paris
- Les tribunaux d'instance sont tenus de communiquer à certains tiers habilités l'information selon laquelle des personnes ont contracté ou non un tel pacte. Les tiers habilités sont en particulier les notaires, les huissiers, les administrateurs judiciaires, le fisc, les organismes sociaux, les tuteurs, les créanciers et les syndicats de copropriété.
- 14 à 20** **Appositions ou levées de scellés** : le tribunal d'instance connaît, dans les conditions prévues par le Nouveau code de procédure civile, des demandes relatives aux mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession (art. R 321-21 du Code de l'organisation judiciaire).
- En matière de mariage, l'acte de naissance des futurs époux peut, dans certains cas, être suppléé par un acte de notoriété délivré par le juge d'instance (art. 71 du Code civil). En matière de filiation légitime ou naturelle, le juge des tutelles peut délivrer un acte de notoriété faisant foi de la possession d'état (art. 311-3 du Code civil).
- La cession des salaires** ou autres mentionnés à l'article L 145-1 du Code du travail ne peut être consentie, quel qu'en soit le montant, que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier du tribunal d'instance de sa résidence.

Juridiction de proximité : elle a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle statue selon les règles de procédure applicables devant le tribunal d'instance. Lors de sa création elle connaît des actions personnelles mobilières introduites par des personnes physiques jusqu'à la valeur de 1 500 Euros. La loi du 26 janvier 2005 étend sa compétence en dernier ressort à toutes les actions personnelles ou mobilières jusqu'à 4 000 Euros. Elle connaît aussi à charge d'appel des demandes indéterminées ayant pour origine une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 Euros. Le juge de proximité, qui statue à juge unique, est un magistrat non professionnel nommé par décret.

23 | Durée d'une affaire : cf. définitions 7, 9, 26 page 26

24, 25 | Cf. définitions 1 à 6

Sources :

- Ministère de la Justice
Registres d'activité

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Procédures spéciales					
1	Injonctions de payer	657 424	730 954	712 759	702 550	706 959
2	Saisies sur rémunération	200 348	188 022	183 710	195 933	203 062
3	Ordonnances sur requête	39 231	39 901	37 601	36 981	36 784
4	Contentieux électoral politique	76 735	20 193	45 224	2 057	23 896
5	Contentieux électoral non politique	1 552	1 467	80 276	473	674
6	Tentatives préalables de conciliation	9 008	8 156	6 250	5 958	5 240
◆	Actes de greffe					
■	Nationalité					
7	Certificats de nationalité française	192 828	168 862	164 859	155 297	141 407
8	dont à raison de la naissance et de la résidence	8 570	5 917	5 258	4 710	3 705
9	Déclarations de nationalité française	58 601	50 447	52 878	57 099	57 707
■	Pactes civils de solidarité					
10	Déclarations	22 276	19 632	25 311	31 585	40 093
11	Dissolutions	624	1 872	3 185	5 292	7 043
12	Certificats de non-pacs délivrés	18 862	61 617	83 255	95 287	115 086
13	Demande de tiers relatives à l'existence d'un pacs	32 529	307 070	620 542	810 303	956 142
■	Activité administrative					
14	Appositions ou levées de scellés	5 000	5 118	4 480	4 324	3 752
15	Actes de notoriété et certificats de propriété	32 206	32 070	25 651	22 076	27 938
16	Warrants agricoles	39 984	36 106	29 458	29 426	30 210
17	Cessions de salaire	44 335	39 475	36 443	39 564	38 052
18	Vérifications des dépens	15 538	12 715	10 419	8 674	8 895
19	Procurations électorales	5 903	21 615	158 387	1 946	74 046
20	Consentements à l'adoption	3 888	3 823	3 881	3 727	4 819

Juridictions de proximité

◆	Affaires nouvelles					
21	Nombre total d'affaires nouvelles	///	///	///	///	18 518
◆	Affaires terminées					
22	Nombre total d'affaires terminées	///	///	///	///	15 264
23	Durée moyenne des affaires terminées	///	///	///	///	3,5
◆	Actes de greffe					
24	Injonctions de payer	///	///	///	///	8 548
25	Tentatives préalables de conciliation	///	///	///	///	484

■ Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le tribunal paritaire des baux ruraux est créé au siège de chaque tribunal d'instance. Son siège et son ressort correspondent à celui du tribunal d'instance. La compétence du tribunal paritaire des baux ruraux est exclusive. Elle porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du Code rural [titres I et V du livre VI du Code rural].

Le tribunal paritaire est présidé par le juge d'instance. Il comprend en nombre égal des bailleurs non-preneurs et des preneurs non-bailleurs, répartis s'il y a lieu en deux sections comprenant chacune quatre assesseurs ; l'une des sections est composée de deux bailleurs et de deux preneurs à ferme, l'autre de deux bailleurs et deux preneurs à colonat partiaire [ou métayage].

Le tribunal se prononce sans appel dans la limite de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance (4 000 Euros) et, si la demande excède cette limite ou est indéterminée, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Les décisions en dernier ressort peuvent être attaquées par la voie du pourvoi en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La cour d'appel connaît de l'appel interjeté à l'encontre des autres décisions du tribunal paritaire des baux ruraux conformément au livre II du Code rural.

9 | **Autres décisions :** sont notamment comprises dans cette rubrique les décisions de radiation d'affaire, désistement du demandeur, jonction d'affaires, caducité de la demande, incompétence de la juridiction et conciliation des parties [cf. définitions 13 à 18 p. 26].

10 | **Durée des affaires :** cf. définition 7, 9, 26, p. 26

11 | **Proportion de décisions au fond contradictoires :** cf. définition 32, p. 24

12 | **Procédures de référé :** cf. définitions 27 à 40, p. 26

■ Les tribunaux des affaires de sécurité sociale

Sources et champ géographique

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale n'entrent pas dans le champ du répertoire général civil. Les seules données disponibles concernant ce contentieux sont issues de cadres statistiques renseignés annuellement par les juridictions. Ces cadres, exploités jusqu'en 1991 par la Direction des Services judiciaires, et depuis 1992 par la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation, ne fournissent que l'activité globale [affaires nouvelles et terminées] de chaque tribunal des affaires de sécurité sociale de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Définitions et méthode

Le contentieux général de sécurité sociale a été institué en vue de régler les différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole qui ne relèvent pas, par leur nature, d'un autre contentieux (art. L 190 du Code de sécurité sociale).

Chaque commission est présidée par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel). Ce magistrat est entouré de deux assesseurs représentant, l'un les salariés, l'autre les employeurs ou les travailleurs indépendants. Ces assesseurs sont désignés par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel) sur présentation des organisations syndicales les plus représentatives.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil
Cadres statistiques d'activité des tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
◆	Affaires nouvelles					
2	■ Nombre de procédures au fond	3 731	3 546	3 424	3 424	3 478
◆	Affaires terminées					
3	■ Nombre de procédures au fond	3 538	3 536	3 318	3 367	3 281
	Nature de la décision					
4	Jonction.....	182	144	153	161	186
5	Décisions statuant sur le fond de la demande	1 816	1 846	1 791	1 745	1 637
6	Acceptation totale de la demande.....	816	795	706	696	637
7	Acceptation partielle de la demande.....	448	529	582	548	508
8	Rejet de la demande.....	552	522	503	501	492
9	Autres décisions.....	1 540	1 546	1 374	1 461	1 458
10	Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)	10,3	11,1	11,1	10,8	11,3
11	Proportion de décisions au fond contradictoires.....(en %)	85,0	83,3	81,5	84,2	89,7
12	■ Nombre de procédures de référés.....	219	173	223	201	207

Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2000	2001	2002	2003	2004
13	Nombre de tribunaux des affaires de sécurité sociale.....	116	116	116	116	116
◆	Régime général					
14	Nombre total d'affaires nouvelles	94 752	93 068	87 648	93 458	95 564
15	Nombre total d'affaires terminées	102 720	96 704	93 031	89 908	96 320
◆	Régime agricole					
16	Nombre total d'affaires nouvelles	7 786	6 781	6 495	6 150	6 672
17	Nombre total d'affaires terminées	7 573	7 152	6 800	6 299	6 362

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Un nouveau Répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les Conseils de prud'hommes

Pour l'activité détaillée par conseil de prud'hommes en 2003, voir page 345.

Code | Définitions et méthode

Les conseils de prud'hommes, juridictions électives et paritaires, règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. Ils jugent les différends à l'égard desquels la conciliation n'a pas abouti (art. L 511-1 du Code du travail).

C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Les conseillers prud'hommes employeurs et salariés sont élus respectivement par leurs pairs.

Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes et comportent obligatoirement une formation commune de référé. Les sections autonomes sont : la section de l'encadrement, la section de l'industrie, la section du commerce et des services commerciaux, la section de l'agriculture, et la section des activités diverses (art. L 512-2 du Code du travail).

- 6, 8
14, 36 | **Durée des affaires** : cf. définition 7, 9, 26, page 26
- 11 | Les conseillers prud'hommes, qui statuent toujours en nombre pair, doivent prendre leurs décisions à la majorité des voix. Si cette majorité ne peut se former, l'affaire est renvoyée devant la même formation mais présidée par un juge d'instance. L'adjonction du "juge départiteur" fait passer la formation en nombre impair ce qui rend impossible le blocage par un égal partage des voix.
- 16 | Taux de répartition : affaires avec répartition sur affaires en délibéré (lignes 11/9).
- 21 à 25 | **Autres décisions** : cf. définitions 13 à 18, p. 26
- 26 | **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. définition 32, p. 24
- 18 | Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. définitions 13 à 16 page 24)
- 28 | Le conseil de prud'hommes statue en dernier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande n'excède pas un taux fixé par décret - 26 décembre 2003 - (3 980 Euros à compter du 01-01-2004)
- lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toutes pièces que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes (art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail).
- 29 | Le conseil de prud'hommes statue en premier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande excède un taux fixé par décret - 26 décembre 2003 - (3 980 Euros à compter du 01-01-2004)
- lorsque la demande est indéterminée (art. 40 du Nouveau Code de procédure civile, art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail interprétés à contrario).
- 30 à 34 | Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes, mais comportent obligatoirement une formation commune de référé (art. L 512-2 du Code du travail).
- 35 à 46 | **Procédures de référé** : cf. définitions 27 à 40, page 26
- 41 à 45 | **Autres décisions** : cf. définitions 15 à 20, page 26
- 46 | **Proportion de décisions statuant sur la demande contradictoires** : cf. définition 32, page 24

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de conseils de prud'hommes	270	270	270	270	270
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référé)	211 527	218 909	225 987	213 707	207 804
3	■ Nombre de procédures au fond	164 039	171 293	176 075	167 079	163 798
4	■ Nombre de procédures de référés	47 488	47 616	49 912	46 628	44 006
◆	Affaires terminées					
5	Nombre total d'affaires (fond et référé)	208 235	209 747	217 752	213 216	211 831
6	Durée moyenne des affaires terminées	8,2	8,9	9,0	9,5	10,1
7	■ Nombre de procédures au fond	160 747	162 131	167 840	165 421	167 859
8	Durée moyenne des affaires terminées	10,2	11,2	11,3	11,8	12,4
9	Affaires ayant fait l'objet d'un délibéré	91 567	86 514	90 361	79 540	89 604
10	Affaires au fond sans répartition	78 714	72 648	74 946	64 893	71 221
11	Affaires avec répartition	12 853	13 866	15 415	14 647	18 383
12	Affaires au fond	10 522	10 891	12 369	11 606	12 824
13	Autres fins d'affaire	2 331	2 975	3 046	3 041	5 559
14	Durée moyenne des affaires terminées avec répartition	18,3	17,9	21,4	20,1	23,1
15	Affaires terminées sans délibéré	69 180	75 617	77 479	85 881	78 255
16	Taux de répartition	14,0	16,0	17,1	18,5	20,5
	Nature de la décision					
17	Jonction	15 209	14 399	15 536	15 769	16 092
18	Décisions statuant sur le fond de la demande	89 236	83 539	87 315	76 499	84 045
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	68 638	63 378	66 185	56 567	60 607
20	Rejet de la demande	20 598	20 161	21 130	19 932	23 438
21	Autres décisions	56 302	64 193	64 989	73 153	67 722
	dont :					
22	Radiation	22 984	29 796	22 827	21 926	21 602
23	Désistement du demandeur	10 000	10 933	16 813	17 051	16 048
24	Conciliation des parties	14 894	15 170	14 960	16 153	16 153
25	Caducité de la demande	5 727	5 698	7 132	7 491	6 424
26	Proportion de décisions au fond contradictoires	88,5	88,8	89,8	89,2	89,5
27	Décisions ayant fait l'objet d'un appel	56,9	59,3	62,2	60,6	...
	Premier ou dernier ressort					
28	Décisions au fond prises en dernier ressort	21 491	19 274	20 785	12 721	13 331
29	Décisions au fond prises en premier ressort	67 745	64 265	66 532	63 778	70 714
	Section saisie					
30	Agriculture	3 255	3 004	2 935	2 729	2 809
31	Commerce	57 033	56 469	60 089	55 433	58 391
32	Activités diverses	34 125	37 795	34 037	41 433	37 807
33	Encadrement	22 486	23 256	26 209	25 060	28 283
34	Industrie	43 848	41 607	44 570	40 766	40 569
35	■ Nombre de procédures de référés	47 488	47 616	49 912	47 795	43 972
36	Durée moyenne des affaires terminées	1,3	1,4	1,3	1,5	1,4
	Nature de la décision					
37	Jonction	4 442	4 037	6 182	4 227	2 737
38	Décisions statuant sur la demande	25 090	24 550	21 502	19 416	18 349
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	18 500	18 325	16 057	15 673	14 836
40	Rejet de la demande	6 590	6 225	5 445	3 743	3 513
41	Autres décisions	17 956	19 029	22 228	24 152	22 886
	dont :					
42	Radiation	9 434	9 849	9 175	7 032	6 984
43	Désistement du demandeur	3 074	3 367	6 197	6 556	5 824
44	Conciliation des parties	1 767	1 625	1 516	2 067	1 976
45	Caducité de la demande	812	830	1 789	1 839	1 493
46	Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande	67,8	67,4	66,9	65,0	63,4
◆	Affaires en cours					
47	Affaires en cours au 31 décembre	-	-	-	169 696	167 294

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le Répertoire général des tribunaux de commerce est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1988.

Les tribunaux de commerce traitent 92 % du contentieux commercial, les 8 % restant relèvent des TGICC dont l'activité commerciale est décrite page 29. Les données présentées ici sont organisées comme celles relatives aux TGICC, afin de permettre aux lecteurs d'effectuer aisément des comparaisons.

Pour l'activité détaillée par tribunal de commerce en 2004, voir page 357.

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues (TC+TGICC) est fournie p. 91.

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce, et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du Code de commerce et L 411-2 du Code de l'organisation judiciaire).

Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant (Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985).

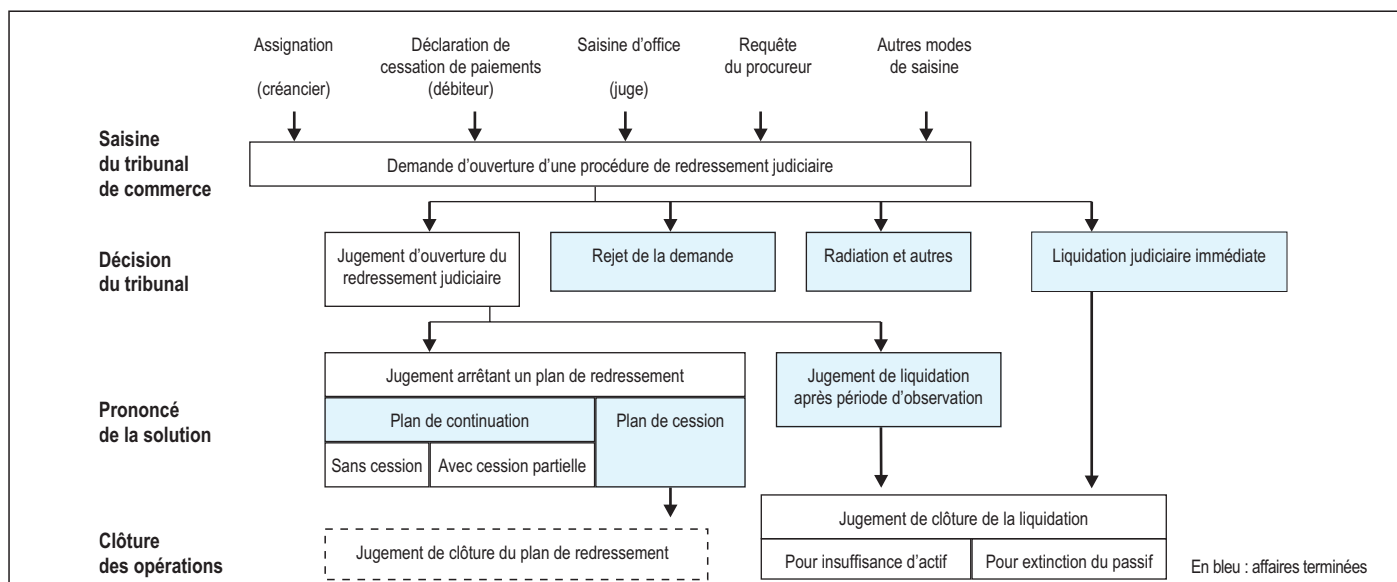
Les tribunaux de commerce sont composés uniquement de commerçants (au moins un président, deux juges titulaires et deux juges suppléants) élus par leurs pairs suivant un scrutin à deux degrés.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent (art. L 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).

Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les affaires de redressement et de liquidation judiciaires pour les entreprises en difficulté d'autre part.

La procédure de redressement et de liquidation judiciaires peut se décomposer en quatre étapes : voir définition 17, p. 28 et schéma :

Les 4 étapes de la procédure de redressement et de liquidation judiciaire



7 | Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel : cf. définitions 13 à 16, page 24

18 | **Procédures de redressements et de liquidations judiciaires** : les affaires terminées sont en bleu sur le schéma ci-dessus

14

32, 42 | **Autres décisions** : cf. définitions 15 à 20, p. 26

6, 9, 19 | Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire.

23, 25

28, 30 | Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.

17, 35 | **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. définition 32, p. 24

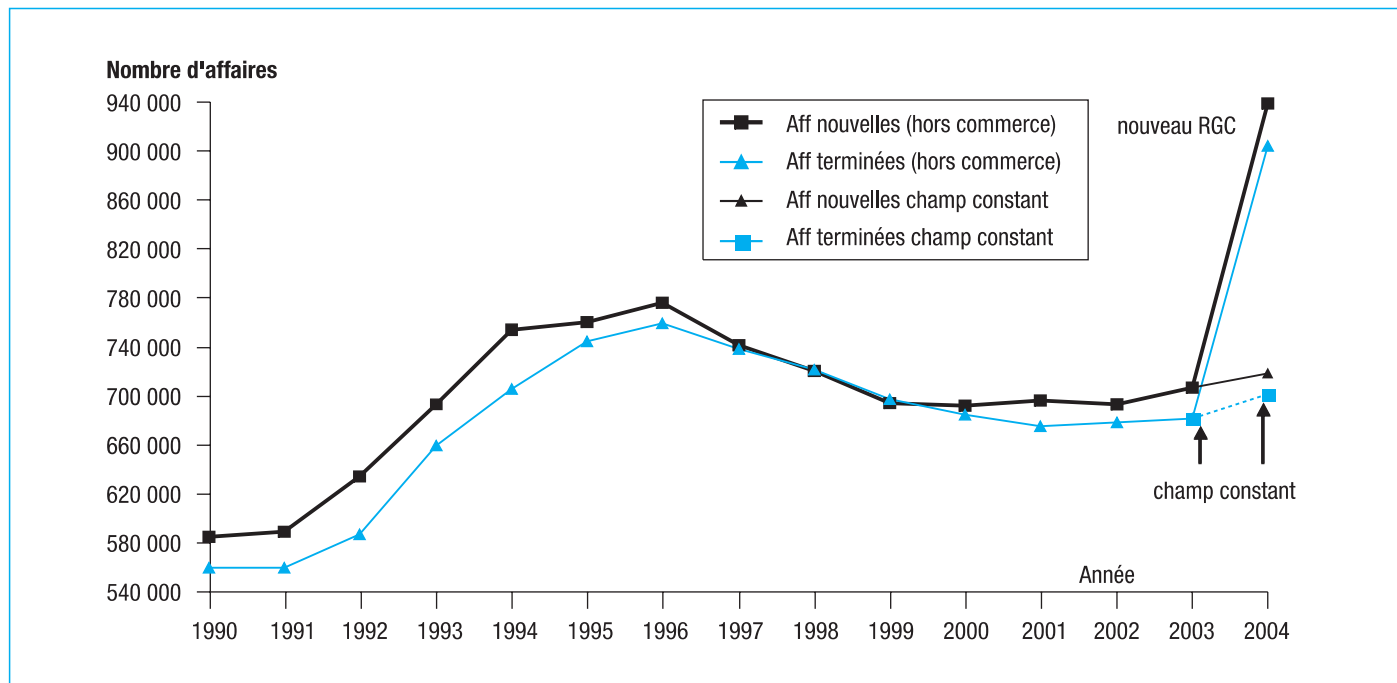
36 à 46 | **Procédures de référé** : cf. définitions 27 à 40, p. 26

Sources :

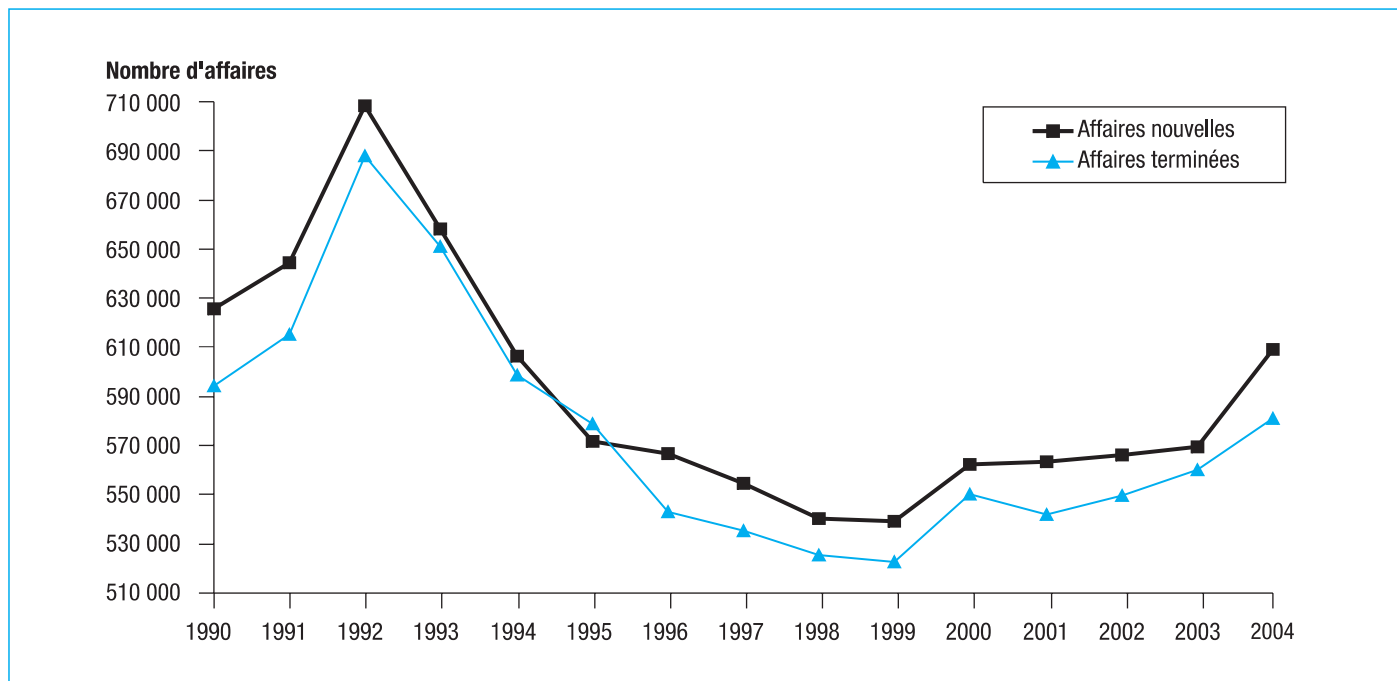
- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux de commerce	191	191	191	191	191
◆	Affaires nouvelles					
2	■ Nombre de procédures au fond	nd	207 431	213 843	217 943	221 289
3	■ Affaires contentieuses.....	nd	154 982	161 376	162 509	164 824
4	■ Procédures de redressement et de liquidation judiciaires.....	nd	52 449	52 467	55 434	56 465
◆	Affaires terminées					
5	■ Nombre de procédures au fond	238 939	206 093	206 060	201 647	211 532
6	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois).</i>	4,8	5,6	5,8	5,9	5,3
7	<i>Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel.....(en %).</i>	10,0	11,5	11,7	12,6	...
8	■ Affaires contentieuses	184 277	153 143	152 975	147 429	155 737
9	<i>Durée moyenne des affaires contentieuses.....(en mois).</i>	4,9	5,9	6,3	6,5	5,9
	Nature de la décision					
10	Jonction.....	5 416	5 325	5 683	5 536	5 397
11	Décisions statuant sur le fond de la demande.....	155 399	123 501	123 058	118 707	126 960
12	Acceptation totale ou partielle de la demande.....	147 554	116 257	115 658	111 189	119 464
13	Rejet de la demande.....	7 845	7 244	7 400	7 518	7 496
14	Autres décisions.....	23 462	24 317	24 234	23 186	23 380
	dont :					
15	Radiation.....	17 115	18 128	17 890	16 642	16 635
16	Désistement d'instance.....	3 701	3 955	3 777	3 790	3 391
17	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires.....(en %).</i>	47,8	43,3	44,6	45,6	45,8
18	■ Procédures de redressement et liquidation judiciaires	54 662	52 950	53 085	54 218	55 795
19	<i>Durée moyenne des RLJ.....(en mois).</i>	4,5	4,5	4,3	4,2	3,8
	Nature de la décision					
20	Jonction.....	1 056	1 037	949	889	864
21	Liquidations judiciaires.....	34 000	33 874	34 835	35 823	38 055
22	Liquidations judiciaires immédiates.....	24 590	25 010	25 887	26 794	28 566
23	<i>Durée des liquidations judiciaires immédiates.....(en mois).</i>	1,7	2,0	1,9	1,6	1,5
24	Liquidations après période d'observation.....	9 410	8 864	8 948	9 029	9 489
25	<i>Durée des liquidations après période d'observation.....(en mois).</i>	7,0	7,0	6,9	6,7	6,4
26	Plans de redressement.....	4 493	4 094	3 977	4 323	4 382
27	Continuation.....	3 814	3 310	3 181	3 392	3 542
28	<i>Durée des plans de continuation.....(en mois).</i>	13,1	13,3	12,9	12,4	12,1
29	Cession.....	679	784	796	931	840
30	<i>Durée des plans de cession.....(en mois).</i>	8,5	7,9	7,8	8,1	8,0
31	Rejets.....	984	1 002	862	930	956
32	Autres décisions.....	14 129	12 943	12 462	12 253	11 538
	dont :					
33	Radiation.....	11 829	10 822	10 332	10 123	9 126
34	Désistement d'instance.....	1 815	1 669	1 683	1 631	1 882
35	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires.....(en %).</i>	78,3	77,9	76,9	76,8	76,6
36	■ Nombre de procédures de référés	35 411	35 519	34 868	33 916	31 358
37	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois).</i>	1,2	1,5	1,4	1,3	1,3
	Nature de la décision					
38	Jonction.....	837	876	845	716	762
39	Décisions statuant sur la demande.....	27 948	27 024	26 991	26 680	24 934
40	Acceptation totale ou partielle de la demande.....	25 844	24 855	24 805	24 487	22 695
41	Rejet de la demande.....	2 104	2 169	2 186	2 193	2 239
42	Autres décisions.....	6 626	7 619	7 032	6 520	5 662
	dont :					
43	Radiation.....	4 900	5 504	5 158	4 720	4 041
44	Désistement.....	1 065	1 445	1 201	1 163	933
45	Incompétence.....	342	411	369	331	272
46	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande.....(en %).</i>	48,4	49,3	47,6	47,0	47,2

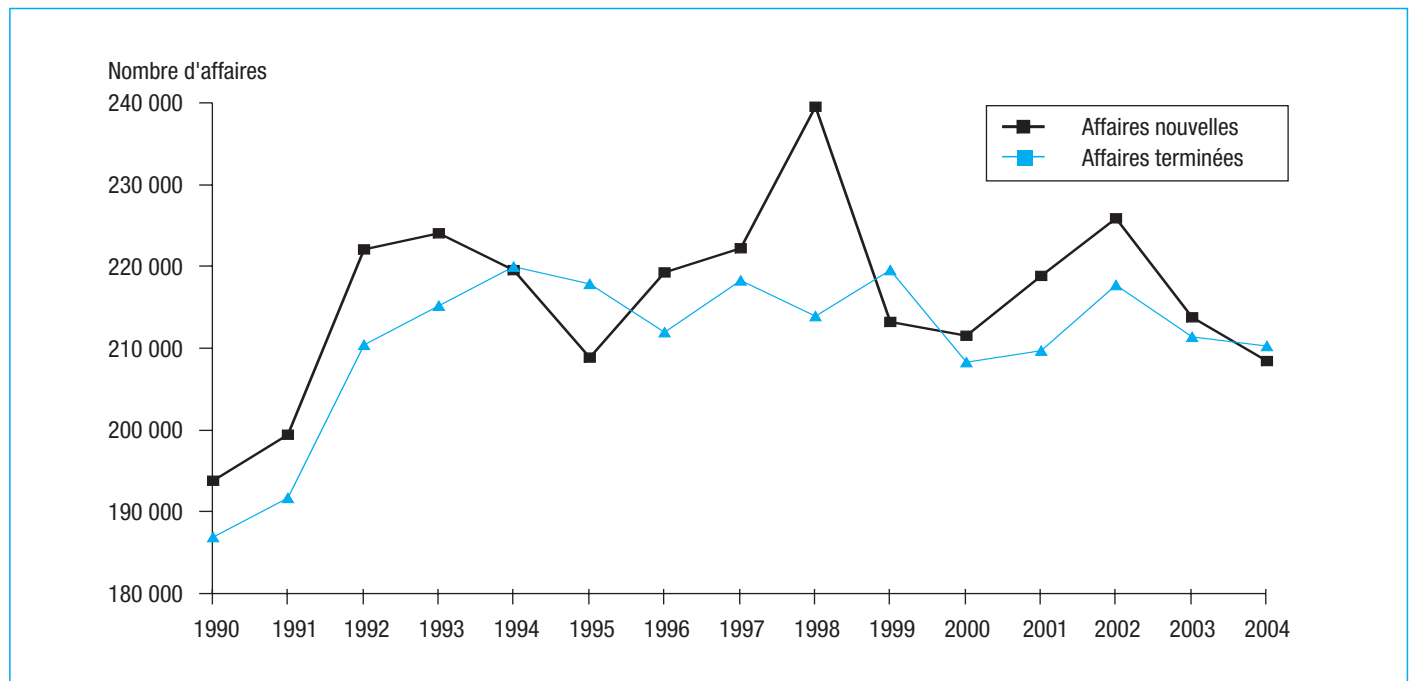
Affaires civiles des tribunaux de grande instance. Activité annuelle de 1990 à 2004 [fond et référés]



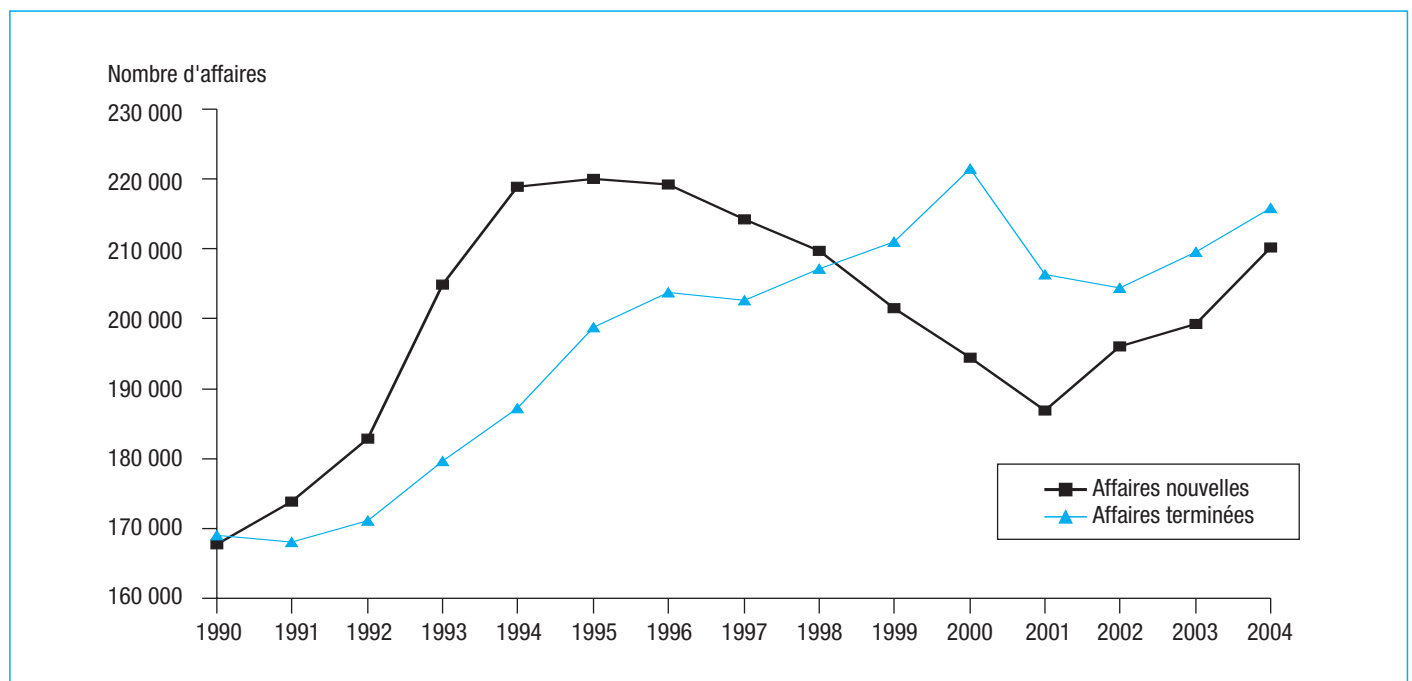
Affaires civiles des tribunaux d'instance. Activité annuelle de 1990 à 2004 [fond et référés]



Affaires civiles des conseils de prud'hommes. Activité annuelle de 1990 à 2004 [fond et référés]



Affaires civiles des cours d'appel. Activité annuelle de 1990 à 2004 [fond et référés]



Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le présent tableau (pages 43 à 67) a pour but de donner une image détaillée des affaires civiles au fond soumises à la Justice en 2004. Il répartit les demandes devant les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance et conseils de prud'hommes selon les principales natures d'affaires.
Le champ pris en compte est celui du Répertoire général civil de 2004.

Depuis le 1^{er} janvier 1988, les greffes des juridictions utilisent une nomenclature standardisée des affaires civiles pour coder la nature des affaires introduites au répertoire général civil. Pour la commodité de la publication, cette nomenclature hiérarchisée en 3 niveaux et comportant quelque 700 postes de base ne peut être reproduite in extenso dans cet ouvrage. Le lecteur ne trouvera dans ce tableau qu'un extrait de la nomenclature présentant tous les postes de 1^{er} et 2^e niveau, ainsi que les postes de 3^e niveau les plus significatifs. Pour plus de détails, le lecteur pourra contacter la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation du Ministère de la Justice.

- 3 | Les certificats de nationalité française ne sont pas pris en compte dans cette rubrique.
- 4 | Articles 26-3 et 26-4 du Code civil.
- 5 | Article 29-3 du Code civil. L'objet de l'action est de faire déclarer qu'une personne physique a acquis ou n'a pas acquis la nationalité française (art. 1038 du Nouveau Code de procédure civile).
- 8 | Les rectifications de prénom, en cas de refus de l'officier d'état civil d'inscrire un prénom, sont prises en compte dans la rubrique "Nom-prénom" série 10.
- 11 | Les contestations entre parents relatives au nom d'usage porté par l'enfant (loi du 23 décembre 1985) sont prises en compte dans la série "demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale" série 33, page 47.
- 12 | Y compris après décès du conjoint.
- 19 | Y compris les atteintes au secret du patrimoine ou de la fortune personnelle, et à l'exclusion du secret des affaires (voir série 8, page 51).
- 21 | Sont prises en compte dans ce poste les demandes de sortie d'une personne internée.
- 24 | Pour les demandes concernant les conflits entre parents s'agissant des actes que chacun peut faire seul, ou relatifs à l'exercice de la jouissance légale, voir poste "demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale" série 33, page 47.
- 24 à 26 | Ne sont pas comptabilisées ici les demandes relatives aux tutelles de plein droit. La protection des mineurs fait l'objet d'une présentation spécifique page 81.
- 26 | Ce poste concerne aussi bien les cas de première demande (art. 390 du Code civil) que les demandes d'ouverture d'une tutelle d'État en situation de vacance de la tutelle (art. 433 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Nombre total d'affaires introduites en 2004		203 248	672 169	533 873	163 798	221 289
◆ 2	Droit des personnes		1 754	20 923	156 328		
3	Nationalité		1 072	1 542	6		
	dont :						
4	Demande tendant à contester l'enregistrement ou le refus d'enregistrement d'une déclaration de nationalité		932	998	3		
5	Action déclaratoire ou négatoire de nationalité.....		83	431	2		
6	État civil		36	2 140	54		
	dont :						
7	Demande de jugement supplétif d'un acte de l'état civil ou de reconstitution d'un acte d'état civil détruit.....		4	778	4		
8	Demande de rectification d'un acte de l'état civil ou des jugements déclaratifs ou supplétifs d'actes de l'état civil		24	1 096	40		
9	Demande sanctionnant le dysfonctionnement de l'état civil		1	13	///		
10	Nom - Prénom		146	10 105	1		
	dont :						
11	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel...		66	7 026	///		
12	Demande relative à l'usage du nom d'un conjoint ou d'un ex-conjoint		13	139	1		
13	Demande de changement de prénom		44	2 681	///		
14	Absence - Disparition		2	439	359		
	dont :						
15	Demande de jugement déclaratif de décès en cas de disparition		1	203	1		
16	Demande de constatation de présomption d'absence.....		///	5	358		
17	Demande de déclaration d'absence		///	202	///		
18	Droits attachés à la personne		349	1 096	218		
	dont :						
19	Demande tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit ou au respect de la vie privée		238	506	148		
20	Demande relative à l'organisation des funérailles ou à la sépulture.....		41	53	65		
21	Demande relative à l'internement d'une personne		35	101	1		
22	Demande relative au don d'organes.....		///	413	///		
23	Incapacité des mineurs		13	204	14 449		
	dont :						
24	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre d'une administration légale pure et simple.....		1	29	12 768		
25	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire...		2	2	323		
26	Demande d'ouverture d'une tutelle : incapacité des mineurs		///	28	82		
27	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : incapacité des mineurs.....		///	105	1		
28	Demande d'émancipation		///	3	1 068		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 93.22 du 8 janvier 1993 a instauré **le juge aux affaires familiales**. Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs.

À partir du 1^{er} février 1994, date d'entrée en application de la loi, sont traités au tribunal de grande instance des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance. On a évalué à 6% la part des contentieux des tribunaux d'instance ainsi transférée aux tribunaux de grande instance. Les affaires familiales font l'objet d'une présentation spécifique pages 84 à 89.

- 4 | Sont comprises dans ce poste toutes les formes de tutelles de majeurs : avec conseil de famille, sous forme d'administration légale, sous contrôle judiciaire, tutelle d'état ou tutelle en gérance.
- 9, 14 | Les demandes de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales, comptabilisées auparavant dans les clôtures, sont désormais incluses dans la rubrique fonctionnement des régimes (ligne 14).
- 19 | Cf. ci-dessus le paragraphe relatif au juge aux affaires familiales.
- 27 | Devant le tribunal de grande instance, les demandes de mesures provisoires formées lors de l'introduction de l'instance ne sont pas comptabilisées.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Majeurs protégés : ouverture d'un régime de protection		29	118	112 879		
	dont :						
2	Appel d'une décision relative à l'organisation ou à la prolongation d'une protection judiciaire d'un jeune majeur		5	2	4		
3	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication..		///	21	51 775		
4	Demande d'ouverture d'une tutelle : majeurs protégés		///	41	26 373		
5	Demande d'ouverture d'une curatelle		1	46	20 868		
6	Demande de conversion de tutelle en curatelle.....		///	5	752		
7	Demande de conversion de curatelle en tutelle.....		///	3	2 696		
8	Demande d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales		23	///	10 411		
9	Majeurs protégés : fonctionnement des régimes de protection		51	5 057	20 822		
	dont :						
10	Recours contre une décision relative à la gestion des biens d'un majeur protégé.....		5	542	3		
11	Demande tendant à modifier l'étendue de la curatelle		///	100	3 986		
12	Demande tendant à modifier l'étendue de la tutelle		///	45	1 441		
13	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : majeurs protégés		14	3 826	///		
14	Demande de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales		30	///	15 298		
15	Majeurs protégés : clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture		56	222	7 540		
	dont :						
16	Demande de mainlevée d'une tutelle		1	60	818		
17	Demande de mainlevée d'une curatelle		///	129	5 344		
18	Demande de mainlevée d'une tutelle aux prestations sociales		39	2	1 110		
◆ 19	Droit de la famille		40 886	410 599	2 188		
20	Divorce.....		16 707	175 917	1		
	dont :						
21	Demande en divorce sur requête conjointe		79	68 262	///		
22	Demande en divorce sur demande acceptée		697	29 476	///		
23	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait.....		208	1 468	///		
24	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales		14	46	///		
25	Demande en divorce pour faute		9 553	73 942	///		
26	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce		179	1 986	///		
27	Demande de modification des mesures provisoires [divorce]		5 962	421	///		
28	Action en opposabilité ou en inopposabilité d'une décision de divorce rendue à l'étranger.....		6	78	1		
29	Séparation de corps		531	5 700	2		
	dont :						
30	Demande en séparation de corps sur requête conjointe		12	1 565	///		
31	Demande en séparation de corps sur demande acceptée		12	1 034	///		
32	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait.....		18	81	///		
33	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales.....		1	5	///		
34	Demande en séparation de corps pour faute		362	2 994	///		
35	Demande de modification des mesures provisoires [séparation de corps].....		125	15	2		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Dans le cas de demandes multiples, c'est le premier poste rencontré dans la liste qui a été retenu. Les demandes relatives à l'usage du nom (art. 264 du Code civil) sont prises en compte dans la rubrique "Nom - Prénom" série 10, page 43.
- 4 | Sont compris dans cette rubrique les recours de celui qui assure la charge de l'enfant majeur contre l'ex-conjoint.
- 5 | Article 282 du Code civil applicable au divorce pour rupture de la vie commune.
- 8 | Par exemple demande d'attribution préférentielle d'un bien, de maintien dans l'indivision, de licitation, etc. Concernant les affaires portées devant le tribunal d'instance, il peut s'agir des cas où le juge des tutelles autorise le partage des biens d'une personne présumée absente (art. 116 du Code civil).
- 9 | Les demandes relatives à la liquidation du régime matrimonial sont prises en compte dans la série 8.
- 12 | Cette rubrique concerne toutes les demandes d'aliments, sauf en matière de divorce ou séparation de corps, mais y compris les demandes formées entre les membres de la famille naturelle (cf. séries 13 et 14).
- 14 | Y compris les enfants naturels devenus majeurs.
- 25 | Il s'agit des demandes relatives à la contestation, ou à la recherche de la paternité ou de la maternité, ainsi que les demandes d'adoption. Les demandes relatives au nom de l'enfant naturel sont prises en compte dans la série 11 page 43 ; celles concernant l'exercice du droit de visite ou de la fixation de la résidence d'un enfant sont comptabilisées dans la série 36. Enfin pour les demandes d'aliments formées entre les membres de la famille naturelle ou adoptive, cf. séries 13 et 14.
- 31 | Les demandes de modification de l'autorité parentale, de la résidence et du droit de visite après le prononcé du divorce sont compris à la rubrique "post-divorce", séries 2 et 6. L'ensemble du contentieux de l'autorité parentale est traité dans le thème "Affaires familiales", lignes 6 à 12 de la page 85.
- 32 | Y compris pour les enfants naturels.
- 36 | Les demandes d'exercice conjoint de l'autorité parentale sont comprises dans cette rubrique

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Demande postérieure au prononcé du divorce ou de la sép. de corps ..		7 777	59 694	115		
2	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs		1 772	18 323	1		
3	Demande de révision de la prestation compensatoire		701	1 400	13		
4	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants		2 517	25 202	16		
5	Demande de modification de la pension alimentaire		568	3 483	39		
6	Demande de modification du droit de visite		1 090	7 655	///		
7	Demande relative au bail concédé à l'un des époux		5	32	2		
8	Demande relative à la liquidation du régime matrimonial		1 124	3 599	44		
9	Mariage et régimes matrimoniaux		347	28 656	21		
	dont :						
10	Demande en nullité de mariage		218	1 832	///		
11	Demande d'homologation du changement de régime matrimonial		33	25 620	///		
12	Obligations à caractère alimentaire		2 924	26 825	1 831		
	dont :						
13	Demande relative à la pension alimentaire des enfants naturels		1 184	16 132	77		
14	Demande d'entretien formé par l'enfant majeur		272	1 642	2		
15	Recours des tiers payeurs contre les débiteurs d'aliments		155	1 888	12		
16	Contribution aux charges du mariage		625	4 354	17		
17	Action à fin de subsides		126	608	6		
18	Contestation relative au paiement direct ou au recouvrement des pensions alimentaires		120	18	1 372		
19	Filiation légitime et légitimation		114	1 483	1		
	dont :						
20	Action en désaveu de paternité		29	143	///		
21	Action en contestation de paternité formée par la mère remariée		9	40	///		
22	Autres actions tendant à contester la présomption de paternité légitime ..		38	249	///		
23	Demande de légitimation postérieurement au mariage		9	241	1		
24	Demande relative au consentement à une procréation médicalement assistée ou à la délivrance d'un acte de notoriété constatant la possession d'état d'enfant légitime		2	532	///		
25	Filiation naturelle et filiation adoptive		479	14 436	2		
	dont :						
26	Action en contestation de reconnaissance et demande en nullité de reconnaissance		143	1 741	///		
27	Action en recherche de paternité naturelle		177	1 139	2		
28	Demande en déclaration d'abandon		12	209	///		
29	Demande d'adoption simple		77	7 222	///		
30	Demande d'adoption plénière		28	3 683	///		
31	Autorité parentale et droit de visite		9 267	79 112	4		
	dont :						
32	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non		513	2 561	///		
33	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale		145	675	1		
34	Demande de délégation ou de transfert de l'autorité parentale		106	3 331	///		
35	Demande de retrait total de l'autorité parentale		24	279	///		
36	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou au droit de visite quant aux enfants naturels		5 476	71 896	///		
37	Recours contre une mesure relative à l'assistance éducative		2 777	4	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Cette rubrique concerne toutes les demandes en partage, à l'exception des liquidations consécutives au divorce, prises en compte dans la série 8 page 47.
- 2 | On trouve notamment dans cette rubrique les contentieux sur les modalités du partage, les demandes d'annulation, de rescision, d'opposition des créanciers, d'homologation de partage, les demandes d'attribution préférentielle d'un bien, etc...
- 3 | Sont concernés dans cette rubrique les actes de disposition fait par un indivisaire seul (art. 815-3 du Code civil), les cessions réalisées en violation du droit de préemption des indivisaires (art. 815-16 du Code civil), les décisions du gérant ou des indivisaires (art. 1873-6 du Code civil), les nullités d'une convention d'indivision (art. 1873-2 du Code civil).
- 5 | Sont notamment comprises ici les demandes en annulation, révocation, ou réduction d'une libéralité ou d'une de ses clauses.
- 9 | Chacune de ces demandes peut être formée à titre unique.
- 21 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes de radiation d'une sûreté.
- 22 à 29 | Sont comprises sous ces rubriques les demandes relatives aux groupements de toutes sortes : sociétés civiles et commerciales, sociétés agricoles, associations, mutuelles, syndicats, ordres professionnels.
- 23 | Ces demandes concernent notamment les délibérations des diverses assemblées, conseils d'administration, etc.
- 29 | Ces demandes sont formulées en cas notamment de réunion de toutes les parts en une seule main, mésintelligence, réduction du capital en dessous du minimum légal.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Partage, indivision, succession		2 272	17 604	198		
	dont :						
2	Demande en partage, ou contestations relatives au partage		1 516	10 105	72		
3	Demande en annulation d'un acte accompli sur un bien indivis, ou d'une convention d'indivision		53	145	14		
4	Demande relative à une succession vacante ou non réclamée		16	5 972	1		
5	Libéralités (donations et testaments)		468	1 172	13		
◆ 6	Droit des affaires (hors entreprises en difficulté)		11 128	15 615	10 821		12 809
7	Bail commercial		3 998	7 122	972		232
	dont :						
8	Demande en nullité de bail commercial		150	238	10		5
9	Demande en paiement des loyers et charges et/ou tendant à la résiliation du bail et/ou à l'expulsion		1 751	1 871	807		150
10	Demande de fixation du bail révisé ou renouvelé		443	2 093	7		///
11	Action relative à la déspécialisation		13	21	///		1
12	Action en contestation de congé et/ou demande de renouvellement de bail		289	586	13		16
13	Demande d'évaluation et/ou en paiement de l'indemnité d'éviction		118	313	2		///
14	Demande d'exécution de travaux à la charge du bailleur, ou demande en garantie contre le bailleur		247	467	74		4
15	Vente du fonds de commerce		901	572	503		1 250
	dont :						
16	Demande en nullité des promesses de vente ou de vente de fonds de commerce		99	42	13		49
17	Demande en paiement du prix et/ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		460	284	449		68
18	Demande en radiation de l'inscription du privilège du vendeur		2	11	1		701
19	Demande de vente en justice du fonds de commerce		16	28	///		83
20	Location - gérance du fonds de commerce		253	152	110		190
21	Nantissement du fonds de commerce, ou du fonds artisanal, de l'outillage et du matériel d'équipement		33	93	1		1 183
22	Groupements : fonctionnement (1)		261	309	351		1 657
	dont :						
23	Demande en nullité des actes des assemblées et conseils		119	171	5		53
24	Demande relative à la tenue de l'assemblée générale		21	25	4		62
25	Demande en paiement de cotisations formée contre les adhérents d'une association, d'un syndicat ou d'un ordre professionnel		56	41	319		1 446
26	Groupements : fonctionnement (2)		960	1 004	68		3 098
	dont :						
27	Demande tendant à contester l'agrément ou le refus d'agrément de cessionnaires de parts sociales ou d'actions		187	107	2		24
28	Demande de nomination d'un expert de gestion, d'un commissaire aux apports ou d'un commissaire à la fusion		32	18	12		909
29	Demande de dissolution de groupement		79	232	///		186

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Les recours en cas de liquidation judiciaire sont pris en compte dans la série 16 page 53.
- 3 | Les demandes concernant les litiges relatifs aux prêts bancaires sont prises en compte dans la rubrique "Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement" série 1 page 57.
- 4 et 5 | Ces demandes portées devant les tribunaux de grande instance sont de la compétence exclusive des tribunaux de grande instance à compétence commerciale.
- 5 | Demandes formées contre le tiré, le tireur, les endosseurs, l'accepteur, le donneur d'aval, à l'exclusion des cas où le créancier porteur d'un chèque impayé poursuit l'exécution de l'obligation initiale.
- 6 | Ces demandes concernent le compte de dépôt ou compte courant, en cas de chèque sans provision, carte de crédit, virement, chèque de voyage...; en matière d'intérêts, d'ouverture de crédit...
- 8 | Ces demandes concernent les services bancaires, à l'exclusion de ceux liés à un octroi de crédit pris en compte ligne 7.
- 11 | Les demandes relatives aux clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail sont prises en compte dans la rubrique "Relations du travail et protection sociale" séries 7, 12, 13, page 65. Pour celles concernant les ventes de fonds de commerce, voir série 15, page 49.
- 12 | Sont comprises dans ce poste les pratiques discriminatoires (refus de vente, prix imposés, ventes subordonnées), les actions concertées, ententes et coalitions.
- 16 | Le volume relativement important des affaires portées devant les cours d'appel peut s'expliquer par le fait que les parties peuvent faire appel séparément, pouvant engendrer ainsi plusieurs affaires en appel pour une même affaire de première instance.
- 17 | Pour les tribunaux de grande instance, sont prises en compte dans cette rubrique et les postes la constituant, les affaires relatives aux entreprises en difficulté portées devant les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, et toutes celles qu'ont eu à connaître les juridictions d'Alsace et de Lorraine.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Groupements : dirigeants		460	603	53		443
	dont :						
2	Action en responsabilité civile exercée contre les dirigeants ou les associés		165	288	35		25
3	Banque - Effets de commerce		2 547	3 564	8 753		3 718
	dont :						
4	Demande relative à une cession ou un nantissement de créances professionnelles (loi du 2 janvier 1981)		135	98	14		175
5	Demande en paiement par le porteur d'une lettre de change, d'un billet à ordre		146	73	91		880
6	Demande en paiement du solde du compte bancaire		933	1 826	7 124		1 556
7	Action en responsabilité exercée contre l'établissement de crédit pour octroi abusif de crédits ou brusque rupture de crédits		211	183	77		65
8	Autres actions en responsabilité exercées contre un établissement de crédit		652	1 039	545		75
9	Action en contestation d'une interdiction bancaire		11	42	65		91
10	Demande de mainlevée d'opposition au paiement d'un chèque		64	6	24		8
11	Concurrence - Propriété industrielle		1 715	2 196	10		1 038
	dont :						
12	Demande en cessation et/ou en réparation de pratiques anticoncurrentielles restrictives.....		131	42	///		36
13	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de brevet, d'obtention végétale ou de topographie de semi-conducteur		100	258	///		///
14	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de marque		372	1 085	1		///
15	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de dessins et modèles		187	174	3		///
16	Demandes en cessation de concurrence déloyale ou illicite, et/ou en dommages et intérêts		640	308	4		615
◆ 17	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile		8 682	36 676	25 615		113 064
18	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire		2 327	11 661	125		55 654
	dont :						
19	Demande de redressement judiciaire		626	7 060	///		48 941
20	Demande de liquidation judiciaire		1 128	2 213	76		3 006
21	Demande d'ouverture d'une procédure de règlement amiable ou de désignation d'un conciliateur		7	1 558	16		///
22	Demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en cas de résolution du plan de continuation		188	633	2		2 653
23	Demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre des dirigeants en cas d'inexécution de la condamnation en comblement de l'insuffisance d'actif.....		73	25	29		214
24	Demande d'extension aux dirigeants du redressement ou de la liquidation judiciaire		141	110	///		536

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les recours formés devant le tribunal contre les décisions du juge-commissaire sont prises en compte ligne 20.
- 4 | Les demandes d'autorisation de licenciement, ou les réclamations contre l'ordonnance du juge-commissaire les autorisant, sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page 65.
- 5 | Les demandes relatives aux créances salariales sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page 65.
- 10 | Les demandes de résolution du plan de continuation de l'entreprise et de redressement judiciaire sont prises en compte dans la série 1.
- 11 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes d'admission du plan de cession de l'entreprise.
- 14 | Les demandes de reprise de la procédure de liquidation judiciaire sont prises en compte dans la rubrique "Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire", série 18 page 51.
- 15 | Sont regroupées dans cette rubrique les demandes de sanctions contre les dirigeants, et les actions en responsabilité civile.
- 21 | Le surendettement des particuliers fait l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 17 à 24 page 99).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	L'entreprise au cours de la procédure : délais, organes		162	202	7		1 155
2	Appel sur une décision relative à la désignation, au remplacement ou à la mission d'un expert, de l'administrateur, du représentant du créancier, du commissaire à l'exécution du plan ou du liquidateur		84	61	3		417
3	Appel sur des décisions relatives au déroulement de la procédure		78	141	4		738
4	L'entreprise au cours de la procédure : autorisations et actions diverses		50	40	4		764
5	L'entreprise au cours de la procédure : période suspecte et sort des créances.....		3 628	211	8		518
	dont :						
6	Demande en modification de la date de la cessation des paiements...		73	53	1		364
7	Appel sur une décision du juge commissaire relative à l'admission des créances		2 517	68	///		3
8	Appel sur une décision du juge commissaire relative à la réclamation sur l'état des créances		329	17	1		24
9	Appel sur une décision relative au relevé de forclusion.....		542	46	///		48
10	Plan de continuation de l'entreprise		61	140	///		1 749
11	Plan de cession de l'entreprise		182	234	1		1 120
12	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure		82	7 699	1		18 767
	dont :						
13	Demande de clôture pour extinction du passif.....		20	339	1		529
14	Demande de clôture pour insuffisance d'actif.....		57	7 360	///		18 238
15	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaires		1 483	2 072	307		33 335
	dont :						
16	Demande en comblement de l'insuffisance d'actif à l'encontre des dirigeants		306	90	1		605
17	Demande de prononcé de la faillite personnelle ou d'autres sanctions..		475	486	82		5 697
18	Actions en responsabilité exercée contre l'administrateur, le représentant des créanciers, le liquidateur, le commissaire à l'exécution du plan .		172	197	14		10
19	Recours devant le tribunal contre les décisions du juge commissaire ...		294	760	///		3 665
20	Demandes relatives au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, aux sanctions et à la suspension provisoire des poursuites		194	466	185		1 240
21	Surendettement des particuliers et faillite civile		707	14 417	25 162		2
	dont :						
22	Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers		109	3 010	7 888		///
23	Demande de vérification de la validité des titres de créance et du montant des sommes réclamées.....		9	640	1 633		///
24	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement des particuliers		560	2 581	4 818		///
25	Demande de rétablissement personnel		///	5 364	10 663		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Sont comprises dans cette rubrique les ventes quel qu'en soit l'objet (meuble ou immeuble), à l'exception des ventes de fonds de commerce (voir série 7, page 49), des ventes d'immeubles à construire, et des ventes d'immeubles qui engagent la responsabilité du constructeur pour malfaçons (voir série 11, page 57).
- 4 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en résolution pour non-paiement du prix.
- 5 | Y compris les demandes tendant à obtenir la livraison de la quantité indiquée au contrat, ou à faire sanctionner la livraison d'une quantité insuffisante (art. 1616 à 1622 du Code civil).
- 6 | Il s'agit de demandes en restitution ou en réduction du prix.
- 7 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes tendant à faire sanctionner le manquement du vendeur à son obligation de renseignements.
- 9 | Sont comprises toutes les catégories de baux, à l'exception des baux commerciaux (voir série 7, page 49) et des baux ruraux (voir série 20). Les demandes relatives aux occupations de locaux sans droit ni titre sont prises en compte dans la rubrique 23 page 61.
- 10 | Y compris les demandes dirigées contre la caution du locataire.
- 11 | Ces demandes concernent notamment les obligations suivantes : mauvaise utilisation des lieux loués, dégradations, défaut d'entretien, transformation des lieux sans accord du bailleur, demande visant à la remise en état des lieux en cours de bail, défaut d'assurance, défaut de meubles suffisants pour garnir les lieux loués...
- 12 | Les cas où le congé est lié à une inexécution des obligations du locataire sont pris en compte dans les séries 10 et 11.
- 13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en contestation de la validité du congé, de suspension de la clause résolutoire, etc.
- 14 | Les cas où cette demande est cumulée avec une demande en paiement de loyers sont pris en compte dans la série 10.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les cas suivants : vices de l'immeuble loué (art. 1721 du Code civil), défaut d'entretien de l'immeuble par le bailleur (art. 1719 - 2° du Code civil), destruction partielle de la chose (art. 1722 du Code civil), réparations de longue durée ou de nature à rendre le logement inhabitable (art. 1724 du Code civil), troubles de droit provenant d'un tiers (art. 1726 du Code civil).
- 20 | Les demandes relatives aux baux de chasse sont portées devant le tribunal de grande instance.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆ 1	Contrats		49 003	63 036	266 413		60 501
2	Vente		7 051	15 250	23 012		36 247
	dont :						
3	Demande en nullité de la vente ou d'une clause de la vente		1 131	2 699	1 960		175
4	Demande en paiement du prix ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		1 797	4 503	14 479		34 603
5	Demande tendant à obtenir la livraison de la chose ou à faire sanctionner le défaut de livraison		199	308	733		33
6	Demande en garantie des vices cachés ou tendant à faire sanctionner un défaut de conformité		1 538	2 290	2 041		109
7	Autres demandes tendant à faire sanctionner l'inexécution des obligations du vendeur		246	740	1 051		97
8	Demande relative à l'exécution d'une promesse unilatérale de vente ou d'un pacte de préférence ou d'un compromis de vente		979	2 489	499		33
9	Baux d'habitation et professionnels		8 846	4 365	106 026		104
10	Demande en paiement des loyers et des charges et/ou tendant à faire prononcer ou constater la résiliation pour défaut de paiement ou défaut d'assurance et ordonner l'expulsion		4 412	636	75 884		60
11	Demande tendant à l'exécution des autres obligations du locataire et/ou tendant à faire prononcer la résiliation pour inexécution de ces obligations et ordonner l'expulsion		784	317	3 258		10
12	Demande du bailleur tendant à faire constater la validité du congé et à ordonner l'expulsion		962	173	4 155		3
13	Demande du locataire ou de l'ancien locataire tendant au maintien dans les lieux		247	315	741		///
14	Demande en dommages-intérêts formée par le bailleur en fin de bail en raison des dégradations ou des pertes imputables au locataire		145	68	1 376		2
15	Demande du locataire tendant à être autorisé d'exécuter des travaux ou à faire exécuter des travaux à la charge du bailleur		271	102	1 770		5
16	Demande du locataire tendant à la diminution du loyer ou des charges et/ou à la résiliation du bail, et/ou à des dommages-intérêts en raison de troubles de jouissance		353	168	1 423		3
17	Demande du locataire en fin de bail en restitution du dépôt de garantie et/ou tendant au paiement d'une indemnité pour amélioration des lieux loués		110	56	7 002		6
18	Demande tendant à la fixation judiciaire du montant du loyer ou à la mise en conformité du bail		171	68	1 193		2
19	Autres demandes relatives à un bail d'habitation ou à un bail professionnel		1 391	2 462	9 224		13
20	Baux ruraux (fermage ou métayage, baux de chasse)		1 071	170	3 826		///
	dont :						
21	Demande en paiement des fermages ou loyers et/ou tendant à faire prononcer la résiliation du bail pour défaut de paiement et prononcer l'expulsion		266	30	1 056		///
22	Demande formée par le bailleur ou le preneur, relative à la poursuite ou au renouvellement du bail		136	6	618		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les demandes relatives aux prêts à usage ou commodat sont prises en compte dans la rubrique "Contrats divers", série 13 à 15 page 59.
- 5 à 7 | Le crédit bail peut porter sur des choses mobilières ou immobilières.
- 8 et 9 | Quelle que soit l'obligation cautionnée (prêt, crédit-bail, compte courant, bail d'habitation ...).
- 10 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité d'un contrat de cautionnement.
- 11 | Sont compris ici tous les types de contrats : contrat d'entreprise, contrat de construction de maisons individuelles, contrat de promotion immobilière, vente d'immeuble à construire, contrat ou réservation. Est exclu cependant le bail à construction (cf. série 16, page 63).
Le terme de constructeur employé dans les postes ci-dessous désigne, conformément à l'article 1792-1 du Code civil : l'architecte, l'entrepreneur, le promoteur, le technicien, ou toute personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, ainsi que toute personne qui vend un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les recours entre l'architecte et l'entrepreneur, entre le promoteur et l'entrepreneur, entre le vendeur et l'architecte.
- 17 | Que cette demande soit formée dans le cadre de la garantie de parfait achèvement (art. 1792-6 du Code civil) des garanties décennales ou biennales (art. 1792 à 1792-4 du Code civil), y compris les demandes formées par l'assureur du maître d'ouvrage.
- 18 | Ne sont pas compris dans cette rubrique les contrats de déménagement (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de service" série 19), les contrats d'affrètement (cf. ligne 12 page 59), les contrats de location de véhicule (cf. ligne 12, page 59), les demandes en responsabilité occasionnée par le transport de personnes (terrestre, aérien ou maritime) prises en compte dans la rubrique "Responsabilité du fait des véhicules" série 14, page 59.
- 19 | Dans cette rubrique sont regroupés tous les contrats de prestation de service autres que les contrats de construction immobilière (cf. série 11), les contrats de transport (cf. série 18) et les contrats particuliers (mandat, commission, courtage) qui peuvent être comptabilisés dans la série 1, page 59.
Sont notamment compris dans cette série les contrats suivants : contrat passé avec un garagiste, un teinturier, un réparateur de matériel, une agence de voyages, une entreprise de déménagement, une agence matrimoniale, un établissement scolaire. Tous les contrats ayant trait à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble, y compris les honoraires d'architecte, sont pris en compte dans la série 11.
- 22 | À l'exclusion des demandes qui figurent dans la rubrique "responsabilité", dont la liste suit : responsabilité des médecins et des professions para-médicales, responsabilité des auxiliaires de justice (cf. série 1, page 61).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement.....		8 970	12 135	71 244		4 362
2	Prêt - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat.....		207	161	1 108		15
3	Prêt - Demande en remboursement du prêt.....		4 787	7 427	65 555		1 413
4	Autres demandes relatives au prêt.....		776	889	2 463		148
5	Crédit-bail ou leasing - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat.....		80	26	80		14
6	Crédit-bail ou leasing - Demande en paiement des loyers et/ou en résiliation du crédit-bail.....		626	406	1 343		1 175
7	Autres demandes relatives au crédit-bail.....		148	99	194		397
8	Cautionnement - Demande en paiement formée contre la caution seule..		1 561	2 371	200		760
9	Cautionnement - Recours de la caution qui a payé contre le débiteur principal ou contre une autre caution.....		201	481	188		83
10	Autres demandes relatives au cautionnement.....		584	275	113		357
11	Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction.....		6 515	14 863	5 241		980
	dont :						
12	Demande en nullité d'un contrat tendant à la réalisation de travaux de construction.....		124	343	168		1
13	Demande en paiement du prix formée par le sous-traitant contre l'entrepreneur principal.....		149	156	165		///
14	Demande en paiement du prix formée par le constructeur contre le maître d'ouvrage ou son garant.....		819	1 653	1 042		364
15	Demande en paiement direct du prix formée par le sous-traitant contre le maître d'ouvrage.....		134	170	88		66
16	Recours entre constructeurs.....		337	183	33		18
17	Demande d'exécution de travaux, ou de dommages-intérêts, formée par le maître de l'ouvrage contre le constructeur ou son garant, ou contre le fabricant d'un élément de construction.....		3 084	9 386	2 337		180
18	Contrats de transport.....		706	237	532		1 629
19	Autres contrats de prestation de services.....		5 192	4 982	40 705		6 931
20	Demande en nullité d'un contrat de prestation de services.....		195	108	958		26
21	Demande en paiement du prix ou des honoraires formée contre le client et/ou tendant à en faire sanctionner le non-paiement.....		2 710	2 386	24 017		5 314
22	Demande en dommages-intérêts contre le prestataire de services pour mauvaise exécution.....		1 026	1 680	6 542		180
23	Demande en restitution d'une chose confiée au prestataire de services et/ou en dommages-intérêts pour non restitution.....		119	70	622		79
24	Demande en exécution formée par le client contre le prestataire de services..		75	66	2 122		19
25	Demande en résolution formée par le client pour inexécution de la prestation de services.....		149	64	730		85
26	Autres demandes relatives à un contrat de prestation de services.....		918	608	5 714		1 228

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 Cette rubrique regroupe tous les contrats pouvant recevoir la qualification de mandat, de commission ou de courtage. Sont comprises dans cette rubrique les demandes en paiement ou en indemnisation formées par un agent commercial, un agent immobilier, un concessionnaire, un courtier d'assurance, etc...
- 8 Il s'agit du cas (exceptionnel) où le responsable assuré a indemnisé directement la victime. Lorsque l'action en paiement de l'indemnité est formée par la victime contre l'auteur et/ou son assureur, se reporter en fonction de la responsabilité engagée, aux rubriques "Responsabilité et quasi-contrats" série 24, ou "Contrats tendant à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble" série 11, page 57.
- 9 Sont notamment comprises dans ce poste les assurances-vie, retraite, incapacité, chômage, etc.
- 11 Ne sont pas pris en compte dans ce poste les recours de l'assureur contre le responsable du dommage, qui sont des recours subrogatoires.
- 12 Ce poste regroupe d'une part les contrats qualifiés qui n'ont pas été visés dans les autres postes de la nomenclature, par exemple : le contrat de dépôt, de prêt à usage ou de location de meubles, de location de véhicule automobile, d'affrètement, décharge, de concession, de franchise ou de fournitures, etc., d'autre part les contrats dont l'acte de saisine ne permet pas d'identifier la qualification (ex : demande en paiement de facture sans autre indication).
- 13 Les rubriques "responsabilité" ne recouvrent pas tous les cas de responsabilité, mais seulement ceux qui n'ont pas été traités dans un cadre plus précis.
Il n'est pas fait de distinction selon les textes sur lesquels se fonde la demande, mais selon le fait qui se trouve à l'origine du dommage, et selon les parties en présence.
Le terme de réparation désigne la demande d'indemnisation formée par la victime contre l'auteur du dommage, son assureur, le fonds de garantie, y compris les actions en déclaration de jugement commun visant un organisme de sécurité sociale. Toutefois lorsque la demande de réparation vise en même temps, ou exclusivement, le responsable du fait d'autrui (parent, gardien, commettant), on se reportera à la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable" série 8 page 61.
Le terme de victime désigne tant la victime directe, que la victime par ricochet (conjoint, enfant, héritier, concubin, tiers lésé), à l'exception de la victime d'un accident du travail qui demande réparation à son employeur pour faute inexcusable (cf. série 9, page 67).
Le terme de garantie recouvre les demandes du responsable de dommages visant à mettre en cause son assureur ou un co-responsable. Toutefois les demandes de garanties formées contre le responsable du fait d'autrui sont prises en compte dans la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable", série 8, page 61
- 16 Les termes réparation, dommage, victime, garantie, sont définis à la rubrique "Responsabilité et quasi-contrats" (série 13). Sont exclues de la présente rubrique les demandes en responsabilité engagées pour mauvaise exécution d'un contrat de vente (cf. rubrique "Vente" série 2, page 55), de transport (cf. rubrique "Contrat de transport" série 18, page 57), de prestations de service (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de Services" série 19, page 57).
- 19 Sont exclues de la présente rubrique les demandes en réparation formées par le maître d'ouvrage contre l'entrepreneur du fait de la mauvaise exécution des contrats de construction ou de réparation d'immeubles (cf. rubrique "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" séries 11 page 57).
- 20 Dans cette rubrique sont concernés les dommages causés à une personne par un glissement de terrain, une avalanche, un incendie, la chute d'un bâtiment, etc.
- 21 Dans cette rubrique sont concernés les infiltrations provoquées par un immeuble à un immeuble voisin ; dégâts des eaux, incendies, avalanches, glissements de terrain etc.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Contrats d'intermédiaires		1 611	1 611	708		364
2	Contrats d'assurance		3 466	5 351	4 723		827
3	Demande en nullité du contrat d'assurance, et/ou en remboursement des indemnités, pour fausse déclaration intentionnelle ou réticence de la part de l'assuré, formée par l'assureur.....		144	190	136		///
4	Autres demandes en nullité et/ou en remboursement des indemnités formées par l'assureur		66	158	299		5
5	Demande en nullité du contrat et/ou en restitution des primes, ou cotisations, formée par l'assuré		72	258	217		10
6	Demande en paiement des primes ou cotisations formée contre l'assuré...		219	294	1 516		77
7	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de dommages		926	1 756	748		264
8	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance de responsabilité formée par l'assuré		138	175	234		42
9	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de personnes		593	1 500	258		4
10	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance-crédit		135	226	84		1
11	Demandes relatives à d'autres contrats d'assurance		1 173	794	1 231		424
12	Contrats divers		5 575	4 072	10 396		9 057
◆ 13	Responsabilité et quasi-contrats		7 898	35 693	12 711		1 042
14	Dommages causés par des véhicules		2 379	8 189	4 046		14
	dont :						
15	Demande en réparation des dommages causés par des véhicules terrestres à moteur		2 273	7 928	3 918		12
16	Dommages causés par des animaux, des produits ou des services .		471	1 163	1 185		5
17	Demande en réparation des dommages causés par un animal		125	345	593		///
18	Demande en réparation des dommages causés par un produit ou une prestation de services défectueux		346	818	592		5
19	Dommages causés par des immeubles		712	2 181	883		18
	dont :						
20	Demande en réparation des dommages causés à une personne par un immeuble		205	744	205		///
21	Demande en réparation des dommages causés à une chose mobilière ou immobilière par un immeuble.....		493	1 437	676		13

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 3 | L'expression "auxiliaire de justice" doit être entendue au sens large, et désigne les professionnels suivants : avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués, commissaires-priseurs, conseils en brevet, conseils fiscaux, experts, greffiers de commerce, huissiers de justice, interprètes, notaires, sachants, traducteurs.
Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageables des mesures d'exécution forcées ou des mesures conservatoires à l'encontre d'un auxiliaire de justice.
- 6 | Ces nuisances peuvent consister en l'émission de bruit, d'odeurs, de rejets déplaisants, toxiques ou irritants (ex : tapages, dépôt d'immondices, pollution artisanale, industrielle ou agricole).
- 7 | Sont comprises dans ce poste les demandes d'indemnisation formées devant la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Sont exclues les demandes tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit au respect de la vie privée (19 page 43).
- 10 | Sont exclues les demandes formées contre les établissements de soin pour les dommages causés par l'activité médicale de leurs préposés (cf. ligne 2).
- 14 | Non compris les hypothèses spécifiques mentionnées à d'autres postes, par exemple les répétitions de cotisations, série 5, page 67.
- 17 | Sont exclus de cette rubrique les cas d'atteintes irrégulières à la propriété immobilière ou à un droit réel immobilier, commises par une personne publique (cf. rubrique "Responsabilité des personnes publiques" série 19, page 67).
- 23 | Ce poste ne concerne que l'action tendant à défendre la possession du propriétaire : plainte, réintégrant, dénonciation de nouvel ordre.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées		1 944	4 551	374		761
2	Demande en réparation des dommages causés par l'activité médicale ou para-médicale		751	2 006	115		///
3	Demande en réparation des dommages causés par l'activité des auxiliaires de justice.....		1 043	2 232	230		///
4	Demande en réparation des dommages causés par l'activité d'un expert en diagnostic, un commissaire aux comptes, un commissaire aux apports, un commissaire à la fusion ou un expert comptable.....		150	313	29		761
5	Dommages causés par l'action directe d'une personne.....		1 910	18 128	4 259		82
6	Demande en réparation des dommages causés par une nuisance de l'environnement.....		562	709	774		///
7	Demande en réparation des dommages causés par d'autres faits personnels		1 348	17 419	3 485		82
8	Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable.....		120	353	289		2
9	Demande en réparation des dommages causés par un mineur ou un incapable majeur formée contre les parents ou le gardien.....		50	131	181		///
10	Demande en réparation des dommages causés par les salariés ou apprentis, formée contre l'employeur		38	141	70		2
11	Demande en réparation des dommages causés par un fonctionnaire ou employé, formée contre l'État ou une collectivité territoriale		32	81	38		///
12	Quasi-contrats.....		362	1 128	1 675		160
13	Demande relative à une gestion d'affaire		46	57	91		///
14	Demande en restitution d'une chose ou en paiement d'un prix reçu indûment		224	809	1 519		159
15	Demande d'indemnisation pour enrichissement sans cause.....		92	262	65		1
◆ 16	Biens - Propriété littéraire et artistique.....		12 757	56 207	29 549		582
17	Propriété et possession immobilières		3 012	7 484	3 925		139
	dont :						
18	Revendication d'un bien immobilier		294	725	58		///
19	Demande formée par le propriétaire de démolition d'une construction ou d'enlèvement d'une plantation faite par un tiers sur son terrain		409	653	260		124
20	Demande d'expulsion et/ou d'indemnités dirigée contre les occupants des lieux.....		590	415	97		///
21	Demande en bornage ou en clôture		442	130	1 999		///
22	Demandes relatives aux murs, haies et fossés mitoyens.....		336	460	1 062		///
23	Actions possessoires		206	228	187		///
24	Demande de fixation de l'indemnisation d'expropriation		399	2 941	///		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Cette rubrique ne concerne que la copropriété par appartements régie par la loi du 10 juillet 1965. Pour l'indivision ordinaire, cf. rubrique "Partage, indivision, succession" série 1, page 49.
- 3 | Quel que soit le fondement de la demande. Les demandes en inopposabilité de travaux décidés par l'assemblée générale sont prises en compte dans la rubrique 6 "Copropriété : droits et obligations des copropriétaires".
- 4 | Sont comprises notamment dans cette rubrique les demandes pour vice de construction ou défaut d'entretien des parties communes.
- 7 | Ne sont pas comprises dans ce poste les indemnités qui peuvent être réclamées en raison de troubles ou de violations du règlement.
- 10 | Sont comprises dans cette rubrique toutes les demandes pouvant naître d'une situation d'usufruit, ainsi que les demandes relatives à un droit d'usage ou d'habitation, à l'exception des droits d'usage forestiers et ruraux (cf. rubrique "Servitudes" série 11), et les baux d'habitation (cf. rubrique "Baux d'habitation et professionnels" séries 9 à 19, page 55).
- 16 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en paiement des redevances emphytéotiques, ou des loyers du bail à construction.
- 18 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté immobilière et recours sur les décisions relatives à l'inscription ou à la radiation.
- 19 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté mobilière et les demandes tendant à la vente forcée ou à l'attribution d'un bien mobilier constitutif de la sûreté.
- 23, 24 | Les procédures relevant du juge de l'exécution font l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 6 à 11 page 99).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Copropriété : organisation et administration		942	3 393	209		///
	dont :						
2	Demande tendant à déclarer non écrite une clause du règlement de copropriété ou demande de nouvelle répartition des charges.....		36	72	25		///
3	Demande en nullité d'une assemblée générale ou d'une délibération de cette assemblée.....		640	2 661	13		///
4	Action en responsabilité exercée contre le syndicat.....		104	394	58		///
5	Action en responsabilité exercée contre le syndic ou tendant à sa révocation		64	176	49		///
6	Copropriété : droits et obligations des copropriétaires		1 655	3 822	18 254		///
	dont :						
7	Demande en paiement des charges ou des contributions.....		632	2 249	16 668		///
8	Demande du syndicat tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une violation des règles de la copropriété commise par un copropriétaire..		201	324	75		///
9	Demande d'un copropriétaire tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une atteinte à la propriété et à la jouissance d'un lot.....		244	407	171		///
10	Usufruit - Usage et habitation		63	139	38		2
11	Servitudes		1 423	2 146	1 147		2
	dont :						
12	Demande relative à une servitude d'usage ou de passage des eaux ..		172	219	170		///
13	Demande relative à une servitude de distance pour les plantations et constructions.....		109	78	311		///
14	Demande relative à une servitude de jours et vues sur le fonds voisin		140	280	80		///
15	Demande relative à un droit de passage		797	1 312	420		///
16	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière		32	43	30		///
17	Sûretés immobilières et mobilières		352	2 187	55		241
18	Sûretés immobilières (hypothèque, antichrèse)		153	431	25		200
19	Sûretés mobilières (gages, nantissement, warrant)		199	1 756	30		3
20	Propriété et possessions mobilières		133	166	155		182
21	Saisies et mesures conservatoires		4 790	36 029	5 581		2
22	Saisies immobilières		851	13 545	59		///
23	Saisies mobilières		3 045	18 753	4 970		///
24	Mesures conservatoires.....		868	3 731	526		2

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Il s'agit de toute reproduction, représentation ou utilisation de l'œuvre qui porte atteinte aux intérêts moraux ou patrimoniaux de l'auteur, qu'elle puisse ou non être qualifiée sur le plan pénal de contrefaçon, y compris lorsque cette atteinte intervient dans le cadre d'un contrat relatif aux droits d'auteur.
Les "droits voisins du droit d'auteur" sont constitués par les droits des artistes interprètes, des producteurs de vidéogrammes et de phonogrammes.
- 4 | Sont comprises dans les postes composant cette rubrique la plupart des demandes dérivant de la conclusion, de l'exécution, de la suspension ou de la rupture d'un contrat de travail, hormis celles qui concernent un contrat de travail tendant à la formation du salarié (cf. série 26), et celles qui émanent d'un travailleur invoquant sa qualité de salarié protégé (cf. série 21).
- 8 | Ne sont pas comprises dans cette rubrique les sanctions touchant un salarié protégé (cf. rubrique 21 "Statut des travailleurs protégés"), un apprenti ou un salarié en formation (cf. rubrique 26 "Formation et insertion professionnelles").
- 10 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise d'une lettre de licenciement, les demandes de remise d'un certificat de travail, les demandes de remise de bulletin de paie, les demandes de remise d'attestation pour l'ASSEDIC, etc.
- 11 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts pour refus illégal d'embauchage ou violation d'une priorité d'embauche ou réembauche etc.
- 12 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts au salarié pour démission abusive ou brusque démission, les demandes de dommages-intérêts pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat de travail.
- 14 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à la constitution des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise ou le groupe, la présence d'élus des salariés dans les organes sociaux des entreprises, que l'élection ait lieu au suffrage universel ou qu'il s'agisse d'une désignation par des élus ou parmi des élus (CHSCT, comité central d'entreprise, comité de groupe).
- 17 | Y compris les délégués mineurs.
- 19 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au fonctionnement d'une institution représentative du personnel.
- 21 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au statut des salariés titulaires d'un mandat de délégué syndical, de membre du comité d'entreprise, du comité hygiène et sécurité, etc.
- 22 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes de l'AGS en paiement des cotisations contre un employeur soumis à l'obligation d'assurance des créances salariales et les demandes d'autorisation de licenciement.
- 24 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes des employeurs salariés et des syndicats relatives au déroulement d'un conflit collectif du travail et aux incidents et préjudices engendrés par ce conflit.
- 25 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à l'ouverture et au déroulement d'une négociation collective, ainsi qu'à l'exécution des engagements et accords décidés.
- 26 | Certaines demandes intéressant la formation professionnelle continue et portées devant les juridictions prud'homales sont incluses dans la rubrique 4 "Relations individuelles de travail", dans la mesure où elles intéressent d'abord l'exécution d'un contrat de travail ordinaire à durée déterminée ou indéterminée ; relèvent également du niveau "Relations individuelles de travail" les demandes dirigées contre des employeurs par des personnes accueillies comme stagiaires de la formation professionnelle, mais prétendant se trouver liées par un véritable contrat de travail, et saisissant à ce titre le conseil de prud'hommes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Propriété littéraire et artistique.....		355	798	155		14
	dont :						
2	Demande tendant à faire cesser et/ou à sanctionner une contrefaçon ou une atteinte illicite au droit de l'auteur, à un droit voisin du droit d'auteur ou à un droit de producteur de base de données.....		166	536	30		12
◆ 3	Relations du travail et protection sociale		58 133	3 293	24 707	162 658	31 266
4	Relations individuelles du travail.....		48 235	393	1 945	156 442	2
5	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail CDI ou CDD, son exécution ou inexécution.....		37 391	125	1 142	121 722	///
6	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour motif économique		1 723	14	20	4 425	///
7	Demande d'indemnités ou de salaires.....		7 955	146	476	26 460	1
8	Demande d'annulation d'une sanction disciplinaire.....		261	4	4	1 038	///
9	Demande d'autorisation judiciaire de congé particulier		3	///	///	15	///
10	Demande de remise de documents		127	30	137	546	///
11	Demande en paiement de créances salariales en l'absence de rupture du contrat de travail		323	11	31	847	///
12	Demande présentée par un employeur liée à la rupture du contrat de travail ou à des créances salariales		211	62	135	1 374	///
13	Autres demandes relatives aux relations individuelles du travail.....		241	1	///	15	1
14	Élections professionnelles		41	46	2 094	5	///
	dont :						
15	Demande relative à l'organisation des élections des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise		7	9	472	2	///
16	Demande d'annulation du scrutin d'élection d'une institution représentative du personnel de l'entreprise ou d'un scrutin de révocation.....		1	4	426	///	///
17	Demande d'annulation de la désignation électorale de représentants du personnel des institutions représentatives ou d'un scrutin de révocation		4	17	810	1	///
18	Demande relative aux élections des conseillers prud'hommes		26	1	1	///	
19	Représentation des intérêts des salariés		220	243	664	68	1
	dont :						
20	Demande d'annulation de la désignation ou de la révocation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise		6	11	451	///	///
21	Statut des salariés protégés		178	21	30	244	///
22	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou de liquidation judiciaires		944	26	137	4 637	104
	dont :						
23	Demande d'indemnités ou de salaires liée ou non à la rupture du contrat de travail, présentée après l'ouverture d'une procédure collective.....		916	9	44	4 556	4
24	Conflits collectifs du travail		57	42	5	100	///
25	Négociation collective		64	99	53	31	///
26	Formation et insertion professionnelles		90	36	71	758	///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes intéressant les régimes complémentaires, la protection chômage et la mutualité, le régime général, les régimes spéciaux des travailleurs indépendants, les régimes autonomes des salariés et des non-salariés agricoles.
- 2 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes relatives aux immatriculations, les demandes d'annulation de décision d'une ASSEDIC d'exiger le remboursement d'allocations de chômage, etc.
- 3 | Est comprise notamment dans cette rubrique l'opposition à la contrainte de l'article R 133-3 du Nouveau Code de sécurité sociale.
- 4 | Pour les cotisations relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles, cf. série 9.
- 5 | Pour les demandes en remboursement de prestations indues, cf. série 8.
- 6 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de versement d'indemnités journalières ou de prestations en nature au titre de l'assurance-maladie du régime général ou d'un autre régime de sécurité sociale.
- 7 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise de majoration de retard et les contestations de décisions d'une COTOREP relatives au reclassement de travailleurs handicapés.
- 8 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes en répétition de prestations indûment versées, les demandes en remboursement de prestations de maladie ou autres dans les cas des articles L 244-8 et/ou L 374-1 nouveau code de sécurité sociale, sauf prestations d'accident du travail (cf. série 9) et les demandes en paiement de forfait journalier hospitalier (contre la personne hospitalisée).
- 9 | Les demandes concernées par cette rubrique déterminent une part importante du contentieux général de la sécurité sociale : celui des accidents du travail et des maladies professionnelles, dont la réparation est assurée dans le cadre du régime général, de régimes spéciaux de travailleurs dépendants ou du régime agricole.
- 12 | Cette rubrique recouvre les contentieux avec les personnes publiques nés de leur activité spécifique, dans les cas où le contrôle de cette activité relève de la compétence des juridictions judiciaires.
- 13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits relatifs au commerce, à la circulation des demandes et aux spectacles.
- 14 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits de mutation à titre onéreux ou gratuit.
- 15 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction des droits de douane.
- 16 | Sont comprises dans cette rubrique les actions en opposition à poursuites relatives aux droits dont le contentieux au fond relève de la compétence des juridictions administratives (contributions directes, textes sur la fiche d'affaire, etc.) et les demandes en revendication d'objets saisis.
- 17, 18 | Le contentieux électoral n'entre pas dans le champ du répertoire général civil. Les affaires relatives à ce type de contentieux sont néanmoins comptabilisées dans un registre. Les statistiques en sont publiées dans le chapitre consacré à l'activité des tribunaux d'instance (cf. page 33).
- 19 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en réparation des dommages causés par une personne publique à la propriété privée, et les demandes en réparation du préjudice causé par les agissements d'une personne publique constitutive d'une voie de fait.
- 20 | Sont notamment compris dans cette rubrique les actions disciplinaires exercées contre les notaires et officiers ministériels, et les recours contre les décisions des commissions d'indemnisation de victimes d'accidents corporels.
- 21 | À partir de 2003 pour les CPH, et 2004 pour les TGI, les affaires de nature inconnue ne sont plus redressées, alors qu'elles continuent de l'être pour les autres juridictions.
- 22 | Ne figurent ici que les demandes à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Protection sociale		6 526	2 310	19 612	365	31 158
	dont :						
2	Demande d'annulation d'une décision d'un organisme		3 664	100	90	///	///
3	Demande d'annulation d'une mise en demeure ou d'une contrainte....		486	142	1 702	///	///
4	Demandes en paiement de cotisations, majorations de retard et/ou pénalités		395	1 099	5 474	19	31 106
5	Demande en remboursement de cotisations		147	41	1 900	3	5
6	Demande en paiement de prestations		738	652	1 446	9	44
7	Autres demandes contre un organisme		844	35	215	290	///
8	Autres demandes d'un organisme, ou au profit d'un organisme, en paiement, remboursement ou dommages intérêts		216	219	8 720	35	///
9	Risques professionnels		1 778	77	96	8	1
	dont :						
10	Demande de prise en charge au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ou en paiement de prestations au titre de ce risque		691	21	1	1	1
11	Demande en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur ou d'une personne substituée dans la direction, ou en réparation complémentaire pour faute inexcusable		858	15	3	///	///
◆ 12	Relations avec les personnes publiques		4 458	2 464	1 611		1 889
13	Contributions indirectes et monopoles fiscaux		84	115	742		891
14	Droits d'enregistrement et assimilés		399	893	17		951
15	Droits de douane et assimilés		102	23	96		///
16	Autres contestations en matière fiscale et douanière		130	199	49		36
17	Élections politiques et référendum		3	5	62		///
18	Élections à certains organismes		10	3	447		///
19	Responsabilité des personnes publiques		480	366	68		///
20	Recours et actions contre des décisions rendues par certains organismes		3 250	860	130		11
◆ 21	Affaires au fond de nature inconnue			9 790		913	136
◆ 22	Procédures particulières		8 549	17 873	3 930	227	

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Procédures particulières : en 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours.

Le juge a la faculté de modifier ou de rétracter son ordonnance, même si le juge du fond est saisi de l'affaire (art. 484 à 498 du Nouveau Code de procédure civile).

Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend, ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même en présence d'une contestation sérieuse. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du Nouveau Code de procédure civile).

Le présent tableau répartit les ordonnances de référé et les procédures particulières prises en 2004 dans les juridictions de France métropolitaine et des départements d'outre-mer selon la nature des affaires.

En raison de la faible durée de procédure des affaires portées en référé et des ordonnances sur requêtes, il est considéré que, pour une année donnée, le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.

Depuis le 1^{er} janvier 1988, les juridictions utilisent la nouvelle nomenclature des affaires civiles (environ 700 postes hiérarchisés en 3 niveaux) pour coder la nature des affaires qu'elles ont à connaître. Compte tenu du volume relativement faible d'ordonnances de référé prononcées et du nombre restreint de types d'affaire concernés, il a été choisi de ne publier in-extenso dans ce tableau que le 1^{er} niveau de la nomenclature des affaires civiles, ainsi que les postes de second niveau les plus significatifs.

Pour plus de détails sur la composition des postes agrégés présentés ici, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions indiquées dans la partie précédente : "Les affaires nouvelles au fond en 2004", pages 42 à 67.

38 | Ne figurent ici que les ordonnances de référé à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

39 | Cf. ligne 21 page 66

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Tribunaux de grande instance		Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Tribunaux de commerce	Conseils de prud'hommes
			Pocédures particulières	Référés	Référés	Référés	Référés
1	Nombre total d'affaires introduites en 2004		159 728	127 527	75 263	31 358	43 972
◆ 2	Droit des personnes		12 151	418	26		
◆ 3	Droit de la famille		17 573	14 108	185		
4	dont : Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps		469	4 613	10		
5	Obligations à caractère alimentaire		37	1 678	158		
6	Autorité parentale		123	5 863	///		
7	Partage, indivision, succession		4 570	1 449	14		
◆ 8	Droit des affaires		3 361	16 604	753	3 707	
9	dont : Bail commercial		422	13 375	429	88	
10	Vente du fonds de commerce		74	462	23	142	
11	Groupements		1 294	1 621	25	1 977	
12	Banque - Effets de commerce		136	740	270	722	
◆ 13	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile		7 428	154	9	108	
◆ 14	Contrats		8 661	54 003	71 369	25 944	
15	dont : Vente (hors fonds de commerce)		1 862	9 056	953	17 010	
16	Baux d'habitation et professionnels		342	5 505	66 314	58	
17	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement		1 798	1 254	719	456	
18	Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction ...		531	30 573	524	438	
19	Autres contrats de prestation de services		3 608	4 037	1 778	4 074	
20	Contrats d'assurance		85	1 601	126	106	
21	Contrats divers		357	1 621	560	3 554	
◆ 22	Responsabilité et quasi-contrats		341	16 958	472	85	
23	dont : Dommages causés par des véhicules		48	7 690	136	1	
24	Dommages causés par des immeubles		55	2 307	85	13	
25	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées		50	3 122	22	16	
26	Dommages causés par l'action directe d'une personne		94	3 556	192	20	
◆ 27	Biens - Propriété littéraire et artistique		60 336	14 045	2 023	14	
28	dont : Propriété et possession immobilières		1 558	7 540	382	///	
29	Copropriété		1 426	4 206	1 376	///	
30	Servitudes		68	1 255	196	1	
31	Sûretés mobilières et immobilières		999	79	2	8	
32	Saisies et mesures conservatoires		54 708	528	30	///	
◆ 33	Relations du travail et protection sociale		554	5 284	301	1 312	43 363
34	dont : Relations individuelles de travail		168	178	82	///	42 906
35	Représentation des intérêts des salariés		178	3 738	116	///	15
36	Protection sociale		38	902	81	1 310	88
◆ 37	Relations avec les personnes publiques		806	262	13	177	
◆ 38	Procédures particulières sans nature d'affaires		27 515	2 735	112	///	89
◆ 39	Nature d'affaire inconnue		21 002	2 956	///	11	520

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

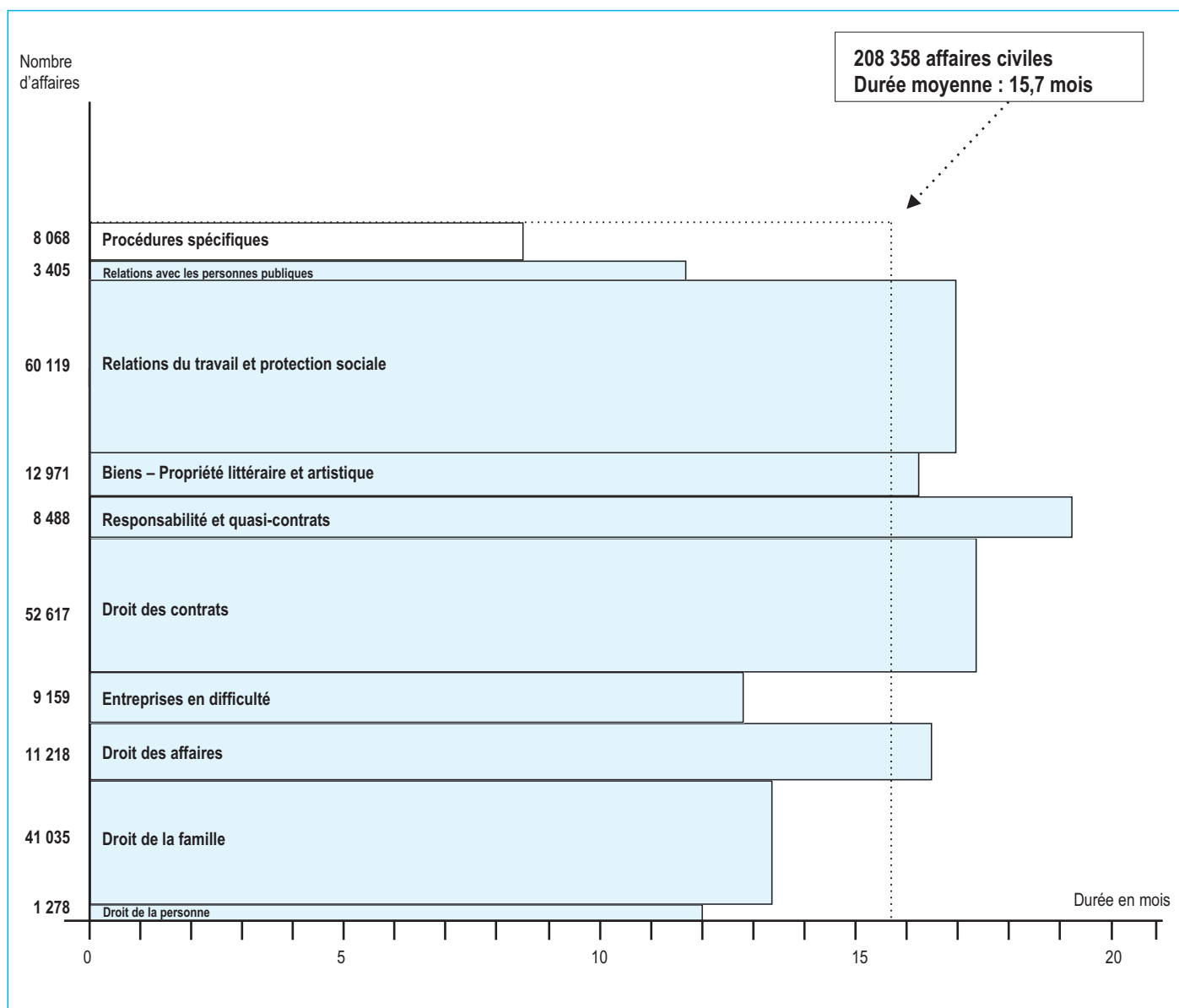
Définitions et méthode

Le tableau ci-contre a pour but de fournir une image synthétique des durées de traitement des affaires civiles (tous modes de fin confondus, hors référés) pour les principaux contentieux selon les juridictions compétentes.

Les durées d'affaires présentées ici peuvent difficilement être rapprochées de celles données dans la partie "Détails de certains thèmes" (page 72 à 93). En effet dans ces chapitres les durées moyennes sont calculées par thème, soit toutes juridictions confondues (Jex), soit pour les seules affaires au fond (rupture d'union).

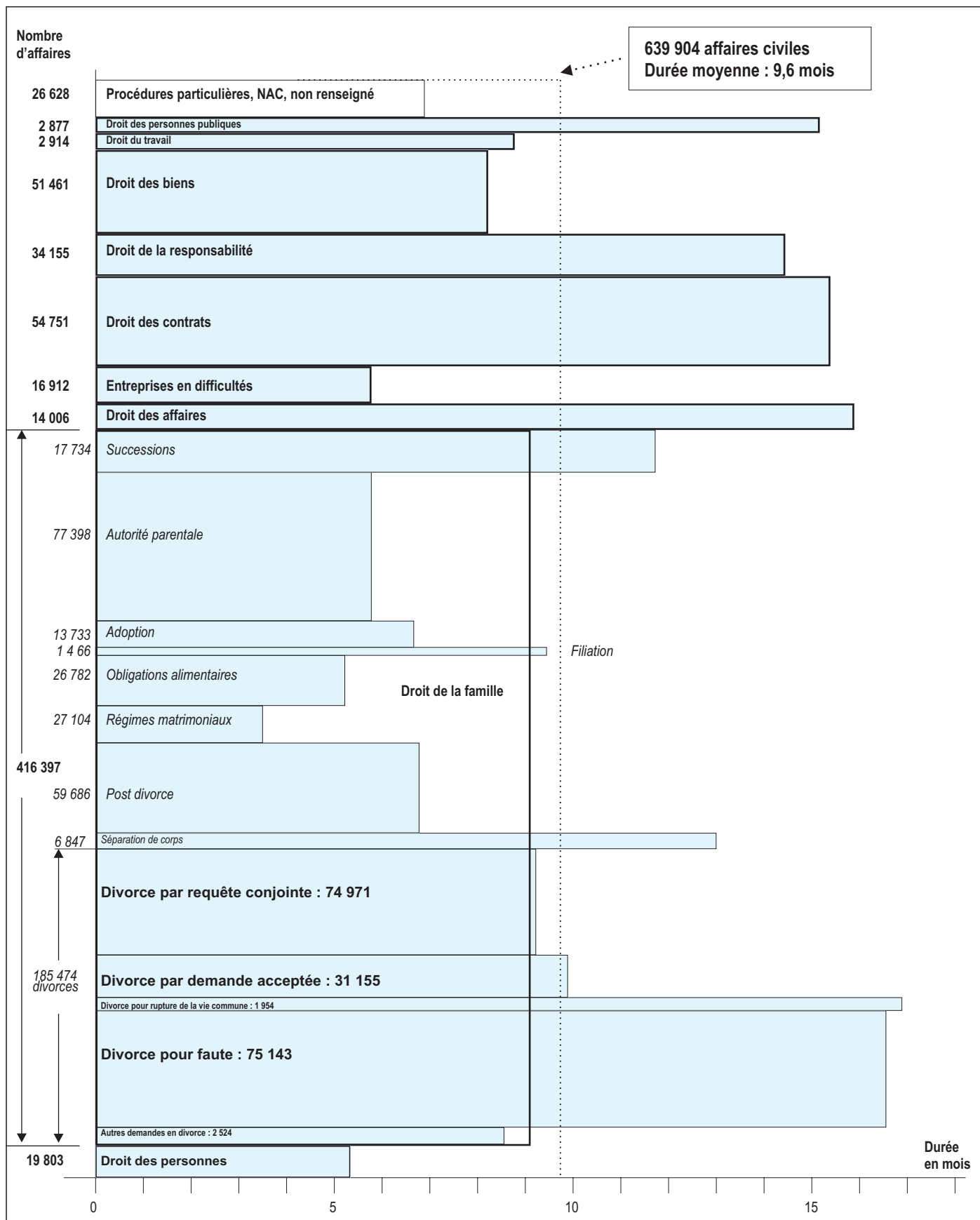
Trois graphiques permettent de visualiser la répartition des durées selon la nature du contentieux et son volume : la durée devant les cours d'appel, ci-dessous ; la durée devant les TGI, page 72 ; la durée devant les TI, page 74.

Graphique 1. Les affaires civiles au fond terminées par les *cours d'appel* en 2004 : volumes et durées par nature de contentieux



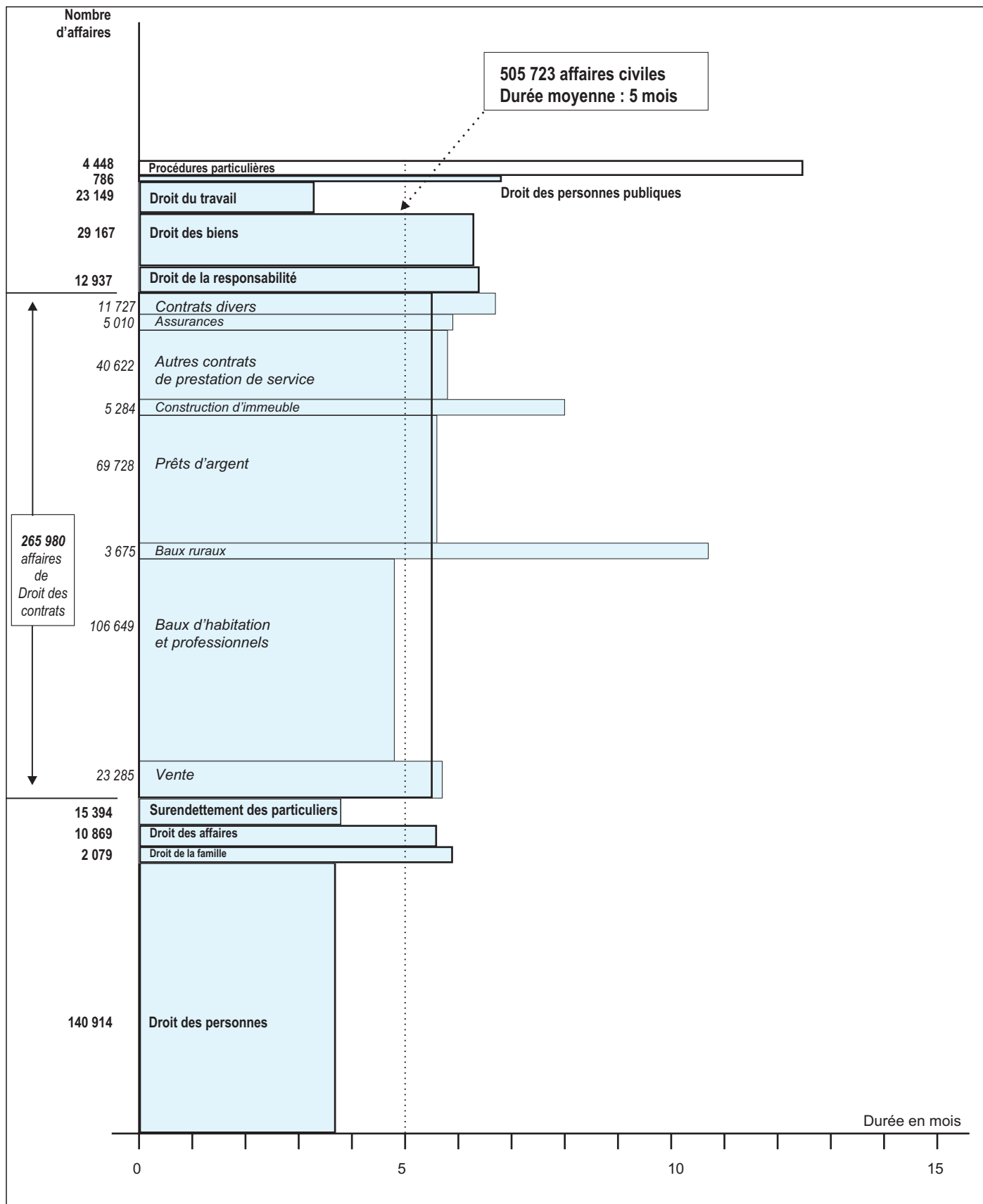
Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Toutes natures de contentieux civils		15,7	9,6	5,0	12,4	5,3
◆ 2	Droit des personnes		12,0	4,6	3,7		
3	Nationalité.....		12,1	18,7	2,8		
4	État civil		12,3	4,1	1,5		
5	Nom - Prénom		12,8	2,9	7,2		
6	Absence - Disparition		18,8	5,3	4,9		
7	Droits attachés à la personne.....		12,7	7,1	7,2		
8	Incapacité des mineurs.....		18,2	5,5	1,7		
	Majeurs protégés :						
9	ouverture d'un régime de protection.....		5,1	5,8	4,5		
10	fonctionnement du régime de protection		9,6	4,5	1,2		
11	clôture du régime de protection et demandes consécutives à la clôture		9,9	6,4	3,3		
◆ 12	Droit de la famille		13,2	9,0	5,9		
13	Divorce		13,6	12,3	///		
	dont :						
14	Demande en divorce sur requête conjointe.....		18,3	9,2	///		
15	Demande en divorce sur demande acceptée.....		13,0	9,8	///		
16	Demande en divorce pour faute		14,8	16,3	///		
17	Séparation de corps		15,1	12,9	7,8		
18	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps.....		13,6	6,4	7,0		
19	Mariage et régimes matrimoniaux		13,6	3,5	5,8		
20	Obligations à caractère alimentaire.....		12,9	5,1	5,7		
21	Filiation légitime et légitimation.....		16,0	8,9	9,8		
22	Filiation naturelle et filiation adoptive.....		15,3	6,6	5,3		
23	Autorité parentale		9,3	5,8	0,9		
24	Partage, indivision, succession		19,4	11,2	6,7		
25	Libéralités (Donations et testaments).....		20,8	17,3	8,1		
◆ 26	Droit des affaires		16,5	15,6	5,6		9,2
27	Bail commercial		15,3	16,6	6,3		9,9
28	Vente du fonds de commerce.....		16,7	12,4	5,8		5,5
29	Location - Gérance du fonds de commerce		16,5	12,3	6,9		12,2
30	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage et du matériel d'équipement		18,1	4,8	12,1		1,5
31	Groupements : fonctionnement (1).....		15,0	15,0	3,6		5,1
32	Groupements : fonctionnement (2).....		18,8	15,0	6,0		11,5
33	Groupements : dirigeants		16,6	13,9	6,4		15,4
34	Banque - Effets de commerce		17,2	14,0	5,6		11,3
35	Concurrence - Propriété industrielle		16,7	16,2	4,6		14,6

Graphique 2. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux de grande instance en 2004 : volumes et durées par nature de contentieux, hors activité commerciale (tous modes de fin)



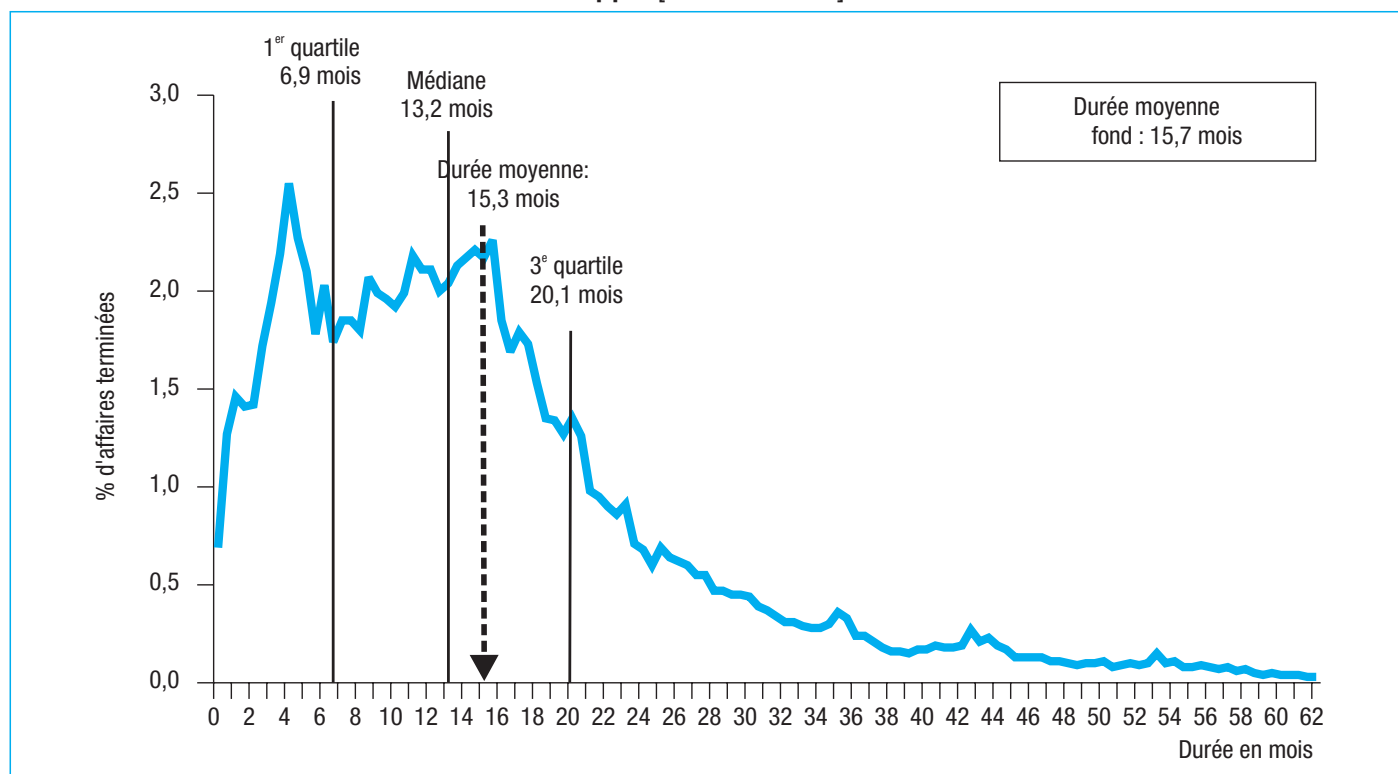
Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆ 1	Entreprises en difficulté						
	<i>Surendettement des particuliers et faillite civile</i>		12,8	5,7	3,8		3,0
2	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire		10,0	9,2	3,4		3,8
	L'entreprise au cours de la procédure :						
3	délais, organes		10,3	8,4	18,2		5,8
4	autorisations et actions diverses		16,3	3,7	2,5		1,7
5	période suspecte et sort des créances.....		14,7	6,5	4,2		5,7
6	Plan de continuation de l'entreprise		12,1	8,0	10,4		1,9
7	Plan de cession de l'entreprise.....		7,6	5,7	///		1,1
8	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure		16,9	3,4	///		1,6
9	Autre demande en matière de redressement et de liquidation judiciaires....		15,4	9,4	4,7		2,5
10	Surendettement des particuliers et faillite civile.....		7,6	3,8	3,8		///
◆ 11	Contrats.....		17,3	15,3	5,5		10,4
12	Vente (hors fonds de commerce)		18,7	15,5	5,7		9,6
13	Baux d'habitation et professionnels.....		13,3	7,0	4,8		9,3
14	Baux ruraux (fermage ou métayage, baux de chasse).....		14,6	12,9	10,7		///
15	Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement.....		18,0	13,4	5,6		10,6
16	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction		19,5	17,7	8,0		14,4
17	Contrat de transport.....		18,4	8,6	5,4		14,5
18	Autre contrat de prestation de services		16,7	15,1	5,8		11,4
19	Contrat d'intermédiaire		21,7	17,1	6,8		15,0
20	Contrat d'assurance		17,7	17,7	5,9		14,6
21	Contrat divers		17,0	18,3	6,7		11,1
◆ 22	Responsabilité et quasi-contrats		19,2	14,3	6,4		17,2
23	Dommages causés par des véhicules.....		19,7	16,7	6,0		17,2
24	Dommages causés par des animaux, des produits ou des services.....		16,5	14,9	7,2		24,4
25	Dommages causés par des immeubles		18,8	16,4	8,4		36,0
26	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées		20,2	19,0	7,7		8,4
27	Dommages causés par l'action directe d'une personne.....		18,3	11,5	6,9		11,4
28	Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable ...		22,0	17,4	5,6		15,8
29	Quasi-contrats		16,8	14,6	4,7		14,8

Graphique 3. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux d'instance en 2004, y compris les TPBR et les juridictions de proximité : volumes et durées par nature de contentieux



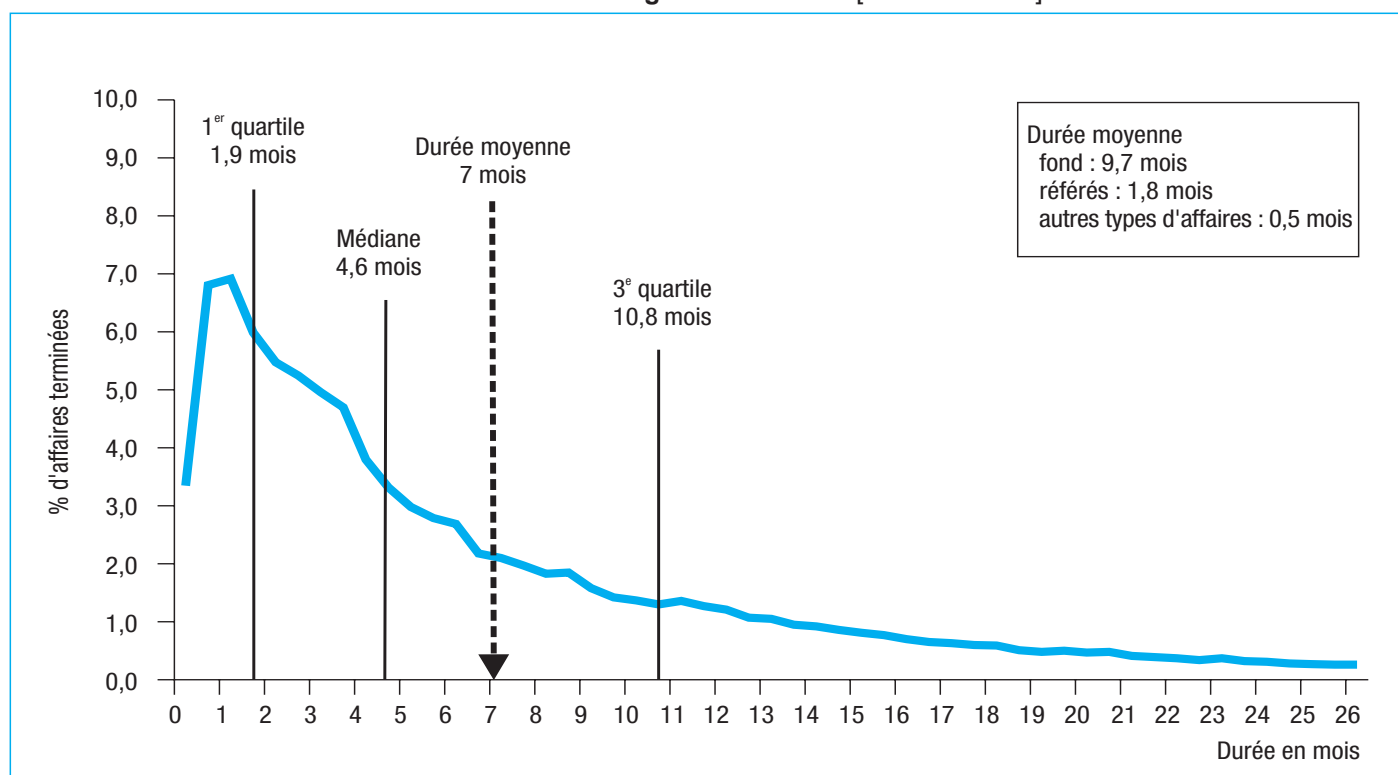
Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGI cc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆ 1	Biens - Propriété littéraire et artistique		16,3	8,2	6,3		4,6
2	Propriété et possession immobilières.....		17,9	10,6	13,1		0,3
3	Copropriété (I) : Organisation et administration.....		18,8	19,7	8,5		///
4	Copropriété (II) : droits et obligations des copropriétaires.....		19,0	14,0	4,7		///
5	Usufruit - Usage et habitation		16,4	14,2	10,9		///
6	Servitudes.....		19,9	20,1	9,8		0,3
7	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière		17,1	22,9	8,0		///
8	Sûretés mobilières et immobilières.....		14,3	4,2	4,3		2,1
9	Propriété et possessions mobilières.....		17,7	11,3	7,3		22,7
10	Saisies et mesures conservatoires.....		13,2	5,2	5,6		///
11	Propriété littéraire et artistique.....		14,3	15,5	5,3		23,4
◆ 12	Relations du travail et protection sociale		17,0	8,9	3,3	12,4	1,2
13	Relations individuelles du travail		17,5	13,0	5,0	12,5	///
14	Élections professionnelles		9,4	5,5	2,0	3,4	///
15	Représentation des intérêts des salariés		10,1	10,0	2,8	9,8	///
16	Statut des salariés protégés		11,0	7,0	5,0	13,8	///
17	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires.....		16,9	8,7	3,3	10,9	24,7
18	Conflits collectifs du travail		10,7	11,8	5,2	6,9	///
19	Négociation collective.....		12,3	11,4	3,8	7,9	///
20	Formation et insertion professionnelles.....		14,6	8,2	4,6	5,8	///
21	Protection sociale.....		14,6	7,6	3,4	9,1	1,2
22	Risques professionnels		13,8	9,2	3,7	10,2	0,8
◆ 23	Relations avec les personnes publiques		11,7	15,1	6,8		10,9
24	Contributions indirectes et monopoles fiscaux		14,7	14,6	9,4		11,0
25	Droits d'enregistrement et assimilés.....		17,6	15,4	4,4		///
26	Droits de douane et assimilés		35,4	15,1	10,7		9,0
27	Autres contestations en matière fiscale et douanière		18,1	14,8	6,2		///
28	Élections politiques et référendum		11,7	1,2	3,3		///
29	Élections à certains organismes.....		6,8	2,8	0,7		///
30	Responsabilité des personnes publiques.....		14,0	15,3	6,9		///
31	Recours et actions contre les décisions rendues par certains organismes..		8,9	15,0	6,2		6,0

La durée des affaires civiles devant les **cours d'appel** [fond et référés]



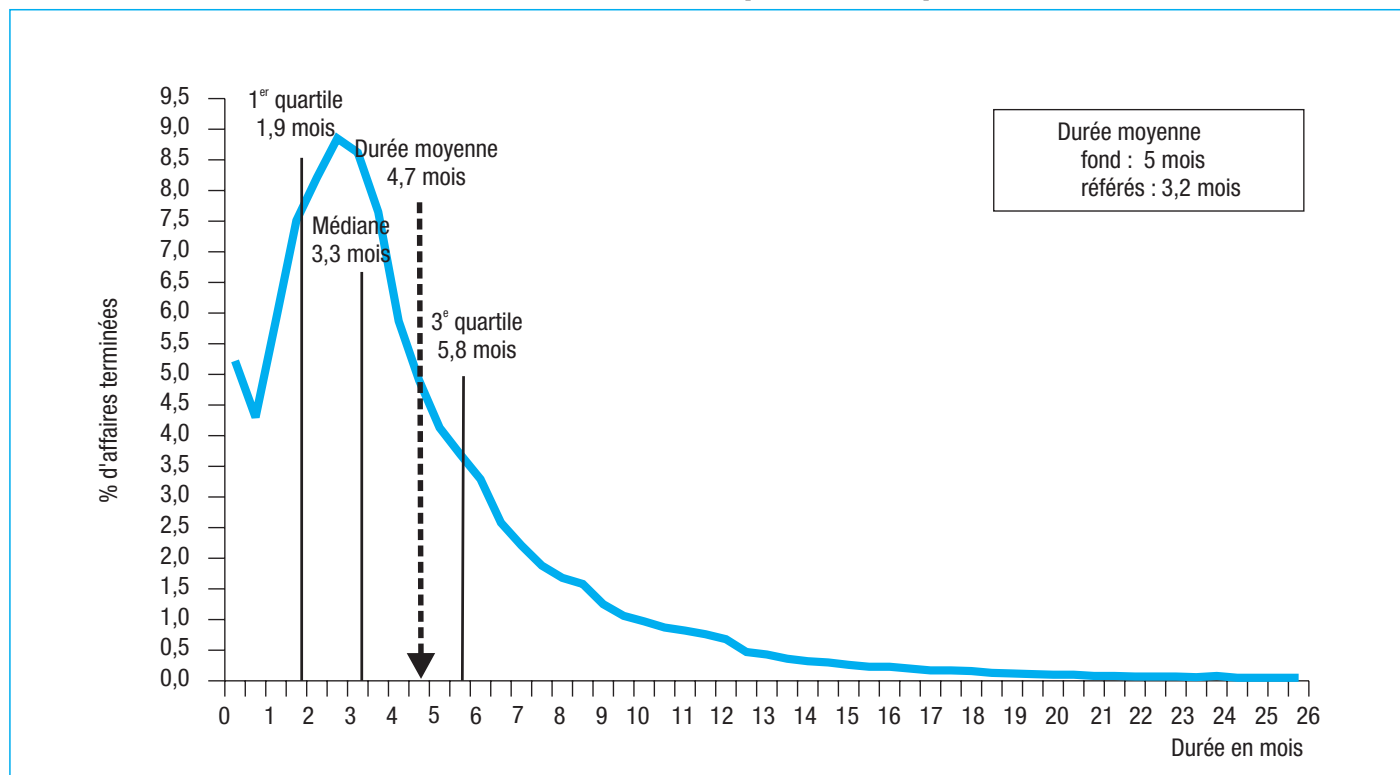
Lecture : 25 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 6,9 mois
50 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 13,2 mois
75 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 20,1 mois

La durée des affaires civiles devant les **tribunaux de grande instance** [fond et référés]



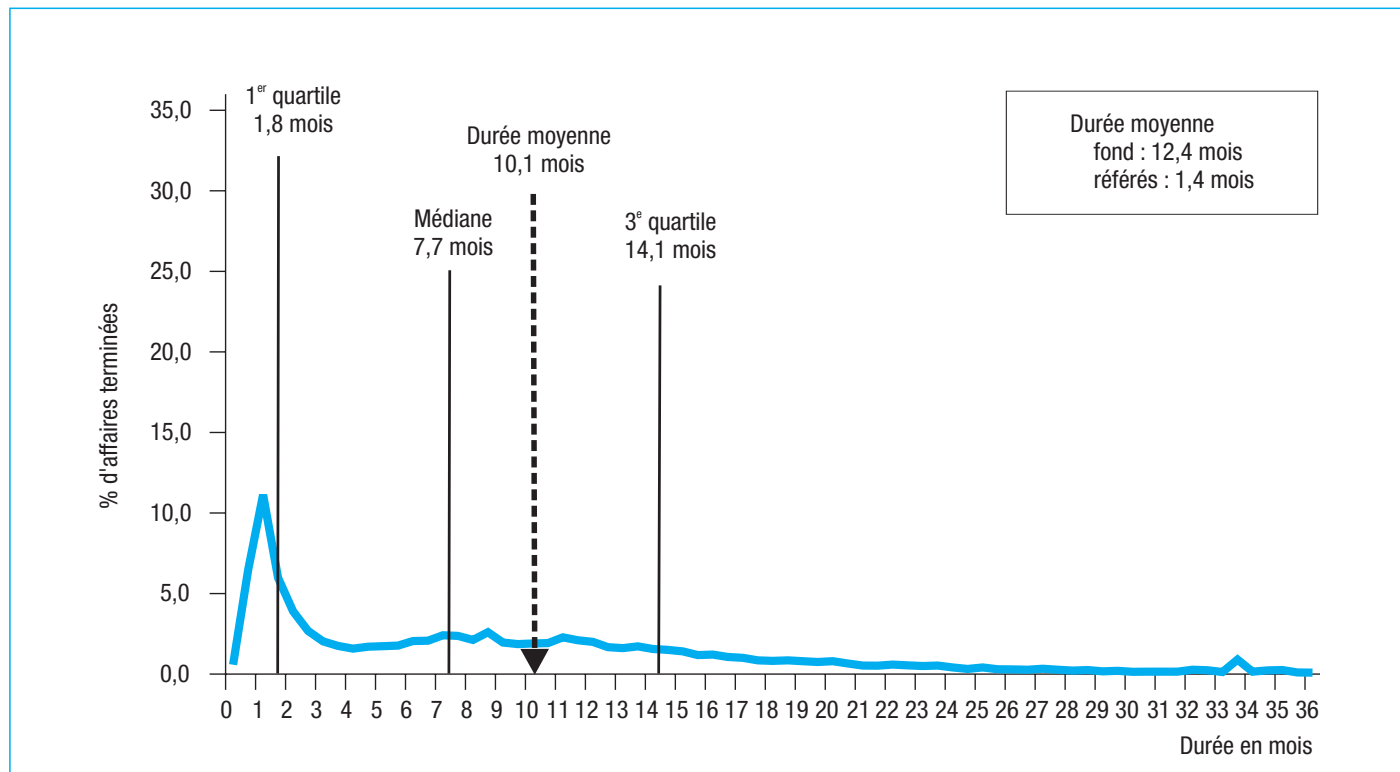
Lecture : 25 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 1,9 mois
50 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 4,6 mois
75 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 10,8 mois

La durée des affaires civiles devant les **tribunaux d'instance** [fond et référés]



Lecture : 25 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 1,9 mois
 50 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 3,3 mois
 75 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 5,8 mois

La durée des affaires civiles devant les **conseils de prud'hommes** [fond et référés]



Lecture : 25 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 1,8 mois
 50 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 7,7 mois
 75 % des affaires terminées en 2004 l'ont été au bout d'une durée inférieure ou égale à 14,1 mois

Sources

Le ministère de la Justice et le ministère des Affaires sociales du Travail et de la Solidarité se partagent les responsabilités administratives dans la gestion des procédures d'acquisitions de la nationalité française.

Le ministère de la Justice recueille chaque année auprès des 221 tribunaux d'instance compétents en matière de nationalité les données statistiques permettant de connaître le nombre d'acquisitions de la nationalité française et des certificats y afférant. Une enquête portant sur un trimestre chaque année permet de connaître les caractéristiques de la population acquérant la nationalité française, par manifestation de volonté puis par déclaration anticipée.

Le dispositif statistique a été modifié pour s'adapter à la loi du 16 mars 1998. Il comptabilise depuis cette date les acquisitions anticipées pour les enfants de 13 à 18 ans y compris les acquisitions au titre des dispositions transitoires de la loi du 16 mars 1998.

Les acquisitions de plein droit de la nationalité française à 18 ans ne peuvent pas être dénombrées car elles ne s'accompagnent d'aucune formalité particulière.

Les statistiques établies par la sous-direction des Naturalisations de la direction de la Population et des Migrations sont produites directement à partir des dossiers traités par cette sous-direction.

Code Définitions et méthode

- 1 Somme des lignes 8, 11 à 12, 17, 21, 22
- 2 à 10 **L'acquisition de la nationalité française par décret** (art. 21-15 et suivants du Code civil) résulte d'une naturalisation ou d'une réintégration accordée par l'autorité publique, de façon discrétionnaire, à l'étranger qui le demande. Elle est soumise à des conditions de recevabilité et à des critères d'opportunité.
- 6 Lorsqu'une demande est acceptée, le Premier ministre signe un décret de naturalisation ou de réintégration publié au Journal officiel.
- 7 L'enfant mineur de dix-huit ans, légitime, naturel ou ayant fait l'objet d'une adoption plénière et non marié, acquiert la nationalité française de plein droit par le jeu de l'effet collectif dès lors qu'il réside habituellement avec le parent naturalisé ou réintégré dans la nationalité française, ou qu'il réside alternativement avec ce parent en cas de séparation ou de divorce, et que son nom a été mentionné dans le décret de naturalisation ou de réintégration.
- 9 La naturalisation se définit comme l'octroi par un État de la nationalité de cet État à l'étranger qui en fait la demande.
- 10 La réintégration par décret, prévue par l'article 24-1 du Code civil, permet à des personnes qui ont perdu la nationalité française de la recouvrer pour l'avenir. Tout comme la naturalisation, elle n'est pas un droit.
- 11, 12 La loi du 16 mars 1998, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1998, a rétabli un mode d'**acquisition sans formalité** de la nationalité française à **raison de la naissance et de la résidence en France** supprimant ainsi la manifestation de volonté. Cette acquisition de plein droit est liée à une double condition de résidence : l'intéressé doit résider en France à sa majorité et il doit y avoir résidé durant cinq années depuis l'âge de onze ans.
Le texte prévoit également, sous condition de résidence, l'**acquisition anticipée** de la nationalité française pour des enfants mineurs :
- dès l'âge de 13 ans, un enfant peut acquérir la nationalité française si son représentant légal en fait la demande, et avec son consentement personnel.
- dès l'âge de 16 ans, un jeune (qui souhaiterait par exemple entrer dans le monde du travail) peut effectuer seul cette démarche, sans justifier d'un accord parental.
- 13 à 19 **Une personne étrangère qui épouse un(e) Français(e)** peut acquérir la nationalité française par déclaration en application de l'article 21-2 du Code civil, à condition (outre bien sûr la validité du mariage) qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie entre les époux n'ait pas cessé, et que le conjoint français ait conservé sa nationalité.
La loi du 16 mars 1998 a réduit à un an la durée de mariage requise, au lieu de deux ans, à compter du 1^{er} septembre 1998.
Ce délai est supprimé lorsque naît, avant ou après le mariage, un enfant dont la filiation est établie à l'égard des deux conjoints.
- 15 C'est le ministère chargé des naturalisations (SDN) qui a en charge le traitement des déclarations d'acquisition à raison du mariage.
- 16 Une éventuelle décision de refus d'enregistrement peut être prise principalement pour absence de communauté de vie entre les époux.
- 21 Les **déclarations d'acquisitions** de la nationalité française sont celles prévues par les articles 21-12 et 21-13 du Code civil et par les mesures transitoires de la loi du 16 mars 1998
- 22 Les **réintégrations dans la nationalité française** sont celles prévues par les articles 24-2, 23-6, 30-3 et 32-4 du Code civil.

Sources

- État statistique n° 5, Enquête nationalité - Ministère de la Justice
Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Toutes acquisitions de la nationalité française enregistrées.	141 455	121 631	122 834	139 930	165 121
◆	Acquisitions par décret					
2	Affaires nouvelles.....	59 960	57 250	48 666	53 515	60 076
3	Affaires traitées.....	68 195	54 691	52 437	84 137	81 680
4	décisions défavorables.....	15 134	12 384	13 488	17 366	16 985
5	décisions favorables.....	53 061	42 307	38 949	66 771	64 695
6	Nombre de décrets signés (personnes majeures).....	52 825	45 159	44 152	51 401	66 375
7	Mineurs bénéficiant de l'effet collectif.....	24 653	19 436	19 929	25 701	32 993
8	Tous acquérants par décret.....	77 478	64 595	64 081	77 102	99 368
9	Acquérents par naturalisation.....	68 750	57 627	56 942	67 326 ^r	87 497
10	Acquérents par réintégration.....	8 728	6 968	7 139	9 776 ^r	11 871
◆	Acquisitions par déclaration anticipée.....	35 883	31 071	30 282	29 419	29 872
11	à 13, 14 et 15 ans.....	17 593	16 807	18 413	19 160	20 855
12	à 16 et 17 ans.....	18 290	14 264	11 869	10 259	9 017
◆	Acquisitions à raison du mariage					
13	Souscriptions de déclaration auprès des tribunaux d'instance.....	23 816	25 759	28 471	32 419 ^r	24 442
14	Souscriptions de déclaration auprès des consulats.....	3 806	4 099	4 075	4 177	2 522
15	Nombre de décisions rendues par la SDN.....	27 370	25 456	28 229	33 945	37 848
16	refus d'enregistrement.....	1 314	1 462	1 878	3 023	3 408
17	Acquisitions par mariage.....	26 056	23 994	26 351	30 922	34 440
18	Hommes étrangers mariés à une Française.....	12 925	11 243	12 514	14 769	16 441
19	Femmes étrangères mariées à un Français.....	13 131	11 773	12 711	14 840	16 691
20	Effet collectif.....	-	978	1 126	1 313	1 308
◆	Autres déclarations d'acquisition et de réintégration.....	2 038	1 971	2 120	2 487	1 441
21	Déclaration d'acquisition.....	1 828	1 734	1 964	2 299	1 280
22	Déclaration de réintégration.....	210	237	156	188	161
◆	Nationalités d'origine des nouveaux acquérants					
23	Toutes nationalités.....	141 455	121 631	122 834	139 930	165 121
24	Maroc.....	37 794	34 922	33 967	36 875	43 610
25	Algérie.....	17 627	15 498	15 711	20 245	25 746
26	Portugal.....	11 201	9 182	8 844	9 576	10 170
27	Tunisie.....	12 763	10 251	9 956	11 412	13 046
28	Turquie.....	12 136	10 755	10 468	10 493	13 571
29	Autres.....	49 934	41 023	43 888	51 329	58 978

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le régime de protection du mineur concerne la protection de ses biens, qui peut être étendue à sa personne.

La loi déclare le mineur non émancipé incapable juridiquement de contracter, et organise en sa faveur un régime de protection de ses biens.

L'administration légale des biens du mineur est pure et simple lorsque ses parents exercent en commun l'autorité parentale ; ils sont tous les deux administrateurs légaux.

À défaut d'exercice en commun de l'autorité parentale ou en cas de décès de l'un des parents, l'administration légale sous contrôle judiciaire (juge des tutelles) appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale.

"L'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes" (art. 389-3 du Code civil).

La tutelle est un régime de protection du mineur concernant non seulement ses biens, mais aussi sa personne.

- 2 L'ouverture du régime de protection est **de plein droit** lorsqu'elle ne nécessite pas de décision du juge des tutelles sur son principe. La procédure ouverte de plein droit n'est pas comptabilisée dans le tableau "Les saisines en 2004" séries 22 à 27, pages 43.
- 3 Dans le cadre de l'**administration légale pure et simple** appartenant aux parents, et à défaut d'accord entre eux, ou dans certains cas, l'acte doit être autorisé par le juge des tutelles. Lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal, le juge des tutelles doit nommer un **administrateur ad hoc** (art. 389-3 et 389-5 du Code civil).
- 4 Le contrôle du juge des tutelles dans le cadre de l'**administration légale sous contrôle judiciaire** se traduit par des demandes d'autorisation d'acte et la nomination d'un **administrateur ad hoc** lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal.
- 5 La protection du mineur est étendue à sa personne en plus de celle de ses biens par l'**ouverture d'une tutelle** lorsque ses deux parents sont décédés, ou tous les deux dans l'incapacité d'exercer l'autorité parentale. En application de l'article 450 du code civil, le tuteur prend soin de la personne du mineur et le représente dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes. Il agit sous le contrôle du juge des tutelles et du conseil de famille.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Demandes relatives à un régime de protection de mineur	41 071	40 652	41 075	41 673	46 019
2	<i>dont relatives à un régime ouvert de plein droit</i>	31 884	31 798	32 073	31 192	32 847
◆	Nature de la demande					
3	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation administration légale pure et simple	8 460	8 295	8 804	11 017	13 530
4	Procédure ouverte dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	28 365	27 926	27 406	26 483	28 152
5	Ouverture d'une tutelle.....	4 246	4 431	4 805	4 173	4 337
◆	Sexe des mineurs concernés par les demandes					
6	Garçon	20 870	20 689	20 890	21 463	23 271
7	Fille.....	20 201	19 963	20 125	20 210	22 748

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code Définitions et méthode

La protection des majeurs est organisée par la loi du 3 janvier 1968, qui prévoit trois régimes de protection : la sauvegarde de justice, la tutelle et la curatelle.

L'altération des facultés mentales doit être médicalement établie, qu'elle soit occasionnelle ou de longue durée ; ainsi l'avis d'un médecin est toujours nécessaire pour mettre en mouvement un régime de protection, qui sera fixé sous l'autorité d'un juge des tutelles. Ce dernier est un juge du tribunal d'instance.

L'institution d'une protection générale, indépendante des régimes particuliers, est confiée au Procureur de la République.

Le malade peut avoir besoin d'être protégé dans sa personne contre des voies de fait et des séquestrations par exemple, ou dans ses biens contre des soustractions frauduleuses. Ces régimes instituent une protection non seulement de la personne, mais également de son patrimoine ; ils réglementent une protection plus ou moins élargie du malade dans ses rapports de droit civil avec les autres individus.

Le juge des tutelles doit décider d'un régime de protection plus ou moins étendu selon les faits et les pathologies sur fond d'expertise médicale ; le choix du régime juridique entre sauvegarde de justice, curatelle et tutelle par le juge est indépendant du traitement médical. Le degré de protection est défini dans les séries 22 à 28.

- 1 Le chiffre présenté dans cette rubrique correspond à la somme des rubriques 2, 3 et 4. Il ne prend pas en compte les demandes de modification de régimes de tutelle déjà existants (cf. séries 2, 6, 7 et 8, page 45). En revanche il inclut les demandes des majeurs déjà protégés après dessaisissement.
- 2 à 4 Il s'agit des principales demandes d'ouverture d'un régime de protection dont les juges des tutelles ont été saisis au cours d'une année. Elles sont ventilées par objet de demande.
- 5 **La tutelle aux prestations sociales** : lorsque le bénéficiaire de prestations sociales vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, le juge des tutelles peut ordonner que les prestations soient versées à une personne qualifiée chargée de les utiliser au profit du bénéficiaire (art. 167-1 du Code de la Sécurité sociale). Le juge fixe la durée de la mesure qui peut être à tout moment modifiée ou rapportée (art. R 167-5 et R 167-8 du Code de la Sécurité sociale). En pratique, la tutelle aux prestations sociales permet d'apporter un soutien éducatif à des personnes en difficulté sociale. Ne sont comptabilisées ici que les demandes non associées à une tutelle ou à une curatelle.
- 6 Cette rubrique correspond aux décisions rendues par les juges des tutelles saisis en demande d'ouverture d'un régime de protection. Le champ des objets de demande est le même que celui de la rubrique 1.
Modification du champ de cette série en 1998. Ne sont plus comprises les prises en charge de majeurs après dessaisissement en raison d'un changement de compétence territoriale.
- 7 à 14 Ces rubriques ventilent les décisions des juges des tutelles par issues des procédures selon le droit commun.
- 15 Modification du champ de cette série en 2000. Ne sont plus comprises les TPS après décision d'incompétence territoriale.
- 22 à 28 Les décisions des juges des tutelles sont classées selon les **régimes de protection** effectivement prononcés au cours d'une année donnée en faveur des majeurs. Ce sont des jugements rendus au fond acceptant la demande : leur total est le même qu'en rubrique 8. La protection est plus ou moins étendue selon le régime.
La tutelle est le régime le plus complet de protection par la *représentation* qu'elle organise du majeur. Elle englobe tous les actes patrimoniaux (y compris les testaments) que le majeur en tutelle ne peut effectuer seul à peine de nullité. Pour les actes de caractère personnel (mariage, divorce), la volonté du majeur peut s'exprimer dans un intervalle de lucidité, mais le consentement doit être donné par le conseil de famille, après avis du médecin traitant. Le fonctionnement de la tutelle sous le contrôle du juge est complexe et organisé autour du tuteur (organe de représentation du majeur), du subrogé tuteur (organe de surveillance du tuteur), et du conseil de famille (organe de décision).
Des modalités particulières de la tutelle peuvent en simplifier le fonctionnement.
- 23 **Tutelle sous forme d'administration légale** : s'il existe un parent ou allié apte à gérer les biens, le juge des tutelles peut décider qu'il les gère en qualité d'administrateur légal, sans subrogé tuteur ni conseil de famille (art. 497 du Code civil).
- 24 En l'absence d'entourage familial, lorsque le patrimoine du majeur à protéger est modique, une **gérance de tutelle** (art. 499 du Code civil) peut être organisée sans subrogé tuteur ni conseil de famille. Le gérant de la tutelle, qui peut être un préposé d'un établissement de soins, un tiers ou une association, gère les revenus et les dépenses du majeur protégé.
- 25 **Tutelle d'État** : le juge peut déléguer la tutelle à l'État lorsqu'elle est vacante, c'est-à-dire lorsque personne n'est en mesure d'en assumer la charge (art. 433 du Code civil).
- 26, 27 **La curatelle** est un régime d'assistance du majeur par un curateur ; il n'y a pas d'organe de contrôle ou de décision comme le subrogé tuteur ou le conseil de famille.
- 28 Sont comprises dans cette rubrique les décisions d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales alors qu'il était demandé un autre régime de protection. Le chiffre est donc à ajouter à la ligne 20.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Affaires nouvelles						
1	Demandes d'ouverture d'un régime de protection des majeurs	85 302	84 541	89 269	92 788	99 015
◆	Nature de la demande					
2	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication	39 435	40 248	44 387	48 068	51 774
3	Demande d'ouverture d'une tutelle	27 098	25 700	25 463	24 946	26 373
4	Demande d'ouverture d'une curatelle	18 769	18 593	19 419	19 774	20 868
5	Demandes isolées d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales	9 315	10 013	11 026	11 369	10 411
Affaires terminées						
6	Affaires terminées relatives aux ouvertures d'un régime de protection des majeurs	68 512	65 884	72 057	75 845	80 063
◆	Nature de la décision					
7	Décision au fond	62 474	59 061	62 857	65 122	69 114
8	Acceptation totale ou partielle de la demande	57 841	54 911	58 897	61 188	65 123
9	Rejet de la demande	4 633	4 150	3 960	3 934	3 991
10	Autres décisions	6 038	6 823	9 200	10 723	10 949
	dont :					
11	Radiation	388	503	781	867	918
12	Irrecevabilité de la demande	174	402	641	807	928
13	Caducité de la demande	686	879	1 553	1 907	1 895
14	Incompétence	42	96	31	0	1
15	Affaires terminées relatives aux ouvertures isolées d'une tutelle aux prestations sociales	8 537	8 289	9 022	9 697	8 533
◆	Nature de la décision					
16	Décision au fond	8 445	8 068	8 752	9 383	8 217
17	Acceptation totale ou partielle de la demande	8 075	7 730	8 456	9 108	7 885
18	Rejet de la demande	370	338	296	275	332
19	Autres décisions	92	221	270	314	316
Détails des ouvertures de régimes de protection prononcées						
20	Acceptation totale ou partielle d'une demande de tutelle aux prestations sociales (cf. ligne 17)	8 075	7 730	8 456	9 108	7 885
21	Acceptation totale ou partielle d'une demande d'un régime de protection des majeurs (cf. ligne 8)	57 841	54 911	58 897	61 188	65 123
◆	Nature du régime de protection prononcé					
	dont :					
22	Tutelle avec conseil de famille	158	104	119	112	104
23	Tutelle sous forme d'administration légale	15 271	15 132	16 205	16 773	17 998
24	Tutelle en gérance	7 633	7 141	7 271	7 293	7 110
25	Tutelle d'État	5 575	5 339	5 954	6 521	7 080
26	Curatelle	17 186	16 069	17 174	17 247	18 160
27	Curatelle d'État	10 712	10 293	11 886	13 137	14 570
28	Tutelle aux prestations sociales	874	540	118	5	3
◆	Sexe des majeurs protégés					
29	Hommes	25 322	22 862	24 490	25 846	28 340
30	Femmes	32 519	32 049	34 407	35 342	36 783
◆	Âge des majeurs protégés					
31	De 18 à moins de 30 ans	8 274	7 789	8 260	7 830	8 185
32	De 30 à moins de 40 ans	5 020	4 501	4 658	4 675	4 877
33	De 40 à moins de 50 ans	6 032	5 558	5 857	6 151	6 456
34	De 50 à moins de 60 ans	4 980	5 126	5 425	5 851	6 664
35	De 60 à moins de 70 ans	5 022	4 645	4 718	5 022	5 103
36	De 70 à moins de 80 ans	9 949	9 546	10 084	10 475	11 140
37	80 ans et plus	18 564	17 746	19 895	21 184	22 698

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a instauré le juge aux affaires familiales. "Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est compétent pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause. Il est également seul compétent pour statuer sur les modifications demandées après le prononcé du divorce. Il est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs" (art. 247 du Code civil). Il traite les actions liées à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de l'obligation d'entretien, à l'exercice de l'autorité parentale, à la modification du nom de l'enfant naturel et aux prénoms. Il peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance au sein de laquelle il siège et qui statue comme juge aux affaires familiales (art. L.312-1 du Code de l'organisation judiciaire).

Le tableau ci-contre présente la répartition selon la nature d'affaire des contentieux "familiaux" introduits devant les juges aux affaires familiales. Ces données ne recourent pas exactement celles fournies dans le tableau des saisines (page 42 à 67).

- 1 | Le **juge aux affaires familiales** est compétent :
 - dans le domaine du droit de la famille pour les demandes en divorce, les contentieux de l'autorité parentale et les contentieux financiers.
 - dans le domaine du droit des personnes pour les contentieux de changement de nom et de prénom.Il n'est pas compétent dans le domaine du droit de la famille en matière de mariage et de régimes matrimoniaux, ainsi que pour les affaires de filiation.
- 2 à 5 | **Les ruptures d'union** font l'objet d'une présentation spécifique pages 86 à 89. Les rubriques présentées ici ne comprennent pas les mesures provisoires. Elles sont en revanche incluses dans les rubriques équivalentes du tableau des saisines, page 45.
- 7, 8, 10 | Concerne seulement les enfants de couples mariés
 - 9 | Y compris pour les enfants naturels.
 - 12 | Les demandes d'**exercice conjoint ou de modification de l'exercice de l'autorité parentale** sont comprises sous cette rubrique.
 - 15 | Sont compris sous cette rubrique les recours de celui qui assure la **charge de l'enfant majeur** contre l'ex-conjoint.
 - 16 | Y compris l'enfant naturel devenu majeur.
 - 18 | Ne sont pas comprises ici les demandes relatives à l'usage du nom du conjoint
 - 19 | Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.
 - 23 | **Sont compris ici les divorces prononcés directement et les conversions de séparation de corps en divorce.** Les divorces prononcés directement font l'objet d'une présentation spécifique page 89.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Affaires nouvelles						
1	Nombre total d'affaires soumises aux juges des affaires familiales	338 450	344 189	346 321	361 704	352 137
◆	Nature de l'affaire					
2	Ruptures d'union	175 478	179 261	181 886	189 062	180 859
3	Demande en divorce	165 367	169 751	173 063	180 538	173 194
4	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	2 303	2 150	2 038	2 007	1 986
5	Demande en séparation de corps	7 808	7 360	6 785	6 517	5 679
6	Autorité parentale et droit de visite	91 068	96 041	99 121	106 352	104 605
7	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	18 057	18 097	18 244	19 181	18 323
8	Demande de modification du droit de visite	9 936	9 713	9 130	8 879	7 655
9	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	2 617	2 487	2 640	2 692	2 561
10	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	1 017	903	908	956	675
11	Demande de délégation, de restitution de l'autorité parentale	2 627	2 640	3 137	3 407	3 495
12	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs ou au droit de visite quant aux enfants naturels.....	56 814	62 201	65 062	71 237	71 896
13	Contentieux financier	58 701	56 528	52 967	54 325	52 213
14	Révision de la prestation compensatoire et modification de la pension alimentaire versée au conjoint	1 917	3 424	5 956	8 845	4 883
15	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	35 854	32 967	26 254	22 596	25 202
16	Demande de contribution à l'entretien de l'enfant naturel et demande d'aliments entre parents et alliés	16 130	15 449	16 349	18 092	17 774
17	Contribution aux charges du mariage	4 800	4 688	4 408	4 792	4 354
18	Nom - Prénom.....	10 391	9 675	9 086	7 559	9 707
19	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel	7 809	7 075	6 517	5 164	7 026
20	Demande de changement de prénom.....	2 582	2 600	2 569	2 395	2 681
21	Autres procédures du juge aux affaires familiales	2 812	2 684	3 361	4 406	4 753
Affaires terminées						
22	Nombre total d'affaires terminées par les juges aux affaires familiales.....	327 381	324 087	335 243	342 128	361 714
23	<i>dont divorces prononcés</i>	<i>116 723</i>	<i>115 388</i>	<i>118 686</i>	<i>127 966</i>	<i>134 601</i>

Champ

Les données statistiques présentées sous le titre “**les ruptures d’union**” concernent les affaires traitées par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d’outre-mer. Il ne s’agit que des ruptures d’union de personnes mariées. Le cadre juridique de leur rupture est la loi du 11 juillet 1975 ; toutes les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou aient été en concubinage.

Code | Définitions et méthode

- 1 | L’ensemble des **affaires nouvelles** recouvre pour une année donnée la totalité des demandes en divorce formées directement ou par conversion de séparation de corps, ainsi que les demandes en séparation de corps.
- 2 | Le nombre d’**affaires terminées** correspond à l’ensemble des décisions rendues en matière de rupture d’union pour une année donnée.
- 4 | **Les décisions rendues au fond** prononcent un divorce ou une séparation de corps selon l’objet de la demande ou rejettent cette dernière.
- 3 à 14 | **Les décisions rendues** sont classées par nature selon l’issue des procédures.
- 5 | **Les divorces prononcés directement** sont les décisions qui font droit aux demandes de divorce, quelle qu’en soit la modalité : consentement mutuel, faute ou rupture de vie commune.
- 6 | **Le jugement de séparation de corps** produit les mêmes effets qu’un divorce entre époux au plan patrimonial et quant aux droits et devoirs des parents à l’égard des enfants ; en revanche, à la différence d’un divorce, les époux restent mariés bien que séparés et le devoir de secours mutuel subsiste entre eux notamment sous forme de pension alimentaire si nécessaire.
- 7 | La loi du 11 juillet 1975 (art. 306 du code civil) prévoit “qu’à la demande de l’un des époux, le jugement de séparation de corps est converti de plein droit en jugement de divorce quand la séparation de corps a duré 3 ans”.
- 9 à 14 | Certaines demandes de rupture d’union sont abandonnées en cours de procédure sans examen au fond, donc sans aboutir au prononcé d’un divorce ou d’une séparation de corps. Elles donnent lieu à des décisions classées par issue de l’affaire selon les principes du droit commun procédural.
- 15 à 22 | **La durée d’une affaire** est calculée en mois par différence entre la date de la décision dessaisissant la juridiction et la date de saisine. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées par des ruptures d’union dans l’année, ce qui exclut du calcul les lignes 9 à 14. Ces durées diffèrent donc de celles présentées page 71, qui sont calculées sur toutes les affaires terminées, quel qu’en soit le mode de fin. Les durées moyennes sont présentées ici par objet de demande, et plus particulièrement par procédure de divorce.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Ruptures d'union						
1	Affaires nouvelles	175 478	179 261	181 886	189 062	180 859
2	Affaires terminées	167 392	166 632	175 366	180 177	189 680
◆ Nature de la décision						
3	Jonction	1 625	1 932	1 969	2 036	2 139
4	Décisions au fond	124 796	122 237	125 413	134 524	141 578
5	Divorce prononcé directement	114 620	113 618	117 005	126 388	132 746
6	Séparation de corps prononcée	3 906	3 370	3 210	2 880	3 214
7	Divorce prononcé par conversion de séparation de corps	2 103	1 770	1 681	1 578	1 855
8	Rejet de la demande	4 167	3 479	3 517	3 678	3 763
9	Autres décisions	40 971	42 463	47 984	43 617	45 963
	dont:					
10	Radiation	13 725	13 875	14 201	11 611	10 505
11	Désistement du demandeur	11 208	12 120	13 996	12 810	13 226
12	Caducité de la demande	13 332	14 209	16 811	15 890	15 034
13	Incompétence	398	375	348	381	353
14	Conciliation des parties	171	178	263	159	184
◆ Durée moyenne des affaires terminées par des ruptures d'union [en mois]						
15	Divorces prononcés directement	12,6	12,6	13,0	12,8	13,9
16	Par consentement mutuel	9,5	9,8	10,1	10,0	10,3
17	- requête conjointe	8,7	9,1	9,3	9,2	9,3
18	- demande acceptée	12,0	12,1	12,7	12,9	14,1
19	Pour rupture de la vie commune	15,2	15,9	16,6	16,3	18,1
20	Pour faute	16,6	17,1	17,1	17,3	19,5
21	Séparation de corps	13,2	12,9	14,0	13,2	14,7
22	Conversion de séparation de corps en divorce	7,5	8,7	9,8	9,5	8,6

Champ

Les données statistiques présentées ici concernent les divorces prononcés par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, ainsi que les demandes de conversion de séparation de corps en divorce. Les décisions rendues correspondent à des demandes de divorce examinées au fond et ayant abouti au prononcé du divorce. Les rejets de demandes de divorce sont exclues du champ.

Les couples ont la possibilité de requérir un divorce ou une séparation de corps pour faute ou sur demande acceptée et d'opter en cours de procédure pour un divorce par consentement mutuel, la réciprocité n'étant pas juridiquement possible. De même l'époux défendeur d'une demande en divorce pour rupture de la vie commune peut présenter une demande reconventionnelle en invoquant les torts de celui qui a pris l'initiative. Ce passage d'une procédure à l'autre n'est pas pris en compte par la statistique présentée ici qui ne retient que le cas de divorce figurant sur la requête initiale. Il en résulte probablement une légère sous-estimation de l'importance relative du consentement mutuel dans l'ensemble des jugements.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 8 | Depuis la loi du 11 juillet 1975, la demande en divorce peut être formée dans l'un des trois cas suivants : par consentement mutuel (demande conjointe ou demande acceptée), pour rupture de la vie commune, pour faute.
- 3 | Le divorce sur **demande conjointe** implique l'accord des deux époux non seulement sur le principe de la rupture, mais aussi sur tous les effets du divorce (pensions, autorité parentale et résidence habituelle des enfants, partage de leurs biens mobiliers et immobiliers). Ils n'ont pas à exposer au juge les motifs de leur demande (art. 230 du Code civil).
- 4 | Le divorce sur **demande acceptée**, comme le précédent, implique l'accord des deux époux sur le principe de la rupture, mais constate une absence d'entente sur les effets du divorce. Le constat réciproque de l'échec de leur union leur évite d'avoir à prouver la faute de l'autre (art. 233 et 234 du Code civil).
- 5 à 7 | Le divorce pour **rupture de la vie commune** peut être demandé par l'un des époux séparés de fait depuis six ans au moins, ou parce que les facultés mentales du conjoint se trouvent, depuis six ans, si gravement altérées qu'aucune communauté de vie ne subsiste plus entre les époux et ne pourra, selon les prévisions les plus raisonnables, se reconstituer dans le futur (art. 237 et 238 du Code civil). À la différence des autres cas de divorce, l'obligation née du mariage d'assurer la subsistance de l'autre perdure après la dissolution du mariage. Elle est exécutée par le versement d'une pension alimentaire.
- 8 | Le divorce pour **faute** peut être demandé par un époux pour des faits imputables à l'autre lorsque ces faits constituent une violation grave et renouvelée des devoirs et obligations du mariage, et rendent ainsi intolérable le maintien de la vie commune (art. 242 du Code civil). Il peut aussi être demandé par un époux lorsque l'autre a été condamné à une peine afflictive ou infamante (art. 243 du Code civil). Le divorce pour faute suppose que le demandeur fasse la preuve des faits imputables à l'autre.
- 9 | Cf. note 7, page 86

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Divorces prononcés						
1	Nombre total de divorces prononcés.....	116 723 ^r	115 388 ^r	118 686 ^r	127 966 ^r	134 601 ^r
◆ Procédure de divorce						
2	Par consentement mutuel.....	65 374	68 644	68 599	77 589	81 293
3	Requête conjointe.....	48 818	53 713	52 359	60 704	63 881
4	Demande acceptée.....	16 556	14 931	16 240	16 885	17 412
5	Pour rupture de la vie commune.....	1 812	1 512	1 616	1 505	1 374
6	Séparation de fait.....	1 757	1 472	1 582	1 474	1 340
7	Altération des facultés mentales.....	64	40	34	31	34
8	Pour faute.....	47 425	43 462	46 790	47 294	50 079
9	Par conversion de séparation de corps en divorce.....	2 103	1 770	1 681	1 578	1 855
◆ Durée du mariage						
10	Moins de 5 ans.....	15 424	15 830	16 457	18 535	19 919
11	5 ans à moins de 10 ans.....	24 721	24 845	24 737	27 807	30 389
12	10 ans à moins de 15 ans.....	19 450	19 823	19 516	21 377	22 535
13	15 ans à moins de 20 ans.....	15 739	15 078	14 400	15 596	16 983
14	20 ans à moins de 25 ans.....	14 179	13 689	12 824	14 173	14 792
15	25 ans à moins de 30 ans.....	10 679	10 359	10 141	10 626	11 160
16	30 ans à moins de 35 ans.....	5 569	5 846	5 962	6 528	7 103
17	35 ans à moins de 40 ans.....	2 445	2 520	2 568	2 901	3 415
18	40 ans et plus.....	1 573	1 554	1 679	1 903	2 207
19	Durée du mariage non calculable.....	6 944	5 844	10 402	8 520	6 098
20	Durée moyenne du mariage (en années).....	15,0	14,9	14,8	14,7	14,8
◆ Âge de l'époux au jugement						
21	Moins de 25 ans.....	479	527	547	707	780
22	25 ans à moins de 30 ans.....	6 291	5 719	5 839	6 105	6 563
23	30 ans à moins de 35 ans.....	16 399	16 101	15 948	17 411	18 519
24	35 ans à moins de 40 ans.....	21 439	21 087	20 759	22 296	24 501
25	40 ans à moins de 45 ans.....	21 415	20 970	20 306	22 626	25 606
26	45 ans à moins de 50 ans.....	18 157	17 859	17 903	19 481	22 326
27	50 ans à moins de 55 ans.....	13 435	13 434	13 481	14 269	16 177
28	55 ans à moins de 60 ans.....	6 164	6 505	7 243	8 474	10 338
29	60 ans à moins de 65 ans.....	3 143	3 162	3 291	3 754	4 536
30	65 ans à moins de 70 ans.....	1 612	1 608	1 729	1 871	2 304
31	70 ans et plus.....	1 245	1 150	1 238	1 264	1 559
32	Âge non déclaré.....	6 944	7 266	10 402	9 708	1 392
◆ Âge de l'épouse au jugement						
33	Moins de 25 ans.....	2 095	2 184	2 216	2 823	3 025
34	25 ans à moins de 30 ans.....	11 208	11 207	10 596	11 677	11 547
35	30 ans à moins de 35 ans.....	19 479	20 013	19 165	22 335	22 660
36	35 ans à moins de 40 ans.....	22 430	22 931	21 366	24 364	25 810
37	40 ans à moins de 45 ans.....	20 565	21 161	20 001	23 921	25 418
38	45 ans à moins de 50 ans.....	15 799	16 460	15 742	18 769	19 897
39	50 ans à moins de 55 ans.....	10 404	10 847	10 515	11 916	12 755
40	55 ans à moins de 60 ans.....	4 080	4 721	4 997	6 237	7 320
41	60 ans à moins de 65 ans.....	1 963	2 105	2 054	2 542	2 825
42	65 ans à moins de 70 ans.....	980	1 042	978	1 184	1 271
43	70 ans et plus.....	776	655	654	722	466
44	Âge non déclaré.....	6 944	2 062	10 402	1 476	1 307

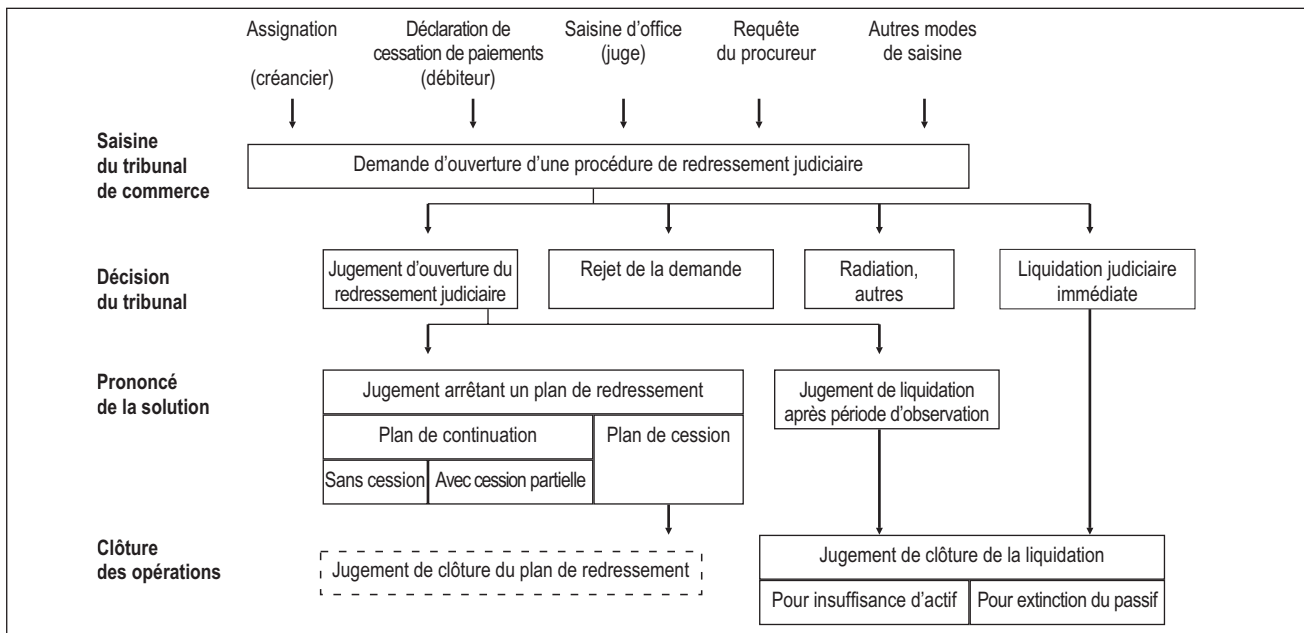
Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sont comprises ici les affaires de redressement et de liquidation judiciaire traitées à la fois par les **tribunaux de grande instance à compétence commerciale** et par les **tribunaux de commerce** (cf. pages 28 et 38)
L'approche statistique proposée ici diffère de celle adoptée par type de juridiction.

Code | Définitions et méthode

Les données sont fournies toutes juridictions confondues par stade de procédure (cf. schéma), et non selon la distinction affaires nouvelles/affaires terminées définie page 28 et page 38)

La loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1986, institue une **procédure de redressement judiciaire** (art.1) applicable à tout commerçant, artisan et à toute personne morale de droit privé, ainsi qu'à tout agriculteur (depuis la loi n° 88-1202 du 30.12.1988). Elle doit être ouverte dès que l'entreprise se trouve dans "l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible" (art.3). Le schéma ci-dessous fournit une description des différents stades de la procédure.



Dans le jugement qui suit la saisine du tribunal, celui-ci décide soit la liquidation immédiate de l'entreprise soit une ouverture de redressement. Dans ce cas le tribunal désigne un juge-commissaire, qui veille à la protection des intérêts en présence et au bon déroulement de la procédure, un représentant des créanciers, et éventuellement un administrateur, chargé soit de surveiller ou d'assister le dirigeant dans sa gestion, soit d'assurer lui-même cette gestion.

La mise en redressement judiciaire ouvre une période d'observation, dont la durée maximale dépend du régime appliqué : 18 mois dans le régime général, 8 mois dans la procédure simplifiée.

Pendant cette période, l'administrateur (ou à défaut le juge-commissaire), dresse un bilan économique et social de l'entreprise, analyse les offres éventuelles de reprise et propose soit un plan de redressement, soit la liquidation. Au vu de son rapport, le tribunal rend un jugement statuant sur ces propositions.

11 à 25 | Le plan de redressement désigne les personnes tenues de l'exécuter et mentionne les engagements qu'elles souscrivent. Sa durée est fixée par le tribunal (art. 65) qui nomme un commissaire chargé de veiller à son exécution (art. 67).

19 à 25 | Nature du plan de redressement : ce plan vise "la **continuation de l'entreprise** lorsqu'il existe des possibilités sérieuses de redressement et de règlement du passif" (art. 69). Il peut aussi prévoir la cession de certaines branches d'activité (**cession partielle**). Le plan peut aussi ordonner la **cession totale** de l'entreprise, pour "assurer le maintien d'activités susceptibles d'exploitation autonome" (art. 81).

Durée des affaires (cf. définitions p. 28 et 38)

26 à 39 | Lorsque ni la continuation ni la cession de l'entreprise ne semblent possibles, le tribunal prononce la liquidation judiciaire, immédiate ou après période d'observation. Deux procédures sont applicables à la liquidation judiciaire après période d'observation : le régime général ou la procédure simplifiée.

La clôture des opérations est une étape administrative qui acte le dessaisissement de la juridiction

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Décisions relatives aux ouvertures de redressement judiciaire						
1	Nombre total de décisions	59 660	58 430	59 421	60 433	62 113
2	Jonction	1 279	1 310	1 176	1 155	1 082
3	Décisions statuant sur le fond de la demande	42 913	42 836	44 475	45 716	48 274
4	Ouverture d'une procédure de redressement judiciaire	13 969	13 473	14 064	14 344	14 950
5	Liquidation judiciaire immédiate	27 830	28 204	29 441	30 355	32 192
6	Rejet de la demande	1 114	1 159	970	1 017	1 132
7	Autres décisions	15 468	14 284	13 770	13 562	12 757
8	Radiation	12 491	11 451	10 896	10 630	9 546
9	Incompétence	111	123	89	113	81
10	Autres	2 866	2 710	2 785	2 819	3 130

Plans de redressement judiciaire prononcés

11	Nombre total de plans de redressement judiciaire	4 945	4 458	4 390	4 699	4 960
◆ Catégorie juridique de l'entreprise						
12	Artisan - personne physique	634	451	455	527	545
13	Commerçant - personne physique	942	705	739	699	693
14	SARL	1 753	1 701	1 610	1 697	1 828
15	SA	497	487	501	529	514
16	Autres	1 119	1 114	1 085	1 247	1 380
◆ Procédure applicable						
17	Régime général	968	954	925	946	966
18	Procédure simplifiée	3 977	3 504	3 465	3 753	3 994
◆ Nature du plan de redressement						
19	Continuation	3 733	3 197	2 922	3 185	3 552
20	Continuation assortie d'une cession partielle avec location-gérance	27	20	39	36	31
21	Continuation assortie d'une cession partielle sans location-gérance	423	356	463	455	441
22	<i>Durée du plan de continuation [en mois]</i>	<i>13,1</i>	<i>13,3</i>	<i>12,8</i>	<i>12,4</i>	<i>12,1</i>
23	Cession de l'entreprise avec location-gérance	51	57	61	81	83
24	Cession de l'entreprise sans location-gérance	711	828	905	942	853
25	<i>Durée du plan de cession [en mois]</i>	<i>8,4</i>	<i>7,9</i>	<i>7,6</i>	<i>8,2</i>	<i>8,0</i>

Liquidations judiciaires prononcées

26	Nombre total de liquidations judiciaires	38 196	38 062	39 389	40 380	42 792
27	Liquidation judiciaire immédiate	27 830	28 204	29 441	30 355	32 192
28	<i>Durée de la liquidation judiciaire immédiate [en mois]</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>
29	Liquidation judiciaire après période d'observation	10 366	9 858	9 948	10 025	10 600
30	Régime général	759	661	735	760	737
31	Procédure simplifiée	9 607	9 197	9 213	9 265	9 863
32	<i>Durée de la liquidation judiciaire après période d'observation [en mois]</i>	<i>6,9</i>	<i>6,9</i>	<i>6,9</i>	<i>6,6</i>	<i>6,4</i>
◆ Catégorie juridique de l'entreprise						
33	Artisan - personne physique	2 818	2 628	3 161	3 219	3 487
34	Commerçant - personne physique	4 663	4 118	4 705	4 780	4 994
35	SARL	13 971	13 420	16 315	17 352	18 026
36	SA	1 123	1 147	1 421	1 349	1 187
37	Autres	15 621	16 749	13 787	13 680	15 098
38	Clôture des opérations	43 686	42 762	40 360	39 854	44 059
39	<i>Durée de la clôture des opérations [en mois]</i>	<i>40,1</i>	<i>43,0</i>	<i>43,3</i>	<i>45,3</i>	<i>45,1</i>

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

- 1 à 32** Le bail est le contrat de louage d'immeuble par lequel une partie - le bailleur - laisse la jouissance d'un local à une autre partie - le locataire - moyennant un certain prix. Ce contrat comporte généralement une clause par laquelle le non paiement du loyer entraîne automatiquement la résolution du bail (clause résolutoire).
Le contentieux relatif au bail à usage d'habitation et à usage mixte relève de la compétence des tribunaux judiciaires civils. En vertu de l'article R 321.2 du Code de l'organisation judiciaire, c'est le tribunal d'instance qui a seul compétence pour connaître des actions nées d'un contrat de louage d'immeuble quel que soit le montant de la demande.
Cette compétence d'attribution du tribunal d'instance suppose l'existence d'un contrat ayant pour objet principal la location immobilière. Les demandes par lesquelles un propriétaire réclame l'expulsion d'un occupant sans titre relèvent du tribunal de grande instance.
- 9** Le locataire peut agir en justice lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations : délivrer un logement en bon état et y faire pendant toute la durée du bail les réparations, autres que locatives, qui peuvent devenir nécessaires. Il doit également assurer au locataire la jouissance paisible des lieux.
- 11** Contestation par le locataire de la validité du congé ou demande de suspension de la clause résolutoire.
- 13** En fin de bail le bailleur est tenu de restituer le dépôt de garantie, sous réserve des travaux de réparations locatives. Le locataire peut réclamer une indemnisation pour l'amélioration apportée au bien loué.
- 21, 30** Le juge ne statue pas sur la demande lorsque d'autres actes ont mis fin à l'instance tels que désistement, caducité, conciliation ou radiation... Ces actes révèlent que les parties ont abandonné l'instance avant toute décision au fond, ce qui laisse supposer qu'elles sont parvenues à un accord.
- 28** Il s'agit des décisions susceptibles de conduire à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement du loyer. Une partie des décisions contradictoires accorde au locataire des délais de paiement suspendant les effets de la clause résolutoire. Ce n'est qu'en cas de non respect de l'échéancier fixé par le juge que cette clause reprendra plein effet et qu'il pourra être procédé à l'expulsion.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Affaires nouvelles (fond et référés)						
1	Demandes introduites devant le tribunal d'instance	154 628	154 583	154 327	160 661	172 340
2	dont procédure de référés	56 631	58 401	58 008	61 194	66 314
3	Demandes des bailleurs	127 065	127 884	129 860	140 061	149 183
4	Paiement des loyers et/ou résiliation expulsion	105 446	107 516	111 395	125 078	134 610
5	Validité du congé-expulsion	17 471	15 943	12 231	7 356	7 316
6	Exécution d'obligation du locataire autre que paiement de loyers	2 153	2 105	3 918	5 130	4 623
7	Fixation judiciaire du loyer	757	1 123	928	1 128	1 213
8	Domages et intérêts en fin de bail	1 238	1 197	1 388	1 369	1 421
9	Demandes des locataires	12 323	11 950	12 444	11 687	12 140
10	Travaux à charge du bailleur	3 308	3 200	3 294	2 900	2 596
11	Maintien dans les lieux	768	676	750	911	883
12	Sanction du bailleur pour trouble de jouissance	1 322	1 317	1 750	1 837	1 577
13	Demande en fin de bail	6 925	6 757	6 650	6 039	7 084
14	Autres demandes (bailleurs et locataires)	15 240	14 749	12 023	8 913	11 017

Affaires terminées (fond et référés)

15	Affaires terminées par le tribunal d'instance	154 948	152 735	154 343	160 231	172 963
16	dont procédure de référés	56 631	58 401	58 008	61 194	66 314
◆	Nature de la décision					
17	Jonction	3 626	3 602	3 748	3 818	4 039
18	Décisions statuant sur la demande	119 846	117 132	120 061	124 539	133 930
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	111 831	109 583	112 021	116 272	125 288
20	Rejet de la demande	8 015	7 549	8 040	8 267	8 642
21	Autres décisions	31 476	32 001	30 534	31 874	34 994
22	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>4,0</i>	<i>4,1</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>	<i>4,2</i>
23	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande</i>	<i>45,1</i>	<i>43,3</i>	<i>43,4</i>	<i>44,3</i>	<i>44,5</i>

Résultat des demandes en paiement et/ou en résiliation-expulsion

24	Affaires terminées par le tribunal d'instance	105 804	107 007	109 949	123 164	135 179
25	dont procédure de référés	41 650	45 196	45 955	53 399	58 726
◆	Nature de la décision					
26	Jonction	2 294	2 231	2 325	2 475	2 656
27	Décisions statuant sur la demande	83 125	83 781	87 286	98 113	107 383
28	Acceptation totale ou partielle de la demande	80 061	81 027	84 138	94 743	103 991
29	Rejet de la demande	3 064	2 754	3 148	3 370	3 392
30	Autres décisions	20 385	20 995	20 338	22 576	25 140
31	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>3,8</i>	<i>3,9</i>	<i>3,8</i>
32	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande</i>	<i>40,2</i>	<i>38,5</i>	<i>38,3</i>	<i>39,3</i>	<i>40,0</i>

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Le répertoire général civil n'étant pas mis en place dans les tribunaux des affaires de Sécurité sociale, on ne dispose pas de statistiques sur les affaires relatives aux contentieux de l'impayé traités par ces tribunaux.
- 5 à 18 | **Le tribunal de grande instance** est la juridiction civile de droit commun. Il connaît en conséquence, en premier ressort, de tous les litiges pour lesquels la compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction (tribunal d'instance, tribunal paritaire des baux ruraux, tribunal de commerce...) en raison de la nature de l'affaire ou du montant de la demande (art. R 311-1 du Code de l'Organisation Judiciaire).
- 8 à 18 | Le contentieux de l'impayé est présent dans toutes les affaires contractuelles présentant un caractère financier (droit des affaires, et droit des contrats essentiellement).
- 19 à 33 | **Le tribunal d'instance** connaît, en matière civile, de toutes actions personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 4 000 euros, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 10 000 euros (art. R 321-1 du Code de l'Organisation Judiciaire).
Il est créé au siège de chaque tribunal d'instance un **tribunal paritaire des baux ruraux** qui est seul compétent pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, relatives à l'application des titres I et V du livre VI du Code Rural.
- 22 | Le tribunal d'instance connaît des procédures d'**injonctions de payer** (art. R. 321-3 du Code de l'organisation judiciaire). Le recouvrement d'une créance peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque :
- la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire et s'élève à un montant déterminé ; en matière contractuelle, la détermination est faite en vertu des stipulations du contrat y compris, le cas échéant, la clause pénale ;
- l'engagement résulte de l'acceptation ou du tirage d'une lettre de change, de la souscription d'un billet à ordre, de l'endossement ou de l'aval de l'un ou l'autre de ces titres ou de l'acceptation de la cession de créances conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises.
La demande est portée, selon le cas, devant le tribunal d'instance ou le président du tribunal de commerce dans les limites de la compétence d'attribution de ce dernier tribunal.
Le juge territorialement compétent est celui du lieu où demeure le ou l'un des débiteurs poursuivis.
La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas, au secrétariat-greffe ou au greffe par le créancier ou par tout mandataire. Elle est accompagnée des documents justificatifs.
Si au vu des documents produits la demande lui paraît fondée en tout ou partie, le juge rend une ordonnance portant injonction de payer pour la somme qu'il retient. Si le juge rejette la requête, sa décision est sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à procéder selon les voies de droit commun. Si le juge ne retient la requête que pour partie, sa décision est également sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à procéder selon les voies de droit commun.
Une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance est signifiée, à l'initiative du créancier, à chacun des débiteurs. L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les six mois de sa date (art. 1 405 à 1 411 du Nouveau Code de procédure civile).
- 23 à 33 | Dans ses limites de compétence, **le tribunal d'instance** est amené à connaître des litiges nés :
- de tout contrat de prêt en matière mobilière visé par les Lois n° 78-22 et 78-23 du 10 Janvier 1978 relatives à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ainsi que sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services,
- de tout contrat de prêt en matière immobilière dans le cadre prévu par l'article 34-1 de la loi n°79-596 du 13 Juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier,
- de l'application des principaux contrats d'assurances de personnes ou de biens (vie du contrat, résiliation, ...),
- de l'application du contrat de louage d'immeuble y compris les demandes en autorisation, validité, nullité ou mainlevée de saisie-gagerie et de saisie-revendication ainsi que de ceux relatifs à l'application de la loi n°48-1160 du 1^{er} Septembre 1948 (art. R 321-2 du Code de l'organisation judiciaire),
- du contrat de vente et éventuellement du contrat de crédit-bail qui l'accompagne.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Impayés en première instance						
1	Nombre de contentieux de l'impayé réglés par les juridictions (procédures au fond, référés et injonctions de payer)	1 021 089	1 090 323	1 078 100	1 081 338	1 099 767
2	Par les tribunaux de grande instance.....	38 885	37 355	38 853	42 302	47 844
3	Par les tribunaux d'instance et tribunaux paritaires des baux ruraux.....	873 439	945 702	930 448	930 227	945 895
4	Par les tribunaux de commerce	108765	107 266	108 799	108 809	106 028
◆ Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de grande instance						
5	Nombre d'affaires terminées.....	38 885	27 355	38 853	42 302	47 844
<i>Type de procédure</i>						
6	Procédures au fond.....	24 104	21 559	20 750	21 340	26 119
7	Référé.....	14 781	15 796	18 103	20 962	21 725
<i>Nature du contrat</i>						
8	Prêt.....	9 582	8 385	7 856	7 663	7 447
9	Prestation de services.....	3 009	3 157	2 407	2 787	5 715
10	Assurance	277	261	231	246	248
11	Bail	10 108	10 322	13 122	15 205	15 650
12	Vente.....	5 987	6 208	6 061	6 144	7 624
13	Crédit-bail	621	537	444	517	606
14	Cotisations sociales	2 182	2 277	2 061	2 008	2 264
15	Copropriété	2 294	1 873	2 284	2 779	3 198
16	Contrat d'intermédiaire.....	698	615	638	685	856
17	Banque.....	2 031	1 772	1 752	2 002	2 016
18	Autres.....	2 096	1 948	1 997	2 266	2 220
◆ Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux						
19	Nombre d'affaires terminées.....	873 439	945 702	930 448	930 227	945 895
<i>Type de procédure</i>						
20	Procédures au fond.....	170 697	166 126	168 415	170 621	177 233
21	Référé.....	45 318	48 622	49 274	57 056	61 703
22	Injonctions de payer.....	657 424	730 954	712 759	702 550	706 959
<i>Nature du contrat (procédures au fond et référés seulement)</i>						
23	Prêt.....	39 010	40 881	45 584	44 880	45 965
24	Prestation de services.....	27 207	24 823	21 291	17 609	17 683
25	Assurance	853	701	568	961	551
26	Bail	103 350	104 765	108 321	122 342	133 239
27	Vente.....	15 237	14 824	13 420	12 233	11 652
28	Crédit-bail	803	736	765	660	599
29	Cotisations sociales	7 594	7 029	6 405	5 958	4 813
30	Copropriété	14 798	14 202	14 303	15 491	17 116
31	Contrat d'intermédiaire.....	233	217	248	330	310
32	Banque.....	6 128	5 803	5 992	6 285	6 156
33	Autres.....	712	767	792	928	852

Code | Définitions et méthode

- 1 à 13** | **Les tribunaux de commerce** connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du code de commerce).
- 17 à 27** | L'appel tend à faire réformer ou annuler par la **cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance (art. 542 à 544 du nouveau code de procédure civile).
Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du nouveau code de procédure civile).
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du nouveau code de procédure civile).
- 27** | Sont notamment compris sous cette rubrique les appels relatifs aux affaires d'impayés provenant des tribunaux des affaires de Sécurité sociale, bien qu'on ne dispose pas de statistiques relatives aux contentieux traités en 1^{re} instance par ces tribunaux (cf. note relative à la série 1 de la page 94).
- 28 à 31** | **Opposition à injonction de payer** : le débiteur peut s'opposer à l'ordonnance portant injonction de payer dans le délai d'un mois suivant la signification de l'ordonnance. L'opposition est portée, suivant le cas, devant le tribunal d'instance qui a rendu l'ordonnance portant injonction de payer ou devant le tribunal de commerce dont le président a rendu l'ordonnance. Elle est formée au secrétariat-greffe, soit par déclaration contre récépissé, soit par lettre recommandée. Si aucune des parties ne se présente à l'audience suivant opposition, le tribunal constate l'extinction de l'instance ; celle-ci rend non avenue l'ordonnance portant injonction de payer. Le jugement du tribunal se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer. En l'absence d'opposition dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance portant injonction de payer, quelles que soient les modalités de la signification, ou en cas de désistement du débiteur qui a formé opposition, le créancier peut demander l'apposition sur l'ordonnance de la formule exécutoire. Le désistement du débiteur obéit aux règles prévues aux articles 400 à 405 du nouveau code de procédure civile. L'ordonnance produit tous les effets d'un jugement contradictoire. Elle n'est pas susceptible d'appel même si elle accorde des délais de paiement (art. 1412 à 1422 du nouveau code de procédure civile).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de commerce					
1	Nombre d'affaires terminées.....	108 765	107 266	108 799	108 809	106 028
	<i>Type de procédure</i>					
2	Procédures au fond.....	84 685	82 596	83 722	84 139	83 156
3	Référés.....	24 080	24 670	25 077	24 670	22 872
	<i>Nature du contrat</i>					
4	Prêt.....	2 339	2 262	2 018	1 934	1 816
5	Prestation de services.....	10 802	11 081	11 667	11 942	10 834
6	Assurance.....	331	304	215	209	249
7	Bail.....	678	567	760	680	860
8	Vente.....	54 986	54 096	54 253	54 732	53 567
9	Crédit-bail.....	1 147	1 021	983	1 108	1 057
10	Cotisations sociales.....	33 373	33 608	34 591	33 677	33 126
11	Contrat d'intermédiaire.....	240	213	245	258	236
12	Banque.....	4 007	3 266	3 218	3 466	3 489
13	Autres.....	862	848	849	803	794

Recours contre les jugements sur impayés

14	Nombre total de recours examinés.....	71 060	66 124	65 947	69 256	71 645
15	Appels.....	24 184	21 584	19 764	19 842	20 162
16	Oppositions à injonction de payer.....	46 876	44 540	46 183	49 414	51 483
◆	Recours devant les cours d'appel					
17	Nombre total d'appels.....	24 184	21 584	19 764	19 842	20 162
18	Contre les jugements des tribunaux de grande instance.....	8 148	7 545	6 610	6 243	6 190
	dont :					
19	Décisions au fond.....	6 890	6 044	5 217	4 792	4 592
20	Référés.....	1 094	1 333	1 241	1 315	1 449
21	Contre les jugements des tribunaux d'instance et TPBR.....	9 490	8 160	7 521	8 123	8 573
	dont :					
22	Décisions au fond.....	8 479	7 267	6 590	7 021	7 387
23	Référés.....	918	797	860	1 018	1 117
24	Contre les jugements des tribunaux de commerce.....	5 632	4 957	4 709	4 371	4 314
	dont :					
25	Décisions au fond.....	5 056	4 422	4 185	3 833	3 840
26	Référés.....	484	456	443	468	398
27	Contre les jugements d'autres juridictions.....	914	922	924	1 105	1 085
◆	Oppositions à injonction de payer					
28	Nombre total d'oppositions.....	46 876	44 540	46 183	49 414	51 483
29	Formulées devant les tribunaux de grande instance.....	702	617	545	686	716
30	Formulées devant les tribunaux d'instance et TPBR.....	35 438	33 913	34 819	37 489	39 253
31	Formulées devant les tribunaux de commerce.....	10 736	10 010	10 819	11 239	11 514

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 91.650 du 9 juillet 1991, entrée en application le 1^{er} janvier 1993, a réformé les procédures civiles d'exécution et instauré le juge de l'exécution.

Les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance, mais celui-ci peut déléguer ces fonctions à un ou plusieurs juges du tribunal de grande instance ou du tribunal d'instance (art. L 311-12 du Code de l'organisation judiciaire).

En 2002 la nouvelle nomenclature des affaires civiles a créé des rubriques spécifiques pour les contentieux relevant du juge de l'exécution.

On a regroupé sur cette page l'ensemble des **procédures** liées à l'exécution et portées devant les tribunaux de grande instance et d'instance. Sont exclues les procédures liées à l'exécution qui peuvent être portées devant un autre juge que celui de l'exécution : astreinte, délai de grâce, radiation de publicité provisoire, répétition de l'indû et réparation suite à l'exercice de mesures d'exécution forcée.

2, 7

18, 27 | À partir de 2004, le nouveau répertoire général civil des tribunaux de grande instance inclut les ordonnances sur requêtes.

15 | Y compris saisines par huissier

17 à 24 | Il s'agit des demandes visant au règlement des difficultés liées au **surendettement** des particuliers et des familles.

La situation de surendettement est caractérisée par l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble des dettes non professionnelles. Des mesures de traitement peuvent être prescrites par les commissions de surendettement des particuliers [au moins une commission par département]. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de l'exécution qui est également compétent pour ordonner la suspension des procédures d'exécution ainsi que pour conférer force exécutoire aux mesures recommandées par la commission.

Par ailleurs, la loi du 1^{er} août 2003 a institué une procédure de rétablissement personnel relevant de la compétence du juge de l'exécution. Cette procédure est mise en œuvre lorsque le débiteur se trouve dans une situation irrémédiablement compromise, caractérisée par l'impossibilité manifeste de mettre en œuvre les mesures de traitement qui peuvent être prescrites par la commission de surendettement (art. L 330-1 du Code de la consommation).

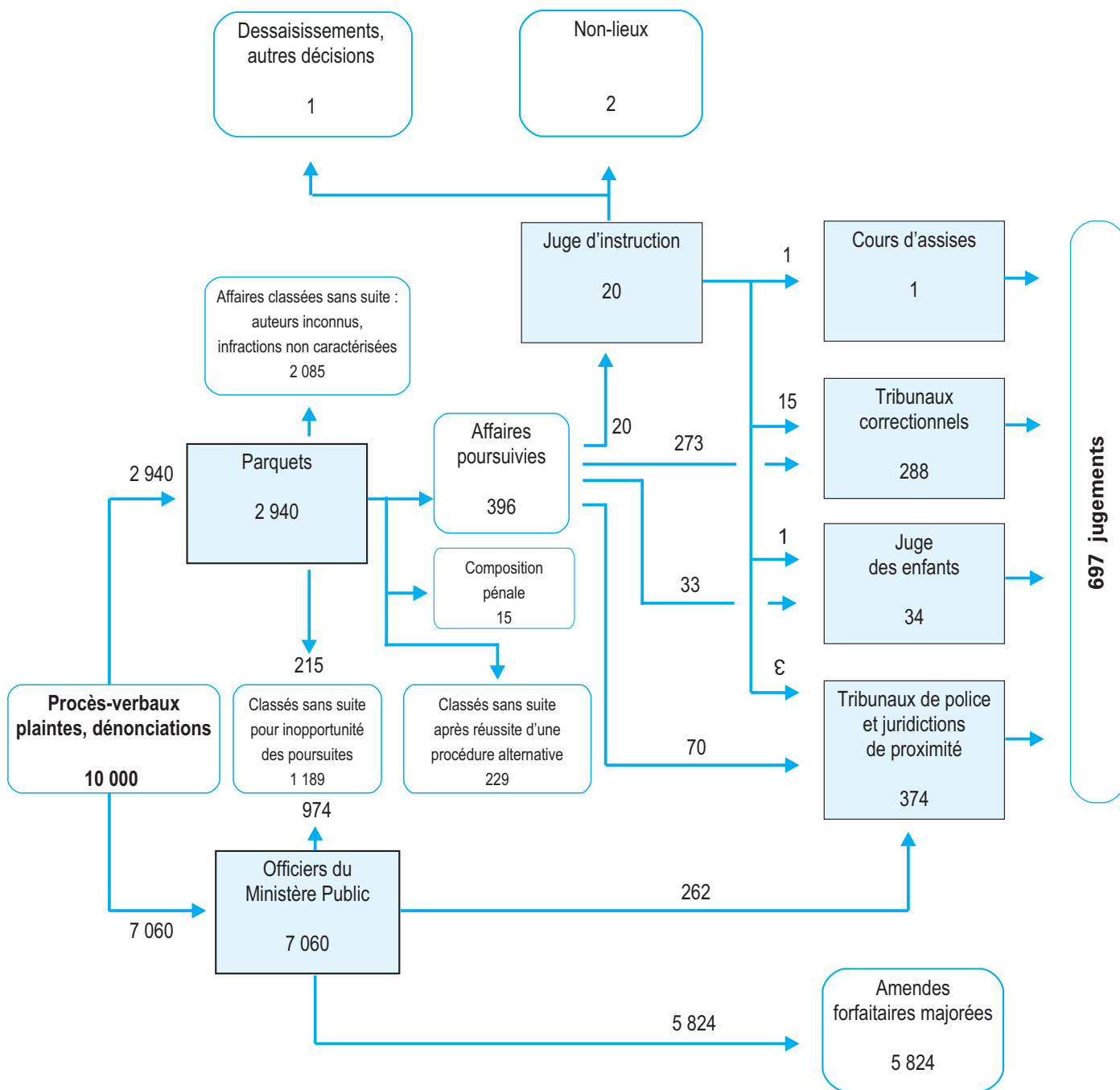
26, 28 | **Durée moyenne des affaires terminées** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues.

Sources

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Affaires nouvelles						
1	Nombre de demandes relatives aux procédures d'exécution.....	91 907	97 004	96 925	98 634	167 281
2	dont ordonnances sur requête (TGI)	-	-	-	-	59 079
3	Saisies mobilières.....	40 963	38 752	38 413	35 773	80 275
4	Autres procédures hors surendettement	13 509	12 871	13 117	13 396	13 615
5	Surendettement	37 435	45 381	45 395	49 465	73 391
◆ Saisies mobilières						
6	Nombre de demandes de saisies mobilières	40 963	38 752	38 413	35 773	80 275
7	dont ordonnance sur requête (TGI)	-	-	-	-	48 989
8	Demandes en nullité et/ou en main-levée ou en suspension d'une saisie mobilière	26 262	24 672	19 756	20 166	30 667
9	Mesure conservatoire	2 994	2 714	3 477	3 784	26 940
10	Demande relative à la saisissabilité et/ou la mise à disposition de sommes ou d'un bien	1 029	931	1 986	2 560	10 212
11	Demande d'ouverture d'une procédure de saisie arrêt des rémunérations..	///	///	287	547	630
12	Autres demande relatives à la saisie mobilière	10 678	10 435	12 907	8 716	11 826
◆ Autres procédures (hors surendettement)						
13	Nombre de demandes	13 509	12 871	13 117	13 396	13 615
dont :						
14	Demande de prononcé, liquidation, modification, suppression d'une astreinte.....	3 403	3 321	3 385	3 537	3 344
15	Demande de délai de grâce et/ou de réaménagement de la dette	5 093	4 365	3 859	3 802	3 957
16	Demande de modification du délai pour l'exécution d'une mesure d'expulsion.....	4 730	4 950	5 380	5 515	5 527
◆ Surendettement						
17	Nombre de demandes relatives au surendettement	37 435	45 381	45 395	49 465	73 391
18	dont ordonnance sur requête (TGI)	-	-	-	-	6 181
19	Demande de rétablissement personnel	///	///	///	///	16 042
20	Recours dirigés contre les décisions des commissions de surendettement statuant sur la recevabilité	7 594	7 478	7 057	7 817	11 007
21	Demande de vérification de la validité des titres de créance et du montant des sommes réclamées.....	2 532	2 616	2 333	2 364	2 330
22	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement.....	6 092	6 780	5 923	5 956	8 355
23	Demandes tendant à voir conférer la force exécutoire aux mesures recommandées par la commission de surendettement	20 668	27 987	29 863	32 869	34 130
24	Autres demandes relatives au surendettement	549	520	219	459	1 527
Affaires terminées						
25	Nombre de procédures terminées (hors surendettement)	42 932	40 092	43 486	40 866	87 233
26	<i>Durée moyenne des affaires terminées.....(en mois)</i>	3,5	3,5	3,8	3,8	1,7
27	dont ordonnances sur requête (TGI)	-	-	-	-	49 102
28	<i>Durée moyenne des ordonnances sur requêtes.....(en mois)</i>	-	-	-	-	0,1
29	Décisions statuant sur le fond de la demande.....	30 383	28 413	31 193	29 545	72 292
30	Acceptation partielle ou totale de la demande.....	18 215	16 894	19 374	17 869	57 637
31	Rejet de la demande	12 168	11 519	11 819	11 676	14 655
32	Autres décisions	12 549	11 679	12 293	11 321	14 941

Justice pénale



Ce schéma a pour but d'indiquer au lecteur les proportions relatives des orientations d'affaires observées en 2004, aux différents niveaux de la procédure pénale. Il a été élaboré à partir des données d'activité des parquets et officiers du ministère public, issues de l'exploitation des cadres statistiques renseignés annuellement par les juridictions, et du répertoire de l'instruction.

Il ne s'agit pas, malgré les apparences, du suivi exact tout au long de la procédure pénale d'un même groupe d'affaires, mais d'ordres de grandeurs, aux différents stades de la procédure, de flux mesurés au travers d'unités de compte différentes.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 et 2 | Les **statistiques du ministère de l'Intérieur** permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de police et de gendarmerie. Ces données ne peuvent être rapprochées de celle du ministère de la Justice car :
- elles excluent du comptage les infractions relevées par une autre administration, toute les contraventions, les délits relatifs à la circulation routière ainsi que les actes de police administratives ;
 - elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
- 3 à 22 | Le **parquet est destinataire de différents types d'affaires** : la partie la plus importante concerne le domaine pénal, mais d'autres affaires relèvent du domaine civil, commercial, prud'homal ou encore des mineurs.
Une enquête réalisée auprès des parquets permet pour la première fois en 1998 de déterminer les volumes et la nature des affaires non pénales enregistrées par les parquets.
- 11 | Y compris les affaires transmises au parquet de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS)
- 13 à 17 | Ensemble des affaires de nature civile dont sont saisis les parquets (données de 1998).
- 14 | Le parquet intervient dans un certain nombre de matières relevant de l'état des personnes : rectification d'état civil, changement de régime matrimonial, filiation, adoption, abandon d'enfant, contestation et déchéance de l'autorité parentale.
- 15 | Le parquet est compétent pour la gestion et la discipline de certaines professions (officiers ministériels et auxiliaires de justice, police judiciaire) . Il traite notamment les plaintes contre des officiers ministériels, les candidatures d'experts, les prestations de serment de certaines personnes ou agents assermentés.
- 17 | Il s'agit des déclarations adressées au parquet à titre d'information. Cette rubrique comprend des domaines très variés comme l'ouverture de certains établissements (écoles privées, associations, syndicats), les démarchages financiers, les décorations, les oppositions à mariage, les déclarations d'absence, les dépôts de candidature pour concours, les requêtes d'huissiers.
- 18 | On y trouve entre autres, les redressements judiciaires et les liquidations de biens.
- 19 | Le parquet est en principe destinataire des signalements relevant de la compétence du juge des enfants : mineurs en danger, protection des jeunes majeurs, tutelles aux prestations sociales.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code	2000	2001	2002	2003	2004
------	------	------	------	------	------

DÉLINQUANCE CONSTATÉE PAR LES SERVICES DE POLICE ET DE GENDARMERIE

1	Crimes et délits constatés	3 771 849	4 061 792	4 113 882	3 974 694	3 825 442
2	<i>dont faits élucidés</i>	<i>1 008 960</i>	<i>1 012 163</i>	<i>1 080 518</i>	<i>1 146 071</i>	<i>1 217 299</i>

SAISINES DES PARQUETS

◆ Affaires pénales						
3	Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	5 007 674	5 385 826	5 501 482	5 309 811	5 399 181
4	<i>dont auteur inconnu</i>	<i>3 141 273</i>	<i>3 498 178</i>	<i>3 583 852</i>	<i>3 303 363</i>	<i>3 288 055</i>
5	Crimes.....	15 947	18 524	18 880	18 586	18 611
6	Délits.....	4 470 557	4 853 927	4 987 593	4 808 004	4 986 425
7	Contraventions de 5 ^e classe	469 023	464 760	447 417	440 120	353 807
8	Infraction non précisée.....	52 147	48 615	47 592	43 101	40 338
9	Autres affaires pénales	251 793	257 110	257 415	254 296	251 397
10	Infractions pénales compétence OMP	42 668	39 168	38 910	37 533	35 767
11	Procédures en provenance d'autres parquets	181 766	190 394	193 277	193 977	192 507
12	Requêtes en exécution des peines.....	27 359	27 548	25 228	22 786	23 123
◆ Affaires non pénales						
13	Affaires civiles.....	521 186	-	-	-	-
14	État des personnes	284 545	-	-	-	-
15	Gestion et discipline de certaines professions.....	17 786	-	-	-	-
16	Recouvrement public des pensions alimentaires.....	971	-	-	-	-
17	Autres affaires civiles.....	217 884	-	-	-	-
18	Affaires commerciales.....	70 871	-	-	-	-
19	Assistance éducative	97 430	-	-	-	-
20	Mineurs en danger	86 297	-	-	-	-
21	Protection des jeunes majeurs.....	2 679	-	-	-	-
22	Tutelles aux prestations sociales	8 454	-	-	.	-

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 103). Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires poursuivables de l'année.

Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des **affaires traitées** au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

Infractions mal caractérisées : il s'agit d'affaires concernant des faits qui ne constituent aucune infraction pénale (affaires de nature civile ou administrative, certains accidents de la circulation, suicides), d'infractions mal caractérisées (charges insuffisantes, absence de preuve), d'infractions pour lesquelles des motifs d'ordre juridique s'opposent aux poursuites (amnistie, prescription ou transaction administrative).

Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou défaut d'élucidation).

On a ainsi dégagé une masse d'**affaires "non poursuivables"**. Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules **affaires "poursuivables"**.

Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son corollaire, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué.

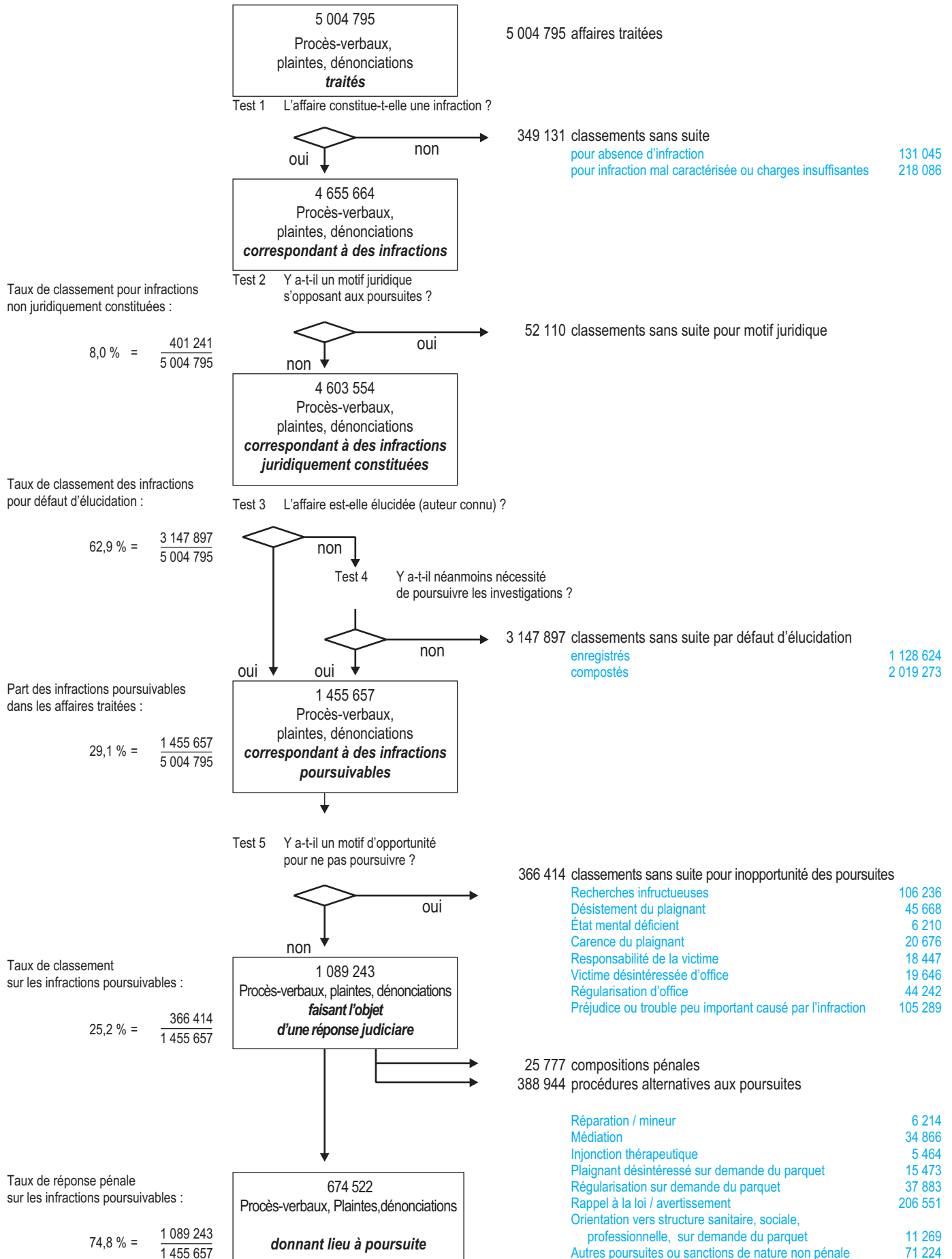
La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal pages 323 à 327.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres des parquets

Les orientations données aux affaires pénales du 1/01/2004 au 31/12/2004



Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1, 2, 3 | **Affaires traitées, affaires non poursuivables, infractions mal caractérisées** : cf. page 106
- 4 | **Défaut d'élucidation** : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.
- 5 | Affaires susceptibles d'être poursuivies qui se décomposent selon la réponse donnée entre affaires poursuivies (ligne 7), procédures alternatives (ligne 22), et affaires classées sans suite (ligne 32).
- 6 | Part des affaires pour lesquelles une réponse pénale est possible sur l'ensemble des affaires traitées par les parquets durant l'année.
- 8 à 21 | Si le procureur décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits
- 11 | **La comparution immédiate** est possible si l'emprisonnement encouru est au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois. Le procureur peut alors, s'il estime qu'une information n'est pas nécessaire, traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal (art. 393 et suivants du Code de procédure pénale).
- 12, 13 | **La convocation par procès-verbal** permet de notifier au prévenu amené devant l'Officier de police judiciaire ou devant le procureur, les faits retenus à son encontre, le lieu, la date et l'heure de l'audience (art. 393 et suivants du code de procédure pénale).
- 18
- 14, 19 | **La citation directe** est délivrée par huissier. Elle énonce les faits poursuivis, vise les textes de loi qui les répriment, indique le tribunal saisi, le lieu, l'heure et la date de l'audience (art. 389 et suivants, art. 550 et suivants du Code de procédure pénale).
- 15 | La loi du 9 septembre 2002 a étendu la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux délits prévus par le Code de la route. Le ministère public qui choisit cette procédure communique au président du tribunal le dossier de la poursuite et ses réquisitions. Le président statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant relaxe ou condamnation à une amende ainsi que, le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues, ces peines pouvant être prononcées à titre de peine principale. S'il estime qu'un débat contradictoire est utile ou qu'une peine d'emprisonnement devrait être prononcée, le juge renvoie le dossier au ministère public.
- 16 | Pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, le procureur de la République peut, d'office ou à la demande de l'intéressé ou de son avocat, recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, lorsque cette personne reconnaît les faits qui lui sont reprochés. (Loi du 9 mars 2004, art. 495-7, CPP)
- 20 | **L'ordonnance pénale** (cf. définition 6, page 130) est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.
- 21 | Cf. définition 12, page 112
- 22 | **La composition pénale** : cf. La définition page 106
- 23 | Quand la poursuite ne lui paraît pas opportune, le parquet peut avoir recours à des procédures alternatives pour assurer la réparation du dommage, mettre fin au trouble à l'ordre public ou contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Confortant des pratiques préexistantes, la loi du 23 juin 1999 a consacré les procédures suivantes (Art. 41-1 du CPP) : - rappel auprès de l'auteur des faits des obligations résultant de la loi, - orientation de l'auteur vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle, - régularisation de la situation de l'auteur au regard de la loi, - réparation du dommage résultant des faits, - médiation entre l'auteur des faits et la victime.
- 23 à 30 | Sont comptabilisées ici les mesures terminées et réussies (qui se sont conclues par un classement sans suite) et non plus les mesures ordonnées. De plus, le périmètre de ces mesures inclut les rappels à la loi et les avertissements mis en œuvre par les parquets ou leurs délégués.
- 31 | **Le taux de réponse pénale** mesure la part des affaires "poursuivables" ayant fait l'objet soit d'une poursuite, soit d'une mesure alternative dite "de la troisième voie".
- 32 | Ces procédures classées sans suite sont des procédures en état d'être poursuivies et qui n'ont fait l'objet d'aucune sorte de réponse de la part du Parquet, selon différents motifs couverts par le terme "poursuite inopportune".
- 33 | Ce motif vise les affaires dont l'auteur est connu, mais dont l'enquête n'a pas permis de connaître sa localisation actuelle, la gravité des faits ne justifiant pas des recherches approfondies.
- 34 | Inaction de la victime, ou refus de porter plainte, ou retrait de la plainte.
- 35 | L'auteur de l'infraction ou un tiers a, de sa propre initiative, indemnisé la victime ou encore, l'auteur s'est mis en conformité avec la loi après que l'infraction ait été relevée.
- 36 | Ce motif recouvre des faits de faible gravité et/ou ayant occasionné à la victime un trouble ou un préjudice peu important.
- 37 | **Le taux de classement sans suite** est calculé sur les seules affaires "poursuivables". Il est le complément du taux de réponse pénale (ligne 29).
- 38 | L'article 121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2000	2001	2002	2003	2004
ORIENTATIONS						
1	■ Affaires traitées	4 611 383	4 944 721	5 083 465	5 008 724	5 004 795
2	□ Affaires non poursuivables	3 318 575	3 616 873	3 733 384	3 624 581	3 549 138
3	Infractions mal caractérisées.....	321 255	324 618	380 023	381 285	401 241
4	Défaut d'élucidation.....	2 997 320	3 292 255	3 353 361	3 243 296	3 147 897
5	□ Affaires poursuivables	1 292 808	1 327 848	1 350 081	1 384 143	1 455 657
6	<i>Part des affaires poursuivables dans les affaires traitées (en %)</i>	28,0	26,9	26,6	27,6	29,1
7	Nombre total d'affaires poursuivies	628 065	621 866	624 335	654 579	674 522
8	Transmissions au juge d'instruction.....	37 768	36 398	37 444	35 143	34 211
9	Transmissions au juge des enfants.....	54 651	56 974	56 279	55 369	55 841
10	Poursuites devant le tribunal correctionnel.....	373 949	371 640	383 411	409 561	464 848
11	Comparution immédiate.....	31 991	31 693	38 269	42 026	43 099
12	Convocation sur procès-verbal du procureur de la République.....	6 570	6 361	7 665	11 273	11 577
13	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire.....	226 414	226 802	233 894	239 190	240 910
14	Citation directe.....	108 974	106 784	103 583	103 498	108 253
15	Ordonnance pénale.....	///	///	///	13 574	58 822
16	Requête en homologation dans le cadre de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC).....	///	///	///	///	2 187
17	Poursuites devant le tribunal de police.....	161 697	156 854	147 201	149 736	104 248
18	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire.....	18 418	17 494	19 884	18 188	8 215
19	Citation directe.....	60 583	53 016	45 354	41 149	21 452
20	Ordonnance pénale.....	82 696	86 344	81 963	90 399	74 581
21	Poursuite devant la juridiction de proximité.....	///	///	///	4 770	15 374
22	Nombre total de compositions pénales réussies	///	1 511	6 755	14 785	25 777
23	Nombre total de procédures alternatives	250 051	269 996	289 485	328 905	388 944
24	Médiations.....	33 391	33 486	33 700	34 060	34 866
25	Réparations mineurs.....	4 772	4 972	5 275	5 941	6 214
26	Injonctions thérapeutiques.....	3 606	4 038	4 068	4 874	5 464
27	Orientation vers structure sanitaire, sociale, professionnelle.....	5 291	7 497	7 332	9 708	11 269
28	Plaignant désintéressé, régularisations.....	37 424	38 823	40 010	44 341	53 356
29	Rappels à la loi, avertissements.....	116 694	129 021	144 592	170 830	206 551
30	Autres poursuites ou sanctions non pénales.....	48 873	52 159	54 508	59 151	71 224
31	<i>Taux de réponse pénale (en %)</i>	67,9	67,3	68,2	72,1	74,8
32	Nombre de procédures classées sans suite	414 692	434 475	429 506	385 874	366 414
33	dont : recherches infructueuses.....	90 572	110 153	121 408	101 270	106 236
34	désistement du plaignant.....	41 628	43 303	43 978	44 359	45 668
35	victime désintéressée et régularisations d'office.....	60 812	61 644	67 020	61 697	63 888
36	préjudice ou trouble peu important causé par l'infraction.....	176 068	174 013	153 802	134 543	105 289
37	<i>Taux de classement sans suite dans les affaires poursuivables (en %)</i>	32,1	32,7	31,8	27,9	25,2
38	Nombre de personnes morales poursuivies	621	1 713	1 719	2 617	2 465

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre mer

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. .

Les associations habilitées en matière de procédures alternatives assurent le suivi des mesures qui leur sont confiées par les parquets. Leurs interventions s'appliquent à un petit nombre de rappels à la loi (cf. ligne 29, p. 109), et de classements sous condition que sont les mesures de réparation du dommage, de régularisation d'une situation et les orientations vers une structure sanitaire et sociale (cf. lignes 27 et 28, p. 109). Elles interviennent surtout en matière de médiations pénales (cf. ligne 24, p. 109). Dans ce domaine particulier elles suivent une grande partie des mesures ordonnées par les parquets (environ les deux tiers).

Code | Définitions et méthodes

- 2, 3 | **Le rappel à la loi** est une procédure légère, adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire alternative à la poursuite il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.

- 5 | **La réparation** oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple (cf. ligne 35, p. 109).
- 6 | **La régularisation** à la demande du parquet est une variante de la mesure précédente. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.
- 7 | Au vu des causes qui ont contribué à la commission de l'infraction (alcoolisme, désinsertion sociale), l'auteur doit à la demande du parquet prendre attache avec un centre de soin spécialisé ou suivre un stage ou une formation professionnelle.

- 11 à 27 | **La médiation pénale** a été instituée par la loi du 4 janvier 1993. Elle consiste, avec leur accord, à réunir victime et auteur de l'infraction pour parvenir à une entente sur un mode de réparation.

Sources :

- Ministère de la Justice
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations chargées du suivi des mesures alternatives aux poursuites

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre d'associations	142	159	156	152	154

Suivi des mesures alternatives

Nature des mesures suivies						
◆ Rappels à la loi						
2	Nombre de mesures reçues.....	9 481	11 212	13 698	15 454	16 156
3	Nombre de mesures traitées.....	9 333	10 997	12 984	14 731	15 383
◆ Classements sous condition						
4	Nombre de mesures reçues.....	3 118	8 405	4 872	5 831	6 996
5	Réparation du dommage	1 142	4 973	2 259	2 523	3 497
6	Régularisation d'une situation.....	827	1 460	1 176	1 137	1 751
7	Orientation vers une structure sanitaire et sociale.....	1 149	1 972	1 437	2 171	1 748
8	Nombres de mesures traitées.....	2 650	8 294	4 809	5 732	6 717
9	Obligations respectées	2 151	6 398	3 902	4 904	5 206
10	Obligations non respectées	499	1 896	907	828	1 511
◆ Médiations pénales						
11	Nombre de mesures reçues.....	36 354	37 645	40 647	41 431	40 273
• Nature de l'infraction						
12	Vol.....	3 160	2 969	3 097	3 500	2 813
13	Violences intra-familiales	4 276	5 284	5 150	6 486	6 374
14	Autres coups et blessures volontaires	10 522	10 134	11 238	10 891	10 860
15	Non représentation d'enfant	2 352	2 707	3 066	2 962	3 080
16	Non paiement de pension alimentaire	2 571	2 355	2 434	2 775	3 133
17	Dégradations	5 088	5 043	4 633	4 337	4 047
18	Injures	2 276	2 141	2 696	2 779	2 364
19	Infractions à l'environnement.....	465	380	521	481	296
20	Autres	5 644	6 632	7 812	7 220	7 306
21	Nombres de mesures traitées.....	34 463	36 367	38 524	40 399	39 602
• Résultat de la médiation						
22	Médiation réussie.....	19 382	19 709	21 007	23 206	22 801
23	Échec de la médiation	15 081	16 658	17 517	17 193	16 801
• Durée des mesures						
24	Moins d'un mois.....	11 096	9 096	9 680	10 416	9 687
25	De 1 à moins de 3 mois	14 114	16 559	16 996	17 300	17 759
26	3 mois et plus.....	8 532	9 663	10 637	11 593	11 758
27	Durée non déterminée	721	1 049	1 211	1 090	398

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des officiers du ministère public sont issues des Cadres du parquet, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 103).

Les informations demandées concernent les contraventions des quatre premières classes à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'amendes forfaitaires réglées dans les délais.

Les unités de compte des séries présentées ci-contre sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires, qui regroupent quelquefois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures, dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

De plus, ces données sont des flux sur une année qui, en toute rigueur, ne sont pas comparables les uns aux autres car ils ne proviennent pas d'un même stock de début d'année. Ces données rendent compte de l'activité pénale à chaque étape de la procédure et non du suivi exact d'un même groupe d'affaires tout au long du processus pénal pour une année donnée. La relation entre les affaires arrivées au cours de l'année (série 2) d'une part et celle qui ont fait l'objet d'un classement sans suite (série 5) ou d'une décision de poursuite d'autre part (série 7), est donc approximative.

Code | Définitions et méthode

En tant qu'**officier du ministère public**, c'est habituellement le commissaire de police qui décide d'exercer ou non l'action publique devant le tribunal de police. Il est sous l'autorité du procureur de la République qui peut se substituer à lui dans cette fonction s'il le juge nécessaire (art. 44 et suivants du Code de procédure pénale).

- 2 à 4** L'**officier du ministère public** reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.
- 2** L'écart entre les chiffres des rubriques 2 et 7 s'explique d'abord par les jonctions qui sont la raison essentielle de la différence entre les rubriques 4,9 et 12.
- 3 et 8** L'**amende forfaitaire** peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste dans l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est **majorée** de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public, en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art. 529 et suivants du Code de procédure pénale).
- 5** L'officier du ministère public, auquel est confié l'exercice de l'action publique, apprécie l'opportunité des poursuites pour les contraventions de 4^e classe. Lorsqu'il décide de ne pas exercer l'action publique, sa décision s'appelle un classement sans suite.
- 6** Le **taux de classement** sans suite est calculé en rapportant le nombre total de classements sans suite prononcés au cours d'une année (série 5) au nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus au cours de cette même année (série 2).
- 7** Cf. définition 2.
- 9 à 11** Les **contraventions des quatre premières classes** que l'officier du ministère public oriente vers le tribunal de police ou la juridiction de proximité, peuvent être traitées selon la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale (cf. définition 10) ou selon la procédure de citation directe (cf. définition 14, p. 108).
- 10** L'**ordonnance pénale** (cf. définition 6, page 130), comme l'amende forfaitaire majorée, est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.
- 12** La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1^{re} instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.
- 15** Les flux d'affaires présentés ici ont transité d'une juridiction à l'autre au cours d'une année. Leur volume au niveau national n'est indiqué que "pour mémoire". Ces affaires se retrouvent ensuite comptabilisées dans les séries 5 à 14.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473

Saisines

2	Plaintes, dénonciations, procès-verbaux	13 149 260	12 071 874	13 299 387	12 628 789	12 025 735
3	Procédure d'amende forfaitaire majorée.....	12 431 138	11 374 461	12 432 331	12 014 829	11 548 117
4	Autres procédures.....	718 122	697 413	867 056	613 960	477 618

Orientations

◆ Plaintes, dénonciations et procès-verbaux classés sans suite						
5	Nombre total de procédures classées sans suite	1 792 469	2 411 787	2 423 586	1 132 955	1 656 968
6	Taux de classement sans suite(en %)	13,6	20,0	18,2	9,0	13,8
◆ Affaires poursuivies						
7	Nombre total d'affaires poursuivies.....	10 758 821	9 306 987	10 767 585	11 349 150	10 359 296
8	Amende forfaitaire majorée prononcée.....	10 153 903	8 776 102	10 192 692	10 805 636	9 913 624
9	Poursuite devant le tribunal de police	604 918	530 885	574 893	475 718	81 991
10	Procédure d'ordonnance pénale.....	414 772	367 749	423 809	343 846	53 827
11	Procédure de citation directe	190 146	163 136	151 084	131 872	28 164
12	Poursuite devant la juridiction de proximité	///	///	///	67 796	363 681
13	Procédure d'ordonnance pénale.....	///	///	///	46 847	233 615
14	Procédure de citation directe	///	///	///	20 949	130 066
◆ Transmissions à une autre juridiction						
15	Affaires renvoyées à un autre OMP ou à un parquet pour attribution.....	38 571	38 884	29 153	21 517	21 251

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici proviennent du répertoire de l'instruction mis en place à partir de 1985. Il permet de disposer (dans leur totalité depuis 1989) de renseignements collectés tout au long de la procédure sur les inculpés (nombre, données démographiques...), sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif, et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté, et celle de la procédure d'instruction.

Code | Définitions et méthode

Les juridictions d'instruction interviennent lors de la phase préparatoire du procès pénal. On distingue **le juge d'instruction**, magistrat du tribunal de grande instance, qui constitue la juridiction du premier degré, et la **chambre de l'instruction**, composée de trois magistrats de la cour d'appel, qui constitue la juridiction du second degré.

Le juge d'instruction est saisi des affaires pénales les plus complexes : obligatoirement pour les crimes, facultativement en cas de délits, et exceptionnellement pour les contraventions. Le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire (introductif ou supplétif) du procureur de la République (art. 80 du Code de procédure pénale). Il a alors le pouvoir de diriger l'action de la police judiciaire. Il peut décider du placement sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire. Il rassemble les éléments qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, et constitue le dossier qui sera soumis le cas échéant à la cour d'assises (crimes), au tribunal correctionnel (délits), ou au tribunal de police (contraventions).

- 1 | Non compris les six juges d'instruction des territoires d'outre-mer et collectivités locales.
- 6 | Le procureur de la République peut requérir une information pour "**recherche des causes de la mort**" lorsque les causes d'un décès sont inconnues ou suspectes. Le juge n'est pas saisi d'une infraction, mais a pour seule mission d'établir les causes naturelles, accidentelles ou criminelles du décès.
Le procureur de la République peut requérir l'ouverture d'une information pour "**recherche des causes de la disparition**" en cas de disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, ou en cas de disparition d'un majeur présentant un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.
- 7 à 13 | Mise en examen : cf. définition page 116.
- 14 à 21 | Ces décisions concernent la clôture des affaires sans mise en examen à l'ouverture de l'instruction, qu'il y ait ou non mise en examen au cours de l'information.
 - 21 | Les autres décisions de clôture sont principalement des décisions de renvoi devant la juridiction de jugement. Ce mode de clôture implique l'existence d'une mise en examen au cours de la procédure.
- 22 à 25 | **La durée d'une affaire** est calculée par différence entre la date de la dernière ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction dans l'affaire et la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires).....	570	565	567	569	604
2	Nombre total d'affaires terminées.....	39 186	37 363	34 485	34 839	36 125
◆ Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif						
3	Affaires terminées qualifiées de crime au réquisitoire introductif.....	6 732	6 929	7 385	7 945	8 642
4	Affaires terminées qualifiées de délit au réquisitoire introductif.....	31 922	30 227	26 952	26 779	27 354
5	Affaires terminées qualifiées de contravention au réquisitoire introductif.....	45	41	28	12	22
6	Recherche des causes de la mort ou de la disparition suspecte.....	487	166	120	103	107
◆ Nombre de mises en examen par affaire au réquisitoire introductif						
7	Pas de mise en examen.....	10 339	11 524	10 695	11 740	12 035
8	1 mise en examen.....	17 809	16 067	14 766	14 241	14 683
9	2 mises en examen.....	5 139	4 664	4 144	4 020	4 239
10	3 mises en examen.....	2 443	2 047	2 008	1 954	2 083
11	4 mises en examen.....	1 276	1 165	1 098	1 032	1 111
12	5 mises en examen.....	733	640	586	600	627
13	6 mises en examen et plus.....	1 447	1 256	1 188	1 252	1 347
◆ Décisions de clôture des affaires sans mise en examen au réquisitoire introductif						
14	Ordonnances de non-lieu.....	7 177	7 883	7 833	8 294	8 840
15	Ordonnances de dessaisissement, jonction.....	764	1 005	986	1 156	1 192
16	Autres ordonnances.....	683	757	941	990	972
17	Refus d'informer.....	300	374	467	469	459
18	Non-recevabilité.....	213	194	219	211	243
19	Extinction de l'action publique.....	59	49	85	111	58
20	Incompétence.....	111	140	170	199	212
21	Autres décisions de clôture.....	1 715	1 879	935	1 300	1 031
◆ Durée moyenne de l'instruction						
22	Toutes affaires terminées.....(en mois).	17,1	17,4	17,7	18,2	19,0
23	Crimes....."	19,3 ^r	19,6 ^r	20,5 ^r	20,7 ^r	22,1
24	Délits et contraventions....."	17,1	17,4	17,7	18,0	18,7
25	Recherche des causes de la mort....."	10,3	9,5	11,1	12,1	6,9

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

Code | Définitions et méthode

- 1 | Jusqu'en 2000 le nombre de mises en examen a été estimé pour les tribunaux d'Évry, Versailles, Nanterre et Créteil. Le répertoire de l'instruction ne fournissait pas ce type de données pour ces quatre juridictions.
- 6 et 17 | N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes (art. 122.1 du Code pénal).
- 8 et 9 | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CCP).
- 14 | Sont comprises dans cette rubrique les décisions de refus d'informer, d'irrecevabilité, d'extinction de l'action publique, d'incompétence et d'évocation par la Chambre d'accusation.
- 15 à 24 | **La durée de l'instruction** est calculée pour chaque personne mise en examen par différence entre la date de l'ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction pour cette personne, et la date du réquisitoire introductif qui détermine l'ouverture de l'information dans laquelle se trouve impliquée cette personne.
- 28 à 35 | Il s'agit de l'**âge de la personne mise en examen** à la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la justice
Répertoire de l'instruction

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	57 826^e	51 420	47 655	47 370	50 076
◆	Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif					
2	Crime.....	8 653	8 707	9 725	10 845	12 081
3	Délit.....	49 129	42 661	37 890	36 508	37 948
4	Contravention.....	44	52	40	17	47
◆	Décision de clôture					
5	Ordonnance de non-lieu.....	7 698	6 483	5 282	3 902	3 850
6	Art. 122-1 du Code pénal.....	287	299	285	233	203
7	Autres non-lieux.....	7 411	6 184	4 997	3 669	3 647
8	Transmission à la cour d'assises majeurs	3 165	2 557	2 707	2 839	3 457
9	Transmission à la cour d'assises mineurs	205	199	322	412	247
10	Transmission au tribunal correctionnel	40 009	35 184	33 461	34 669	37 505
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants.....	4 618	4 297	4 040	4 033	3 570
12	Transmission au tribunal de police.....	89	77	40	35	21
13	Dessaisissement, jonction.....	1 585	2 049	1 374	1 130	1 129
14	Autres décisions et décisions non déclarées	457	574	429	350	297
◆	Durée moyenne de l'instruction par mise en examen (en mois)					
15	Toutes décisions de clôture	20,2	21,4	21,7	21,5	21,8
16	Ordonnance de non-lieu.....	25,0	26,3	29,1	29,4	28,3
17	Art. 122-1 du Code pénal.....	16,0	20,6	22,8	26,8	22,5
18	Autres non-lieux.....	25,4	26,6	29,4	29,6	28,6
19	Transmission à la cour d'assises majeurs	21,6	20,9	22,8	22,6	23,2
20	Transmission à la cour d'assises mineurs	19,5	25,0	22,1	23,4	23,7
21	Transmission au tribunal correctionnel	19,9	20,9	21,4	21,1	21,5
22	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants.....	15,0	16,4	16,8	17,2	18,1
23	Transmission au tribunal de police.....	19,7	15,8	18,3	33,0	16,1
24	Dessaisissement, jonction.....	15,3	18,0	13,0	14,6	13,9
◆	Caractéristiques des mis en examen					
	Sexe					
25	Hommes.....	50 625	45 144	41 909	41 806	43 663
26	Femmes	7 201	6 276	5 746	5 564	6 073
27	Non déclaré.....	-	-	-	-	340
	Âge					
28	Moins de 18 ans.....	3 602	3 416	3 364	3 309	4 029
29	De 18 ans à moins de 20 ans	5 226	4 639	4 192	4 265	4 538
30	De 20 ans à moins de 25 ans	10 335	9 525	9 507	10 301	10 641
31	De 25 ans à moins de 30 ans	7 573	6 395	6 174	6 707	6 857
32	De 30 ans à moins de 40 ans	12 046	10 437	9 630	9 686	10 331
33	De 40 ans à moins de 60 ans	14 263	12 860	11 621	10 691	11 371
34	60 ans et plus.....	2 153	2 107	1 823	1 698	1 684
35	Non déclaré.....	2 628	2 041	1 344	713	625
	Nationalité					
36	Français	46 600	44 050	41 256	40 947	41 798
37	Étrangers.....	7 261	7 370	6 399	6 423	7 186
38	Non déclarés	-	-	-	-	1 092

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Les mesures de contrôle judiciaire

Le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service ...

Les associations chargées du suivi des mesures de contrôle judiciaire

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux.

Les contrôles judiciaires suivis par ces associations sont qualifiés de contrôles judiciaires socio-éducatifs.

Code | Définitions et méthode

- 1 à 14** | Jusqu'en 2000 le nombre de mesures de contrôle judiciaire et de détention provisoire a été estimé pour les tribunaux d'Évry, Versailles, Nanterre et Créteil.
Le répertoire de l'instruction ne fournissait pas ce type de données pour ces quatre juridictions.
- 2** | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "*ab initio*" par le juge d'instruction lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
- 5 et 7** | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
- 13** | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.
- 24 à 30** | Les mesures de contrôle judiciaire peuvent prendre fin :
- au cours de l'instruction par mainlevée ou placement en détention provisoire
- au moment de la clôture de l'information quelle intervienne par non-lieu ou par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) sans maintien du contrôle judiciaire
- au moment du jugement si le renvoi devant le tribunal a été ordonné avec maintien du contrôle judiciaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations de contrôle judiciaire

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Mesures de contrôle judiciaire prononcées						
1	Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	24 733^e	21 487	21 572	22 631	24 476
2	<i>dont mesures prises ab initio</i>	7 034 ^e	6 647	6 561	6 726	7 085
◆ Décisions de clôture						
3	Ordonnance de non-lieu	1 691	1 514	1 586	1 544	1 639
4	<i>dont mesures prises ab initio</i>	704	671	723	689	723
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	912	806	861	883	1 118
6	<i>dont mesures prises ab initio</i>	180	148	183	214	279
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	115	97	170	245	162
8	<i>dont mesures prises ab initio</i>	30	21	35	62	35
9	Transmission au tribunal correctionnel	18 666	15 868	16 060	17 012	18 918
10	<i>dont mesures prises ab initio</i>	4 841	4 545	4 473	4 605	4 964
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	2 755	2 352	2 349	2 439	2 110
12	<i>dont mesures prises ab initio</i>	1 037	938	971	973	902
13	Autres décisions et décisions non déclarées	594	850	546	508	529
14	<i>dont mesures prises ab initio</i>	242	324	176	183	182
Mesures de contrôles judiciaires traitées par les associations						
15	Nombre d'associations	93	93	95	93	97
16	Nombre de mesures confiées	9 058	8 265	8 948	8 642	9 269
17	Nombre de mesures terminées dans l'année	8 362	7 932	8 150	8 241	8 415
◆ Origine du contrôle judiciaire						
18	Ab initio	5 232	5 005	5 271	5 516	5 431
19	Après une détention provisoire	3 130	2 927	2 879	2 725	2 984
◆ Durée du contrôle judiciaire						
20	Moins de 3 mois	1 740	1 474	1 595	1 607	1 618
21	De 3 à moins de 6 mois	1 009	821	969	702	638
22	De 6 mois à moins de 1 an	1 938	1 622	1 395	1 607	1 520
23	1 an et plus	3 675	4 015	4 191	4 325	4 639
◆ Décisions ayant mis fin au contrôle judiciaire						
24	Décisions du juge d'instruction	1 369	1 384	1 331	1 142	1 156
25	Mainlevée	537	575	542	471	531
26	Mise en détention provisoire	109	192	228	96	132
27	ORTC sans maintien	375	268	238	247	193
28	Non-lieu	348	349	323	328	300
29	Décisions de la juridiction de jugement	6 473	6 033	6 318	6 488	6 358
30	Autres fins	520	515	501	611	901
◆ Nature de l'infraction						
31	Atteintes aux personnes	2 442	2 314	2 540	2 556	2 607
32	<i>dont : viols et autres agressions sexuelles</i>	1 155	1 097	1 189	1 184	1 307
33	<i>coups et blessures volontaires</i>	1 096	1 009	1 156	1 146	1 053
34	Atteintes aux biens	2 747	2 450	2 451	2 357	2 393
35	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 746	1 679	1 754	1 831	1 922
36	Conduite en état alcoolique	143	133	126	276	203
37	Autres	1 284	1 356	1 279	1 221	1 290
◆ Caractéristiques des personnes confiées aux associations						
38	Hommes	7 587	7 152	7 343	7 449	7 547
39	Femmes	775	780	807	792	868
40	Français	7 151	6 762	7 038	7 195	7 386
41	Étrangers	1 211	1 170	1 112	1 046	1 029

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La détention provisoire peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen, ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. Un mineur de 13 ans ne peut être placé en détention provisoire. À partir de 13 ans, elle n'est possible qu'en matière criminelle. En matière correctionnelle, seuls les mineurs de plus de 16 ans peuvent être placés sous mandat de dépôt.

La détention doit être motivée par les nécessités de l'instruction ou la gravité du trouble causé à l'ordre public. Elle est obligatoirement précédée d'un débat contradictoire.

La loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes a transféré, à compter du 1^{er} janvier 2001, à un juge des libertés et de la détention le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

Code | Définitions et méthode

- 1 à 20** | Jusqu'en 2000 le nombre de mesures de détention provisoire a été estimé pour les tribunaux d'Evry, Versailles, Nanterre et Créteil
- 2** | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "ab initio" lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
- 5 et 7** | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
- 13** | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.
- 15 à 20** | **La durée de la détention provisoire** effectuée dans le cadre de l'instruction est calculée pour chaque mis en examen ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt. Elle est obtenue par différence entre la date de l'ordonnance de placement en détention et soit la date de mise en liberté, soit en cas de maintien en détention la date de clôture de l'instruction. On mesure donc ici la durée de détention provisoire effectuée dans le seul cadre de la procédure d'instruction.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Mesures de détention provisoire						
1	Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année.....	21 966^e	16 772	17 619	19 088	20 513
2	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>13 589^e</i>	<i>10 251</i>	<i>10 899</i>	<i>11 329</i>	<i>11 702</i>
◆ Décisions de clôture						
3	Ordonnance de non-lieu	760	540	623	552	599
4	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>449</i>	<i>352</i>	<i>400</i>	<i>351</i>	<i>373</i>
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	2 753	2 015	2 136	2 208	2 591
6	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>1 852</i>	<i>1 320</i>	<i>1 464</i>	<i>1 448</i>	<i>1 707</i>
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	152	151	213	279	143
8	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>101</i>	<i>102</i>	<i>117</i>	<i>159</i>	<i>83</i>
9	Transmission au tribunal correctionnel	16 124	12 055	12 816	14 305	15 670
10	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>9 785</i>	<i>7 224</i>	<i>7 751</i>	<i>8 230</i>	<i>8 644</i>
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	1 468	1 180	1 162	1 204	936
12	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>1 001</i>	<i>826</i>	<i>810</i>	<i>824</i>	<i>617</i>
13	Autres décisions et décisions non déclarées	709	831	669	540	574
14	<i>dont mesures prises ab initio</i>	<i>401</i>	<i>427</i>	<i>357</i>	<i>317</i>	<i>278</i>
◆ Durée moyenne de la détention provisoire effectuée dans le cadre de l'instruction (selon l'ordonnance de clôture)						
15	Toutes personnes ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt (en mois).	6,5	6,1	6,4	7,1	8,1
dont :						
16	Ordonnance de non-lieu(en mois).	4,4	4,2	4,3	4,7	4,8
17	Transmission à la cour d'assises majeurs	14,9	14,0	14,4	15,2	17,0
18	Transmission à la cour d'assises mineurs	10,6	10,9	10,5	9,6	9,8
19	Transmission au tribunal correctionnel	5,5	5,2	5,5	6,2	7,1
20	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	4,3	3,0	3,1	3,7	3,6

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistiques des condamnations inscrites au casier judiciaire (cf. p. 141). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crimes et délits qui ont été précédées d'une détention provisoire quelle que soit la procédure utilisée (instruction ou comparution immédiate). Elles se distinguent des données issues du répertoire de l'instruction : dans cette source, les mesures de détention provisoire sont comptabilisées uniquement à partir des affaires terminées dans l'année par les juges d'instruction (cf. p. 121)

Code | Définitions et méthode

- 2 | Ensemble des condamnations pour crimes prononcées après une détention provisoire.
- 3 | Pour les juridictions de mineurs : contradictoire, contradictoire à signifier, défaut, itératif défaut
- 3, 4 | Mode de jugement (cf. définitions 9, 22, p. 124 et 11 à 13, p. 126).
- 18 à 20
- 5 à 9 | Nature de l'infraction (cf. définition, p. 142)
- 23 à 30
- 10 à 14 | Durée de la détention provisoire effectuée jusqu'à la date de la condamnation.
- 31 à 41
- 15, 16 | L'âge des condamnés est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date des faits et la date de naissance du condamné.
- 42, 43
- 17 | Ensemble des condamnations pour délits prononcées après une détention provisoire. Est inclus un très petit nombre de condamnations après détention provisoire pour contravention de 5^e classe qui sont des détentions provisoires effectuées pour des délits requalifiés lors du jugement.
- 21, 22 | Le mode de saisine de la juridiction a été estimé à partir de la durée de la procédure. Les condamnations après détention provisoire s'inscrivant dans une procédure inférieure à 2 mois ont été considérées comme des comparutions immédiates, celles s'inscrivant dans des procédures plus longues comme des renvois du juge d'instruction.

Nombre de personnes placées en détention provisoire en 2004 :

	37 306		
	par le juge des libertés et de la détention	dans le cadre d'une comparution immédiate	
	CRIME	DÉLIT	
Les personnes ont été placées en détention provisoire	2 795	21 422	13 089
Pour une infraction qualifiée de	2 505	20 709	12 969
<ul style="list-style-type: none"> ■ Le détenu a fait l'objet d'une condamnation après détention provisoire : 			
La durée de la détention provisoire a été couverte par la peine d'emprisonnement :	2 321	16 178	11 201
La durée de la détention provisoire a été supérieure à celle de la peine d'emprisonnement :	125	2 394	127
<i>De 0 à moins de 15 jours</i>	49	1 130	121
Le détenu a été condamné à un emprisonnement avec sursis total, une amende ou une peine alternative après avoir fait :			
<i>dont</i>	59	2 137	1 641
<i>Moins de 5 jours de détention provisoire</i>	3	331	1 326
<i>de 5 jours à moins de 15 jours de détention provisoire</i>	4	272	75
<i>de 15 jours à moins de 1 mois de détention provisoire</i>	3	443	157
<ul style="list-style-type: none"> ■ Le détenu a fait l'objet d'un non-lieu après détention provisoire* 	78	521	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Le détenu a fait l'objet d'un acquittement ou d'une relaxe après détention provisoire* 	212	192	120
Durée moyenne de la détention provisoire	24,3 mois	6,4 mois	0,4 mois

* Données estimées

Sources

- Casier judiciaire national, Cadres du parquet, Répertoire de l'instruction

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations après détention provisoire	34 351	31 510	33 085	36 140	36 183
◆ 2	Toutes condamnations après détention provisoire pour crime	2 541	2 511	2 393	2 401	2 505
	Mode de jugement					
3	Contradictoire	2 515	2 499	2 382	2 383	2 500
4	Contumace et défaut criminel.....	26	12	11	18	5
	Nature de l'infraction					
5	Homicides volontaires	404	427	446	436	457
6	Coups et violence volontaires.....	242	242	259	253	260
7	Viols.....	1 323	1 256	1 184	1 190	1 192
8	Vols, recels	518	538	462	467	552
9	Autres crimes.....	54	48	42	55	44
	Durée de la détention provisoire					
10	moins de 1 an.....	469	401	425	432	426
11	1 an à moins de 2 ans	782	789	717	831	779
12	2 ans à moins de 3 ans	959	919	825	777	919
13	3 ans et plus	331	402	426	361	381
14	Durée moyenne de la détention provisoire criminelle(en mois)..	23,5	24,3	24,9	23,6	24,3
	Âge des condamnés					
15	Mineurs.....	331	364	256	243	266
16	Majeurs.....	2 210	2 147	2 137	2 158	2 239
◆ 17	Toutes condamnations après détention provisoire pour délit.....	31 810	28 999	30 692	33 739	33 678
	Mode de jugement					
18	Contradictoire	29 703	27 158	29 000	31 997	31 849
19	Contradictoire à signifier.....	945	811	730	811	817
20	Défaut, itératif défaut	1 162	1 030	962	931	1 012
	Mode de saisine de la juridiction de jugement					
21	Comparution immédiate	10 441	10 675	12 769	13 499	12 969
22	Renvoi du juge d'instruction	21 369	18 324	17 923	20 240	20 709
	Nature de l'infraction					
23	Vols, recels, destructions.....	12 612	11 594	12 147	12 250	11 992
24	Escroqueries, abus de confiance	1 372	1 229	1 185	1 378	1 379
25	Infractions sur les stupéfiants	4 973	4 288	4 477	5 937	6 345
26	Coups et blessures volontaires	4 016	3 737	3 965	4 203	4 105
27	Atteintes aux mœurs	1 954	1 666	1 638	1 783	1 823
28	Entrée et séjour irrégulier des étrangers	1 883	1 747	1 883	2 378	1 848
29	Circulation routière	1 098	1 039	1 429	1 785	1 986
30	Autres délits.....	3 902	3 699	3 968	4 025	4 200
	Durée de la détention provisoire					
31	moins de 1 mois	11 796	13 052	14 545	13 809	13 864
32	1 mois à moins de 2 mois.....	4 790	3 152	3 326	4 641	3 994
33	2 mois à moins de 4 mois.....	4 585	4 016	4 042	4 659	4 710
34	4 mois à moins de 8 mois.....	5 564	4 375	4 405	4 829	4 966
35	8 mois à moins de 1 an	2 636	2 320	2 378	2 891	2 926
36	1 an à moins de 2 ans	2 043	1 807	1 738	2 606	2 751
37	2 ans à moins de 3 ans	261	207	209	237	380
38	3 ans et plus	135	70	49	67	87
39	Durée moyenne de la détention provisoire délictuelle (en mois)..	4,0	3,7	3,4	3,8	4,1
40	Durée moyenne de la détention - comparution immédiate..... "	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4
41	Durée moyenne de la détention - instruction..... "	5,7	5,6	5,6	6,2	6,4
	Âge des condamnés					
42	Mineurs.....	1 794	1 564	1 473	1 707	1 956
43	Majeurs.....	30 016	27 435	29 219	32 032	31 722

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'assises : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre d'acquittements prononcés selon l'âge du condamné (majeurs, mineurs), le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

La cour d'assises est la juridiction compétente pour juger **les crimes**.

À la différence des autres juridictions qui ne sont composées que de magistrats professionnels, la cour d'assises comprend deux éléments : l'un professionnel, la cour au sens strict du mot, composée de trois magistrats (un président et deux assesseurs), assistés d'un membre du Ministère public membre du Parquet général de la cour d'appel ou du Parquet d'un tribunal de grande instance, l'autre composé de simples citoyens, tirés au sort sur les listes électorales, qui forment le jury.

À compter du 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000), ce jury est composé de neuf jurés lorsque la cour d'assises statue en première instance, de douze lorsqu'elle statue en appel.

Ce sont ces trois magistrats professionnels (la Cour) et ces 9 jurés populaires (le jury) qui délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé et sur la peine éventuelle.

De ce mode de fonctionnement découlent plusieurs conséquences :

– La cour d'assises n'est pas permanente.

– Jusqu'en 2000, les arrêts de la cour d'assises n'étaient pas susceptibles d'appel ; la cour d'assises statuait en premier et en dernier ressort, et ses arrêts n'étaient susceptibles que d'un pourvoi devant la Cour de cassation.

À compter du 1^{er} janvier 2001, l'appel est autorisé.

– Enfin la cour d'assises a la plénitude de juridiction, c'est-à-dire que sa compétence s'étend aux infractions connexes au crime principal dont elle est saisie (délits ou contraventions).

La cour d'assises est une juridiction départementale. La session se tient au siège de la cour d'appel, s'il y en a une dans le département, sinon au chef-lieu du département.

1 | Non compris les trois cours d'assises des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2, 15 | L'**arrêt d'acquittement** est rendu si toutes les réponses sur l'existence de la culpabilité ont été négatives.

5, 18 | L'**arrêt de condamnation** constate la culpabilité de l'accusé et lui fait application de la peine fixée par la délibération de la Cour et du jury.

4, 7
17, 20 | **La cour d'assises des mineurs** juge des crimes commis par des mineurs de 16 ans à 18 ans. Quand un majeur est impliqué dans la même affaire que le mineur, la chambre des mises en accusation peut disjoindre l'affaire, ou décider de renvoyer tous les accusés devant la cour d'assises des mineurs.

Dans le cadre de la cour d'assises des mineurs, les deux assesseurs doivent être choisis, sauf impossibilité, parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel.

8, 21 | Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire** si le prévenu est présent à l'audience.

9 | La loi du 9 mars 2004, applicable à compter du 1^{er} octobre 2004, a remplacé les règles de la contumace par un défaut criminel.

En l'absence de l'accusé à l'audience de la cour d'assises, les anciens articles 627-21 à 641 CPP prévoyaient une procédure de contumace : à l'issue de divers délais et l'accomplissement de formalités de publicité, l'accusé était jugé par la cour d'assises seule, sans l'intervention des jurés et sans pouvoir être représenté par un avocat. L'arrestation entraînait « purge de la contumace » et l'accusé était de nouveau jugé dans la forme ordinaire.

Les articles 379-2 à 379-6 CPP prévoient désormais que l'accusé absent est jugé par défaut. L'affaire est examinée par la cour d'assises seule, sans l'assistance des jurés et un avocat peut assurer la défense de l'accusé. En cas de condamnation, la cour décerne un mandat d'arrêt. L'arrestation conduit à un nouvel examen de l'affaire et l'accusé est détenu jusqu'à sa comparution. L'appel n'est pas ouvert à la personne condamnée par défaut.

10 | Arrêts frappés d'appel sur arrêts prononcés en premier ressort

15 | **La durée de la procédure** (exprimée en mois) peut être mesurée à partir du Casier judiciaire national par différence entre la date de l'infraction et la date de la décision. En cas de pluralité de dates, c'est la date de l'infraction la plus récente qui est prise en compte.

Ce délai inclut donc : la durée entre l'infraction et le début de l'instruction (ligne 11), la durée de l'instruction (ligne 13), et le délai d'audiencement (ligne 14).

Le délai antérieur à l'ouverture de l'instruction comprend l'enquête préliminaire et un temps parfois important de dénonciation des faits (cas des viols).

23 | La durée de procédure en appel est calculée par différence entre la date de l'arrêt de cour d'assises de 1^{er} ressort et la date de l'arrêt de la cour d'assises d'appel.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de cours d'assises.....	99	99	99	99	99

Cour d'assises de premier ressort

◆ Décisions prononcées						
2	Acquittements.....	147	137	140	159	241
3	Cour d'assises pour majeurs.....	139	127	125	139	219
4	Cour d'assises pour mineurs.....	8	10	15	20	22
5	Condamnations.....	2 939	2 733	2 591	2 714 ^r	2 782
6	Cour d'assises pour majeurs.....	2 659	2 434	2 290	2 397 ^r	2 464
7	Cour d'assises pour mineurs.....	280	299	301	317 ^r	318
◆ Mode de jugement des condamnations						
8	Contradictoire.....	2 854	2 661	2 531	2 658 ^r	2 742
9	Contumace et défaut criminel.....	85	72	60	56 ^r	40
10	Taux d'appel..... en %	///	24,1	23,6	21,6	21,3
◆ Durée de la procédure						
11	Délai moyen entre infraction et jugement.....(en mois).	55,6	55,3	56,4	57,5 ^r	59,6
12	Délai entre infraction et début de l'instruction..... "	25,0	24,4	23,9	24,6 ^r	25,5
13	Délai justice "	30,6	30,9	32,5	32,9^r	34,1
14	durée de l'instruction..... "	21,5	22,1	22,7	22,7	23,3
15	durée d'audience..... "	9,1	8,8	9,8	10,2	10,8

Cour d'assises d'appel

◆ Décisions prononcées						
16	Acquittements.....	///	9	20	22	35
17	Cour d'assises pour majeurs.....	///	9	18	22	35
18	Cour d'assises pour mineurs.....	///	0	2	0	0
19	Condamnations.....	///	218	376	319 ^r	385
20	Cour d'assises pour majeurs.....	///	209	364	292	341
21	Cour d'assises pour mineurs.....	///	9	12	27	44
◆ Mode de jugement des condamnations						
22	Contradictoire.....	///	218	376	319 ^r	385
◆ Durée de la procédure						
23	Durée de la procédure en appel.....	///	8,6	12,6	13,4 ^r	16,2

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux correctionnels : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre de mesures de sûreté prononcées par le tribunal selon le type de procédure et sur le nombre de prévenus ayant fait l'objet de relaxes, le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement, leur mode de signification et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Le tribunal correctionnel (en réalité une chambre du tribunal de grande instance) juge **les délits**. Il est composé en principe de trois magistrats professionnels du tribunal de grande instance, dont un préside le tribunal. Cependant, lorsque l'intention délictueuse est peu caractérisée, certains délits peuvent être jugés par le tribunal correctionnel statuant à juge unique.

Le Ministère public est représenté par le procureur de la République ou par un de ses substituts.

Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel. Celui-ci s'exerce devant la cour d'appel.

1 | Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 7 | **Mesures de sûreté :** Le procureur de la République peut estimer nécessaire de soumettre le prévenu à une mesure de *contrôle judiciaire* ou le placer en *détention provisoire* au moyen d'un *mandat de dépôt* jusqu'à sa comparution devant le tribunal. Pour ce faire il le traduit immédiatement devant le président du tribunal ou le juge délégué par lui, en cas de réquisitions aux fins de contrôle judiciaire, et devant le juge des libertés et de la détention, en cas de réquisitions ou de détention provisoire (art. 394 et 396 du Code de procédure pénale).

2 | **Contrôle judiciaire :** cf. définition page 118.

5 | **Mandat de dépôt :** cf. définition page 120.

9 | Lorsqu'un prévenu a été jugé par défaut sans avoir eu connaissance de la citation, ou en ayant eu connaissance mais invoquant une excuse valable pour ne pas s'être présenté à l'audience, il peut attaquer le jugement par la voie de l'**opposition**. C'est alors la juridiction qui a rendu le premier jugement qui se prononce à nouveau.

10 | **Relaxe :** Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé**.

11 | Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire** lorsque le prévenu est présent à l'audience.

12 | Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire à signifier** lorsque le prévenu, cité pour une infraction passible d'une amende ou d'un emprisonnement inférieur à deux ans, a demandé à être jugé en son absence, ou lorsqu'il ne comparaît pas, en justifiant d'une excuse valable.

13 | Le jugement est prononcé **par défaut** si le prévenu, régulièrement cité, n'a pas comparu au jour et à l'heure fixés par la citation. Il est prononcé par itératif défaut si le condamné, ayant formé opposition à une condamnation par défaut, ne comparaît pas à la date fixée.

14,
19, 24 | Cf. définition page 108

15 à 19 | **Durée de la procédure :** pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5^e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants.

20 à 24 | **Mode de signification :** Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

21 | La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

22 | La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

23 | Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

24 | L'ordonnance pénale doit être notifiée au condamné.

25, 26 | Cf. définition 38, page 108

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux correctionnels	181	181	181	181	181
◆	Mesures de sûreté prononcées					
2	Contrôles judiciaires prononcés	4 350	4 113	5 133	4 553	6 053
3	Comparution immédiate.....	3 885	3 402	3 734	3 883	4 986
4	Autres procédures	465	711	1 399	670	1 067
5	Mandats de dépôt prononcés	15 572	15 725	18 906	19 989	19 974
6	Comparution immédiate.....	14 753	14 917	18 008	18 571	18 234
7	Autres procédures	819	808	900	1 418	1 740
◆	Décisions prononcées					
8	Condamnations	385 900	355 646	325 616 ^r	379 451	421 104
9	<i>dont condamnations sur opposition</i>	8 534	7 864	6 609	6 451	7 634
10	Relaxes	19 038	18 241	18 127	19 115	20 634
◆	Mode de jugement des condamnations					
11	Contradictoire	294 202	275 237	257 513	286 814 ^r	293 374
12	Contradictoire à signifier	63 734	56 632	48 857	65 877 ^r	68 648
13	Défaut, itératif défaut	27 964	23 777	19 238	21 207 ^r	25 120
14	Ordonnance pénale	///	///	8	6 003	33 962
◆	Durée de la procédure (en mois)					
15	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)	9,6	9,8	9,7	9,5 ^r	9,9
16	Contradictoire	9,2	9,5	9,3	9,3	10,0
17	Contradictoire à signifier	6,5	6,7	6,8	6,8	7,3
18	Défaut, itératif défaut	21,0	21,8	23,5	23,0	23,0
19	Ordonnance pénale	///	///	2,4	4,6	4,7
◆	Mode de signification des condamnations					
20	Nombre total de significations	91 698	80 409	68 103	93 087 ^r	127 730
21	À personne	21 443	19 342	16 645	20 767	22 411
22	À domicile, mairie	33 967	29 841	24 545	30 625	32 656
23	À parquet, étranger, affichage	36 288	31 226	26 905	35 692	38 701
24	Ordonnance pénale notifiée.....	///	///	8	6 003	33 962
	Personnes morales					
◆	Décisions prononcées					
25	Condamnations.....	332	436	669	687	794
26	Relaxes.....	135	203	239	214	308

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de deux sources : les tableaux de bord des tribunaux pour enfants et l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

Magistrat professionnel spécialisé du tribunal de grande instance, **le juge des enfants** est à la fois juge d'instruction et juge de jugement, mais il n'est pas compétent en matière criminelle. Il instruit les affaires de mineurs, et décide éventuellement de juger seul, en audience de Cabinet, les mineurs poursuivis pour des infractions qui ne dépassent pas une certaine importance. Il peut également décider de renvoyer le mineur devant le tribunal pour enfants.

Le tribunal pour enfants est une juridiction composée d'un juge des enfants, président, et de deux assesseurs non professionnels. Le tribunal pour enfants est compétent pour juger les délits et les contraventions de 5^e classe. Il est le seul à pouvoir décider d'un placement ou prononcer une condamnation pénale. Sa compétence s'étend aux crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans.

Le Ministère public est représenté par un magistrat du parquet, parfois spécialisé dans les affaires de mineurs.

1 | Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 6 | Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, investigation et orientation éducative [IOE]). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.

7, 8 | Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. À partir de 2003, amélioration du recueil de données.

9 à 12 | Le nombre de condamnations prononcées et inscrites au Casier judiciaire est inférieur au nombre de jugements rendus. Certaines condamnations concernent des mineurs au moment des faits, devenus majeurs à la date de la condamnation. Dans ce cas, la condamnation n'est pas toujours transmise au Casier judiciaire.

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002, cf. page 145 .

11 | **Condamnations sur opposition :** cf. définition 10, page 126.

13 à 15 | **Mode de jugement :** cf. définitions 11 à 13, page 126.

16 à 19 | **Durée de la procédure :** cf. définition 14, page 126.

20 à 23 | **Mode de signification :** cf. définitions 18 à 21, page 126.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national, Tableaux de bord mineurs

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux pour enfants	134	134	134	149	149
◆	Mesures présentencielle prononcées					
2	Toutes mesures présentencielle	22 637	21 396	24 812	24 761	27 139
3	Détention provisoire	1 703	1 177	1 424	1 006	938
4	Contrôle judiciaire	3 186	3 289	4 073	3 285	3 225
5	Libertée surveillée, placement, réparation	11 406	11 264	12 975	13 691	15 358
6	Enquêtes sociales, IOE, expertises	6 342	5 666	6 340	6 779	7 618
◆	Jugements prononcés					
7	Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet)	31 255	34 821	32 792	39 835	41 075
8	Jugements en audience de tribunal pour enfants	29 456	31 636	31 158	32 554	34 093
◆	Condamnations prononcées					
9	Nombre total de condamnations inscrites au Casier judiciaire	37 430	37 261	29 670	32 529^r	41 954
10	Prononcées par les tribunaux pour enfants	18 315	18 116	15 481	17 056	21 824
11	<i>dont condamnations sur opposition</i>	<i>207</i>	<i>248</i>	<i>204</i>	<i>289</i>	<i>287</i>
12	Prononcées par les juges des enfants	19 115	19 145	14 189	15 473	20 130
◆	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	33 288	33 397	27 237	29 171 ^r	37 255
14	Contradictoire à signifier	1 775	1 588	1 091	1 485 ^r	2 212
15	Défaut, itératif défaut	2 367	2 276	1 342	1 873 ^r	2 487
◆	Durée de la procédure (en mois)					
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)	11,5	12,3	12,7	12,3^r	13,5
17	Contradictoire	11,3	12,2	12,5	12,2	13,4
18	Contradictoire à signifier	12,7	13,0	13,4	10,8	11,9
19	Défaut, itératif défaut	13,8	14,0	15,5	15,0	15,9
◆	Mode de signification des condamnations					
20	Nombre total de significations	4 142	3 864	2 433	3 358^r	4 699
21	À personne	902	760	515	558	866
22	À domicile, mairie	1 623	1 587	1 070	1 226	1 756
23	À parquet, étranger, affichage	1 617	1 517	848	1 574	2 077

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux de police : les cadres du Parquet, qui renseignent sur le nombre de contraventions que les tribunaux de police ont à traiter chaque année selon leur niveau d'importance (quatre premières classes et 5e classe) et le nombre de relaxes prononcées par les juges ; le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations pour contraventions de 5e classe, leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Le tribunal de police réprime les contraventions. Il statue à juge unique, qui est toujours un magistrat professionnel et en principe un juge du tribunal d'instance. Il existe au moins un tribunal de police par arrondissement.

Le rôle du Ministère public est en principe tenu par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal d'instance, sauf pour les affaires où le procureur de la République du tribunal de grande instance (ou l'un de ses substituts) juge utile de siéger, ou encore pour les contraventions de 5e classe où il doit siéger obligatoirement.

La procédure ordinaire devant le tribunal de police est presque identique à celle suivie devant le tribunal correctionnel, à quelques particularités près qui tiennent à la moindre gravité des infractions jugées.

Le volume très important des contraventions de 1e à 4e classe (à cause notamment des infractions de stationnement de véhicule) a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées, comme l'amende forfaitaire majorée (cf. définition 3, page 112) et l'ordonnance pénale (cf. définition 6 ci-dessous).

1 Non compris les six tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois. Depuis 2003, et surtout 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police, cf. page 132.

3, 7, 8 Les rubriques 3 et (7+8) ne peuvent être comparées directement. Dans la rubrique 3, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 7 et 8 comptabilisent des décisions rendues en 1re instance, qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction).

4, 9, 10 Les rubriques 4 et (9+10) sont difficilement comparables. Dans la rubrique 4, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 9 et 10 comptabilisent des décisions rendues en 1re instance qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction). De plus, les données de la rubrique 10 sont extraites du Casier judiciaire qui a été exploité selon la méthode suivante (analogue à celle utilisée dans le reste de l'annuaire) : seules sont comptabilisées dans cette rubrique 10 les condamnations pour lesquelles l'infraction principale est une contravention de 5e classe. Cette méthode de comptabilisation sous-estime évidemment le nombre total de condamnations pour contraventions de 5e classe, en n'incluant pas notamment, celles dont l'infraction principale est un délit.

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002, cf. page 145.

6 Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.

7 et 9 **Relaxe** : cf. définition 8, page 126.

11 **Condamnations sur opposition** : cf. définition 10, page 126.

12 à 15 **Mode de jugement** : cf. définitions 11 à 14, page 126.

16 à 20 **Durée de la procédure** : cf. définition 15 à 19, page 126.

21 à 25 **Mode de signification** : cf. définitions 20 à 24, page 126.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de tribunaux de police.....	454	454	454	454	454

Affaires traitées

2	Nombre total d'affaires traitées.....	757 668	685 217	722 209	630 306	201 111
3	Contraventions de 1 ^{re} à 4 ^e classe.....	581 031	516 193	564 082	473 647	74 707
4	Contraventions de 5 ^e classe.....	176 637	169 024	158 127	156 659	126 404
◆ Mode de jugement						
5	Jugements.....	282 344	240 500	230 956	193 421	61 418
6	Ordonnances pénales.....	475 324	444 717	491 253	436 885	139 693

Contraventions de 1^{re} à 4^e classe prononcées

7	Relaxes.....	12 114	10 385	26 039	9 602	2 065
8	Condammations.....	569 659	509 146	531 846	461 388	72 554

Contraventions de 5^e classe prononcées

9	Relaxes.....	4 880	4 459	16 321	4 540	2 984
10	Condammations.....	126 439	113 666	87 964	112 627 ^r	104 615
11	dont condammations sur opposition.....	4 770	5 296	3 727	3 686	4 671
◆ Mode de jugement des condammations						
12	Contradictoire.....	52 710	45 038	35 185	37 656 ^r	29 423
13	Contradictoire à signifier.....	14 531	11 872	7 929	10 872 ^r	9 786
14	Défaut, itératif défaut.....	11 585	9 491	5 574	7 408 ^r	7 893
15	Ordonnances pénales.....	47 613	47 265	39 276	56 691 ^r	57 513
◆ Durée de la procédure (en mois)						
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement).....	8,8	9,2	8,9	8,4 ^r	10,1
17	Contradictoire.....	9,0	9,5	9,1	8,4	10,4
18	Contradictoire à signifier.....	8,3	8,8	7,8	7,3	9,3
19	Défaut, itératif défaut.....	12,2	13,4	13,7	11,5	12,8
20	Ordonnance pénale.....	7,8	8,3	8,4	8,2	9,7
◆ Mode de signification des condammations						
21	Tous modes de significations.....	73 729	68 628	52 779	74 971 ^r	75 192
22	À personne.....	6 377	5 211	3 289	4 443	4 273
23	À domicile, mairie.....	10 682	8 725	5 296	7 577	7 272
24	À parquet, étranger, affichage.....	9 046	7 332	4 912	6 165	6 105
25	Ordonnance pénale notifiée.....	47 624	47 360	39 282	56 786	57 542

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues des cadres du parquet pour les juridictions de proximité et de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire pour les tribunaux aux armées.

Code | Définitions et méthode

La **juridiction de proximité** a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des articles 521 à 549.

1 | Cf. définition 2, page 130

5 | Cf. définition 6, page 130

Il existe actuellement deux **tribunaux aux armées** : celui de Landau (Allemagne), pour les forces françaises stationnées en Allemagne, et celui de Paris, qui instruit et juge les infractions commises dans un territoire étranger sur lequel stationnent ou opèrent des forces françaises, lorsque des accords internationaux attribuent expressément aux juridictions françaises la connaissance des infractions commises sur ce territoire.

Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs, tous magistrats du siège appartenant au corps judiciaire. Toutefois, pour le jugement des crimes, le nombre d'assesseurs est porté à six.

Les crimes et délits en matière militaire sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun. Un tribunal de grande instance est compétent dans le ressort de chaque cour d'appel. Dans le même ressort, une cour d'assises est compétente pour les crimes.

12 | **Condamnations sur opposition** : cf. définition 10, page 126.

13 à 15 | **Mode de jugement** : cf. définitions 11 à 13, page 126.

16 à 19 | **Durée de la procédure** : cf. définition 14, page 126.

20 à 22 | **Mode de signification** : cf. définitions 18 à 21, page 126.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national
Cadres du parquet

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Affaires traitées						
1	Nombre total d'affaires traitées	///	///	///	42 565	366 841
2	Contraventions des 1 ^{re} à 4 ^e classe	///	///	///	39 891	343 456
2	Contraventions de 5 ^e classe	///	///	///	2 674	23 385
◆	Mode de jugement					
4	Jugements	///	///	///	17 639	123 226
5	Ordonnances pénales.....	///	///	///	24 926	243 615
Contraventions des 1^{re} à 4^e classe						
6	Relaxes.....	///	///	///	1 034	10 222
7	Condamnations.....	///	///	///	37 042	332 397
Contraventions de 5^e classe						
8	Relaxes.....	///	///	///	127	1 419
9	Condamnations.....	///	///	///	2 472	21 861

Tribunaux aux armées

10	Nombre de tribunaux aux armées	2	2	2	2	2
◆	Condamnations prononcées					
11	Nombre total de condamnations	178	135	121	67 ^r	96
12	<i>dont condamnations sur opposition</i>	14	11	6	0	0
◆	Mode de jugement					
13	Contradictoire	119	105	94	51 ^r	70
14	Contradictoire à signifier	26	23	14	10 ^r	22
15	Défaut, itératif défaut	33	7	13	6 ^r	4
◆	Durée de la procédure (en mois)					
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)	11,5	27,3	26,4	19,7 ^r	22,3
17	Contradictoire	11,3	27,2	25,7	21,6	23,8
18	Contradictoire à signifier	12,7	26,3	25,0	10,8	18,0
19	Défaut, itératif défaut	13,8	32,2	33,1	17,9	18,8
◆	Mode de signification					
20	Nombre total de significations	59	30	27	16 ^r	26
21	À personne	33	23	12	8	21
22	À parquet, étranger, affichage	26	7	15	8	5

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'appel : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur l'activité de la chambre de l'instruction et le nombre d'arrêts rendus et de relaxes prononcées chaque année par la chambre des appels correctionnels ; le Casier judiciaire d'autre part, qui donne le nombre de condamnations prononcées selon leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Les jugements rendus en matière correctionnelle ou en matière de police (lorsqu'une peine d'emprisonnement a été prononcée, ou lorsque la peine encourue excède cinq jours d'emprisonnement), peuvent être attaqués devant la **cour d'appel**. Le Ministère public et toutes les parties ont dix jours francs à partir du prononcé du jugement en première instance pour interjeter appel. Toutefois le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode.

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond.

L'appel est jugé par la chambre des appels correctionnels, formation de la cour d'appel, composée d'un président de Chambre et de deux conseillers. Les fonctions du Ministère public y sont exercées par un membre du Parquet général.

L'arrêt rendu peut être un arrêt d'irrecevabilité, si l'appel est tardif ou irrégulièrement formé ; dans le cas contraire l'arrêt pourra être confirmatif (il maintient le jugement de première instance), ou infirmatif (il modifie tout ou partie du jugement de première instance).

Les arrêts rendus par les cours d'appel en matière répressive peuvent être frappés d'un pourvoi en cassation.

La **chambre de l'instruction** est la juridiction d'instruction du second degré. Il en existe au moins une près de chaque cour d'appel. Elle statue sur tous les appels des décisions prises dans le cadre des procédures de l'instruction.

- 1 | Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 3 | En application des nouvelles dispositions de l'art. 181 du CPP, depuis le 1^{er} janvier 2001 il appartient aux juges d'instruction de renvoyer devant la cour d'assises les personnes accusées de crime.
- 7 | **Relaxes** : cf. définition 8, page 126.
- 9 | Condamnations sur opposition : cf. définition 10, page 126.
- 12 à 14 | **Mode de jugement** : cf. définitions 11 à 14, page 126.
- 15 à 18 | **Durée de la procédure** : cf. définition 15 à 19, page 126. Dans le cas des cours d'appel, ce délai inclut le délai de première instance.
- 19 à 22 | **Mode de signification** : cf. définitions 20 à 24, page 126.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de cours d'appel.....	33	33	33	33	33

Chambre de l'instruction

◆ Arrêts prononcés						
2	Nombre total d'arrêts	36 237 ^r	36 926 ^r	41 866 ^r	41 118 ^r	41 236
3	Arrêts statuant sur la mise en accusation.....	2 428	693	878	521	460
4	Arrêts statuant sur la détention provisoire ou le contrôle judiciaire	21 531	22 751	25 486	25 421	23 858
5	Arrêts statuant sur des décisions juridictionnelles rendues par des juges d'instruction frappées d'appel ou sur évocation	4 697	4 791	5 629	4 872	4 684
6	Autres arrêts	7 581	8 691	9 873	10 304	12 234

Chambre des appels correctionnels

◆ Décisions prononcées						
7	Relaxes	3 773	3 218	3 114	3 052	3 209
8	Condamnations.....	30 037	26 718	24 387	25 450 ^r	27 868
9	<i>dont arrêts sur opposition</i>	1 162	1 122	1 160	1 185	1 500
10	Cour d'appel pour majeurs	29 577	26 260	23 917	24 964	27 311
11	Cour d'appel pour mineurs	460	458	470	486	557
◆ Mode de jugement						
12	Contradictoire	23 302	20 819	18 877	19 589 ^r	21 118
13	Contradictoire à signifier	3 734	3 173	2 820	2 966 ^r	3 380
14	Défaut, itératif défaut	3 001	2 726	2 690	2 895 ^r	3 370
◆ Durée de la procédure (en mois)						
15	Délai moyen entre infraction et arrêt (tous modes de jugement)	28,7	29,1	30,8	30,9 ^r	30,6
16	Contradictoire	29,3	29,6	31,2	31,7	31,7
17	Contradictoire à signifier	25,5	25,5	27,5	26,4	25,9
18	Défaut, itératif défaut	28,0	29,3	31,1	30,2	28,5
◆ Mode de signification						
19	Nombre total de significations	6 735	5 899	5 510	5 861 ^r	6 750
20	À personne	2 184	1 917	1 749	1 867	2 070
21	À domicile, mairie	2 348	1 956	1 783	1 928	2 237
22	À parquet, étranger, affichage	2 203	2 026	1 978	2 066	2 443

Code | Définitions et méthode

- La Cour de cassation** contrôle la légalité de la décision, en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits, mais fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit.
- Les arrêts de la chambre d'accusation, comme les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle, correctionnelle ou de police, peuvent être annulés en cas de violation de la loi, sur pourvoi en cassation formé par le Ministère public ou par la partie à laquelle il est fait grief (art. 567 du Code de procédure pénale). Le recours est porté devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Le pourvoi en cassation est irrecevable si les voies de recours ordinaires n'ont pas été utilisées autant qu'il était possible pour les décisions susceptibles d'appel ou d'opposition.
- Le Ministère public et toutes les parties ont cinq jours francs après celui où la décision attaquée a été prononcée, pour se pourvoir en cassation. Toutefois le délai de pourvoi ne court qu'à compter de la signification de l'arrêt, quel qu'en soit le mode.
- La procédure est très simple. La chambre criminelle statue sur le rapport d'un conseiller, après avoir entendu le Ministère public et les avocats des parties, puis elle prononce son arrêt.
- 4 Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation rend un **arrêt de cassation**, par lequel elle annule la décision prononcée en violation de la loi. Le procès et les parties sont renvoyés devant une juridiction de même ordre et même degré que celle qui a rendu la décision annulée.
- 5 Lorsque le pourvoi est recevable, mais que la Cour de cassation le juge mal fondé, elle rend un **arrêt de rejet**.
- 6 La Cour de cassation, avant de statuer au fond, recherche si le pourvoi a été régulièrement formé. Si elle estime que les conditions légales ne sont pas remplies, elle rend suivant les cas, un **arrêt d'irrecevabilité** ou un **arrêt de déchéance**.
- 7 La chambre criminelle de la Cour de cassation peut dessaisir toute juridiction d'instruction ou de jugement et renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction du même ordre, dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice. Depuis le 1^{er} janvier 2001, en cas d'appel d'une décision de cour d'assises, la chambre criminelle de la Cour de cassation est chargée de désigner la nouvelle cour d'assises qui procèdera au réexamen de l'affaire (art. 380-1 du CPP).
- 8 **Les ordonnances ou arrêts de désistement** sont rendus lorsqu'une des parties ayant formé le pourvoi en cassation se désiste.
- 9 **Non admission** : cf. définition 10, page 22
- 10 La Cour de cassation rend un arrêt de **non lieu à statuer** si le pourvoi est devenu sans objet.
- 11 à 18 **Commission de révision des condamnations pénales**
Instituée par la loi du 23 juin 1989 cette commission composée de 5 magistrats de la cour de cassation reçoit et instruit toutes les demandes en révision. La loi prévoit qu'il suffit d'un fait nouveau ou d'un élément inconnu de la juridiction au jour du procès "de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné".
- 16 La commission après avoir procédé à toutes les investigations, saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant comme cour de révision, des demandes qui lui paraissent pouvoir être admises.
- 17 La cour de révision rejette la demande si elle l'estime mal fondée. Si au contraire elle estime la demande fondée, elle annule la condamnation et renvoie les accusés ou prévenus devant une autre juridiction de même ordre et de même degré que celle dont émane la décision annulée. S'il y a impossibilité de procéder à de nouveaux débats, elle statue elle-même au fond.
- 26 à 37 **Commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire**
La loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 prévoit l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire dans une procédure terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement. Cette indemnité est allouée par décision d'une commission qui statue souverainement.
La loi du 15 juin 2000 prévoit la notification systématique du droit à demander réparation aux personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquiescement, et élargit les conditions d'indemnisation (art. 149 CPP). Elle transfère ces contentieux aux premiers présidents des cours d'appel (lignes 19 à 25), la commission nationale près la Cour de cassation devenant une instance d'appel (lignes 26 à 37).
- 22, 29 Le taux d'indemnisation s'obtient en rapportant le nombre d'affaires indemnisées au nombre d'affaires jugées.

Sources :

- Ministère de la Justice
Rapport annuel de la Cour de cassation

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Affaires nouvelles					
1	Nombre total d'affaires nouvelles.....	9 014	8 860	8 310	8 043	7 823
◆	Affaires terminées					
2	Nombre total d'affaires terminées.....	8 720	9 581	8 814	7 985	8 129
3	Durée moyenne globale des affaires terminées.....(en mois).	5,4	4,8	4,7	4,4	4,0
4	Cassation.....	509	480	345	327	419
5	Rejet de la demande.....	6 002	5 945	2 701	2 258	2 158
6	Irrecevabilité.....	902	820	254	189	216
7	Désignation de juridiction.....	138	856	625	638	670
8	Désistement.....	430	609	514	564	476
9	Non admission.....	-	-	4 204	3 852	4 045
10	Autres décisions.....	739	871	171	157	145

Révision des condamnations pénales

Code		2000	2001	2002	2003	2004
11	Nombre de requêtes reçues par la commission de révision.....	174	180	142	136	146
12	Nombres de décisions rendues.....	162	164	185	139	132
13	Irrecevabilité.....	112	98	132	102	98
14	Rejets.....	46	58	47	33	30
15	Désistements et autres.....	1	2	3	4	2
16	Saisine de la cour de révision.....	3	6	3	0	2
17	dont annulation de la décision.....	1	1	2	2	0
18	Nombre d'affaires en cours.....	119	135	92	89	103

Indemnisation en matière de détention provisoire

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Activité des Premiers Présidents de cour d'appel en matière de réparation des détentions provisoires					
19	Nombre de requêtes reçues.....	///	597	365	336	500
20	Nombre de décisions rendues.....	///	149	444	334	447
21	– Affaires indemnisées.....	///	121	390	299	407
22	Taux d'indemnisation.....(en %)	///	81	88	90	91
23	Montants versés (en Mo Euros).....	///	1,60	5,15	2,95	5,48
24	– Rejets, irrecevabilités et autres.....	///	28	54	35	40
25	Nombre d'affaires restant à juger.....	///	447	313	278	398
◆	Commission nationale de réparation des détentions provisoires					
26	Nombre de requêtes reçues.....	236	///	///	///	///
27	Nombre de décisions rendues.....	498	///	///	///	///
28	– affaires indemnisées.....	415	///	///	///	///
29	Taux d'indemnisation.....(en %)	83	///	///	///	///
30	Montants versés (en Mo d'euros).....	4,95	///	///	///	///
31	– rejets, irrecevabilité et autres.....	83	///	///	///	///
32	Nombre de recours enregistrés.....	///	26	99	76	59
33	Nombre de décisions rendues.....	///	0	82	77	63
34	- rejet.....	///	0	42	23	12
35	- réformation totale ou partielle.....	///	0	28	42	42
36	- autres.....	///	0	12	12	9
37	Délai moyen de traitement.....(en mois)	///	///	7	7	7

Sources :

Trois sources ont été utilisés pour décrire l'action en faveur des victimes :

Les cadres du parquet pour l'activité des CIVI, le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions pour l'activité qui le concerne et les états statistiques récapitulatifs de l'activité des associations pour l'aide aux victimes.

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. Dans le cadre de l'aide aux victimes les associations interviennent à la demande des personnes elles-mêmes et en toutes matières (civil et pénal).

Code | Définitions et méthode

1 Lorsque les victimes d'infractions ne peuvent être indemnisées à un autre titre, les articles 706-3 et suivants du CPP instituent en leur faveur un mode de réparation des dommages résultant d'atteintes à la personne. Cette indemnité n'a pas le caractère de dommages-intérêts, mais est un secours apporté par l'État. Le montant de l'indemnité est fixé par la **Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)**, instituée dans le ressort de chaque tribunal de grande instance. Cette commission a le caractère d'une juridiction civile.

2 Le **Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI)** a été créé par la loi du 9 septembre 1986 pour permettre l'indemnisation des dommages corporels subis par les victimes d'attentat. Cette indemnisation repose sur une procédure de transaction dont l'initiative incombe au FGTI. En outre, depuis la loi du 6 juillet 1990, le Fonds a été substitué à l'État pour le versement des indemnités allouées par les CIVI.

20 à 38 | Le détail fourni ne concerne que les saisines du domaine pénal (ligne 19).

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations d'aide aux victimes

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre de demandes déposées auprès des Commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)	13 910	15 471	15 617	16 774	17 928
2	Nombre de dossiers ouverts auprès du Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions	13 563	14 838	14 964	16 397	16 877
3	Montants accordés par les CIVI (en Mo Euros)	147,47	147,88	159,64	217,80	249,60
4	Montants des indemnités versées par le Fonds de garantie (en Mo Euros)	148,16	176,10	185,90	188,00	209,54

Associations d'aide aux victimes

5	Nombre d'associations	149	167	168	165	162
◆ Personnes travaillant dans les associations						
6	Nombre total de personnes	1 013	1 120	1 214	1 287	1 355
7	Salariés	620	688	752	801	832
8	Bénévoles	393	432	462	486	523
◆ Financement des associations						
9	Total du financement obtenu (en Mo Euros)	9,99	11,48	15,35	16,23	17,63
10	Subventions (en Mo Euros)	9,91	11,41	15,30	16,15	17,58
11	Ministère de la Justice	2,80	3,27	4,65	4,74	5,80
12	Autres ministères	0,57	0,56	0,56	0,72	0,94
13	Collectivités territoriales	2,52	3,10	4,07	4,40	4,81
14	Politique de la ville	2,47	2,90	3,34	4,00	3,69
15	Autres subventions	1,55	1,58	2,68	2,29	2,33
16	Cotisations et dons (en Mo Euros)	0,07	0,07	0,05	0,08	0,05
◆ Activité des associations						
17	Nombre total de saisines	176 158	204 976	229 463	242 351	253 174
Domaine des faits						
18	Civil	71 041	75 407	81 527	80 630	83 737
19	Pénal	105 117	129 569	147 936	161 721	169 437
Traitement des saisines						
20	Orientation vers un tiers	12 364	15 034	13 688	14 059	11 783
21	Aide immédiate et ponctuelle	40 036	47 912	57 968	57 808	62 373
22	Suivi de la victime	49 919	63 053	72 754	87 056	93 989
23	Autre	2 798	3 570	3 526	2 798	1 292
◆ Suivi des victimes dans le domaine pénal (analyse sur les dossiers ouverts dans l'année)						
Nature de l'infraction subie						
24	Atteintes aux personnes	28 072	34 546	40 227	50 907	55 943
25	dont : coups et blessures volontaires	13 055	16 210	19 281	24 266	24 926
26	viols et agressions sexuelles	5 562	6 896	8 220	9 695	12 008
27	menaces et injures	2 549	3 385	4 197	5 523	5 618
28	Atteintes aux biens	13 311	18 009	20 785	23 015	24 226
29	dont : vols simples ou aggravés	5 797	7 832	9 322	10 521	10 356
30	abus de confiance, escroquerie	3 320	4 067	4 128	4 523	5 583
31	destructions et dégradations	2 847	4 327	5 169	5 148	5 438
32	Accidents de la circulation	6 847	8 238	9 467	10 622	10 962
33	Autres infractions	1 689	2 260	2 275	2 512	2 858
Ancienneté des faits						
34	Moins de 1 mois	13 953	20 413	23 222	31 859	36 133
35	De 1 à 3 mois	10 537	13 304	13 369	16 972	18 302
36	De 3 mois à 1 an	12 841	15 086	17 349	18 649	19 288
37	Plus de 1 an	12 274	14 250	15 663	18 667	20 266
38	Non déclarée	314	0	3 151	909	0

Condamnations inscrites au Casier judiciaire national

Source

Les statistiques présentées dans ce chapitre sont relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5^e classe. Elles sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations figurant dans le Casier judiciaire national. Seul le Casier judiciaire permet à ce jour de connaître précisément le contenu infractionnel des condamnations prononcées par les juges, le type de procédure, la nature, la durée ou le montant des peines, ainsi que les caractéristiques d'âge, de sexe et de nationalité des personnes condamnées.

Les acquittements et les relaxes ne sont pas portés au Casier judiciaire, ainsi que les contraventions des quatre premières classes sauf lorsqu'elles ont été sanctionnées d'une mesure d'interdiction de déchéance ou d'incapacité.

En raison des délais de signification, d'appel et de transmission par les juridictions au Casier judiciaire national, les statistiques des condamnations prononcées en 2004 sont des données provisoires, estimées au bout de 19 mois de collecte. Les statistiques définitives sur les condamnations de 2004 seront présentées dans la prochaine édition de l'Annuaire Statistique de la Justice, à côté des statistiques provisoires sur les condamnations de 2005.

Champ et méthode

Conformément à l'article R 66 du Code de procédure pénale, le Casier judiciaire national reçoit les fiches afférentes aux décisions définitives et rendues contradictoirement. En cas de décisions par défaut non signifiées à personne et non suivies d'opposition, la fiche est inscrite au casier, bien que l'opposition reste recevable (en vertu de l'article 492 du Code de procédure pénale) jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine.

L'unité de compte de base est la décision rendue à l'encontre d'une personne par une autorité judiciaire. Cette décision peut être motivée par une ou plusieurs infractions, et comporter une ou plusieurs peines et mesures. Cette unité ne doit pas être confondue avec "l'affaire", dans laquelle peuvent être impliquées plusieurs personnes, et qui peut se terminer par plusieurs mesures (ou peines) par personne.

L'approche statistique doit retenir des conventions pour traiter les condamnations qui concernent des infractions (ou des peines) multiples.

La pluralité d'infractions, ou "concours d'infractions", implique qu'une même condamnation sanctionne plusieurs faits distincts, qui ne peuvent pas alors être rassemblés dans une qualification unique.

Pour sanctionner ce type d'association d'infractions, le droit a édicté le principe du non-cumul des peines (art. 132-3 du CP) : sauf pour quelques rares exceptions, en cas de pluralité d'infractions (crimes et délits uniquement), le juge ne peut infliger des peines distinctes pour chacune des infractions faisant l'objet d'une même poursuite. Une seule peine est prononcée, dans la limite du maximum légal le plus élevé ; elle est "réputée commune" à toutes les infractions en concours. Seules les peines d'amendes afférentes aux contraventions peuvent s'additionner entre elles et avec celles encourues pour les délits éventuellement poursuivis en concours.

La règle du non-cumul s'applique aux peines principales et complémentaires ; elle exclut les amendes fiscales et les peines complémentaires.

Selon la règle du non-cumul, si une condamnation s'applique par exemple à trois infractions et comporte trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une des trois à chaque infraction.

La prise en compte de l'ensemble de ce qui constitue une condamnation soulève donc quelques difficultés d'analyse. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts "d'infraction principale" et de "peine principale" :

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

Définitions

Nature de l'infraction

Le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.

Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine

Le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Mais le juge dispose en fait d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Les peines privatives de liberté :

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale.

À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires.

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révoquant en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du CP : La loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

L'amende : C'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5^e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : Lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures (art. 131-8 du CP).

La dispense de peine : Le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : Les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation ; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquant ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

Les peines complémentaires : Certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

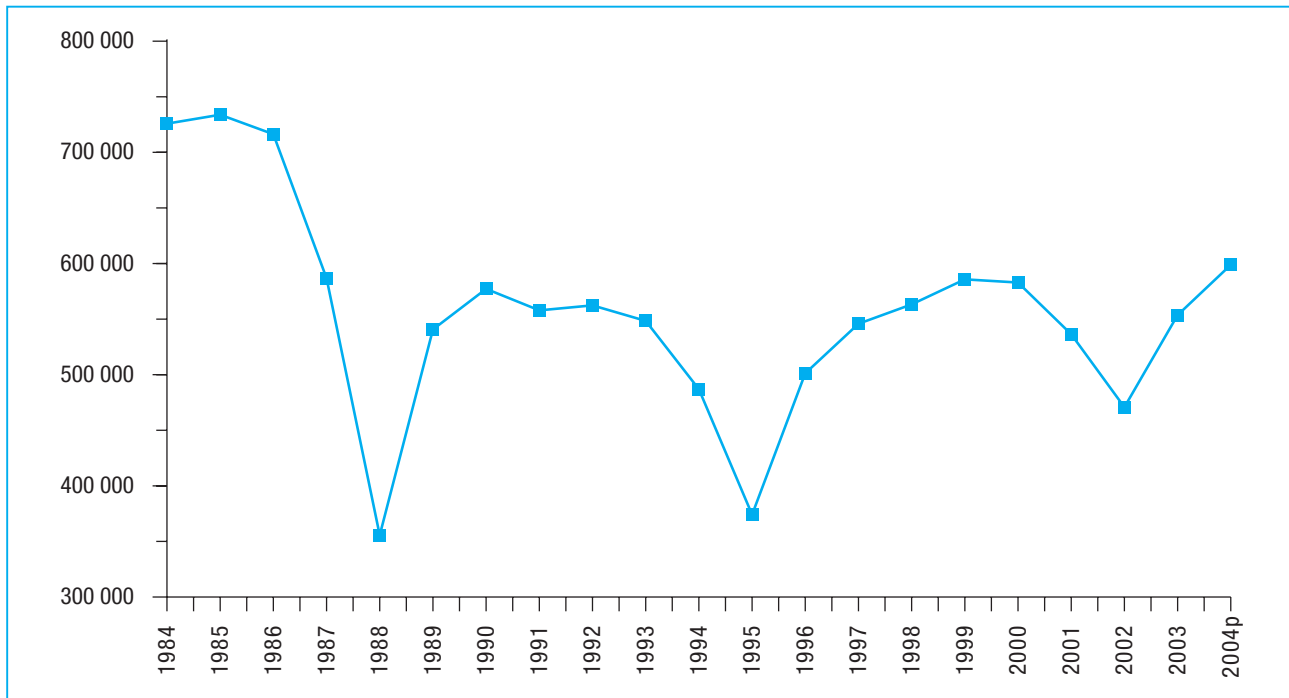
Comparabilité des séries d'une année sur l'autre

Au cours du temps, des modifications législatives transforment le champ d'intervention des juridictions pénales.

■ Ainsi le bilan des condamnations inscrites de 1984 à 1993 indique une diminution de l'ordre de 20% de l'activité pénale des juridictions, mais cette baisse ne doit pas être considérée comme un indicateur pertinent de l'évolution de l'ensemble de l'activité judiciaire pénale. Elle résulte en effet de la dépénalisation de certaines infractions, qui a pour conséquence de transférer la sanction des juridictions vers d'autres organismes, comme la Banque de France pour les chèques, et la RATP pour les filouteries de transport.

En 1986, le défaut d'assurance est décorrectionnalisé et devient une contravention de 5^e classe. Le défaut de carte grise est dépénalisé.

Condamnations prononcées de 1984 à 2004.



■ La loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (art. 769-2 du Code de procédure pénale) fixe des dispositions nouvelles en matière d'inscription (ou de maintien) au casier judiciaire des condamnations de mineurs. Cette loi a été mise en application avec le nouveau Code pénal au 1^{er} janvier 1994 et a pour conséquence une importante baisse mécanique de ces inscriptions, qui affecte un peu la comparaison de l'année 1993 aux précédentes pour l'ensemble des condamnations (environ -1,5%). Son effet global est plus sensible en 1994, avec une diminution de 3,5% par rapport à 1993.

■ **L'entrée en vigueur du nouveau Code pénal** produit des effets mécaniques directs (par exemple la suppression de la peine d'emprisonnement pour les contraventions), dont l'impact est difficile à apprécier précisément, ne serait-ce que parce que s'y ajoutent des effets indirects, comme celui de l'ouverture de l'éventail des peines. On peut d'ores et déjà mettre en garde contre une comparaison immédiate de l'année 1994 aux précédentes en ce qui concerne les caractéristiques suivantes des condamnations :

Nature de l'infraction : le Code pénal a pris en compte de nouvelles infractions comme la "mise en danger d'autrui", le "harcèlement sexuel", "l'agression téléphonique" et les "agressions sonores".

Il a requalifié certaines infractions, comme les "destructions ou détériorations d'un bien d'autrui", désormais distinguées selon la gravité de la détérioration, les "vols avec violence" qualifiés différemment selon qu'ils ont ou non entraîné une incapacité de travail.

Il a aggravé des infractions, comme certains "trafics de stupéfiants" ou "actes de torture et de barbarie", désormais qualifiés "crimes".

D'une manière générale, les nouvelles dispositions du Code insistent sur l'individualisation de la sanction pénale.

Ces dispositions donnent au juge des possibilités accrues pour prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, ou même à l'amende, comme les mesures privatives ou restrictives de droits (art.131-6 et 131-14).

L'emprisonnement en matière contraventionnelle est supprimé (art. 131-12), sauf dans quelques rares exceptions (e.g. contraventions douanières)

Le plafond de la peine d'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (cinq ans auparavant, art. 40 ancien Code pénal). Parallèlement, la peine minimum de réclusion criminelle à temps passe de cinq à dix ans, et la peine plafond à trente ans (vingt ans auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans, qui étaient majoritairement des peines de réclusion criminelle dans l'ancien Code pénal, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4).

Des modifications "automatiques" dans la structure et le quantum des peines en résultent :

- diminution des peines de réclusion criminelle (série 10 page 147) et augmentation du quantum moyen pour les crimes.
- augmentation de la part des peines de substitution (série 5 page 151) pour les délits.
- disparition des peines d'emprisonnement (série 19 page 153) pour les contraventions.

■ Les amnisties présidentielles de 1995 et 2002 ont entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995 et 2002. Compte-tenu des délais de transmission (50% des condamnations sont inscrites au bout d'un an, 90% au bout de 19 mois), une partie des condamnations prononcées en 1994 et 2001 a également été touchée par la loi d'amnistie. Celles-ci sont arrivées au Casier judiciaire après la promulgation des dites lois, et n'ont donc pas été inscrites. Les données 1996 sont également touchées pour des faits commis avant la loi et sanctionnés en 1996.

Un chiffrage de l'impact des amnisties est difficile à réaliser. Tout au plus peut-on signaler que les conséquences en sont relativement plus fortes sur :

- a/ les mineurs : les admonestations et les remises à parent seront pour eux systématiquement amnistiées ;
- b/ la structure par nature de peine : les peines de substitution et les amendes sont plus touchées que les autres ;
- c/ la structure par durée de peines privatives de liberté et la durée moyenne d'emprisonnement ferme : l'amnistie touche surtout les durées courtes ;
- d/ le montant moyen des amendes qui est en forte augmentation du fait de l'amnistie ;
- e/ les natures d'infraction amnistiées par la loi : délits commis à l'occasion de conflits du travail, de conflits liés à l'enseignement, de conflits de caractère industriel, élections, liberté de presse, service national et les contraventions de cinquième classe.

■ Une nouvelle contravention relative à la sécurité routière a été créée à compter de 2001 : l'excès de vitesse d'au moins 50 Km/h. La récidive est un délit.

■ Par ailleurs, le défaut d'assurance et la conduite sans permis deviennent des délits à partir de 2004.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire (cf. pages 141 à 143). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crime prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de août 2002 (cf. page 145)

- 2 à 8** | **Nature de l'infraction :** cf. définitions page 142.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions).
Les infractions criminelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
- 4** | **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ...
- 6** | Sont compris dans **les atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions, dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des infirmités permanentes ou des morts.
- 8** | **Les autres crimes** recouvrent des actes de forfaitures (détournement de fonds par depositaire public), des abus de confiance par officier ministériel, des faux en écriture publique ou authentique et les atteintes à la sûreté publique.
- 9 à 24** | **Nature de la peine :** cf. définitions pages 142 et 143.
- La loi punit les crimes de peines de réclusion perpétuelle ou à temps (10 à 30 ans de privation de liberté).
La détention criminelle et le bannissement sont des peines politiques qui ne se rencontrent plus.
La tentative de crime est punie comme le crime consommé ; la complicité est également punissable en matière de crime.
Outre la considération des circonstances atténuantes, les juges disposent de la faculté discrétionnaire d'atténuer la peine encourue : la peine peut être réduite jusqu'à deux ans d'emprisonnement si le crime est passible d'une réclusion perpétuelle, et jusqu'à un an si le crime est passible d'emprisonnement à temps (art. 132-18 du CP).
Cependant, quand la juridiction inflige ainsi une peine à temps, elle peut y ajouter une amende (jusqu'à 15 000 Euros), la dégradation civique (de 5 à 10 ans), et l'interdiction de séjour (de 5 à 20 ans).
La nature de l'infraction ne change pas par l'atténuation de la peine : elle dépend de la peine que la loi prévoit, et non de celle que le juge applique.
La principale cause d'aggravation de la peine est la récidive, qui n'existe en matière criminelle que si la première infraction a été sanctionnée par une peine criminelle, et si la seconde encourt également une peine criminelle (et non correctionnelle).
La majoration de pénalité consistera à prendre pour maximum de la peine aggravée le double du maximum de la peine normale si la peine encourue est une peine afflictive ou infamante.
- 10** | Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal (1^{er} mars 1994), la peine minimum en matière de réclusion criminelle à temps est passée de cinq à dix ans et la peine plafond à 30 ans (20 auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans prononcées pour crime, qui étaient des peines de réclusion criminelle avant le 1^{er} mars 1994, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4 du CP).
- 12 à 18** | **Les durées des peines privatives de liberté** sont fournies globalement pour les réclusions et les emprisonnements. Il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.
- 27 à 34** | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour crimes	3 035	3 114	3 057	3 149	3 264
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes à la personne	2 354	2 420	2 414	2 501	2 551
3	Homicides volontaires.....	461	483	513	483	492
4	Coups et violences volontaires.....	270	281	319	308	315
5	Viols.....	1 623	1 656	1 582	1 710	1 744
6	Atteintes aux biens	615	628	579	553	641
7	Infractions à la législation sur les stupéfiants	37	27	22	51	31
8	Autres crimes	29	39	42	44	41
◆	Nature de la peine					
9	Peines privatives de liberté	3 013	3 086	3 030	3 120	3 238
10	dont réclusion criminelle.....	1 179	1 247	1 305	1 197	1 198
11	Fermes ou assorties d'un sursis partiel.....	2 766	2 835	2 756	2 811	2 881
12	Moins d'un an.....	137	146	117	122	123
13	1 an à moins de 3 ans.....	245	256	222	259	283
14	3 ans à moins de 5 ans.....	235	242	203	246	250
15	5 ans à moins de 10 ans.....	891	877	846	905	949
16	10 ans à moins de 20 ans.....	1 043	1 069	1 121	1 094	1 103
17	20 ans et plus (sans perpétuité).....	189	215	215	164	151
18	Perpétuité.....	26	30	32	21	22
19	<i>Durée moyenne de la partie ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	<i>107,8</i>	<i>108,8</i>	<i>114,8</i>	<i>106,6</i>	<i>104,5</i>
20	Assorties d'un sursis total.....	247	251	274	309	357
21	Sursis simple.....	98	83	122	110	150
22	Sursis avec mise à l'épreuve.....	148	163	151	199	207
23	Avec travail d'intérêt général.....	1	5	1	0	0
24	Autres décisions	22	28	27	29	26
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes.....	2 852	2 959	2 885	2 996	3 091
26	Femmes.....	183	155	172	153	173
	Âge des condamnés					
27	Moins de 16 ans.....	236	262	263	324	376
28	De 16 ans à moins de 18 ans.....	323	369	235	235	250
29	De 18 ans à moins de 20 ans.....	123	118	190	250	250
30	De 20 ans à moins de 25 ans.....	432	429	492	545	506
31	De 25 ans à moins de 30 ans.....	429	418	437	399	454
32	De 30 ans à moins de 40 ans.....	827	827	787	756	750
33	De 40 ans à moins de 60 ans.....	596	619	588	548	608
34	60 ans et plus.....	69	72	65	92	70
	Nationalité des condamnés					
35	Français	2 606	2 694	2 606	2 686	2 766
36	Étrangers	324	342	379	368	376
37	UE.....	45	55	58	58	80
38	Portugal.....	17	22	30	31	25
39	Espagne.....	6	7	6	5	9
40	Italie.....	11	12	9	5	6
41	Autres.....	11	14	13	17	40
42	Europe hors UE.....	37	43	47	27	33
43	Turquie.....	16	28	24	18	9
44	Autres.....	21	15	23	9	24
45	Maghreb.....	162	148	163	170	161
46	Algérie.....	77	74	83	84	68
47	Maroc.....	55	49	58	67	73
48	Tunisie.....	30	25	22	19	20
49	Afrique francophone hors Maghreb.....	32	38	42	51	41
50	Afrique non francophone.....	4	13	11	5	6
51	Asie, Océanie.....	19	15	25	23	18
52	Amérique.....	25	30	33	34	37
53	Non déclarés	105	78	72	95	122

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire (cf. pages 141 à 143). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour délit prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002 (cf. page 145)

- 2 à 34** | **Nature de l'infraction** : cf. définitions page 142.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple).
Les infractions délictueuses présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
- 7** | **Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation routière sont prises en compte dans les atteintes aux personnes, avec les homicides et blessures involontaires.
- 10** | **L'émission de chèques sans provision** a été dépénalisée à partir de 1992 ; elle relève désormais du ressort de la Banque de France.
- 16 à 22** | **Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière et travail). On y trouve également les atteintes sexuelles (agressions sexuelles, exhibitions sexuelles, proxénétisme).
L'**ITT** mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction et sa qualification en délit ou contravention.
- 22** | **Les autres atteintes à la personne** concernent les atteintes à la vie privée, les violations de domiciles, les menaces, la diffamation, la discrimination, la non-assistance à personne en danger, la détention et la séquestration.
- 25** | Les autres **infractions à la santé publique** comprennent notamment les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses...
- 30** | **Les autres atteintes à la sûreté publique** comprennent notamment les infractions à la législation sur les télécommunications et sur les jeux de hasard, le vagabondage et la mendicité, les associations de malfaiteurs...
- 35 à 47** | **Nature de la peine** : cf. définitions pages 142 et 143.
Les délits sont les infractions que la loi punit de peines correctionnelles.
Celles-ci sont : l'emprisonnement à temps, l'amende, les jours-amende, le travail d'intérêt général, les peines privatives ou restrictives de droits prévues à l'article 131-6 du CP, les peines complémentaires prévues par l'article 131-10 du CP, et l'interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille.
Le Nouveau Code pénal prévoit une peine d'emprisonnement pouvant atteindre dix ans, sauf dans les cas où la loi détermine d'autres limites (récidive).
Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'emprisonnement, le juge peut prononcer une peine pour une durée inférieure à celle encourue (art. 137-19 du CP). De plus le juge ne peut prononcer une peine d'emprisonnement sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine (art. 132-19 du CP). Le juge peut également prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, telles que les jours-amende (art. 131-5 du CP), le travail d'intérêt général (art. 131-8 du CP), les peines privatives ou restrictives de droits (suspension du permis de conduire, annulation du permis de conduire, interdiction de conduire, confiscation ou interdiction d'une arme, retrait du permis de chasse, interdiction d'exercer une activité professionnelle - art. 131-6 du CP).
Pour les amendes, le montant est déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction, ainsi que des ressources des prévenus, dans les limites fixées par la loi.
- 35 à 42** | Durée des peines d'emprisonnement : cf. définition 12 à 18, page 146.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour délits.....	446 815	414 175	376 115	434 089	485 847
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes aux biens	148 308	134 289	107 288	132 892	145 113
3	Vols - recels	116 892	105 612	83 665	104 138	194 161
4	Escroqueries - abus de confiance	14 271	13 179	10 673	12 974	14 205
5	Destructions - dégradations.....	17 145	15 498	12 950	15 780	17 478
6	Infractions à la circulation routière et aux transports.....	133 412	127 937	126 255	139 127	162 478
7	Circulation routière.....	130 417	125 615	123 939	136 762	159 219
8	Transports.....	2 995	2 322	2 316	2 365	3 259
9	Infractions à la législation économique et financière	19 830	17 184	15 266	14 504	15 339
10	Chèques	3 360	2 963	1 866	2 300	2 841
11	Travail et sécurité sociale	7 915	6 262	6 088	5 683	5 724
12	Fraudes et contrefaçons	1 957	1 738	1 585	1 399	1 402
13	Législation sur la concurrence, les prix.....	2 435	2 133	1 611	1 634	1 664
14	Législation sur les sociétés.....	1 618	1 539	1 424	1 232	1 348
15	Atteintes aux finances publiques	2 545	2 549	2 692	2 256	2 360
16	Atteintes à la personne	76 815	71 012	62 707	73 239	84 392
17	Coups et blessures volontaires.....	42 284	39 447	32 692	40 321	45 913
18	Homicides involontaires.....	2 331	2 089	2 073	2 000	1 881
19	Blessures involontaires.....	8 292	7 390	7 265	6 908	9 211
20	Atteintes à la famille.....	6 852	6 082	5 323	5 390	5 890
21	Atteintes sexuelles.....	8 584	8 134	8 613	9 385	10 418
22	Autres atteintes à la personne	8 472	7 870	6 741	9 235	11 079
23	Atteintes à la santé	23 544	21 636	22 111	28 698	31 905
24	Infractions sur les stupéfiants	22 831	21 203	21 777	14 604	31 497
25	Autres infractions à la santé publique.....	713	433	334	382	408
26	Atteintes à la sûreté publique.....	14 280	13 076	13 114	14 222	13 281
27	Police des étrangers - nomades	5 636	5 528	6 462	7 337	6 225
28	Commerce et transport d'armes	5 969	5 389	5 455	5 433	5 241
29	Infractions militaires	1 666	1 274	436	559	928
30	Autres atteintes à la sûreté publique	1 009	885	761	893	887
31	Atteintes à l'ordre public général.....	8 697	8 013	6 825	7 402	7 958
32	Faux en écriture publique ou privée	4 308	4 109	4 169	4 373	4 590
33	Atteinte à l'environnement	4 389	3 904	2 656	3 029	3 368
34	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire.....	21 929	21 028	22 549	24 005	25 381
◆	Nature de la peine					
35	Emprisonnement	281 166	262 551	250 476	296 179	311 439
36	Ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	97 203	93 392	94 948	105 910	111 713
37	Moins de 3 mois	33 032	28 931	23 958	29 612	33 519
38	3 mois à moins de 6 mois.....	29 368	29 687	30 682	32 893	34 585
39	6 mois à moins d'un an.....	19 441	19 820	23 199	23 906	23 638
40	1 an à moins de 3 ans	11 852	11 738	13 600	14 972	15 443
41	3 ans à moins de 5 ans	2 361	2 217	2 493	3 223	3 154
42	5 ans et plus	1 149	999	1 016	1 304	1 374
43	<i>Durée moyenne de la partie ferme</i> (en mois)	6,8	6,8	7,4	7,5	7,3
44	Assorti d'un sursis total.....	183 963	169 159	155 528	190 269	199 726
45	Sursis simple	127 573	115 136	102 000	132 078	136 756
46	Sursis avec mise à l'épreuve	46 200	45 054	44 611	49 369	52 915
47	Avec travail d'intérêt général	10 190	8 969	8 917	8 822	10 055

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

1 à 15 | **Nature de la peine** : cf. définitions pages 142 et 143.

3 | **Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

18 à 25 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
◆	Nature de la peine (fin)					
1	Amende	84 473	74 832	63 151	72 524	101 029
2	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	73 428	66 033	57 363	65 387	92 508
3	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i>(en Euros)	964	1 015	1 565	849	734
4	Assortie d'un sursis total.....	11 045	8 799	5 788	7 137	8 521
5	Peine de substitution	53 635	50 161	43 672	44 272	46 487
6	Suspension du permis de conduire	24 462	22 327	18 904	16 820	15 881
7	Interdiction du permis de conduire.....	3 182	2 903	2 582	2 262	2 133
8	Travail d'intérêt général	10 200	8 576	8 350	9 059	10 225
9	Jours-amende.....	12 453	13 536	10 860	12 657	15 276
10	Interdiction du territoire français	1 200	1 114	1 528	1 957	1 161
11	Interdiction d'émettre des chèques.....	85	38	12	29	24
12	Autres	2 053	1 667	1 436	1 488	1 787
13	Mesure éducative	19 641	19 655	14 570	15 940	20 728
14	dont admonestation	13 328	13 168	9 966	10 665	13 643
15	Dispense de peine	7 900	6 976	4 246	5 174	6 164
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
16	Hommes	405 347	376 811	344 721	394 534	440 191
17	Femmes.....	41 468	37 364	31 394	39 555	45 656
	Âge des condamnés					
18	Moins de 16 ans	16 957	17 313	12 829	15 066	21 682
19	De 16 ans à moins de 18 ans	19 480	18 923	15 395	15 952	19 459
20	De 18 ans à moins de 20 ans	40 234	36 812	32 660	43 162	52 546
21	De 20 ans à moins de 25 ans	92 890	88 084	80 415	94 173	103 810
22	De 25 ans à moins de 30 ans	65 740	59 738	54 095	61 298	67 709
23	De 30 ans à moins de 40 ans	101 462	92 027	85 824	98 486	107 628
24	De 40 ans à moins de 60 ans	99 620	91 686	86 070	95 992	102 737
25	60 ans et plus	10 432	9 592	8 827	9 960	10 276
	Nationalité des condamnés					
26	Français	377 765	350 941	314 610	359 908	403 433
27	Étrangers	55 120	51 685	50 337	61 158	65 748
28	UE	10 881	9 363	8 385	9 488	12 383
29	Portugal	4 774	4 202	3 618	4 204	4 387
30	Espagne	1 328	1 120	1 052	1 085	1 202
31	Italie	1 509	1 268	1 156	1 212	1 440
32	Autres	3 270	2 773	2 559	2 987	5 354
33	Europe hors UE	7 932	8 590	8 982	13 064	12 518
34	Turquie	2 974	2 669	2 364	2 756	3 344
35	Autres	4 958	5 921	6 618	10 308	9 174
36	Maghreb.....	23 788	21 976	20 485	23 210	24 740
37	Algérie	10 763	10 057	9 446	10 558	10 913
38	Maroc.....	9 768	8 891	8 175	9 434	10 097
39	Tunisie	3 257	3 028	2 864	3 218	3 730
40	Afrique francophone hors Maghreb	6 440	6 124	6 366	7 942	8 334
41	Afrique non francophone	1 657	1 447	1 563	1 937	2 154
42	Asie, Océanie	2 700	2 380	2 571	3 021	3 224
43	Amérique	1 722	1 805	1 985	2 496	2 395
44	Non déclarés	13 930	11 549	11 168	13 023	16 666

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire (cf. pages 141 à 143). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour contravention de 5e classe prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002 (cf. page 145)

2 à 18 | Nature de l'infraction : cf. définitions page 142.

Les infractions contraventionnelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.

5 à 9 | Les atteintes à la personne regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière ou travail). L'ITT mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction, et sa qualification délit ou contravention.

Jusqu'en janvier 2002, les atteintes aux mœurs comprenaient exclusivement les infractions en matière de racolage [cf. ligne 19, p. 166]

9 | Les autres atteintes à la personne comprennent notamment les infractions suivantes : diffamation et injures par correspondance, violation de sépulture, bigamie, abandon pécuniaire de la famille, atteintes au statut juridique de l'enfant, atteintes à l'éducation de l'enfant ...

13 | Ce poste regroupe principalement les infractions en matière de non-respect des règles relatives à l'information des consommateurs.

14 | Ce poste regroupe les infractions en matière d'entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.

16 | Ce poste comprend notamment les infractions en matière de détention d'appareil radio-électrique d'émission.

19 à 30 | Nature de la peine : cf. définitions pages 142 et 143.

Les contraventions sont réprimées par la loi de peines de police.

Les peines encourues sont l'amende et les peines privatives ou restrictives de droit prévues par l'article 131-14 du Code pénal.

Pour certaines infractions qui relèvent du Code des douanes, l'emprisonnement est encourue pour une contravention de 5^e classe (Art. 413 bis du Code des douanes).

Ces peines ne sont pas exclusives d'une ou plusieurs peines complémentaires prévues par les articles 131-16 et 131-17 du Code pénal.

Les contraventions sont divisées en cinq classes selon la gravité de la peine encourue. Les contraventions de 5^e classe, présentées ici, encourrent les peines les plus graves : une amende de 1 500 Euros au plus. En cas de récidive, une amende de 3 000 Euros au plus peut être prononcée.

La récidive en matière de police, et plus particulièrement en matière de contraventions de 5e classe, est effective si la personne a déjà été condamnée pour une contravention de 5^e classe (ni un crime, ni un délit) dans les 12 mois précédant la date de l'infraction.

24 | Montant moyen de la partie ferme : cf. définition 3, page 150

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour contravention de 5^e classe	133 073	119 088	91 553	116 369	109 693
◆	Nature de l'infraction					
2	Infractions à la circulation routière et aux transports.....	93 756	83 931	70 166	89 324	80 324
3	Circulation routière.....	81 919	73 880	61 658	77 951	66 716
4	Transports.....	11 837	10 051	8 508	11 373	13 608
5	Atteintes à la personne	23 844	21 941	15 668	17 555	15 336
6	Blessures involontaires.....	12 011	11 330	10 666	9 683	3 970
7	Coups et violences volontaires (avec ITT ≤ 8 jours).....	11 201	10 052	4 709	7 515	11 050
8	Atteintes aux mœurs.....	321	264	187	181	4
9	Autres atteintes à la personne	311	295	106	176	312
10	Atteintes à l'environnement.....	4 545	3 620	1 693	3 003	3 882
11	Atteintes à la législation économique	6 129	5 183	1 947	3 027	4 945
12	Travail et sécurité sociale	1 614	1 408	417	646	888
13	Atteintes à l'ordre économique	4 515	3 775	1 530	2 381	4 057
14	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire.....	15	28	5	11	9
15	Atteintes aux biens.....	4 537	4 133	1 846	3 005	4 757
16	Atteintes à la sûreté publique.....	228	246	225	432	431
17	Atteintes à la santé	16	6	2	11	8
18	Autres contraventions de 5^e classe	3	0	1	1	1
◆	Nature de la peine					
19	Emprisonnement	3	1	0	2	1
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	3	0	0	0	0
21	Assorti d'un sursis total.....	0	1	0	2	1
22	Amende.....	120 734	109 281	84 982	109 170	104 290
23	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	116 363	105 803	83 123	107 016	101 688
24	Montant moyen de l'amende ferme..... (en Euros)	356	359	364	379	385
25	Assortie d'un sursis total.....	4 371	3 478	1 859	2 154	2 602
26	Peine de substitution	10 116	7 918	5 381	5 857	3 619
27	dont suspension du permis de conduire.....	8 857	6 878	4 737	5 005	2 695
28	Mesure éducative.....	884	794	581	670	921
29	dont admonestation	740	574	430	482	653
30	Dispense de peine	1 336	1 094	609	653	653

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | **Définitions et méthode**

3 à 10 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	118 497	105 972	81 982	104 510	99 484
2	Femmes	14 576	13 116	9 571	11 859	10 209
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	564	476	291	378	653
4	De 16 ans à moins de 18 ans	610	585	439	463	622
5	De 18 ans à moins de 20 ans	7 389	7 060	5 829	8 503	9 350
6	De 20 ans à moins de 25 ans	26 472	25 195	20 309	26 799	23 832
7	De 25 ans à moins de 30 ans	22 405	19 720	14 570	18 336	16 483
8	De 30 ans à moins de 40 ans	33 553	29 203	22 112	27 972	26 374
9	De 40 ans à moins de 60 ans	36 491	32 061	24 054	29 428	28 788
10	60 ans et plus	5 589	4 788	3 952	4 490	3 591
	Nationalité des condamnés					
11	Français	94 059	85 201	66 220	81 969	75 887
12	Étrangers	16 418	14 346	10 805	14 416	15 012
13	UE	7 159	6 074	4 945	5 625	6 059
14	Portugal	1 224	1 187	888	1 137	1 064
15	Espagne	1 305	1 083	765	820	794
16	Italie	956	842	701	803	762
17	Autres	3 674	2 962	2 591	2 865	3 439
18	Europe hors UE	2 379	2 086	1 767	2 742	2 458
19	Turquie	1 374	1 123	860	1 274	1 196
20	Autres	1 005	963	907	1 468	1 262
21	Maghreb	4 541	3 939	2 598	3 713	3 746
22	Algérie	1 978	1 723	1 126	1 599	1 634
23	Maroc	1 878	1 599	1 084	1 496	1 468
24	Tunisie	685	617	388	618	644
25	Afrique francophone hors Maghreb	1 387	1 325	877	1 470	1 647
26	Afrique non francophone	244	216	149	240	225
27	Asie, Océanie	470	442	279	346	424
28	Amérique	238	264	190	280	453
29	Non déclarés	22 596	19 541	14 528	19 984	18 794

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations pour crimes, délits et contraventions de 5^e classe inscrites au Casier Judiciaire.(cf p 141)

Pour mettre en relation l'infraction sanctionnée et la peine prononcée dans une condamnation l'approche statistique oblige à ne considérer que l'infraction principale et la peine principale (cf pages 147 à 202). Il est cependant possible de rendre compte de l'ensemble des peines prononcées dans une condamnation c'est à dire à la fois la peine principale et les autres peines qui l'accompagnent. C'est cet ensemble qui constitue la réponse de l'institution judiciaire à l'infraction commise.

Définitions et méthode

- 1 à 10 | Une même condamnation peut comporter plusieurs peines, même lorsqu'elle ne sanctionne qu'une seule infraction. C'est l'ensemble de ces peines qui est présenté ici selon qu'elles sont prononcées à titre principal (lignes 2 à 6) ou en accompagnement d'une autre peine appelée « peine associée » (lignes 7 à 10).
- 10 | Dans de rares cas, la règle du non cumul des peines souffre une exception et plusieurs peines d'emprisonnement peuvent être prononcées : évasion (art 434-31 du CP), usurpation de nom (art 434-23 du CP) et rébellion de détenu (art 433-9 du CP).
- 11 | Il s'agit de l'ensemble des peines d'amende prononcées à titre principal ou « associées » à une autre peine.
- 12 | Le montant global d'amende prononcé est exprimé en millions d'euros. Il s'agit des seules amendes fermes.
- 15 à 21 | Il s'agit de la répartition de l'ensemble des amendes prononcées (ligne 11) selon la nature de l'infraction sanctionnée.
- 22 à 24 | Il s'agit de la répartition des amendes associées selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.
- 26 à 35 | Les condamnations peuvent comporter des mesures qui ont pour objet l'interdiction, la déchéance, l'incapacité ou le retrait d'un droit, l'immobilisation ou la confiscation d'un objet, la fermeture d'un établissement et l'affichage de la décision (art 131-10 du CP, art 131-16 du CP). Ces mesures peuvent être prononcées à titre principal (art 131-11 et 131-18 du CP) ou à titre complémentaire.
- 36 à 39 | Il s'agit de la répartition des mesures complémentaires (ligne 8) selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003	2004 ^P
	Crimes, délits et contraventions de 5^e classe					
◆ 1	Toutes peines prononcées dans les condamnations	838 007	777 616	702 747	821 046	862 191
2	À titre de peine principale (= nombre de condamnations)	582 923	536 377	470 725	553 607	598 804
3	Peine d'emprisonnement	284 182	265 638	253 506	299 301	314 678
4	Peine d'amende	205 207	184 113	148 133	181 694	205 320
5	Peine de substitution ou mesure éducative	84 298	78 556	64 231	66 767	71 779
6	Dispense de peine	9 236	8 070	4 855	5 845	7 027
7	À titre de peine "associée" en accompagnement d'une autre peine	255 084	241 239	232 022	267 439	263 387
8	Mesures complémentaires	172 285	163 233	159 778	179 014	180 005
9	Amendes	82 140	77 323	71 467	87 472	81 911
10	Autres peines (emprisonnement...)	659	683	777	953	1 471
◆ 11	Toutes peines d'amende (principale ou associée)	287 347	261 436	219 600	269 166	287 231
12	Montant global ferme (en millions d'euros)	112,2	105,0	120,0	96,1	107,1
13	Montant moyen (en euros)	591	611	855	557	552
14	10% des amendes sont d'un montant supérieur à (en euros)	915	915	1 300	1 000	1 000
15	Toutes peines d'amende par type d'infraction	287 347	261 436	219 600	269 166	287 231
	Dont :					
16	Circulation routière	147 109	138 533	125 315	156 328	161 844
17	Atteintes aux biens	33 089	28 944	19 258	25 580	28 209
18	Atteintes aux personnes	38 197	34 965	26 251	30 076	31 589
19	Atteintes à l'ordre économique	20 042	16 882	12 098	12 944	15 484
20	ILS (Infractions à la législation sur les stupéfiants)	6 572	6 419	6 234	8 363	9 612
21	Peine principale associée à une amende	82 140	77 323	71 467	87 472	81 911
22	Peine d'emprisonnement	62 733	59 318	58 914	70 220	65 267
23	Peine d'amende	14 442	13 460	8 919	13 290	13 518
24	Autre peine (mesure de substitution)	4 965	4 545	3 634	3 962	3 126
◆ 25	Toutes mesures de substitution ou complémentaire	256 583	241 789	224 009	245 781	251 784
26	Interdiction du territoire français	6 894	6 916	8 355	9 583	7 652
27	Suspension du permis de conduire	148 413	139 207	129 459	141 034	137 783
28	Interdiction du permis de conduire	23 592	23 679	24 916	28 318	27 643
29	TIG	11 074	9 318	8 853	9 776	11 185
30	Jours amendes	12 690	13 838	11 087	12 818	15 531
31	Mesures éducatives	19 805	19 707	14 511	16 014	20 919
32	Suivi socio judiciaire	265	421	642	853	1 063
33	Confiscation	14 419	12 293	11 597	12 654	12 914
34	Déchéance des droits civiques et politiques	6 809	5 437	4 484	3 572	2 657
35	Autres mesures	12 622	10 973	10 105	11 159	14 437
◆ 36	Peine principale associée à une mesure complémentaire	172 285	163 233	159 778	179 014	180 005
37	Peine d'emprisonnement	96 557	90 136	92 172	100 623	94 864
38	Peine d'amende	69 368	66 940	62 393	72 440	77 886
39	Autre peine (mesure de substitution)	6 360	6 157	5 213	5 951	7 255

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La perpétration de **violences volontaires** peut entraîner une condamnation pour crime (homicide volontaire, coups et violences volontaires ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente), pour délit (coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours), ou pour contravention de 5^e classe (coups et blessures volontaires ayant entraîné une ITT ≤ 8 jours).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournis pour **trois types d'infractions** : les homicides volontaires (crimes), les coups et violences volontaires (délits), et les coups et violences volontaires de moindre gravité (contraventions de 5^e classe).

Code | Définitions et méthode

- 4 | Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre (art. 221-1 du Code pénal).
- 5 | Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'**assassinat** (art. 221-3 du Code pénal).
- 7 | Les autres crimes répertoriés sont le **parricide**, qui est le meurtre des père et/ou mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout ascendant légitime ou naturel (art. 221-4 du CP), l'**empoisonnement**, qui qualifie le fait d'attenter à la vie par l'effet de substances de nature à entraîner la mort (art. 221-5 du CP), et le **meurtre accompagné d'autres crimes ou délits**.
- 8 à 12 | **Les coups et violences volontaires** sont de nature criminelle quand ils entraînent la mort de la victime ou son invalidité permanente. Y sont associés, dans le poste "**autres**", les actes de tortures ou de barbarie commis pour l'exécution d'un crime ou d'un délit, et les arrestations ou séquestrations d'otages de nature criminelle.
- 14 à 21 | **Les coups et blessures de nature délictueuse** sont définis par la durée de l'incapacité totale de travail qu'ils ont occasionnée à la victime, ou par l'existence, quelle que soit la longueur de l'ITT, de circonstances aggravantes : personnes hors d'état de se protéger, ascendants légitimes, présence d'une arme ... (art. 222-11 du Code pénal).
Le poste "**autres**" regroupe les actes de récidive en matière de violences volontaires, quelle que soit l'ITT.
- 22 | **Les contraventions** de 5^e classe dans ce domaine recouvrent les violences volontaires de faible gravité : ITT ≤ 8 jours.
Nature de la peine, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour violences volontaires	54 216	50 263	38 233	48 627	57 770
2	Crimes	731	764	832	791	807
3	Homicides volontaires	461	483	513	483	492
4	Meurtre.....	272	294	298	273	292
5	Assassinat.....	151	136	153	171	144
6	Meurtre sur mineur de moins de 15 ans	15	21	30	24	15
7	Autres.....	23	32	32	15	41
8	Coups et violences volontaires	270	281	319	308	315
9	Mort non intentionnelle.....	176	190	188	184	190
10	Infirmité permanente	30	28	26	30	33
11	Envers mineurs	28	28	39	42	53
12	Autres.....	36	35	66	52	39
13	Délits	42 284	39 447	32 692	40 321	45 913
	Coups et blessures volontaires					
14	Avec ITT > 8 jours sans circonstances aggravantes	5 124	4 307	2 749	3 417	3 961
15	dont violence par conjoint ou concubin.....	1 167	1 055	792	1 093	1 243
16	Avec ITT ≤ 8 jours avec circonstances aggravantes.....	28 225	26 826	22 508	28 121	32 463
17	dont violence par conjoint ou concubin.....	5 560	5 660	3 983	6 436	7 774
18	Avec ITT > 8 jours avec circonstances aggravantes	7 000	6 477	5 584	6 716	7 286
19	Envers mineur de 15 ans avec incapacité ≤ 8 jours.....	836	847	813	839	879
20	Envers mineurs de 15 ans avec incapacité > 8 jours.....	771	709	738	905	1 004
21	Autres coups et violences sur mineur	328	281	300	323	320
22	Contraventions de 5^e classe	11 201	10 052	4 709	7 515	11 050
23	Coups et violences volontaires (ITT ≤ 8 jours).....	11 201	10 052	4 709	7 515	11 050

Homicides volontaires

24	Toutes condamnations pour homicide volontaire (ligne 3).....	461	483	513	483	492
◆	Nature de la peine					
25	Peine privative de liberté.....	460	483	511	482	491
26	dont réclusion criminelle	325	346	377	345	347
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	450	472	495	473	476
28	Moins d'un an.....	6	7	6	7	4
29	1 an à moins de 3 ans.....	20	18	19	14	16
30	3 ans à moins de 5 ans.....	13	12	12	14	10
31	5 ans à moins de 10 ans.....	82	77	70	82	99
32	10 ans à moins de 20 ans.....	214	238	250	241	237
33	20 ans et plus (sans perpétuité).....	99	102	126	98	92
34	Perpétuité.....	16	18	12	17	18
35	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue).....</i>	<i>160,5</i>	<i>161,9</i>	<i>171,9</i>	<i>160,4</i>	<i>158,3</i>
36	Assortie d'un sursis total	10	11	16	9	15
37	Sursis simple.....	7	6	10	3	7
38	Sursis avec mise à l'épreuve	3	5	6	6	8
39	Autres décisions	1	0	2	1	1

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Homicides volontaires (fin)						
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes.....	399	419	450	424	435
2	Femmes.....	62	64	63	59	57
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans.....	4	4	5	13	12
4	De 16 ans à moins de 18 ans.....	19	15	22	13	17
5	De 18 ans à moins de 20 ans.....	16	17	35	30	35
6	De 20 ans à moins de 25 ans.....	78	70	75	78	78
7	De 25 ans à moins de 30 ans.....	69	71	86	66	47
8	De 30 ans à moins de 40 ans.....	113	135	115	133	111
9	De 40 ans à moins de 60 ans.....	145	143	150	114	150
10	60 ans et plus.....	17	28	25	36	15
	Nationalité des condamnés					
11	Français.....	376	397	420	405	388
12	Étrangers.....	68	8	81	67	83
13	Non déclarée.....	17	78	12	11	21

Coups et violences volontaires (délits)

14	Toutes condamnations pour délit de coups et violences volontaires (cf. p. 157, code 13).....	42 284	39 447	32 692	40 321	45 913
◆	Nature de la peine					
15	Emprisonnement	32 033	29 759	25 820	32 624	36 361
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	10 519	10 375	10 447	11 211	11 979
17	Moins de 3 mois.....	3 294	2 931	2 256	2 668	3 058
18	3 mois à moins de 6 mois.....	3 242	3 341	3 306	3 449	3 754
19	6 mois à moins d'un an.....	2 395	2 495	2 956	3 015	3 070
20	1 an à moins de 3 ans.....	1 331	1 352	1 643	1 726	1 774
21	3 ans à moins de 5 ans.....	206	197	223	284	250
22	5 ans et plus.....	51	59	63	69	73
23	<i>Durée moyenne de la peine ferme.....(en mois)</i>	<i>6,3</i>	<i>6,4</i>	<i>7,3</i>	<i>7,2</i>	<i>6,9</i>
24	Assorti d'un sursis total.....	21 514	19 384	15 373	21 413	24 382
25	Sursis simple.....	13 823	12 126	8 178	13 101	15 230
26	Sursis avec mise à l'épreuve.....	6 556	6 316	6 188	7 307	8 036
27	Avec travail d'intérêt général.....	1 135	942	1 007	1 005	1 116
28	Amende	4 452	3 911	2 457	2 870	3 433
29	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	3 231	2 829	1 879	2 057	2 470
30	<i>Montant moyen de l'amende ferme.....(en Euros)</i>	<i>443</i>	<i>451</i>	<i>553</i>	<i>537</i>	<i>503</i>
31	Assortie d'un sursis total.....	1 221	1 082	578	813	963
32	Peine de substitution	2 530	2 518	2 004	2 088	2 502
33	Suspension du permis de conduire.....	417	353	211	192	226
34	Travail d'intérêt général.....	893	816	794	812	959
35	Jours-amende.....	1 077	1 220	865	960	1 197
36	Autres.....	143	129	134	124	120
37	Mesure éducative	2 502	2 530	1 999	2 141	2 902
38	dont admonestation.....	1 679	1 708	1 311	1 384	1 942
39	Dispense de peine	767	729	412	598	715

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes.....	39 242	36 625	30 377	37 446	42 547
2	Femmes.....	3 042	2 822	2 315	2 875	3 366
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans.....	2 371	2 424	1 952	2 134	3 233
4	De 16 ans à moins de 18 ans.....	2 305	2 326	1 929	1 880	2 458
5	De 18 ans à moins de 20 ans.....	3 712	3 546	2 882	4 052	4 648
6	De 20 ans à moins de 25 ans.....	8 492	8 096	6 896	8 305	8 838
7	De 25 ans à moins de 30 ans.....	6 073	5 596	4 592	5 563	6 067
8	De 30 ans à moins de 40 ans.....	9 930	8 747	7 455	9 440	10 653
9	De 40 ans à moins de 60 ans.....	8 506	7 884	6 303	8 078	9 059
10	60 ans et plus.....	895	828	683	869	957
	Nationalité des condamnés					
11	Français.....	35 137	32 986	27 369	33 801	38 700
12	Étrangers.....	6 005	5 468	4 443	5 664	6 154
13	Non déclarée.....	1 142	993	880	856	1 059

Coups et violences volontaires (contraventions de 5^e classe)

14	Toutes condamnations pour coups et violences volontaires ITT ≤ 8 jours (cf. p. 157, code 22).....	11 201	10 052	4 709	7 515	11 050
◆	Nature de la peine					
15	Emprisonnement	0	1	0	0	0
16	Assorti d'un sursis total.....	0	1	0	0	0
17	Amende	9 486	8 652	4 001	6 538	9 747
18	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	8 332	7 690	3 560	5 948	8 750
19	Montant moyen de l'amende ferme..... (en Euros)	371	372	358	387	362
20	Assortie d'un sursis total.....	1 154	962	441	590	997
21	Peine de substitution	1 102	867	422	636	724
22	Mesure éducative	448	388	215	242	384
23	dont admonestation.....	326	280	161	171	270
24	Dispense de peine	165	144	71	99	195
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes.....	9 959	8 866	4 182	6 693	9 726
26	Femmes.....	1 242	1 186	527	822	1 324
	Âge des condamnés					
27	Moins de 16 ans.....	304	253	118	150	271
28	De 16 ans à moins de 18 ans.....	272	240	136	132	237
29	De 18 ans à moins de 20 ans.....	869	729	335	603	1 027
30	De 20 ans à moins de 25 ans.....	2 269	2 021	890	1 551	2 204
31	De 25 ans à moins de 30 ans.....	1 945	1 692	698	1 187	1 658
32	De 30 ans à moins de 40 ans.....	2 915	2 711	1 309	2 065	2 952
33	De 40 ans à moins de 60 ans.....	2 336	2 181	1 086	1 647	2 417
34	60 ans et plus.....	291	225	137	180	284
	Nationalité des condamnés					
35	Français.....	8 952	8 228	3 947	6 252	9 144
36	Étrangers.....	1 052	967	383	612	972
37	Non déclarée.....	1 197	857	379	651	934

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'ensemble des **atteintes involontaires aux personnes** a été regroupé dans ce volet quelles qu'aient été les circonstances matérielles de la commission de l'infraction, circonstances qui peuvent aller des accidents de la circulation aux accidents du travail.

Le domaine des atteintes corporelles involontaires dans le cadre de la circulation routière a été isolé dans chaque groupe de condamnations, afin de pouvoir le rapprocher des autres infractions à la circulation décrites pages 178 à 181.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions ayant un conducteur pour auteur : homicides involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), blessures involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), et blessures involontaires de moindre gravité par conducteur (contraventions de 5^e classe).

Code | Définitions et méthode

- 3 à 13** | **Les homicides ou blessures involontaires** résultent de la maladresse, de l'inattention, de la négligence ou de l'inobservation des règlements. Les homicides commis involontairement sont des délits. Les blessures sont des délits si elles ont entraîné une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à trois mois, ou si l'infraction comporte des circonstances aggravantes (exemple : blessures involontaires avec ITT \leq 3 mois par conducteur en état alcoolique).
- 7, 13** | Les "**autres homicides ou blessures involontaires**" se sont produits hors des domaines routier ou professionnel, essentiellement la chasse ou à l'occasion de tout autre acte de la vie courante.
- 9, 15** | La loi du 12 juin 2003 de lutte contre la violence routière a correctionnalisé les blessures involontaires ayant entraîné une ITT \leq 3 mois quand elles sont commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
- 16, 17** | **Les contraventions de 5^e classe** recouvrent les blessures de plus faible gravité (ITT \leq 3 mois), si elles ne sont pas commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour violences involontaires	22 634	20 809	20 004	18 591	15 062
2	Délits.....	10 623	9 479	9 338	8 908	11 092
3	Homicides involontaires.....	2 331	2 089	2 073	2 000	1 881
4	Par conducteur.....	1 435	1 288	1 312	1 259	1 202
5	Par conducteur en état alcoolique.....	399	384	381	382	305
6	Par accident du travail.....	156	105	131	112	129
7	Autres homicides involontaires	341	312	249	247	245
8	Blessures involontaires	8 292	7 390	7 265	6 908	9 211
9	Par conducteur.....	3 643	3 175	3 254	3 320	5 829
10	Par conducteur en état alcoolique (ITT ≤ 3 mois)	3 410	3 147	3 032	2 630	2 361
11	Par conducteur en état alcoolique (ITT > 3 mois)	501	445	397	373	339
12	Par accident du travail (ITT > 3 mois)	345	278	292	258	254
13	Autres blessures involontaires	393	345	290	327	428
14	Contraventions de 5^e classe.....	12 011	11 330	10 666	9 683	3 970
	Blessures involontaires					
15	Avec ITT ≤ 3 mois : conduite de véhicule	11 165	10 421	10 141	9 006	3 186
16	Avec ITT ≤ 3 mois : sauf route, travail.....	803	862	480	635	731
17	Avec ITT ≤ 3 mois : accident du travail	43	47	45	42	53

Homicides involontaires par conducteur

18	Toutes condamnations pour homicide involontaire par conducteur, état alcoolique ou non (cf. codes 4 et 5).....	1 834	1 672	1 693	1 641	1 507
◆	Nature de la peine					
19	Emprisonnement.....	1 619	1 503	1 555	1 551	1 415
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	370	392	398	493	452
21	Moins de 3 mois.....	40	44	32	25	23
22	3 mois à moins de 6 mois	86	71	66	78	44
23	6 mois à moins d'un an	127	123	121	138	113
24	1 an et plus	117	154	179	252	272
25	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	8,9	10,2	11,3	12,9	15,9
26	Assorti d'un sursis total	1 249	1 111	1 157	1 058	963
27	Sursis simple.....	1 182	1 032	1 091	1 011	321
28	Sursis avec mise à l'épreuve	51	59	49	37	33
29	Avec travail d'intérêt général.....	16	20	17	10	9
30	Amende	96	74	61	27	25
31	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	87	68	56	23	20
32	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	765	791	749	1 191	783
33	Assortie d'un sursis total	9	6	5	4	5
34	Peine de substitution.....	114	82	73	56	59
35	dont suspension du permis de conduire	78	55	41	35	34
36	Autres décisions	5	13	4	7	8
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
37	Hommes.....	1 579	1 434	1 449	1 399	1 287
38	Femmes	255	238	244	242	220

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Homicides involontaires par conducteur (fin)						
Âge des condamnés						
1	Moins de 16 ans.....	0	3	1	2	4
2	De 16 ans à moins de 18 ans	8	12	7	11	19
3	De 18 ans à moins de 20 ans	131	129	121	131	153
4	De 20 ans à moins de 25 ans	406	422	398	379	352
5	De 25 ans à moins de 30 ans	323	285	278	245	216
6	De 30 ans à moins de 40 ans	394	329	366	341	284
7	De 40 ans à moins de 60 ans	417	354	379	384	347
8	60 ans et plus.....	155	138	143	148	132
Nationalité des condamnés						
9	Français	1 670	1 518	1 523	1 508	1 343
10	Étrangers	140	129	134	114	138
11	Non déclarée.....	24	25	36	19	26
Blessures involontaires par conducteur : délits						
12	Toutes condamnations pour délit de blessure involontaire par conducteur, état alcoolique ou non (cf. p. 161, codes 9 à 11)...	7 554	6 767	6 683	6 323	8 529
◆ Nature de la peine						
13	Emprisonnement.....	4 179	3 934	3 892	3 974	4 575
14	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	414	449	535	611	657
15	Moins de 3 mois.....	159	167	167	178	172
16	3 mois à moins de 6 mois	142	160	199	203	209
17	6 mois à moins d'un an	82	93	111	143	181
18	1 an et plus	31	29	58	87	95
19	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	<i>4,1</i>	<i>4,1</i>	<i>4,7</i>	<i>5,4</i>	<i>6,0</i>
20	Assorti d'un sursis total	3 765	3 485	3 357	3 363	3 917
21	Sursis simple.....	3 139	2 883	2 800	2 851	3 313
22	Sursis avec mise à l'épreuve	555	512	501	457	521
23	Avec travail d'intérêt général.....	71	90	56	55	83
24	Amende.....	1 852	1 646	1 605	1 282	2 364
25	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 702	1 493	1 533	1 180	2 223
26	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	<i>374</i>	<i>401</i>	<i>415</i>	<i>451</i>	<i>425</i>
27	Assortie d'un sursis total	150	153	72	55	141
28	Peine de substitution.....	1 474	1 155	1 164	1 028	1 517
29	dont suspension du permis de conduire	1 251	964	997	892	1 307
30	Autres décisions	49	32	22	39	74
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
31	Hommes.....	6 462	5 756	5 678	5 364	7 037
32	Femmes	1 092	1 011	1 005	959	1 492
Âge des condamnés						
33	Moins de 16 ans.....	6	7	5	6	12
34	De 16 ans à moins de 18 ans	15	11	1	10	31
35	De 18 ans à moins de 20 ans	378	321	324	386	681
36	De 20 ans à moins de 25 ans	1 511	1 318	1 322	1 286	1 718
37	De 25 ans à moins de 30 ans	1 251	1 060	1 012	843	1 151
38	De 30 ans à moins de 40 ans	1 775	1 646	1 660	1 432	1 849
39	De 40 ans à moins de 60 ans	2 051	1 880	1 836	1 810	2 251
40	60 ans et plus.....	567	524	523	550	836
Nationalité des condamnés						
41	Français	6 903	6 175	6 035	5 073	7 651
42	Étrangers.....	515	459	519	509	718
43	Non déclarée.....	136	133	129	111	160

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Blessures involontaires par conducteur : contraventions de 5^e classe						
1	Toutes condamnations pour blessures involontaires par conducteur, ITT 3 mois (cf. p. 161, code 15).....	11 165	10 421	10 141	9 006	3 186
◆ Nature de la peine						
2	Amende.....	8 204	8 081	8 005	7 184	2 655
3	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	7 745	7 678	7 695	6 992	2 549
4	Montant moyen de l'amende ferme.....(en Euros)	264	271	293	297	324
5	Assortie d'un sursis total	459	403	310	192	106
6	Peine de substitution.....	2 867	2 263	2 064	1 745	493
7	dont suspension du permis de conduire	2 816	2 231	2 031	1 728	480
8	Autres décisions	94	77	72	77	38
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
9	Hommes.....	8 534	7 870	7 674	6 826	2 418
10	Femmes	2 631	2 551	2 467	2 180	768
Âge des condamnés						
11	Moins de 16 ans.....	21	9	17	16	11
12	De 16 ans à moins de 18 ans	23	10	10	11	5
13	De 18 ans à moins de 20 ans	678	633	600	626	284
14	De 20 ans à moins de 25 ans	2 155	2 088	2 113	1 821	623
15	De 25 ans à moins de 30 ans	1 544	1 339	1 275	1 111	404
16	De 30 ans à moins de 40 ans	2 166	2 058	2 036	1 731	653
17	De 40 ans à moins de 60 ans	3 013	2 818	2 680	2 429	827
18	60 ans et plus.....	1 565	1 466	1 410	1 261	379
Nationalité des condamnés						
19	Français	9 256	8 778	8 561	7 581	2 624
20	Étrangers.....	802	747	753	683	279
21	Non déclarée.....	1 107	896	827	742	283

Les condamnations décrites dans ce volet répriment les "agressions sexuelles", qui comprennent toutes les atteintes sexuelles commises avec violence, contrainte, menace ou surprise - art. 222-22 du CP - (viols et autres agressions sexuelles), l'exploitation de la personne (proxénétisme), et diverses infractions moins graves relatives aux mœurs (exhibition sexuelle, outrage aux bonnes mœurs).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des viols, l'ensemble des agressions sexuelles délictueuses, et l'ensemble des condamnations pour proxénétisme.

Code | Définitions et méthode

- 3 à 7 Les agressions sexuelles de nature criminelle sont **les viols** (art. 222-23 *sqq.* du CP). Le viol simple est puni de 15 ans de réclusion criminelle. Si le viol est commis avec certaines circonstances aggravantes, la peine encourue s'élève à 20 ans de réclusion [sur mineur de 15 ans, sur personne vulnérable, par un ascendant avec menace ou usage d'une arme], à 30 ans lorsqu'il a entraîné la mort, et à la réclusion criminelle à perpétuité lorsqu'il est commis avec tortures ou actes de barbarie.
- 4 Les viols de mineurs par ascendant ou personne ayant autorité sont inclus dans les viols avec circonstances aggravantes.
- 6 Sur majeur ou mineur de plus de 15 ans.
- 9 **L'exhibition sexuelle**, imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende (Art. 222-32 du CP). Ces faits étaient qualifiés "*outrage public à la pudeur*" dans l'ancien Code pénal.
- 10, 11 **Le proxénétisme** est aggravé par l'usage de violences ou de menaces, par l'existence d'un lien de famille entre l'auteur et la victime, et par la pluralité d'auteurs et de victimes. Le délit ainsi défini est alors passible d'un emprisonnement de 10 ans.
- 12 à 17 Les agressions sexuelles autres que le viol sont punies de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 Euros d'amende (Art. 222-27 du CP). Les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et 100 000 Euros d'amende lorsque ces agressions ont entraîné des blessures, sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité, par plusieurs personnes ou avec une arme (Art. 222-28 du CP) ou quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou à une personne particulièrement vulnérable (Art. 222-29 du CP). Enfin, les agressions sexuelles sont punies de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 Euros d'amende quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou une personne particulièrement vulnérable et qu'elles ont été commises par un ascendant ou une personne abusant de son autorité, par plusieurs personnes, avec une arme ou qu'elles ont entraîné des blessures (Art. 222-30 du CP).
- 13 Le fait de harceler autrui en donnant des ordres, proférant des menaces ou exerçant des pressions graves, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende (Art. 222-33 du CP).
- 17 **Les autres atteintes aux mœurs sur mineur** comprennent le proxénétisme pratiqué sur des victimes mineures, l'excitation de mineurs à la débauche, les outrages aux bonnes mœurs envers mineurs.
- 19 Jusqu'en 2002, le racolage n'encourait qu'une peine d'amende pour contravention de 5^e classe. La loi du 18 mars 2003 (art. 225-10-1) a correctionnalisé cette infraction qui est punie de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende.
- 20 **Les contraventions de 5^e classe** répriment dans ce domaine le racolage actif.
- Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour atteintes sexuelles	10 528	10 054	10 382	11 276	12 166
2	Viols (crimes)	1 623	1 656	1 582	1 710	1 744
3	Commis par plusieurs personnes.....	98	140	145	163	174
4	Avec circonstances aggravantes	677	716	647	678	641
5	Sur mineur de moins de 15 ans	494	474	433	486	524
6	Viol par ascendant ou personne ayant autorité.....	89	97	102	85	96
7	Viols simples et autres	265	229	255	298	309
8	Atteintes sexuelles (délits)	8 584	8 134	8 613	9 385	10 148
9	Exhibition sexuelle	1 897	1 787	1 872	1 938	2 251
10	Proxénétisme	302	252	227	226	250
11	Proxénétisme aggravé	98	86	131	269	304
12	Agression sexuelle	1 176	1 190	1 241	1 326	1 467
13	<i>dont harcèlement sexuel</i>	34	31	24	27	54
14	Agression sexuelle avec circonstance aggravante	577	556	519	537	523
15	Atteinte sexuelle sur mineur sans circonstance aggravante	346	333	310	276	280
16	Atteinte ou agression sexuelle sur mineur avec circonstr. aggr.	3 507	3 386	3 656	3 783	3 815
17	Agression sexuelle par ascendant ou personne ayant autorité	258	219	220	247	261
18	Autres atteintes aux mœurs sur mineur	423	325	437	493	608
19	Racolage public.....	///	///	///	291	659
20	Contraventions de 5^e classe (racolage actif)	321	264	187	181	4

Viols

21	Toutes condamnations pour viols (cf. code 2)	1 623	1 656	1 582	1 710	1 744
◆	Nature de la peine					
22	Peine privative de liberté	1 609	1 639	1 565	1 691	1 727
23	dont réclusion criminelle	558	591	589	598	575
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 439	1 455	1 383	1 472	1 483
25	Moins d'un an.....	75	78	73	71	75
26	1 an à moins de 3 ans.....	108	143	126	140	166
27	3 ans à moins de 5 ans.....	140	145	101	133	667
28	5 ans à moins de 10 ans.....	509	458	462	478	3
29	10 ans à moins de 20 ans.....	566	574	573	612	543
30	20 ans et plus (sans perpétuité).....	36	52	44	35	27
31	Perpétuité.....	5	5	4	3	2
32	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	99,8	100,0	103,8	99,2	96,1
33	Assortie d'un sursis total	170	184	182	219	244
34	Sursis simple.....	52	51	63	69	79
35	Sursis avec mise à l'épreuve	117	133	119	150	165
36	Avec travail d'intérêt général.....	1	0	0	0	0
37	Autres décisions	14	17	17	19	17
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
38	Hommes.....	1 576	1 629	1 554	1 686	1 708
39	Femmes	47	27	28	24	36
	Âge des condamnés					
40	Moins de 16 ans.....	201	231	222	274	325
41	De 16 ans à moins de 18 ans	184	202	141	147	161
42	De 18 ans à moins de 20 ans	57	50	80	109	114
43	De 20 ans à moins de 25 ans	156	154	149	183	161
44	De 25 ans à moins de 30 ans	180	186	189	194	207
45	De 30 ans à moins de 40 ans	487	472	460	450	410
46	De 40 ans à moins de 60 ans	316	328	315	306	325
47	60 ans et plus.....	42	33	26	47	41
	Nationalité des condamnés					
48	Français	1 576	1 470	1 378	1 487	1 515
49	Étrangers.....	47	148	164	175	161
50	Non déclarée.....	57	38	40	48	68

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Agressions sexuelles (délits)						
1	Toutes condamnations pour agressions sexuelles (cf. p. 165, codes 12 à 17)	5 864	5 684	5 946	6 169	6 346
◆ Nature de la peine						
2	Emprisonnement	5 322	5 104	5 341	5 598	5 668
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 402	2 230	2 341	2 395	2 430
4	Moins de 3 mois.....	139	133	99	124	103
5	3 mois à moins de 6 mois	257	264	238	195	236
6	6 mois à moins d'un an	462	462	515	511	491
7	1 an à moins de 3 ans.....	921	826	921	988	1 010
8	3 ans à moins de 5 ans.....	415	354	384	408	408
9	5 ans et plus.....	208	191	184	169	182
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	<i>21,6</i>	<i>20,8</i>	<i>20,9</i>	<i>21,0</i>	<i>21,2</i>
11	Assorti d'un sursis total	2 920	2 874	3 000	3 203	3 238
12	Sursis simple.....	1 258	1 216	1 265	1 435	1 472
13	Sursis avec mise à l'épreuve	1 650	1 645	1 725	1 758	1 760
14	Avec travail d'intérêt général.....	12	13	10	10	6
15	Amende	68	60	58	56	50
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	58	48	48	47	43
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	<i>937</i>	<i>931</i>	<i>808</i>	<i>808</i>	<i>631</i>
18	Assortie d'un sursis total	10	12	10	9	7
19	Autres décisions	474	520	547	515	628
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
20	Hommes.....	5 775	5 607	5 853	6 083	6 257
21	Femmes	89	77	93	86	89
Âge des condamnés						
22	Moins de 16 ans.....	780	876	983	1 024	1 211
23	De 16 ans à moins de 18 ans	355	360	329	308	280
24	De 18 ans à moins de 20 ans	244	210	282	293	321
25	De 20 ans à moins de 25 ans	478	452	461	497	494
26	De 25 ans à moins de 30 ans	613	546	556	575	573
27	De 30 ans à moins de 40 ans	1 451	1 366	1 380	1 413	1 418
28	De 40 ans à moins de 60 ans	1 571	1 472	1 523	1 634	1 656
29	60 ans et plus.....	372	402	432	425	393
Nationalité des condamnés						
30	Français	5 242	5 143	5 352	5 477	5 673
31	Étrangers.....	477	405	445	539	528
32	Non déclarés	145	136	149	153	145

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Proxénétisme						
1	Toutes condamnations pour proxénétisme (cf. p. 165, codes 10 et 11)	400	338	358	494	554
◆	Nature de la peine					
2	Emprisonnement	350	308	315	460	526
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	229	190	189	332	366
4	Moins de 3 mois.....	11	13	5	7	9
5	3 mois à moins de 6 mois	33	24	22	22	30
6	6 mois à moins d'un an	35	42	41	34	50
7	1 an à moins de 3 ans.....	87	69	57	155	132
8	3 ans à moins de 5 ans.....	38	28	33	55	76
9	5 ans et plus.....	25	14	21	59	69
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i>(en mois)	22,3	20,9	26,3	29,6	29,5
11	Assorti d'un sursis total	121	118	126	128	160
12	Sursis simple.....	107	109	115	124	149
13	Sursis avec mise à l'épreuve	11	9	11	4	11
14	Avec travail d'intérêt général.....	3	0	0	0	0
15	Amende	42	21	35	22	21
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	36	15	27	17	15
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i>(en Euros)	5 874	4 512	4 378	8 029	2 933
18	Assortie d'un sursis total	6	6	8	5	6
19	Autres décisions	8	9	8	12	7
◆	Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés						
20	Hommes.....	308	257	275	378	412
21	Femmes	92	81	83	116	142
Âge des condamnés						
22	Moins de 18 ans.....	2	0	1	2	3
23	De 18 ans à moins de 20 ans	5	7	7	13	24
24	De 20 ans à moins de 25 ans	58	40	30	93	110
25	De 25 ans à moins de 30 ans	69	57	65	100	110
26	De 30 ans à moins de 40 ans	120	100	122	150	149
27	De 40 ans à moins de 60 ans	128	123	118	124	140
28	60 ans et plus.....	18	11	15	12	18
Nationalité des condamnés						
29	Français	233	201	226	223	235
30	Étrangers.....	143	111	116	255	292
31	Non déclarée.....	24	26	16	16	27

Les infractions portant atteinte à la famille sont étroitement liées au divorce. La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne les abandons de famille.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions relatives à la famille.

Code | Définitions et méthodes

- 4 | **L'abandon de famille**, défini par l'article 227-3 du CP, sanctionne le défaut de paiement pendant plus de deux ans de la pension alimentaire ou de la contribution fixée par décision judiciaire, au profit d'un enfant mineur, d'un ascendant, d'un descendant ou d'un conjoint.
 - 5 | **La non-représentation d'enfant** sanctionne le fait, pour le père ou la mère, de ne pas représenter l'enfant à ceux qui ont le droit de le réclamer (art. 227-5 du CP).
 - 6 | **L'abandon de foyer** inclut les mauvais traitements ou les défauts de soins à un enfant.
 - 7 | Le poste "**autres délits**" comprend principalement la bigamie.
 - 8 à 15 | Les "**autres atteintes à la personne**" rassemblent toutes les autres infractions portant atteinte à la santé morale ou physique de l'individu. Elles comprennent par ordre d'importance numérique, la divulgation de fausses informations destinées à faire croire à un attentat criminel, la violation de sépulture, l'atteinte à la vie privée par différents moyens, et la violation du secret professionnel.
 - 16 | **Les contraventions de 5^e classe** sont peu nombreuses en ce domaine. Elles sanctionnent le non-paiement d'une pension alimentaire par le tiers débiteur tenu au paiement direct, et l'emploi d'enfant d'âge scolaire, ou de femme mineure, dans un débit de boissons à consommer sur place.
- | **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour atteintes à la famille et autres atteintes à la personne	15 635	14 247	12 170	14 801	17 281
2	Délits	15 324	13 952	12 064	14 625	16 969
3	Atteintes à la famille	6 852	6 082	5 323	5 390	5 890
4	Abandon de famille	5 604	4 985	4 696	4 539	4 771
5	Non-représentation d'enfant.....	1 110	969	546	744	976
6	Abandon de foyer.....	131	119	75	105	130
7	Autres.....	7	9	6	2	13
8	Autres atteintes à la personne	8 472	7 870	6 741	9 235	11 079
9	Violation de domicile	1 280	1 027	818	1 177	1 284
10	Atteinte à la vie privée.....	1 656	1 352	996	1 543	1 947
11	Diffamation, discrimination.....	534	551	371	379	529
12	Menaces.....	2 967	2 970	2 610	3 648	4 775
13	Mise en danger d'autrui, non-assistance à personne en danger	1 653	1 586	1 525	2 026	2 035
14	Détention, séquestration	333	338	386	415	453
15	Autres.....	49	46	35	47	56
16	Contraventions de 5^e classe	311	295	106	176	312

Atteintes à la famille

17	Toutes condamnations pour atteintes à la famille (cf. code 3) -	6 852	6 082	5 323	5 390	5 890
◆	Nature de la peine					
18	Emprisonnement	5 322	4 763	4 355	4 392	4 716
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	1 144	1 033	941	928	961
20	Moins de 3 mois.....	368	314	237	236	224
21	3 mois à moins de 6 mois	421	384	399	365	400
22	6 mois à moins d'un an	207	193	188	209	211
23	1 an et plus	148	142	117	118	126
24	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	4,6	4,5	4,8	4,8	4,8
25	Assorti d'un sursis total	4 178	3 730	3 414	3 464	3 755
26	Sursis simple.....	1 439	1 197	1 059	1 210	1 356
27	Sursis avec mise à l'épreuve	2 731	2 528	2 352	2 252	2 394
28	Avec travail d'intérêt général.....	8	5	3	2	5
29	Amende	349	306	222	232	307
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	123	108	85	95	134
31	<i>Montant moyenne de l'amende ferme</i> (en Euros)	596	638	983	816	715
32	Assortie d'un sursis total	226	198	137	137	173
33	Dispense de peine	1 130	979	719	747	838
34	Autres décisions	51	34	27	19	838
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes.....	5 766	5 105	4 726	4 621	4 919
36	Femmes	1 086	977	597	769	971
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans.....	0	1	0	1	1
38	De 18 ans à moins de 20 ans	1	3	4	8	13
39	De 20 ans à moins de 25 ans	134	133	114	158	195
40	De 25 ans à moins de 30 ans	651	583	523	527	628
41	De 30 ans à moins de 40 ans	2 890	2 590	2 192	2 324	2 504
42	De 40 ans à moins de 60 ans	3 045	2 675	2 381	2 280	2 433
43	60 ans et plus.....	131	97	109	92	116
	Nationalité des condamnés					
44	Français	5 737	5 063	4 355	4 475	4 895
45	Étrangers.....	673	636	576	547	603
46	Non déclarée.....	442	383	392	368	392

Ces infractions, qui portent atteinte à la propriété, constituent un des deux grands contentieux de masse que doit traiter l'institution judiciaire. Elles sont qualifiées crimes ou délits selon les actes de violence qui ont accompagné le vol.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour trois groupes d'infractions : l'ensemble des vols criminels, l'ensemble des vols délictueux, et l'ensemble des recels délictueux.

Code | Définitions et méthode

3 et 4 | **Le vol** est qualifié crime, et l'auteur encourt la réclusion criminelle, si l'infraction a été accompagnée de violences ayant entraîné des atteintes corporelles graves (torture ou actes de barbarie ou violence ayant entraîné la mort ou une mutilation ou une infirmité permanente) ou si elle a été commise avec usage ou menace d'une arme ou encore en bande organisée (art. 311-7 à 311-10 du CP).

5 | **Le recel** est qualifié crime quand son auteur a reçu des objets provenant d'une soustraction frauduleuse, dont il connaissait les circonstances aggravantes qui l'accompagnaient et qui en faisaient un crime.

7 à 15 | **Le vol et le recel délictueux** sont des délits passibles de peines d'emprisonnement, dont la durée varie avec les circonstances de l'infraction : trois ans pour le vol simple, et jusqu'à dix ans si le vol s'accompagne de trois circonstances aggravantes (en réunion, avec violences, avec dégradations, dans un local d'habitation par ruse, escalade, ou effraction, dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs, lorsqu'il est commis par une personne dépositaire de l'autorité publique ou lorsqu'il est facilité par l'état d'une personne particulièrement vulnérable – art. 311-3 à 311-6 du CP –).

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour vol et recel	117 490	106 226	84 217	104 674	114 043
2	Crimes	598	614	552	536	613
	VoIs qualifiés - recels qualifiés					
3	Vol avec port d'arme	453	462	406	411	470
4	Autres vols qualifiés	125	133	131	102	119
5	Recel qualifié.....	20	19	15	23	24
6	Délits.....	116 892	105 612	83 665	104 138	113 430
	VoIs - recels					
7	Vol simple.....	38 158	31 651	22 127	29 577	31 491
8	Vol avec effraction.....	7 360	6 250	4 900	5 517	5 489
9	Vol avec violence	4 837	4 828	5 777	5 743	5 256
10	Vol avec destruction ou dégradation.....	9 969	8 790	6 866	7 868	8 198
11	Vol avec une circonstance aggravante	19 277	18 729	14 873	20 113	22 884
12	Vol avec deux ou trois circonstances aggravantes.....	20 860	20 133	16 995	19 780	22 225
13	Autres vols	45	1	1	3	0
14	Recel simple.....	14 417	13 424	10 610	13 392	15 474
15	Recel aggravé.....	1 969	1 806	1 516	2 145	2 413

VoIs qualifiés (crimes)

16	Toutes condamnations pour vols qualifiés (cf. codes 3 et 4)	578	595	537	513	589
	◆ Nature de la peine					
17	Peine privative de liberté.....	576	593	537	513	588
18	<i>dont réclusion criminelle</i>	<i>193</i>	<i>185</i>	<i>195</i>	<i>136</i>	<i>154</i>
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	541	568	514	491	558
20	Moins d'un an.....	30	34	19	18	25
21	1 an à moins de 3 ans.....	63	55	37	59	49
22	3 ans à moins de 5 ans.....	49	52	51	59	65
23	5 ans à moins de 10 ans.....	190	232	201	219	265
24	10 ans à moins de 20 ans.....	173	154	171	125	138
25	20 ans et plus (sans perpétuité).....	33	38	29	11	15
26	Perpétuité.....	3	3	6	0	1
27	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue).....</i>	<i>97,6</i>	<i>95,3</i>	<i>102,5</i>	<i>88,4</i>	<i>89,4</i>
28	Assortie d'un sursis total	35	25	23	22	30
29	Sursis simple.....	21	12	15	8	16
30	Sursis avec mise à l'épreuve	14	13	8	14	14
31	Autres décisions	2	2	0	0	1
	◆ Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
32	Hommes.....	554	570	523	501	572
33	Femmes	24	25	14	12	17
	Âge des condamnés					
34	Moins de 16 ans.....	22	9	18	12	21
35	De 16 ans à moins de 18 ans	65	109	39	38	45
36	De 18 ans à moins de 20 ans	35	32	48	80	74
37	De 20 ans à moins de 25 ans	149	147	166	183	181
38	De 25 ans à moins de 30 ans	116	102	101	74	94
39	De 30 ans à moins de 40 ans	131	130	115	84	123
40	De 40 ans à moins de 60 ans	59	64	47	40	49
41	60 ans et plus.....	1	2	3	2	2
	Nationalité des condamnés					
42	Français	509	507	452	432	504
43	Étrangers	51	72	73	57	62
44	Non déclarée.....	18	16	12	24	23

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Vols (délits)						
1	Toutes condamnations pour délit de vol (cf. p. 171, codes 7 à 13).....	100 506	90 382	71 539	88 601	95 543
◆ Nature de la peine						
2	Emprisonnement.....	70 953	64 159	54 138	67 662	71 357
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	34 504	32 278	29 917	32 230	33 377
4	Moins de 3 mois.....	11 237	9 121	5 896	8 192	9 477
5	3 mois à moins de 6 mois	11 201	10 785	10 254	10 572	11 010
6	6 mois à moins d'un an	7 663	7 837	8 728	8 370	7 912
7	1 an à moins de 3 ans.....	3 727	3 898	4 312	4 200	4 146
8	3 ans à moins de 5 ans.....	493	483	549	652	613
9	5 ans et plus.....	183	154	178	244	219
10	Durée moyenne de la peine ferme(en mois)	5,8	6,1	7,0	6,8	6,4
11	Assorti d'un sursis total	36 449	31 881	24 221	35 432	37 980
12	Sursis simple.....	24 130	20 492	13 670	24 386	26 008
13	Sursis avec mise à l'épreuve	8 294	7 952	7 091	7 788	8 478
14	Avec travail d'intérêt général.....	4 025	3 437	3 460	7 788	3 494
15	Amende	9 363	7 642	4 204	6 189	6 836
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	7 611	6 351	3 431	5 060	5 524
17	Montant moyen de l'amende ferme(en Euros)	356	365	464	400	390
18	Assortie d'un sursis total	1 752	1 291	773	1 129	1 312
19	Peine de substitution.....	8 399	7 276	5 792	6 322	6 712
20	Travail d'intérêt général.....	4 340	3 509	3 528	3 487	3 689
21	Jours-amende	3 098	3 107	1 847	2 384	2 638
22	Suspension du permis de conduire.....	807	559	301	309	256
23	Autres	154	101	116	142	129
24	Mesure éducative	10 158	10 044	6 792	7 533	9 500
25	dont admonestation	6 853	6 816	4 713	5 114	6 207
26	Dispense de peine.....	1 633	1 261	613	895	1 138
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
27	Hommes.....	89 292	80 818	64 631	78 315	84 188
28	Femmes	11 214	9 564	6 908	10 286	11 355
Âge des condamnés						
29	Moins de 16 ans.....	8 908	8 808	5 850	7 144	10 413
30	De 16 ans à moins de 18 ans	10 671	10 302	7 706	8 154	9 268
31	De 18 ans à moins de 20 ans	16 354	14 106	11 529	15 561	17 752
32	De 20 ans à moins de 25 ans	27 538	24 348	19 771	24 065	23 594
33	De 25 ans à moins de 30 ans	14 208	12 619	10 196	12 317	12 058
34	De 30 ans à moins de 40 ans	15 938	14 012	11 595	14 770	15 446
35	De 40 ans à moins de 60 ans	6 601	5 922	4 723	6 338	6 748
36	60 ans et plus.....	288	265	169	252	264
Nationalité des condamnés						
37	Français	83 639	74 844	57 847	70 272	76 666
38	Étrangers.....	12 692	12 198	10 729	14 846	15 227
39	Non déclarée.....	4 175	3 340	2 963	3 483	3 650

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Recels (délits)						
1	Toutes condamnations pour délit de recel (cf. p. 171, codes 14 et 15).....	16 386	15 230	12 126	15 537	17 887
◆ Nature de la peine						
2	Emprisonnement	10 898	10 206	8 729	11 281	12 727
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	4 522	4 410	4 450	5 049	5 520
4	Moins de 3 mois.....	1 416	1 187	802	1 130	1 425
5	3 mois à moins de 6 mois	1 410	1 542	1 532	1 749	1 892
6	6 mois à moins d'un an	1 044	1 111	1 356	1 345	1 309
7	1 an à moins de 3 ans.....	557	495	651	699	747
8	3 ans à moins de 5 ans.....	77	56	84	91	111
9	5 ans et plus.....	18	19	25	35	36
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	6,0	5,9	7,0	6,9	6,7
11	Assorti d'un sursis total	6 376	5 796	4 279	6 232	7 207
12	Sursis simple.....	4 843	4 324	2 893	4 850	5 597
13	Sursis avec mise à l'épreuve	1 077	1 063	950	1 008	1 131
14	Avec travail d'intérêt général.....	456	409	436	374	479
15	Amende	2 514	2 105	1 260	1 742	2 162
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 079	1 789	1 107	1 514	1 881
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	615	575	912	776	745
18	Assortie d'un sursis total	435	316	153	228	281
19	Peine de substitution	1 482	1 442	1 114	1 271	1 479
20	Mesure éducative	1 265	1 271	944	1 113	1 363
21	Dispense de peine	227	206	79	130	156
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
22	Hommes.....	14 435	13 460	11 012	13 950	16 004
23	Femmes	1 951	1 770	1 114	1 587	1 883
Âge des condamnés						
24	Moins de 16 ans.....	808	821	577	745	1 123
25	De 16 ans à moins de 18 ans	1 199	1 225	961	1 073	1 323
26	De 18 ans à moins de 20 ans	2 656	2 470	1 735	2 646	3 281
27	De 20 ans à moins de 25 ans	4 656	4 350	3 531	4 476	4 964
28	De 25 ans à moins de 30 ans	2 413	2 183	1 864	2 199	1 474
29	De 30 ans à moins de 40 ans	2 774	2 493	2 116	2 711	2 894
30	De 40 ans à moins de 60 ans	1 767	1 595	1 287	1 590	1 729
31	60 ans et plus.....	113	93	55	97	97
Nationalité des condamnés						
32	Français	13 400	12 497	9 519	12 240	14 403
33	Étrangers.....	2 283	2 202	2 113	2 641	2 793
34	Non déclarée.....	703	531	494	656	691

Les escroqueries et abus de confiance comprennent l'ensemble des condamnations relatives aux infractions "astucieuses" contre les biens.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions présentées dans cette rubrique.

Code | Définitions et méthode

- 3 | **L'escroquerie** est le fait d'utiliser un faux nom ou une fausse qualité ou des manœuvres frauduleuses pour obtenir la remise de fonds ou de valeurs (art. 313-1 CP). On y trouve, entre autres, les fraudes ou fausses déclarations pour l'obtention des prestations chômage.
- 4 | **L'abus de confiance ou de blanc-seing** peut être puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et 1,5 million d'Euros d'amende si l'infraction est réalisée par un mandataire de justice ou un officier public ou ministériel, soit dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit en raison de sa qualité (art. 314-3 du CP).
- 8 | Le poste "**autres filouteries**" comprend les filouteries de carburants et les filouteries de voitures de louage.
| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour escroqueries et abus de confiance	14 271	13 179	10 673	12 974	14 205
2	Délits	14 271	13 179	10 673	12 974	14 205
3	Escroquerie.....	6 485	6 221	4 666	5 544	6 242
4	Abus de confiance ou de blanc-seing.....	3 320	3 009	3 024	3 139	3 150
5	Détournement, destruction d'objet saisi ou gagé.....	505	361	192	216	187
6	Filouterie d'hôtel.....	463	347	187	262	299
7	Filouterie d'aliments.....	460	302	182	327	367
8	Autres filouteries.....	674	556	466	1 277	1 450
9	Extorsion de fonds, chantage.....	2 364	2 383	1 956	2 209	2 510
◆	Nature de la peine					
10	Emprisonnement	10 463	9 561	8 466	10 220	10 987
11	Ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	4 031	3 681	3 622	4 064	4 267
12	moins de 3 mois.....	976	801	528	773	886
13	3 mois à moins de 6 mois.....	1 061	962	928	1 116	1 135
14	6 mois à moins d'un an.....	1 054	1 035	1 181	1 138	1 095
15	1 an à moins de 3 ans.....	793	742	842	856	972
16	3 ans à moins de 5 ans.....	122	107	114	148	144
17	5 ans et plus.....	25	34	29	33	35
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme.....(en mois)</i>	7,9	8,1	8,9	8,6	8,5
19	Assorti d'un sursis total.....	6 432	5 880	4 844	6 156	6 720
20	Sursis simple.....	4 396	3 958	2 961	4 054	4 622
21	Sursis avec mise à l'épreuve.....	1 836	1 720	1 694	1 877	1 907
22	Avec travail d'intérêt général.....	200	202	189	225	191
23	Amende	1 949	1 729	1 080	1 389	1 590
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	1 583	1 395	926	1 144	1 314
25	<i>Montant moyen de l'amende ferme.....(en Euros)</i>	804	887	1 983	1 078	1 008
26	Assortie d'un sursis total.....	366	334	154	245	276
27	Peine de substitution	768	730	511	732	777
28	Suspension du permis de conduire.....	119	92	39	48	41
29	Jours-amende.....	394	458	319	470	506
30	Travail d'intérêt général.....	230	167	137	198	216
31	Autres.....	25	13	16	16	14
32	Mesure éducative	632	668	398	393	537
33	dont admonestation.....	437	450	273	229	361
34	Dispense de peine	459	491	218	240	314
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes.....	11 468	10 583	8 730	10 523	11 442
36	Femmes.....	2 803	2 596	1 943	2 451	2 763
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans.....	620	739	441	437	644
38	De 16 ans à moins de 18 ans.....	620	636	399	409	502
39	De 18 ans à moins de 20 ans.....	915	985	808	1 209	1 424
40	De 20 ans à moins de 25 ans.....	2 415	2 482	2 028	2 635	2 898
41	De 25 ans à moins de 30 ans.....	2 068	1 819	1 513	1 970	2 109
42	De 30 ans à moins de 40 ans.....	3 643	3 037	2 616	3 031	3 219
43	De 40 ans à moins de 60 ans.....	3 743	3 273	2 691	3 104	3 199
44	60 ans et plus.....	247	208	177	179	210
	Nationalité des condamnés					
45	Français.....	11 831	11 039	8 766	10 615	11 764
46	Étrangers.....	1 695	1 535	1 378	1 809	1 858
47	Non déclarée.....	745	605	529	550	583

Ce contentieux comprend l'ensemble des destructions ou dégradations perpétrées sur un bien de nature publique ou privée.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits ayant entraîné la destruction ou la dégradation d'un bien d'autrui.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Les destructions par des moyens dangereux sont de nature criminelle si elles ont entraîné pour autrui une incapacité de travail (art. 322-7 à 322-11 du CP), dans le cas d'incendie volontaire ou d'acte de terrorisme par exemple.
Dans les autres cas, ce sont des délits classés selon les moyens utilisés pour détruire, selon la nature du bien détruit ou endommagé, ou selon la gravité du dommage.
 - 9 | Le poste "**autres**" contient essentiellement les incendies involontaires de forêts, bois, landes, maquis ou plantations.
- | **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour destructions et dégradations	17 162	15 512	12 977	15 797	17 506
2	Crimes	17	14	27	17	28
3	Délits	17 145	15 498	12 950	15 780	17 478
4	Destruction d'un bien d'autrui.....	10 479	8 524	5 631	7 305	8 315
5	Destruction d'un bien d'autrui par explosion, incendie.....	1 800	1 782	2 062	2 678	2 827
6	Destruction d'un bien d'autrui avec effraction	2 343	2 711	2 872	3 271	3 589
7	Dégradation de monument d'utilité publique.....	2 183	2 222	2 141	2 227	2 377
8	Acte de cruauté sur animal domestique.....	177	158	173	187	214
9	Autres.....	163	101	71	112	156
10	Toutes condamnations pour un délit de destruction ou dégradation (cf. code 3).....	17 145	15 498	12 950	15 780	17 478
◆	Nature de la peine					
11	Emprisonnement	9 282	8 345	7 770	9 634	10 203
12	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 228	3 073	2 987	3 485	3 658
13	Moins de 3 mois.....	1 558	1 299	948	1 270	1 415
14	3 mois à moins de 6 mois	927	1 001	1 029	1 131	1 171
15	6 mois à moins d'un an.....	512	519	668	680	667
16	1 an à moins de 3 ans.....	207	228	293	349	361
17	3 ans et plus.....	24	26	49	55	44
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	4,1	4,4	5,6	5,3	5,0
19	Assorti d'un sursis total	6 054	5 272	4 783	6 149	6 545
20	Sursis simple.....	3 434	2 851	2 354	3 508	3 721
21	Sursis avec mise à l'épreuve	2 000	1 904	1 905	2 148	2 198
22	Avec travail d'intérêt général.....	620	517	524	493	626
23	Amende	3 171	2 759	1 869	2 217	2 533
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 569	2 244	1 542	1 830	2 070
25	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	406	454	525	492	446
26	Assortie d'un sursis total	602	515	327	387	463
27	Peine de substitution	1 755	1 549	1 274	1 587	1 734
28	Suspension du permis de conduire.....	255	249	111	128	132
29	Travail d'intérêt général.....	890	726	727	936	1 004
30	Jours-amende	563	554	408	493	566
31	Autres.....	47	20	28	27	32
32	Mesure éducative	2 229	2 261	1 672	1 806	2 416
33	dont admonestation	1 531	1 451	1 129	1 181	1 550
34	Dispense de peine	708	584	365	536	592
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes.....	16 147	14 704	12 357	14 913	16 470
36	Femmes	998	794	593	867	1 008
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans.....	1 969	2 013	1 550	1 768	2 392
38	De 16 ans à moins de 18 ans	1 503	1 368	1 219	1 176	1 537
39	De 18 ans à moins de 20 ans	2 417	2 182	1 929	2 549	2 833
40	De 20 ans à moins de 25 ans	4 204	3 882	3 285	4 018	3 900
41	De 25 ans à moins de 30 ans	2 388	1 986	1 652	1 999	2 109
42	De 30 ans à moins de 40 ans	2 754	2 477	1 970	2 512	2 794
43	De 40 ans à moins de 60 ans	1 752	1 460	1 254	1 595	1 742
44	60 ans et plus.....	158	130	91	163	171
	Nationalité des condamnés					
45	Français	15 111	13 762	11 530	14 118	15 733
46	Étrangers.....	1 525	1 348	1 089	1 324	1 368
47	Non déclarée.....	509	388	331	338	377

Sont regroupées ici les infractions relatives à la circulation routière et aux transports routiers, à l'exception des atteintes corporelles involontaires provoquées par des conducteurs. Ces dernières ont été traitées avec les violences involontaires contre les personnes (cf. pages 160 à 163).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour conduite en état alcoolique et pour les infractions en matière de transport.

Code | Définitions et méthode

- 4 | **La conduite en état alcoolique** est punie d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 4 500 Euros. Elle se caractérise par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,8 gr/1000, ou par la présence dans l'air expiré d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,4 gr/litre.
 - 10 | Jusqu'en 2003 **la conduite sans permis** est un délit quand l'auteur est en état de récidive. Dans le cas contraire, elle est qualifiée contravention de 5^e classe.
 - 10, 11 | **Défaut d'assurance et défaut de permis** : ont été correctionnalisés à partir du 12 mars 2004
 - 13 | Le poste "**autres délits**" en matière de circulation routière recouvre essentiellement des entraves à la circulation sur voie publique, et des convois de véhicules publicitaires.
 - 17 | **Les infractions en matière de navigation** sanctionnent le non respect des règlements en matière maritime, ainsi que le défaut de permis de navigation.
 - 18 | Le poste "**autres délits**" en matière de transport regroupe les infractions en matière de transports ferroviaire et aéronautique.
 - 20 à 25 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière de circulation routière sanctionnent jusqu'en 2003 les infractions dites "papiers" (défaut d'assurance, de permis de conduire), ainsi que les excès de grande vitesse > 50 Km/h. On y trouve aussi la vente, la détention, le transport ou l'utilisation d'appareils destinés à perturber les instruments de police routière.
 - 23 | Cf. définition 10.
 - 25 | Le poste "**autres contraventions de 5^e classe**" en matière de circulation routière regroupe le non-respect des règles sur les barrières de dégel ou le passage sur les ponts, ainsi que l'affichage ou le marquage sur des ouvrages ou équipements du domaine routier.
 - 29 | Les "**autres contraventions de 5^e classe**" en matière de transport concernent l'exercice de commerce non autorisé dans les gares, l'absence de règles de sécurité en matière de navigation, et des infractions relatives au transport de matières dangereuses.
- | **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour infractions en matière de circulation routière et de transports.....	227 268	211 868	196 421	228 451	242 802
2	Délits	133 512	127 937	126 255	139 127	162 478
3	Circulation routière.....	130 517	125 615	123 939	136 762	159 219
4	Conduite en état alcoolique	108 461	103 915	100 243	110 010	114 741
5	Délit de fuite	8 595	8 186	8 386	8 267	7 574
6	Refus d'obtempérer	5 962	6 006	6 818	8 169	8 569
7	Refus de vérification d'état alcoolique	1 355	1 457	1 533	1 552	1 602
8	Conduite malgré suspension de permis.....	4 563	4 441	4 584	5 564	7 938
9	Défaut de plaques ou fausses plaques.....	379	431	972	1 044	989
10	Conduite sans permis	888	1 016	1 207	1 826	9 299
11	Défaut d'assurance (depuis le 12-03-2004					7 579
12	Conduite en ayant fait usage de stupéfiant				37	602
13	Autres	314	163	196	330	326
14	Transports	2 995	2 322	2 316	2 365	3 259
15	Obstacle au contrôle de transport routier	2 095	1 521	1 405	1 336	1 823
16	Transport routier sans autorisation	238	257	419	488	700
17	Infractions en matière de navigation	72	58	42	61	65
18	Autres	590	486	450	480	671
19	Contraventions de 5^e classe	93 756	83 931	70 166	89 324	80 324
20	Circulation routière.....	81 919	73 880	61 658	77 951	66 716
21	Défaut d'assurance.....	35 214	28 541	12 850	28 381	29 375
22	Grand excès de vitesse	32 983	31 336	32 657	29 810	20 568
23	Conduite d'un véhicule sans permis	12 319	12 564	14 672	18 242	15 688
24	Appareil perturbateur d'instrument de police	985	1 001	1 061	817	709
25	Autres	418	438	418	701	376
26	Transports	11 837	10 051	8 508	11 373	13 608
27	Absence d'autorisation (transport routier).....	1 970	2 454	1 392	2 296	3 563
28	Règlementation sur les conditions de travail	7 762	5 475	4 425	4 178	4 277
29	Autres	2 105	2 122	2 691	4 899	5 768

Conduite en état alcoolique

30	Toutes condamnations pour conduite en état alcoolique (cf. code 4)	108 461	103 915	100 243	110 010	114 741
◆	Nature de la peine					
31	Emprisonnement	62 209	59 573	60 627	67 633	62 367
32	Ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	6 558	6 919	8 037	9 759	9 200
33	Moins de 3 mois.....	3 702	3 530	3 720	4 283	4 044
34	3 mois à moins de 6 mois	2 021	2 344	2 803	3 401	3 253
35	6 mois à moins d'un an.....	699	859	1 213	1 638	1 530
36	1 an et plus	136	186	301	437	373
37	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	2,8	3,1	3,4	3,6	3,5
38	Assorti d'un sursis total.....	55 651	52 654	52 590	57 874	53 167
39	Sursis simple	41 358	38 498	38 374	42 174	37 293
40	Sursis avec mise à l'épreuve	12 699	12 737	13 022	14 490	14 638
41	Avec travail d'intérêt général	1 594	1 419	1 194	1 210	1 236
42	Amende.....	24 230	23 346	22 075	26 327	36 832
43	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	23 509	22 923	21 831	26 107	36 612
44	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	306	317	333	338	352
45	Assortie d'un sursis total.....	721	423	244	220	220

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Conduite en état alcoolique (fin)						
1	Peine de substitution	21 590	20 578	17 239	15 763	15 242
2	Suspension du permis de conduire	16 318	15 492	13 052	11 324	10 058
3	Interdiction du permis de conduire.....	2 089	1 999	1 722	1 404	1 318
4	Travail d'intérêt général	1 020	795	651	707	739
5	Jours-amende.....	1 939	2 087	1 675	2 166	2 797
6	Autres	224	205	139	162	330
7	Autres décisions.....	432	418	302	287	300
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
8	Hommes	101 963	97 402	93 830	102 542	106 858
9	Femmes.....	6 498	6 513	6 413	7 468	7 883
Âge des condamnés						
10	Moins de 18 ans	79	63	66	80	144
11	De 18 ans à moins de 20 ans	1 829	1 697	1 611	1 952	2 615
12	De 20 ans à moins de 25 ans	13 527	13 125	12 797	14 293	15 930
13	De 25 ans à moins de 30 ans	15 768	14 579	13 281	14 389	15 635
14	De 30 ans à moins de 40 ans	31 408	29 872	28 863	31 807	32 897
15	De 40 ans à moins de 60 ans	41 539	40 512	39 788	43 180	43 497
16	60 ans et plus	4 311	4 067	3 837	4 309	4 023
Nationalité des condamnés						
17	Français	99 425	95 210	91 644	99 288	101 905
18	Étrangers	7 270	7 125	7 023	8 282	8 864
19	Non déclarés.....	1 706	1 580	1 576	2 440	3 972

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Infractions en matière de transports						
1	Toutes condamnations pour délit en matière de transports (cf. p. 179, code 12).....	2 995	2 322	2 316	2 365	3 259
◆	Nature de la peine					
2	Emprisonnement	200	162	158	125	146
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	14	10	8	15	16
4	Moins de 3 mois.....	7	4	6	7	6
5	3 mois et plus.....	7	6	2	8	10
6	Assorti d'un sursis total.....	186	152	150	110	130
7	Amende	2 705	2 069	2 063	2 118	3 003
8	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	2 507	1 928	1 913	1 959	2 852
9	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i>(en Euros)	1 364	1 931	1 571	1 975	1 859
10	Assortie d'un sursis total.....	198	141	150	159	151
11	Autres décisions	90	91	95	122	110
◆	Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés						
12	Hommes	2 897	2 219	2 222	2 249	3 099
13	Femmes.....	98	103	94	116	160
Âge des condamnés						
14	Moins de 20 ans	27	28	8	13	19
15	De 20 ans à moins de 25 ans	111	94	79	103	148
16	De 25 ans à moins de 30 ans	305	221	215	238	305
17	De 30 ans à moins de 40 ans	924	714	693	740	993
18	De 40 ans à moins de 60 ans	1 532	1 182	1 229	1 178	1 675
19	60 ans et plus	96	83	92	93	119
Nationalité des condamnés						
20	Français	1 333	1 060	1 062	1 048	1 320
21	Étrangers	1 551	1 176	1 137	1 187	1 711
22	Non déclarés.....	111	86	117	130	228

La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne la contrefaçon de chèques et l'usage.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits en matière de chèques.

Code | Définitions et méthode

6 à 25 | **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour délits en matière de chèques	3 360	2 963	1 866	2 300	2 841
2	Contrefaçon de chèques et usage	2 464	2 310	1 578	1 904	2 349
3	Retrait ou blocage de provision d'un chèque.....	279	208	119	132	190
4	Violation de l'interdiction d'émettre	607	441	162	253	288
5	Autres	10	4	7	11	14
◆ Nature de la peine						
6	Emprisonnement	2 379	2 168	1 459	1 846	2 173
7	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	692	665	553	591	674
8	Moins de 3 mois.....	220	170	65	91	128
9	3 mois à moins de 6 mois	218	224	210	194	195
10	6 mois à moins d'un an.....	168	182	196	185	207
11	1 an à moins de 3 ans	80	79	74	104	126
12	3 ans et plus	6	10	8	17	18
13	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	5,5	5,9	6,7	7,7	7,3
14	Assorti d'un sursis total.....	1 687	1 503	906	1 255	1 499
15	Sursis simple	1 137	945	436	700	931
16	Sursis avec mise à l'épreuve	505	504	414	506	511
17	Avec travail d'intérêt général	45	54	56	49	57
18	Amende.....	456	371	172	201	295
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	338	290	139	145	218
20	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	497	487	684	868	738
21	Assortie d'un sursis total.....	118	81	33	56	77
22	Peine de substitution	231	213	148	147	206
23	dont interdiction d'émettre des chèques.....	46	27	8	6	12
24	Mesure éducative.....	84	64	40	45	59
25	Dispense de peine	210	147	47	61	108
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
26	Hommes	2 234	1 971	1 317	1 554	1 840
27	Femmes.....	1 126	992	549	746	1 001
Âge des condamnés						
28	Moins de 18 ans	135	115	74	81	119
29	De 18 ans à moins de 20 ans	339	371	193	267	367
30	De 20 ans à moins de 25 ans	858	849	531	686	767
31	De 25 ans à moins de 30 ans	588	478	346	382	448
32	De 30 ans à moins de 40 ans	744	632	394	498	633
33	De 40 ans à moins de 60 ans	659	486	315	363	486
34	60 ans et plus	37	32	13	23	21
Nationalité des condamnés						
35	Français.....	2 959	2 615	1 612	1 980	2 474
36	Étrangers	297	260	192	256	288
37	Non déclarés.....	104	88	62	64	79

Les condamnations en matière de travail et de sécurité sociale répriment principalement les infractions relatives à l'hygiène et à la sécurité, et le travail illégal.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour travail clandestin.

Code | Définitions et méthode

- 3 | Le non-respect des règles en matière d'**hygiène et de sécurité** est fréquemment sanctionné dans le bâtiment et les travaux publics.
- 4 | Les infractions visées en matière de **travail illégal** sont par ordre d'importance numérique : l'exécution d'un travail dissimulé, le recours au service d'une personne exerçant un travail dissimulé et les délits de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre, qui sont les principales formes de ce que l'on nomme aujourd'hui la fausse sous-traitance.
Jusqu'en 1985, les infractions en matière de travail illégal n'encourageaient qu'une peine d'amende pour contravention de 5^e classe. La correctionnalisation de cette infraction en 1985, et les lois spécifiques qui ont suivi, n'ont cessé d'aggraver les peines encourues en cette matière.
- 13 | Le poste "**autres contraventions de 5^e classe**" est important. Il regroupe le non-affichage du nom de l'entrepreneur sur un chantier de construction, la non-affiliation de l'employeur à une caisse de congés payés, certaines infractions à la réglementation en matière d'assurances chômage, le non-respect des règles de travail de nuit des jeunes et des femmes, et le paiement de salaires inférieurs au minimum légal.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour infractions en matière de travail et de sécurité sociale	9 529	7 670	6 505	6 329	6 612
2	Délits	7 915	6 262	6 088	5 683	5 724
3	Hygiène et sécurité	919	827	838	791	799
4	Travail illégal	6 288	4 855	4 748	4 423	4 386
5	Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	301	256	267	274	278
6	Fraudes aux prestations et cotisations sociales	233	186	119	115	131
7	Entrave à la représentation des salariés	138	110	99	63	105
8	Autres	36	28	17	17	25
9	Contraventions de 5^e classe	1 614	1 408	417	646	888
10	Infraction à l'assujettissement à la sécurité sociale	514	588	127	247	291
11	Infraction à la législation sur les congés	381	313	97	95	116
12	Médecine du travail.....	343	233	106	148	256
13	Autres	376	274	87	156	225

Travail illégal

14	Toutes condamnations en matière de travail illégal (cf. code 4)	6 288	4 855	4 748	4 423	4 386
◆ Nature de la peine						
15	Emprisonnement	2 025	1 491	1 598	1 641	1 821
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	328	249	269	301	267
17	Moins de 3 mois.....	86	63	49	64	58
18	3 mois à moins de 6 mois	116	88	90	118	103
19	6 mois à moins d'un an.....	88	57	91	73	68
20	1 an et plus	38	41	39	46	38
21	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i>	<i>5,4</i>	<i>5,7</i>	<i>6,1</i>	<i>6,4</i>	<i>6,7</i>
22	Assorti d'un sursis total	1 697	1 242	1 329	1 340	1 554
23	sursis simple	1 589	1 170	1 246	1 257	1 464
24	sursis avec mise à l'épreuve.....	95	67	79	78	79
25	avec travail d'intérêt général.....	13	5	4	5	11
26	Amende	3 777	2 995	2 810	2 308	2 198
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	2 954	2 410	2 376	1 932	1 766
28	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i>	<i>1 390</i>	<i>1 463</i>	<i>1 784</i>	<i>1 688</i>	<i>1 626</i>
29	Assortie d'un sursis total	823	585	434	376	432
30	Autres décisions	486	369	340	474	367
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
31	Hommes	5 398	4 117	4 006	3 784	3 740
32	Femmes	890	738	742	639	646
Âge des condamnés						
33	Moins de 20 ans	45	23	37	30	33
34	De 20 ans à moins de 25 ans	323	252	229	240	233
35	De 25 ans à moins de 30 ans	583	477	440	426	422
36	De 30 ans à moins de 40 ans	1 954	1 447	1 465	1 322	1 387
37	De 40 ans à moins de 60 ans	3 081	2 402	2 339	2 183	2 120
38	60 ans et plus	302	254	238	222	191
Nationalité des condamnés						
39	Français	4 481	3 530	3 283	3 058	2 970
40	Étrangers	1 593	1 196	1 322	1 183	1 248
41	Non déclarés.....	214	129	143	182	168

Les délits ayant fait l'objet de condamnations en matière de sociétés et de commerce, ont été regroupés en trois secteurs : celui des fraudes et contrefaçons, celui des infractions à la législation sur la concurrence et les prix, et enfin celui des infractions à la législation sur les sociétés.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour infractions à la législation sur les sociétés.

La multiplication des infractions recensées dans ces domaines, ainsi que leur complexité, font que les postes "autres" de chacun des groupes présentent des effectifs assez importants (cf. explications ci-dessous).

Code | Définitions et méthode

- 7 | Le poste "**Autres fraudes et contrefaçons**" comporte notamment les fraudes sur l'appellation, la provenance ou l'identification d'une marchandise.
- 12 | Le poste "**Prix illicites et autres**" comporte notamment les infractions en matière de contrats autres que ceux de vente, et les infractions à la législation sur les denrées périssables.
- 16 | Les **abus de biens sociaux** ont été isolés :
- abus des biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles
- abus des biens ou du crédit d'une société par actions par un dirigeant à des fins personnelles
- 18 | Le poste "**Autres infractions à la législation sur les sociétés**" comprend les infractions sur la tenue des assemblées, les délits afférents aux titres émis par les sociétés, les infractions à la législation sur la constitution des sociétés commerciales et civiles, les infractions liées aux procédures de redressement et liquidation judiciaires des entreprises et de dissolution des sociétés.
- 19 à 22 | **Les contraventions de 5^e classe** sont nombreuses en cette matière. Elles répriment principalement le non-respect des règles relatives à l'information du consommateur (marquage de produit), et le non-respect des règles de transport et de stockage de denrées périssables.
- 22 | Le poste "**Autres contraventions de 5^e classe**" concerne notamment l' "offre de vente ou prestation de services utilisant irrégulièrement le domaine public", le "non-dépôt au greffe du tribunal des comptes approuvés par l'assemblée générale d'une SARL ou d'une société par actions", et le "non-respect de la réglementation des prix", notamment en matière de taxis.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour infractions en matière de sociétés et de commerce	10 525	9 185	6 150	6 646	8 741
2	Délits	6 010	5 410	4 620	4 265	4 414
3	Fraudes et contrefaçons	1 957	1 738	1 585	1 399	1 402
4	Tromperie sur la marchandise	1 143	1 066	926	703	658
5	Détention de denrées nuisibles à la santé	268	232	171	153	138
6	Contrefaçon de marque, modèle, œuvre	510	416	453	509	577
7	Autres	36	24	35	34	29
8	Législation sur la concurrence, les prix	2 435	2 133	1 611	1 634	1 664
9	Publicité mensongère	885	644	458	393	435
10	Achat et vente sans facture	132	97	116	152	103
11	Technique de vente répréhensible	808	748	471	472	427
12	Prix illicites et autres	610	644	566	617	699
13	Législation sur les sociétés	1 618	1 539	1 424	1 232	1 348
14	Banqueroute	848	729	748	550	621
15	Gestion et comptabilité délictueuses	527	530	485	465	468
16	<i>dont abus de biens sociaux</i>	452	480	439	416	420
17	Exercice illégal d'une profession	204	228	159	179	231
18	Autres	39	52	32	38	28
19	Contraventions de 5^e classe	4 515	3 775	1 530	2 381	4 047
20	Transport, stockage de denrées périssables	2 320	2 086	816	1 398	2 399
21	Non respect des règles relatives à l'information du consommateur	991	740	311	518	822
22	Autres	1 204	949	403	465	836

Législation sur les sociétés

23	Toutes condamnations pour infraction à la législation sur les sociétés (cf. code 13)	1 618	1 539	1 424	1 232	1 348
◆	Nature de la peine					
24	Emprisonnement	1 075	970	989	848	915
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	247	184	192	158	158
26	Moins de 3 mois.....	27	20	13	13	13
27	3 mois à moins de 6 mois	53	39	43	26	16
28	6 mois à moins d'un an.....	66	61	61	48	51
29	1 an à moins de 3 ans	81	52	66	51	60
30	3 ans et plus	20	12	9	20	18
31	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i>(en mois)	11,4	10,2	10,3	12,9	13,1
32	Assorti d'un sursis total.....	828	786	797	690	757
33	Sursis simple	764	724	710	650	695
34	Sursis avec mise à l'épreuve	63	61	86	32	60
35	Avec travail d'intérêt général	1	1	1	3	2
36	Amende	407	448	335	296	314
37	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	323	366	283	249	258
38	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i>(en Euros)	3 504	2 887	3 765	3 683	4 551
39	Assortie d'un sursis total.....	84	82	52	47	56
40	Autres décisions	136	121	100	88	119
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	1 340	1 260	1 191	1 029	1 137
42	Femmes.....	278	279	233	203	211
	Âge des condamnés					
43	Moins de 20 ans	7	2	12	5	7
44	De 20 ans à moins de 25 ans	65	53	53	45	43
45	De 25 ans à moins de 30 ans	138	142	129	100	103
46	De 30 ans à moins de 40 ans	435	422	412	347	404
47	De 40 ans à moins de 60 ans	911	858	769	680	736
48	60 ans et plus	62	62	49	55	55
	Nationalité des condamnés					
49	Français	1 312	1 300	1 134	1 008	1 089
50	Étrangers	227	182	241	179	202
51	Non déclarés.....	79	57	49	45	57

Les infractions aux finances publiques regroupent essentiellement les fraudes à l'impôt et les infractions de contrebande douanière. Ces dernières sont fréquemment associées à d'autres infractions dans une même condamnation, trafic de stupéfiants par exemple, et dans ce cas ne sont pas comptabilisées dans les infractions principales (cf. définitions pages 141 et 142).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des condamnations prononcées en matière de finances publiques.

Code | Définitions et méthode

20 | L'exploitation statistique du Casier judiciaire permet, depuis 1994, de connaître toutes les amendes fiscales ou douanières prononcées à titre principal.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour délits en matière d'atteintes aux finances publiques (délits)	2 545	2 549	2 692	2 256	2 360
2	Fraude à l'impôt	902	764	864	898	944
3	Infractions douanières	1 286	1 397	1 352	875	895
4	Autres	357	388	476	483	521
◆ Nature de la peine						
5	Emprisonnement	2 030	2 129	2 178	1 754	1 896
6	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	919	1 053	1 013	699	713
7	Moins de 3 mois	102	111	107	71	80
8	3 mois à moins de 6 mois	194	245	193	112	133
9	6 mois à moins d'un an	253	313	316	174	166
10	1 an à moins de 3 ans	307	330	340	250	237
11	3 ans à moins de 5 ans	30	45	48	64	72
12	5 ans et plus	33	9	9	28	25
13	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	12,6	10,6	11,3	15,5	14,7
14	Assorti d'un sursis total	1 111	1 076	1 165	1 055	1 183
15	Sursis simple	921	860	934	945	1 072
16	Sursis avec mise à l'épreuve	170	190	191	89	93
17	Avec travail d'intérêt général	20	26	40	21	18
18	Amende	418	338	392	412	373
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	381	314	351	384	352
20	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	60 879	29 640	126 244	30 131	28 815
21	Assortie d'un sursis total	37	24	41	28	21
22	Autres décisions	97	82	122	90	91
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
23	Hommes	2 231	2 273	2 384	1 941	2 072
24	Femmes	314	276	308	315	288
Âge des condamnés						
25	Moins de 20 ans	177	191	243	156	182
26	De 20 ans à moins de 25 ans	492	619	655	357	382
27	De 25 ans à moins de 30 ans	413	417	416	331	337
28	De 30 ans à moins de 40 ans	598	556	586	546	604
29	De 40 ans à moins de 60 ans	803	713	725	806	803
30	60 ans et plus	62	53	67	60	52
Nationalité des condamnés						
31	Français	1 750	1 823	1 913	1 471	1 501
32	Étrangers	617	592	647	617	674
33	Non déclarés	178	134	132	168	185

Sont rassemblées dans ce volet toutes les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS).

Dans ce domaine, les condamnations sanctionnent en moyenne plus de deux infractions distinctes. L'infraction mentionnée en premier ne reflète pas toujours la qualification la plus grave (cf. définitions pages 142 et 143).

Le nouveau Code pénal a instauré la réclusion criminelle à perpétuité pour sanctionner le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet la production, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicite de stupéfiants (art. 222-34 du CP).

Il punit également de 20 ans de réclusion la production ou la fabrication illicite de stupéfiants, et de 30 ans de réclusion si ces faits sont commis en bande organisée (art. 222-55 du CP).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les infractions à la législation sur les stupéfiants.

Les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants sanctionnent presque toujours deux, voire même trois infractions à la fois. Ce cumul d'infractions ne peut être appréhendé à travers les données fournies ici, mais il peut expliquer la lourdeur des peines prononcées pour une catégorie donnée d'infractions.

Code | Définitions et méthode

2 et 8 | **Le trafic de stupéfiants par importation ou exportation** est puni d'une peine de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 euros d'amende. Ces faits, lorsqu'ils sont commis en bande organisée, sont qualifiés crimes, et punis de 30 ans de réclusion criminelle (art. 222-36 du CP).

5 | L'**usage illicite de stupéfiants** est réprimé par l'article L. 3421-1 du Code de la santé publique qui prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et de 3 750 Euros d'amende. Il est également prévu que l'action publique ne soit pas exercée si les personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ont suivi une cure de désintoxication, ou se sont soumises à une surveillance médicale depuis les faits qui leur sont reprochés.

6, 7 | **La détention, l'acquisition, le transport, la cession ou l'offre de stupéfiants, l'aide à l'usage par autrui** encourent des peines de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 Euros d'amende (art. 222-37 du NCP).

9, 10

15 | Le poste "**Autres délits**" en matière d'infractions à la santé publique comprend les condamnations pour publicité illicite en faveur du tabac, ainsi que le commerce ou l'emploi de substances vénéneuses.

16 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière d'infractions à la santé publique sont très résiduelles, et concernent principalement les débits de boisson et l'ivresse publique.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour infractions en matière de santé et de stupéfiants	23 597^r	21 669	22 135	28 760	31 944
2	Crimes.....	37	27	22	51	31
3	Délits	23 544	21 636	22 111	28 698	31 905
4	Infractions sur les stupéfiants.....	22 831	21 203	21 777	28 316	31 497
5	Usage illicite de stupéfiants	6 762	5 689	4 707	6 939	8 439
6	Détention, acquisition de stupéfiants	8 609	8 293	8 942	11 525	13 008
7	Commerce, emploi, transport de stupéfiants	3 377	3 377	4 284	5 771	6 049
8	Trafic de stupéfiants (exportation-importation)	1 705	1 373	1 500	2 001	1 949
9	Offre et cession de stupéfiants	2 260	2 357	2 241	1 947	1 910
10	Aide à l'usage par autrui de stupéfiants	70	52	54	57	47
11	Autres infractions sur les stupéfiants	48	62	49	76	95
12	Autres infractions à la santé publique.....	713	433	334	382	408
13	Réglementation sur les débits de boisson	404	198	126	154	147
14	Exercice illégal d'une profession médicale	131	143	99	99	97
15	Autres	178	92	109	129	164
16	Contraventions de 5^e classe	16	6	2	11	8

Infractions sur les stupéfiants (délits)

17	Toutes condamnations pour infraction sur les stupéfiants (cf. code 4).....	22 831	21 203	21 777	28 316	31 497
◆	Nature de la peine					
18	Emprisonnement	16 876	15 532	16 514	21 456	23 163
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	8 266	7 361	8 206	11 097	11 931
20	Moins de 3 mois.....	1 828	1 513	1 396	1 920	2 157
21	3 mois à moins de 6 mois	1 633	1 606	1 866	2 318	2 456
22	6 mois à moins d'un an	1 599	1 483	1 778	2 385	2 505
23	1 an à moins de 3 ans	1 947	1 659	2 027	2 899	3 185
24	3 ans à moins de 5 ans.....	759	695	756	1 080	1 047
25	5 ans et plus	500	405	383	495	581
26	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	<i>15,2</i>	<i>14,5</i>	<i>14,3</i>	<i>14,4</i>	<i>14,4</i>
27	Assorti d'un sursis total.....	8 610	8 171	8 308	10 359	11 232
28	Sursis simple	5 591	5 268	5 307	6 697	7 101
29	Sursis avec mise à l'épreuve	2 463	2 379	2 475	3 043	3 398
30	Avec travail d'intérêt général	556	524	526	619	733
31	Amende.....	3 564	3 343	2 866	4 077	4 997
32	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	3 152	2 985	2 528	3 699	4 583
33	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	<i>480</i>	<i>557</i>	<i>1 216</i>	<i>438</i>	<i>423</i>
34	Assortie d'un sursis total.....	412	358	338	378	414
35	Peine de substitution	1 480	1 531	1 656	1 884	2 168
36	Travail d'intérêt général	507	420	497	561	671
37	Jours-amende	836	1 016	1 073	1 198	1 385
38	Autres	137	95	86	125	112
39	Mesure éducative.....	778	665	646	757	998
40	dont admonestation	571	461	468	551	676
41	Dispense de peine	133	132	95	142	171
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
42	Hommes	21 474	19 968	20 482	26 724	29 757
43	Femmes	1 357	1 235	1 295	1 592	1 740
	Âge des condamnés					
44	Moins de 16 ans	520	494	433	599	899
45	De 16 ans à moins de 18 ans	1 004	895	942	1 053	1 398
46	De 18 ans à moins de 20 ans	4 644	4 382	4 403	5 917	7 087
47	De 20 ans à moins de 25 ans	8 185	7 962	8 435	10 679	11 496
48	De 25 ans à moins de 30 ans	4 099	3 596	3 684	4 678	4 968
49	De 30 ans à moins de 40 ans	3 289	2 947	2 913	3 974	4 170
50	De 40 ans à moins de 60 ans	1 047	898	936	1 361	1 426
51	60 ans et plus	43	29	31	55	53
	Nationalité des condamnés					
52	Français	18 712	17 791	18 150	23 454	26 460
53	Étrangers	3 259	2 878	2 979	4 045	4 002
54	Non déclarés.....	860	534	648	817	1 035

Les condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire sanctionnent des outrages ou violences à une personne dépositaire de l'autorité publique ou à magistrat, ainsi que la rébellion et toutes les infractions relatives à l'exécution des décisions de justice : refus de restituer un permis de conduire, violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution, infractions à l'interdiction de séjour, et évasion.

On trouve également dans ce groupe les usurpations de titres ou de fonctions, les usurpations d'identité, les corruptions de fonctionnaires, et les dénonciations calomnieuses.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions à l'ordre administratif et judiciaire.

Code | Définitions et méthode

- 15 | Le poste "**Autres délits**" comprend notamment toutes les autres infractions relatives à la preuve en justice : non-dénonciation d'un crime ou d'un délit, recel de personnes ayant affaire avec la justice, recel de cadavres, faux témoignages, subornation de témoin, ainsi que la remise ou la sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent, ou objet quelconque de détenu.
- 16 | Ce poste "contraventions de 5^e **classe**" regroupe les entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	21 944	21 056	22 554	24 016	25 390
2	Délits	21 929	21 028	22 549	24 005	25 381
3	Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public	12 983	12 569	14 248	14 464	14 391
4	Rébellion	2 716	2 605	3 029	3 105	3 013
5	Violence sur personne dépositaire de l'autorité publique	255	335	547	644	786
6	Outrage ou violences à un magistrat	194	198	237	202	242
7	Corruption de fonctionnaire	279	211	231	252	285
8	Usurpation de fonctions ou de titres	155	153	127	132	159
9	Refus de restituer un permis de conduire	274	247	226	203	190
10	Violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution	1 938	1 831	1 324	1 398	1 650
11	Infraction à l'interdiction de séjour	110	97	102	101	121
12	Usurpation d'identité	658	610	692	1 009	1 306
13	Évasion de détenu	463	474	424	371	471
14	Dénonciation calomnieuse	370	315	244	285	387
15	Autres	1 534	1 383	1 118	1 839	2 380
16	Contraventions de 5^e classe	15	28	5	11	9
◆ Nature de la peine						
17	Emprisonnement	11 340	11 255	12 953	14 377	15 224
18	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	5 445	5 504	6 092	6 168	6 740
19	Moins de 3 mois	2 776	2 570	2 491	2 760	3 203
20	3 mois à moins de 6 mois	1 733	1 938	2 292	2 162	2 324
21	6 mois à moins d'un an	672	733	968	923	911
22	1 an à moins de 3 ans	234	230	321	296	272
23	3 ans et plus	30	33	20	27	30
24	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	3,5	3,7	3,9	3,7	3,5
25	Assorti d'un sursis total	5 895	5 751	6 861	8 209	8 484
26	Sursis simple	4 287	4 226	4 971	6 149	6 285
27	Sursis avec mise à l'épreuve	1 054	1 014	1 298	1 430	1 521
28	Avec travail d'intérêt général	554	511	592	630	678
29	Amende	6 799	5 895	5 791	5 667	5 861
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	5 765	5 003	5 026	4 738	4 854
31	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	508	535	581	555	554
32	Assortie d'un sursis total	1 034	892	765	929	1 007
33	Peine de substitution	2 819	2 856	2 794	2 909	3 009
34	Suspension du permis de conduire	647	512	506	437	348
35	Travail d'intérêt général	629	618	614	795	870
36	Jours-amende	1 403	1 601	1 580	1 568	1 660
37	Autres	140	125	94	109	131
38	Mesure éducative	648	696	731	736	902
39	dont admonestation	487	493	558	525	634
40	Dispense de peine	338	354	285	327	394
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
41	Hommes	19 549	18 974	20 381	21 470	22 557
42	Femmes	2 395	2 082	2 173	2 546	2 833
Âge des condamnés						
43	Moins de 18 ans	1 105	1 189	1 309	1 278	1 670
44	De 18 ans à moins de 20 ans	2 466	2 437	2 640	3 086	3 502
45	De 20 ans à moins de 25 ans	6 466	6 678	6 985	7 169	7 235
46	De 25 ans à moins de 30 ans	3 745	3 513	3 691	3 802	4 028
47	De 30 ans à moins de 40 ans	4 235	3 911	4 332	4 765	4 908
48	De 40 ans à moins de 60 ans	3 592	3 024	3 271	3 558	3 702
49	60 ans et plus	335	304	326	358	345
Nationalité des condamnés						
50	Français	18 682	17 996	19 175	20 531	21 759
51	Étrangers	2 662	2 486	2 738	2 833	2 955
52	Non déclarés	600	574	641	652	676

Les condamnations pour atteintes à la sûreté publique se répartissent en quatre groupes de délits : les infractions à la police des étrangers, les infractions en matière de commerce et de transport d'armes, les infractions militaires, et les autres atteintes à la sûreté publique.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France et pour les infractions en matière militaire.

Code | Définitions et méthode

- 7 | **L'entrée ou le séjour irrégulier d'un étranger en France** comprend également la pénétration non autorisée d'étrangers sur le territoire national après interdiction, l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et le non-respect à l'assignation à résidence par étranger faisant l'objet d'une mesure d'expulsion.
- 8 | **L'interdiction de résidence** recouvre en fait les soustractions à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion.
- 9 | **Les infractions sur la réglementation sur le travail des étrangers** sont relatives à l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.
- 10 | Sous l'intitulé "**Nomades**", se trouvent notamment les condamnations sanctionnant la circulation sans livret d'une personne sans domicile fixe et dépourvue de ressources régulières.
- 17 | Sont également compris dans ce poste les actes d'auto-mutilation par militaire, les violations de consigne, les détournements d'armes ou autres objets, les outrages, violences et voies de faits par militaire.
- 19 | **Les atteintes à la législation sur les télécommunications** regroupent principalement des infractions en matière d'utilisation de fréquence ou d'installations radioélectriques sans autorisation, et dans une moindre mesure l'émission de communications audiovisuelles non autorisées par le CSA, comme toutes les infractions portant atteinte au monopole de France Télécom.
- 22 | Ce poste recouvre les infractions électorales, et les condamnations pour provocation à la discrimination politique, raciale ou religieuse par publication ou discours.
- 24 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière d'étrangers concernent les ressortissants de la communauté européenne.
- 25 | Le poste "**Nomades**" comprend principalement les défauts de visa dans les délais du carnet ou du livret de circulation.
- 26 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière de **législation sur les télécommunications** comprennent essentiellement les détentions non déclarées d'appareils radioélectriques d'émission.
- 27 | Ce poste regroupe les contraventions de 5^e classe se rapportant à l'acquisition ou à la détention d'armes, ou de produits explosifs de faible catégorie.

| **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour infractions à la sûreté publique	14 519	13 326	13 341	14 655	13 719
2	Crimes	11	4	2	1	7
3	Faux-monnayage.....	11	3	2	1	7
4	Autres	0	1	0	0	0
5	Délits	14 280	13 076	13 114	14 222	13 281
6	Police des étrangers - nomades	5 636	5 528	6 462	7 337	6 225
7	Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger	4 153	4 250	4 940	5 884	4 860
8	Interdiction de résidence.....	1 365	1 155	1 383	1 286	1 146
9	Réglementation sur le travail des étrangers	111	115	138	160	212
10	Nomades	7	8	1	7	7
11	Commerce et transport d'armes	5 969	5 389	5 455	5 433	5 241
12	Port et transport illicite d'armes	4 594	4 134	4 026	3 984	3 813
13	Acquisition ou détention d'armes	1 339	1 204	1 377	1 408	1 355
14	Fabrication, commerce illicite d'explosifs.....	36	51	52	41	73
15	Infractions militaires	1 666	1 274	436	559	928
16	Désertion	820	718	234	365	688
17	Insoumission et autres.....	846	556	202	194	240
18	Autres atteintes à la sûreté publique	1 009	885	761	893	887
19	Législation sur les télécommunications	32	14	6	13	11
20	Législation sur les jeux de hasard	523	447	345	409	328
21	Association de malfaiteurs	194	202	202	279	309
22	Autres	260	222	208	192	239
23	Contraventions de 5^e classe	228	246	225	432	431
24	Police des étrangers	6	8	4	3	3
25	Nomades	45	35	34	56	52
26	Législation sur les télécommunications	17	3	2	1	6
27	Autres	160	200	185	372	370

Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger

28	Toutes condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (cf. code 7).....	4 153	4 250	4 940	5 884	4 860
◆	Nature de la peine					
29	Emprisonnement	3 121	3 222	3 651	4 241	3 894
30	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 345	2 319	2 777	3 225	2 764
31	Moins de 3 mois.....	588	624	884	1 075	969
32	3 mois à moins de 6 mois	997	890	1 060	1 214	1 002
33	6 mois à moins d'un an.....	465	404	477	506	425
34	1 an à moins de 3 ans	264	342	295	322	286
35	3 ans et plus	31	59	61	108	82
36	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i>(en mois)	5,7	6,5	5,8	6,1	5,9
37	Assorti d'un sursis total.....	776	903	874	1 016	1 130
38	Sursis simple	762	885	860	999	1 105
39	Sursis avec mise à l'épreuve	13	17	14	16	24
40	Avec travail d'intérêt général	1	1	0	1	1

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (fin)						
1	Amende	109	104	129	120	147
2	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	77	70	87	81	100
3	<i>Montant moyen de l'amende ferme(en Euros)</i>	<i>813</i>	<i>800</i>	<i>1 092</i>	<i>883</i>	<i>866</i>
4	Assortie d'un sursis total.....	32	34	42	39	47
5	Peine de substitution	867	868	1 081	1 416	684
6	dont interdiction du territoire français.....	848	845	1 054	1 401	663
7	Autres décisions	56	56	79	107	135
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
8	Hommes.....	3 836	3 949	4 520	5 297	4 417
9	Femmes.....	317	301	420	587	443
Âge des condamnés						
10	Moins de 18 ans.....	11	21	96	105	76
11	de 18 ans à moins de 20 ans.....	237	284	283	347	301
12	de 20 ans à moins de 25 ans.....	875	944	1 100	1 297	1 008
13	de 25 ans à moins de 30 ans.....	1 037	1 101	1 342	1 587	1 282
14	de 30 ans à moins de 40 ans.....	1 457	1 394	1 517	1 828	1 509
15	de 40 ans à moins de 60 ans.....	515	487	575	696	656
16	60 ans et plus.....	21	19	27	24	28
Nationalité des condamnés						
17	Français	161	152	146	185	218
18	Étrangers	3 728	3 862	4 511	5 382	4 322
19	CEE.....	220	126	114	159	239
20	Portugal.....	13	16	12	16	15
21	Espagne.....	8	6	8	9	6
22	Italie.....	35	32	18	24	18
23	Autres.....	164	72	76	110	200
24	Europe hors CEE.....	529	623	674	709	575
25	Turquie.....	99	103	72	91	132
26	Autres.....	430	520	602	618	443
27	Maghreb.....	1 131	1 135	1 284	1 334	1 324
28	Algérie.....	516	537	606	564	567
29	Maroc.....	430	396	416	526	501
30	Tunisie.....	185	202	262	244	256
31	Afrique francophone hors Maghreb.....	784	839	1 069	1 413	884
32	Afrique non francophone.....	325	290	358	412	334
33	Asie, Océanie.....	539	510	665	871	577
34	Amérique.....	200	339	347	484	389
35	Non déclarés	264	236	283	317	320

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Infractions militaires						
1	Toutes condamnations pour infractions militaires (cf. p. 195, code 15).....	1 666	1 274	436	559	928
◆ Nature de la peine						
2	Emprisonnement	1 411	1 071	363	531	875
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	725	432	113	94	144
4	Moins de 3 mois.....	301	184	62	41	39
5	3 mois à moins de 6 mois	230	193	41	49	102
6	6 mois à moins d'un an.....	151	52	9	4	3
7	1 an et plus	43	3	1	0	0
8	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	4,0	3,0	2,6	2,4	3,1
9	Assorti d'un sursis total	686	639	250	437	731
10	Sursis simple	660	602	240	432	727
11	Sursis avec mise à l'épreuve	21	22	8	5	3
12	Avec travail d'intérêt général	5	15	2	0	1
13	Amende	67	8	19	5	19
14	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	53	6	15	5	19
15	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i> (en Euros)	263	178	410	320	305
16	Assortie d'un sursis total.....	14	2	4	0	0
17	Autres décisions	188	195	54	23	34
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
18	Hommes	1 662	1 264	432	537	901
19	Femmes	4	10	4	22	27
Âge des condamnés						
20	Moins de 20 ans	150	100	61	111	168
21	de 20 ans à moins de 25 ans	1 282	988	315	360	562
22	de 25 ans à moins de 30 ans	194	144	47	72	158
23	de 30 ans à moins de 40 ans.....	31	36	11	12	33
24	40 ans et plus	9	6	2	4	7
Nationalité des condamnés						
25	Français	1 549	1 214	416	501	810
26	Étrangers	47	20	8	9	93
27	Non déclarés.....	70	40	12	49	25

Les atteintes à l'ordre public général sont de deux ordres : les faux en écriture publique ou privée d'une part, les atteintes en matière d'environnement d'autre part.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour faux en écriture publique et privée d'une part, et pour l'ensemble des atteintes à l'environnement (délits et contraventions) d'autre part.

Code | Définitions et méthode

- 4 et 5** | **Les faux en écriture privée** sont qualifiés délits. Ces postes regroupent les faux et usages de faux en écriture privée, de commerce, de banque, de titre de transport, et les falsifications de certificats ou d'attestations.
- 8** | Les infractions en matière d'**utilisation illégale des sols** comprennent l'apposition d'enseignes ou de publicité dans des endroits prohibés, l'exploitation d'installations classées, et le fait de porter atteinte aux espèces protégées de la faune et de la flore.
- 10** | **Les infractions en matière de pêche** visent essentiellement les pratiques de pêche maritime dans des zones interdites ou avec des engins prohibés, et dans une moindre mesure la réalisation de travaux destinés à capturer le poisson en eau douce.
- 11** | **Les infractions en matière de chasse** concernent la chasse sur terrain d'autrui avec engins prohibés, de nuit, en temps prohibé et/ou avec circonstances aggravantes.
- 12** | Les "**Autres délits en matière d'atteintes à l'environnement**" portent principalement sur le rejet en eau douce ou pisciculture de substances nuisibles au poisson. Les autres infractions visent l'absence d'autorisation pour la mise en exploitation de carrières, la construction de barrage dans un cours d'eau, et l'arrachage ou le défrichement de ses bois par un particulier.
- 14** | **Les contraventions de 5^e classe en matière de chasse** regroupent notamment la chasse sans permis, la chasse sur terrain d'autrui sans circonstance aggravante, et toutes les infractions à un arrêté réglementaire dans ce domaine.
- 16** | Il s'agit ici d'infractions en matière de pêche en eau douce ou de pêche maritime de loisir.
- 17** | Le poste "**Autres contraventions de 5^e classe en matière d'environnement**" regroupe en majorité des condamnations pour infractions à l'hygiène des animaux. Le reste se partage entre les infractions en matière d'installations classées, de pollution des eaux, les défauts d'affichage du permis de construire, et la poursuite de travaux malgré une mise en demeure.
- | **Nature de la peine**, cf. définitions pages 142 et 143.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations pour infractions à l'ordre public général	13 242	11 633	8 518	10 405	11 840
2	Délits	8 697	8 013	6 825	7 402	7 958
3	Faux en écriture publique ou privée	4 308	4 109	4 169	4 373	4 590
4	Faux, usage de faux en écriture privée	2 499	2 097	2 016	2 079	2 064
5	Falsification de document	1 365	1 554	1 589	1 714	1 912
6	Obtention, usage de document administratif faux ou inexact	444	458	564	580	614
7	Atteintes à l'environnement	4 389	3 904	2 656	3 029	3 368
8	Travaux ou utilisation illégale des sols.....	810	638	500	621	801
9	Défaut de permis de construire.....	1 767	1 510	1 055	1 034	1 250
10	Infraction en matière de pêche	614	524	311	504	542
11	Infraction en matière de chasse.....	256	187	145	229	235
12	Autres	942	1 045	645	641	540
13	Contraventions de 5^e classe	4 545	3 620	1 693	3 003	3 882
14	Infraction en matière de chasse.....	2 546	2 058	843	1 534	2 019
15	Abandon d'épave ou d'objet	1 152	904	392	822	1 057
16	Infraction en matière de pêche	182	127	58	108	126
17	Autres	665	531	400	539	680

Atteintes à l'environnement (délits et contraventions de 5^e classe)

13	Toutes condamnations pour atteinte à l'environnement (cf. page 199, codes 7 et 13).....	8 934	7 524	4 349	6 032	7 250
◆	Nature de la peine					
14	Emprisonnement	269	277	216	308	304
15	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	50	66	43	51	52
16	Moins de 3 mois.....	31	35	21	26	21
17	3 mois et plus.....	19	31	22	25	21
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i>	<i>2,4</i>	<i>3,7</i>	<i>4,4</i>	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>
19	Assorti d'un sursis total	219	211	173	257	252
20	Sursis simple	199	193	160	237	225
21	Sursis avec mise à l'épreuve	11	12	9	17	18
22	Avec travail d'intérêt général	9	6	4	3	9
23	Amende	7 487	6 124	3 622	5 176	6 182
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	6 428	5 303	3 187	4 624	5 513
25	<i>Montant moyen de l'amende ferme</i>	<i>1 051</i>	<i>1 492</i>	<i>1 703</i>	<i>1 105</i>	<i>1 497</i>
26	Assortie d'un sursis total.....	1 059	821	435	552	669
27	Peine de substitution	491	507	211	233	313
28	Mesure éducative	31	28	12	10	23
29	Dispense de peine	656	588	288	305	428
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
30	Hommes	8 097	6 781	3 838	5 437	6 601
31	Femmes	837	743	511	595	649
	Âge des condamnés					
32	Moins de 18 ans	36	39	21	10	38
33	De 18 ans à moins de 20 ans	206	251	119	188	246
34	De 20 ans à moins de 25 ans	881	812	414	559	628
35	De 25 ans à moins de 30 ans	898	719	408	560	628
36	De 30 ans à moins de 40 ans	2 002	1 624	948	1 362	1 625
37	De 40 ans à moins de 60 ans	3 737	3 104	1 921	2 565	3 096
38	60 ans et plus	1 174	975	518	788	989
	Nationalité des condamnés					
39	Français	7 753	6 514	3 779	5 236	6 303
40	Étrangers	637	559	359	443	496
41	Non déclarés.....	544	451	211	353	451

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier Judiciaire.(cf. page 141)

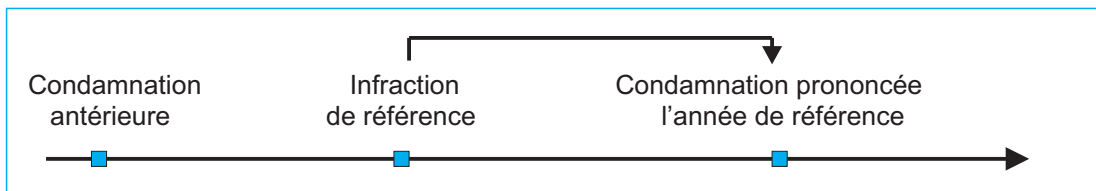
Définition

La commission d'une infraction en état de récidive fait encourir le double des peines prévues par le code pénal, ou la perpétuité pour un crime puni de vingt ou trente ans de réclusion. (art 132-8 à 132-11 du CP)

À partir de l'exploitation statistique du Casier Judiciaire, la récidive peut s'approcher de deux façons :

- une approche prospective qui est une observation du devenir judiciaire des condamnés après une première condamnation, ce qui oblige à se référer à des cohortes de condamnés déjà anciennes :
- une approche rétrospective qui est une observation du passé pénal des condamnés. Cette dernière méthode présente l'avantage de produire des résultats sur des cohortes de condamnés récentes. Les deux approches donnent des résultats d'une parfaite cohérence.

C'est l'observation rétrospective qui a été privilégiée dans cette publication. La condamnation de référence est alors la dernière condamnation connue sur l'année observée. La condamnation antérieure est retenue pour caractériser un récidiviste uniquement si elle est antérieure aux faits sanctionnés par la condamnation de référence.



Cette dimension chronologique introduite entre la première condamnation et la commission des faits à l'origine de la seconde condamnation est l'essence même de la récidive.

Cette définition se rapproche de la définition légale sur plusieurs points :

Elle prend en compte une durée d'observation de cinq ans entre les deux condamnations (pour les délits) tout en sachant que dans le cadre de la définition légale ce délai court à compter de la date d'expiration de la peine.

La notion de délit similaire a également été retenue pour mieux caractériser la récidive, sans cette identité d'infraction c'est la notion de réitération qui a été utilisée.

Code | Définitions et méthode

- 3 | L'antécédent criminel a été mesuré pour chaque cohorte de condamnés sur une période de 17 années.
Lecture : 2,8% des condamnés pour crime en 2004 avaient déjà été condamnés pour crime avant d'avoir commis les faits sanctionnés par cette condamnation.
- 4 | Lecture : 1,3% des condamnés pour viol en 2004 avaient déjà été condamnés pour crime avant d'avoir commis les faits sanctionnés par cette condamnation.
- 8, 9 | Il s'agit des personnes condamnées après avoir déjà été condamnées sur les cinq années précédentes pour n'importe quel type de délits.
- 10, 11 | Il s'agit des personnes condamnées après avoir déjà été condamnés sur les cinq années précédentes pour un même type de délits.
- 12 | lecture : 29,2% des condamnés en 2004 pour vol-receel avaient déjà été condamnés sur les cinq années précédentes pour un vol-receel.
- 21 | Parmi les condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant déjà été condamnées à une peine d'emprisonnement ferme sur les cinq années précédentes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

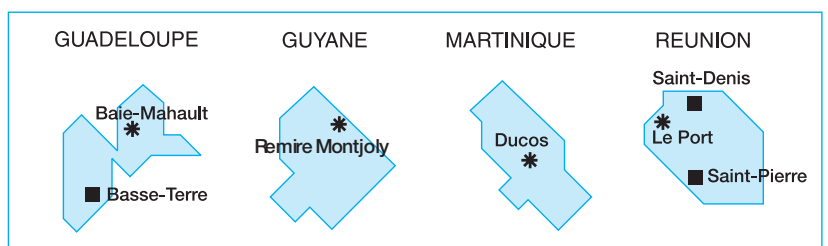
Code		2000	2001	2002	2003	2004 ^P
	Crimes					
1	Nombre de condamnés pour crimes.....	3 021	3 083	3 034	3 117	3 001
2	Nombre de condamnés avec un antécédent criminel (sur 17 ans) .	117	136	96	74	84
3	Taux d'antécédent criminel.....	3,9	4,4	3,2	2,4	2,8
	Taux d'antécédent criminel selon le crime sanctionné en récidive (en %)					
4	Viols.....	1,6	1,8	1,8	1,1	1,3
5	Homicides volontaires.....	3,0	2,1	2,4	2,0	2,2
6	Vols criminels.....	11,3	15,2	9,6	8,2	9,5
	Délits					
7	Nombre de condamnés pour délits.....	382 218	355 820	328 646	372 437	357 440
8	Nombre de condamnés avec antécédent délictuel [sur 5 ans]	117 429	112 102	106 255	117 708	111 156
9	Taux d'antécédent délictuel (en %)	30,7	31,5	32,3	31,6	31,1
10	Nombre de condamnés avec antécédent d'un même type de délit....	57 333	54 796	50 940	56 610	52 005
11	Taux d'antécédent d'un même type de délit (en %).....	15,0	15,4	15,5	15,2	14,5
	Taux d'antécédent selon le type de délit sanctionné (en %)					
12	Vol - recel.....	-	-	-	30,9	29,2
13	Conduite en état alcoolique	-	-	-	16,3	16,1
14	Violences volontaires.....	-	-	-	11,1	10,2
15	Infraction à la législation sur les stupéfiants	-	-	-	11,5	11,2
16	Outrage - rébellion	-	-	-	10,2	10,6
17	Destruction - dégradation	-	-	-	7,5	7,1
18	Atteintes aux mœurs.....	-	-	-	4,8	5,6
19	Police des étrangers	-	-	-	11,4	13,1
20	Port d'arme	-	-	-	4,1	3,5
21	Taux de condamnés à l'emprisonnement ferme déjà condamnés à l'emprisonnement ferme (en %)	-	-	-	35,7	36,3

Exécution des peines et Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire



- Limite de direction régionale
- Limite de département
- Maison d'arrêt
- Centre de détention
- △ Maison centrale
- * Centre pénitentiaire
- ◇ Centre de semi-liberté
- Etablissement d'hospitalisation public national
- X Ecole nationale de l'administration pénitentiaire



Exécution des peines et administration pénitentiaire

188 Établissements pénitentiaires au 31 décembre 2005 51 252 places dans ces établissements

115 maisons d'arrêt recevant les prévenus et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur ou égal à un an. (n. c. les 21 quartiers de maison d'arrêt inclus dans un centre pénitentiaire et les 13 centres de semi-liberté distingués ci-après)

60 établissements pour peines

24 centres de détention accueillant des condamnés qui sont considérés comme présentant les meilleures perspectives de réinsertion. À ce titre, ils comportent un régime principalement orienté vers la resocialisation des détenus.

5 maisons centrales recevant les condamnés les plus sensibles. Leur régime de détention est essentiellement axé sur la sécurité.

31 centres pénitentiaires, établissements mixtes comportant à la fois un quartier "maison d'arrêt" et/ou un quartier "maison centrale" et/ou un quartier "centre de détention". Ils reçoivent à la fois des prévenus et des condamnés à de courtes et longues peines.

13 Centres autonomes de semi-liberté recevant les condamnés admis au régime de semi-liberté, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.

L'établissement public de santé national relève du secrétariat d'État à la Santé et à l'Action sociale

Champ géographique : métropole, DOM et TOM à partir de 2002

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires.

Code | Définitions et méthode

1, 2 Au 1^{er} janvier 2006, 59 522 personnes étaient écrouées, dont 58 344 détenues et 1 178 non hébergées, du fait d'un PSE – placement sous surveillance électronique (871), ou d'un PE – placement extérieur (307) non hébergé.

4 Depuis le 1^{er} janvier 2002, les données de l'outre-mer intègrent les établissements de Majicavo, Mata-Utu, Saint-Pierre et Miquelon

5 à 7 **Un individu condamné** dans une affaire, et *prévenu* dans une ou plusieurs autres affaires, est uniquement comptabilisé comme condamné.

Sont comptabilisés comme **prévenus** les détenus (population pénale en milieu fermé) en cours d'information, en attente de jugement, ou en délai ou exercice d'une voie de recours.

Sont comptabilisés comme **condamnés** les détenus définitivement jugés. Les détenus soumis à la contrainte par corps (cf. définition 31, page 206) sont comptabilisés avec les condamnés.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Population incarcérée						
1	Population incarcérée au 31 décembre	48 594	55 407	59 246	59 197	59 522
2	dont personnes hébergées	nd	nd	nd	58 231	58 344
3	Métropole	45 319	51 827	55 355	55 302	55 633
4	Départements et territoires d'outre-mer	3 275	3 580	3 891	3 895	3 889
◆ Catégorie pénale des personnes incarcérées						
5	Prévenus	16 124	20 852	21 749	20 134	19 732
6	Condamnés	32 470	34 555	37 497	39 063	39 790
7	Part des prévenus	33,2	37,6	36,7	34,0	33,2
◆ Caractéristiques des personnes incarcérées						
Sexe						
8	Hommes	46 879	53 322	56 991	56 959	57 335
9	Femmes	1 715	2 085	2 255	2 238	2 187
Âge						
10	Moins de 16 ans	96	81	79	49	71
11	De 16 ans à moins de 18 ans	730	727	660	574	661
12	De 18 ans à moins de 21 ans	4 405	5 110	4 954	4 716	4 817
13	De 21 ans à moins de 25 ans	7 926	9 469	10 415	10 220	10 154
14	De 25 ans à moins de 30 ans	8 763	10 233	10 893	10 698	10 883
15	De 30 ans à moins de 40 ans	12 817	14 413	15 695	15 735	15 373
16	De 40 ans à moins de 50 ans	8 340	9 084	9 717	10 005	10 075
17	De 50 ans à moins de 60 ans	3 952	4 509	4 853	5 130	5 246
18	60 ans et plus	1 565	1 781	1 980	2 070	2 242
Nationalité						
19	Français	38 087	43 489	46 123	46 455	47 331
20	Étrangers	10 507	11 918	13 061	12 678	12 137
21	Europe	2 721	3 297	3 741	3 748	3 594
22	Allemagne	93	92	104	103	104
23	Belgique	139	134	142	121	153
24	Espagne	283	349	378	402	404
25	Italie	295	258	317	301	261
26	Portugal	420	451	474	441	423
27	Yougoslavie	234	281	318	249	275
28	Autres	1 257	1 732	2 008	2 131	1 974
29	Afrique	6 006	6 357	6 865	6 416	6 160
30	Algérie	2 063	2 155	2 164	1 880	1 780
31	Maroc	1 734	1 839	1 983	2 022	1 891
32	Tunisie	637	625	659	610	625
33	Autres	1 572	1 738	2 059	1 904	1 864
34	Amérique	859	1 129	1 194	1 285	1 185
35	Asie	868	1 054	1 250	1 220	1 190
36	Océanie	6	3	11	9	8
37	Non déclarée	47	78	62	64	54
Niveau d'instruction						
38	Illétrés déclarés	5 201	5 372	6 188	6 093	6 503
39	Instruction primaire	19 711	22 014	23 266	20 733	21 365
40	Instruction secondaire ou supérieure	23 682	28 021	29 792	32 371	31 654

Code | Définitions et méthode

- 7 à 19 | En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 8 | Sont compris sous cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de torture ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.
- 19 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers, et les infractions d'ordre militaire.
- 20 à 31 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
- 31 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
- 32 | À partir de 2004, le taux d'occupation est calculé sur les seules personnes hébergées.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Prévenus						
1	Prévenus au 31 décembre	16 124	20 852	21 749	20 134	19 732
◆	Situation pénale					
2	En cours d'instruction.....	11 298	15 070	15 972	14 319	13 850
3	En attente de comparution.....	2 512	2 549	2 577	2 576	2 539
4	Comparution immédiate.....	921	1 490	1 617	1 711	1 861
5	En appel ou pourvoi	1 393	1 743	1 583	1 528	1 482
Condamnés						
6	Condamnés au 31 décembre	32 470	34 555	37 497	39 063	38 790
◆	Nature de l'infraction					
7	Atteintes à la personne	16 262	18 241	20 162	21 137	21 591
8	Crimes de sang.....	3 325	3 293	3 501	3 486	3 540
9	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	4 059	5 217	6 338	6 811	7 280
10	Homicides, blessures involontaires.....	995	1 536	1 977	2 069	2 131
11	Viols et autres agressions sexuelles.....	7 779	8 109	8 239	8 670	8 529
12	Proxénétisme	104	86	107	101	111
13	Atteintes aux biens	9 276	9 340	9 332	9 118	9 549
14	Vols qualifiés.....	3 894	3 481	3 465	3 409	3 713
15	Autres vols	3 737	3 850	3 459	3 041	3 116
16	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux.....	1 645	2 009	2 408	2 668	2 720
17	Atteintes à la santé publique	3 936	4 127	5 197	5 937	5 718
18	Infractions à la législation sur les stupéfiants.....	3 936	4 127	5 197	5 937	5 718
19	Autres infractions	2 996	2 847	2 806	2 871	2 932
◆	Peine prononcée					
20	Réclusion criminelle	8 078	8 148	8 025	8 222	8 219
21	5 ans à moins de 10 ans.....	412	317	238	203	189
22	10 ans à moins de 20 ans.....	6 104	6 166	5 991	6 097	6 066
23	20 ans à 30 ans	984	1 111	1 253	1 384	1 441
24	Perpétuité	578	554	543	538	523
25	Emprisonnement	24 366	26 381	29 454	30 819	31 565
26	Moins de 6 mois.....	4 202	4 223	4 565	5 066	5 470
27	6 mois à moins d'un an.....	5 099	5 652	6 389	6 438	6 676
28	1 an à moins de 3 ans.....	6 599	7 936	8 835	8 929	8 810
29	3 ans à moins de 5 ans.....	3 300	3 468	4 357	4 569	4 486
30	5 ans et plus	5 166	5 102	5 308	5 817	6 123
31	Contrainte par corps	26	26	18	22	6
Taux d'occupation des établissements pénitentiaires						
32	Tous établissements (en %)	101,2	115,5	121,9	116,2	113,8
	dont :					
33	Maisons d'arrêt	110,2	131,1	138,3	130,4	125,1
34	Centres pénitentiaires.....	98,7	107,8	118,0	110,4	110,0
35	Centres de détention	83,9	88,0	94,2	94,4	94,7
36	Maisons centrales.....	92,8	92,4	77,1	92,0	91,6
37	Centres de semi-liberté.....	65,3	74,9	66,9	68,0	80,6

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Sources :

De 1993 à 2002, les statistiques sur les incarcérations et les libérations ont été obtenues en sous produit de la gestion du Fichier national des détenus (FND), mis en place en 1987. Le nombre important de variables disponibles et leur niveau de détail a permis d'enrichir la connaissance des flux dans les prisons.

Depuis 2003 et l'arrêt de l'exploitation statistique du FND, les données présentées sont extraites de la statistique trimestrielle de la direction de l'Administration pénitentiaire et certaines statistiques ne sont plus disponibles.

Champ géographique : France métropolitaine + DOM

Code | Définitions et méthode

- 3 | **La comparution immédiate** suppose deux conditions : d'une part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder 7 ans ou en cas de délit flagrant que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à six mois, d'autre part que les charges réunies soient suffisantes et que l'affaire soit en état d'être jugée. Elle n'est pas applicable aux mineurs.
- 12 | Il s'agit essentiellement du tribunal correctionnel (condamnés en délai d'appel ou de pourvoi).
- 14 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
- 15 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les libérés conditionnels réincarcérés, les individus repris après évasion ou fugue, et ceux écroués dans le cadre d'une procédure d'extradition.
- 17 à 42 | En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 18 | Sont compris dans cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de tortures ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire
Fichier national des détenus

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Incarcérations						
1	Incarcérations au cours de l'année	64 730	76 837	81 905	84 710	85 540
◆ Titre de détention						
2	Statut de prévenu	48 352	58 705	59 348	58 591	60 948
3	Dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate	26 651	31 511	28 616	27 755	29 951
4	Avant jugement de 1 ^{re} instance	13 033	15 709	nd	nd	nd
5	- ordonnance du président du tribunal ou du juge délégué	7 484	9 126	nd	nd	nd
6	- décision du tribunal avant jugement	5 549	6 583	nd	nd	nd
7	Après jugement de 1 ^{re} instance	13 618	15 802	nd	nd	nd
8	Dans le cadre d'une autre procédure	21 701	27 194	30 732	30 836	30 997
9	Mandat du juge d'instruction	19 602	25 091	nd	nd	nd
10	Mandat du juge des enfants	293	223	nd	nd	nd
11	Mandat de la chambre de l'instruction ou ordonnance de prise de corps	437	441	nd	nd	nd
12	Mandat d'une autre juridiction	1 021	1 005	nd	nd	nd
13	Ordonnance d'incarcération provisoire	348	434	nd	nd	nd
14	Statut de condamné	16 103	17 836	22 269	25 828	24 210
15	Mise à exécution de contrainte par corps	61	77	19	11	4
16	Autres cas	214	219	269	280	378
◆ Nature de l'infraction						
17	Crimes	7 141	8 674	nd	nd	nd
dont :						
18	<i>crimes de sang</i>	1 216	1 397	nd	nd	nd
19	<i>viol sur adulte</i>	945	1 112	nd	nd	nd
20	<i>viol sur mineur</i>	1 562	1 789	nd	nd	nd
21	<i>vols qualifiés</i>	1 748	2 408	nd	nd	nd
22	Délits et contraventions	57 589	68 163	nd	nd	nd
23	Atteintes à la personne	8 452	10 255	nd	nd	nd
dont :						
24	<i>coups et blessures volontaires sans circonstances aggravantes</i>	1 485	1 698	nd	nd	nd
25	<i>coups et blessures volontaires avec circonstances aggravantes (non compris contre mineurs)</i>	2 440	2 744	nd	nd	nd
26	Atteintes aux mœurs	1 858	1 310	nd	nd	nd
27	<i>dont atteinte ou agression sexuelle sur mineur</i>	633	707	nd	nd	nd
28	Législation sur les stupéfiants	7 625	9 715	nd	nd	nd
29	<i>dont trafic de stupéfiants</i>	4 646	6 167	nd	nd	nd
30	Atteintes aux biens	26 585	30 806	nd	nd	nd
dont :						
31	<i>vol simple</i>	7 233	7 917	nd	nd	nd
32	<i>vol avec violence</i>	3 894	3 886	nd	nd	nd
33	<i>autres vols aggravés</i>	8 710	10 153	nd	nd	nd
34	<i>recel</i>	2 283	2 777	nd	nd	nd
35	<i>escroquerie, filouterie, abus de confiance</i>	1 939	2 258	nd	nd	nd
36	Faux et usage de faux	801	972	nd	nd	nd
37	Circulation routière	5 458	6 878	nd	nd	nd
38	<i>dont conduite en état d'ivresse</i>	3 804	4 536	nd	nd	nd
39	Atteinte à la sûreté de l'État	3 799	4 681	nd	nd	nd
40	<i>dont police des étrangers</i>	3 119	3 872	nd	nd	nd
41	Atteinte à l'ordre administratif et judiciaire	2 522	3 055	nd	nd	nd
42	Atteinte à l'ordre financier, économique et social	489	491	nd	nd	nd

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Code | Définitions et méthode

- 9 et 23 | Le nombre total de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
- 11 | **La mise en liberté** intervient le plus souvent à la requête du prévenu après une période de détention provisoire. Elle peut s'accompagner d'une mesure de contrôle judiciaire.
- 12 | **La détention provisoire** peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans et si elle est motivée par les nécessités de l'instruction ou le trouble causé à l'ordre public.
- 14 | Pour un individu détenu dans le cadre d'une procédure de contrainte par corps.
- 16 | **L'arrêt d'acquiescement** est rendu par la cour d'assises si toutes les réponses sur la culpabilité de l'accusé ont été négatives. Pour toutes les autres juridictions pénales, une décision de **relaxe** est prononcée si le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi, ou s'il n'est pas établi, ou s'il n'est pas imputable au prévenu.
- 17 | **La libération conditionnelle** est une mesure de libération anticipée d'un condamné à l'emprisonnement lorsqu'il a subi une partie légalement déterminée de sa peine, s'il manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale, et sous condition de bonne conduite pendant une période qui ne peut pas être inférieure à la durée de la peine restant à subir (cf. définition page 222).
- 18 | **Le non-lieu** est la décision par laquelle une juridiction d'instruction, se fondant sur un motif de droit ou une insuffisance des charges, ne donne aucune suite à l'action publique.
- 21 à 30 | Les durées d'incarcération sont calculées prévenus et condamnés confondus.
- 31 à 33 | **L'extradition** est une procédure d'entraide répressive internationale par laquelle un État, appelé État requis, accepte de livrer un délinquant qui se trouve sur son territoire à un autre État, l'État requérant, pour que ce dernier puisse juger cet individu ou, s'il a déjà été condamné, pour lui faire subir sa peine.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire
Fichier national des détenus

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Incarcérations (fin)						
◆	Caractéristiques des incarcérés					
	Sexe					
1	Hommes	61 942	73 489	78 180	80 733	81 956
2	Femmes	2 788	3 348	3 725	3 977	3 584
	Âge					
3	Mineurs	3 283	3 839	3 411	3 218	3 311
4	Majeurs	61 427	72 975	78 254	81 394	82 229
5	Âge non déclaré	20	23	240	98	0
	Nationalité					
6	Français	49 611	57 982	62 489	64 928	66 731
7	Étrangers.....	15 056	18 766	19 307	19 696	18 704
8	Apatrides et nationalité non déclarée.....	63	89	109	86	105
Libérations						
9	Libérations pendant l'année	63 132	69 382	78 066	84 759	85 215
◆	Motif de sortie					
10	Fin de peine, grâce, amnistie	40 093	45 647	53 984	58 510	59 914
11	Mise en liberté.....	13 997	15 523	15 110	16 567	15 496
12	Peine couverte par la détention provisoire.....	241	297	193	234	224
13	Condamnations sans peine d'emprisonnement.....	594	508	1 248	1 198	1 078
14	Paiement de la contrainte ou contrainte subie	150	84	72	41	40
15	Expiration d'un mandat	225	244	990	1 123	1 225
16	Acquittement, relaxe	205	216	495	524	535
17	Ordonnance de libération conditionnelle par le juge d'application des peines..	5 806	4 812	5 569	6 180	5 911
18	Non-lieu.....	54	64	83	87	78
19	Décès	203	212	259	242	252
20	Autres motifs	1 564	1 775	63	53	462
◆	Durée d'incarcération lors de la sortie					
21	Tous détenus libérés	63 132	69 382	78 066	84 759	85 215
22	Moins d'un mois	11 568	12 497	13 422	15 314	14 282
23	1 mois à moins de 2 mois	8 315	9 528	9 804	11 005	12 196
24	2 mois à moins de 3 mois	7 652	8 691	9 047	10 009	11 063
25	3 mois à moins de 6 mois	15 049	18 114	20 354	21 188	20 280
26	6 mois à moins d'un an	9 351	10 484	13 412	14 406	13 493
27	1 an à moins de 3 ans.....	7 345	6 842	8 810	9 812	10 526
28	3 ans à moins de 5 ans	1 812	1 522	1 470	1 400	1 629
29	5 ans à moins de 10 ans.....	1 722	1 405	1 461	1 316	1 409
30	10 ans et plus.....	318	299	286	309	337
Extraditions						
31	Extradés remis à l'étranger	139	144	145	nd	nd
32	<i>dont transitaires.....</i>	2	3	nd	nd	nd
33	Extradés remis à la France.....	174	199	214	nd	nd

Code | Définitions et méthode

- 4 à 10 | **Les activités de travail et de formation professionnelle** sont prises en compte pour l'appréciation des gages de réinsertion et de bonne conduite des condamnés. Au sein des établissements pénitentiaires, toutes dispositions sont prises pour assurer une activité professionnelle aux personnes incarcérées qui le souhaitent (art. 720 du Code de procédure pénale). Métropole + DOM à partir de 1999 ; métropole + DOM + TOM à partir de 2002
- Le mode de collecte des informations concernant l'activité professionnelle des détenus ne permet pas de décrire la situation à un moment précis. Les chiffres présentés ici résultent de l'application d'une moyenne annuelle à l'effectif des détenus au 31 décembre.*
- 4 | Sont compris sous cette rubrique les détenus suivant une scolarité, les détenus non demandeurs d'emploi, et les détenus auxquels l'administration n'est pas en mesure de trouver un emploi.
- 6 | La Régie industrielle des établissements pénitentiaires (RIEP) relève d'une logique d'entreprise dont l'État est le seul acteur. Les travaux du bâtiment gérés par la comptabilité de la RIEP sont également pris en compte dans cette rubrique.
- 7 | Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.
- 8 | **Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.
- 9 | Cette rubrique concerne tous les condamnés travaillant sous le régime de la **semi-liberté**, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille, ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.
- 10 | Cette rubrique recense uniquement les stagiaires rémunérés en **formation professionnelle**.
- 11 à 25 | **La formation en milieu carcéral** est un droit fondamental, figurant dans les textes du Conseil de l'Europe, et inscrit dans le Code de procédure pénale.
L'enseignement en milieu pénitentiaire est organisé autour de la façon suivante :
- les formations de base, de l'alphabétisation aux premières qualifications de niveau V, sont assurées dans tous les établissements par des instituteurs ou professeurs d'école exerçant à plein temps ;
- les formations secondaires-universitaires, des brevets des collèges aux diplômes universitaires, sont assurées soit par des enseignants du second degré, soit par l'enseignement à distance, soit grâce à une mesure d'orientation vers un autre établissement mieux adapté à la formation demandée.
- 16, 17 | CFG : certificat de formation générale.
- 18, 19 | DNC : diplôme national des collèges.
CAP : certificat d'aptitude professionnelle.
BEP : brevet d'étude professionnel.
CAPUC : certificat d'aptitude professionnelle par unités capitalisables
- 22, 23 | ESEU : examen spécial d'entrée à l'université.
DAEU : diplôme d'accès aux études universitaires
- 28 | Sont comptabilisées ici les **agressions contre les membres du personnel** ayant entraîné une interruption temporaire de travail d'au moins un jour.
- 29 | **Les évasions ou tentatives d'évasion** recensées ici concernent également des détenus placés sous la garde de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire : à partir d'un établissement hospitalier, au cours d'une extradition, ou d'une translation judiciaire ...
Les fugues ne sont comptabilisées qu'à partir de l'année 2001
- 30 | Depuis 2000 les automutilations ne sont plus comptabilisées au niveau de l'administration centrale

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Activité professionnelle						
1	Population incarcérée au 31 décembre	48 594	55 407	59 246	59 197	59 522
2	Métropole	45 319	51 827	55 355	55 302	55 633
3	Départements et territoires d'outre-mer	3 275	3 580	3 891	3 895	3 889
4	Détenus n'exerçant pas d'activité rémunérée	23 595	34 680	39 394	38 331	nd
5	Détenus exerçant une activité rémunérée	21 437	20 727	19 852	20 866	nd
6	Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1 240	1 284	1 237	1 184	nd
7	Service général	6 638	6 697	6 842	6 635	nd
8	Concessions, associations.....	9 566	8 910	7 425	8 858	nd
9	Semi-liberté	1 345	1 236	1 384	1 544	nd
10	Formation professionnelle.....	2 648	2 600	2 964	2 645	nd
Enseignement général						
◆	Scolarisation					
11	Détenus fréquentant des cours	29 048	31 717	34 884	37 939	43 802
12	Enseignement premier degré.....	17 293	16 180	20 310	22 411	25 952
13	Enseignement second degré, préparation ESEU, DAEU	11 168	11 807	13 703	14 707	16 911
14	Enseignement supérieur	587	638	871	821	939
15	Détenus inscrits aux cours par correspondance.....	4 216	3 488	3 942	4 259	4 779
◆	Examens					
	CFG					
16	Présentés	2 087	2 331	2 593	2 936	3 742
17	Admis	1 691	1 896	2 149	2 488	3 167
	DNC, CAP, BEP, CAPUC					
18	Présentés	711	1 046	727	1 268	1 368
19	Admis	448	1 363	919	917	1 001
	Baccalauréat					
20	Présentés	110	147	131	153	179
21	Admis	53	57	69	61	72
	ESEU, DAEU					
22	Présentés	215	227	285	253	241
23	Admis	99	83	101	94	100
	Enseignement supérieur					
24	Présentés	164	143	182	153	157
25	Admis	103	76	69	67	67
Incidents collectifs ou individuels						
26	Nombre d'incidents recensés pendant l'année.....	2 595	2 608	2 836	3 090	3 516
27	Incidents collectifs	143	129	185	225	304
28	Agressions envers le personnel	420	539	463	519	570
29	Évasions ou fugues (y compris tentatives).....	372	316	403	491	441
30	Refus d'alimentation.....	852	793	879	983	1 113
31	Suicides.....	104	122	120	115	122
32	Tentatives de suicide	704	709	786	757	966

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Le juge de l'application des peines

Le juge de l'application des peines (JAP) est un magistrat du siège du tribunal de grande instance. Au près de chaque établissement pénitentiaire, il détermine pour chaque condamné les principales modalités du traitement pénitentiaire. Dans les limites et conditions prévues par la loi, il accorde les placements à l'extérieur, la semi-liberté, les permissions de sortir, la libération conditionnelle, les réductions, fractionnements et suspensions de peine, les autorisations de sortie sous escorte, le placement sous surveillance électronique. Il saisit la juridiction compétente pour aménager l'exécution de la peine.

Sauf urgence, le JAP statue après avis de la commission de l'application des peines, qu'il préside, et dont le procureur de la République et le chef de l'établissement pénitentiaire sont membres de droit.

Enfin, le JAP donne son avis, sauf urgence, sur le transfert des condamnés d'un établissement à un autre (art. 722 du Code de procédure pénale).

Placements à l'extérieur

Le placement à l'extérieur autorise le condamné à travailler à l'extérieur, ou à y suivre un enseignement, une formation professionnelle ou un traitement médical, sans être soumis à la surveillance continue du personnel. Le condamné n'est pas astreint à passer dans l'établissement pénitentiaire son temps disponible hors placement. C'est le JAP qui prononce l'ordonnance de placement à l'extérieur, soit dès l'incarcération, soit en cours d'exécution de peine.

Les mesures de placement à l'extérieur de semi-liberté, de fractionnement et suspension des peines, de placement sous surveillance électronique et de libération conditionnelle sont accordées, ajournées, refusées, retirées ou révoquées par décision motivée du JAP à l'issue d'un débat contradictoire tenu en chambre du conseil.

Code | Définitions et méthode

- 8 | Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au JAP un extrait de la décision, accompagné le cas échéant de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne si le total des peines prononcées n'excède pas un an. Le JAP détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné. À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication, et même en cas d'urgence avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
- 9 | Les condamnés à titre définitif qui peuvent être admis au régime de placement à l'extérieur sont les suivants : les condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté qui n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur ou égal à un an, les condamnés admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté, et les condamnés qui remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle et dont la peine restant à subir n'excède pas pas trois ans (art. D.136 du CPP).
- 14 à 19 | Les travaux peuvent être exécutés pour le compte d'une administration, d'une collectivité publique, ou d'une personne physique ou morale (art. D.126 du CPP). Seuls peuvent être désignés pour être employés à des travaux à l'extérieur les détenus qui présentent des garanties suffisantes pour la sécurité et l'ordre public et qui soit ont à subir une durée d'incarcération inférieure ou égale à cinq ans, soit remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle, soit remplissent les conditions de délai requises pour être admis à la semi-liberté (art. D. 128 du CPP).
- 18 | Travail en concession : cf. définition 8, page 216
- 19 | Service général : cf. définition 7, page 216
- 25 à 28 | Les incidents comptabilisés sont indépendants des ordonnances de placement à l'extérieur prononcées au cours de l'année. On ne peut effectuer de rapprochement entre le nombre de placements et le nombre d'incidents.

| Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal pages 329 à 331.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Placements à l'extérieur dans le cadre du débat contradictoire						
1	Ordonnances de placement extérieur prononcées	2 682	2 550	2 733	2 221	2 310
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes volontaires à la personne	852	789	796	597	650
3	Homicides et blessures involontaires.....	59	42	42	40	47
4	Abandon de famille	9	7	8	10	8
5	Infractions contre les biens	883	773	586	442	453
6	Infractions à la législation sur les stupéfiants.....	336	291	320	259	237
7	Autres infractions, infraction non renseignée.....	543	648	981	873	915
◆	Moment du prononcé de l'ordonnance					
8	Dès l'incarcération.....	490	571	751	492	393
9	En cours d'exécution de peine	2 192	1 979	1 982	1 729	1 917
◆	Hébergement					
10	Retour à l'établissement pénitentiaire	1 054	936	1 045	860	940
11	Centre d'hébergement	862	844	753	688	720
12	Location d'appartement.....	237	347	316	203	256
13	Autres hébergements, hébergement non renseigné.....	529	423	619	470	394
◆	Motif du placement extérieur					
14	Contrat de travail.....	600	651	849	378	nd
15	Contrat de travail aidé.....	576	567	456	614	nd
16	<i>dont contrat de travail emploi-solidarité</i>	<i>554</i>	<i>518</i>	<i>390</i>	<i>522</i>	<i>nd</i>
17	RIEP.....	15	2	0	1	nd
18	Concession	129	57	102	55	nd
19	Service général	559	509	459	312	nd
20	Stage rémunéré	524	460	552	594	nd
21	Scolarité	31	8	15	8	nd
22	Formation non rémunérée.....	148	129	126	128	nd
23	Soins	75	121	100	82	nd
24	Revenu minimum d'insertion.....	25	46	74	49	nd
◆	Incidents					
25	Nombre d'incidents recensés pendant l'année.....	270	212	nd	nd	nd
26	Non-respect des obligations fixées par l'ordonnance du JAP.....	134	112	nd	nd	nd
27	Non-respect des règles disciplinaires	107	68	nd	nd	nd
28	Nouvelle infraction.....	29	32	nd	nd	nd
◆	Sanctions					
29	Nombre de sanctions prononcées pendant l'année.....	298	213	nd	nd	nd
30	Suspension de l'ordonnance.....	11	7	nd	nd	nd
31	Révocation de l'ordonnance.....	220	188	nd	nd	nd
32	Sanction disciplinaire	67	18	nd	nd	nd

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Semi-liberté

La semi-liberté est un régime d'exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d'exercer à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire une activité professionnelle, d'y suivre un enseignement, une formation professionnelle, un stage, un traitement médical, ou de participer à une vie familiale.

Le condamné est astreint à rejoindre l'établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l'application des peines, en fonction du temps nécessaire à l'activité en vue de laquelle il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l'établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues (art. 132-26 du CP).

L'admission au régime de semi-liberté peut être prononcée, par la juridiction de jugement ou par le JAP, dès l'incarcération ou en cours d'exécution de peine.

Code | Définitions et méthode

- 8 | Lorsque la juridiction de jugement prononce *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement*, elle peut décider, à l'égard du condamné qui justifie, soit de l'exercice d'une activité professionnelle, soit de son assiduité à un enseignement ou une formation professionnelle ou encore d'un stage ou d'un emploi temporaire en vue de son insertion sociale, soit de sa participation essentielle à la vie de famille, soit de la nécessité de subir un traitement médical, que la peine d'emprisonnement sera exécutée sous le **régime de la semi-liberté** (art. 132-25 du CP).
- 9 | Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement* concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au juge de l'application des peines un extrait de la décision accompagné, le cas échéant, de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne, si le total des peines prononcées n'excède pas un an.
Le juge de l'application des peines détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné.
À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication et même, en cas d'urgence, avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
- 10 | Le JAP peut prévoir que la peine s'exécutera sous le régime de la semi-liberté, soit lorsqu'il reste à subir par le condamné une ou plusieurs peines privatives de liberté *dont la durée totale n'excède pas un an*, soit lorsque le condamné a été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté (art.723-1 du CPP).
- 20 à 23 | Les incidents comptabilisés sont indépendants des mesures de semi-liberté prononcées au cours de l'année. On ne peut effectuer de rapprochement entre le nombre de mesures et le nombre d'incidents.
- 24 à 27 | Le JAP peut, si l'urgence l'exige, suspendre l'application de la semi-liberté. Dans ce cas, le tribunal doit statuer dans les cinq jours sur le maintien ou le retrait de ce régime. Lorsque le régime de semi-liberté a été octroyé par la juridiction de jugement, le JAP peut adresser au tribunal de grande instance un rapport demandant le retrait du bénéfice au régime, s'il considère que le condamné ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées, ou qu'il fait preuve de mauvaise conduite (art.723-2 du CPP).

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Semi-liberté dans le cadre du débat contradictoire						
1	Mesures de semi-liberté prononcées	6 481	6 527	6 261	6 819	6 440
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes volontaires à la personne	1 632	1 752	1 546	1 609	1 522
3	Abandon de famille	50	54	37	38	42
4	Infractions contre les biens	2 227	1 874	1 262	1 294	1 207
5	Homicides et blessures involontaires	127	116	131	96	118
6	Infractions à la législation sur les stupéfiants	902	861	916	947	979
7	Autres infractions	1 543	1 870	2 369	2 835	2 572
◆	Prononcé de la mesure					
8	Par la juridiction de jugement	107	149	157	434	845
9	Dès l'incarcération	3 827	3 585	3 247	3 362	2 385
10	En cours d'exécution de peine	2 547	2 793	2 857	3 023	3 210
◆	Motif de la semi-liberté					
11	Contrat de travail	4 961	4 784	4 646	4 892	nd
12	Contrat de travail aidé	468	650	504	664	nd
13	<i>dont contrat de travail emploi-solidarité</i>	343	381	275	352	nd
14	Stage rémunéré	614	643	696	629	nd
15	Scolarité	76	77	82	76	nd
16	Formation non rémunérée	173	160	141	187	nd
17	Soins	51	56	55	109	nd
18	Participation à la vie familiale	127	144	125	249	nd
19	Revenu minimum d'insertion	11	13	12	13	nd
◆	Incidents					
20	Incidents recensés pendant l'année	451	338	nd	nd	nd
21	Non-respect des obligations fixées par l'ordonnance du JAP	286	219	nd	nd	nd
22	Non-respect des règles disciplinaires	104	69	nd	nd	nd
23	Nouvelle infraction	61	50	nd	nd	nd
◆	Sanctions					
24	Sanctions prononcées pendant l'année	470	336	nd	nd	nd
25	Suspension de la mesure	25	10	nd	nd	nd
26	Révocation de la mesure	354	296	nd	nd	nd
27	Sanction disciplinaire	91	30	nd	nd	nd

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Permission de sortir

La permission de sortir autorise un condamné à s'absenter d'un établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée, qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution. Elle a pour objet de préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux, ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence (art. 723-3 du CPP).

La permission de sortir autorise le condamné à se rendre en un lieu situé sur le territoire national, et ne peut être accordée que si le condamné n'est pas en cours d'exécution de la période de sûreté.

Les permissions de sortir accordées aux détenus bénéficiant du régime de semi-liberté ne sont pas prises en compte ici.

Libération conditionnelle

La libération conditionnelle est une mesure de libération anticipée qui peut être accordée au condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté, s'il "manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale". Elle peut être accordée lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale à la durée de la peine restant à subir. Toutefois les condamnés en état de récidive ne peuvent bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle que si la durée de la peine accomplie est au moins égale au double de la peine restant à subir. Le temps d'épreuve ne peut alors excéder quinze années. Pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le temps d'épreuve est de quinze années, sauf réduction de ce temps dans les formes et conditions prévues par la loi (art. 729 et 729-1 du CPP).

« Lorsque la peine privative de liberté prononcée est d'une durée inférieure ou égale à dix ans, ou que, quelle que soit la peine initialement prononcée, la durée de détention restant à subir est inférieure ou égale à trois ans, la libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines selon les modalités prévues par l'article 722.

« Dans les autres cas, la libération conditionnelle est accordée par le tribunal de l'application des peines. » (art. 730 du CPP).

Le bénéfice de la libération conditionnelle peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. Ces mesures sont mises en œuvre par le JAP, assisté du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), et le cas échéant avec le concours des organismes habilités à cet effet (art. 731 du CPP).

Les statistiques présentées dans ce chapitre ne prennent en compte que les libérations conditionnelles accordées par les juges de l'application des peines.

Code | Définitions et méthode

- 13 à 17 | Il y a "**non-réintégration**" lorsque le détenu n'a pas réintégré l'établissement d'origine 48 heures maximum après la date prévue.
- 18, 19 | Sans préjudice de l'application du Code pénal, en cas de condamnation pour un crime ou un délit volontaire commis à l'occasion d'une permission de sortir, la juridiction peut décider que le condamné perdra le bénéfice des réductions de peine qui lui ont été accordées antérieurement (art. 723-5 du CPP).
- 30 à 34 | En cas de nouvelle condamnation, d'inconduite notoire, d'infraction aux conditions ou d'inobservation des mesures, *la décision de mise en liberté conditionnelle peut être révoquée*. Cette révocation peut être prononcée soit par le JAP, après avis du SPIP, soit, sur proposition du JAP, par la juridiction régionale de la libération conditionnelle (art. 733 du CPP).
Après révocation, le condamné doit subir, selon les dispositions de la décision de révocation, tout ou partie de la durée de la peine qu'il lui restait à subir au moment de sa mise en liberté conditionnelle, cumulativement s'il y a lieu avec toute nouvelle peine.
- 33 | **Principales mesures et obligations ordonnées** : semi-liberté à titre probatoire, expulsion, extradition, stage de formation professionnelle, obligations de soins médicaux, indemnisation de la partie civile, ne pas détenir une arme, ne pas fréquenter les coauteurs de l'infraction...

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Permissions de sortir						
1	Permissions de sortir accordées au cours de l'année	33 113	31 777	33 786	35 589	35 411
◆ Motif des permissions						
2	Présentation à un employeur	4 333	4 415	5 279	6 138	6 440
3	Présentation à un examen scolaire ou professionnel	931	825	917	653	734
4	Présentation à un examen médical ou psychologique	1 015	1 001	1 009	944	1 047
5	Circonstances familiales graves.....	864	750	1 040	959	838
6	Maintien des liens familiaux	24 772	23 616	24 267	25 441	24 814
7	Autres motifs	1 198	1 170	1 274	1 454	1 538
◆ Issue des permissions						
8	Réintégration	32 836	31 515	33 511	35 291	35 239
9	volontaire dans les délais.....	32 100	30 646	32 211	33 821	33 712
10	volontaire avec un retard de 48 heures	360	358	435	581	616
11	contrainte dans les délais	343	481	799	806	842
12	contrainte avec retard de 48 heures	33	30	66	83	69
13	Non-réintégration	277	262	275	298	172
14	évasion.....	172	148	144	101	105
15	hospitalisation	6	12	9	13	3
16	décès	3	1	2	0	0
17	réintégration dans un autre établissement.....	96	101	120	184	64
◆ Infractions commises au cours ou à la suite de la permission						
18	Crimes.....	1	1	0	4	0
19	Délits	14	16	18	10	9

Libérations conditionnelles (de la compétence du juge de l'application des peines)

20	Condamnés remplissant les conditions légales pour une libération conditionnelle.....	22 440	18 667	nd	nd	nd
21	Condamnés admis à la libération conditionnelle au cours de l'année .	5 680	4 876	5 286	5 866	5 671
◆ Nature de l'infraction						
22	Atteintes volontaires à la personne	1 640	1 393	1 315	1 381	1 196
23	Homicides et blessures involontaires.....	144	96	116	142	103
24	Infractions contre les biens	1 374	1 160	945	823	654
25	Infractions à la législation sur les stupéfiants.....	1 278	1 002	1 133	1 302	1 395
26	Autres infractions	1 244	1 225	1 777	2 218	2 323
◆ Durée de la peine déjà subie						
27	De la moitié à moins des deux tiers	4 235	3 349	3 468	2 594	nd
28	Des deux tiers à moins des trois quarts	884	709	640	1 046	nd
29	Trois quarts et plus.....	561	818	1 178	2 226	nd
◆ Révocations des libérations conditionnelles						
30	Tous motifs.....	268	203	nd	216	138
31	Nouvelle condamnation.....	148	93	nd	115	81
32	Nouvelle condamnation et inobservation des mesures.....	42	48	nd	28	23
33	Inobservation des mesures	69	59	nd	72	33
34	Inconduite notoire.....	9	3	nd	1	1

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Source :

Les statistiques concernant le milieu ouvert sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire. Les informations sont établies par collationnement de cadres statistiques remplis dans les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP).

Code | Définitions et méthode

- 1 à 14** L'article D. 572 du Code de procédure pénale prévoit que « Dans chaque département, est créé un service pénitentiaire d'insertion et de probation, service déconcentré de l'Administration pénitentiaire, chargé d'exécuter les missions prévues par les articles D. 573 et D. 574. Le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation est placé sous l'autorité du directeur régional des services pénitentiaires. Le siège du service pénitentiaire d'insertion et de probation et la liste des antennes locales d'insertion et de probation sont fixés par arrêtés du ministre de la justice. ».
- 15 à 33** Un individu pris en charge par un SPIP peut faire l'objet de plusieurs mesures. De ce fait, le nombre de mesures recensées au 1er janvier d'une année donnée est supérieur au nombre d'individus pris en charge à la même date.
- 19** Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent bénéficier d'une **libération conditionnelle** (cf. pages 218 et 219). Elle ne peut être accordée qu'aux détenus ayant accompli la moitié de leur peine ou, pour les condamnés en état de récidive légale, les deux-tiers de la peine. Le bénéfice de la libération conditionnelle, outre des conditions générales, peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. La durée de soumission à ces obligations ne peut être inférieure au reliquat de la peine.
La libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas dix ans ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans. Au delà, c'est la juridiction régionale de la libération conditionnelle (JRLC) qui exerce cette compétence.
- 20** Modalité du sursis, **la mise à l'épreuve** s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de la résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction, ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquiescement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve, qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.
- 21** Cette peine a été créée en 1983. Les condamnés à un **travail d'intérêt général** (TIG) accomplissent au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, ou d'une association ayant obtenu une habilitation préalable, un travail non rémunéré d'une durée de 40 à 240 heures, exécuté dans un délai de 18 mois au plus. La condamnation à un TIG peut être prononcée soit à titre de peine principale, soit comme modalité d'un sursis. Elle peut aussi être accordée aux condamnés à l'emprisonnement ferme lorsque le quantum prononcé n'excède pas 6 mois.
- 22** Le magistrat chargé d'une information judiciaire peut placer sous **contrôle judiciaire** la personne mise en cause. Celle-ci sera soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...), au plus tard jusqu'au jour du jugement, éventuellement sous le contrôle d'un SPIP désigné par le juge d'instruction.
- 24** Les jeunes gens âgés de moins de 29 ans, n'ayant pas accompli la totalité des obligations du service national actif, et condamnés définitivement pour crime et délit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou de réclusion dont la durée est égale ou supérieure à un an, sont tenus d'accomplir le service national actif. Les modalités en sont décidées par une commission juridictionnelle.
- 26** Cette mesure est applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1989. Le tribunal correctionnel, après avoir reconnu la culpabilité du prévenu, a la possibilité d'ajourner le prononcé de la peine. Le prévenu est alors placé sous le régime de la mise à l'épreuve sous le contrôle du juge de l'application des peines.
- 27** Médiation pénale, suivi socio-judiciaire, travail non rémunéré.
- 28 à 33** Exprimée en mois, il s'agit d'une estimation de la durée moyenne des mesures prises en charge par les SPIP au cours d'une année donnée. Elle est obtenue en rapportant le nombre moyen de mesures en stock, au nombre de nouvelles mesures prises en charge au cours de l'année.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2000	2001	2002	2003	2004 ^e
Population prise en charge par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)						
1	Population au 1 ^{er} janvier	135 020	141 697	140 622	129 269	123 492
2	Entrées au cours de l'année	76 704	68 828	61 542	67 880	nd
3	Sorties au cours de l'année	70 027	69 903	72 895	73 657	nd
4	Population au 31 décembre	141 697	140 622	129 269	123 492	125 437
◆	Population par direction régionale (au 31 décembre)					
5	Bordeaux	10 909	10 886	9 531	10 482	10 799
6	Dijon	10 035	10 250	9 061	8 798	8 855
7	Lille	19 836	20 278	19 886	20 195	18 989
8	Lyon	16 069	15 877	14 162	13 556	14 834
9	Marseille	11 348	11 760	11 638	11 117	10 522
10	Paris	30 410	28 646	25 787	23 296	23 442
11	Rennes	17 922	17 671	16 092	14 561	15 319
12	Strasbourg	9 985	9 931	9 403	8 704	9 829
13	Toulouse	10 686	10 442	9 323	9 374	9 065
14	Départements d'outre-mer	4 497	4 881	4 386	3 409	3 783

Mesures prises en charge par les SPIP

15	Mesures en cours au 1 ^{er} janvier	149 588	157 201	156 398	139 361	135 751
16	Entrées au cours de l'année	90 096	81 054	75 200	79 675	nd
17	Sorties au cours de l'année	82 483	81 858	92 237	83 315	nd
18	Mesures en cours au 31 décembre	157 201	156 398	139 361	135 721	138 855
◆	Détail des mesures en cours (au 31 décembre)					
19	Libérations conditionnelles	5 013	5 904	6 056	6 428	6 480
20	Sursis avec mise à l'épreuve	119 764	119 753	107 846	105 247	108 528
21	Travail d'intérêt général	25 411	23 488	19 106	17 990	16 885
22	Contrôle judiciaire	3 663	3 942	3 972	4 073	4 195
23	Interdiction de séjour	1 619	1 590	1 453	1 359	1 314
24	Article L 51 du Code du service national	631	595	138	123	///
25	Grâce conditionnelle	149	123	93	59	///
26	Ajournement avec mise à l'épreuve	951	1 003	697	442	391
27	Autres	-	-	-	-	1 062
◆	Durée moyenne des mesures (en mois)					
28	Toutes mesures	20,4	23,1	23,6	20,1	nd
	dont :					
29	Sursis avec mise à l'épreuve	23,4	26,7	27,0	23,3	nd
30	Libération conditionnelle (Garde des Sceaux ou juge de l'application des peines) ..	12,0	11,7	13,7	13,6	nd
31	Travail d'intérêt général	14,6	17,2	16,3	14,0	nd
32	Contrôle judiciaire	19,0	25,0	24,5	23,4	nd
33	Ajournement avec mise à l'épreuve	8,3	9,8	10,0	8,4	nd

Code | Définitions et méthode

- 12 Aux confins du judiciaire et confié aux services pénitentiaires d'insertion et de probation, l'**accompagnement social des sortants de prison** favorise la réinsertion des libérés par les moyens du partenariat et par la mobilisation des dispositifs de la société civile : recherche d'emploi, accès au logement, recours aux institutions administratives ...
- 13 Les magistrats du parquet et du siège peuvent demander au SPIP, avant de prendre leur décision sur l'orientation de la procédure, **une enquête rapide** portant sur la situation familiale, sociale et professionnelle de la personne déférée, prévenue ou inculpée. L'objectif de ces enquêtes rapides est de fournir aux magistrats des éléments fiables et pertinents quant à la situation personnelle des intéressés, mais aussi de proposer des mesures propres à favoriser leur insertion sociale, telles que des possibilités d'hébergement, de stage, de formation professionnelle, de prise en charge sociale ou médico-sociale.
- 14 **L'article D 49.1 du Code de procédure pénale** prévoit que, préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à un an concernant une personne non incarcérée, le juge de l'application des peines est saisi par le procureur de la République, afin d'examiner les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné : semi-liberté, suspension, fractionnement de peine, libération conditionnelle sans incarcération, placement à l'extérieur. La décision d'aménagement est prise en considération de la situation familiale, sociale et professionnelle, médicale du condamné, et nécessite par conséquent des mesures d'instruction préalables, le plus souvent confiées sous forme de demande d'enquête à un agent du SPIP.
- 15 **L'article D 526 du Code de procédure pénale** prévoit que, dans le cadre de la préparation des dossiers de libération conditionnelle, des éléments d'information complémentaires sont, en tant que de besoin, recueillis par l'intermédiaire du SPIP du lieu où le condamné souhaite établir sa résidence.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code	2000	2001	2002	2003	2004 ^e
------	------	------	------	------	-------------------

Mesures prises en charge par les SPIP (fin)

◆ Mesures en cours par direction régionale (au 31 décembre)						
1	Bordeaux	12 054	12 063	10 504	11 364	11 858
2	Dijon	11 293	11 424	9 150	9 374	9 506
3	Lille	21 901	22 366	20 739	22 456	21 017
4	Lyon	17 828	17 754	15 591	14 586	16 039
5	Marseille	12 113	12 488	12 612	11 710	11 454
6	Paris	34 517	32 798	28 938	26 318	26 931
7	Rennes	19 524	19 252	16 500	16 172	16 943
8	Strasbourg	11 332	11 551	10 397	9 710	11 319
9	Toulouse	12 000	11 643	10 278	10 561	9 751
10	Départements d'outre-mer	4 639	5 059	4 652	3 470	4 037

Interventions des SPIP

11	Interventions effectuées par les SPIP au cours de l'année	43 109	48 579	45 766	42 900	nd
◆ Nature des interventions						
12	Accompagnement social des sortants de prison	8 344	9 098	9 260	6 602	nd
13	Enquêtes rapides	7 417	8 896	8 661	8 330	nd
14	Enquêtes D 49.1	25 306	27 435	23 559	23 957	nd
15	Enquêtes D 526.....	2 042	3 150	4 286	4 011	nd
◆ Interventions par direction régionale						
16	Bordeaux	2 577	3 001	3 662	3 495	nd
17	Dijon	3 287	2 943	2 598	2 021	nd
18	Lille	4 966	6 165	4 651	5 675	nd
19	Lyon	6 204	8 308	9 148	5 625	nd
20	Marseille	3 231	4 502	5 397	4 517	nd
21	Paris	8 400	9 458	8 372	7 801	nd
22	Rennes	4 853	4 823	4 422	4 267	nd
23	Strasbourg	3 205	3 164	2 217	2 513	nd
24	Toulouse	4 498	4 151	4 353	4 725	nd
25	Départements d'outre-mer	1 888	2 064	946	2 261	nd

Mineurs et Justice

Institué au lendemain de la libération pour accentuer un régime de protection et d'éducation en faveur de l'enfance délinquante, le juge des enfants a vu se développer ses missions d'assistance éducative. Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants, les articles 375 et suivants du Code civil pour les mineurs en danger (loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions, les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

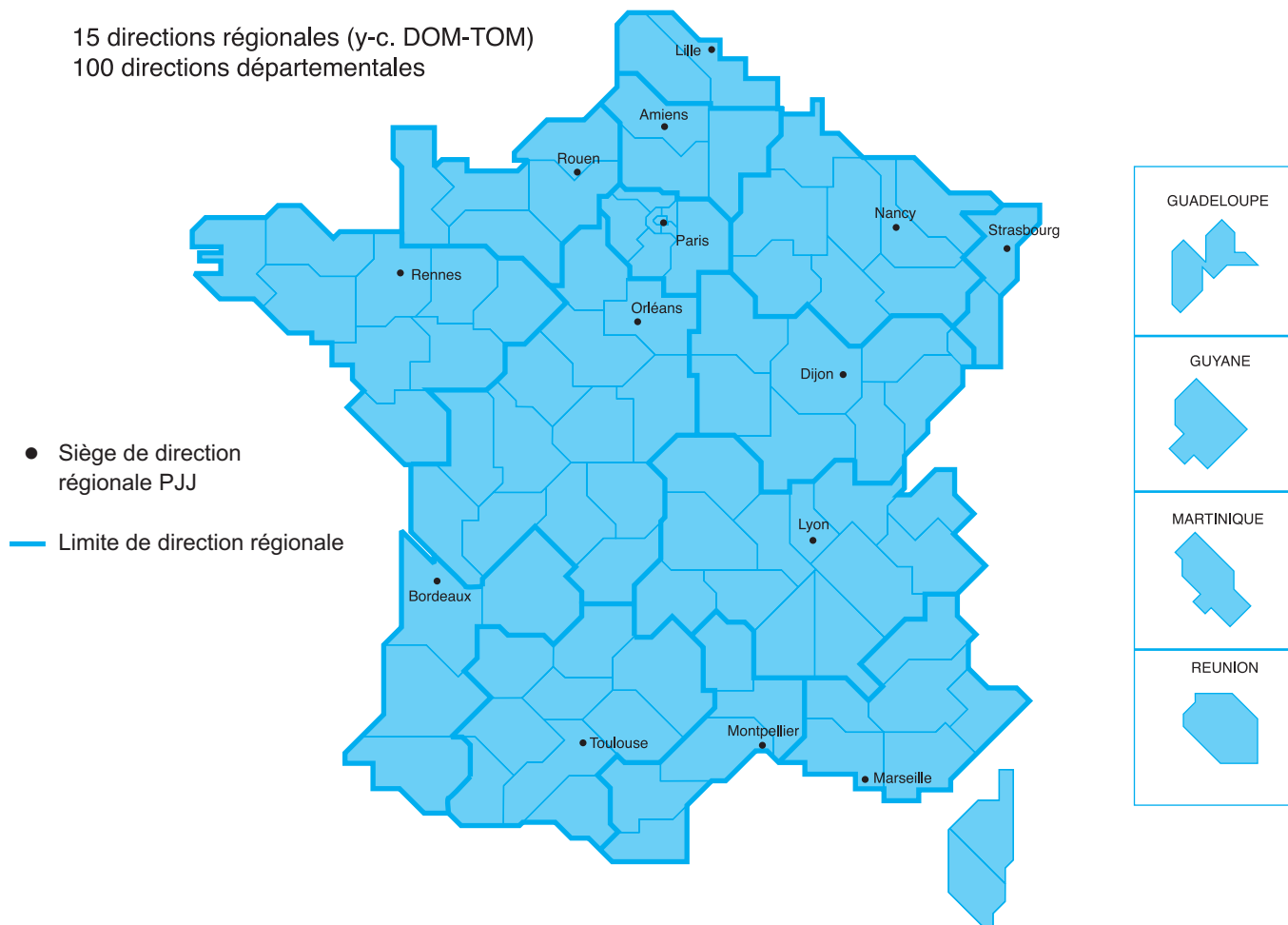
La direction de la protection judiciaire de la jeunesse gère les établissements et services du secteur public et contrôle les établissements et services du secteur associatif habilités à recevoir des mineurs dans ce cadre.

Les établissements et services du **secteur public** de la protection judiciaire de la jeunesse proposent l'orientation éducative (services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance dotés d'un tribunal pour enfants - SEAT) et exercent des fonctions d'investigation, d'hébergement et de prise en charge en milieu ouvert ainsi que de formation, tant en assistance éducative que pour les mineurs délinquants.

Les établissements et services du **secteur associatif, habilités par le ministère de la Justice** à recevoir des jeunes confiés par les juridictions de la jeunesse, sont gérés par des associations relevant de la loi de 1901. Le contrôle exercé sur ces institutions tend à l'harmonisation de l'action éducative en faveur des jeunes, qu'ils soient pris en charge par l'un ou l'autre secteur.

Directions régionales de la protection judiciaire de la jeunesse

15 directions régionales (y-c. DOM-TOM)
100 directions départementales



Sources : Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de mesurer la délinquance des mineurs telle qu'elle est constatée par les services de police et de gendarmerie.

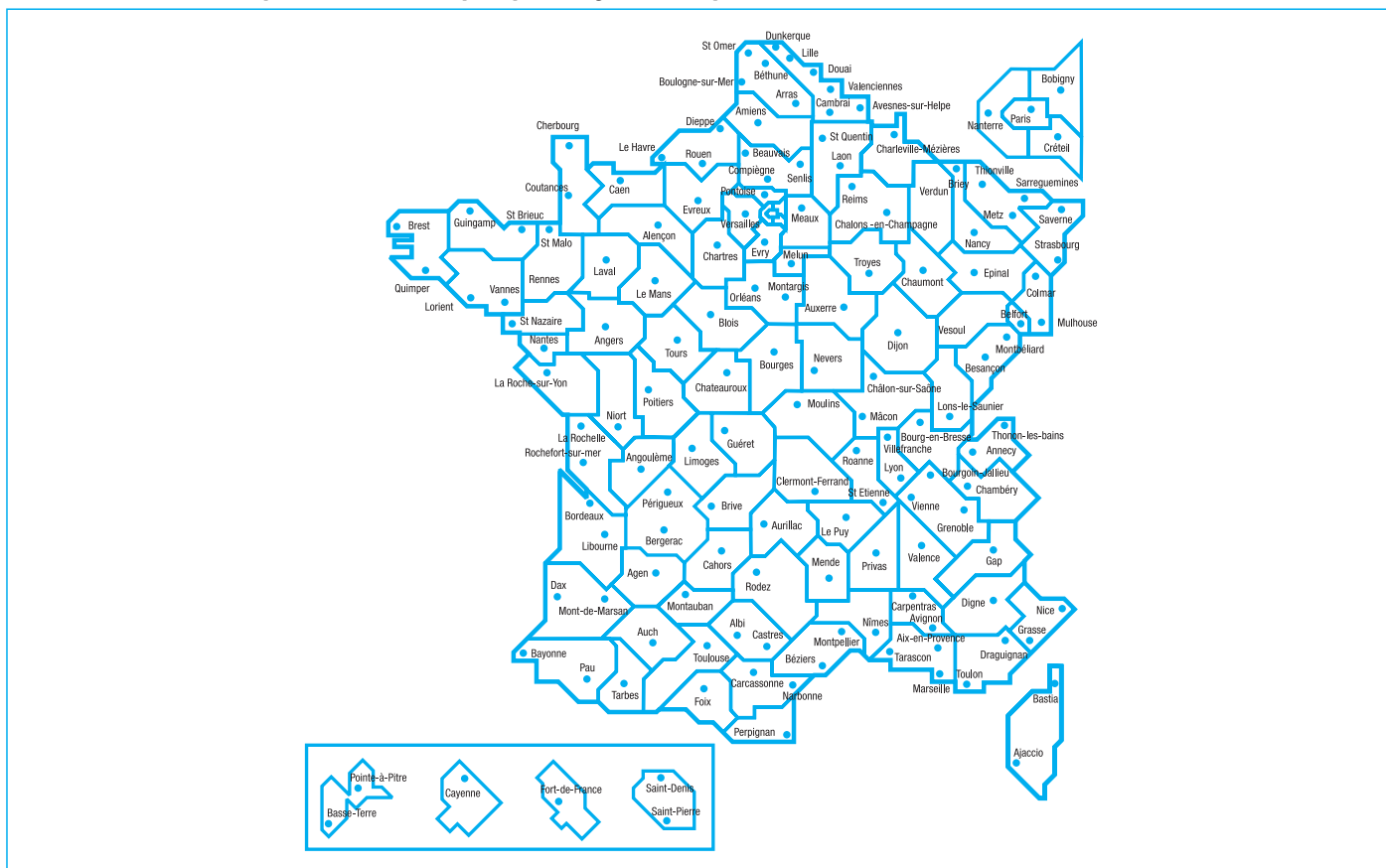
L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources statistiques : les cadres du parquet (cf. "Source" page 106), le répertoire de l'instruction (cf. "Source" page 114), les tableaux de bord des juridictions de mineurs.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthode

- 1 et 2 | Cf. définitions 1 et 2, page 104
- 4 | Affaires traitées : cf. définition 1 page 106
- 11, 12 | Si le procureur décide de poursuivre, il peut soit saisir le juge des enfants par requête, soit ouvrir une information devant le juge d'instruction (obligatoire en matière criminelle).
- 13 | La loi du 09-09-2002 prévoit que les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être suivis devant le tribunal pour enfants selon la procédure de jugement à délai rapproché. Elle est applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement ≥ 3 ans en cas de flagrance ou ≥ 5 ans dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur déferé devant le procureur de la République une date d'audience dans un délai compris entre 10 jours et 1 mois (art. 14-2, ord. du 02-02-1945)
- 28 | **La chambre de l'instruction :** cf. définitions 8 et 9 page 116.
L'activité du juge d'instruction concernant les mineurs est connue au niveau de la décision de clôture.
- 29, 30 | **Contrôle judiciaire :** cf. définitions page 118 ; **Détention provisoire :** cf. définitions page 120.

Carte des tribunaux pour enfants et parquets ayant compétence en matière de mineurs



Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, répertoire de l'instruction
- Ministère de l'Intérieur
Aspects de la criminalité et de la délinquance constatée en France

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie						
1	Nombre de mineurs mis en cause pour crime ou délit	175 256	177 010	180 382	179 762	184 696
2	Proportion de mineurs dans l'ensemble des mis en cause (en %)	21,0	21,2	19,9	18,8	18,1

Activité des parquets mineurs

Saisines						
3	Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	184 658	180 127	183 241	189 283	195 469
Orientations						
4	Affaires traitées	152 018	161 208	162 069	163 162	168 809
5	Affaires non poursuivables	19 902	21 629	23 474	24 992	25 983
6	Infraction mal caractérisée	16 438	16 709	18 989	20 388	21 507
7	Mineurs mis hors de cause	3 464	4 920	4 485	4 604	4 476
8	Affaires poursuivables	132 116	139 579	138 595	138 170	142 826
9	Part des affaires poursuivables(en %)	86,9	86,6	85,5	84,7	84,6
10	Affaires poursuivies	57 280	59 476	58 842	57 831	58 148
11	Transmission au juge d'instruction	2 629	2 502	2 563	2 462	2 307
12	Transmission au juge des enfants	54 651	56 974	56 279	54 734	55 025
13	Procédure de jugement à délai rapproché	-	-	-	635	816
14	Procédures alternatives aux poursuites	45 326	48 113	50 017	53 505	59 113
15	Médiation	3 561	3 518	2 735	2 633	2 805
16	Injonction thérapeutique	550	568	522	628	896
17	Réparation mineur	4 772	4 972	5 275	5 935	6 203
18	Plaignant désintéressé, régularisation	3 837	3 094	2 850	3 088	3 745
19	Rappel à la loi, avertissement	30 021	32 947	34 662	37 260	40 979
20	Autres poursuites de nature non pénale	2 585	3 014	3 973	3 961	4 485
21	Taux de réponse pénale(en %)	77,7	77,1	78,5	80,6	82,1
22	Procédures classées sans suite	29 510	31 990	29 736	26 834	25 565
Motifs principaux :						
23	Préjudice ou trouble peu important	16 946	17 984	16 622	13 947	11 831
24	Recherche infructueuse	2 022	3 366	2 677	2 415	3 127
25	Victime désintéressée	4 135	4 180	4 014	4 313	4 333
26	Désistement du plaignant	2 699	2 850	2 858	2 771	2 880
27	Part des classements sans suite dans les affaires poursuivables (en %) ...	22,3	22,9	21,5	19,4	17,9

Activité des juges d'instruction chargés des mineurs

Affaires transmises à la cour d'assises des mineurs						
28	Nombre de décisions de transmission	205	199	322	412	247
29	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	115	97	118	245	162
30	Mineurs placés en détention provisoire	152	151	125	279	143
31	Durée moyenne de l'instruction(en mois)	19,5	25,0	22,1	23,4	23,7
Affaires transmises au juge ou au tribunal pour enfants						
32	Nombre de décisions de transmission	4 618	4 297	4 040	4 033	3 570
33	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	2 755	2 352	2 349	2 439	2 110
34	Mineurs placés en détention provisoire	1 468	1 180	1 162	1 204	936
35	Durée moyenne de l'instruction(en mois)	15,0	16,4	16,8	17,2	18,1
36	Ordonnances de non-lieu	371	260	277	213	247

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI pour les mineurs sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 103). Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires de mineurs poursuivables de l'année.

- **Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines**, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des réponses apportées au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

- Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou mineur hors de cause).

On a ainsi dégagé une masse d'affaires "**non poursuivables**". Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules affaires "**poursuivables**".

- Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

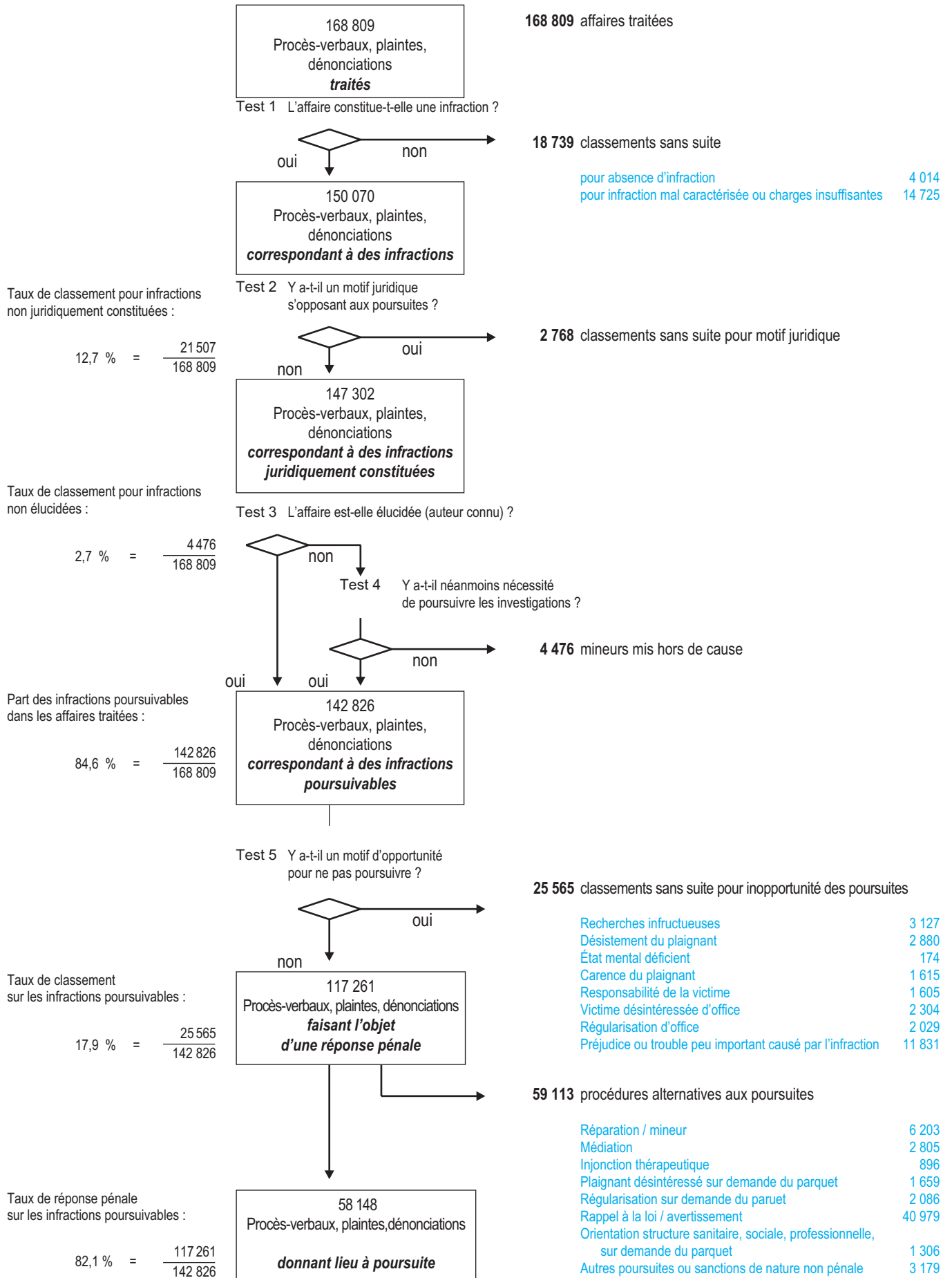
Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son complément, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué.

Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal pages 333 à 335.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres des parquets

Les orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs du 1/01/2004 au 31/12/2004



Sources :

L'activité des juridictions de mineurs, tant civile (mineurs en danger) que pénale (mineurs délinquants), est retracée au moyen de tableaux de bord de l'activité civile et pénale des tribunaux pour enfants.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthode

- 1 à 23** L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
- 7** La **détention provisoire** : (cf. définition page 120). Les données présentées ici concernent la détention provisoire ordonnée au cours d'une année. Le nombre diffère de la page 123 qui comptabilise la détention provisoire effectuée par des mineurs dans l'année.
- 8** Le **contrôle judiciaire** : cf. définition page 118)
- 6 à 10** Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, IOE). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.
- 11, 12** Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. À partir de 2003, le recueil des données a été amélioré.
- 13** Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. Cette juridiction peut néanmoins avoir à se prononcer sur des mineurs de 16 ans et plus en cas d'affaires concernant plusieurs mineurs d'âge différent.
- 15 à 24** Sont comptabilisées ici l'ensemble des mesures et sanctions prononcées par les juges et tribunaux pour enfants. Un mineur peut faire l'objet de plusieurs mesures ou sanctions dans un même jugement. La réparation ne fait pas l'objet d'une inscription au casier judiciaire.
- 25 à 28** La **cour d'assises des mineurs** : cf. définition page 124
Les décisions prononcées par les cours d'assises ne concernent que les mineurs âgés de plus de 16 ans. Quelques condamnations sanctionnent des délits.

Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal pages 336 à 339.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet
Tableaux de bord mineurs

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Activité pénale des juges et tribunaux pour enfants						
1	Mineurs dont le juge des enfants est saisi.....	75 783	79 985	79 951	79 000	80 982
2	12 ans et moins.....	2 810	3 029	3 092	3 473	3 648
3	13, 14 ans.....	15 625	16 273	15 710	15 586	16 139
4	15, 16 ans.....	36 107	38 844	38 511	37 706	38 102
5	17 ans.....	21 241	21 839	22 638	22 235	23 093
6	Mesures présentencielles.....	22 637	21 396	24 812	24 761	27 139
7	Détention provisoire.....	1 703	1 177	1 424	1 006	938
8	Contrôle judiciaire.....	3 186	3 289	4 073	3 285	3 225
9	Liberté surveillée, placement, réparation.....	11 406	11 264	12 975	13 691	15 358
10	Enquêtes sociales, IOE, expertises.....	6 342	5 666	6 340	6 779	7 618
11	Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet).....	31 255	34 821	32 792	39 835	41 075
12	Jugements en audience de tribunal pour enfants.....	29 456	31 636	31 158	32 554	34 093
13	Mineurs jugés pour crime par les tribunaux pour enfants.....	317	532	443	447	507
14	Décisions écartant la poursuite.....	6 512	8 131	8 441	8 352	9 615
15	Mesures et sanctions définitives.....	75 359	77 419	77 068	74 139	76 516
16	Réparations.....	2 274	2 732	2 638	2 969	3 438
17	Sanctions éducatives.....	-	-	-	331	758
18	Emprisonnement ferme ou assorti d'un sursis partiel.....	7 624	8 305	8 475	7 043	6 630
19	Emprisonnement avec sursis (simple, TIG, SME).....	14 565	15 094	16 023	16 061	16 354
20	Amendes (ferme et sursis).....	7 074	7 262	6 760	6 226	6 703
21	Travail d'intérêt général.....	3 266	2 127	2 233	2 590	2 678
22	Admonestation, remise à parents.....	32 829	34 737	34 072	31 598	31 725
23	Liberté surveillée, placement, protection judiciaire.....	5 625	5 398	5 261	5 663	6 185
24	Dispense de peine.....	2 102	1 764	1 606	1 658	2 045

Activité des cours d'assises de mineurs

Décisions prononcées à l'encontre de mineurs de plus de 16 ans						
Cour d'assises de premier ressort						
25	Acquittements.....	8	10	15	20	22
26	Condamnations.....	280	299	301	317	318
Cour d'assises d'appel						
27	Acquittements.....	///	0	2	0	0
28	Condamnations.....	///	9	12	27	44

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthodes

- 1 à 22 L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).
Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.
Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
- 6 à 17 À partir de 1999 les tableaux de bord fournissent le nombre de mesures appliquées à chaque mineur. Ainsi si une décision d'assistance éducative concerne une fratrie, elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs.
Ces décisions sont distinguées selon qu'elles sont prises pour la première fois (mesures nouvelles) ou prolongées (mesures renouvelées).
- 9 à 13 Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (**enquête sociale** ou **investigation et orientation éducative "IOE"** ou **expertise**) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
- 11 L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
- 12 L'investigation d'orientation éducative a pour objectif d'évaluer la situation du jeune sur le plan éducatif, psychologique, socio-économique et sanitaire.
- 14 Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'**action éducative en milieu ouvert "AEMO"**.
- 16 S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une **décision de placement**. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil).
- 23, 24 Lorsqu'un mineur ouvrant droit aux prestations sociales est élevé dans des conditions d'hygiène, de logement ou d'alimentation manifestement défectueuses, le juge des enfants peut ordonner une mesure de **tutelle sur ces prestations**.
La **tutelle aux prestations sociales** est confiée à un service habilité qui devra garantir l'utilisation des prestations au bénéfice exclusif du ou des enfants.
- 25 Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.

Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal pages 336 à 339.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadre statistique de l'activité des tribunaux pour enfants
Tableaux de bord des juridictions des mineurs

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Assistance éducative						
1	Mineurs dont le juge des enfants est saisi.....	109 146	108 101	107 719	105 425	113 610
2	0 à 6 ans.....	31 772	31 787	31 808	31 817	34 566
3	7 à 12 ans.....	34 791	33 722	33 186	31 775	34 950
4	13 à 15 ans.....	26 193	26 111	26 121	25 227	26 852
5	16 à 17 ans.....	16 390	16 481	16 604	16 606	17 242
6	Toutes mesures individuelles prises dans l'année.....	265 347	293 010	301 109	300 967	320 287
7	<i>Mesures nouvelles.....</i>	<i>144 300</i>	<i>149 720</i>	<i>149 675</i>	<i>148 238</i>	<i>159 986</i>
8	<i>Mesures renouvelées.....</i>	<i>121 047</i>	<i>143 290</i>	<i>151 434</i>	<i>152 729</i>	<i>160 301</i>
9	Mesures d'investigation nouvelles et renouvelées.....	54 190	57 164	58 740	58 012	62 510
10	<i>dont mesures nouvelles.....</i>	<i>47 938</i>	<i>49 631</i>	<i>50 076</i>	<i>49 591</i>	<i>53 150</i>
11	Enquêtes sociales.....	23 012	22 712	22 482	21 237	22 392
12	IOE.....	23 703	26 229	27 309	27 780	30 900
13	Expertises et autres.....	7 475	8 223	8 949	8 995	9 218
14	Mesures individuelles d'AEMO (nouvelles et renouvelées).....	112 559	125 470	126 229	126 730	135 173
15	<i>dont mesures nouvelles d'AEMO.....</i>	<i>57 863</i>	<i>60 480</i>	<i>59 417</i>	<i>59 188</i>	<i>65 146</i>
16	Mesures individuelles de placement (nouvelles et renouvelées).....	98 599	110 376	116 140	116 225	122 604
17	<i>dont mesures de placement nouvelles.....</i>	<i>38 499</i>	<i>39 609</i>	<i>40 182</i>	<i>39 459</i>	<i>41 690</i>
18	Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure.....	119 949	114 078	114 104	110 265	107 264
19	Mineurs suivis en assistance éducative au 31 décembre.....	187 430	198 296	201 141	199 171	206 397
20	Avec une mesure en cours.....	168 154	175 107	173 836	173 455	184 232
21	Avec deux mesures en cours.....	16 380	18 555	20 090	19 620	19 327
22	Avec trois mesures en cours et plus.....	2 896	4 634	7 215	6 636	2 838

Tutelles aux prestations sociales

23	Nombre de décisions de mise sous tutelle aux prestations sociales.....	23 811	24 184	24 014	24 217	25 204
24	Mineurs concernés par ces tutelles aux prestations sociales.....	59 733	61 549	61 390	62 333	65 219

Protection des jeunes majeurs

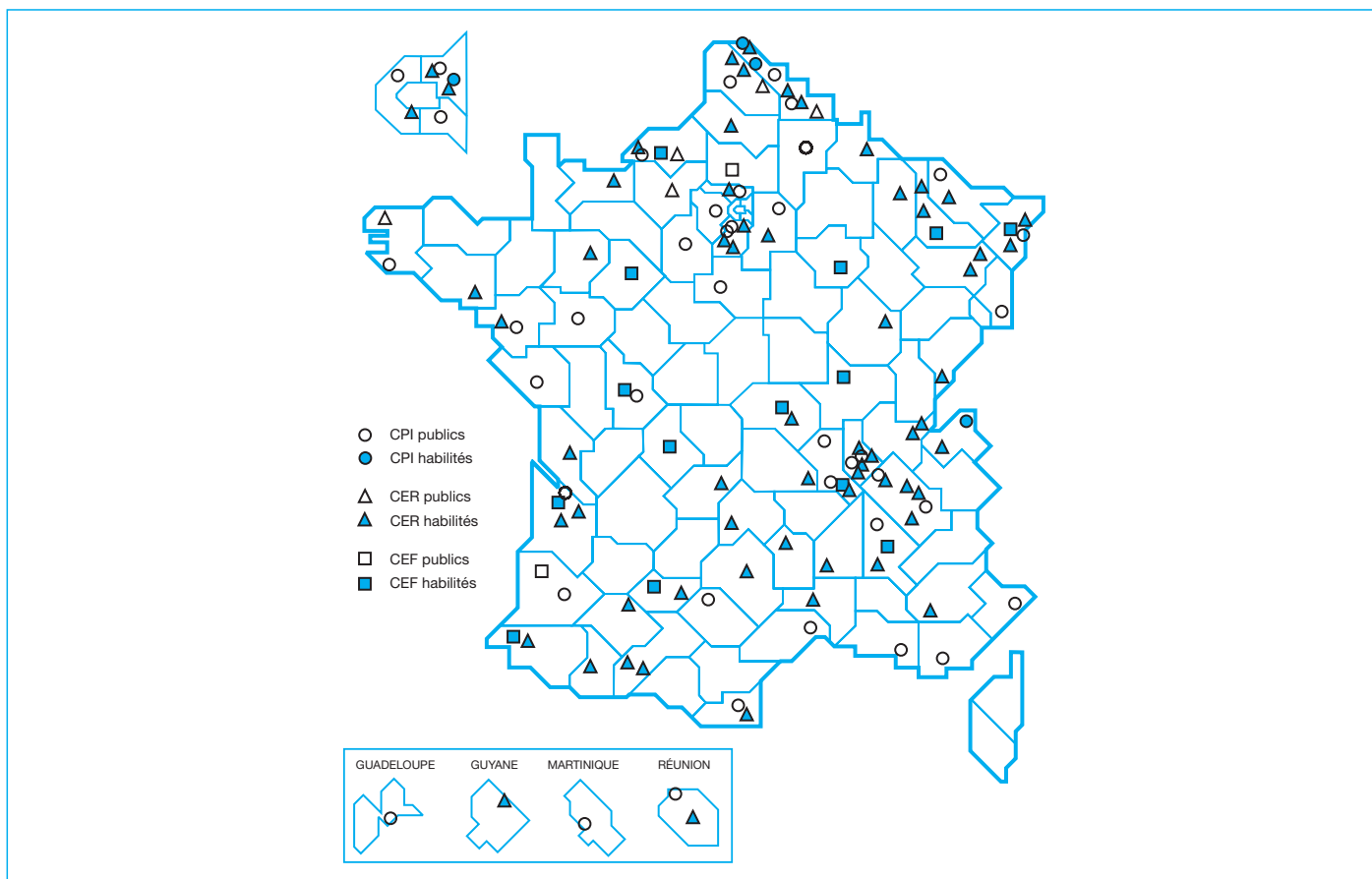
25	Jeunes majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection.....	5 639	6 470	6 882	7 099	7 738
----	--	-------	-------	-------	-------	-------

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 5 Les **Centres Éducatifs Renforcés** sont des structures éducatives destinées à la prise en charge des mineurs délinquants ou en situation de grande marginalisation, et qui doivent répondre au risque de récidive et d'incarcération.
- 6 Les **Centres de Placement Immédiat** prennent en charge les mineurs pour lesquels un accueil immédiat est prescrit par les magistrats de la jeunesse, et en priorité les mineurs délinquants. Cet accueil doit permettre de répondre à une situation d'urgence, caractérisée par l'impossibilité pour certains mineurs de demeurer dans leur environnement familial et social, en particulier lorsqu'ils viennent de commettre un délit et qu'un éloignement temporaire s'avère nécessaire dans l'attente d'une réponse judiciaire et d'une prise en charge éducative de longue durée.
- 7 Les **Centres éducatifs fermés** sont des établissements publics ou des établissements privés habilités dans lesquels les mineurs sont placés en application d'un contrôle judiciaire ou d'un sursis avec mise à l'épreuve. Au sein de ces centres, les mineurs font l'objet des mesures de surveillance et de contrôle permettant d'assurer un suivi éducatif et pédagogique renforcé et adapté à leur personnalité. La violation des obligations auxquelles le mineur est astreint en vertu des mesures qui ont entraîné son placement dans le centre peut entraîner, selon le cas, le placement en détention provisoire ou l'emprisonnement du mineur.
- 8 Cf. Ligne 34, page 17.
- 10 à 31 Le juge des enfants saisi peut ordonner en assistance éducative ou au pénal des mesures d'investigation. Celles pouvant être confiées au secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse sont : l'enquête sociale, l'investigation d'orientation éducative, et l'enquête du service éducatif auprès du tribunal de grande instance (ou recueil de renseignements socio-éducatifs).
- 13 et 20 L'enquête du Service éducatif auprès du tribunal (SEAT) ou recueil de renseignements socio-éducatifs, a pour objectif d'apporter rapidement au magistrat des informations sur la situation d'un mineur. Elle est obligatoire lorsque le substitut envisage de requérir une mise en détention provisoire ou en cas de convocation par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de jugement.
- 24 Cf. Ligne 15 page 242

Carte des centres de placement immédiat, des centres éducatifs renforcés et des centres éducatifs fermés



Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (système GAME)

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004
Nombre d'établissements						
1	Tous établissements du secteur public.....	405	408	327	332	335
2	Foyers d'action éducative (FAE).....	35	35	75	76	77
3	Centres d'action éducative (CAE).....	240	244	199	202	204
4	<i>dont avec structure d'hébergement classique</i>	53	53	5	5	6
5	Centres éducatifs renforcés (CER).....	6	10	8	7	7
6	Centres de placement immédiat (CPI).....	32	31	43	42	42
7	Centres éducatifs fermés (CEF).....	///	///	///	2	2
8	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance.....	98	98	10	10	10
9	Toutes structures d'hébergement (FAE, CAE avec hébergement et CER, CPI) .	126	129	131	130	132
Mesures d'investigation						
10	Mesures terminées au cours de l'année.....	52 727	51 294	52 729	53 650	57 297
◆	Nature des mesures					
11	Investigation d'orientation éducative.....	6 930	6 656	6 181	5 981	6 301
12	Enquête sociale.....	3 185	2 310	2 054	1 703	2 019
13	Enquêtes des services éducatifs auprès des tribunaux.....	42 612	42 328	44 494	45 966	48 977
◆	Fondement juridique des mesures					
14	Enfance délinquante.....	31 521	30 010	30 173	30 570	32 975
15	Enfance en danger.....	20 931	20 965	22 417	22 996	24 197
16	Protection des jeunes majeurs.....	275	319	139	84	155
17	Mesures en cours au 31 décembre	5 543	5 932	5 586	5 654	5 517
◆	Nature des mesures					
18	Investigation d'orientation éducative.....	3 232	3 260	3 011	2 808	2 871
19	Enquête sociale.....	761	787	657	763	562
20	Enquête des services éducatifs auprès des tribunaux.....	1 550	1 885	1 918	2 083	2 084
◆	Fondement juridique des mesures					
21	Enfance délinquante.....	1 478	1 650	1 630	2 009	1 651
22	Enfance en danger.....	4 046	4 255	3 943	3 871	3 854
23	Protection des jeunes majeurs.....	19	27	13	23	12
24	Nombre de jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année	52 226	52 403	53 219	46 068	48 852
◆	Sexe					
25	Garçons.....	40 040	39 832	40 466	33 885	35 719
26	Filles.....	12 186	12 571	12 753	12 183	13 133
◆	Âge					
27	Moins de 10 ans.....	5 966	6 211	6 598	6 185	6 925
28	De 10 ans à moins de 13 ans.....	3 808	3 958	3 900	3 783	4 051
29	De 13 ans à moins de 16 ans.....	18 696	18 757	18 206	15 819	16 425
30	De 16 ans à moins de 18 ans.....	22 172	21 876	22 896	19 193	20 206
31	Plus de 18 ans.....	1 584	1 601	1 619	1 664	1 912

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 1 à 22 La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur public :
- en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement
- au pénal : des mesures de placement et des mesures de milieu ouvert (liberté surveillée préjudicielle, liberté surveillée, mise sous protection judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, mesure de réparation, liberté conditionnelle, suivi socio-judiciaire).
- Par ailleurs le mineur peut bénéficier d'une activité de jour (insertion sociale et professionnelle) soit à l'initiative de la protection judiciaire de la jeunesse, soit à la demande du magistrat.
- 2, 9 Le milieu ouvert pénal est constitué des mesures de liberté surveillée (préjudicielle ou définitive), des contrôles judiciaires, des mises sous protection judiciaire, des sursis avec mise à l'épreuve, des TIG, des mesures de réparation, des libérations conditionnelles et des suivis socio-judiciaires.
- 3, 10 Cf. définition 14 à 15 page 238
- 4, 11 Cf. Définition 16 à 17, page 238
Le terme de "placement" qui correspond à la nature des mesures prises par la juridiction des mineurs, a été préféré à celui d'"hébergement" utilisé dans les éditions précédentes.
Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial). Le jeune peut également bénéficier d'un hébergement individualisé (foyer de jeunes travailleurs, appartement indépendant...).
- 5, 12 Cf. définition 1 à 23, page 236.
- 6, 13 Cf. définition 1 à 22, page 238.
- 7, 14 Cf. définition 25, page 238.
- 8 à 14 Le libellé "nombre de jeunes" utilisé dans les éditions précédentes a été remplacé par celui plus précis de "mesures", un même mineur pouvant faire l'objet de plusieurs mesures dans l'année. La série statistique garde le même contenu.
- 15 En 2004, l'amélioration des outils de calcul et la fiabilisation des données saisies ont permis de "dédoublonner" le nombre de jeunes suivis dans le secteur public au titre de deux mesures éducatives.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (système GAME)

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004
Prises en charge éducatives et pénales						
1	Mesures terminées au cours de l'année	42 520	45 050	47 613	49 035	51 872
◆	Nature des mesures					
2	Milieu ouvert pénal.....	27 100	27 873	29 893	31 079	33 890
3	Milieu ouvert civil.....	10 997	12 508	12 814	12 986	12 868
4	Placement.....	4 423	4 669	4 906	4 970	5 114
◆	Fondement juridique des mesures					
5	Enfance délinquante.....	28 712	29 669	31 890	33 099	36 284
6	Enfance en danger.....	12 339	13 764	14 129	14 175	13 549
7	Protection des jeunes majeurs.....	1 469	1 617	1 594	1 761	2 039
8	Mesures en cours au 31 décembre	36 115	37 928	37 986	39 896	42 062
◆	Nature des mesures					
9	Milieu ouvert pénal.....	25 337	26 615	27 023	29 429	31 253
10	Milieu ouvert civil.....	9 499	9 880	9 483	9 083	9 304
11	Placement.....	1 279	1 433	1 480	1 384	1 505
◆	Fondement juridique des mesures					
12	Enfance délinquante.....	25 747	27 084	27 598	30 009	31 941
13	Enfance en danger.....	9 478	9 916	9 424	8 886	9 034
14	Protection des jeunes majeurs.....	980	928	964	1 001	1 087
15	Nombre de jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année	44 235	45 851	48 490	37 691	39 074
◆	Sexe					
16	Garçons.....	37 195	38 107	40 585	31 304	32 305
17	Filles.....	7 040	7 744	7 905	6 387	6 769
◆	Âge au début de la mesure					
18	Moins de 10 ans.....	1 407	1 569	1 510	1 106	1 188
19	De 10 ans à moins de 13 ans.....	1 782	1 890	1 931	1 237	1 183
20	De 13 ans à moins de 16 ans.....	13 591	14 547	14 763	8 472	8 769
21	De 16 ans à moins de 18 ans.....	21 718	22 161	24 369	17 094	17 388
22	Plus de 18 ans.....	5 737	5 684	5 917	9 782	10 546

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 2 à 10** | En matière d'investigation, la statistique du secteur associatif, contrairement à celle du secteur public, comptabilise une seule mesure même si elle concerne plusieurs mineurs. C'est principalement le cas des enquêtes sociales ordonnées pour l'ensemble d'une fratrie.
- 2 à 18** | Le juge des enfants saisi peut ordonner en assistance éducative ou au pénal des mesures d'investigations. Celles pouvant être confiées aux établissements et services du secteur associatif habilité Justice de la protection judiciaire de la jeunesse sont l'enquête sociale et l'investigation d'orientation éducative.
- 3 et 9** | Cf. définition 9 à 13, page 238.
- 4 et 10** | Cf. définition 11, page 238.
- 5** | Cf. définition 1 à 23, page 236.
- 6** | Cf. définition 1 à 22, page 238.
- 7** | Cf. définition 25, page 238.
- 11** | Les mineurs en secteur associatif sont comptés en "Mesures jeunes"

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
Rapports annuels d'activité des structures du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Nombre d'établissements						
1	Tous établissements et services habilités du secteur associatif ...	1 066	1 086	1 184	1 199	1 195
Mesures d'investigation						
2	Mesures terminées au cours de l'année.....	28 037	27 450	28 749	28 550	31 521
◆	Nature des mesures					
3	Investigation d'orientation éducative	16 272	16 189	17 786	18 124	20 513
4	Enquête sociale.....	11 765	11 261	10 963	10 426	11 008
◆	Fondement juridique des mesures					
5	Enfance délinquante	1 897	1 274	1 655	1 510	1 453
6	Enfance en danger.....	26 115	26 132	27 041	27 002	30 021
7	Protection des jeunes majeurs.....	25	44	53	38	47
8	Mesures en cours au 31 décembre	11 156	11 418	11 322	12 334	12 468
◆	Nature des mesures					
9	Investigation d'orientation éducative	7 725	8 369	8 311	9 471	9 357
10	Enquête sociale.....	3 431	3 049	3 011	2 863	3 111
11	Nombre de jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année	36 283	35 045	35 608	35 741	37 128
◆	Sexe					
12	Garçons.....	19 573	18 746	19 144	19 194	20 057
13	Filles.....	16 710	16 299	16 464	16 547	17 071
◆	Âge					
14	Moins de 10 ans.....	17 791	17 394	17 328	17 378	17 994
15	De 10 ans à moins de 13 ans	6 122	5 793	6 042	5 901	6 140
16	De 13 ans à moins de 16 ans	7 925	7 492	7 957	7 677	8 023
17	De 16 ans à moins de 18 ans	4 357	4 220	4 160	4 581	4 787
18	Plus de 18 ans	88	146	121	204	184

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 1 à 24** | La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur associatif habilité justice :
- en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement.
- au pénal : des mesures de placement et des mesures de réparation.
- 2 et 10** | Le terme de "placement judiciaire" qui correspond à la nature des mesures prises par la juridiction des mineurs, a été préféré à celui d'"hébergement" utilisé dans les éditions précédentes.
Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial).
- 4 et 12** | Cf. définition 2 et 9, page 242. En milieu ouvert pénal, seules les mesures de réparation peuvent être confiées à des établissements du secteur privé habilité. Les autres mesures sont de la compétence exclusive des services de la PJJ.
- 5 et 13** | Cf. définition 14 à 20, page 238.
- 6 et 14** | Cf. définition 1 à 23, page 236.
- 7 et 15** | Cf. définition 1 à 22, page 238.
- 8 et 16** | Cf. définition 25, page 238.
- 17** | Cf. définition 11, page 244

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
Rapports annuels d'activité des structures du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Prises en charge éducatives et pénales						
1	Mesures terminées au cours de l'année	68 380	69 157	69 344	69 495	73 927
◆	Nature des mesures					
2	Placement judiciaire.....	17 192	17 568	17 167	16 793	18 104
3	<i>dont placement familial</i>	1 394	1 452	1 601	1 304	1 548
4	Milieu ouvert pénal (réparation).....	4 510	5 753	6 429	7 394	8 374
5	Milieu ouvert civil (AEMO + SMJ).....	46 678	45 836	45 748	45 308	47 449
◆	Fondement juridique des mesures					
6	Enfance délinquante.....	5 813	7 243	8 042	9 263	10 887
7	Enfance en danger.....	58 556	57 975	57 333	56 216	59 111
8	Protection des jeunes majeurs.....	4 011	3 939	3 969	4 016	3 929
9	Mesures en cours au 31 décembre	112 569	113 674	114 681	116 618	121 229
◆	Nature des mesures					
10	Placement judiciaire.....	24 142	23 938	23 645	23 574	24 405
11	<i>dont placement familial</i>	5 031	5 084	4 838	4 779	4 944
12	Milieu ouvert pénal (réparation).....	2 105	2 231	2 669	3 346	4 062
13	Milieu ouvert civil (AEMO + SMJ).....	86 322	87 505	88 367	89 698	92 762
◆	Fondement juridique des mesures					
14	Enfance délinquante.....	2 712	2 860	3 371	4 126	5 197
15	Enfance en danger.....	106 048	106 938	107 382	108 459	111 857
16	Protection des jeunes majeurs.....	3 809	3 876	3 928	4 033	4 175
17	Nombre de jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année	69 515	70 572	70 488	71 432	77 648
◆	Sexe					
18	Garçons.....	38 978	40 221	40 444	41 578	45 271
19	Filles.....	30 537	30 351	30 044	29 857	32 377
◆	Âge au début de la mesure					
20	Moins de 10 ans.....	24 425	24 382	24 044	23 640	24 313
21	De 10 ans à moins de 13 ans.....	10 073	10 226	10 129	9 759	10 255
22	De 13 ans à moins de 16 ans.....	18 746	18 555	18 894	18 704	19 073
23	De 16 ans à moins de 18 ans.....	13 981	15 108	14 881	16 577	19 293
24	Plus de 18 ans.....	2 290	2 301	2 540	2 752	4 714

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation du Casier judiciaire : cf. présentation "Condamnations inscrites au Casier judiciaire national" pages 141 à 145.

Avertissement :

L'utilisation des inscriptions au Casier judiciaire pour décrire les condamnations de mineurs est perturbé à partir de 1994, du fait de la loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 mise en application le 1^{er} mars 1994 (art. 769-2 du Code de procédure pénale) qui a introduit des conditions d'effacement du Casier judiciaire à leur majorité de certaines peines à l'encontre de mineurs :

- a/ les mesures éducatives ;
- b/ les peines d'amende, ainsi que les peines d'emprisonnement n'excédant pas deux mois ;
- c/ les autres peines assorties du bénéfice du sursis, avec ou sans mise à l'épreuve, ou assorties d'un sursis avec un travail d'intérêt général (TIG) à l'expiration du délai d'épreuve.

Compte-tenu des délais de procédure, certaines condamnations de mineurs de 16 à 18 ans remplissant les conditions ci-dessus ne sont pas envoyées par les juridictions ou arrivent au Casier judiciaire national après la majorité de l'intéressé, et ne font donc pas l'objet d'une inscription.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002(cf. Page145).

1 Décisions des cours d'assises des mineurs, des tribunaux pour enfants et des cours d'appel mineurs.

2 à 7 **Nature de l'infraction** : cf. définitions page 142.

Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions). Les crimes sont regroupés par grands types d'atteintes.

4 **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures...

6 Sont compris dans les **atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions et les dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des morts ou des infirmités permanentes.

8 à 23 **Nature de la peine** : cf. définitions pages 142 et 143.

En vertu des articles 1^{er} et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5^e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs (cf. définitions page 128).

Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945).

Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945).

La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945).

Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable).

22 **Les mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre. Les mesures éducatives sont rarement prononcées en matière criminelle.

26 à 28 **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations de mineurs pour crimes	559	631	498	559	626
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes à la personne	459	490	418	480	538
3	Homicides volontaires	23	19	27	26	29
4	Coups et violences volontaires	51	38	28	33	23
5	Viols	385	433	363	421	486
6	Atteintes aux biens	97	130	68	60	76
7	Autres crimes	3	11	12	19	12
◆	Nature de la peine					
8	Peines privatives de liberté	537	603	471	531	601
9	<i>dont réclusion criminelle</i>	28	41	21	14	24
10	Fermes ou assorties d'un sursis partiel.....	361	417	295	315	357
11	Moins d'un an.....	108	100	84	85	83
12	1 an à moins de 3 ans.....	99	133	83	96	129
13	3 ans à moins de 5 ans.....	53	63	52	63	56
14	5 ans à moins de 10 ans.....	69	76	53	55	59
15	10 ans et plus (sans perpétuité).....	31	45	23	16	30
16	Perpétuité.....	1	0	0	0	0
17	<i>Durée moyenne de la peine ferme - perpétuité exclue (en mois)</i>	40,7	45,0	40,4	35,2	39,6
18	Assorties d'un sursis total	176	186	176	216	244
19	Sursis simple.....	57	50	64	69	77
20	Sursis avec mise à l'épreuve	118	131	112	147	167
21	Avec travail d'intérêt général.....	1	5	0	0	0
22	Mesures éducatives	22	28	27	28	24
23	Dispense de peine	0	0	0	0	1
◆	Caractéristiques des condamnés mineurs					
	Sexe					
24	Garçons.....	534	612	481	550	614
25	Filles.....	25	19	17	9	12
	Âge					
26	Moins de 13 ans.....	28	46	40	58	81
27	De 13 ans à moins de 16 ans	208	216	223	266	295
28	De 16 ans à moins de 18 ans	323	369	235	235	250
	Nationalité					
29	Français	475	563	443	511	582
30	Étrangers.....	50	51	40	31	19
31	Non déclarés	34	17	15	17	25

La nature et la durée des peines ainsi que les caractéristiques démographiques des condamnés sont présentées ici pour l'ensemble des viols commis par des mineurs.

Code | Définitions et méthode

2 à 15 | **Nature de la peine** : cf. définitions 8 à 23, page 248.

18 à 20 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Viols						
1	Toutes condamnations de mineurs pour viols (cf. p. 249, code 5).	385	433	363	421	486
◆ Nature de la peine						
2	Peines privatives de liberté	371	416	346	402	469
3	<i>dont réclusion criminelle</i>	9	12	6	5	5
4	Fermes ou assorties d'un sursis partiel.....	227	263	198	218	252
5	Moins d'un an.....	68	69	64	63	62
6	1 an à moins de 3 ans.....	68	96	60	72	100
7	3 ans à moins de 5 ans.....	35	42	35	43	44
8	5 ans à moins de 10 ans.....	46	40	33	33	40
9	10 ans et plus.....	10	16	6	7	6
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme</i> (en mois)	34,3	36,3	32,4	30,1	30,9
11	Assorties d'un sursis total	144	153	148	184	217
12	Sursis simple.....	39	37	48	53	62
13	Sursis avec mise à l'épreuve	104	116	100	131	155
14	Avec travail d'intérêt général.....	1	0	0	0	0
15	Mesures éducatives	14	17	17	19	17
◆ Caractéristiques des condamnés mineurs						
Sexe						
16	Garçons.....	381	428	360	420	480
17	Filles.....	4	5	3	1	6
Âge						
18	Moins de 13 ans.....	26	45	38	55	78
19	De 13 ans à moins de 16 ans	175	186	184	219	247
20	De 16 ans à moins de 18 ans	184	202	141	147	161
Nationalité						
21	Français	320	391	326	389	455
22	Étrangers	37	33	23	25	17
23	Non déclarée.....	28	9	14	7	14

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation du Casier judiciaire : cf. présentation "Condamnations inscrites au Casier judiciaire national" pages 141 à 145 [cf. avertissement page 248].

Code | Définitions et méthodes

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002(cf. Page145).

- 2 à 18 Nature de l'infraction** : cf. définitions page 142.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple).
Les délits sont regroupés par grands types d'atteintes.
- 7 Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation sont prises en compte avec les homicides et blessures involontaires, dans la rubrique "atteintes à la personne".
- 11 à 13 Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se sont produites (notamment circulation routière ou travail), ainsi que les atteintes aux mœurs (violences sexuelles, exhibition, ...).
- 18 Les atteintes à l'ordre administratif et judiciaire** regroupent principalement les infractions en matière d'outrages et violences envers les agents chargés de l'autorité publique.
- 19 à 44 Nature de la peine** : cf. pages 142 et 143, et définitions 8 à 23, page 248.
- 37 à 43 Mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre.
Les mesures susceptibles d'être prononcées sont diverses : admonestation ; remise du mineur à sa famille, à un particulier ou à l'assistance à l'enfance ; placement dans un établissement d'éducation et de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat, ou dans une institution publique d'éducation surveillée ; placement sous le régime de la liberté surveillée.
- 38 L'admonestation** consiste en une "remontrance" du juge à l'encontre du mineur poursuivi pour avoir commis un acte contraire à la loi pénale. Cette mesure ne peut être prononcée que par le juge des enfants en audience de cabinet.
- 39 Remise à personne** : le juge peut choisir de remettre le mineur délinquant à un particulier qui sera chargé de l'éduquer. Il peut s'agir des parents, du tuteur, de la personne qui en avait la garde, ou d'une personne digne de confiance.
- 41** Le mineur âgé de plus de 16 ans peut être placé par le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs sous protection judiciaire, à titre principal et pour une durée n'excédant pas 5 ans. Il bénéficie alors de diverses mesures d'assistance, de surveillance et d'éducation prescrites par le juge des enfants.
- 42 La mise en liberté surveillée** consiste à placer le mineur sous la surveillance d'un service de la PJJ désigné par le juge, et qui est chargé d'exercer sur lui une action éducatrice, un contrôle sur ses conditions de vie et sur sa conduite, ainsi qu'une surveillance sur la ou les personnes qui en ont la garde. Le juge peut prendre cette décision dans tous les cas, que le mineur ait été condamné à une peine ou fasse l'objet d'une mesure d'éducation.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations de mineurs pour délits	36 437	36 236	28 224	31 018	41 141
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes aux biens	26 298	25 912	18 703	20 906	27 204
3	Vols	19 579	19 110	13 556	15 298	19 681
4	Recels	2 007	2 046	1 538	1 818	2 448
5	Escroqueries - abus de confiance.....	1 240	1 375	840	846	1 146
6	Destructions - dégradations	3 472	3 381	2 769	2 944	3 929
7	Infractions à la circulation routière et aux transports	389	398	470	566	1 055
8	dont infractions à la circulation routière	376	379	464	561	1 048
9	Infractions à la législation économique et financière	176	146	123	136	180
10	dont infractions en matière de chèques.....	135	115	74	81	119
11	Atteintes à la personne	6 460	6 681	5 708	5 955	8 115
	dont :					
12	Coups et blessures volontaires.....	4 676	4 750	3 881	4 014	5 691
13	Atteintes sexuelles.....	1 193	1 286	1 371	1 392	1 628
14	Infractions en matière de stupéfiants	1 524	1 389	1 375	1 652	2 297
15	Atteintes à la sûreté publique	431	471	470	466	543
16	dont commerce et transport d'armes.....	401	416	350	336	432
17	Atteintes à l'ordre public général	54	50	66	59	77
18	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	1 105	1 189	1 309	1 278	1 670
◆	Nature de la peine					
19	Emprisonnement	14 101	14 092	11 840	13 199	16 719
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 938	3 951	3 580	4 098	4 803
21	Moins de 3 mois.....	2 342	2 008	1 509	1 834	2 414
22	3 mois à moins de 6 mois	1 041	1 277	1 298	1 419	1 427
23	6 mois à moins d'un an	387	501	555	618	650
24	1 an à moins de 3 ans	152	163	205	204	294
25	3 ans et plus	16	2	13	23	18
26	<i>Durée moyenne de la peine ferme..... (en mois)</i>	<i>3,1</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>	<i>3,8</i>	<i>3,7</i>
27	Assorti d'un sursis total	10 163	10 141	8 260	9 101	11 916
28	Sursis simple	6 451	6 130	4 200	4 580	6 387
29	Sursis avec mise à l'épreuve	2 979	3 333	3 327	3 791	4 568
30	Avec travail d'intérêt général	733	678	733	730	961
31	Amende	1 028	1 054	624	597	1 324
32	Ferme ou assortie d'un sursis partiel.....	871	871	502	497	1 056
33	<i>Montant moyen de l'amende ferme..... (en Euros)</i>	<i>192</i>	<i>182</i>	<i>195</i>	<i>215</i>	<i>221</i>
34	Assortie d'un sursis total	157	183	122	100	268
35	Peine de substitution	871	797	920	982	1 527
36	dont travail d'intérêt général	861	780	854	923	1 453
37	Mesure éducative	19 641	19 655	14 429	15 759	20 700
38	Admonestation	13 328	13 168	9 860	10 522	13 620
39	Remise à personne.....	5 027	5 083	3 354	3 792	5 184
40	Placement en établissement d'éducation surveillée	163	151	139	126	114
41	Mise sous protection judiciaire.....	341	460	380	588	925
42	Mise en liberté surveillée	777	791	694	728	856
43	Autres mesures.....	5	2	2	3	1
44	Dispense de peine	796	638	411	481	871

Comparabilité des années entre elles : voir avertissement page 244.

Code | Définitions et méthode

3 à 5 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
◆	Caractéristiques des condamnés mineurs					
	Sexe					
1	Garçons.....	33 280	33 441	25 914	28 294	37 372
2	Filles.....	3 157	2 795	2 310	2 724	3 769
	Âge					
3	Moins de 13 ans.....	1 192	1 042	870	1 195	2 026
4	De 13 ans à moins de 16 ans	15 765	16 271	11 959	13 871	19 656
5	De 16 ans à moins de 18 ans	19 480	18 923	15 395	15 952	19 459
	Nationalité					
6	Français	30 452	31 328	23 994	26 680	36 040
7	Étrangers	2 642	2 883	2 470	2 824	3 277
8	CEE.....	120	115	91	102	141
9	dont Portugal.....	56	66	41	42	50
10	Europe hors CEE	803	1 065	956	1 267	1 437
11	dont Turquie.....	210	151	108	77	99
12	Maghreb.....	1 241	1 180	901	919	1 086
13	Algérie.....	538	463	346	355	451
14	Maroc.....	572	587	452	481	546
15	Tunisie	131	130	103	83	89
16	Afrique hors Maghreb.....	359	396	408	402	398
17	Asie, Océanie.....	81	79	63	78	76
18	Amérique.....	38	48	51	56	139
19	Non déclarés	3 343	2 025	1 760	1 514	1 824

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation du Casier judiciaire : cf. présentation "Condamnations inscrites au Casier judiciaire national", pages 141 à 145 [cf. avertissement page 248].

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002(cf. Page145).

- 2 à 5** | **Nature de l'infraction** : cf. définitions page 142.
- Les contraventions commises par des mineurs concernent essentiellement les coups et blessures volontaires avec incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours, et les infractions en matière de circulation routière.
- 3** | Ce poste regroupe principalement les infractions en matière de conduite d'un véhicule sans permis (sans récidive), et les défauts d'assurance.
- 5** | Le poste "autres contraventions de 5^e classe" comprend notamment les blessures involontaires à personne avec ITT \leq 3 mois, y compris à l'occasion d'accidents de la circulation routière et d'accidents du travail.
- 6 à 15** | **Nature de la peine** : cf. définitions 19 à 30, page 152, et 8 à 22, page 248.
- 11 à 14** | **Mesure éducative** : cf. définitions 22, page 248, et 37 à 43, page 252.
- 18 à 20** | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
1	Toutes condamnations de mineurs pour contraventions de 5^e classe ..	1 174	1 061	730	841	1 275
	◆ Nature de l'infraction					
2	Coups et blessures volontaires	576	493	254	365	666
3	Infractions à la circulation routière	237	254	289	322	364
4	Dégradations ou détériorations	208	181	92	136	215
5	Autres contraventions de 5 ^e classe	153	133	95	18	30
	◆ Nature de la peine					
6	Amende	222	203	123	143	271
7	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	194	174	103	128	245
8	Montant moyen de l'amende ferme.....(en Euros)	148	174	145	165	192
9	Assortie d'un sursis total	28	29	20	15	26
10	Peine de substitution.....	18	17	8	13	34
11	Mesure éducative	884	794	580	654	919
12	Admonestation	640	574	429	469	651
13	Remise à personne	206	190	116	165	229
14	Autres mesures	38	30	35	20	39
15	Dispense de peine.....	50	47	19	31	51
	◆ Caractéristiques des condamnés mineurs					
	Sexe					
16	Garçons.....	1 036	963	672	766	1 134
17	Filles.....	138	98	58	75	141
	Âge					
18	Moins de 13 ans.....	37	38	15	28	35
19	De 13 ans à moins de 16 ans	527	438	276	350	618
20	De 16 ans à moins de 18 ans	610	585	439	463	622
	Nationalité					
21	Français	1 010	959	667	775	1 184
22	Étrangers.....	68	57	30	36	51
23	Non déclarée.....	96	45	33	30	40

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires. Un quartier particulier, appelé quartier de jeunes détenus (QJD), est aménagé pour les détenus âgés de moins de vingt et un ans dans les maisons d'arrêt desservant les juridictions les plus importantes.

Code | Définitions et méthode

- 4 à 6 | Un mineur condamné dans une affaire et prévenu dans une ou plusieurs autres affaires est comptabilisé uniquement comme condamné. Sont considérés comme prévenus les mineurs détenus en cours d'information, en attente de jugement ou en délai ou exercice d'une voie de recours.
Sont considérés comme condamnés les mineurs définitivement jugés.

Source :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Mineurs incarcérés						
1	Mineurs incarcérés au 31 décembre	826	808	739	623	732
2	Métropole.....	767	759	657	563	659
3	Départements d'outre-mer.....	59	49	82	60	73
◆ Catégorie pénale des mineurs incarcérés						
4	Prévenus.....	630	592	467	414	489
5	Condamnés.....	196	216	272	209	243
6	<i>Part des prévenus..... (en %)</i>	76,3	73,3	63,2	66,5	66,8
◆ Caractéristiques des mineurs incarcérés						
Sexe						
7	Garçon.....	806	791	709	594	704
8	Fille.....	20	17	30	29	28
Âge						
9	Moins de 16 ans.....	96	81	79	49	71
10	De 16 ans à moins de 18 ans.....	730	727	660	574	661

Code | Définitions et méthode

- 6 à 17 | En cas de condamnation d'un mineur pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 17 | Sont comprises dans cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers.
- 18 à 24 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté, cf. définitions 20 à 31 page 210.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code	2001	2002	2003	2004	2005
------	------	------	------	------	------

Mineurs prévenus

1	Mineurs prévenus au 31 décembre	630	592	467	414	489
◆	Situation pénale					
2	En cours d'instruction	543	541	420	370	430
3	En attente de comparution.....	74	39	36	33	43
4	En appel ou pourvoi.....	13	12	11	11	16

Mineurs condamnés

5	Mineurs condamnés au 31 décembre	196	216	272	209	243
◆	Nature de l'infraction					
6	Atteintes à la personne	78	93	106	91	127
7	Crimes de sang.....	6	5	9	10	4
8	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	45	59	65	53	80
9	Homicides, blessures involontaires.....	3	5	4	7	12
10	Viols et autres agressions sexuelles.....	24	24	28	21	31
11	Atteintes aux biens	93	99	127	95	78
12	Vols qualifiés.....	52	29	33	26	20
13	Autres vols	38	59	76	57	45
14	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux.....	3	11	18	12	13
15	Atteintes à la santé publique	9	8	11	9	11
16	Infractions à la législation sur les stupéfiants.....	9	8	11	9	11
17	Autres infractions	16	16	28	14	27
◆	Peine prononcée					
18	Réclusion criminelle	0	0	0	2	0
19	Emprisonnement	196	216	272	207	243
20	Moins de 6 mois.....	98	108	152	115	146
21	6 mois à moins de 1 an.....	45	60	62	50	53
22	1 an à moins de 3 ans	38	36	44	30	29
23	3 ans à moins de 5 ans.....	11	8	6	7	12
24	5 ans et plus	4	4	8	5	3

Sources

Les données statistiques sur les incarcérations et les libérations sont obtenues jusqu'en 2002, en sous produit de la gestion du **fichier national des détenus** (FND) mis en place en 1993 : cf. présentation "Mouvements de détenus en milieu fermé", page 12.

Champ géographique : France métropolitaine

Code | Définitions et méthode

- 2 | Un mineur en attente de jugement peut être incarcéré lors d'un mandat du juge d'instruction, d'un mandat du juge des enfants, d'un mandat de la chambre de l'instruction ou d'une ordonnance d'incarcération provisoire.
- 3 | **Le statut de condamné** : cf. définition 14 page 212.
- 4 | Ce poste "Autres cas" regroupe les réincarcérations de libérés conditionnels repris après évasion ou fugue ou les réincarcérations suite à un ordre d'écrou extraditionnel.
- 5 à 30 | En cas de condamnation pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 6 | **Les crimes de sang** : cf. définition 18, page 212.
- 29 | Violence et outrage envers fonctionnaire ou magistrat, délits relatifs à l'exécution d'une décision judiciaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Fichier national des détenus

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Incarcérations de mineurs						
1	Incarcérations de mineurs au cours de l'année	3 283	3 839	3 321	3 260	3 519
◆	Titre de détention					
2	Statut de prévenu	2 942	3 429	nd	nd	nd
3	Statut de condamné	336	407	nd	nd	nd
4	Autres cas	5	3	nd	nd	nd
◆	Nature de l'infraction					
5	Crimes	602	662	nd	nd	nd
	dont :					
6	crimes de sang	94	73	nd	nd	nd
7	viols sur adulte	90	75	nd	nd	nd
8	viols sur mineur	134	139	nd	nd	nd
9	vols qualifiés	176	240	nd	nd	nd
10	Délits	2 681	3 177	nd	nd	nd
11	Atteintes à la personne	444	468	nd	nd	nd
	dont :					
12	coups et blessures volontaires sans circonstance aggravante.....	84	101	nd	nd	nd
13	coups et blessures volontaires avec circonstances aggravantes (non compris contre mineurs).....	127	136	nd	nd	nd
14	Atteintes aux mœurs	35	24	nd	nd	nd
15	dont atteintes ou agressions sexuelles sur mineur.....	11	7	nd	nd	nd
16	Législation sur les stupéfiants	160	182	nd	nd	nd
17	dont trafic de stupéfiants.....	97	132	nd	nd	nd
18	Atteintes aux biens	1 853	2 256	nd	nd	nd
	dont :					
19	vols simples	383	521	nd	nd	nd
20	vols avec violence	427	421	nd	nd	nd
21	autres vols aggravés.....	761	984	nd	nd	nd
22	recels	77	106	nd	nd	nd
23	escroquerie, filouterie, abus de confiance	30	24	nd	nd	nd
24	Faux et usage de faux	7	6	nd	nd	nd
25	Circulation routière	27	50	nd	nd	nd
26	dont conduite en état alcoolique	3	7	nd	nd	nd
27	Atteintes à la sûreté de l'État	53	69	nd	nd	nd
28	dont police des étrangers	39	46	nd	nd	nd
29	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	95	120	nd	nd	nd
30	Atteintes à l'ordre financier, économique et social	7	2	nd	nd	nd

Code | Définitions et méthode

- 9 | Le nombre de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
Il s'agit de la libération de personnes qui étaient mineures au moment de leur incarcération.
- 11 | **La mise en liberté** : cf. Définition 11 page 214.
- 14 | **L'arrêt d'acquiescement, le non-lieu** : cf. Définition 16 et 18 page 214.
- 15 | **La libération conditionnelle** est accordée par le juge de l'application des peines ou la juridiction régionale de la libération conditionnelle, cf. définition 17, page 214, et définition page 222.
- 18 | Ce poste regroupe les reconduites à la frontière.
- 19 à 27 | La durée d'incarcération est calculée, pour tous les détenus, à partir de la date d'écrou [au moment de l'incarcération].

Sources :

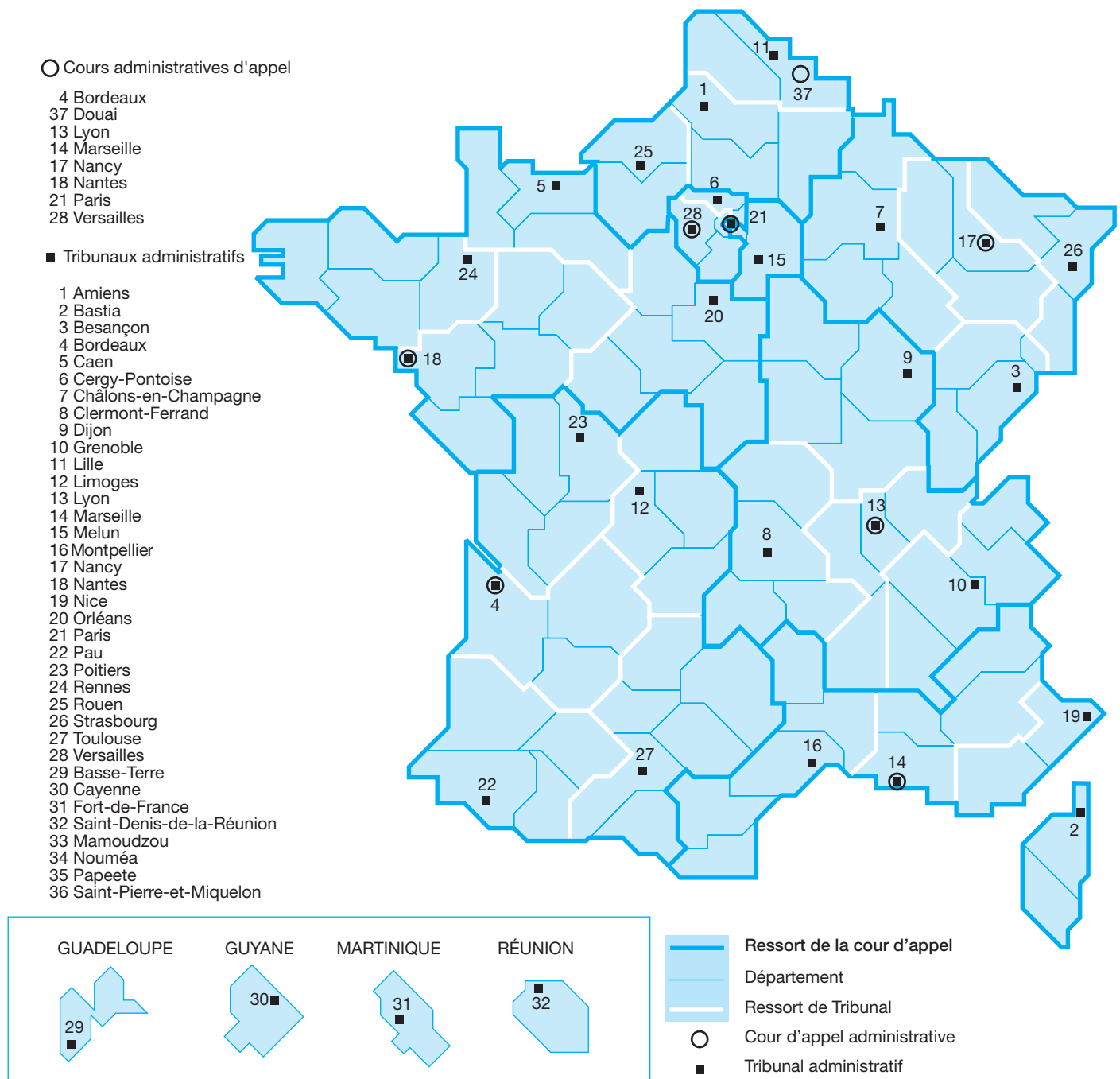
- Ministère de la Justice
Fichier national des détenus

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Incarcérations de mineurs (fin)						
◆	Caractéristiques des mineurs incarcérés					
	Sexe					
1	Garçon	3 159	3 652	3 142	3 060	3 348
2	Fille	124	187	179	200	171
	Âge					
3	Moins de 16 ans	410	450	395	377	419
4	16 à moins de 18 ans	2 873	3 389	2 926	2 883	3 100
	Nationalité					
6	Français	2 747	3 164	2 807	2 727	2 998
7	Étrangers	534	668	506	531	521
8	Apatrides.....	2	7	8	2	0
Libérations de personnes mineures à l'incarcération						
9	Libérations de mineurs au cours de l'année.....	3 036	3 744	3 222	3 396	3 418
◆	Motif de sortie					
10	Fin de peine, grâce, amnistie.....	1 069	1 335	1 462	1 660	1 589
11	Mise en liberté	1 725	2 135	1 408	1 387	1 389
12	Peine couverte par la détention provisoire	25	28	24	25	22
13	Condamnations sans peine d'emprisonnement.....	3	8	20	15	20
14	Acquittement, relaxe, non-lieu	1	6	11	8	5
15	Libération conditionnelle JAP	70	73	62	74	54
16	Décès.....	4	4	1	3	0
17	Expiration d'un mandat	118	128	232	223	337
18	Autres motifs	21	27	2	1	2
◆	Durée de l'incarcération					
19	Moins d'un mois.....	1 276	1 520 ^r	1 223	1 327	1 445
20	1 mois à moins de 2 mois	563	691 ^r	535	604	715
21	2 mois à moins de 3 mois	279	388 ^r	398	377	349
22	3 mois à moins de 6 mois	467	634	572	551	520
23	6 mois à moins d'un an	270	314	319	317	275
24	1 an à moins de 3 ans	119	142	138	181	111
25	3 ans à moins de 5 ans.....	31	38	20	20	3
26	5 ans à moins de 10 ans.....	23	12	14	15	0
27	10 ans et plus	9	5	3	4	0

Justice administrative

Appliquant le principe de séparation des « trois sortes de pouvoirs » (Montesquieu), le législateur de 1790 a créé la distinction organique entre les juridictions de l'ordre judiciaire d'une part, chargées sous le contrôle de la Cour de cassation des procès civils et pénaux, les juridictions de l'ordre administratif d'autre part, chargées sous le contrôle du Conseil d'État de régler les litiges où l'administration française est mise en cause (art. 13 de la loi des 16 et 24 août 1790).

Compétence territoriale des juridictions administratives



Le Tribunal des conflits

Le Tribunal des conflits a été créé pour déterminer, dans certains cas, si un litige relève de la compétence de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Placé au-dessus des deux ordres, il est composé de façon paritaire de membres du Conseil d'État et de la Cour de cassation, et présidé par le Garde des Sceaux.

Le Conseil d'État

Placé au sommet des juridictions de l'ordre administratif, le Conseil d'État statuant au contentieux est juge en premier et dernier ressort pour un certain nombre de litiges : recours en annulation contre les décrets ou les actes réglementaires des ministres ; recours concernant la situation individuelle des fonctionnaires nommés par décret du Président de la République ; divers autres recours, notamment ceux concernant des actes de portée nationale. À côté des cours administratives d'appel, créées par la loi du 31 décembre 1987, il est juge d'appel de certains jugements rendus par les tribunaux administratifs, qui sont les juges de droit commun en premier ressort. Il est juge de cassation de toutes les décisions des juridictions administratives statuant en dernier ressort (ord. n° 45-1708 du 31 juillet 1945), y compris celles à caractère spécialisé ou professionnel : Conseils nationaux ou Ordres des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, architectes, experts comptables ...

Présidé de droit par le Garde des Sceaux, le Conseil d'État est dirigé en fait par son vice-président.

Code | Définitions et méthode

- 1 à 4 | **Le nombre de membres du tribunal des conflits est fixé par la loi** (cf. Code administratif : loi du 4 février 1850 sur l'organisation du tribunal des conflits, et loi du 24 mai 1872 sur l'organisation du Conseil d'État).
- 6 | **Le conflit est positif** lorsque l'autorité administrative soustrait à une juridiction de l'ordre judiciaire la connaissance d'un litige, au motif que celui-ci est réservé soit à la juridiction, soit à l'autorité administrative (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
- 7 | **Le conflit est négatif** lorsque des juridictions des deux ordres (administratif et judiciaire), saisies du même litige, se déclarent l'une et l'autre incompétentes pour en connaître (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
- 8 à 10 | **Conflits sur renvoi** : le décret n° 60-728 du 25 juillet 1960 a institué un chef de compétence particulier : le règlement des difficultés de compétence sur renvoi des juridictions de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Celui-ci enlève, sinon toute valeur juridique, du moins la plus grande partie de leur portée pratique aux dispositions concernant le conflit négatif.
- 11 | **Conflit de la loi de 1932** : le tribunal des conflits est appelé à statuer au fond, par application de la loi du 20 avril 1932, lorsque sur des litiges ayant le même objet, les juridictions administratives et les tribunaux judiciaires ont rendu des décisions définitives présentant une contrariété qui conduit à un déni de justice.
- 13 | **Conflit positif** : cf. définition 6.
- 14 | **Conflit négatif** : cf. définition 7.
- 15 à 17 | Cf. définitions 8 à 10.
- 18 | **Conflit de la loi de 1932** : cf. définition 11.
- 20 | Cette rubrique comprend toutes les décisions : celles qui règlent définitivement le litige, mais également les décisions avant-dire-droit, les décisions renvoyant l'affaire au tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, et les décisions sur des demandes de sursis à exécution.
- 21 | Délai d'écoulement du stock : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
- 22, 23 | La loi du 17 janvier 2002 a supprimé la commission spéciale de cassation des pensions (compétente en matière de pensions militaires d'invalidité) et ses attributions ont été transférées au Conseil d'État.

Sources :

- Tribunal des conflits
Rapport annuel d'activité du Tribunal des conflits
- Conseil d'État
Rapport du Conseil d'État (La Documentation Française)

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Membres du Tribunal des conflits					
1	Membres titulaires.....	8	8	8	8	8
2	Membres suppléants.....	2	2	2	2	2
3	Commissaires du gouvernement.....	2	2	2	2	2
4	Commissaires suppléants.....	2	2	2	2	2
◆	Activité du Tribunal des conflits					
5	Nombre total d'affaires enregistrées.....	60	43	60	49	44
6	Conflits positifs.....	24	6	8	11	17
7	Conflits négatifs.....	2	4	3	5	1
8	Conflits sur renvoi du Conseil d'État.....	3	0	0	0	2
9	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation.....	2	1	3	0	1
10	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées.....	27	31	46	33	23
11	Conflits de la loi de 1932.....	2	1	0	0	0
12	Nombre total d'affaires jugées.....	62	52	56	47	48
13	Conflits positifs.....	24	8	9	9	15
14	Conflits négatifs.....	2	5	4	0	5
15	Conflits sur renvoi du Conseil d'État.....	3	3	0	0	2
16	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation.....	1	3	0	3	2
17	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées.....	32	31	43	35	24
18	Conflits de la loi de 1932.....	0	2	0	0	0

Conseil d'État

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Activité du Conseil d'État					
19	Affaires nouvelles.....	12 800	12 793	11 471	10 213	12 868
20	Décisions rendues.....	13 837	13 155	11 739	11 029	11 528
21	<i>Délai d'écoulement du stock(en mois) ..</i>	<i>10,0</i>	<i>9,8</i>	<i>10,8</i>	<i>9,7</i>	<i>11,1</i>
	Activité de la commission spéciale de cassation des pensions					
22	Affaires nouvelles.....	333	380	-	-	-
23	Décisions rendues.....	283	205	-	-	-

Les cours administratives d'appel

Les cours administratives d'appel, instituées par la loi n° 87.1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, sont compétentes pour statuer sur les appels formés contre les jugements des tribunaux administratifs, à l'exception de ceux portant sur les recours en appréciation de légalité, sur des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires.

Il existe huit cours administratives d'appel siégeant à Bordeaux, Douai, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Paris et Versailles (cf. carte page 269).

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs interdépartementaux sont les juridictions administratives de droit commun. Leur ressort comprend de deux à six départements. Trente-six tribunaux administratifs siègent en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (cf. carte page 269).

Ils jugent le contentieux administratif en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel devant les cours administratives d'appel, ou directement devant le Conseil d'État. Ils exercent également une mission de conciliation (art. L 3 du Code des tribunaux administratifs).

Code | Définitions et méthode

- 22 **Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
- 23 **Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.

Sources

- Conseil d'État
Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Personnel des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs						
1	Membres du corps	723	764	834	876	918
2	dont conseillers	557	583	639	670	699

Cours administratives d'appel

3	Nombre de cours administratives d'appel.....	7	7	7	7	8
◆ Affaires nouvelles						
4	Nombre total d'affaires soumises aux cours administratives d'appel	17 803	17 468	16 557	16 436	14 813
<i>Répartition par cour d'appel</i>						
5	Bordeaux.....	3 005	2 824	2 737	2 499	2 200
6	Douai.....	1 476	1 217	1 076	1 319	1 070
7	Lyon	2 749	2 720	2 427	2 124	1 768
8	Marseille.....	2 906	2 730	2 566	2 470	2 653
9	Nancy	1 602	1 299	1 379	1 296	1 149
10	Nantes.....	2 092	2 323	1 941	1 867	1 530
11	Paris	3 973	4 355	4 431	4 861	4 071
12	Versailles.....					372
◆ Affaires terminées						
13	Nombre total d'affaires traitées par les cours administratives d'appel.....	15 536	15 105	16 272	17 899	20 979
<i>Répartition par cour d'appel</i>						
14	Bordeaux.....	2 157	2 170	2 155	2 849	3 130
15	Douai.....	1 476	1 620	2 586	1 617	1 547
16	Lyon	1 805	2 322	2 155	2 399	2 676
17	Marseille.....	1 707	1 752	2 071	2 481	3 340
18	Nancy	1 241	1 625	1 473	1 770	2 286
19	Nantes.....	2 242	2 231	2 062	2 531	2 429
20	Paris	4 908	3 385	3 770	4 252	5 095
21	Versailles.....					476
22	Délai d'écoulement du stock (en mois)	35,1	37,2	34,7	28,8	21,2
23	Délai moyen de jugement des affaires (en mois)	25,8	26,8	28,9	29,0	27,8

Tribunaux administratifs

Code		2000	2001	2002	2003	2004
24	Nombre de tribunaux administratifs	36	36	36	36	36
◆ Affaires nouvelles						
25	Nombre total d'affaires soumises aux tribunaux administratifs	126 410	134 560	118 106	138 060	162 508
<i>Nature du contentieux</i>						
26	Tous contentieux..... (en %)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont :						
27	contentieux fiscal	30,3	20,0	19,7	16,6	13,9
28	étrangers.....	15,7	17,4	20,2	23,2	23,8
29	fonctionnaires et agents publics.....	11,3	11,6	12,8	13,6	17,0
30	agriculture	2,1	8,1	1,8	1,5	1,4
31	urbanisme et aménagement	7,2	7,1	7,6	6,4	6,6
32	police.....	5,1	5,4	5,7	5,0	6,0
33	élections.....	0,2	4,7	0,5	0,3	0,8
34	marchés et contrats	3,8	3,2	3,9	3,3	3,1
35	collectivités territoriales.....	-	2,8	3,1	2,5	2,2

La Cour des comptes

“La Cour des comptes, créée en 1807, juge les comptes des comptables publics, sous réserve de la compétence que la loi attribue en premier ressort aux chambres régionales et territoriales des comptes. Elle statue sur les appels formés contre les jugements prononcés à titre définitif par les chambres régionales des comptes” (article L. 111-1 du Code des juridictions financières -CJF-).

Elle déclare et apure les gestions de fait, prononce des condamnations à l'amende, décharge de la gestion, ou constitue en débet les comptables dont la responsabilité pécuniaire lui paraît engagée.

Elle formule à l'égard des ordonnateurs des observations sur la régularité et l'efficacité de leur gestion.

La Cour des comptes, toujours sous réserve des compétences dévolues aux chambres régionales et territoriales des comptes, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques, et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'État et par les autres personnes morales de droit public. Elle assure la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques. Elle contrôle les institutions de la sécurité sociale. Elle peut exercer un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'État, ou d'une autre personne morale soumise à son contrôle ainsi que sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, des cotisations légalement obligatoires ou des versements libérateurs d'une obligation de faire (articles L. 111-3 à L. 111-7 du CJF). Elle peut également exercer un contrôle du compte d'emploi des ressources collectées par des organismes faisant appel à la générosité publique par des campagnes nationales (article L. 111-8 du CJF).

La Cour des comptes peut déléguer aux chambres régionales des comptes le jugement des comptes et l'examen de la gestion de certains catégories d'établissement publics nationaux (article 111-9 du CJF).

Code | Définitions et méthode

- 1 à 7 | Les décisions avant-dire-droit, comme les décisions renvoyant l'affaire au Tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, ne sont pas comprises dans les affaires terminées. Ces chiffres comprennent les “séries” (cf. commentaire 4).
- 4 à 7 | Métropole seule à partir de 2000.
- 14 | **Délai d'écoulement du stock** : cf. définition 22, page 272
- 15 | **Délai moyen de jugement des affaires** : cf. définition 23, page 272. Il se substitue au délai d'écoulement du stock antérieurement calculé.
- 26, 35 | “**La Cour des comptes** est composée du Premier président, de présidents de chambre, de conseillers maîtres, de conseillers référendaires et d'auditeurs. Les membres de la Cour ont la qualité de magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles. Le ministère public (ou parquet) de la Cour des comptes est exercé par le Procureur général” (article L. 112-1 et L. 112-2 du CJF).

Sources :

- Conseil d'État : Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)
Cour des comptes : Rapport de la Cour des comptes

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Affaires terminées					
1	Nombre total d'affaires traitées par les tribunaux administratifs.....	130 249	132 799	130 801	134 479	147 242
2	Métropole.....	125 341	128 408	126 443	129 702	140 978
3	Départements d'outre-mer.....	4 908	4 391	4 358	4 777	6 264
	Catégorie d'affaires					
4	Référé.....	14 624	18 269	17 702	20 707	24 298
5	Affaires régies par des textes spéciaux.....	22 903	26 114	21 420	29 866	47 390
6	Requêtes fiscales.....	32 557	37 144	27 446	24 527	22 838
7	Requêtes normales.....	55 257	50 527	63 455	59 373	52 640
	Nature de la décision					
8	Satisfaction totale.....	29 444	25 632	23 942	26 429	29 437
9	Satisfaction partielle.....	4 754	6 240	5 996	6 281	6 679
10	Rejet.....	62 291	70 005	71 542	75 372	80 986
11	Désistement.....	15 467	18 604	17 663	15 599	16 553
12	Non-lieu.....	9 815	8 674	9 334	7 446	9 179
13	Renvoi.....	3 570	2 899	1 546	3 346	4 332
14	Délai d'écoulement du stock.....(en mois)	20,3	20,3	19,8	18,7	18,3
15	Délai moyen de jugement des affaires.....(en mois)	18,3	21,6	23,1	22,2	21,3
	Nature du contentieux					
16	Tous contentieux..... (en %)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	dont :					
17	contentieux fiscal.....	27,5	30,1	23,2	21,3	19,6
18	étrangers.....	22,4	14,7	17,9	20,4	20,6
19	fonctionnaires et agents publics.....	11,4	10,5	11,6	12,3	13,3
20	agriculture.....	-	2,3	6,3	2,5	2,0
21	urbanisme et aménagement.....	6,8	6,5	6,9	6,9	6,8
22	police.....	-	5,0	4,8	4,9	5,4
23	élections.....	0,2	4,6	0,7	0,4	0,7
24	marchés et contrats.....	4,0	3,4	3,5	3,5	3,4
25	collectivités territoriales.....	3,9	2,9	3,0	2,6	2,5

Cour des comptes

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Magistrats et personnel de la Cour des comptes					
26	Magistrats de la Cour.....	249	254	209	222	213
27	<i>dont magistrats du parquet.....</i>	4	4	4	4	4
28	Personnel des services administratifs.....	351	351	253	258	256
29	<i>dont personnels de vérification.....</i>	87	87	80	84	83
◆	Activité juridictionnelle					
30	Comptes reçus.....	869	1 042	1 097	966	1 045
31	Comptes jugés.....	734	686	883	531	333
32	Arrêts rendus.....	308	425	378	377	373
	dont :					
33	gestion de fait.....	30	32	24	22	17
34	amendes.....	5	11	5	2	4
35	débets.....	71	85	38	34	39

Les chambres régionales des comptes

Il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes (article L. 210-1 du CJF). Les membres de la chambre régionale des comptes sont des magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles (articles L. 212-7 et L. 212-8 du CJF).

La chambre régionale des comptes juge, dans son ressort, l'ensemble des comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait (article L. 211-1 du CJF). Elle examine la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (article L. 211-8) ainsi que des organismes auxquels ces collectivités et établissements apportent un concours financier ou dans lesquelles ils détiennent plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants.

La chambre régionale des comptes "concoure au contrôle budgétaire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics", lorsque le budget de ces collectivités ou établissements n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, qu'il n'est pas voté en équilibre réel, qu'il est exécuté en déficit ou qu'une dépense obligatoire n'y a pas été inscrite (article L. 211-7 du CJF et articles L. 1612-1 à L. 1612-20 du Code général des collectivités territoriales).

La Cour de discipline budgétaire et financière

La Cour de discipline budgétaire, composée de manière paritaire de membres du Conseil d'État et de magistrats de la Cour des comptes, est chargée de sanctionner les auteurs d'irrégularités financières commises dans la gestion de l'État, des collectivités et établissements publics, des entreprises publiques, et plus généralement des organismes soumis au contrôle de la Cour ou des chambres régionales des comptes. Les sanctions prononcées sont des amendes.

Ont seuls qualité pour saisir la Cour, par l'organe du ministère public : le président de l'Assemblée nationale ; le président du Sénat ; le Premier ministre ; le ministre chargé des finances ; les ministres pour les faits relevés à la charge des fonctionnaires et agents placés sous leur autorité ; la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes. En outre le Procureur général près la Cour des comptes peut saisir la Cour de sa propre initiative (article L. 314-1 du CJF). Peut également saisir la Cour de discipline budgétaire le créancier d'une personne morale de droit public, dans le cas prévu par l'art. 1^{er}- III de la loi n° 80- 539 du 16 juillet 1980 modifiée, relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ou les organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public (article L. 212-10 du CJF).

Code | Définitions et méthodes

- 5, 6 | La Cour fait connaître ses observations par un rapport public annuel, et par référés du Premier président aux ministres, ou par des communications du Procureur général ou des présidents de chambre aux autorités compétentes (article R. 135-1 du CJF).
- 8 | **Les présidents des chambres régionales et territoriales des comptes** sont des conseillers maîtres ou conseillers référendaires à la Cour des comptes, détachés pour une durée de sept ans dans ces fonctions (articles L. 212-3 et L. 221-2 du CJF).
- 9 | Chaque chambre régionale des comptes comporte un ou plusieurs **commissaires du gouvernement**, choisis parmi les membres du corps des chambres régionales des comptes, qui exercent les fonctions du ministère public (article L. 212-10 du CJF).
- 17 à 19 | **Si le Procureur général estime qu'il n'y a pas lieu à poursuite, il procède au classement sans suite** de l'affaire. Dans le cas contraire, il transmet le dossier au président de la Cour, qui désigne un rapporteur chargé de l'**instruction** (article L. 314-3 du CJF).
- 20 à 22 | Lorsque l'**instruction** est terminée, le dossier est soumis au Procureur général, qui peut décider le **classement sans suite** de l'affaire, s'il estime qu'il n'y a pas lieu à poursuite, ou prononcer le **renvoi devant la Cour** par des décisions motivées (articles L. 314-6 à L. 314-8 du CJF).
- 23 | **Les arrêts** de la Cour sont sans appel. Ils peuvent faire l'objet d'un recours en cassation devant le Conseil d'État (articles L. 315-1 et L. 315-2 du CJF). Ils peuvent, sur décision de la Cour, être publiés au journal officiel (article L. 314-20 du CJF).

Sources :

- Rapport de la Cour des comptes
Cour de discipline budgétaire et financière

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Activité non juridictionnelle					
1	Rapports examinés	400	437	540	507	560
2	comptabilités administratives	280	310	380	378	438
3	sécurité sociale	83	84	113	98	75
4	entreprises publiques et divers	37	43	47	31	47
5	Référé(s)	159	185	83	105	112
6	Communications du Procureur général.....	182	236	207	117	133

Chambres régionales des comptes

Code		2000	2001	2002	2003	2004
7	Nombre de chambres régionales des comptes	25	25	26	26	26
◆	Magistrats, rapporteurs et personnel des chambres régionales des comptes					
8	Magistrats et rapporteurs	348	352	337	330	342
9	dont commissaires du gouvernement	28	28	28	28	28
10	Personnel des services administratifs.....	825	821	792	802	811
11	dont personnels de vérification	327	327	325	328	337
◆	Activité juridictionnelle					
12	Comptes reçus	73 501	73 389	41 541	41 885	44 992
13	Comptes jugés	75 435	74 290	62 708	86 442	79 948
14	Jugements rendus	19 575	18 635	15 643	24 100	25 122
◆	Activité non juridictionnelle					
15	Avis rendus en matière de contrôle budgétaire.....	1 165	1 015	955	976	862

Cour de discipline budgétaire et financière

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Activité du parquet					
16	Déférés enregistrés.....	18	18	10	13	18
17	Orientations du parquet	10	17	19	22	16
18	classements sans suite.....	5	17	13	18	12
19	affaires mises à l'instruction.....	5	0	6	4	4
◆	Décisions de la juridiction d'instruction					
20	Nombre total de décisions	2	14	12	9	5
21	classements sans suite.....	2	7	10	6	3
22	renvois devant la cour.....	0	7	2	3	2
◆	Arrêts rendus par la cour de discipline					
23	Nombre total d'arrêts.....	1	3	4	4	4

**Le Médiateur
de la République**

Origine et statut du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est une **autorité indépendante *sui generis***, instituée pour améliorer les rapports entre les citoyens et l'administration (loi n° 73-6 du 3-01-1973 instituant un médiateur, complétée par la loi n° 76-1211 du 24-12-1976 et la loi n° 89-18 du 13-01-1989, modifiée par la loi n° 92-125 du 6-02-1992 et la loi n° 2000-321 du 12-04-2000).

Le Médiateur de la République est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des ministres pour 6 ans non renouvelables. Il est inamovible et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Missions et moyens d'action du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est chargé de **rechercher une solution amiable aux différends entre les administrés et les services publics**, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ou de tout autre organisme investi d'une mission de service public. L'action du Médiateur de la République constitue un mode de règlement non juridictionnel des conflits, qui contribue à réduire le nombre de recours contentieux. Ses interventions sont gratuites.

Le Médiateur de la République intervient **en cas de dysfonctionnement administratif ou d'iniquité**. Il adresse, pour y remédier, des recommandations aux administrations concernées. Il peut également présenter des propositions de réforme aux pouvoirs publics. Mais il ne dispose d'aucun moyen juridique contraignant, ni d'aucune voie d'exécution pour faire adopter les solutions qu'il préconise. Il s'appuie donc sur l'autorité morale qui lui est reconnue et utilise son " pouvoir " de persuasion.

Le Médiateur de la République et les juridictions

Par rapport au système juridictionnel, le Médiateur de la République occupe une place tout à fait particulière, puisqu'il peut être saisi à toutes les phases d'une procédure contentieuse :

- il peut être saisi **avant qu'une action en justice soit engagée**, mais cette saisine ne suspend pas les délais de recours contentieux.
- il peut être saisi **parallèlement à une procédure juridictionnelle**, mais il n'a pas le droit d'interférer dans le cours de cette procédure.
- il peut enfin être saisi **lorsqu'une d'une décision de justice a été rendue**, mais il ne peut remettre en cause son bien-fondé ; il intervient alors, soit pour demander à l'administration de renoncer à l'application d'une décision qui a des conséquences inévitables pour le réclamant, soit pour enjoindre l'administration d'exécuter une décision rendue au profit du réclamant.

Organisation et déconcentration de l'Institution

Le siège du Médiateur de la République est à **Paris**.

La "**médiature**" est organisée en secteurs dont les attributions sont spécifiques. Le point d'entrée de la médiation est le secteur de la recevabilité, qui enregistre les demandes, vérifie leur recevabilité et leur conformité au champ de compétence du Médiateur de la République. Les réclamations sont ensuite réparties, selon leur nature, entre les secteurs d'instruction spécialisés : il s'agit des secteurs Affaires générales, Agents publics-Pensions, Fiscal, Justice et Social.

Le Médiateur de la République dispose également, **dans chaque département**, de délégués qui peuvent tenter de résoudre localement les affaires qui leur sont soumises ou les transmettre à la médiation, par l'intermédiaire d'un parlementaire lorsqu'elles mettent en cause une administration centrale, ou en fonction de leur complexité. La présence de ces "**délégués du Médiateur de la République**" a été officialisée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Jusqu'en 1999, ces délégués étaient au nombre de 123 et étaient installés dans les préfectures (de un à trois par département selon la démographie). Afin de renforcer le rôle de proximité de l'institution, le Médiateur de la République et le ministre délégué à la Ville se sont rapprochés en 2000 pour nommer des délégués dans les sites relevant de la politique de la Ville. Ces délégués sont installés dans des structures de proximité : maisons de la justice et du droit, maisons de service public, centres sociaux, mairies annexes ...

Ce sont ainsi 301 délégations dont le Médiateur de la République dispose au 31 décembre 2005, sur l'ensemble du territoire, et le développement territorial va encore se poursuivre dans les années à venir.

Dans les départements dotés de plus de quatre délégués, un coordonnateur départemental peut être nommé par le Médiateur de la République pour garantir la cohésion de leur action auprès des services publics et assurer la liaison entre eux et avec la médiation.

La loi n° 73-6 du 3 janvier 1973, instituant un médiateur, a été complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976 et n° 89-18 du 13 janvier 1989, et modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992.

Activité du siège parisien

Code | Définitions et méthode

Toute personne physique, quels que soient sa nationalité et son domicile, et, depuis la loi du 6 février 1992, toute personne morale (sociétés, associations...) peuvent saisir gratuitement le Médiateur de la République. Au préalable, il est indispensable d'avoir effectué une première démarche auprès de l'administration en cause.

4 à 7 | Le Médiateur de la République doit être saisi par l'intermédiaire d'un parlementaire.

8 à 10 | Il ne traite que les réclamations qui sont conformes à la loi du 3 janvier 1973, c'est-à-dire qui sont recevables et relèvent de sa compétence.

Sont irrecevables les réclamations qui lui sont transmises directement, sans filtre parlementaire, ou en l'absence de démarche préalable auprès de l'administration.

Ne relèvent pas de sa compétence les litiges privés, ceux qui mettent en cause des administrations étrangères, les conflits entre des agents publics en activité et l'administration qui les emploie, les réclamations qui tendent à contester une décision de justice.

11 à 15 | Les réclamations traitées au siège de l'Institution relèvent principalement du domaine social et des affaires générales. À noter qu'à partir de 2003, la répartition entre les différents secteurs d'instruction a été modifiée. Ainsi, l'urbanisme relève désormais des affaires générales (et non plus du secteur Justice). Inversement, les questions relatives à l'état des personnes, à la nationalité et aux droits des étrangers ressortissent à la compétence du secteur Justice (et non plus des affaires générales).

16 à 19 | Pour une large part des affaires dont il est saisi, le Médiateur de la République joue un rôle pédagogique : il donne des informations aux administrés ou leur explique, lorsque leur réclamation s'avère injustifiée, les décisions prises par l'administration à leur égard. En revanche, lorsqu'une réclamation lui semble fondée, il adresse à l'administration concernée toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi. Lorsque le Médiateur de la République intervient, il obtient satisfaction dans la plupart des cas.

20 | **Le délai de traitement** des affaires par le siège de l'Institution correspond à la durée écoulée entre la date de saisine et la date de clôture pour chaque réclamation. Le délai moyen, exprimé en mois, constitue une moyenne des délais calculés pour toutes les réclamations traitées dans l'année.

Sources :

- Le Médiateur de la République
Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Activité de l'Institution					
1	Nombre total d'affaires reçues par le Médiateur (siège parisien et délégués).....	53 706	58 591	47 623	55 635	56 971
◆	Activité du siège parisien					
2	■ Réclamations reçues au siège parisien	5 278	4 938	4 606	5 016	5 778
3	■ Réclamations cloturées au siège parisien.....	6 696	5 168	5 080	5 665	4 674
	Modes de transmission (en %)					
4	Saisine légale par l'intermédiaire d'un parlementaire.....(en %)	60,1	66,0	61,0	60,0	68,0
5	<i>Députés</i>"	52,0	55,0	50,0	51,0	nd
6	<i>Sénateurs</i>"	8,1	11,0	11,0	9,0	nd
7	Saisine directe non légale"	39,9	34,0	39,0	40,0	32,0
	Recevabilité et compétence (en %)					
8	Réclamations irrecevables	36,0	38,0	41,0	41,0	40,9
9	Réclamations hors compétence	11,5	13,0	11,0	10,0	7,9
10	Réclamations conformes à la loi	52,5	49,0	48,0	49,0	51,6
	Domaines d'intervention (en %)					
11	Affaires générales"(en %)	22,6	24,0	24,0	22,0	22,8
12	Agents publics - pensions"	13,6	13,0	13,0	19,0	9,5
13	Fiscal"	19,1	20,0	22,0	19,0	16,8
14	Justice"	14,6	16,0	16,0	17,0	23,1
15	Social....."	30,1	27,0	25,0	23,0	27,8
	Interventions et taux de réussite					
16	Réclamations non fondées.....(en %)	71,8	72,0	73,0	75,0	75,5
17	Médiations tentées"	28,2	28,0	27,0	25,0	24,5
18	<i>Succès de la médiation</i>"	86,6	80,0	83,0	81,0	81,2
19	<i>Échec de la médiation</i>"	13,4	20,0	17,0	19,0	18,8
20	Délai moyen de traitements des réclamations (en mois)	5,0	9,0	nd	nd	nd

Code Définitions et méthode

1 à 3 Les délégués du Médiateur de la République constituent l'échelon de proximité de l'Institution et peuvent être saisis directement par les réclamants qu'ils reçoivent sur simple demande. Cette facilité d'accès encourage les citoyens à s'adresser aux délégués pour régler des problèmes de toute nature. Aussi, au delà de leur mission de traitement des réclamations, les délégués ont développé un rôle important d'information et d'orientation, dans des domaines qui ne relèvent pas nécessairement de la compétence du Médiateur de la République.

En 2002, les notions relatives à l'activité des délégués ont été redéfinies de manière plus précise, à l'occasion de la mise en place d'un nouvel outil statistique à leur attention.

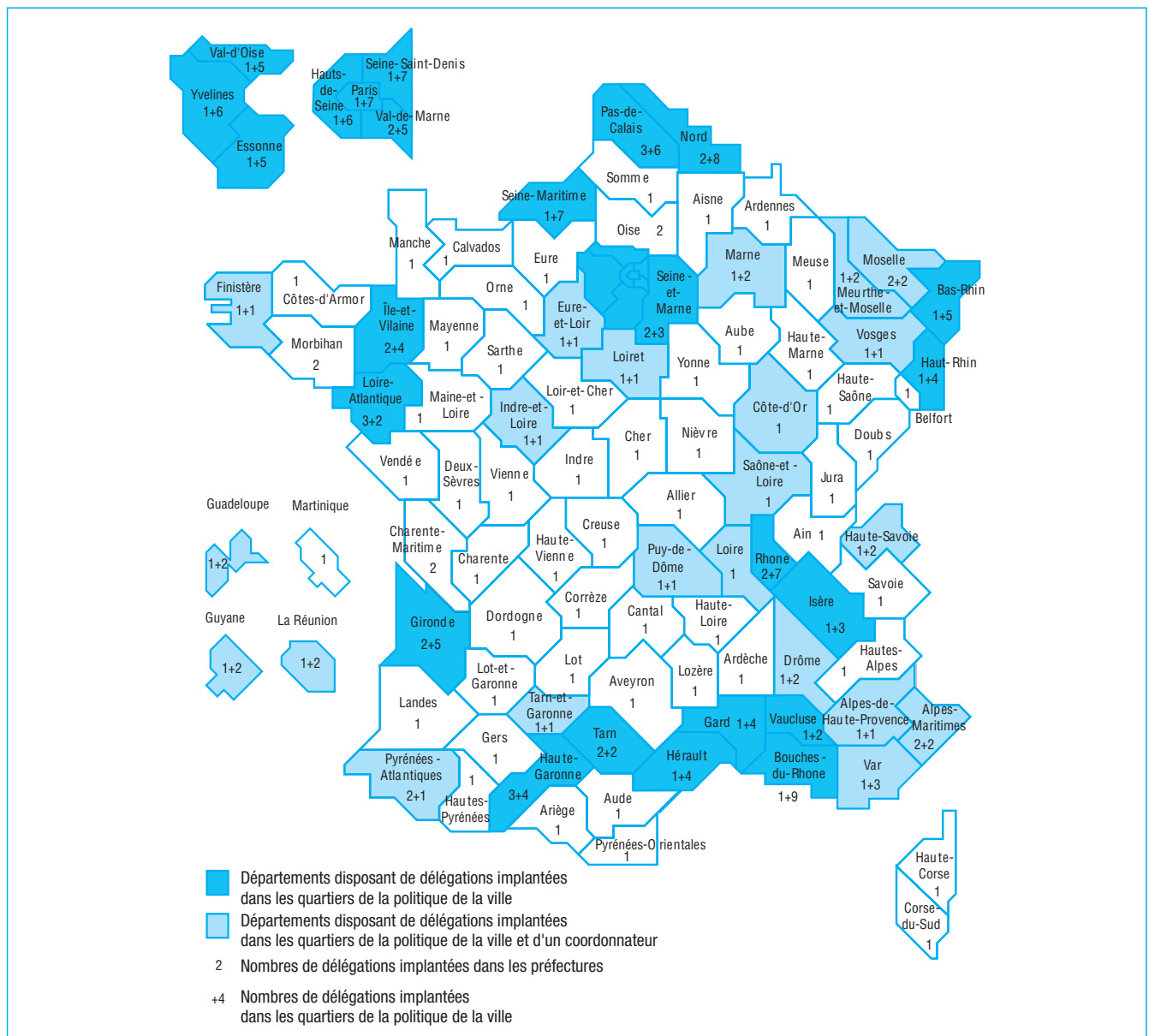
– Ne sont plus comptabilisés au titre de l'information et de l'orientation que les demandes qui correspondent à un temps de travail significatif des délégués, à l'exclusion des réponses à des demandes ponctuelles de renseignements.

– Sont considérées par ailleurs comme des réclamations les demandes qui, d'une part, relèvent du cadre général de compétence de l'institution défini par la loi du 3 janvier 1973 et, d'autre part, font état d'un véritable litige entre l'administration et le réclamant, ce qui implique des démarches préalables en dépit desquelles le désaccord persiste.

Les résultats chiffrés comptabilisés depuis l'année 2002 ne sont donc pas comparables à ceux des années précédentes du fait de la modification de l'outil de recueil de données.

11 à 16 Les délégués traitent directement les réclamations qui peuvent être réglées localement et obtiennent satisfaction dans la majorité des cas où ils interviennent. En revanche, les litiges qui dépassent le cadre local et mettent en cause une administration centrale requièrent l'intervention du siège. Pour ce type d'affaires, les délégués orientent les réclamants vers un parlementaire.

Répartition géographique des délégués du Médiateur de la République



Code		2000	2001	2002	2003	2004
◆	Activité des délégués					
1	■ Affaires reçues par les délégués	48 428	53 653	43 017	50 619	50 193
2	Demandes d'information et de conseils.....	27 554	31 545	23 509	29 460	28 299
3	Réclamations.....	20 874	22 108	19 508	21 159	22 894
	Domaines d'intervention					
4	Affaires générales(en %)	30,0	29,8	29,4	30,5	24,5
5	Agents publics et pensions..... "	3,5	3,1	3,1	2,8	3,0
6	Finance et fiscalité..... "	23,0	21,9	20,2	21,1	19,0
7	Justice "	3,0	4,3	3,9	3,9	5,0
8	Social..... "	33,0	33,6	34,9	33,3	32,5
9	Urbanisme "	7,5	7,3	8,5	8,4	8,0
10	Étrangers..... "	-	-	-	-	8,0
	Interventions et taux de réussite					
11	Traitement local(en %)	91,8	92,9	92,5	91,7	94,0
12	Réclamations non fondées..... "	28,2	31,4	32,2	28,2	17,7
13	Médiations tentées..... "	71,8	68,6	67,8	71,8	82,3
14	<i>Succès de la médiation</i> "	76,0	76,3	77,6	76,3	74,7
15	<i>Échec de la médiation</i> "	24,0	23,7	22,4	23,7	25,3
16	Transmission au siège parisien..... "	8,2	7,1	7,4	8,3	6,0

Aide juridictionnelle

Le système d'aide juridique instauré par la loi du 10 juillet 1991 et ses décrets d'application régit les conditions d'accès des plus démunis à la justice et au droit. Il comprend *l'aide juridictionnelle, l'aide à l'accès au droit, et l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.*

L'aide juridictionnelle est accordée en matière gracieuse ou contentieuse, en demande ou en défense, devant toute juridiction, aux personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

La demande d'aide juridictionnelle doit être formée par écrit auprès du bureau compétent présent dans chaque juridiction concernée. Le bureau qui reçoit les demandes les instruit, et peut faire recueillir tous renseignements sur la situation financière de l'intéressé. Il décide de l'octroi de l'aide juridictionnelle ou du rejet de la demande.

L'aide juridictionnelle peut être octroyée pour toute instance relevant des juridictions françaises de l'ordre judiciaire, et ce à quelque degré que ce soit, pour quelque recours que ce soit, et devant quelque formation que ce soit. Seules ne sont pas couvertes par l'aide juridictionnelle les quatre premières classes des tribunaux de police, la chambre de l'instruction, et les juridictions des pensions.

Les dépenses qui autrement incomberaient au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle sont à la charge de l'État. Cependant l'aide juridictionnelle partielle laisse à son bénéficiaire la charge d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, ou d'un émolument au profit des officiers ministériels.

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de Cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Sources

Depuis 1992, un répertoire est tenu par le bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) de chaque tribunal de grande instance. L'exploitation de ce répertoire permet d'obtenir des données détaillées sur le système d'aide juridictionnelle né de la loi du 10 juillet 1991.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code | Définitions et méthode

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Le BAJ établi au siège de tribunal de grande instance statue sur les demandes portées devant les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire, ou de la cour d'assises. S'il y a lieu, le bureau comporte en outre une section pour les affaires portées devant le tribunal administratif, une section pour les affaires portées devant la cour d'appel, et une section pour les affaires portées devant la cour administrative d'appel.

4 et 5 La loi de juillet 1991 a conservé, en l'aménageant, la distinction entre l'**aide totale**, qui permet toujours à son bénéficiaire d'agir en justice sans charge financière aucune, et l'**aide partielle** qui laisse à sa charge une contribution forfaitaire au profit de son avocat.

Deux plafonds de ressources mensuelles ont été fixés en 1992 pour l'octroi de l'aide juridictionnelle. La loi du 30 décembre 1992 a rendu automatique chaque année la revalorisation des plafonds "comme la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu".

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre total de demandes d'admission à l'aide juridictionnelle enregistrées au cours de l'année	794 926	742 130	774 843	843 632	915 570
2	Aides juridictionnelles - Cour de cassation	10 555	10 130	10 125	9 478	10 056
3	Aides juridictionnelles - autres juridictions	784 371	732 000	764 718	834 154	905 514
◆ Plafonds de l'aide juridictionnelle						
4	Aide juridictionnelle totale(en Euros)	757	789	802	816	844
5	Aide juridictionnelle partielle	1 137	1 184	1 203	1 223	1 265
◆ Nature de la décision						
6	Admissions - Cour de cassation.....	2 097	2 451	2 385	1 936	1 879
7	Rejets - Cour de cassation.....	9 746	7 966	9 766	8 003	7 261
8	Admissions - Autres juridictions	698 779	657 816	688 637	755 851	831 754
9	à l'aide totale.....	605 929	570 603	597 561	662 855	734 661
10	à l'aide partielle	92 850	87 213	91 076	92 996	97 093
11	Autres décisions - Autres juridictions	85 592	74 184	76 081	78 303	73 760
12	dont rejets	84 371	72 901	74 751	77 038	72 125

Admissions [hors cassation]

◆ Nature des affaires admises à l'aide juridictionnelle						
13	Affaires civiles	381 694	358 195	357 362	388 020	430 011
14	Aide totale	305 355	286 219	282 396	311 087	349 715
15	Aide partielle	76 339	71 976	74 966	76 933	80 296
16	Affaires administratives	7 390	10 082	12 220	13 720	14 400
17	Aide totale	6 573	9 221	11 279	12 724	13 483
18	Aide partielle	817	861	941	996	917
19	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	22 771	22 999	28 670	33 672	33 950
20	Aide totale	22 735	22 956	28 630	33 642	33 918
21	Aide partielle	36	43	40	30	32
22	Affaires pénales	286 924	266 540	290 385	320 439	353 393
23	Aide totale	271 266	252 207	275 256	305 402	337 545
24	Aide partielle	15 658	14 333	15 129	15 037	15 848
◆ Admissions sur affaires civiles						
25	Toutes admissions	381 694	358 195	357 362	388 020	430 011
26	Cours d'appel	38 613	33 577	33 550	35 771	40 663
27	Tribunaux de grande instance [hors Jex]	238 012	225 971	223 621	241 617	260 845
28	<i>JAF divorces</i>	109 300	106 071	106 346	115 611	120 450
29	<i>JAF autres</i>	83 052	77 628	76 417	83 011	91 937
30	<i>Contentieux général</i>	45 660	42 272	40 858	42 995	48 458
31	Tribunaux pour enfants [assistance éducative].....	14 060	14 827	16 690	21 904	27 014
32	Tribunaux d'instance [hors Jex]	46 895	43 015	42 209	44 793	50 186
33	Jex [TGI et TI]	6 911	5 859	6 762	7 235	8 598
34	Conseils de prud'hommes.....	25 525	23 878	23 474	25 118	27 494
35	Tribunaux de commerce, TASS, autres	11 678	11 068	11 056	11 582	15 211
◆ Admissions sur affaires pénales						
36	Toutes admissions	286 924	266 540	290 385	320 439	353 393
37	Cours d'appel	9 321	8 725	9 179	10 120	11 385
38	Procédures criminelles.....	9 692	10 126	11 859	13 870	16 246
39	Cour d'assises	4 506	4 586	4 794	5 284	5 893
40	<i>dont assistance partie civile</i>	2 287	2 239	2 430	2 762	3 169
41	Instructions criminelles.....	5 186	5 540	7 065	8 586	10 353
42	<i>dont assistance partie civile</i>	970	1 378	2 411	3 523	4 605
43	Procédures correctionnelles.....	260 891	238 961	254 745	279 615	305 888
44	Tribunaux correctionnels.....	131 794	120 530	126 067	140 144	154 867
45	<i>dont assistance partie civile</i>	24 577	22 179	22 742	25 258	28 853
46	Juge d'instruction	58 832	53 320	65 514	76 826	85 258
47	<i>dont assistance partie civile</i>	7 404	7 764	7 267	6 990	7 212
48	Juge des enfants.....	46 129	42 774	39 906	38 519	39 370
49	Tribunaux pour enfants	24 136	22 337	23 258	24 126	26 393
50	Procédures contraventionnelles.....	7 020	6 056	5 977	5 893	5 823
51	Contrôle de l'enquête de police judiciaire, application des peines, mesures alternatives aux poursuites et compositions pénales	-	2 672	8 625	10 941	14 051

Code | Définitions et méthode

- 1 à 9 Rejets** : le président du bureau d'aide juridictionnelle rejette les demandes manifestement irrecevables, dénuées de tout fondement, incomplètes ou dont l'auteur possède un revenu supérieur au plafond défini par la loi. Cependant dans ce dernier cas, l'aide juridictionnelle peut parfois être accordée au vu de la situation particulière du demandeur.
- 10 à 22 Bénéficiaires** : l'aide juridictionnelle est accordée dans la majorité des cas à une personne ; elle l'est parfois à un couple (divorce), ou même plus rarement, à une association. Le système statistique en place ne comptabilise que les dossiers. Il est considéré par convention que le nombre de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle est égal au nombre d'aides accordées. Il en résulte une légère sous-estimation du nombre de bénéficiaires.
- 14 à 17** Pour la **détermination des ressources**, le législateur a précisé que sont prises en compte les ressources de toute nature (salaires, loyers, rentes, retraites, pensions alimentaires ...), à l'exception des prestations familiales. Les ressources du requérant ne sont pas les seules à être considérées : s'y ajoutent celles des "personnes vivant habituellement au foyer". Une déduction supplémentaire des ressources est faite en fonction du nombre de personnes à charge.
Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), de l'allocation du Fonds National de Solidarité, ou de l'allocation d'insertion, sont dispensés de plein droit de justifier l'insuffisance de leurs ressources.
L'aide juridictionnelle peut être accordée à un demandeur justifiant des ressources supérieures au plafond de l'aide partielle si sa situation est jugée "particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès" (Art. 6 de la loi du 10 juillet 1991).
- 16** Ressources mensuelles inférieures ou égales à 844 Euros en 2004
- 17** Ressources mensuelles supérieures à 844 Euros et inférieures ou égales à 1 265 Euros en 2004

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code		2000	2001	2002	2003	2004
Demandes d'admission rejetées						
◆	Nature des demandes rejetées					
1	Affaires civiles	47 886	44 129	46 654	51 673	49 363
2	Affaires administratives	7 603	6 553	6 753	6 314	4 309
3	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	89	97	63	77	95
4	Affaires pénales	13 506	11 888	13 635	14 065	14 425
5	Demandes non renseignées	15 287	10 234	7 646	4 909	3 933
◆	Motifs des rejets					
6	Ressources supérieures au plafond.....	45 908	39 771	44 898	45 666	45 193
7	Absence de pièces justificatives	24 834	21 871	20 200	21 684	17 942
8	Demande irrecevable ou infondée	7 483	11 259	9 653	9 688	8 990
9	Motif non renseigné.....	6 146	-	-	-	-

Bénéficiaires

Code		2000	2001	2002	2003	2004
10	Nombre total de bénéficiaires de l'aide juridictionnelle (cf. p. 287, code 8) .	698 779	657 816	688 637	755 851	831 754
11	Aide totale	605 929	570 603	597 561	662 855	734 661
12	Aide partielle	92 850	87 213	91 076	92 996	97 093
13	Montant total de l'aide juridictionnelle accordée(en Mo d'Euros)	188,04	202,19	219,67	270,20	273,90
◆	Ressources des bénéficiaires					
14	Pas de ressources	302 508	293 717	332 839	379 429	417 036
15	Revenu minimum d'insertion, fonds national de solidarité, allocation d'insertion	65 462	56 436	53 046	52 001	63 520
16	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide totale	237 959	220 450	211 676	231 425	254 105
17	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide partielle	92 850	87 213	91 076	92 996	97 093

Auxiliaires de Justice

Nombreuses sont les professions qui participent à la mise en application du droit. L'évolution en cours dans l'organisation de ces professions tend à concilier les valeurs de la tradition et le désir de modernisation. À cet égard, la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique a représenté une première étape vers l'unification des diverses professions, en vue d'assurer la protection des usagers du droit par la suppression de tout clivage entre le judiciaire et le juridique. Par ailleurs depuis la réforme de 1965, les greffes des juridictions sont tenus par des fonctionnaires des services judiciaires : seuls les greffiers des tribunaux de commerce demeurent officiers ministériels titulaires de charge.

On présente dans ce chapitre les professions judiciaires auxiliaires de la justice et les professions juridiques participant à la réalisation non contentieuse des droits, les unes et les autres exercées sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

- Sont *auxiliaires de la justice* :
 - **les avocats** (profession organisée par la loi du 31 décembre 1971) ;
 - en qualité d'officiers ministériels, **les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avoués près les cours d'appel, les greffiers des tribunaux de commerce, et les huissiers de justice** chargés des significations et de l'exécution forcée des actes ;
 - **les experts judiciaires**, participant à la procédure d'établissement de la preuve ;
 - **les syndics et administrateurs judiciaires**, auxiliaires des tribunaux de commerce désignés lorsqu'un débiteur est l'objet d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens ;
 - **les conciliateurs**, qui ont pour mission de faciliter le règlement amiable de certains différends.

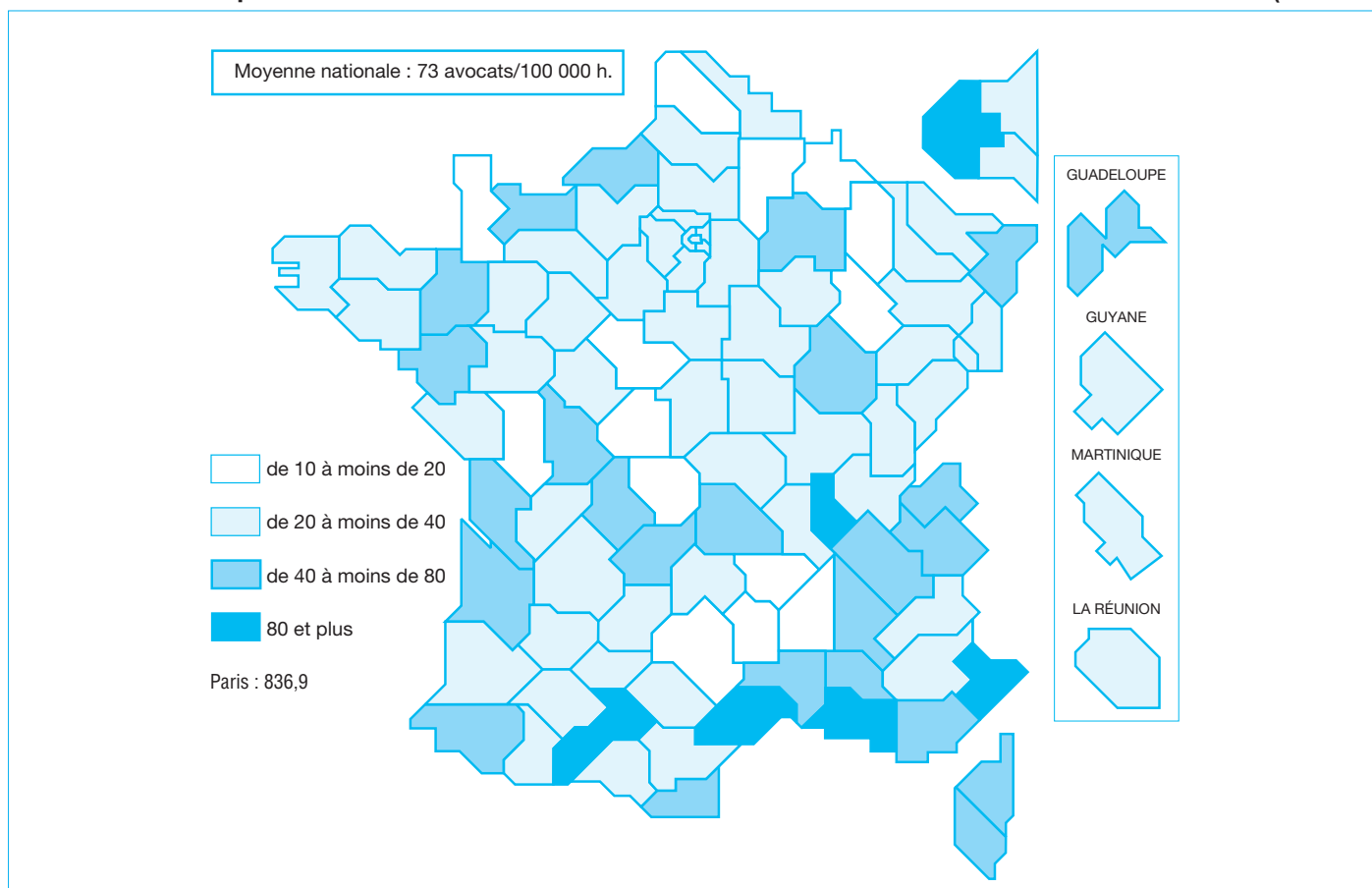
- Les *professions juridiques*, organisées sous le contrôle du ministère de la Justice, comprennent **les notaires**, officiers ministériels conférant l'authenticité aux actes instrumentaires, et **les commissaires-priseurs judiciaires**, officiers ministériels chargés de la vente publique de meubles.

Code Définitions et méthode

- 1, 2 **La loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 a créé une nouvelle profession dont les membres portent le titre d'avocat.** Elle se substitue aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les membres de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de cette nouvelle profession. Les conseils juridiques inscrits sur la liste dressée par le Procureur de la République, à la date d'entrée en vigueur du titre 1^{er} de la loi précitée, sont inscrits au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance auprès duquel ils sont inscrits comme conseil juridique, avec effet à la date de leur entrée dans la profession s'ils l'exerçaient avant le 16 Septembre 1972, ou de leur inscription sur la liste. Les membres de la nouvelle profession exercent l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les avocats font partie de barreaux établis auprès des tribunaux de grande instance. Chaque barreau est administré par un conseil de l'Ordre qui traite toutes les questions intéressant l'exercice de la profession, et veille à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits.
- 3 La formation professionnelle exigée pour l'exercice de la profession d'avocat comprend un examen d'accès à un centre régional de formation professionnelle ; une formation théorique et pratique d'une année dans un centre, sanctionnée par le certificat d'aptitude à la profession d'avocat ; un stage de deux années accompagné par un certificat de fin de stage (article 12 de la loi n° 71-1130 du 30 Décembre 1971 modifié par la loi du 31 Décembre 1990).
- 5 à 8 L'avocat peut exercer sa profession soit à **titre individuel**, soit au sein d'une **association**, d'une **société civile professionnelle**, d'une **société d'exercice libéral** ou d'une **société en participation**, toutes sociétés prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire, ou dont le titre est protégé. Il peut aussi exercer sa profession en qualité de salarié ou de collaborateur non salarié d'un avocat ou d'une association ou société d'avocats. Il peut enfin être membre d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique.

Nombre d'avocats pour 100 000 habitants

(en 2004)



Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre total d'avocats (au 31 décembre)	38 140	39 454	40 847	42 609	44 054
2	Inscrits au tableau	32 076	33 561	34 454	35 773	36 792
3	Stagiaires	6 064	5 893	6 393	6 836	7 262
4	Avocats inscrits au tableau	32 076	33 561	34 454	35 773	36 792
	Mode d'exercice					
5	à titre individuel	13 586	13 678	13 893	14 145	14 533
6	en qualité d'associé	11 000	11 455	11 715	12 485	12 658
7	en qualité de collaborateur.....	5 099	5 704	6 210	6 549	6 975
8	en qualité de salarié non associé.....	2 391	2 724	2 636	2 594	2 626
9	Avocats titulaires de la mention de spécialisation	13 235	13 117	13 079	12 894	12 818
	Nature de la mention de spécialisation					
10	Droit fiscal	2 049	2 038	2 001	1 925	1 911
11	Droit des sociétés	1 926	1 889	1 874	1 814	1 777
12	Droit social	1 916	1 930	1 973	2 003	2 020
13	Droit des personnes.....	1 546	1 534	1 519	1 509	1 511
14	Droit commercial	1 509	1 507	1 490	1 475	1 463
15	Droit immobilier	1 226	1 216	1 215	1 198	1 188
16	Droit économique.....	718	695	688	667	662
17	Droit pénal.....	653	643	636	639	631
18	Droit des mesures d'exécution.....	568	544	540	535	515
19	Droit public.....	370	377	396	390	390
20	Autres.....	754	744	747	739	750
21	Avocats étrangers	1 034	1 087	1 069	1 187	1 270
22	Union européenne.....	475	488	493	516	608
	dont :					
23	Royaume-Uni.....	131	128	125	120	141
24	Allemagne	110	122	121	134	171
25	Belgique	62	67	70	75	85
26	Hors Union européenne	559	599	576	671	662
	dont :					
27	Afrique.....	300	325	287	360	182
28	États-Unis d'Amérique	143	151	154	158	157
29	Avocats inscrits dans un barreau français et étranger	761	798	859	903	1 496

Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Code		2000	2001	2002	2003	2004
	Avocats					
30	Nombre d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation	90	90	93	91	91
31	Avocats individuels.....	29	29	25	23	23
32	Avocats associés	61	61	68	68	68
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
33	Offices d'avocats.....	60	60	61	60	60
34	Sociétés civiles professionnelles.....	31	31	36	37	37

Code | Définitions et méthode

- 1 à 6** | **Les avoués près les cours d'appel**, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les greffiers de tribunal de commerce, les huissiers de justice, les notaires et les commissaires-priseurs exercent leur profession, soit à titre individuel, soit en groupe dans le cadre de sociétés civiles professionnelles.
- Il peut être constitué entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, et notamment entre officiers publics et ministériels, des **sociétés civiles professionnelles** qui jouissent de la personnalité morale. Ces sociétés ont pour objet l'exercice en commun de la profession de leurs membres..., ainsi que la mise en commun et le partage des bénéfices (loi n° 66-879 du 29 novembre 1966). Des décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 novembre 1966 ont été pris ultérieurement pour les diverses professions concernées. Parmi les sociétés civiles professionnelles constituées entre officiers publics et ministériels, il faut distinguer les sociétés dites "titulaires d'un office", dans lesquelles les associés exercent en commun leur profession et ont le titre d'avocats associés auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation, d'avoués, de greffiers de tribunal de commerce, d'huissiers de justice, de notaires et de commissaires-priseurs associés, et les sociétés non titulaires d'un office, où chacun des associés exerce ses fonctions dans l'office dont il est titulaire ("sociétés d'huissiers de justice", "sociétés de notaires", "sociétés de commissaires-priseurs").
- 7 à 12** | **Les greffiers des tribunaux de commerce** sont des officiers publics ministériels exerçant leur profession soit à titre individuel, soit sous forme de sociétés civiles professionnelles, soit sous forme de sociétés d'exercice libéral. Ils peuvent aussi être membres d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique, ou associés d'une société en participation. Ils sont soumis à l'autorité du Garde des Sceaux (art. L 821-1 à L 822-7 et R 821-1 à R 822-19 du Code de l'Organisation Judiciaire).
- 13 à 20** | **Les huissiers de justice** sont des officiers ministériels qui ont seuls qualité pour signifier les actes et les exploits, faire les notifications prescrites par les lois et règlements lorsque le mode de notification n'a pas été précisé, et ramener à exécution les décisions de justice, ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire. Les huissiers de justice peuvent en outre procéder au recouvrement amiable ou judiciaire de toutes créances, et dans les lieux où il n'est pas établi de commissaire-priseur, aux prises et ventes publiques de meubles et effets mobiliers corporels. Ils peuvent être commis par justice pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. Ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Dans l'un et l'autre cas, ces constatations n'ont que la valeur de simples renseignements.
- Les huissiers-audienciers assurent le service personnel près les cours et tribunaux. "Ils peuvent également exercer à titre accessoire certaines activités ou fonctions. La liste de ces activités et fonctions ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés sont autorisés à les exercer sont sous réserve des lois spéciales, fixées par décret en Conseil d'État" (art. 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945).
- Les huissiers de justice résidant dans une même commune peuvent établir entre eux des groupements. Le groupement est la centralisation dans les mêmes locaux de deux ou plusieurs offices, ou services dépendant de ceux-ci, dont les titulaires conservent leurs propres activités et leur indépendance. Le groupement n'a pour but que de faciliter l'exécution du travail matériel et de réduire les frais d'exploitation, aussi les huissiers de justice membres d'un groupement sont-ils recensés comme huissiers individuels.
- 21, 22** | La fonction d'**administrateur judiciaire** peut être confiée par un tribunal de commerce, ou un tribunal de grande instance, à des administrateurs et syndics exerçant ces fonctions à titre de profession exclusive, et inscrits sur proposition du tribunal sur une liste dressée par la cour d'appel au début de chaque année judiciaire. D'autres personnes peuvent exercer ces fonctions à titre accessoire. Ce sont : les avocats, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs. Ils doivent pour cela être inscrits sur la liste précitée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2000	2001	2002	2003	2004
	Avoués					
1	Nombre total d'avoués près les cours d'appel	415	416	416	420	437
2	Avoués individuels	98	79	79	73	66
3	Avoués associés	317	337	337	347	371
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
4	Offices d'avoués.....	235	236	236	235	235
5	Sociétés civiles professionnelles.....	137	157	156	161	168
6	Sociétés d'exercice libéral.....	-	-	1	1	1

Greffiers de tribunal de commerce

Code		2000	2001	2002	2003	2004
	Greffiers					
7	Nombre total de greffiers de tribunal de commerce.....	250	247	247	240	241
8	Greffiers individuels.....	103	99	99	86	90
9	Greffiers associés	147	148	148	154	151
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
10	Offices de greffiers	191	191	191	191	191
11	Sociétés civiles professionnelles.....	75	78	78	80	79
12	Sociétés d'exercice libéral.....	2	2	2	6	7

Huissiers de justice

Code		2000	2001	2002	2003	2004
	Huissiers					
13	Nombre total d'huissiers de justice	3 212	3 271	3 258	3 258	3 256
14	Huissiers individuels.....	1 014	987	978	978	936
15	Huissiers associés	2 198	2 284	2 280	2 280	2 320
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
16	Offices d'huissiers.....	2 056	2 051	2 047	2 047	2 037
17	Sociétés civiles professionnelles	1 033	1 058	1 001	1 061	1 081
18	Sociétés d'exercice libéral.....	-	-	-	11	11
19	Sociétés en participation	-	-	-	3	-
	Clercs et employés					
20	Nombre total de salariés	11 772	12 000	11 014	11 014	11 014

Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs

Code		2000	2001	2002	2003	2004
21	Nombre total d'administrateurs judiciaires	132	125	125	120	116
22	Nombre total de mandataires liquidateurs	336	325	320	319	320

Code | Définitions et méthode

- 1 à 3 " Il est dressé chaque année une liste nationale, et une liste par cour d'appel, sur lesquelles sont inscrits **les experts** désignés tant en matière civile qu'en matière pénale "... " Nul ne peut figurer sur la liste nationale des experts, s'il ne justifie pas de son inscription depuis au moins trois années consécutives sur une des listes dressées par les cours d'appel " (décret n° 74-1184 du 31 décembre 1974). Toute juridiction d'ordre civil ou pénal peut ordonner une expertise, le juge choisissant généralement un expert figurant sur ces listes, qui sont établies pour son information.
- 4 à 10 **Les notaires** sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions (art. 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945). Les notaires sont institués à vie et doivent résider dans le lieu qui leur est fixé par le Gouvernement.
- 4 à 9 Le notaire peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit dans le cadre d'une société civile professionnelle ou d'une société d'exercice libéral, soit en qualité de salarié d'une personne physique ou morale titulaire d'un office notarial (art. 1 bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1^{er} janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990).
- 7 Le notaire salarié, conformément aux dispositions du décret n°93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1^{er} janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990, est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice des fonctions de notaire par des personnes physiques, à la déontologie et à la discipline notariales.
- 12 à 14 **Le commissaire-priseur judiciaire** est l'officier ministériel chargé de procéder, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, à l'estimation et à la vente publique aux enchères des meubles et effets mobiliers corporels. Il ne peut se livrer à aucun commerce en son nom, pour le compte d'autrui, ou sous le nom d'autrui, ni servir directement ou indirectement d'intermédiaire pour des ventes amiables. "Les commissaires-priseurs judiciaires sont groupés en compagnies comprenant un ou plusieurs ressorts de cour d'appel" (art. 1^{er} et 3^e de l'ordonnance du 2 novembre 1945).
- La loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires aux enchères publiques a libéralisé les ventes volontaires aux enchères en attribuant compétence pour y procéder aux sociétés de ventes volontaires. Elle a réservé aux officiers ministériels, et plus particulièrement aux commissaires-priseurs judiciaires, les ventes, les inventaires et prisées judiciaires en raison des garanties qu'offrent les officiers ministériels. Parmi les officiers ministériels, les commissaires-priseurs judiciaires sont les seuls à recevoir une formation spécifique et à consacrer aux ventes prisées judiciaires la totalité de leur activité professionnelle, à la différence des autres officiers ministériels pour lesquels il ne s'agit que d'une activité accessoire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre total d'experts judiciaires	16 464	nd	17 000	15 725	nd
2	Experts agréés par la Cour de Cassation	387	nd	400	366	nd
3	Experts près les cours d'appel	16 077	nd	16 600	15 359	nd

Notaires

Code		2000	2001	2002	2003	2004
	Notaires					
4	Nombre total de notaires	7 761	7 864	7 946	8 042	8 143
5	Notaires individuels	2 090	2 045	2 027	1 971	1 928
6	Notaires associés	5 521	5 646	5 704	5 856	5 951
7	Notaires salariés	150	173	215	215	264
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
8	Offices de notaires	4 544	4 540	4 533	4 525	4 506
9	Sociétés civiles professionnelles	2 378	2 422	2 521	2 455	2 499
10	Sociétés d'exercice libéral	-	-	-	63	69
	Clercs et employés					
11	Nombre total de salariés	43 384	44 422	43 419	44 132	45 704

Commissaires-priseurs judiciaires

Code		2000	2001	2002	2003	2004
	Commissaires-priseurs judiciaires					
12	Nombre total de commissaires-priseurs judiciaires	453	450	440	437	437
13	Commissaires-priseurs judiciaires individuels	195	197	190	197	192
14	Commissaires-priseurs judiciaires associés	258	253	250	240	245
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
15	Offices de commissaires-priseurs judiciaires	327	327	316	327	327
16	Sociétés civiles professionnelles	129	125	123	206	125
17	Sociétés d'exercice libéral	3	3	3	3	3

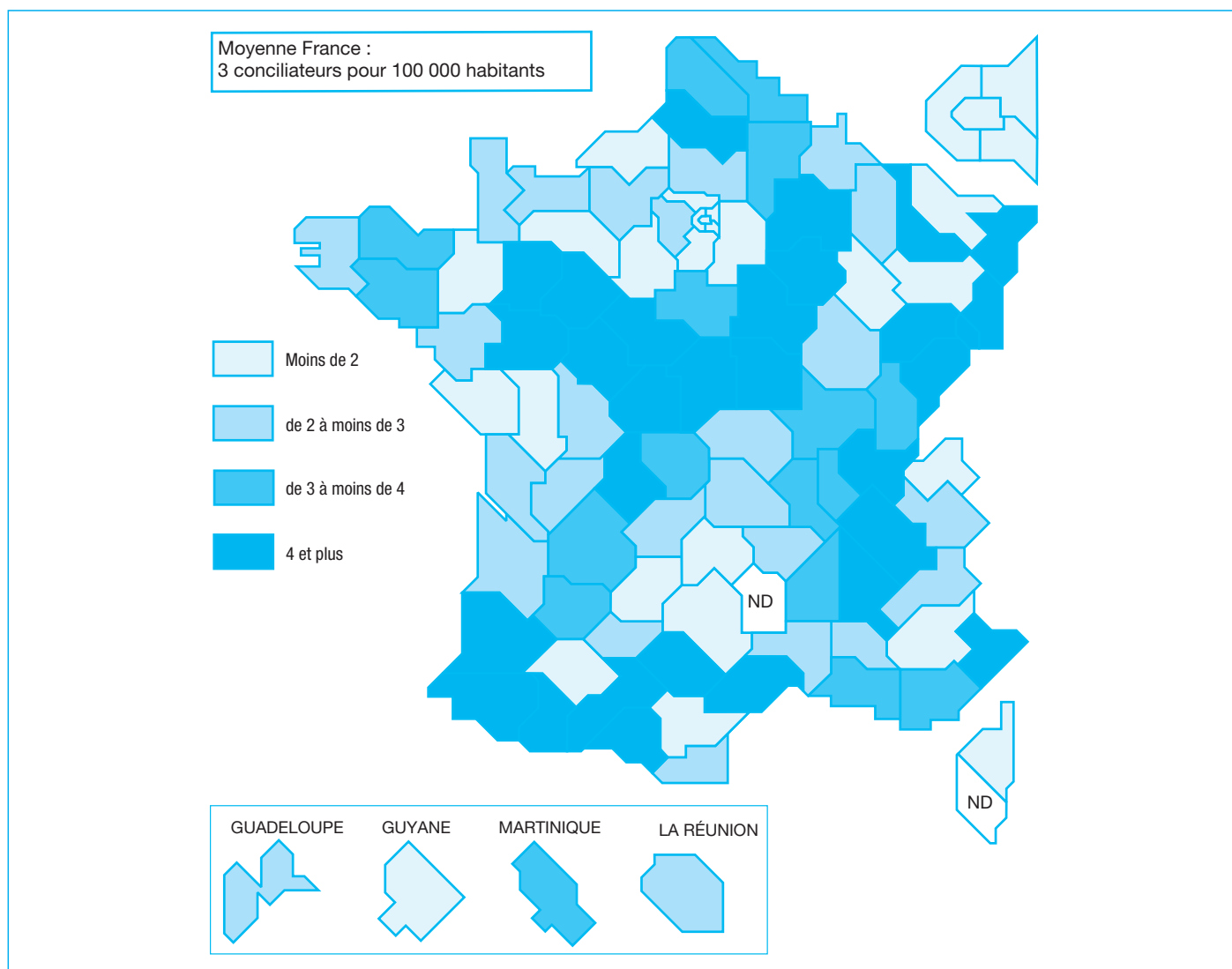
Code Définitions et méthode

- 1 à 4 **Le conciliateur** a été institué par la loi du 20 mars 1978 avec pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure judiciaire, le règlement amiable des différends portant sur des droits dont les intéressés ont la libre disposition. Il peut être saisi par toute personne physique ou morale ou par les autorités judiciaires auxquelles il rend compte de ses diligences.
En outre depuis la loi du 8 février 1995, le juge peut, après avoir obtenu l'accord des parties, désigner une tierce personne -le conciliateur- pour procéder aux tentatives de conciliation prescrites par la loi, sauf en matière de divorce et de séparation de corps.
Le décret du 22 juillet 1996 permet également l'intervention du conciliateur pour la tentative préalable de conciliation devant le tribunal d'instance.
Par décret du 13 décembre 1996, le "conciliateur" est devenu "conciliateur de justice".

À partir de 2001 le mode d'enregistrement des affaires a été modifié, entraînant une rupture dans les séries statistiques antérieures.

Nombre de conciliateurs pour 100 000 habitants

(en 2004)



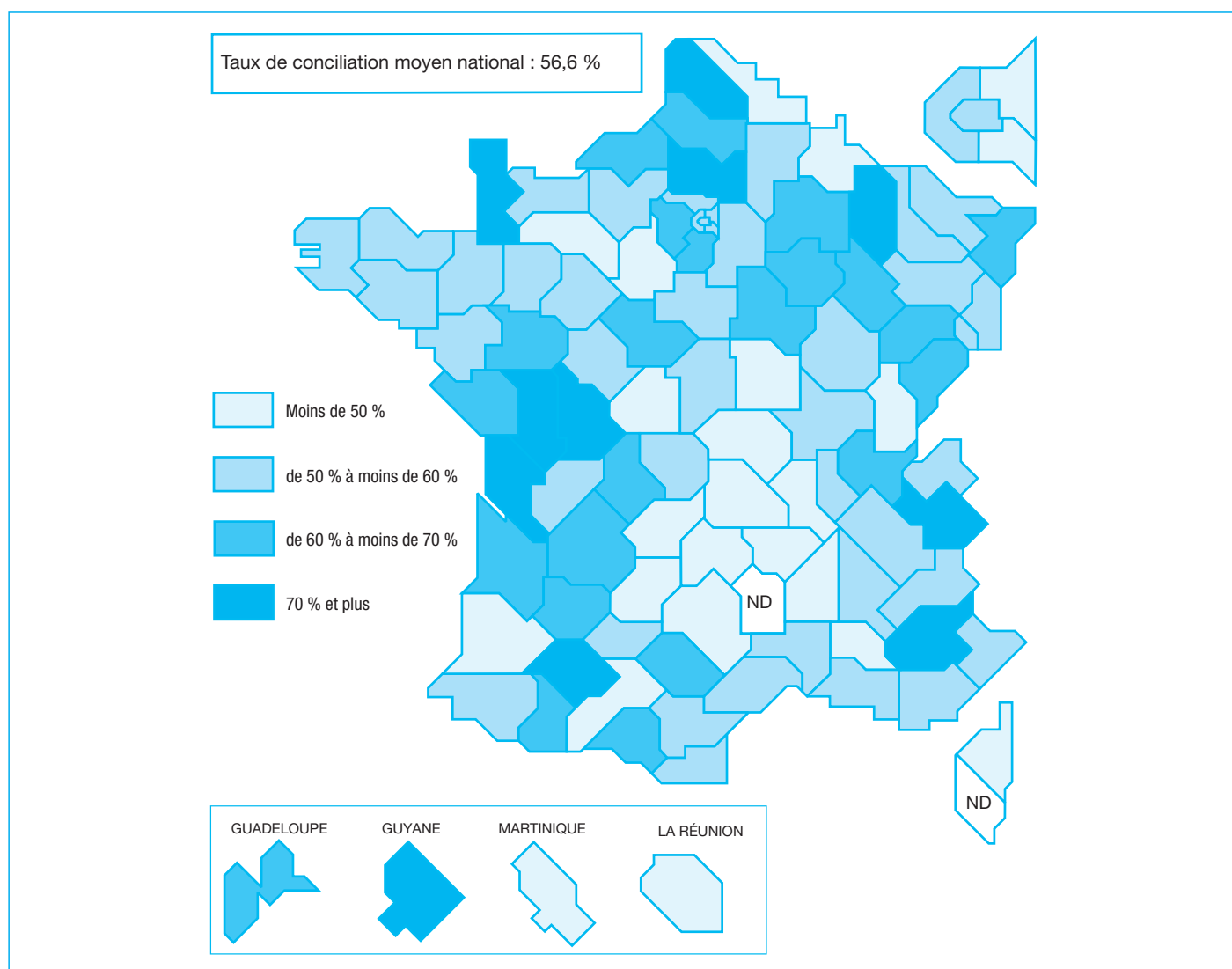
Sources :

- Ministère de la Justice
États annuels des conciliateurs de justice

Code		2000	2001	2002	2003	2004
1	Nombre total de conciliateurs	1 728	1 815	1 791	1 786	1 807
2	Nombres total de saisines	106 891	106 422	109 586	118 701	122 713
3	Nombre total d'affaires conciliées	50 116	60 419	65 167	68 546	69 475
4	Taux de conciliation (en %) .	47,0	56,8	59,5	57,7	56,6

Taux de conciliation moyen

(en 2004)



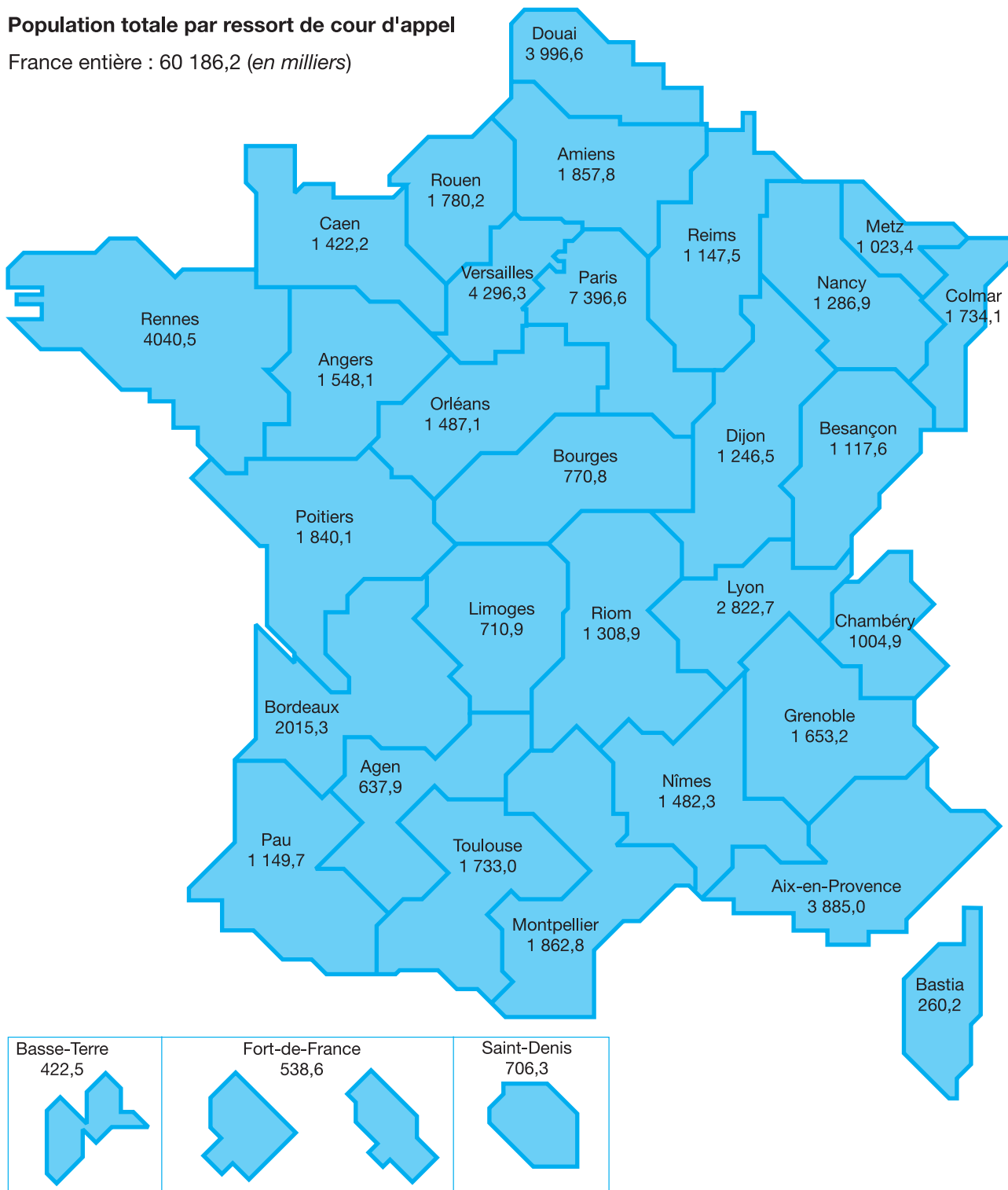
Sources :

- Ministère de la Justice
États annuels des conciliateurs de justice

Activité par juridiction

Population totale par ressort de cour d'appel

France entière : 60 186,2 (en milliers)



Source : population au 8 mars 1999, sans double compte. Insee, recensement de la population, 1999.

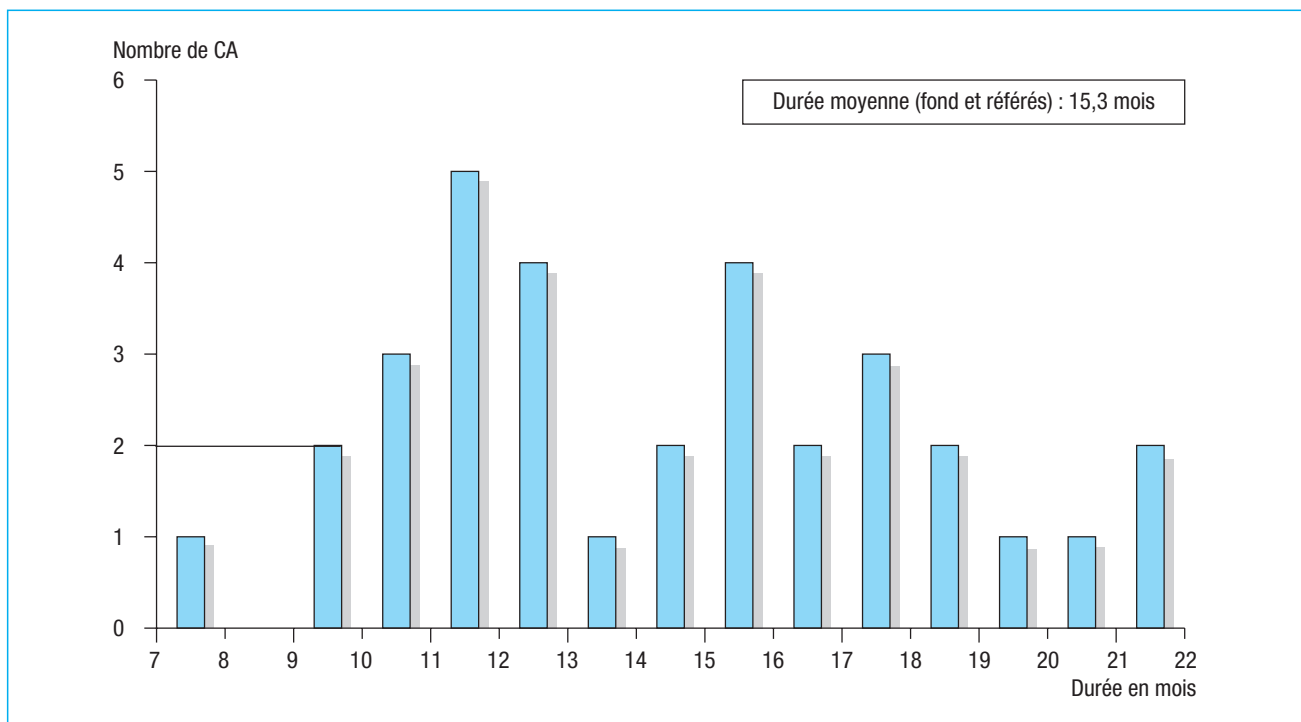
■ Suite aux enquêtes annuelles de recensement, la population de la France estimée au 1^{er} janvier 2004 est de 62 177 400 habitants. La répartition par ressort de cour d'appel n'est pas disponible.

Activité par juridiction

Durées de règlement des affaires civiles en 2004

Cours d'appel

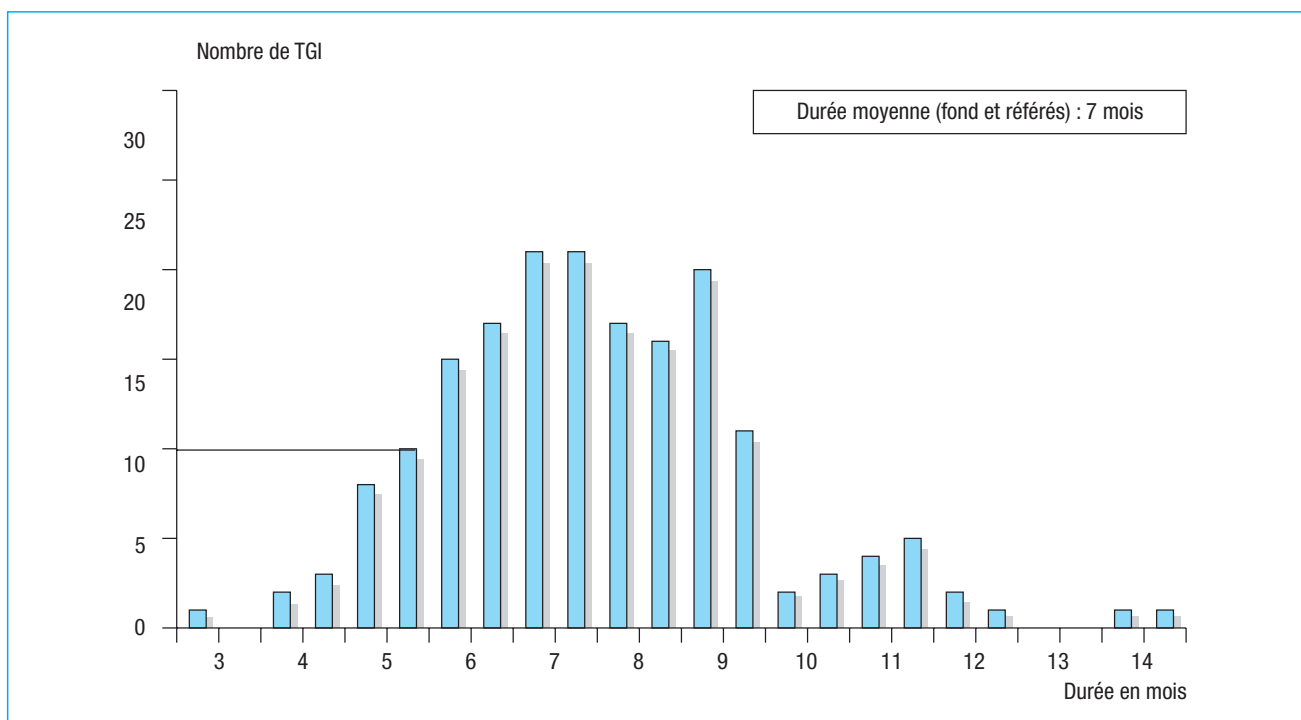
Répartition des cours d'appel selon leur durée moyenne de traitement des affaires



Lecture : 2 cours d'appel ont une durée moyenne de traitement comprise entre 9 et 10 mois

Tribunaux de grande instance

Répartition des tribunaux de grande instance selon leur durée moyenne de traitement des affaires

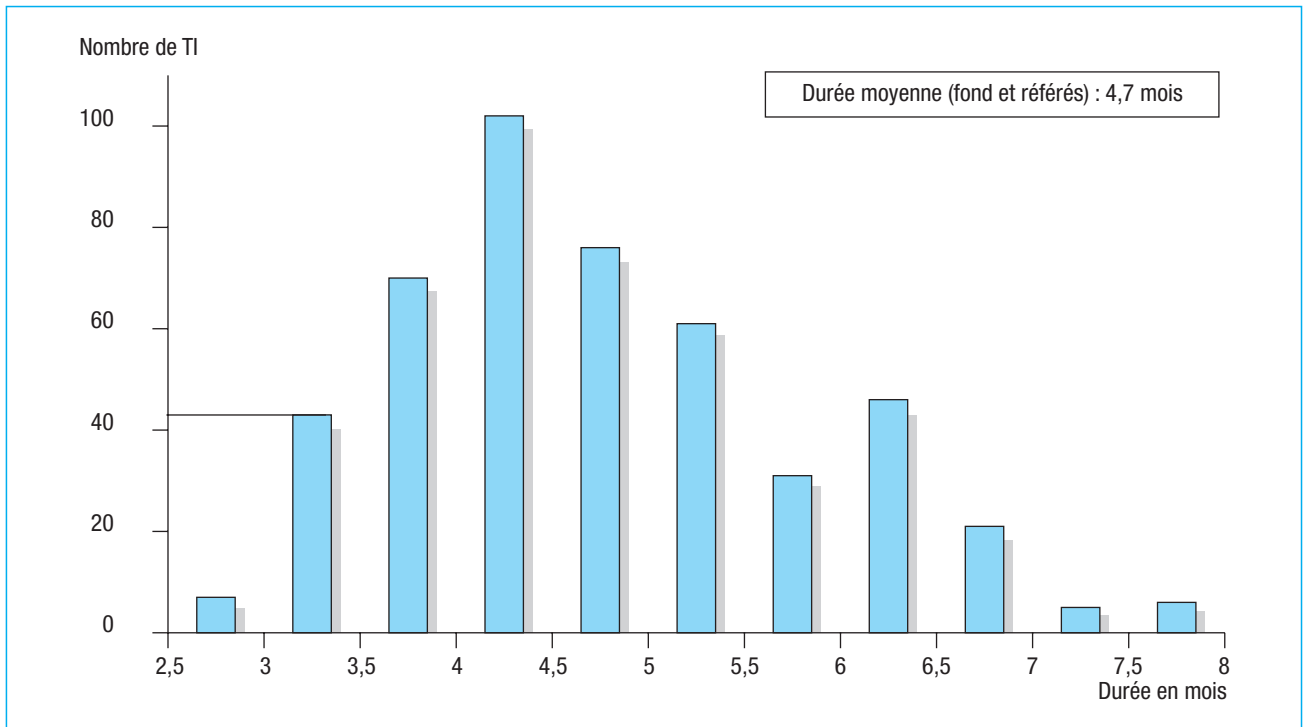


Lecture : 10 tribunaux de grande instance ont une durée moyenne de traitement comprise entre 5 et 5,5 mois

Source : Répertoire général civil 2004 [TGI], tableaux de bord civils [CA]

Tribunaux d'instance

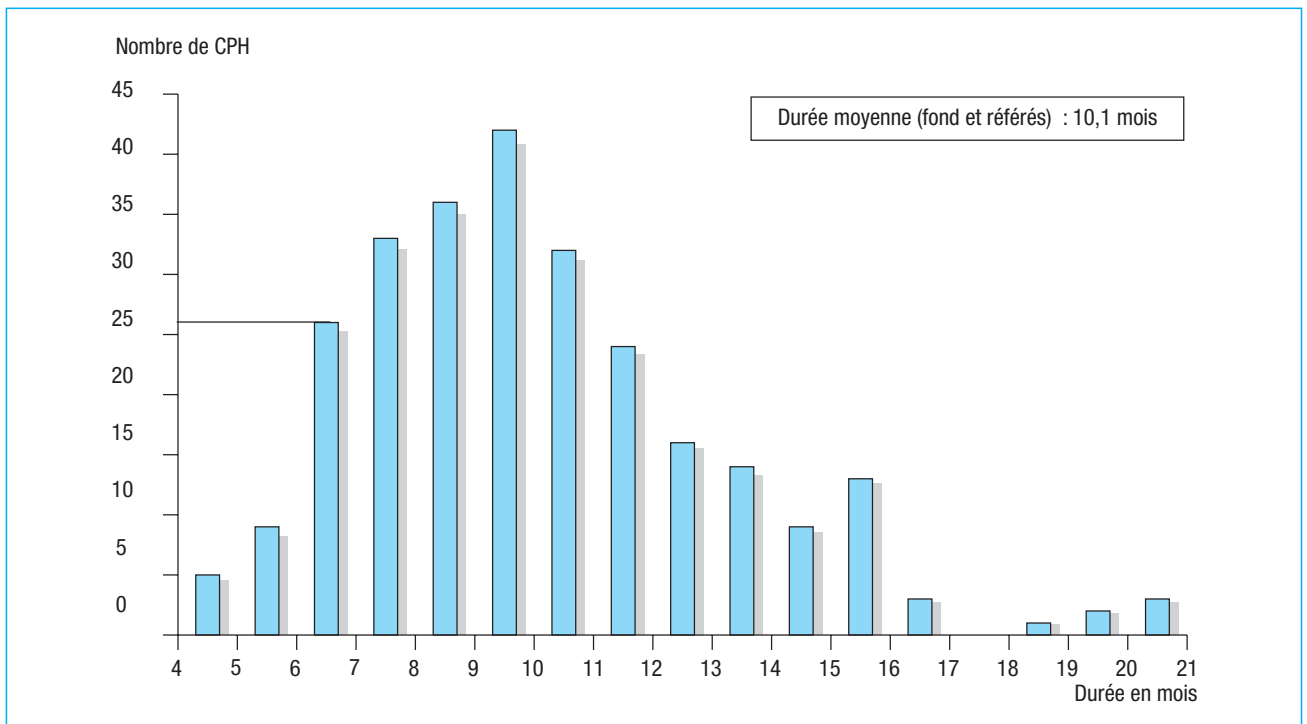
Répartition des tribunaux d'instance selon leur durée moyenne de traitement des affaires



Lecture : 43 tribunaux d'instance ont une durée moyenne de traitement comprise entre 3 et 3,5 mois

Conseils de prud'hommes

Répartition des conseils de prud'hommes selon leur durée moyenne de traitement des affaires



Lecture : 26 conseils de prud'hommes ont une durée moyenne de traitement comprise entre 6 et 7 mois

Source : Répertoire général civil 2004 [TI], tableaux de bord civils [CPH]

Sources : Tableaux de bord d'activité des cours d'appel

Avertissement : pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des cours d'appel

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'appel en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées page 24.

L'infirmité consiste en l'annulation totale ou partielle par la cour d'appel de la décision des premiers juges. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2004, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus où elle englobe désormais les référés.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile 2004 par cour d'appel

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires nouvelles (y compris référés)	Affaires terminées (y compris référés)				Durée moyenne (en mois)	Stock au 31/12/2004 (y compris référés)	Ancienneté du stock (en mois)
			dont arrêts		dont référés				
				dont infirmarys					
Toutes cours d'appel	60 186 184	210 250	215 887	139 140	33 777	4 630	15,3	244 051	12,1
Agen	637 912	2 011	2 071	1 499	400	40	13,9	2 262	10,5
Aix-en-Provence	3 885 047	23 999	29 142	17 304	4 703	889	21,8	36 650	17,1
Amiens	1 857 834	5 204	5 075	3 355	738	85	12,1	5 322	9,2
Angers	1 548 131	2 982	3 211	2 250	652	48	11,6	2 535	7,9
Bastia	260 196	1 358	1 382	975	267	34	14,2	1 724	12,9
Besançon	1 117 059	2 752	2 687	1 759	497	60	11,4	2 592	9,3
Bordeaux	2 015 255	7 161	7 673	5 238	1 379	143	17,9	9 688	13,5
Bourges	770 765	2 036	2 114	1 368	300	110	7,8	1 331	6,1
Caen	1 422 193	4 323	4 049	2 691	768	101	10,6	4 196	8,7
Chambéry	1 004 937	3 318	3 766	2 631	629	86	17,1	3 799	12,0
Colmar	1 734 145	6 277	5 993	3 451	706	235	15,8	8 479	13,9
Dijon	1 246 521	3 228	3 264	2 266	540	44	10,1	2 572	7,0
Douai	3 996 588	11 665	14 224	10 161	2 261	244	20,1	14 109	13,5
Grenoble	1 653 203	4 797	4 925	3 398	789	121	17,8	6 450	12,1
Limoges	710 939	1 921	2 186	1 552	436	36	12,4	1 652	9,9
Lyon	2 822 663	8 693	8 879	5 998	1 344	212	18,6	12 175	13,1
Metz	1 023 447	4 770	4 167	2 096	548	209	15,8	6 337	14,0
Montpellier	1 862 822	8 576	8 561	5 847	1 579	129	11,9	7 781	8,8
Nancy	1 286 929	3 780	3 089	2 152	546	83	21,2	6 797	17,1
Nîmes	1 482 342	5 767	5 078	3 482	888	107	18,2	9 011	14,1
Orléans	1 487 097	3 483	3 371	2 265	587	37	9,5	2 846	7,2
Paris	7 396 583	35 835	33 483	19 556	4 393	341	11,9	36 163	9,6
Pau	1 149 720	4 239	4 196	2 838	744	73	15,9	5 512	13,1
Poitiers	1 840 104	4 148	4 577	2 951	628	43	19,2	6 212	13,9
Reims	1 147 490	3 291	3 550	2 341	489	97	15,5	3 942	12,8
Rennes	4 040 463	8 604	8 232	5 720	1 519	131	12,0	8 633	8,9
Riom	1 308 878	3 511	3 167	2 379	513	35	9,5	2 919	7,0
Rouen	1 780 192	5 462	6 197	3 713	674	163	16,4	6 490	10,9
Toulouse	1 732 979	6 180	6 092	4 253	837	104	10,4	5 355	8,0
Versailles	4 296 314	15 131	15 642	9 957	2 395	440	11,6	13 448	8,4
Basse-Terre	422 496	1 722	1 765	975	263	44	16,4	2 744	15,0
Fort-de-France	538 640	1 849	1 982	1 188	392	45	14,5	2 212	12,1
Saint-Denis-de-la-Réunion	706 300	2 177	2 097	1 531	373	61	12,1	2 113	8,8

Sources

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'assises et des cours d'appel en matière pénale (notamment la chambre des appels correctionnels et la chambre de l'instruction), le lecteur se reportera aux définitions présentées page 114, 124 et 134.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Chambre des appels correctionnels

Le nombre d'arrêts rendus inclut l'activité pénale ou sur intérêts civils de la chambre des appels correctionnels, ainsi que les arrêts constatant un désistement d'appel ou une extinction de l'action publique, des arrêts statuant sur requête en confusion de peines, en dispense d'inscription au B2 (CPP art. 775-1), en matière de détention provisoire ou encore sur un jugement ADD (CPP art. 570). Sont également inclus les appels formés contre les jugements et ordonnances des JAP.

Chambre de l'instruction

Sont inclus les arrêts sur appel d'ordonnances de mise en accusation (art. 186-2 CPP), les arrêts statuant sur les décisions juridictionnelles rendues par les juges d'instruction et les arrêts statuant sur la détention provisoire et le contrôle judiciaire qui sont isolés dans le tableau.

Arrêts sur mesures de sûreté : il s'agit des arrêts concernant les mesures de contrôle judiciaire et de détention provisoire (cf. définitions page 118 et 120).

Cours d'assises

Sont présentés ici les arrêts rendus en matière pénale par les cours de premier ressort et d'appel. Sont exclus les arrêts ne portant que sur intérêts civils. Il s'agit d'arrêts portant sur des affaires et non des condamnations/personne.

Activité pénale 2004 par cour d'appel

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Chambre des appels correctionnels			Chambre de l'instruction			Cour d'assises		
		Arrêts rendus		Affaires en cours au 31/12/2004	Arrêts rendus		Affaires en cours au 31/12/2004	Arrêts rendus en 1 ^{er} ressort	Arrêts rendus en appel	Affaires en cours au 31/12/2004
		dont arrêts sur jug. correct. ou de police			dont arrêts sur mesures de sûreté					
Toutes cours d'appel....	60 186 184	51 409	37 491	27 265	33 547	23 858	3 176	2 575	358	2 711
Agen	637 912	482	387	167	248	158	15	21	1	10
Aix-en-Provence	3 885 047	5 425	4 184	5 348	3 278	2 304	131	176	45	186
Amiens	1 857 834	1 510	1 037	1 208	932	783	16	71	15	90
Angers	1 548 131	816	617	200	383	291	21	56	10	53
Bastia	260 196	283	250	44	358	242	10	13	7	12
Besançon.....	1 117 059	920	723	239	335	236	19	74	7	34
Bordeaux	2 015 255	1 920	1 462	219	1 225	817	11	88	8	96
Bourges	770 765	572	353	270	245	178	41	26	11	11
Caen	1 422 193	924	550	505	343	239	30	60	7	58
Chambéry	1 004 937	857	566	580	591	458	7	41	6	7
Colmar	1 734 145	1 184	945	962	718	427	82	81	7	70
Dijon	1 246 521	892	672	561	714	508	10	60	10	44
Douai	3 996 588	3 519	2 789	388	2 639	2 134	77	165	8	188
Grenoble.....	1 653 203	1 602	1 320	615	944	802	9	65	10	83
Limoges	710 939	738	504	338	337	236	0	34	8	18
Lyon.....	2 822 663	1 682	1 059	1 314	1 650	1 317	131	70	15	111
Metz.....	1 023 447	1 272	846	1 237	1 087	660	43	40	2	65
Montpellier	1 862 822	1 639	1 004	307	941	700	68	62	16	55
Nancy	1 286 929	1 087	825	946	647	477	85	52	15	73
Nîmes	1 482 342	1 273	914	484	655	441	57	76	8	84
Orléans	1 487 097	787	506	454	562	383	30	57	5	21
Paris	7 396 583	8 681	6 927	4 475	6 590	4 260	1590	363	35	498
Pau	1 149 720	864	540	429	550	348	41	54	2	29
Poitiers.....	1 840 104	999	709	206	388	229	46	38	9	29
Reims	1 147 490	1 172	891	936	620	502	31	55	6	63
Rennes	4 040 463	2 362	1 611	1 087	962	603	2	109	15	107
Riom	1 308 878	843	535	293	416	264	74	48	5	27
Rouen	1 780 192	1 595	937	637	778	558	33	65	6	98
Toulouse.....	1 732 979	1 525	1 173	687	895	609	61	100	10	78
Versailles.....	4 296 314	2 842	1 767	1 643	2 496	1 880	360	204	30	227
Basse-Terre.....	422 496	410	324	146	478	390	3	36	3	38
Fort-de-France.....	538 640	423	333	111	323	246	4	77	7	92
St-Denis-de-la-Réunion ..	706 300	309	231	229	219	178	38	38	9	56

Activité par juridiction

Sources : Tableaux de bord d'activité des tribunaux de grande instance

Avertissement : pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Population du ressort

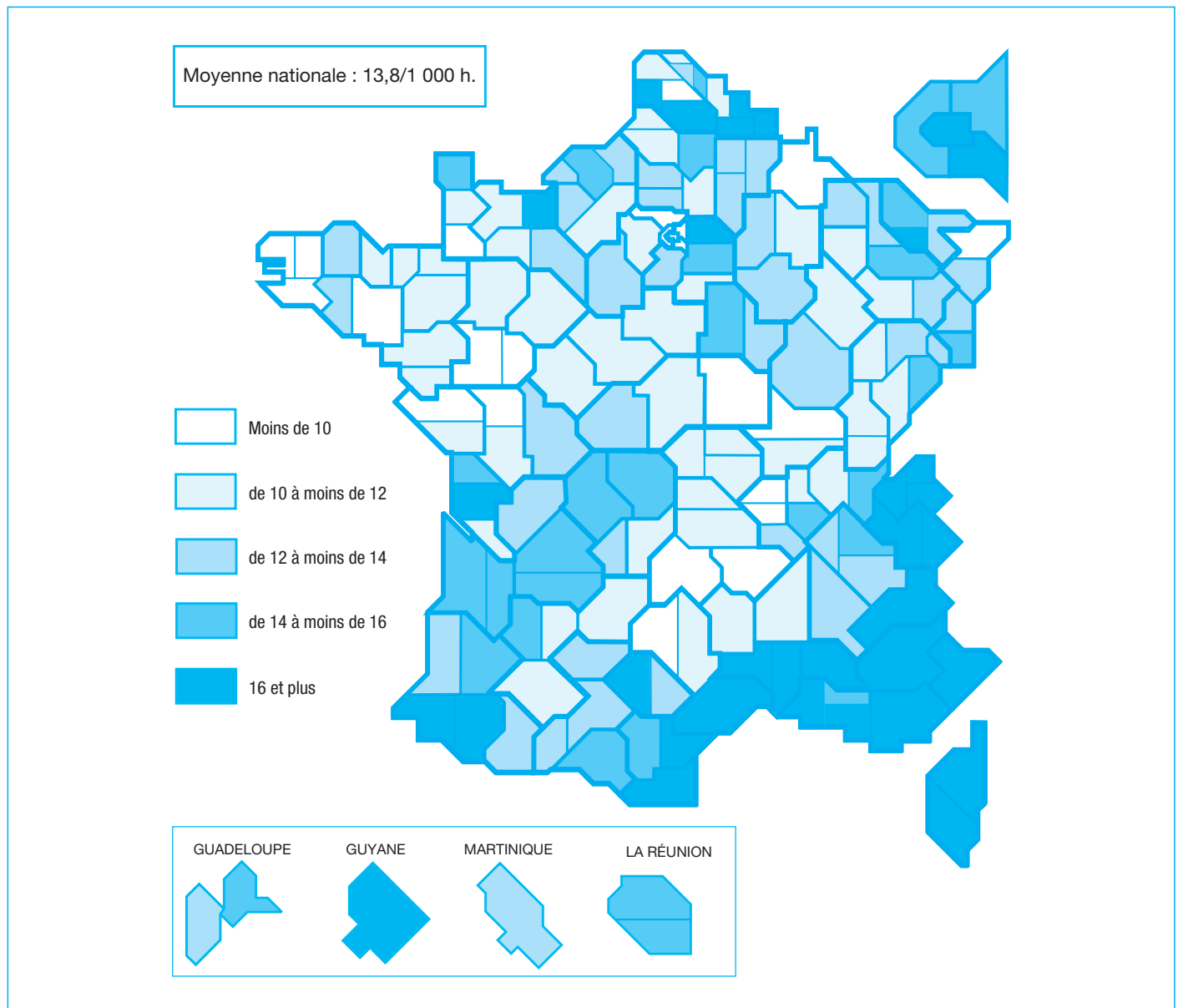
Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées page 26.

Durée moyenne : cf. définition page 312

Nombre d'affaires civiles nouvelles par TGI pour mille habitants

(en 2004)



Activité civile des tribunaux de grande instance en 2004

Hors activité commerciale

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)	Stock au 31/12/2004	
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)		Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)				
			Dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)			Durée moyenne des affaires terminées (en mois)			
TOUS TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE.....	60 186 184	810 886	779 501	134 601	13,8	126 952	123 449	902 950	7,0	617 174
Abbeville	125 258	1 490	1 322	255	14,3	153	146	1 468	6,3	810
Agen	216 447	2 451	2 183	517	13,9	317	310	2 493	7,8	2 177
Aix-en-Provence	674 689	10 651	10 540	1 102	17,2	2 007	2 003	12 543	7,7	8 999
Ajaccio	118 593	2 118	2 040	302	16,6	547	524	2 564	9,2	2 239
Albertville	143 001	1 981	1 968	283	12,2	333	343	2 311	7,5	1 696
Albi	164 990	2 739	2 535	324	9,7	255	255	2 790	4,5	1 327
Alençon	139 954	1 880	1 794	252	8,4	165	173	1 967	3,9	678
Alès	133 761	2 246	2 251	367	5,0	201	208	2 459	2,6	496
Amiens	351 420	4 084	4 004	691	22,5	481	491	4 495	10,0	3 861
Angers	568 294	4 985	5 085	1 136	17,3	746	727	5 812	8,3	3 701
Angoulême	339 628	4 187	4 139	751	11,9	344	329	4 468	6,0	3 197
Annecy	229 039	3 139	3 260	552	13,0	564	489	3 749	7,5	2 179
Argentan	152 383	1 522	1 473	240	12,1	168	172	1 645	5,4	855
Arras	300 785	4 910	4 813	566	11,0	416	396	5 209	3,3	1 531
Auch	172 335	1 962	2 043	189	12,5	347	330	2 373	6,8	1 377
Aurillac	150 778	1 280	1 224	154	12,8	160	160	1 384	5,7	716
Auxerre	178 546	2 347	2 420	359	14,8	237	254	2 674	6,2	1 343
Avesnes-sur-Helpe	238 466	3 658	3 583	538	9,6	210	218	3 801	4,5	1 459
Avignon	297 082	5 493	5 332	775	12,8	964	938	6 270	6,1	3 318
Avranches	125 424	1 129	1 048	173	11,0	99	102	1 150	5,6	651
Bar-le-Duc	108 245	1 239	1 144	190	13,0	0	0	1 144	5,4	711
Bastia	141 603	2 871	2 422	271	10,9	644	623	3 045	6,5	2 342
Bayonne	248 840	4 687	4 912	666	12,1	698	657	5 569	5,3	2 315
Beauvais	329 868	4 469	3 861	631	12,7	423	378	4 239	5,5	3 001
Belfort	137 408	1 720	1 804	393	11,2	167	181	1 985	6,7	993
Belley	79 478	925	985	237	13,2	105	100	1 085	6,8	516
Bergerac	150 534	2 392	2 147	412	14,2	272	257	2 404	7,1	1 881
Bernay	131 050	1 599	1 647	265	12,5	175	165	1 812	4,9	655
Besançon	331 959	3 528	3 770	947	14,2	385	393	4 163	8,4	2 609
Béthune	606 502	4 600	5 042	1 440	14,8	2 959	2 680	7 722	7,9	4 673
Béziers	255 669	5 006	3 849	693	15,7	940	929	4 778	11,3	4 473
Blois	314 968	3 453	3 202	580	13,5	405	374	3 576	6,3	2 541
Bobigny	1 382 861	20 042	19 311	3 458	13,8	3 145	3 062	22 373	7,2	14 579
Bonneville	161 410	3 095	2 635	453	17,8	6	4	2 639	8,9	2 437
Bordeaux	1 155 691	16 205	15 485	2 766	15,4	2 873	2 779	18 264	7,7	14 210
Boulogne-sur-Mer	380 758	6 742	6 592	814	9,9	657	644	7 236	3,6	2 442
Bourg-en-Bresse	435 792	4 577	4 785	1 108	21,9	606	585	5 370	9,8	3 910
Bourges	314 428	3 543	3 201	621	11,8	439	602	3 803	5,9	2 201
Bourgoin-Jallieu	162 268	1 931	1 943	519	12,1	270	270	2 213	7,0	1 316
Bressuire	153 684	995	930	222	14,2	89	83	1 013	8,3	677
Brest	353 541	3 353	3 448	618	15,3	425	404	3 852	6,5	2 115
Briey	157 050	2 002	1 980	421	11,1	189	198	2 178	5,7	1 090
Brive-la-Gaillarde	121 150	1 669	1 731	294	14,2	189	190	1 921	7,7	1 107
Caen	507 881	5 222	5 021	929	11,3	740	684	5 705	6,3	3 257
Cahors	160 197	1 813	1 661	322	11,5	169	171	1 832	6,3	nd
Cambrai	158 845	2 559	2 639	365	11,7	150	150	2 789	5,0	1 092
Carcassonne	183 379	2 813	2 748	448	12,1	350	332	3 080	6,5	1 807
Carpentras	202 603	3 027	3 093	496	9,7	496	489	3 582	5,9	1 726
Castres	178 412	2 459	2 386	355	11,3	282	285	2 671	5,6	1 382
Chalon-sur-Saône	336 599	3 206	3 193	703	15,2	248	263	3 456	7,9	2 380
Chalons-en-Champagne	254 940	2 627	2 437	488	12,2	265	252	2 689	6,4	1 709
Chambéry	230 257	3 865	3 584	601	9,7	378	390	3 974	5,1	2 102
Charleville-Mézières	290 130	2 800	2 630	547	13,9	255	340	2 970	8,8	2 085
Chartres	407 665	4 999	4 674	718	15,4	447	420	5 094	6,2	3 395
Chateauroux	231 139	2 827	2 693	448	12,0	247	226	2 919	5,8	1 570
Chaumont	194 873	2 157	2 110	377	8,8	160	156	2 266	4,5	975
Cherbourg	190 973	2 911	2 678	376	10,8	189	189	2 867	3,9	1 200
Clermont-Ferrand	494 607	5 480	5 400	1 033	11,9	1 171	1 129	6 529	6,5	3 744
Colmar	339 689	3 791	3 499	781	12,1	469	454	3 953	7,6	2 987
Compiègne	173 943	1 969	1 684	398	12,2	278	265	1 949	6,1	1 301
Coutances	165 074	1 705	1 682	262	13,6	176	166	1 848	5,1	969

Activité par juridiction

Sources : Tableaux de bord d'activité des tribunaux de grande instance

Population du ressort

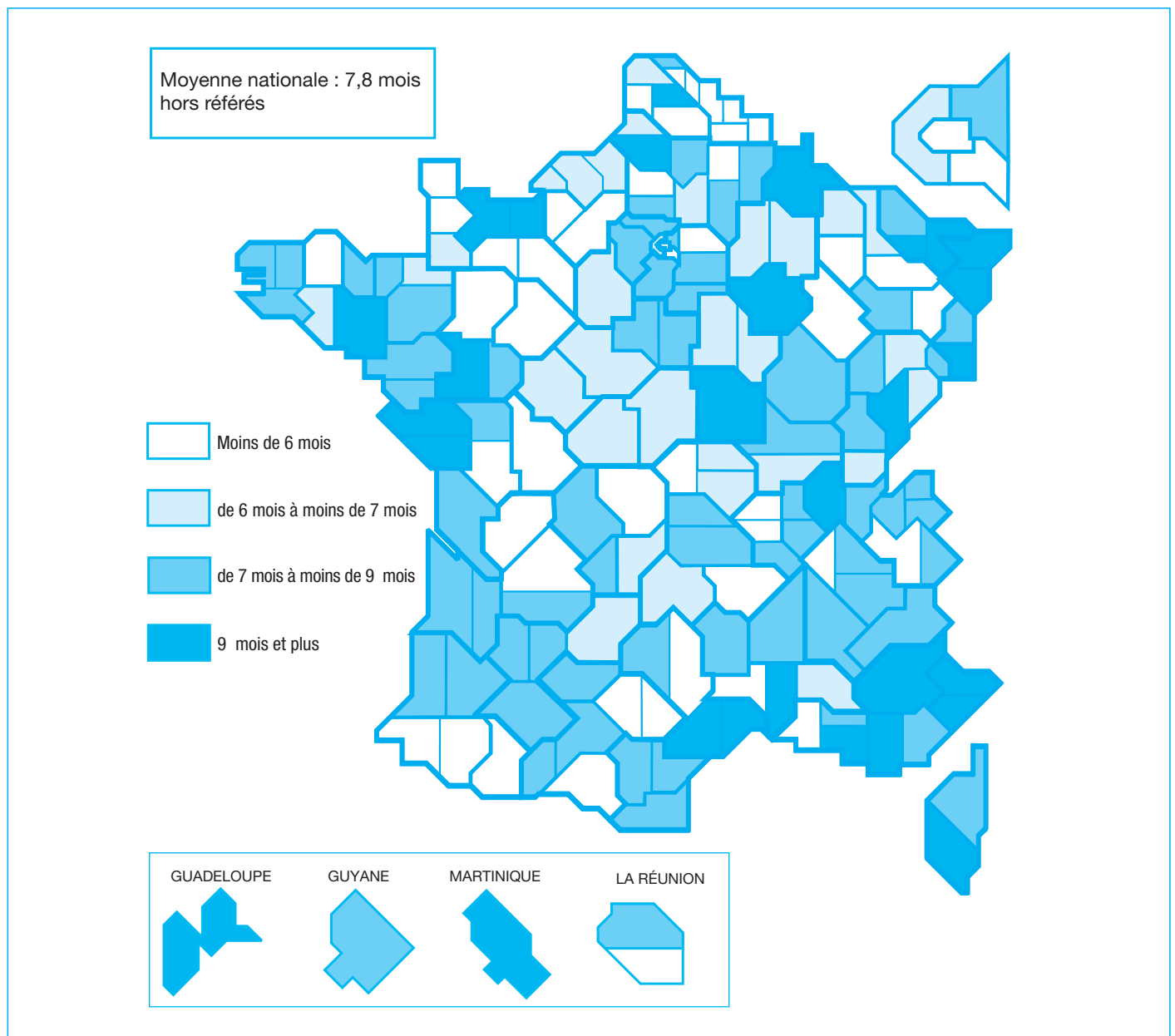
Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées page 26.

Durée moyenne : voir page 312 l'avertissement sur la durée moyenne des affaires terminées

Durée moyenne de traitement des affaires civiles par TGI

(en 2004)



Activité civile des tribunaux de grande instance en 2004 [suite]

Hors activité commerciale

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)	Stock au 31/12/2004	
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)		Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)				
			Dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)			Durée moyenne des affaires terminées (en mois)			
Créteil	1 227 250	20 153	19 627	2 584	12,0	2 505	2 411	22 038	5,3	10 639
Cusset.....	140 099	2 234	2 153	270	12,3	334	322	2 475	5,5	1 253
Dax	174 367	2 165	2 172	413	12,7	335	319	2 491	6,5	1 466
Dieppe	203 785	2 643	2 667	294	16,8	183	180	2 847	6,2	1 403
Digne	139 561	2 291	2 416	380	15,7	336	341	2 757	8,4	1 709
Dijon.....	506 755	6 604	6 270	1 041	13,7	848	804	7 074	6,9	4 276
Dinan	100 386	970	946	152	14,7	118	113	1 059	7,8	688
Dole	124 039	1 277	1 262	257	13,6	139	129	1 391	7,1	916
Douai	246 987	2 933	2 856	566	9,7	281	262	3 118	5,3	1 465
Draguignan	371 686	8 559	7 811	879	15,2	1 788	1 551	9 362	6,9	6 624
Dunkerque	263 018	2 895	3 010	689	14,3	344	309	3 319	7,4	1 883
Epinal.....	287 554	3 104	2 938	589	14,0	352	322	3 260	6,4	1 978
Evreux.....	410 004	4 770	4 909	978	14,9	492	495	5 404	8,3	3 162
Evry.....	1 134 28	13 558	12 841	2 683	13,8	1 925	1 760	14 601	7,2	9 973
Foix	137 205	2 088	1 933	261	9,2	191	182	2 115	4,7	1 006
Fontainebleau.....	178 495	1 990	2 097	430	15,0	426	362	2 459	7,3	1 326
Gap	121 419	2 027	2 002	313	12,0	258	290	2 292	7,4	1 395
Grasse	504 632	12 008	12 278	1 528	16,7	3 167	3 055	15 333	8,1	10 670
Grenoble	696 326	8 693	8 414	1 561	13,2	1 350	1 435	9 849	7,1	6 959
Guéret.....	124 470	1 466	1 370	157	11,9	209	204	1 574	5,1	983
Guingamp	170 440	2 013	1 973	281	11,2	210	215	2 188	4,2	803
Hazebrouck.....	116 684	1 249	1 158	243	13,6	380	365	1 523	5,0	831
La Roche-sur-Yon.....	349 789	2 214	2 026	454	17,0	296	310	2 336	8,0	2 164
La Rochelle.....	184 728	2 636	2 375	441	15,0	391	379	2 754	6,2	2 213
Laon	214 031	2 443	2 280	408	18,7	286	283	2 563	7,3	1 657
Laval	285 338	3 009	2 975	409	13,0	206	212	3 187	5,6	1 437
Le Havre	398 730	5 103	4 774	751	15,0	518	467	5 241	6,4	3 639
Le Mans	529 851	6 032	6 031	1 048	11,5	505	507	6 538	4,6	2 536
Le Puy.....	209 113	1 798	1 704	270	17,6	245	222	1 926	10,2	1 670
Les Sables-d'Olonne	189 875	1 949	2 075	325	16,7	263	265	2 340	8,0	1 208
Libourne.....	131 643	1 916	1 873	324	13,8	348	313	2 186	7,2	1 682
Lille	1 182 026	18 281	18 381	3 212	12,8	1 927	1 838	20 219	5,6	9 280
Limoges.....	353 893	5 258	4 744	871	12,2	513	482	5 226	6,5	2 992
Lisieux.....	140 504	2 403	2 383	335	16,9	347	339	2 722	7,1	1 413
Lons-le-Saunier	126 818	1 366	1 472	303	11,4	138	137	1 609	6,3	714
Lorient.....	366 703	4 423	4 276	628	11,4	488	420	4 696	5,6	2 559
Lure.....	106 461	1 188	1 187	237	12,9	79	77	1 264	5,8	675
Lyon.....	1 406 043	22 036	21 588	3 527	16,6	3 496	3 402	24 990	7,5	22 081
Mâcon	208 294	2 125	2 127	349	10,8	201	200	2 327	5,7	1 177
Marmande.....	88 933	1 339	1 302	189	16,0	101	107	1 409	6,7	1 132
Marseille	980 082	17 222	14 486	2 663	18,0	5 973	5 517	20 003	9,3	39 289
Meaux	563 389	9 758	9 100	1 377	12,6	881	897	9 997	4,7	4 871
Melun	451 883	6 739	6 561	1 072	14,4	589	599	7 160	6,8	4 004
Mende.....	73 509	628	598	88	13,8	135	91	689	7,6	492
Metz.....	500 845	6 739	6 069	1 211	15,8	852	897	6 966	8,4	7 331
Millau	67 612	702	735	95	7,4	94	97	832	4,0	264
Mont-de-Marsan	152 967	2 141	2 211	396	13,3	238	229	2 440	7,4	1 519
Montargis.....	178 692	1 864	1 811	309	14,8	222	200	2 011	6,9	1 299
Montauban.....	206 034	2 753	2 570	478	13,9	550	509	3 079	6,1	1 880
Montbéliard.....	167 103	2 052	1 976	433	11,6	137	139	2 115	5,8	1 192
Montbrison	160 289	1 183	987	203	19,7	183	171	1 158	10,5	1 298
Montluçon	113 431	1 592	1 524	246	10,5	127	121	1 645	4,8	772
Montpellier.....	640 772	11 651	11 360	1 957	12,2	2 388	2 339	13 699	8,1	9 626
Morlaix	142 048	1 300	1 370	269	16,2	205	205	1 575	7,7	911
Moulins	91 191	1 382	1 443	181	12,5	145	133	1 576	6,0	648
Mulhouse	443 145	5 166	4 676	1 073	13,8	501	514	5 190	8,6	5 221
Nancy.....	556 729	8 366	8 262	1 370	9,7	782	776	9 038	4,8	3 904
Nanterre.....	1 428 881	21 549	20 765	3 565	12,0	3 900	3 939	24 704	5,9	14 905
Nantes	832 922	9 375	9 457	1 748	14,8	1 181	1 190	10 647	6,6	5 956
Narbonne.....	126 391	2 755	2 716	318	15,0	479	476	3 192	6,7	1 806
Nevers	225 198	2 170	2 201	512	14,0	277	269	2 470	8,1	1 366
Nice.....	506 694	12 478	10 332	1 522	12,9	2 775	2 911	13 243	9,3	13 243
Nîmes.....	489 364	8 475	8 173	1 321	17,6	1 311	1 276	9 449	8,3	7 324
Niort	190 708	1 927	1 890	390	9,5	249	239	2 129	4,5	932
Orléans	439 434	4 525	4 135	906	12,7	599	579	4 714	7,4	3 575

Activité par juridiction

Sources : Tableaux de bord d'activité des tribunaux de grande instance

Population du ressort

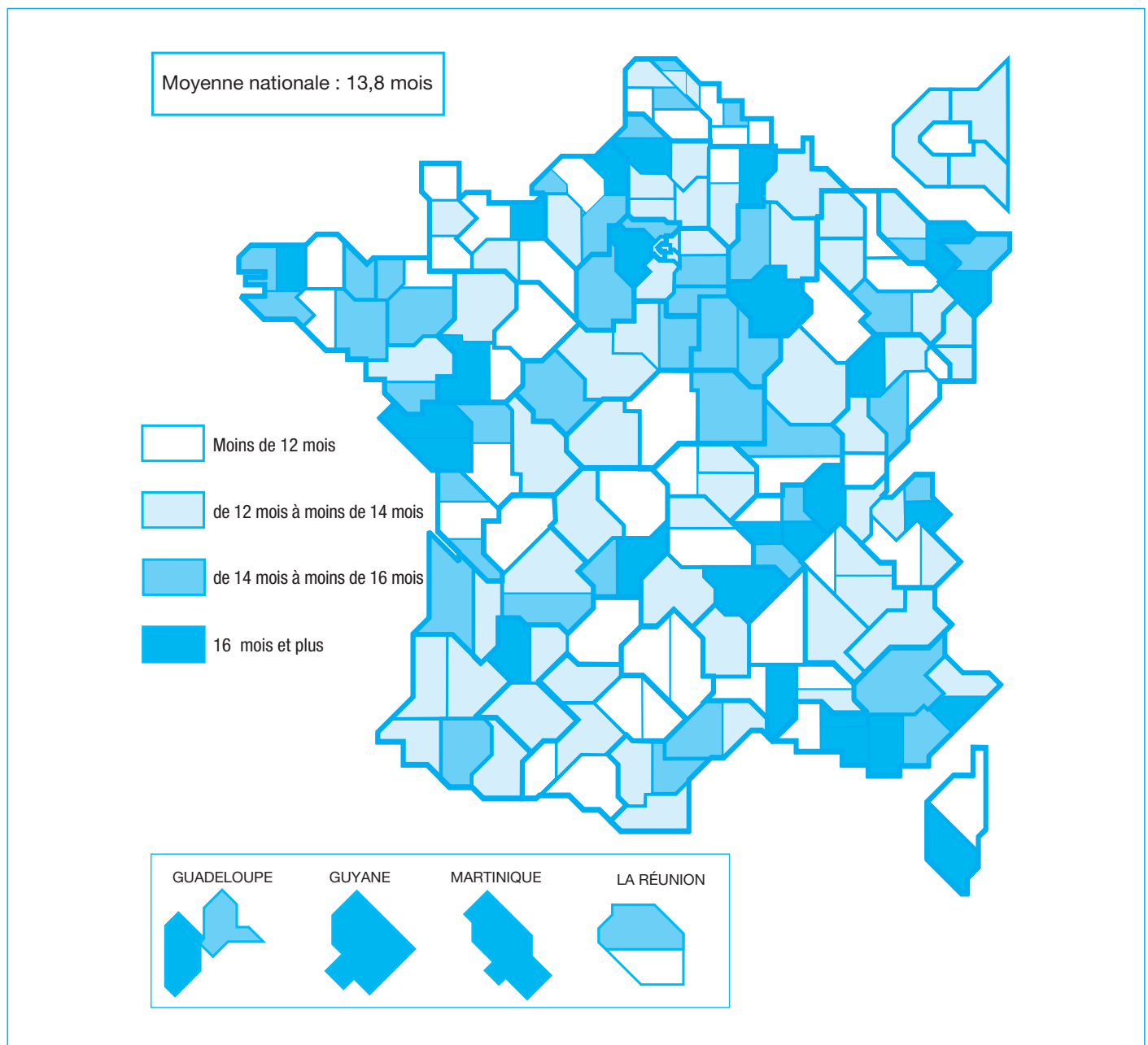
Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées page 26.

Divorces prononcés : il s'agit des décisions qui font droit aux demandes de divorce, quelle qu'en soit la modalité (consentement mutuel, faute ou rupture de la vie commune) ainsi que les conversions de séparation de corps en divorce.

Durée moyenne de traitement d'une procédure de divorce par TGI

(en 2004)



Activité civile des tribunaux de grande instance en 2004 [fin]

Hors activité commerciale

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2004
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)		Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)			
			Dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)						
Paris	2 125 246	38 002 ^P	36 096 ^P	5 810	10,9	12 700	12 424	48 520	8,1	36 339
Pau	351 178	5 635	5 510	731	14,5	662	657	6 167	6,4	3 199
Périgueux	237 759	3 466	3 262	496	12,1	417	411	3 673	5,4	2 011
Péronne	78 873	905	735	150	13,2	66	65	800	6,8	559
Perpignan	392 803	8 218	7 994	991	13,1	1 011	981	8 975	6,5	5 528
Poitiers	399 024	5 284	5 283	848	12,5	595	590	5 873	5,5	3 056
Pontoise	1 105 464	10 820	10 820	2 451	14,2	1 625	1 540	12 360	7,9	9 404
Privas	286 023	3 095	3 030	524	10,9	405	358	3 388	6,9	2 151
Quimper	356 829	3 453	3 632	633	14,3	582	606	4 238	6,4	2 182
Reims	310 289	3 832	3 937	695	14,7	474	457	4 394	6,2	2 202
Rennes	726 418	7 229	6 344	1 210	14,2	933	937	7 281	6,7	5 513
Riom	109 659	1 108	1 070	222	12,5	183	176	1 246	7,2	832
Roanne	152 659	1 436	1 438	309	10,9	194	187	1 625	5,3	780
Rochefort	126 535	2 141	2 019	299	10,5	198	199	2 218	4,4	986
Rodez	196 196	1 633	1 355	352	10,0	150	163	1 518	8,2	1 104
Rouen	636 623	9 595	9 295	1 534	11,6	1 244	1 084	10 379	5,9	5 804
Saint-Brieuc	271 547	2 874	2 684	426	15,6	437	391	3 075	6,9	2 791
Saint-Dié	93 398	1 292	1 312	218	13,6	77	78	1 390	5,7	654
Saint-Etienne	415 576	5 018	4 943	711	15,1	433	338	5 281	6,9	3 246
Saint-Gaudens	85 438	1 140	775	134	11,3	178	155	930	7,5	785
Saint-Malo	141 115	1 963	1 735	310	11,2	228	223	1 958	5,8	1 541
Saint-Nazaire	301 344	3 357	3 169	554	12,8	724	696	3 865	6,5	2 477
Saint-Omer	153 523	1 677	1 606	355	12,5	181	131	1 737	6,3	1 122
Saint-Quentin	152 614	1 936	1 940	327	11,5	201	189	2 129	5,0	962
Saintes	245 761	2 674	2 780	533	15,3	474	479	3 259	7,8	1 939
Sarreguemines	276 016	2 752	2 674	597	17,0	340	303	2 977	10,0	2 883
Saumur	164 648	1 479	1 477	270	11,8	165	160	1 637	6,6	969
Saverne	197 837	1 532	1 350	343	15,0	186	190	1 540	9,3	1 532
Senlis	262 630	3 531	3 216	658	12,9	323	335	3 551	6,6	2 127
Sens	154 675	2 245	2 205	312	15,2	133	133	2 338	6,0	1 217
Soissons	169 197	2 026	1 958	398	13,0	170	156	2 114	6,8	1 393
Strasbourg	753 474	6 939	6 444	1 892	16,0	2 669	2 727	9 171	9,9	8 068
Tarascon	180 948	2 895	2 793	479	8,9	435	421	3 214	4,3	1 505
Tarbes	222 368	3 091	3 022	475	13,3	390	399	3 421	6,2	1 781
Thionville	246 586	2 989	3 079	718	13,0	378	369	3 448	8,0	2 077
Thonon-les-Bains	241 230	3 450	3 570	679	14,7	514	562	4 132	7,6	2 431
Toulon	526 755	10 083	9 783	1 332	21,2	2 654	2 680	12 463	9,2	9 624
Toulouse	960 900	13 383	13 488	2 615	13,1	2 590	2 460	15 948	7,5	10 614
Tours	554 003	6 527	6 418	1 069	14,4	1 349	1 218	7 636	5,9	4 244
Troyes	292 131	3 926	4 042	687	17,7	317	315	4 357	8,5	2 931
Tulle	111 426	1 261	1 287	196	14,3	206	183	1 470	6,2	828
Valence	437 778	5 655	5 773	1 081	13,2	646	649	6 422	7,8	3 773
Valenciennes	348 994	6 891	5 019	777	14,9	370	370	5 389	6,2	2 873
Vannes	277 170	2 264	2 203	441	15,1	420	400	2 603	7,9	1 743
Verdun	83 953	1 049	981	190	13,8	74	75	1 056	6,1	657
Versailles	1 354 304	16 015	15 367	2 766	16,2	2 162	2 127	17 494	6,9	11 532
Vesoul	123 271	1 405	1 352	221	16,2	108	102	1 454	8,4	989
Vienne	235 412	2 922	2 817	467	11,2	262	252	3 069	5,1	1 655
Villefranche-sur-Saône	172 826	1 812	1 777	324	14,6	226	219	1 996	6,6	1 154
Basse-Terre	136 696	1 574	1 498	214	16,3	221	156	1 654	13,1	4 483
Cayenne	157 213	2 269	2 156	214	18,0	150	121	2 277	7,6	1 712
Fort-de-France	381 427	4 183	3 570	784	18,7	695	589	4 159	10,4	7 579
Pointe-à-Pitre	285 800	3 352	3 327	538	15,7	815	758	4 085	8,5	3 320
Saint-Denis-de-la-Réunion	426 115	5 129	4 804	954	13,3	811	1 050	5 854	6,5	3 607
Saint-Pierre	280 185	3 648	3 508	562	9,5	264	269	3 777	5,2	1 600

Activité par juridiction

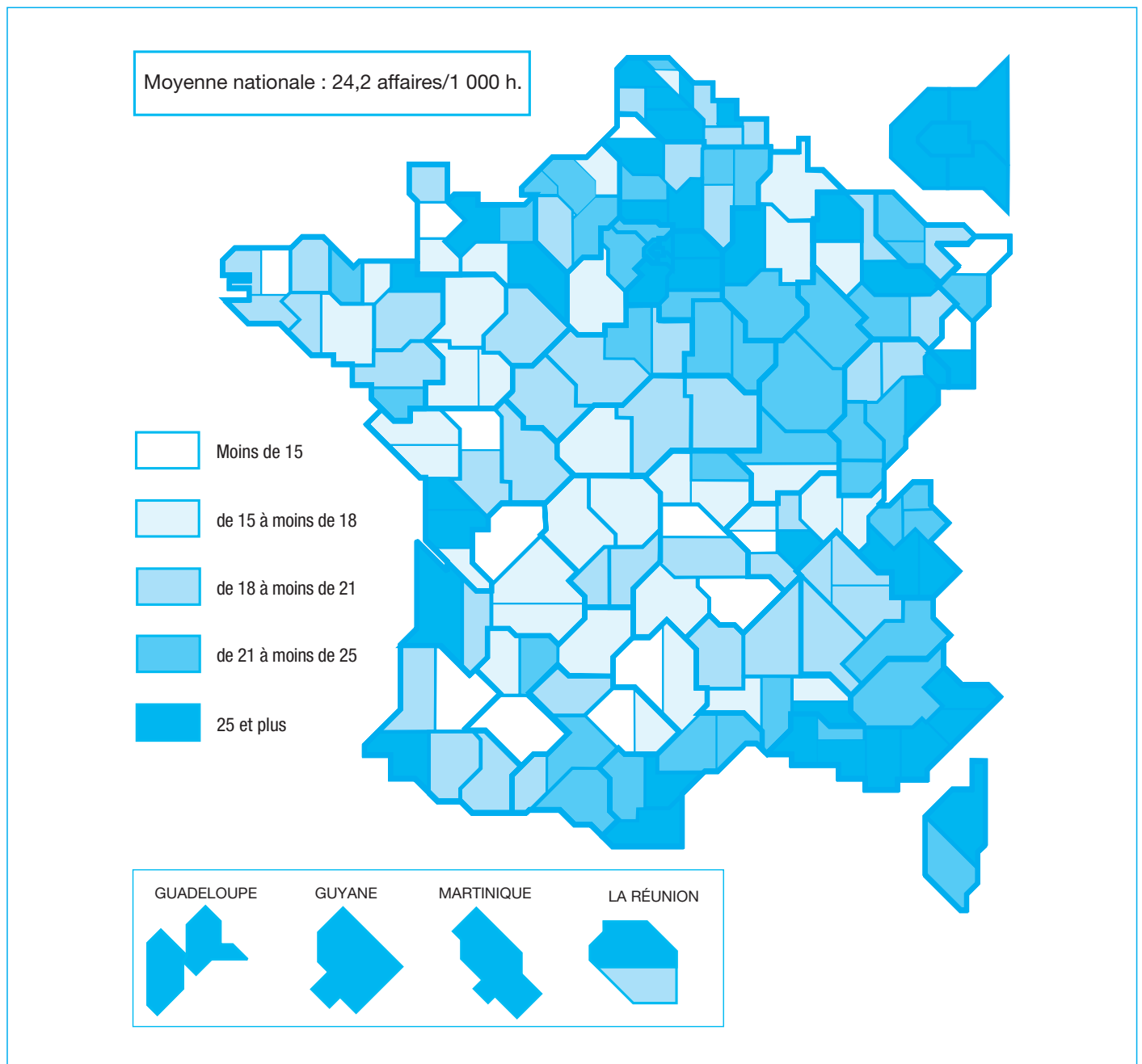
Sources : Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2004. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre « Justice pénale ».

Définition :

Affaires pénales des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des parquets et tribunaux correctionnels, le lecteur se reportera aux définitions présentées pages 104, 106 et 108 et 126.

Nombre d'affaires poursuivables par parquet pour 1 000 habitants

(en 2004)



Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2004

Siège	Parquet							Tribunaux correctionnels		
	Affaires traitées	Affaires poursuivables					Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*	
		Poursuites		Composition pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite				
		dont devant le juge d'instruction								
Tous parquets	5 004 795	1 455 657	674 522	34 211	25 777	388 944	366 414	74,8	433 909	485 277
Abbeville	8 035	2 518	1 653	41	217	339	309	87,7	1 106	1 352
Agen	13 623	4 648	2 554	169	8	1 355	731	84,2	1 654	1 932
Aix-en-Provence	58 349	14 376	7 053	515	35	4 004	3 284	77,1	4 927	5 318
Ajaccio	7 719	2 870	1 136	160	118	833	783	72,7	832	1 172
Albertville	19 116	5 192	2 690	89	135	1 687	680	86,9	1 355	1 582
Albi	7 264	2 034	1 276	49	0	612	146	92,8	845	949
Alençon	8 582	3 551	2 010	48	55	1 082	404	88,6	914	1 316
Alès	9 498	2 048	1 268	54	0	423	357	82,5	741	983
Amiens	31 870	10 150	6 114	137	299	2 478	1 259	87,5	3 599	3 200
Angers	31 910	9 820	4 659	150	796	2 940	1 425	85,4	2 575	2 767
Angoulême	19 750	4 218	2 638	132	0	636	944	77,6	2 262	2 344
Anancy	21 060	4 873	2 515	96	7	655	1 696	65,1	1 551	1 745
Argentan	5 899	2 523	1 511	58	56	391	565	77,6	1 114	1 151
Arras	20 065	7 866	4 211	79	180	2 192	1 283	83,6	2 558	3 243
Auch	7 149	2 475	1 514	86	118	431	412	83,3	979	1 157
Aurillac	5 381	2 272	1 295	58	0	821	156	93,1	828	853
Auxerre	11 137	3 811	2 253	91	136	702	720	81,1	1 341	1 651
Avesnes-sur-Helpe	16 842	4 449	2 823	126	165	613	848	80,9	1 714	2 095
Avignon	35 108	10 757	5 387	222	45	2 833	2 492	76,8	3 733	3 967
Avranches	6 463	2 242	1 109	38	0	938	195	91,3	748	973
Bar-le-Duc	5 017	1 795	1 011	50	10	630	144	91,9	951	1 016
Bastia	10 897	3 936	1 946	106	15	809	1 166	70,3	1 012	1 225
Bayonne	19 658	7 528	2 662	103	167	3 124	1 575	79,0	1 505	1 705
Beauvais	23 094	7 574	3 044	119	0	2 658	1 872	75,2	2 006	2 607
Belfort	8 235	3 523	2 151	49	217	643	512	85,4	1 279	1 478
Belley	4 570	1 250	722	34	0	287	241	80,7	541	637
Bergerac	8 336	2 612	1 527	78	115	488	482	81,5	974	1 189
Bernay	7 548	2 574	1 731	66	178	521	144	94,4	938	1 381
Besançon	20 645	7 158	3 470	110	77	2 549	1 062	85,1	2 226	2 554
Béthune	50 716	16 507	7 478	211	56	4 999	3 974	75,9	4 832	5 182
Béziers	29 728	6 326	3 884	168	1	946	1 495	76,3	2 574	3 122
Blois	16 883	6 431	3 816	158	0	1 672	943	85,3	2 531	2 076
Bobigny	198 746	45 195	17 833	1 715	1 115	15 433	10 814	76,0	9 752	11 927
Bonneville	12 414	3 580	1 652	113	0	884	1 044	70,8	1 256	1 342
Bordeaux	130 614	36 125	11 574	708	15	11 060	13 476	62,6	6 713	8 390
Boulogne-sur-Mer	31 390	7 998	4 490	176	242	1 553	1 713	78,5	3 150	3 291
Bourg-en-Bresse	31 239	7 311	3 233	152	0	2 299	1 779	75,6	1 981	2 655
Bourges	18 085	6 252	3 153	93	115	1 798	1 186	81,0	2 256	2 237
Bourgoin-Jallieu	11 973	2 715	1 389	34	0	880	446	83,5	775	952
Bressuire	5 308	2 023	1 271	46	132	401	219	89,1	938	886
Brest	23 148	6 879	3 364	106	123	1 631	1 761	74,4	2 551	2 775
Briey	8 810	3 261	1 732	47	160	869	500	84,6	1 145	1 578
Brive-la-Gaillarde	7 223	2 387	1 461	68	101	583	242	89,8	935	1 372
Caen	37 736	15 458	6 264	111	0	4 303	4 891	68,3	4 674	4 201
Cahors	7 346	2 573	1 630	77	37	680	226	91,2	1 204	1 237
Cambrai	9 146	3 250	2 005	67	319	754	172	94,7	1 260	1 636
Carcassonne	13 993	4 097	2 332	76	0	672	1 093	73,3	1 257	1 717
Carpentras	17 682	3 474	1 961	139	0	234	1 279	63,1	1 674	1 152
Castres	8 048	2 759	1 735	56	0	737	287	89,5	867	975
Châlon-sur-Saône	19 770	7 320	3 551	107	58	2 324	1 387	81,0	2 215	2 297
Châlons-en-Champagne	13 848	4 541	2 731	82	0	1 314	496	89,0	1 484	1 892
Chambéry	19 061	6 096	2 289	92	153	2 089	1 565	74,3	1 763	1 907
Charleville-Mézières	15 773	6 070	2 990	171	117	1 355	1 608	73,5	2 024	2 215
Chartres	25 936	7 272	4 523	227	421	1 696	632	91,3	2 925	3 009
Chateauroux	10 190	3 884	2 343	123	228	916	397	89,7	1 673	1 635
Chaumont	12 699	4 503	3 126	114	0	505	872	80,6	2 087	1 914
Cherbourg	10 115	3 933	2 301	40	123	1 226	283	92,8	1 427	1 725
Clermont-Ferrand	27 712	9 082	5 148	321	19	2 038	1 877	79,3	2 905	3 813
Colmar	17 437	4 819	3 039	152	79	856	845	82,4	2 034	2 373
Compiègne	17 053	4 604	2 084	63	171	1 320	1 029	77,6	1 633	1 417
Coutances	8 336	3 689	1 741	63	134	944	870	76,4	1 413	1 427

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de CRPC et autres jugements

Activité par juridiction

Sources : Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2004. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre « Justice pénale ».

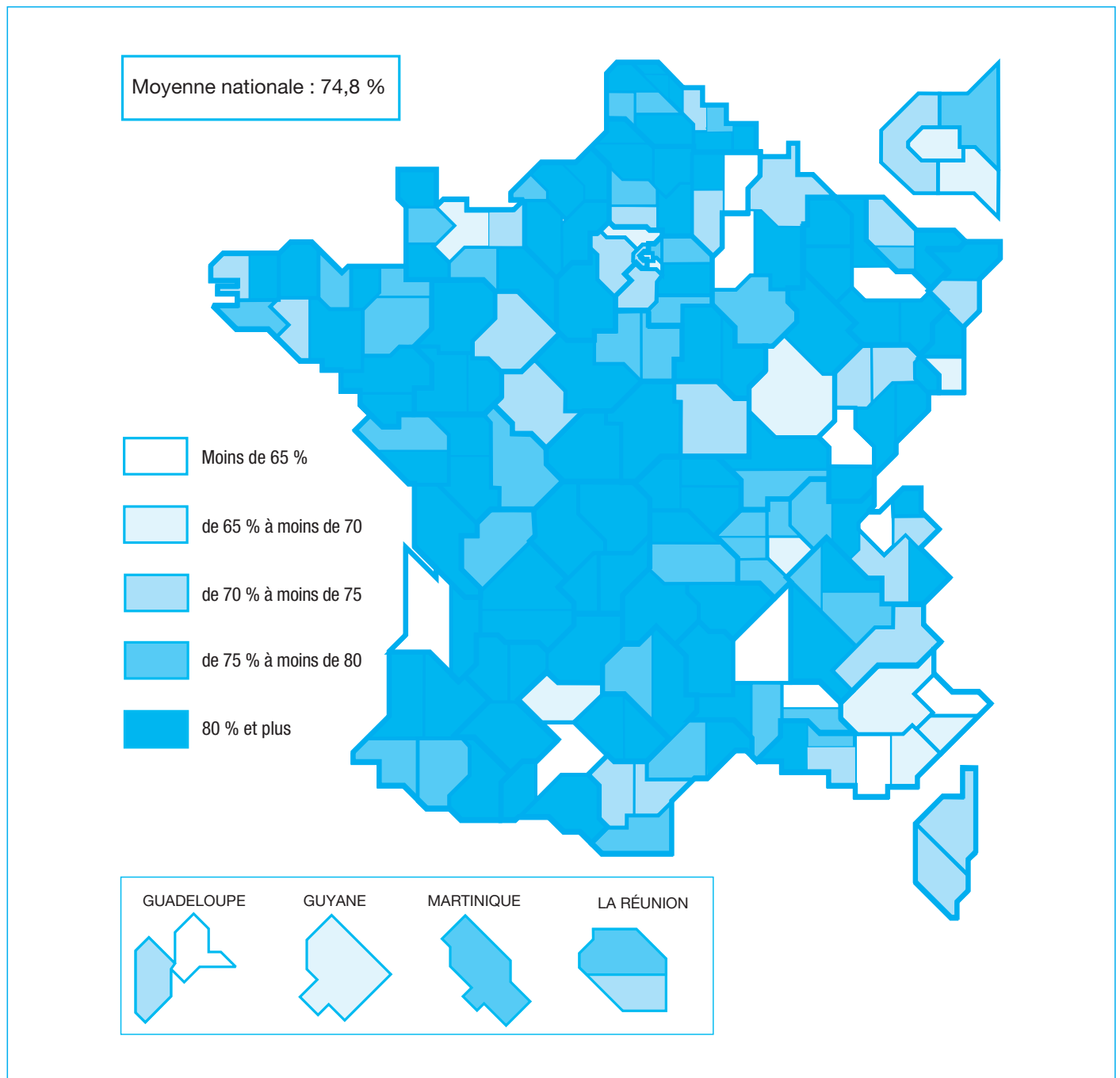
Définitions :

Affaires pénales des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des parquets et tribunaux correctionnels, le lecteur se reportera aux définitions présentées pages 104, 106 et 108 et 126.

Tribunaux correctionnels, toutes décisions : il s'agit ici de jugements – et non de personnes condamnées –, des ordonnances pénales, des CRPC et autres autres jugements [intérêts civils, ...]

Taux de réponse pénale par parquet

(en 2004)



Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2004 [suite]

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*
		Poursuites		Composition pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite				
		dont devant le juge d'instruction								
Créteil	104 604	33 604	12 803	971	295	10 347	10 159	69,7	7 822	9 155
Cusset.....	7 744	2 191	1 258	59	76	642	215	90,1	967	1 200
Dax	12 541	3 496	1 616	77	309	1 055	516	85,2	1 165	1 259
Dieppe	9 991	3 292	1 829	68	75	749	639	80,5	1 047	1 433
Digne	10 681	2 992	1 077	68	81	851	983	67,1	815	926
Dijon.....	30 853	11 028	4 902	289	70	2 708	3 348	69,6	3 297	3 597
Dinan	4 644	1 623	1 055	30	39	335	194	88,0	883	990
Dole	7 346	2 781	1 052	27	6	505	1 218	56,2	783	758
Douai	15 322	5 123	2 907	139	103	716	1 397	72,7	2 257	2 361
Draguignan	39 257	10 169	4 638	218	1	2 397	3 133	69,1	3 217	3 499
Dunkerque	19 732	6 512	3 032	141	577	1 782	1 121	82,7	2 827	2 146
Epinal.....	16 033	6 084	3 320	138	185	1 400	1 179	80,6	2 056	2 378
Evreux.....	32 463	9 593	4 582	179	140	3 609	1 262	86,8	2 602	3 369
Evry.....	93 051	28 852	8 495	490	536	11 742	8 079	71,9	6 188	6 364
Foix	7 632	3 172	1 835	65	0	707	630	80,1	1 066	1 463
Fontainebleau	12 445	4 358	1 930	43	482	998	948	78,2	770	1 478
Gap	8 909	2 972	1 661	40	0	489	822	72,3	1 103	1 165
Grasse	65 274	17 110	7 675	406	557	3 471	5 407	68,3	3 916	4 803
Grenoble	79 326	13 523	6 457	313	0	4 035	3 031	77,5	5 262	5 011
Guéret.....	5 216	2 062	1 466	69	97	422	77	96,2	1 011	1 246
Guingamp	9 673	3 167	2 057	68	4	593	513	83,8	1 622	1 661
Hazebrouck.....	5 028	2 051	1 132	54	70	678	171	91,6	880	992
La Roche-sur-Yon.....	15 326	5 295	2 797	87	611	638	1 249	76,4	1 722	1 991
La Rochelle.....	18 344	4 920	2 383	132	320	1 316	901	81,6	1 610	1 853
Laon	14 968	5 064	2 217	70	112	1 011	1 724	65,9	1 176	1 490
Laval	12 300	4 409	2 711	94	35	989	674	84,7	1 600	2 019
Le Havre	30 515	9 311	4 176	185	294	2 641	2 200	76,3	2 588	2 624
Le Mans	28 254	10 357	5 431	173	105	1 961	2 860	72,3	3 566	3 532
Le Puy.....	8 800	3 121	1 837	56	0	969	315	89,9	1 281	1 385
Les Sables-d'Olonne	13 567	3 272	1 803	39	543	330	596	81,7	1 326	1 506
Libourne.....	8 250	2 404	1 227	38	77	759	341	85,8	732	1 062
Lille	167 821	37 529	12 996	630	1 046	8 114	15 373	59,0	8 227	9 295
Limoges	17 997	5 675	2 969	105	442	1 478	786	86,1	2 078	2 275
Lisieux.....	11 188	3 381	1 879	85	5	577	920	72,7	1 430	1 914
Lons-le-Saunier	6 838	2 833	1 536	58	0	765	532	81,2	740	956
Lorient.....	26 172	7 265	3 860	150	61	1 379	1 965	72,9	3 207	3 063
Lure	5 436	2 033	838	33	78	553	564	72,2	636	729
Lyon	150 903	39 358	15 101	845	378	10 789	13 090	66,7	7 744	9 588
Macon	9 875	3 424	1 748	98	32	791	853	75,0	1 292	1 313
Marmande.....	5 066	1 578	1 024	45	25	374	155	90,1	777	918
Marseille	128 265	32 701	11 541	799	649	11 876	8 635	73,5	7 432	7 279
Meaux	57 180	17 689	6 952	261	804	6 359	3 574	79,7	4 483	4 930
Melun	36 674	13 884	6 321	329	880	4 072	2 611	81,1	4 085	3 698
Mende	3 503	1 338	681	52	0	452	205	84,6	464	523
Metz	35 847	11 538	6 445	277	21	2 522	2 550	77,8	5 031	4 809
Millau	3 243	1 192	707	25	5	281	199	83,3	510	670
Mont-de-Marsan	9 691	2 170	1 381	71	107	543	139	93,5	782	1 132
Montargis	10 779	3 455	1 770	47	0	925	760	78,0	1 306	1 322
Montauban	15 545	4 261	2 187	139	0	761	1 313	69,1	1 692	1 692
Montbéliard	11 159	4 358	2 160	105	383	1 191	624	85,6	1 230	1 764
Montbrison	7 056	2 152	1 207	38	0	506	439	79,6	665	840
Montluçon	5 587	1 818	1 244	70	0	523	51	97,1	800	954
Montpellier	71 204	15 140	7 038	538	335	5 363	2 404	84,1	4 849	5 611
Morlaix	6 903	2 041	1 112	41	86	490	353	82,7	951	983
Moulins	4 563	1 999	1 077	66	0	713	209	89,5	654	782
Mulhouse	32 941	11 849	5 787	237	0	2 449	3 613	69,5	3 274	4 122
Nancy	38 869	14 140	6 305	339	132	2 742	4 961	64,9	5 870	4 636
Nanterre.....	126 837	35 731	14 559	968	1	11 450	9 721	72,7	8 841	11 124
Nantes	77 438	19 256	8 666	396	110	7 907	2 573	86,6	5 732	6 453
Narbonne	14 670	3 434	1 982	80	0	486	966	71,8	1 070	1 605
Nevers	13 503	4 586	2 513	87	0	911	1 162	74,6	1 679	1 887
Nice	58 301	18 134	6 683	432	0	4 373	7 078	60,9	4 753	4 411
Nîmes.....	47 370	12 032	5 068	371	129	4 188	2 647	78,0	3 222	3 413
Niort	10 743	3 561	2 044	69	305	1 025	187	94,7	1 105	1 195
Orléans	39 015	10 916	5 240	219	31	2 951	2 694	75,3	3 009	3 382

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de CRPC et autres jugements

Activité par juridiction

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2004. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2004 [fin]

Siège	Parquet							Tribunaux correctionnels		
	Affaires traitées	Affaires poursuivables					Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*	
		Poursuites	Composition pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite					
	dont devant le juge d'instruction									
Paris.....	347 402	95 104	40 039	3 455	17	22 923	32 125	66,2	23 514	30 086
Pau.....	18 628	6 598	2 769	143	514	1 788	1 527	76,8	2 115	2 187
Périgueux.....	10 890	3 807	2 003	79	131	985	688	81,9	1 251	1 607
Péronne.....	4 987	1 525	950	47	86	404	85	94,4	717	761
Perpignan.....	41 370	10 712	6 729	422	169	1 609	2 205	79,4	3 102	3 472
Poitiers.....	23 747	8 321	4 145	169	605	1 811	1 760	78,8	2 938	2 883
Pontoise.....	112 308	27 313	11 763	595	32	7 316	8 202	69,9	6 477	7 353
Privas.....	14 229	5 647	2 453	100	0	1 087	2 107	62,6	1 799	1 896
Quimper.....	21 276	6 805	3 600	141	0	1 586	1 619	76,2	2 912	2 568
Reims.....	27 793	11 226	4 568	162	287	2 051	4 320	61,5	3 208	3 601
Rennes.....	45 094	14 716	6 703	247	0	4 352	3 661	75,1	5 458	5 004
Riom.....	5 861	1 684	973	62	0	642	69	95,9	713	870
Roanne.....	7 661	2 733	1 474	44	2	656	601	78,0	1 382	1 062
Rochefort.....	11 571	3 306	1 821	47	145	993	347	89,5	1 245	1 370
Rodez.....	6 667	2 905	1 629	51	111	570	595	79,5	973	1 313
Rouen.....	46 880	14 875	5 857	397	771	5 967	2 280	84,6	4 232	3 408
Saint-Brieuc.....	16 383	5 915	2 903	95	0	1 678	1 334	77,4	1 836	2 220
Saint-Dié.....	5 156	1 926	1 160	50	38	494	234	87,8	926	964
Saint-Etienne.....	30 224	7 922	4 663	256	203	1 325	1 731	78,1	3 281	3 559
Saint-Gaudens.....	4 607	1 719	1 105	60	9	310	295	82,8	687	805
Saint-Malo.....	13 719	4 436	2 003	49	0	1 393	1 040	76,5	1 469	1 347
Saint-Nazaire.....	25 534	5 716	3 589	118	1	1 231	895	84,3	2 082	3 026
Saint-Omer.....	8 352	4 018	1 692	61	146	1 472	708	82,3	1 282	1 380
Saint-Quentin.....	10 701	3 402	1 965	37	73	907	457	86,5	982	1 315
Saintes.....	15 099	4 233	2 280	85	326	946	681	83,9	1 779	1 510
Sarreguemines.....	13 229	5 548	3 616	110	76	1 224	632	88,6	2 174	2 544
Saumur.....	8 155	2 565	1 922	65	78	446	119	95,3	1 112	1 265
Saverne.....	8 185	2 349	1 883	85	0	307	159	93,2	1 133	1 413
Senlis.....	27 713	6 948	3 386	146	110	1 702	1 750	74,8	2 183	3 134
Sens.....	12 182	3 632	2 097	87	66	809	660	81,8	1 251	1 383
Soissons.....	12 819	3 087	1 460	46	148	671	808	73,8	989	1 163
Strasbourg.....	60 705	16 689	8 660	484	97	3 309	4 623	72,2	5 880	5 832
Tarascon.....	17 119	4 562	2 322	139	38	1 466	736	83,8	1 218	1 456
Tarbes.....	11 919	4 548	2 221	94	40	1 787	500	89,0	1 437	1 756
Thionville.....	14 558	5 654	3 073	105	113	1 049	1 419	74,9	1 721	2 267
Thonon-les-Bains.....	22 910	5 744	2 672	109	0	1 997	1 075	81,2	1 802	1 850
Toulon.....	63 105	14 739	5 848	308	49	3 053	5 789	60,7	4 009	3 973
Toulouse.....	95 586	21 854	8 166	497	7	4 533	9 148	58,1	6 037	6 921
Tours.....	37 319	10 527	5 809	210	48	1 906	2 764	73,7	3 362	3 738
Troyes.....	19 640	7 068	3 914	146	202	1 451	1 501	78,7	2 779	3 553
Tulle.....	4 184	1 491	885	48	146	295	165	88,9	594	796
Valence.....	35 310	9 124	4 876	238	26	3 290	932	89,7	2 884	3 901
Valenciennes.....	26 199	10 885	4 680	230	315	3 646	2 244	79,3	3 436	3 457
Vannes.....	14 633	4 650	2 833	108	0	963	854	81,6	1 779	1 867
Verdun.....	4 895	2 141	1 460	29	0	538	143	93,3	872	1 033
Versailles.....	114 621	29 721	9 851	594	826	8 807	10 237	65,5	5 209	5 842
Vesoul.....	6 068	2 342	1 319	53	88	260	675	71,1	955	858
Vienne.....	21 470	4 678	2 192	75	0	1 448	1 038	77,8	1 196	1 750
Villefranche-sur-Saône.....	9 620	3 451	2 025	83	143	439	844	75,5	1 314	1 475
Basse-Terre.....	11 346	5 586	2 829	110	0	1 343	1 414	74,6	1 328	2 050
Cayenne.....	21 938	6 796	3 568	211	0	1 059	2 169	68,0	2 240	2 611
Fort-de-France.....	24 377	10 117	5 047	255	534	2 101	2 435	75,9	2 462	2 595
Pointe-à-Pitre.....	23 809	8 354	3 121	178	48	2 215	2 970	64,4	1 747	2 072
St-Denis-de-la-Réunion.....	34 610	11 393	4 955	337	0	3 936	2 502	78,0	2 828	3 066
Saint-Pierre.....	13 183	5 434	2 958	139	0	1 029	1 447	73,3	2 125	2 235

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de CRPC et autres jugements

Activité par juridiction

Sources :

Statistiques d'activité des JAP et des SPIP (direction de l'Administration pénitentiaire)

Avertissement :

Pour l'année 2004, les données par établissement ne sont pas disponibles [cf. les données France entière, pages 219 à 227]

■ Milieu fermé

Le juge de l'application des peines (JAP) détermine pour chaque condamné les modalités d'exécution de la peine d'emprisonnement ferme. Ainsi il accorde notamment les libérations conditionnelles, les semi-libertés et les placements à l'extérieur.

Libération conditionnelle : définition page 222

Semi-liberté : définition page 220

Placement à l'extérieur : définition page 218

■ Milieu ouvert

C'est l'ensemble des activités des Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) qui concourent à la mise en œuvre des décisions de justice devant être exécutées totalement ou partiellement hors des établissements pénitentiaires.

Sursis avec mise à l'épreuve : définition p. 224

Travail d'intérêt général : définition p. 224

Source :

- Ministère de la justice
Direction de l'administration pénitentiaire

Activité en 2003 des juges de l'application des peines

Siège	Milieu fermé				Milieu ouvert			
	Ensemble des décisions	Libérations conditionnelles accordées	Décisions de semi-liberté	Ordonnances de placement extérieur	Mesures en charge des SPIP au 31/12/2003	Mesures de sursis avec mise à l'épreuve	Mesures de travail d'intérêt général	Nombre de personnes concernées au 31/12/2003
Toutes juridictions	14 280	5 286	6 261	2 733	135 751	105 247	18 020	122 344
Abbeville	///	///	///	///	369	287	72	331
Agen	110	29	13	68	346	280	37	346
Aix-en-Provence	100	93	0	7	909	755	79	885
Ajaccio	10	5	5	0	215	155	16	208
Albertville	107	83	0	24	365	312	22	348
Albi	7	0	4	3	303	273	16	280
Alençon	33	2	24	7	400	344	32	353
Alès	///	///	///	///	258	227	13	234
Amiens	131	25	48	58	1 874	1 358	425	1 866
Angers	156	42	43	71	1 170	960	157	978
Angoulême	76	40	24	12	798	578	140	692
Annecy	///	///	///	///	454	324	94	452
Argentan	///	///	///	///	479	366	62	459
Arras	157	90	24	43	730	625	81	642
Auch	///	///	///	///	309	232	58	280
Aurillac	26	13	2	11	413	317	73	391
Auxerre	86	61	15	10	642	527	70	529
Avesnes-sur-Helpe	39	36	0	3	603	486	81	574
Avignon	66	38	23	5	777	629	66	770
Avranches	///	///	///	///	504	441	22	468
Bar-le-Duc	76	56	3	17	457	318	27	457
Bastia	74	45	17	12	208	144	29	199
Bayonne	85	36	27	22	627	517	72	546
Beauvais	99	49	17	33	614	467	104	614
Belfort	52	17	22	13	578	407	107	544
Belley	///	///	///	///	253	214	10	255
Bergerac	77	3	0	74	180	136	29	164
Bernay	///	///	///	///	342	279	49	312
Besançon	283	33	237	13	885	587	192	882
Bethune	38	13	25	0	2 417	2 079	256	2 093
Béziers	37	24	8	5	499	386	64	449
Blois	37	12	22	3	360	242	70	341
Bobigny	662	249	341	72	2 603	1 922	381	2 342
Bonneville	96	29	59	8	380	273	49	346
Bordeaux	210	33	130	47	2 450	1 900	385	2 212
Boulogne-sur-Mer	///	///	///	///	881	671	146	824
Bourg-en-Bresse	32	18	12	2	620	462	19	567
Bourges	54	17	36	1	836	680	103	683
Bourgoin-Jallieu	///	///	///	///	459	378	47	419
Bressuire	///	///	///	///	371	297	33	326
Brest	97	18	32	47	543	398	128	494
Briey	14	5	8	1	238	184	5	230
Brive-la-Gaillarde	///	///	///	///	293	246	35	293
Caen	198	63	100	35	1 274	1 014	149	1 028
Cahors	7	4	2	1	298	235	21	273
Cambrai	///	///	///	///	580	461	81	580
Carcassonne	38	12	24	2	374	295	52	337
Carpentras	///	///	///	///	553	475	51	437
Castres	37	28	0	9	309	210	92	232
Châlon-sur-Saône	51	18	30	3	589	488	52	581
Châlons-en-Champagne	33	19	7	7	449	370	50	414
Chambéry	51	9	41	1	784	675	70	675
Charleville-Mézières	11	4	6	1	666	541	109	666
Chartres	145	70	57	18	869	792	47	658
Chateauroux	78	55	22	1	480	390	52	441
Chaumont	22	12	10	0	462	401	43	434
Cherbourg-Octeville	26	4	21	1	380	328	43	340
Clermont-Ferrand	27	18	0	9	962	824	93	947
Colmar	16	6	10	0	618	534	60	551
Compiègne	43	9	34	0	380	334	26	380

Activité en 2003 des juges de l'application des peines [suite]

Siège	Milieu fermé				Milieu ouvert			Nombre de personnes concernées au 31/12/2003
	Ensemble des décisions	Libérations conditionnelles accordées	Décisions de semi-liberté	Ordonnances de placement extérieur	Mesures en charge des SPIP au 31/12/2003	Mesures de sursis avec mise à l'épreuve	Mesures de travail d'intérêt général	
Coutances.....	10	4	4	2	670	571	54	559
Créteil.....	687	226	424	37	2 145	1 562	342	1 990
Cusset.....	///	///	///	///	378	333	30	358
Dax.....	///	///	///	///	354	276	45	334
Dieppe.....	///	///	///	///	314	236	45	292
Digne-les-Bains.....	18	7	11	0	205	169	12	187
Dijon.....	47	18	25	4	983	795	115	882
Dinan.....	///	///	///	///	184	117	38	171
Dole.....	///	///	///	///	339	252	67	290
Douai.....	63	31	21	11	1 000	773	176	885
Draguignan.....	119	77	40	2	612	482	86	606
Dunkerque.....	50	17	27	6	616	450	122	608
Épinal.....	39	8	30	1	567	451	65	525
Évreux.....	78	55	4	19	1 170	869	177	918
Évry.....	956	475	414	67	5 935	4 544	767	4 654
Foix.....	12	4	6	2	534	453	53	501
Fontainebleau.....	///	///	///	///	654	497	96	545
Gap.....	10	4	5	1	251	202	22	240
Grasse.....	55	41	9	5	2 150	1 697	196	2 106
Grenoble.....	429	129	137	163	1 650	1 273	231	1 488
Gueret.....	3	0	3	0	306	277	21	273
Guingamp.....	///	///	///	///	366	280	59	341
Hazebrouck.....	///	///	///	///	330	288	30	204
La Roche-sur-Yon.....	31	5	26	0	590	498	36	560
La Rochelle.....	32	15	0	17	414	317	61	382
Laon.....	90	47	18	25	576	445	85	547
Laval.....	60	10	36	14	806	643	131	802
Le Havre.....	27	9	18	0	866	531	168	866
Le Mans.....	70	13	28	29	1 271	1 076	136	1 153
Le Puy.....	25	11	13	1	510	415	42	464
Les Sables-d'Olonne.....	///	///	///	///	260	215	26	245
Libourne.....	///	///	///	///	287	243	28	273
Lille.....	170	106	64	0	3 660	2 807	602	2 613
Limoges.....	35	8	27	0	631	513	98	582
Lisieux.....	0	0	0	0	428	356	51	398
Lons-le-Saunier.....	85	3	74	8	221	185	24	218
Lorient.....	204	40	75	89	711	424	177	658
Lure.....	51	3	44	4	202	184	10	191
Lyon.....	325	37	268	20	2 358	1 634	143	2 235
Macon.....	///	///	///	///	462	359	59	462
Marmande.....	///	///	///	///	259	215	16	259
Marseille.....	286	84	154	48	3 451	2 531	393	3 207
Meaux.....	21	12	3	6	1 115	830	186	1 016
Melun.....	97	50	47	0	806	639	87	806
Mende.....	10	4	4	2	89	76	9	86
Metz.....	155	52	93	10	1 298	887	194	1 212
Millau.....	///	///	///	///	130	104	22	120
Mont-de-Marsan.....	14	2	10	2	303	235	40	288
Montargis.....	69	4	56	9	423	317	31	372
Montauban.....	17	0	16	1	479	410	25	441
Montbeliard.....	45	13	32	0	408	335	38	382
Montbrison.....	///	///	///	///	217	191	7	231
Montluçon.....	25	3	22	0	450	366	45	415
Montpellier.....	267	142	112	13	1 989	1 691	179	1 617
Morlaix.....	///	///	///	///	421	285	118	400
Moulins.....	36	14	11	11	260	202	18	247
Mulhouse.....	151	14	131	6	2 226	1 629	329	1 775
Nancy.....	192	67	20	105	734	569	89	679
Nanterre.....	52	41	0	11	2 479	2 046	253	2 381
Nantes.....	167	32	98	37	1 508	1 154	166	1 207

Activité en 2003 des juges de l'Application des peines [fin]

Siège	Milieu fermé				Milieu ouvert			
	Ensemble des décisions	Libérations conditionnelles accordées	Décisions de semi-liberté	Ordonnances de placement extérieur	Mesures en charge des SPIP au 31/12/2003	Mesures de sursis avec mise à l'épreuve	Mesures de travail d'intérêt général	Nombre de personnes concernées au 31/12/2003
Narbonne	///	///	///	///	200	155	24	190
Nevers	53	13	31	9	512	389	91	486
Nice	230	80	122	28	1 439	1 095	168	1 407
Nîmes	98	34	57	7	710	509	60	675
Niort	21	4	13	4	374	252	67	370
Orléans	49	10	35	4	932	727	135	807
Paris	115	79	18	18	1 248	919	259	1 040
Pau	68	23	29	16	594	491	62	582
Périgueux	71	31	26	14	349	247	74	327
Péronne	///	///	///	///	309	236	50	292
Perpignan	203	118	45	40	948	671	109	885
Poitiers	68	30	34	4	1 178	877	222	1 053
Pontoise	243	42	4	197	2 610	2 153	235	2 565
Privas	65	38	24	3	381	315	23	328
Quimper	///	///	///	///	579	468	83	114
Reims	66	15	39	12	775	629	98	728
Rennes	196	69	96	31	985	761	148	899
Riom	112	19	21	72	218	185	19	224
Roanne	///	///	///	///	295	206	17	236
Rochefort	62	29	24	9	434	354	44	423
Rodez	24	2	22	0	324	297	11	290
Rouen	84	37	43	4	1 396	1 008	294	1 237
Saint-Brieuc	43	11	19	13	567	450	83	527
Saint-Dié	///	///	///	///	282	242	21	251
Saint-Etienne	121	27	56	38	607	430	20	574
Saint-Gaudens	///	///	///	///	138	107	17	127
Saint-Malo	75	16	44	15	534	420	98	514
Saint-Nazaire	///	///	///	///	473	358	65	448
Saint-Omer	61	22	27	12	485	364	116	428
Saint-Quentin	///	///	///	///	362	280	63	362
Saintes	154	58	8	88	504	380	57	468
Sarreguemines	45	18	26	1	624	455	109	624
Saumur	///	///	///	///	394	371	11	254
Saverne	32	25	0	7	334	247	64	300
Senlis	///	///	///	///	640	558	46	589
Sens	///	///	///	///	418	267	64	377
Soissons	1	1	0	0	289	222	39	282
Strasbourg	170	37	100	33	1 477	1 026	263	1 315
Tarascon	84	70	6	8	288	221	22	249
Tarbes	41	10	14	17	391	310	50	361
Thionville	///	///	///	///	628	521	36	582
Thonon-les-Bains	///	///	///	///	540	412	79	501
Toulon	30	11	11	8	652	455	147	616
Toulouse	256	97	127	32	2 279	1 723	294	1 996
Tours	88	47	41	0	644	386	197	611
Troyes	95	62	25	8	568	403	110	483
Tulle	86	62	15	9	312	238	32	289
Valence	176	55	94	27	986	780	103	900
Valenciennes	147	79	51	17	1 649	1 152	425	1 284
Vannes	43	5	36	2	675	416	200	615
Verdun	23	21	2	0	227	176	16	203
Versailles	384	44	322	18	2 179	1 837	179	2 044
Vesoul	35	1	34	0	249	217	22	249
Vienne	48	33	0	15	560	446	39	519
Villefranche-sur-Saône	75	60	13	2	486	424	24	436
Basse-Terre	25	13	10	2	475	387	58	473
Cayenne	61	55	6	0	157	118	3	153
Fort-de-France	207	32	29	146	519	373	79	519
Pointe-a-Pitre	87	27	45	15	651	498	118	629
Saint-Denis-de-la-Réunion	115	48	49	18	1 297	1 005	237	1 288
Saint-Pierre	77	37	25	15	371	194	103	347
Territoire d'outre-Mer	272	47	98	127	///	///	///	///

Activité par juridiction

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2004. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Mineurs et Justice".

Définitions :

N'ont compétence en matière de mineurs que les parquets dotés d'un tribunal pour enfants (cf. carte page 232).

Affaires « **poursuivables** » : pour toutes précisions concernant les orientations données aux affaires pénales concernant les mineurs, le lecteur se reportera au schéma de la page 235.

Activité 2004 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège *	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale [en %]
	Poursuites			Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
	dont devant le juge d'instruction	Principaux motifs		Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations	Principaux motifs				
		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée et régularisation d'office							
TOUS PARQUETS	142 826	58 148	2 307	59 113	40 979	9 008	25 565	11 831	4 333	82,1
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	625	278	17	284	167	92	63	7	18	89,9
Aix-en-Provence	1 449	723	24	578	321	201	148	71	19	89,8
Ajaccio	69	37	6	26	17	5	6	1	2	91,3
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	231	137	1	86	58	3	8	5	0	96,5
Alençon	580	226	16	301	202	43	53	18	14	90,9
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	1 712	997	13	589	358	11	126	23	74	92,6
Angers	1 482	628	24	751	585	56	103	62	8	93,0
Angoulême	343	191	6	107	80	7	45	22	5	86,9
Annecy	591	245	7	99	61	8	247	169	48	58,2
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	815	389	6	330	241	34	96	40	12	88,2
Auch	225	111	7	91	78	11	23	4	8	89,8
Aurillac	145	90	6	51	36	6	4	1	0	97,2
Auxerre	675	353	8	241	165	51	81	28	7	88,0
Avesnes-sur-Helpe	493	260	15	127	79	33	106	45	23	78,5
Avignon	1 111	477	16	481	385	54	153	54	27	86,2
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	179	94	0	56	45	2	29	13	8	83,8
Bayonne	393	107	3	238	135	46	48	17	9	87,8
Beauvais	853	382	10	396	187	173	75	28	11	91,2
Belfort	408	228	1	145	118	16	35	23	1	91,4
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	200	92	2	93	60	4	15	1	4	92,5
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	751	400	5	342	254	74	9	3	1	98,8
Béthune	1 634	1 095	17	449	242	117	90	29	23	94,5
Béziers	538	259	14	218	150	34	61	34	6	88,7
Blois	649	269	15	307	251	32	73	33	16	88,8
Bobigny	6 427	2 524	177	2 444	1 635	647	1 459	506	72	77,3
Bonneville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bordeaux	2 138	554	41	1 086	679	297	498	270	98	76,7
Boulogne-sur-Mer	768	338	11	313	169	62	117	27	41	84,8
Bourg-en-Bresse	783	334	13	357	249	74	92	46	7	88,3
Bourges	562	215	5	286	273	1	61	29	14	89,1
Bourgoin-Jallieu	312	132	3	155	108	25	25	9	7	92,0
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	868	361	5	393	335	16	114	39	21	86,9
Briey	376	149	3	157	111	10	70	20	21	81,4
Brive-la-Gaillarde	302	121	11	158	132	20	23	9	4	92,4
Caen	1 961	505	9	906	350	306	550	138	159	72,0
Cahors	173	73	4	85	55	6	15	8	0	91,3
Cambrai	405	144	4	237	202	24	24	15	2	94,1
Carcassonne	413	203	3	154	119	4	56	15	15	86,4
Carpentras	245	112	33	42	30	0	91	37	6	62,9
Castres	290	163	6	94	76	1	33	10	10	88,6
Chalon-sur-Saône	716	347	4	280	192	31	89	36	26	87,6
Chalons-en-Champagne	789	445	12	310	279	8	34	6	9	95,7
Chambéry	732	244	4	414	326	31	74	48	9	89,9
Charleville-Mézières	583	317	43	173	93	39	93	37	15	84,0
Chartres	734	411	27	288	135	106	35	12	6	95,2
Chateauroux	339	172	13	138	107	19	29	8	11	91,4
Chaumont	499	314	8	133	126	2	52	30	6	89,6
Cherbourg	289	130	0	147	126	5	12	1	3	95,8
Clermont-Ferrand	712	373	18	265	208	39	74	6	32	89,6
Colmar	643	278	9	258	130	89	107	71	7	83,4
Compiègne	439	135	2	239	92	80	65	18	16	85,2

Activité 2004 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs [suite]

Siège *	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale [en %]
	Poursuites			Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
	dont devant le juge d'instruction	Principaux motifs		Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations	Principaux motifs		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée et régularisation d'office	
Coutances.....	414	136	7	220	180	17	58	27	12	86,0
Créteil	3 227	1302	76	1 315	993	66	610	343	84	81,1
Cusset.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	185	99	4	72	34	31	14	9	1	92,4
Dieppe	310	54	7	188	26	1	68	28	12	78,1
Digne	284	72	1	149	76	4	63	36	5	77,8
Dijon.....	1 195	410	22	619	500	20	166	82	28	86,1
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	689	410	26	209	182	15	70	20	13	89,8
Draguignan	690	243	6	328	209	49	119	37	22	82,8
Dunkerque	1 120	379	6	474	329	14	267	108	35	76,2
Epinal.....	949	331	7	511	209	233	107	19	17	88,7
Evreux.....	1 514	511	16	806	423	126	197	121	28	87,0
Evry.....	2 911	704	49	1 414	1209	34	793	241	307	72,8
Foix	229	95	4	104	80	2	30	11	5	86,9
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	218	65	1	98	88	2	55	19	27	74,8
Grasse	1 310	442	11	619	421	52	249	128	70	81,0
Grenoble	1 672	455	29	939	840	43	278	198	19	83,4
Guéret.....	121	76	5	43	34	4	2	0	0	98,3
Guingamp	320	133	6	142	115	19	45	28	4	85,9
Hazebrouck.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon.....	688	214	12	303	256	18	171	93	37	75,1
La Rochelle	482	157	8	274	232	15	51	25	8	89,4
Laon.....	1 029	355	9	367	247	58	307	192	56	70,2
Laval	569	262	3	281	164	111	26	8	3	95,4
Le Havre	1 364	607	25	473	343	54	284	113	36	79,2
Le Mans	1 093	405	3	497	423	14	191	112	19	82,5
Le Puy	279	109	5	154	106	20	16	3	3	94,3
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	175	82	1	87	59	16	6	0	4	96,6
Lille	3 919	1 467	49	1 174	790	112	1 278	577	133	67,4
Limoges	522	250	11	228	132	52	44	1	14	91,6
Lisieux.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	403	179	7	181	139	11	43	31	5	89,3
Lorient.....	534	261	8	181	97	79	92	61	10	82,8
Lure.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon.....	4 208	1 582	81	1 831	1 387	245	795	493	81	81,1
Macon	273	92	11	150	5	140	31	12	5	88,6
Marmande.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	3 924	1 434	49	1 683	1 475	86	807	277	229	79,4
Meaux	2 359	818	19	1 218	1 014	121	323	180	55	86,3
Melun	2 324	916	28	1 131	764	88	277	106	39	88,1
Mende.....	118	43	6	67	28	31	8	7	0	93,2
Metz.....	1 175	539	18	497	267	155	139	39	36	88,2
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	164	81	4	72	33	20	11	2	2	93,3
Montargis	422	147	3	223	203	13	52	19	12	87,7
Montauban	369	186	12	126	88	31	57	26	4	84,6
Montbéliard	566	195	9	307	70	206	64	26	13	88,7
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	1 357	754	27	561	312	107	42	15	10	96,9
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	443	206	10	212	118	56	25	7	6	94,4
Mulhouse	1 254	570	7	299	225	44	385	244	70	69,3
Nancy.....	1 661	688	21	564	355	90	409	326	19	75,4
Nanterre.....	3 572	1 553	62	1 558	1 227	180	461	194	81	87,1
Nantes	2 297	847	18	1 077	687	97	373	21	199	83,8
Narbonne	220	113	2	61	52	2	46	31	4	79,1

Activité 2004 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs [fin]

Siège *	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale [en %]
	Poursuites			Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
	dont devant le juge d'instruction	Principaux motifs		Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations	Préjudice ou trouble peu important	Principaux motifs			
							Victime désintéressée et régularisation d'office			
Nevers	433	202	3	126	113	5	105	75	12	75,8
Nice.....	1 532	596	12	717	501	155	219	116	16	85,7
Nîmes.....	1 517	593	33	759	643	19	165	81	10	89,1
Niort.....	473	215	6	239	164	33	19	8	5	96,0
Orléans.....	1 224	390	16	623	438	139	211	21	74	82,8
Paris.....	7 479	2 683	114	1 939	1 146	168	2 857	1 369	217	61,8
Pau.....	597	291	13	251	182	39	55	16	14	90,8
Périgueux.....	316	108	4	167	109	23	41	13	7	87,0
Péronne.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan.....	677	319	21	243	222	12	115	79	22	83,0
Poitiers.....	649	338	7	255	121	69	56	34	5	91,4
Pontoise.....	2 461	1 151	47	850	631	49	460	227	63	81,3
Privas.....	361	124	3	136	89	17	101	47	37	72,0
Quimper.....	580	258	13	267	184	28	55	18	20	90,5
Reims.....	1 253	422	12	603	450	121	228	124	17	81,8
Rennes.....	1 384	431	14	639	395	109	314	110	110	77,3
Riom.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne.....	288	148	3	106	93	3	34	6	12	88,2
Rochefort.....	606	300	12	269	201	6	37	15	2	93,9
Rodez.....	303	127	16	110	90	10	66	48	6	78,2
Rouen.....	1 891	545	27	1 035	628	181	311	196	40	83,6
Saint-Brieuc.....	708	316	10	334	144	146	58	18	5	91,8
Saint-Dié.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne.....	1 084	526	35	411	308	53	147	72	21	86,4
Saint-Gaudens.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo.....	459	170	1	219	148	61	70	19	21	84,7
Saint-Nazaire.....	576	270	4	196	161	6	110	70	14	80,9
Saint-Omer.....	418	144	4	212	143	38	62	39	7	85,2
Saint-Quentin.....	446	203	3	200	122	29	43	13	9	90,4
Saintes.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines.....	600	293	4	255	181	33	52	9	8	91,3
Saumur.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne.....	278	186	6	87	75	8	5	0	1	98,2
Senlis.....	545	158	16	297	147	115	90	34	15	83,5
Sens.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Strasbourg.....	1 810	877	20	461	282	14	472	317	96	73,9
Tarascon.....	296	137	5	107	69	31	52	30	6	82,4
Tarbes.....	395	163	3	200	170	9	32	8	3	91,9
Thionville.....	583	198	10	277	147	89	108	45	10	81,5
Thonon-les-Bains.....	575	265	9	228	160	38	82	27	23	85,7
Toulon.....	1 404	484	13	590	462	89	330	234	19	76,5
Toulouse.....	2 003	733	23	762	499	184	508	264	62	74,6
Tours.....	1 226	454	13	417	213	124	355	132	172	71,0
Troyes.....	909	332	13	360	228	105	217	167	10	76,1
Tulle.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence.....	741	393	9	279	85	171	69	29	5	90,7
Valenciennes.....	1 431	412	16	823	587	131	196	63	28	86,3
Vannes.....	343	136	4	170	90	46	37	15	9	89,2
Verdun.....	484	252	4	207	137	24	25	11	1	94,8
Versailles.....	3 216	1 019	58	1 442	1 235	67	755	382	191	76,5
Vesoul.....	339	179	9	55	9	4	105	53	17	69,0
Vienne.....	442	175	4	217	185	19	50	16	11	88,7
Villefranche-sur-Saône.....	348	207	2	86	80	3	55	33	3	84,2
Basse-Terre.....	218	157	1	37	32	3	24	11	5	89,0
Cayenne.....	315	197	21	40	33	4	78	58	4	75,2
Fort-de-France.....	678	370	32	210	163	10	98	79	5	85,5
Pointe-à-Pitre.....	440	356	13	39	29	6	45	20	7	89,8
Saint-Denis-de-la-Réunion.....	1 257	670	36	455	316	77	132	53	9	89,5
Saint-Pierre.....	465	284	12	121	81	26	60	29	4	87,1

Activité par juridiction

Sources :

Les données concernant l'activité des tribunaux pour enfants sont issues des tableaux de bord implantés dans toutes les juridictions de mineurs.

■ En matière civile

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs en danger dont le juge des enfants a été saisi durant l'année et l'ensemble des mesures individuelles prononcées à l'égard de tous les mineurs suivis. Un mineur faisant l'objet de plusieurs mesures sera comptabilisé autant de fois qu'il y aura de mesures prises à son égard. Une mesure concernant une fratrie sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs dans la fratrie.

Enquête sociale, IOE, expertise : définitions 13 à 18, page 238

AEMO : définition 19-20, page 238

Placement : définition 21-22 page 238

■ En matière pénale

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs délinquants dont le juge des enfants a été saisi durant l'année, l'ensemble des mesures présentencielles prononcées dans l'année, le nombre de mineurs jugés en chambre du conseil ou devant le tribunal pour enfants et les mesures et sanctions individuelles prononcées à l'égard de ces mineurs jugés.

Les décisions écartant la poursuite englobent aussi bien les jugements de relaxe ou d'incompétence que les ordonnances de non-lieu.

Sources :

- Ministère de la Justice
Tableaux de bord des tribunaux pour enfants

Activité en 2004 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger				Mineurs délinquants						
	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentielles	Mineurs jugés en chambre du conseil	Mineurs jugés en audience de tribunal pour enfants	Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
		Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement							
Toutes juridictions	113 610	62 510	135 173	122 604	107 264	80 982	27 139	41 075	34 093	9 615	76 516
Abbeville.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen.....	940	395	693	713	537	351	167	206	187	21	401
Aix-en-Provence.....	1 815	751	1 773	785	2 033	886	213	521	386	82	942
Ajaccio.....	169	42	264	156	227	124	73	47	69	12	135
Albertville.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi.....	359	92	325	329	285	195	39	84	47	14	137
Alençon.....	433	223	615	454	636	304	77	166	189	27	376
Alès.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens.....	1 028	389	2 099	1 536	1 075	1 154	263	505	367	50	965
Angers.....	983	431	1 020	1 264	733	869	181	442	345	49	886
Angoulême.....	499	200	475	564	527	299	67	221	39	15	263
Annecy.....	566	397	533	516	480	373	145	196	118	22	355
Argentan.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras.....	611	319	802	722	462	499	157	332	152	50	509
Auch.....	267	50	238	198	183	166	18	73	75	13	157
Aurillac.....	255	47	588	300	199	123	28	49	49	3	110
Auxerre.....	762	293	1 000	812	660	456	60	189	270	21	481
Avesnes-sur-Helpe.....	719	385	960	1 095	1 336	318	128	184	105	32	285
Avignon.....	676	304	879	688	618	615	144	240	303	53	579
Avranches.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia.....	157	18	212	164	152	166	16	50	91	17	142
Bayonne.....	453	217	669	689	661	147	61	29	69	14	112
Beauvais.....	819	510	940	775	720	502	302	412	133	72	547
Belfort.....	272	166	366	291	276	291	61	256	125	78	301
Belley.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac.....	262	116	414	292	181	134	48	63	62	15	136
Bernay.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon.....	660	251	618	602	1 207	580	125	426	316	62	739
Béthune.....	1 690	915	2 302	3 037	1 310	1 177	463	657	270	129	967
Béziers.....	883	429	796	717	688	374	79	104	202	26	336
Blois.....	548	301	463	555	488	346	89	116	166	14	290
Bobigny.....	4 223	1 986	3 242	3 229	3 214	4 107	1 218	1 763	1 540	747	3 148
Bonneville.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bordeaux.....	1 503	959	2 365	1 731	1 290	844	512	508	497	146	973
Boulogne-sur-Mer.....	1 073	711	1 116	1 630	790	523	240	169	256	27	425
Bourg-en-Bresse.....	918	701	1 022	679	1 424	502	213	280	284	31	629
Bourges.....	555	410	416	650	449	290	197	104	138	5	291
Bourgoin-Jallieu.....	261	161	368	322	220	161	73	59	66	13	125
Bressuire.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest.....	745	554	984	1 204	640	474	112	222	233	107	454
Briey.....	315	84	477	371	368	185	60	135	130	61	213
Brive-la-Gaillarde.....	440	254	501	410	477	203	38	75	88	23	164
Caen.....	1 120	1 046	1 547	1 638	873	649	124	179	295	23	534
Cahors.....	252	118	355	240	233	125	48	53	56	9	109
Cambrai.....	306	177	786	695	344	199	50	66	66	16	134
Carcassonne.....	460	233	502	536	827	272	141	135	86	14	249
Carpentras.....	432	372	436	393	293	258	87	71	165	29	241
Castres.....	379	148	331	344	228	230	45	99	91	8	215
Chalon-sur-Saône.....	534	252	743	593	1 040	368	87	134	213	15	376
Chalons-en-Champagne.....	411	251	650	754	405	437	181	193	311	70	559
Chambéry.....	646	344	637	851	567	320	178	160	223	35	442
Charleville-Mézières.....	574	279	840	787	501	428	178	162	178	21	374
Chartres.....	727	322	1 112	937	600	586	227	291	281	59	619
Chateauroux.....	477	171	273	390	412	307	3	141	84	15	271
Chaumont.....	378	136	446	593	285	446	142	266	134	78	354
Cherbourg.....	449	169	418	544	321	177	80	143	63	27	216
Clermont-Ferrand.....	667	434	1 146	847	677	562	169	299	252	29	561
Colmar.....	645	593	843	531	641	358	138	221	198	33	441
Compiègne.....	337	232	373	521	337	221	137	127	109	37	257
Coutances.....	486	280	220	560	431	222	97	157	61	23	234

Activité en 2004 des juges et tribunaux pour enfants [suite]

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants					
	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentielles	Mineurs jugés en chambre du conseil	Mineurs jugés en audience de tribunal pour enfants	Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
		Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement							
Créteil.....	1 934	1 309	1 593	1 706	1 486	1 862	652	1 222	518	301	1 702
Cusset.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax.....	346	194	352	366	257	160	152	51	78	6	137
Dieppe.....	258	134	716	628	252	82	75	73	70	24	138
Digne.....	230	198	300	212	234	108	45	47	72	11	133
Dijon.....	1 236	800	1 151	869	1 081	525	91	316	201	97	501
Dinan.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai.....	736	392	1 307	1 135	635	525	182	198	125	26	320
Draguignan.....	591	283	622	311	485	355	150	107	197	24	322
Dunkerque.....	923	397	1 173	1 051	763	559	321	227	427	33	701
Epinal.....	723	553	944	708	660	444	111	449	297	143	735
Evreux.....	897	555	1 547	1 318	835	737	399	406	267	56	688
Evy.....	2 192	901	2 575	1 878	1 934	1 558	519	759	615	112	1 414
Foix.....	263	80	335	286	239	123	92	68	32	5	101
Fontainebleau.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap.....	249	124	269	116	170	141	103	27	82	14	95
Grasse.....	775	267	851	754	594	607	145	163	414	68	644
Grenoble.....	917	673	1 278	1 310	949	573	439	160	369	43	603
Guéret.....	281	204	357	192	208	101	10	57	48	11	115
Guingamp.....	264	224	328	270	232	174	87	70	77	14	162
Hazebrouck.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon.....	557	222	801	581	459	329	73	152	114	19	260
La Rochelle.....	236	93	202	209	188	175	40	28	59	3	107
Laon.....	821	361	1 170	977	596	479	166	218	282	34	514
Laval.....	519	212	314	462	375	363	175	211	106	25	316
Le Havre.....	789	334	936	1 067	608	828	220	415	404	69	889
Le Mans.....	774	515	743	702	574	566	300	157	270	6	471
Le Puy.....	403	228	581	397	300	149	54	55	116	16	191
Les Sables-d'Olonne.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne.....	237	142	410	286	220	116	93	58	50	11	121
Lille.....	2 916	1 422	4 980	3 859	2 588	1 933	472	1 410	468	202	1 798
Limoges.....	1 004	610	965	877	1 340	280	182	140	158	33	330
Lisieux.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier.....	532	246	672	571	393	272	74	110	129	8	243
Lorient.....	599	408	1 064	839	897	467	113	258	180	41	478
Lure.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon.....	2 844	1 562	2 503	3 417	4 721	1 986	629	1 001	844	221	1 849
Macon.....	369	151	463	306	288	158	30	94	101	23	198
Marmande.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille.....	2 366	1 220	3 116	1 898	3 313	1 969	560	772	925	234	1 799
Meaux.....	935	849	1 267	1 289	837	1 050	404	612	336	109	965
Melun.....	1 356	1 020	1 106	1 562	1 132	1 103	161	906	251	110	1 118
Mende.....	153	78	135	69	87	64	62	15	48	1	65
Metz.....	756	525	814	997	829	633	224	333	401	74	781
Millau.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan.....	326	183	421	427	337	118	75	51	96	7	161
Montargis.....	319	277	336	397	311	181	52	110	102	19	206
Montauban.....	703	216	316	365	359	242	92	112	79	7	206
Montbéliard.....	282	228	376	360	579	293	121	180	109	35	286
Montbrison.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier.....	1 250	787	1 229	1 154	1 064	896	505	538	374	96	961
Morlaix.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins.....	721	511	777	805	606	289	115	207	90	24	296
Mulhouse.....	1 030	1 137	1 102	1 084	981	995	233	325	405	82	718
Nancy.....	1 082	722	1 773	1 351	1 125	909	207	771	264	183	976
Nanterre.....	2 474	555	2 770	2 325	2 111	2 005	543	1 229	557	285	1 834
Nantes.....	1 053	967	2 271	1 741	1 053	1 124	221	345	445	74	857
Narbonne.....	370	217	327	276	167	150	41	51	57	5	120
Nevers.....	461	232	543	145	405	313	202	154	93	25	253
Nice.....	851	302	1 017	713	820	741	392	255	352	67	657

Activité en 2004 des juges et tribunaux pour enfants [fin]

Siège	Mineurs en danger				Mineurs délinquants						
	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentielles	Mineurs jugés en chambre du conseil	Mineurs jugés en audience de tribunal pour enfants	Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
		Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement							
Nîmes.....	1 075	438	956	1 316	802	784	333	387	263	87	692
Niort.....	523	422	546	629	357	291	143	155	53	10	259
Orléans.....	651	418	426	511	728	721	185	415	271	57	739
Paris.....	3 652	1 873	3 526	3 369	3 168	3 878	1 009	1 295	1 504	1 023	2 647
Pau.....	664	439	1 275	670	540	369	150	171	77	26	241
Périgueux.....	302	107	212	276	264	163	116	24	106	3	162
Péronne.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan.....	885	740	823	730	720	474	127	133	230	43	356
Poitiers.....	775	963	665	622	707	346	146	281	137	42	448
Pontoise.....	1 729	897	2 238	1 826	1 425	1 606	555	821	534	220	1 292
Privas.....	393	189	477	456	370	214	36	132	39	24	167
Quimper.....	586	488	493	759	509	405	122	93	177	17	276
Reims.....	374	206	590	523	524	702	96	221	163	41	407
Rennes.....	1 028	340	1 400	1 361	694	584	159	212	383	40	598
Riom.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne.....	257	135	570	314	753	203	82	95	66	11	174
Rochefort.....	643	305	766	757	599	412	84	223	149	24	387
Rodez.....	420	54	674	411	344	189	52	79	72	7	149
Rouen.....	1 236	656	1 787	1 616	1 533	719	371	326	394	50	743
Saint-Brieuc.....	748	433	819	789	674	432	133	241	258	38	490
Saint-Dié.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne.....	883	532	1 864	1 374	729	1 105	300	657	358	75	1 162
Saint-Gaudens.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo.....	277	89	330	372	250	209	41	129	110	5	254
Saint-Nazaire.....	435	142	449	429	421	291	65	80	179	22	302
Saint-Omer.....	254	107	629	259	323	183	72	111	68	14	178
Saint-Quentin.....	383	184	375	362	324	316	46	162	216	29	391
Saintes.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines.....	397	222	527	453	414	405	72	225	169	29	397
Saumur.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne.....	243	170	348	260	235	260	73	142	153	28	311
Senlis.....	609	311	494	479	447	436	159	300	157	41	482
Sens.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Strasbourg.....	1 255	1 189	1 568	1 421	1 077	1 181	283	691	565	112	1 347
Tarascon.....	355	97	399	288	503	216	30	44	107	18	151
Tarbes.....	338	203	390	347	281	220	58	112	147	38	278
Thionville.....	518	240	536	427	417	275	85	115	142	37	271
Thonon-les-Bains.....	470	288	441	357	317	322	73	137	154	24	322
Toulon.....	1 246	836	992	761	1 244	650	330	65	479	34	574
Toulouse.....	1 564	615	1 773	1 756	1 453	1 092	671	352	528	79	965
Tours.....	776	549	955	978	689	609	232	334	247	58	601
Troyes.....	499	302	654	799	442	406	54	376	206	98	542
Tulle.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence.....	861	517	1 345	1 047	851	650	170	454	250	88	731
Valenciennes.....	1 657	430	1 834	1 708	1 015	730	289	344	259	48	616
Vannes.....	491	218	598	396	370	244	66	183	136	68	291
Verdun.....	362	200	606	697	348	303	100	103	165	27	270
Versailles.....	1 551	1 168	1 962	1 943	1 489	1 300	598	845	469	222	1 254
Vesoul.....	594	357	615	340	486	303	110	96	163	31	242
Vienne.....	371	205	763	413	386	246	132	804	122	721	254
Villefranche-sur-Saône.....	331	58	570	224	218	217	85	103	196	40	306
Basse-Terre.....	262	120	294	334	337	238	53	77	87	7	174
Cayenne.....	497	235	386	513	479	207	44	113	164	17	282
Fort-de-France.....	676	344	572	644	620	388	160	256	176	38	436
Pointe-à-Pitre.....	883	382	434	689	783	429	141	128	122	17	250
Saint-Denis-de-la-Réunion.....	904	221	682	807	697	867	366	517	301	27	843
Saint-Pierre.....	685	438	1 154	940	670	479	99	263	235	32	518

Sources :

En matière civile, les statistiques sont issues du Répertoire général civil pour 2004. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux d'instance

Les données présentées ci-après incluent l'activité des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux d'instance et tribunaux paritaires des baux ruraux, le lecteur se reportera aux définitions présentées respectivement pages 30 et 34.

Durée moyenne : voir commentaire fait pour la durée moyenne des affaires terminées par les cours d'appel (page 312).

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (cf. définitions page 68).

Affaires pénales des tribunaux d'instance

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de police, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions présentées page 130.

L'amende forfaitaire majorée peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances, et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste à l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est majorée de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art.529 et suivants du Code de procédure pénale).

Ordonnance pénale : sauf pour quelques rares exceptions, le ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions de police les moins graves. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une ordonnance pénale non motivée portant relaxe ou condamnation à une amende.

Jugements rendus, contraventions de 5^e classe : il s'agit ici d'affaires, et non de personnes condamnées.

Avertissement relatif au tribunal de police de Paris (page 346) : il existe à Paris un tribunal d'instance en matière civile par arrondissement, mais un seul tribunal de police. Par convention, les données relatives à ce tribunal de police sont restituées sur la ligne "Paris-1^{er}".

Activité 2004 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
TOUS TRIBUNAUX D'INSTANCE*	60 186 184	533 873	505 723	15 264	75 263	4,7	9 913 624	139 693	243 615	64 856	23 915
Abbeville	125 258	1 073	967	12	69	4,8	3 625	140	403	104	203
Agen	105 380	1 399	1 316	46	55	4,2	12 942	39	163	190	183
Aix-en-Provence	278 981	2 330	2 126	118	539	5,1	39 258	483	1 749	203	385
Aix-les-Bains	63 995	542	496	43	92	3,9	7 450	89	338	61	148
Ajaccio	84 921	689	747	11	156	9,2	15 590	8	618	123	300
Albertville	53 558	361	340	13	68	4,5	4 087	75	82	45	131
Albi	119 323	808	929	0	104	6,4	10 426	108	355	104	419
Alençon	68 550	674	642	14	7	3,6	6 260	179	636	52	159
Alès	133 761	994	842	16	45	3,1	7 796	113	210	142	257
Altkirch	61 242	471	518	5	19	6,7	282	65	50	47	63
Ambert	28 014	266	244	0	12	3,2	181	14	19	26	50
Amiens	264 927	2 621	2 387	92	383	4,2	47 261	297	586	285	743
Angers	331 705	3 715	3 767	45	42	3,2	37 713	472	1 580	164	356
Angoulême	179 748	1 515	1 435	56	128	3,9	21 177	219	95	99	133
Annecy	229 039	1 355	1 325	59	264	5,6	40 096	531	607	154	411
Antibes	105 580	1 392	1 308	21	260	5,1	46 008	149	249	189	352
Antony	248 361	1 862	1 948	102	650	5,5	57 543	310	1 440	244	409
Apt	77 087	842	798	25	75	3,4	8 063	95	0	93	504
Arbois	46 961	317	293	0	11	3,4	0	48	60	39	28
Arcachon	110 269	907	726	12	137	3,9	5 802	153	76	86	51
Argentan	67 548	748	790	20	5	3,6	0	71	270	71	93
Arles	75 591	715	542	12	182	3,5	19 208	382	830	76	148
Arras	237 050	2 044	2 022	75	22	4,2	16 715	747	1 927	206	458
Asnières-sur-Seine	140 699	1 387	953	70	355	3,2	34 200	541	1 125	107	286
Aubagne	152 242	1 070	858	38	294	5,2	31 478	96	670	115	404
Aubervilliers	152 036	1 606	1 648	24	529	4,8	45 013	934	657	81	352
Aubusson	38 023	334	293	3	18	6,8	0	31	50	29	66
Auch	73 410	837	814	6	7	3,6	6 325	6	99	111	371
Aulnay-sous-Bois	241 687	1 867	2 256	64	696	5,8	76 469	3 086	1 422	525	208
Auray	76 394	562	553	0	13	3,4	2 888	48	200	68	68
Aurillac	82 116	723	721	0	6	4,9	10 281	90	86	86	112
Autun	36 116	292	299	4	9	3,5	737	21	77	25	31
Auxerre	127 928	1 251	1 083	16	142	2,9	9 239	196	1 154	92	277
Avallon	25 438	261	228	6	2	3,7	0	74	346	30	121
Avesnes-sur-Helpe	116 725	744	719	32	18	6,9	0	110	99	100	234
Avignon	219 995	3 097	2 976	16	351	4,1	26 379	443	1 270	258	412
Avranches	87 339	707	664	7	6	4,2	3 018	59	342	77	115
Bagnères-de-Bigorre	48 307	549	395	1	5	4,2	0	19	43	53	112
Bar-le-Duc	69 420	492	466	5	100	4,1	2 596	16	350	109	316
Bar-sur-Aube	28 312	249	174	0	8	6,2	0	31	51	72	37
Bar-sur-Seine	24 585	193	152	0	28	5,6	0	36	60	115	62
Barbezieux-Saint-Hilaire	28 352	212	170	9	6	5,3	0	34	46	17	40
Barcelonnette	10 187	214	205	0	7	3,7	0	3	15	20	21
Bastia	103 291	816	786	13	102	5,4	37 815	319	200	152	450
Bauge	64 931	448	391	9	2	3,5	738	192	229	60	72
Baume-les-Dames	53 542	317	321	0	31	4,6	0	198	41	76	74
Bayeux	63 022	579	479	1	3	4,0	1 496	88	247	44	94
Bayonne	118 961	1 291	1 207	28	162	4,3	19 223	107	418	129	258
Bazas	40 339	361	306	9	18	3,7	0	30	89	36	47
Beaune	92 131	669	656	18	34	4,8	3 700	155	1 588	157	158
Beauvais	209 540	1 444	1 432	39	296	4,4	25 480	151	286	210	113
Belfort	137 408	1 206	1 227	19	60	4,3	8 508	281	1 167	119	379
Bellac	40 120	325	285	3	8	4,1	0	88	351	48	61
Belley	79 478	438	476	0	92	3,9	3 829	34	131	121	137
Bergerac	103 105	963	840	14	54	4,9	8 823	103	298	78	259
Bernay	58 291	637	603	10	12	3,7	1 595	96	208	109	164

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales					
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**		
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité	
Besançon	209 475	1 563	1 591	40	433	4,7	21 068	359	690	264	648	
Béthune.....	203 375	1 975	2 166	15	28	10,0	6 024	268	550	136	261	
Béziers	234 140	2 308	2 129	32	572	4,0	34 599	540	259	295	569	
Biarritz.....	91 616	920	894	15	140	3,9	29 550	99	228	55	178	
Blaye	54 136	431	420	4	51	4,5	0	57	32	55	38	
Blois	177 282	1 058	971	45	261	4,5	8 319	188	82	142	187	
Bobigny.....	298 779	2 021	2 131	135	1 078	5,6	81 536	772	4 321	120	630	
Boissy-Saint-Léger.....	229 146	1 679	1 391	52	437	3,9	23 302	783	1 990	204	404	
Bonneville	161 410	1 438	1 374	34	97	4,1	8 943	397	396	136	361	
Bordeaux.....	868 993	9 883	9 066	531	2 079	4,6	119 510	1 448	1 802	856	1 685	
Boulay-Moselle.....	74 628	544	489	8	50	4,1	0	95	159	75	101	
Boulogne-Billancourt.....	214 135	1 911	1 888	144	359	6,0	100 732	83	454	77	416	
Boulogne-sur-Mer	163 159	1 228	1 074	75	14	3,8	9 545	229	593	170	254	
Bourg-en-Bresse	148 873	888	888	18	130	4,2	32 403	512	431	122	239	
Bourganeuf	14 566	177	142	1	10	6,7	0	13	14	16	14	
Bourges.....	155 205	1 043	1 001	60	215	3,8	15 089	242	887	99	267	
Bourgoin-Jallieu	162 268	1 420	1 530	35	46	5,2	11 177	132	240	120	367	
Bressuire	91 673	634	560	2	27	3,1	656	130	240	74	121	
Brest.....	353 541	2 324	2 317	191	121	4,2	24 376	532	1 218	182	383	
Briançon.....	32 124	228	235	3	52	4,3	3 300	55	134	77	168	
Briey.....	74 350	627	619	20	41	4,2	143	163	332	1	107	
Brignoles	104 338	955	817	33	96	5,7	8 441	223	210	174	233	
Brioude.....	38 897	365	269	0	5	5,2	0	37	48	61	68	
Brive-la-Gaillarde	121 150	960	843	9	181	5,6	6 636	173	451	131	325	
Brumath	79 520	603	560	8	12	4,0	0	140	79	103	124	
Caen	344 039	3 406	3 375	197	125	3,5	45 891	547	1 092	60	304	
Cagnes-sur-Mer	137 352	1 436	1 377	34	267	5,8	38 143	234	624	232	652	
Cahors	69 887	741	655	19	36	3,8	10 772	49	239	88	220	
Calais	118 311	954	983	30	14	7,9	7 700	188	345	85	196	
Cambrai	158 845	1 170	1 188	29	72	7,0	5 049	226	497	139	295	
Cannes.....	158 013	2 363	2 165	121	533	4,3	202 980	2 133	306	252	594	
Carcassonne.....	108 037	928	883	28	139	5,1	18 838	52	70	174	299	
Carpentras	91 087	1 280	1 139	32	172	4,2	7 760	29	149	157	72	
Carvin.....	112 292	1 107	982	28	8	4,3	4 994	130	119	83	83	
Castelnaudary	33 853	202	189	1	8	4,4	1 506	17	61	51	45	
Castelsarrasin	63 795	605	518	16	33	4,2	1 608	111	398	91	140	
Castres.....	130 693	859	813	15	108	4,3	5 313	267	422	89	280	
Ceret	66 624	585	596	2	75	6,3	0	214	64	35	62	
Chalon-sur-Saône.....	150 480	1 315	1 238	21	17	3,9	19 952	382	1 405	172	235	
Chalons-en-Champagne....	114 425	732	681	8	142	3,7	6 215	239	800	93	325	
Chambéry	166 262	1 243	1 261	92	147	5,3	24 980	270	454	145	372	
Charenton-le-Pont.....	126 665	1 149	1 247	85	327	6,5	38 647	1 076	1 679	77	279	
Charleville-Mézières.....	123 627	1 297	1 226	9	17	3,6	8 333	133	210	113	217	
Charolles.....	102 205	578	568	26	10	4,8	895	101	150	79	117	
Chartres	194 152	1 366	1 279	82	307	5,6	16 581	372	568	168	645	
Chateau-Chinon.....	28 141	212	217	2	2	5,6	362	25	17	43	19	
Chateau-Gontier	58 152	263	224	0	41	4,9	0	80	186	49	72	
Chateau-Salins	28 480	566	580	0	8	3,3	0	19	13	27	45	
Chateau-Thierry	68 570	534	550	10	13	5,4	2 800	41	358	105	77	
Chateaubriant	49 859	328	303	12	10	3,6	0	144	101	62	88	
Chateaudun	56 886	338	335	12	20	3,8	2 065	134	347	192	178	
Chateaulin.....	60 817	426	397	21	2	4,9	599	32	120	83	77	
Chateauroux	130 115	1 137	1 045	41	264	4,3	10 672	89	680	235	347	
Chatellerault.....	83 619	664	615	31	11	4,8	3 000	73	600	110	115	
Chatillon-sur-Seine.....	23 059	187	168	0	10	3,9	0	14	344	45	67	
Chaumont	73 230	533	502	13	5	3,8	3 401	119	398	31	247	

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Cherbourg.....	129 712	878	850	7	7	3,6	4 350	75	340	119	316
Chinon	80 579	689	674	10	82	3,3	1 894	131	400	50	136
Cholet	183 478	906	874	15	43	4,6	6 580	247	510	55	163
Civray	30 177	210	233	5	14	4,0	334	28	60	33	14
Clamecy.....	26 739	300	308	5	2	4,2	424	17	59	31	50
Clermont.....	120 328	1 000	908	19	128	4,1	0	84	136	69	36
Clermont-Ferrand	352 752	2 832	2 621	103	410	4,6	37 824	219	990	463	736
Clichy.....	50 179	642	616	16	150	5,3	45 412	114	220	112	181
Cognac	67 158	552	494	26	31	3,6	4 119	28	184	17	79
Colmar	139 255	2 084	2 026	28	82	4,3	17 461	184	368	101	264
Colombes	124 709	1 134	1 076	28	390	4,0	26 921	399	455	93	206
Compiègne	173 943	1 378	1 264	46	49	4,5	14 999	237	200	170	207
Condom	37 858	450	456	9	10	4,5	0	8	51	40	150
Confolens	36 719	207	159	3	20	4,6	0	23	71	27	28
Corte.....	20 437	124	99	2	3	4,2	1 605	29	6	44	127
Cosne-Cours-sur-Loire	45 074	378	390	3	18	4,5	2 030	118	604	131	116
Coulommiers	83 236	559	617	6	123	4,8	5 926	166	302	36	72
Courbevoie	69 694	971	782	90	175	3,9	18 810	271	924	68	256
Coutances	76 861	621	563	4	7	4,5	1 141	110	50	76	106
Dax	174 367	1 382	1 272	6	163	5,5	9 283	262	96	176	85
Die	35 890	304	278	9	7	5,4	1 714	70	47	31	98
Dieppe	135 413	1 042	896	15	47	4,0	9 794	99	593	78	401
Digne-les-Bains	71 626	924	886	29	32	5,1	6 615	6	129	129	181
Dijon	350 448	2 271	2 372	162	484	5,8	33 621	1 718	3 652	679	679
Dinan	100 386	671	559	6	11	4,0	2 463	118	188	109	34
Dole	77 078	745	714	27	8	5,0	3 681	16	346	78	71
Domfront.....	84 835	781	718	4	5	3,6	1 600	50	80	87	119
Douai	246 987	2 078	1 906	40	60	3,2	13 866	164	1 348	241	762
Doullens.....	34 849	264	229	5	16	5,8	0	3	14	37	70
Draguignan	112 202	1 212	1 112	23	80	6,0	8 844	236	211	108	165
Dreux	120 298	988	914	15	68	4,0	7 768	428	350	134	275
Dunkerque	263 018	1 826	1 724	77	66	4,2	20 611	475	386	173	391
Ecouen	144 620	945	850	21	364	3,4	13 500	171	400	92	325
Elbeuf	56 211	625	480	28	92	3,2	0	34	336	42	55
Epernay	91 471	596	477	5	98	4,9	8 153	120	289	70	218
Epinal.....	123 632	1 033	888	46	197	3,5	7 548	311	670	239	248
Espalion.....	26 802	177	197	0	1	4,9	0	9	4	40	32
Etampes	125 148	905	915	8	48	3,9	9 135	210	748	87	211
Evreux	218 925	2 199	2 175	80	20	4,4	22 410	522	1 110	122	291
Evry	224 899	2 640	2 349	104	201	4,4	37 151	372	777	101	296
Falaise.....	45 934	359	290	4	4	4,5	578	50	50	8	51
Figeac.....	50 095	484	437	21	3	3,3	450	34	136	38	187
Florac.....	12 524	92	81	1	1	5,4	449	18	0	27	0
Foix.....	50 114	437	365	5	14	4,0	4 347	56	143	121	351
Fontainebleau.....	134 654	932	833	40	276	5,3	16 494	373	733	141	197
Fontenay-le-Comte.....	119 403	744	654	26	30	4,6	1 822	228	458	103	140
Forbach	82 146	767	694	3	57	5,2	6 266	52	194	63	98
Forcalquier.....	57 748	532	455	6	73	5,9	3 338	28	229	183	229
Fougères	75 380	536	447	40	23	3,7	1 159	75	175	46	98
Fréjus.....	155 146	1 847	1 742	41	170	5,5	53 151	413	522	511	893
Gaillac.....	45 667	342	353	6	15	4,7	1 468	28	93	47	79
Gannat.....	48 693	422	397	8	6	4,7	0	71	44	74	116
Gap.....	89 295	632	612	17	120	6,0	7 682	150	408	245	238
Gien	64 078	734	710	2	8	3,7	3 229	78	73	114	140
Gonesse	170 866	1 469	1 390	11	474	3,2	12 993	589	369	183	279
Gourdon.....	40 215	361	373	3	8	3,1	1 325	30	32	64	126

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales					
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**		
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité	
Grasse	103 687	1 137	1 051	21	218	5,5	21 371	168	602	124	246	
Gray	44 332	476	428	14	4	4,2	0	35	61	47	68	
Grenoble	581 617	4 435	4 505	77	900	6,1	92 796	567	475	267	465	
Guebwiller	76 314	673	625	0	21	4,3	1 994	93	226	53	121	
Guéret	71 881	572	540	2	34	6,6	1 591	168	282	84	149	
Guingamp	77 335	520	466	3	5	3,5	628	32	102	148	142	
Haguenau	120 445	1 214	1 201	7	57	4,5	6 263	243	247	104	234	
Hayange	76 467	572	625	12	100	4,1	0	120	144	130	165	
Hazebrouck	116 684	717	756	31	18	5,3	2 863	185	234	94	147	
Houdain	76 408	865	836	4	5	4,0	1 502	75	234	47	141	
Huningue	47 626	493	472	18	34	5,7	1 850	104	161	69	82	
Hyères	96 480	711	727	20	134	6,3	18 600	0	91	241	418	
Illkirch-Graffenstaden	121 661	3 031	2 982	21	76	3,4	0	234	212	186	249	
Issoire	57 549	524	368	0	18	6,1	982	62	113	65	144	
Issoudun	34 852	278	268	3	55	3,6	687	35	123	69	75	
Ivry-sur-Seine	212 918	1 941	1 862	67	442	4,4	46 827	505	1 300	212	365	
Joigny	67 734	597	530	16	86	5,8	3 041	171	475	182	286	
Jonzac	51 675	627	564	0	9	4,8	820	100	91	36	61	
Juvisy-sur-Orge	294 731	2 397	2 322	1	274	6,1	40 243	406	1 555	93	274	
L'Île-Rousse	17 875	135	99	1	12	6,0	0	32	13	15	43	
La Chatre	33 275	238	212	5	10	4,4	341	22	56	38	51	
La Flèche	87 199	931	942	3	8	3,6	0	202	743	113	153	
La Mure	24 672	192	195	0	19	4,5	410	15	5	19	32	
La Réole	39 100	520	440	9	31	3,2	0	65	61	34	41	
La Roche-sur-Yon	230 386	1 323	1 259	22	123	3,9	5 473	239	1 035	163	216	
La Rochelle	184 728	1 866	1 599	67	39	2,7	23 789	381	1 380	124	246	
Lagny-sur-Marne	284 557	1 841	1 766	126	611	4,5	54 331	545	1 347	163	669	
Langres	46 842	410	452	19	1	4,2	0	278	149	23	191	
Lannion	93 105	581	485	32	8	5,3	1 575	44	374	51	98	
Laon	162 873	1 038	836	17	225	6,1	6 147	175	203	331	362	
Largentière	44 264	403	761	13	2	40,4	1 562	76	50	28	62	
Laval	140 207	993	934	19	16	4,8	7 060	234	698	101	275	
Lavaur	47 719	314	249	8	17	5,3	709	100	70	41	51	
Le Blanc	32 897	308	295	3	29	4,1	437	48	15	94	42	
Le Chambon-Feugerolles	55 680	341	309	13	89	4,2	2 045	31	60	56	233	
Le Creusot	58 872	370	332	6	5	5,5	1 140	53	216	41	58	
Le Havre	398 730	4 156	3 955	110	155	6,5	41 945	692	1 421	160	791	
Le Mans	317 023	2 336	2 321	25	29	4,0	41 664	350	1 187	292	917	
Le Puy	98 452	875	889	17	10	4,0	11 197	68	211	52	120	
Le Raincy	264 687	2 388	2 379	112	727	4,2	112 014	246	1 798	80	568	
Le Vigan	31 595	219	185	0	3	4,5	0	65	0	34	6	
Lectoure	24 384	257	230	3	2	4,1	0	2	5	37	83	
Lens	127 478	1 826	1 675	47	11	2,8	8 291	191	275	126	106	
Les Andelys	79 016	589	447	14	9	5,0	0	91	150	43	61	
Les Sables-d'Olonne	189 875	1 130	910	17	81	4,9	5 171	456	708	171	112	
Lesparre-Medoc	42 854	497	509	8	29	6,0	0	56	56	95	99	
Levallois-Perret	54 700	620	543	29	131	4,0	50 119	45	185	12	61	
Libourne	131 643	1 316	1 200	50	147	4,4	14 234	212	208	109	111	
Lievin	86 949	848	653	3	2	5,2	2 379	113	190	89	120	
Lille	795 274	8 185	8 060	243	355	4,2	208 861	1 597	2 990	784	936	
Limoges	249 942	1 881	1 914	81	252	3,9	42 628	169	1 389	214	599	
Limoux	41 489	444	389	11	24	3,4	1 900	7	45	68	74	
Lisieux	70 831	900	957	28	13	3,9	3 350	36	243	66	135	
Loches	48 773	443	383	19	48	3,3	838	73	302	29	90	
Lodève	49 126	384	427	21	97	5,1	0	119	254	36	114	
Longjumeau	317 870	3 354	2 896	99	177	4,9	43 235	507	1 950	146	293	

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Longwy.....	82 700	716	577	9	33	4,2	1 633	96	343	164	212
Lons-le-Saunier.....	75 412	486	515	1	6	5,1	4 008	278	382	65	104
Lorient.....	205 227	1 693	1 563	35	23	3,3	5 553	170	866	144	328
Loudeac.....	55 019	320	289	1	1	4,1	0	40	75	28	46
Loudun.....	25 583	232	202	2	4	3,7	200	20	78	15	24
Louhans.....	48 520	388	376	0	3	4,0	0	95	105	33	34
Lourdes.....	38 633	388	351	1	4	5,4	6 312	20	55	59	211
Louviers.....	112 063	902	906	14	23	3,8	0	673	0	111	143
Lunéville.....	76 782	589	551	2	20	4,2	2 003	206	594	47	123
Lure.....	62 455	507	458	13	56	5,1	2 203	37	109	78	134
Luxeuil-les-Bains.....	44 006	433	454	6	2	3,8	0	27	47	65	102
Lyon.....	939 850	7 069	6 908	249	2 641	4,2	194 000	2 707	2 667	1 052	3 436
Macon.....	106 089	901	839	7	15	4,0	11 139	309	549	161	284
Mamers.....	79 407	600	537	1	30	4,3	0	104	84	71	177
Mantes-la-Jolie.....	180 582	1 487	1 421	45	57	4,1	37 758	497	347	109	129
Marennes.....	56 193	507	465	8	12	3,3	0	225	169	68	63
Marmande.....	88 933	1 008	1 027	13	37	3,7	3 102	103	137	172	224
Marseille.....	827 840	9 761	10 162	193	4 078	5,2	343 803	6 000	15 150	1 105	2 420
Martigues.....	292 703	2 037	2 194	112	1 020	5,0	45 065	782	1 322	193	490
Marvejols.....	32 126	264	143	2	3	4,1	784	17	64	84	25
Maubeuge.....	121 741	1 002	907	43	16	5,2	5 114	232	70	154	196
Mauriac.....	28 649	254	263	0	4	5,1	0	24	31	22	66
Mayenne.....	86 979	437	387	6	51	4,9	1 463	106	130	43	82
Meaux.....	195 596	1 501	1 538	64	551	4,4	20 258	479	1 003	149	598
Melle.....	47 944	236	173	0	1	2,6	368	71	0	51	116
Melun.....	387 359	3 262	2 722	92	964	4,2	57 358	898	1 389	167	762
Mende.....	28 859	205	133	6	4	5,3	2 733	23	61	33	31
Menton.....	87 326	745	736	20	191	5,7	36 000	7	0	76	192
Metz.....	335 639	3 324	3 165	6	680	5,8	32 148	1 584	661	307	524
Millau.....	42 884	341	330	9	6	4,2	6 228	44	229	72	140
Mirande.....	36 683	433	357	9	1	3,3	0	4	9	68	94
Mirecourt.....	51 174	358	372	1	44	4,5	0	118	278	107	130
Moissac.....	38 802	377	280	3	4	4,0	957	26	151	44	50
Molsheim.....	109 586	1 082	1 156	7	66	6,2	0	156	160	117	211
Mont-de-Marsan.....	121 127	1 323	1 244	21	28	4,1	5 784	340	454	91	173
Montargis.....	114 614	1 336	1 240	0	27	3,5	7 552	87	185	189	283
Montauban.....	103 437	1 279	1 243	46	51	2,8	7 179	104	753	138	314
Montbéliard.....	167 103	1 077	662	5	136	6,2	5 953	308	660	148	307
Montbrison.....	160 289	1 050	958	24	20	3,9	3 895	321	132	121	140
Montceau-les-Mines.....	42 611	373	373	4	5	4,0	927	35	278	29	93
Montdidier.....	51 644	387	299	8	46	4,4	0	81	40	71	107
Montélimar.....	99 653	1 094	1 124	55	114	5,2	15 606	374	411	108	439
Montereau-Fault-Yonne.....	43 841	570	347	4	108	5,1	4 393	195	205	55	119
Montfort.....	61 156	285	286	2	12	3,9	0	97	36	35	38
Montluçon.....	113 431	1 016	1 006	8	30	4,7	5 926	103	234	165	269
Montmorency.....	272 316	2 022	1 910	112	615	5,2	46 866	266	301	96	816
Montmorillon.....	43 868	373	323	8	11	3,8	489	38	174	62	31
Montpellier.....	490 263	4 288	4 258	249	1 458	3,8	212 346	1 250	2 450	368	574
Montreuil.....	90 674	1 268	1 284	38	194	5,4	54 371	117	311	169	93
Montreuil-sur-mer.....	99 288	953	921	33	22	4,7	15 218	64	348	150	214
Morlaix.....	142 048	966	822	19	12	4,2	2 970	133	340	84	159
Mortagne-au-Perche.....	71 404	586	546	1	4	4,2	0	208	211	41	118
Mortain.....	38 085	248	233	12	2	3,7	168	7	22	38	40
Moulins.....	91 191	977	998	2	9	4,8	2 202	175	106	129	102
Moutiers.....	47 836	441	412	1	89	5,4	0	48	90	179	205
Mulhouse.....	256 669	3 453	3 210	72	416	5,9	31 035	810	1 728	274	636

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales					
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**		
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité	
Murat.....	15 982	125	184	0	1	7,5	0	40	16	15	21	
Muret.....	140 912	776	686	39	118	3,2	0	125	85	87	160	
Nancy.....	415 106	3 738	3 227	41	50	5,1	54 370	850	3 135	323	659	
Nantes.....	783 063	5 122	4 956	292	1 180	5,4	150 226	2 286	3 486	309	941	
Nantua.....	140 441	684	642	12	321	5,0	6 498	200	469	80	186	
Narbonne.....	126 391	1 123	1 146	30	211	6,3	13 500	348	617	178	440	
Nerac.....	24 217	291	273	2	6	3,3	0	5	52	24	43	
Neufchateau.....	35 604	215	188	1	29	5,0	0	498	150	56	85	
Neufchatel-en-Bray.....	68 372	568	512	12	15	4,2	1 093	109	185	44	112	
Neuilly-sur-Seine.....	59 848	745	822	26	136	4,6	83 225	54	130	64	174	
Nevers.....	125 244	901	1 133	11	11	4,1	9 693	138	348	110	348	
Nice.....	419 368	5 673	4 721	402	1 950	5,2	389 306	1 832	2 353	731	960	
Nimes.....	318 369	2 832	2 425	14	798	5,5	69 494	600	1 542	355	534	
Niort.....	142 764	1 667	1 606	94	40	2,6	9 900	285	450	139	201	
Nogent-le-Rotrou.....	36 329	386	404	2	15	3,3	1 846	96	69	47	151	
Nogent-sur-Marne.....	147 508	1 276	1 311	77	357	4,4	27 696	105	221	91	256	
Nogent-sur-Seine.....	42 303	402	343	6	5	3,3	0	19	142	78	85	
Nontron.....	41 782	374	354	11	30	4,1	0	31	78	132	73	
Nyons.....	21 047	200	179	12	3	6,8	412	41	48	11	28	
Oloron-Sainte-Marie.....	63 519	388	379	19	38	3,2	0	36	25	79	69	
Orange.....	111 516	1 671	1 473	28	201	3,2	19 483	8	500	185	145	
Orléans.....	382 314	3 101	2 809	117	736	5,5	43 380	632	966	362	997	
Orthez.....	63 465	522	489	8	51	3,3	0	15	15	58	93	
Paimboeuf.....	54 138	455	378	17	18	5,3	0	148	147	41	67	
Palaiseau.....	171 590	1 302	1 245	74	89	3,7	12 338	120	249	62	195	
Pamiers.....	61 058	503	592	1	30	12,2	2 251	201	79	144	292	
Pantin.....	119 033	1 146	1 121	43	348	5,6	45 352	544	249	58	153	
Paris- 1 ^{er} ***.....	16 888	601	688	26	49	3,3	2 283 932	17 936	20 192	7 631	14 736	
Paris- 2 ^e	19 585	395	486	3	68	5,1	///	///	///	///	///	
Paris- 3 ^e	34 248	542	490	28	98	3,5	///	///	///	///	///	
Paris- 4 ^e	30 675	500	491	49	63	3,6	///	///	///	///	///	
Paris- 5 ^e	58 849	548	620	9	92	5,1	///	///	///	///	///	
Paris- 6 ^e	44 919	542	518	43	55	5,0	///	///	///	///	///	
Paris- 7 ^e	56 985	734	865	16	121	6,4	///	///	///	///	///	
Paris- 8 ^e	39 314	1 092	1 152	0	186	5,0	///	///	///	///	///	
Paris- 9 ^e	55 838	1 581	1 603	90	151	4,6	///	///	///	///	///	
Paris-10 ^e	89 612	1 404	1 446	86	240	4,3	///	///	///	///	///	
Paris-11 ^e	149 102	3 954	3 898	121	337	3,5	///	///	///	///	///	
Paris-12 ^e	136 591	1 655	1 464	149	306	4,6	///	///	///	///	///	
Paris-13 ^e	171 533	1 355	1 545	11	502	3,9	///	///	///	///	///	
Paris-14 ^e	132 844	1 608	1 483	2	258	3,9	///	///	///	///	///	
Paris-15 ^e	225 362	2 575	2 409	108	333	4,7	///	///	///	///	///	
Paris-16 ^e	161 773	2 138	2 114	90	396	5,4	///	///	///	///	///	
Paris-17 ^e	160 860	2 811	3 728	160	459	5,5	///	///	///	///	///	
Paris-18 ^e	184 586	2 742	2 919	64	676	5,7	///	///	///	///	///	
Paris-19 ^e	172 730	2 237	2 262	100	553	4,1	///	///	///	///	///	
Paris-20 ^e	182 952	2 300	2 329	86	606	4,7	///	///	///	///	///	
Parthenay.....	62 011	481	397	0	10	3,6	382	156	216	46	127	
Pau.....	224 194	1 521	1 530	114	334	5,9	35 707	56	354	195	547	
Périgueux.....	146 249	1 549	1 405	15	252	3,3	18 298	175	588	304	479	
Péronne.....	78 873	673	565	20	78	5,4	1 144	114	100	93	148	
Perpignan.....	287 272	2 544	2 478	110	747	5,2	36 861	612	896	185	619	
Pithiviers.....	57 120	481	395	4	12	3,6	1 080	64	55	65	120	
Ploermel.....	77 233	387	362	2	8	2,5	0	41	49	85	61	
Poissy.....	243 171	1 577	1 594	24	180	4,6	54 156	662	391	155	289	
Poitiers.....	215 777	1 819	1 628	91	59	3,3	25 271	232	775	241	307	

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

*** Cf. avertissement page 340

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Pont-Audemer.....	72 759	534	543	17	10	5,3	2 550	251	267	196	153
Pont-l'Évêque.....	69 673	960	932	31	36	3,9	16 193	83	800	152	251
Pontarlier.....	68 942	499	478	1	40	5,0	1 259	108	303	34	105
Pontivy.....	85 082	519	442	25	10	3,2	751	44	150	85	26
Pontoise.....	307 802	1 961	1 495	119	800	4,7	46 327	660	3 900	199	728
Prades.....	38 907	329	309	4	25	3,9	0	96	59	34	53
Privas.....	118 028	1 190	1 090	21	65	3,6	8 560	147	256	299	67
Provins.....	64 524	487	446	7	108	5,3	4 518	103	260	54	81
Puteaux.....	238 236	1 926	1 930	68	724	5,9	60 273	2 142	1 837	190	741
Quimper.....	238 373	1 776	1 784	45	32	3,7	20 010	78	756	164	306
Quimperlé.....	57 639	384	367	9	1	3,8	1 441	31	210	53	116
Rambouillet.....	180 060	1 382	1 231	6	26	5,3	14 139	381	579	124	202
Redon.....	81 106	662	550	5	18	4,0	0	110	172	58	97
Reims.....	310 289	2 887	2 834	79	293	4,5	36 859	500	2 600	196	632
Remiremont.....	77 144	425	385	8	66	4,7	3 243	119	149	258	211
Rennes.....	431 395	2 828	2 750	117	285	3,7	42 469	532	3 025	155	555
Rethel.....	33 951	278	156	0	2	4,2	496	53	136	50	69
Ribeauville.....	49 311	565	626	1	13	6,1	0	65	74	19	53
Ribérac.....	49 728	510	409	7	40	4,3	0	32	96	79	71
Riom.....	109 659	923	809	20	80	3,3	4 045	230	41	267	116
Roanne.....	152 659	940	948	38	153	4,8	5 017	115	308	201	186
Rochechouart.....	35 334	301	331	11	24	3,7	0	24	62	36	50
Rochefort.....	70 342	753	918	30	10	11,2	11 143	96	688	54	145
Rocroi.....	47 981	312	295	0	4	5,7	932	88	45	90	52
Rodez.....	105 764	632	641	1	20	6,0	6 024	280	30	267	176
Romans-sur-Isère.....	97 206	795	720	36	99	4,0	10 431	307	248	94	370
Romorantin-Lanthenay.....	69 672	472	417	2	101	4,9	1 217	119	157	69	537
Roubaix.....	178 916	2 435	2 081	45	44	3,9	28 183	273	795	306	221
Rouen.....	503 754	4 202	3 581	188	383	4,8	70 881	313	1 756	239	532
Ruffec.....	27 651	223	210	0	2	4,0	0	14	28	20	13
Saint-Affrique.....	24 728	156	149	0	2	4,0	0	22	45	31	47
Saint-Amand-Montrond.....	67 344	595	533	1	10	4,3	0	92	164	74	118
Saint-Avold.....	93 890	1 058	887	11	103	6,9	3 923	373	215	148	172
Saint-Brieuc.....	216 528	1 399	1 420	55	22	4,9	9 618	385	934	138	332
Saint-Calais.....	46 222	407	425	2	3	3,1	0	59	55	23	82
Saint-Claude.....	51 406	394	342	7	4	3,7	0	166	84	29	71
Saint-Denis.....	123 024	1 668	2 069	99	341	5,2	64 033	336	100	106	378
Saint-Die.....	93 398	736	681	7	75	3,9	4 618	341	266	104	257
Saint-Dizier.....	74 801	675	584	25	6	3,0	2 158	164	237	57	164
Saint-Étienne.....	359 896	2 702	2 512	93	450	3,5	95 112	259	2 001	370	686
Saint-Flour.....	24 031	173	104	0	2	7,1	0	67	47	34	57
Saint-Gaudens.....	85 438	689	605	6	39	6,2	2 408	152	336	103	140
Saint-Germain-en-Laye.....	368 836	2 690	2 624	90	374	3,7	59 603	971	2 300	195	363
Saint-Girons.....	26 033	335	338	4	3	4,2	593	17	52	35	116
Saint-Jean-d'Angely.....	50 292	540	406	1	2	3,8	296	53	100	41	52
Saint-Jean-de-Maurienne.....	41 607	219	201	3	39	3,9	0	366	42	99	205
Saint-Julien-en-Genevois.....	130 874	1 055	1 087	17	197	4,3	14 720	235	481	86	241
Saint-Lo.....	88 213	594	528	2	8	3,1	1 566	169	349	72	209
Saint-Malo.....	141 115	1 190	1 106	30	30	6,8	11 371	68	536	123	119
Saint-Marcellin.....	90 037	762	705	9	72	6,3	1 887	53	12	37	32
Saint-Maur-des-Fosses.....	188 229	1 474	1 410	66	444	4,9	24 722	2 831	448	215	888
Saint-Mihiel.....	38 825	371	312	0	3	3,2	566	20	0	61	299
Saint-Nazaire.....	247 206	2 247	2 053	58	150	4,0	14 960	234	913	211	169
Saint-Omer.....	153 523	1 012	829	41	23	6,3	2 759	146	229	167	401
Saint-Ouen.....	92 941	902	863	41	407	6,0	74 175	298	612	112	355

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [suite]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Saint-Palais	38 263	267	228	2	12	4,1	0	0	0	52	0
Saint-Pol-sur-Ternoise	63 735	586	537	10	10	4,2	784	94	216	73	88
Saint-Pons-de-Thomieres	21 529	115	130	0	24	8,3	280	0	0	24	48
Saint-Quentin	152 614	842	1 110	25	308	5,1	7 306	311	1 252	142	463
Saint-Sever	31 840	247	239	4	9	3,2	353	43	0	10	17
Saint-Yrieix-la-Perche	28 497	235	226	12	16	3,7	0	29	69	19	37
Saintes	143 794	1 875	1 737	79	34	3,7	8 527	228	715	81	353
Salon-de-Provence	103 005	770	592	2	189	4,6	28 521	44	625	59	205
Sancerre	45 116	339	324	10	6	3,2	0	64	90	28	60
Sannois	209 860	1 469	1 310	25	559	3,6	48 610	516	971	172	402
Sarlat-la-Caneda	47 429	647	655	14	55	3,1	1 815	184	47	210	49
Sarrebouurg	62 098	476	359	2	19	4,4	1 384	147	256	99	65
Sarreguemines	99 980	973	958	0	53	6,1	3 394	158	134	100	115
Sartene	33 672	280	303	7	15	6,6	5 950	0	240	58	74
Saumur	99 717	832	755	6	12	3,1	3 949	165	330	74	112
Saverne	88 251	1 421	860	18	23	5,3	0	159	146	144	158
Schiltigheim	103 359	1 314	1 182	5	124	5,7	0	97	204	70	176
Sedan	62 096	561	602	6	4	4,5	1 461	31	134	64	65
Segré	53 111	389	338	5	4	3,9	416	70	98	30	43
Selestat	74 809	666	748	22	57	4,7	1 943	164	132	63	116
Semur-en-Auxois	41 117	471	372	13	21	4,0	0	25	389	46	90
Senlis	262 630	1 757	1 763	75	531	4,1	20 273	588	463	317	205
Sens	86 941	901	883	5	210	4,2	6 006	222	614	92	180
Sete	101 383	1 040	1 114	59	225	5,0	20 405	219	294	80	342
Soissons	100 627	769	654	38	162	5,8	7 285	61	350	81	274
Strasbourg	264 115	6 518	6 012	107	566	5,0	108 192	997	948	481	872
Tarascon	105 357	859	794	6	172	3,6	9 614	206	453	58	197
Tarbes	135 428	1 417	1 335	31	27	4,9	12 912	79	135	111	365
Thann	77 608	734	685	2	16	4,9	2 483	97	278	70	99
Thiers	56 292	420	397	0	32	4,6	1 026	91	161	54	221
Thionville	170 119	1 498	1 380	21	144	4,6	15 319	337	662	182	221
Thonon-les-Bains	110 356	1 122	1 145	67	77	4,6	13 346	94	201	63	273
Tonnerre	25 180	241	303	0	5	4,8	0	48	101	16	47
Toul	64 841	501	489	27	13	3,5	3 057	252	367	65	119
Toulon	430 275	3 791	3 202	72	991	5,1	182 423	346	4 770	1 132	1 134
Toulouse	760 385	6 787	5 951	211	2 392	5,0	149 503	955	1 210	525	805
Tourcoing	207 836	2 001	2 065	85	58	5,6	24 734	362	700	190	218
Tournon	123 731	1 081	916	23	16	5,0	2 496	30	21	54	151
Tours	424 651	3 026	2 860	118	1 161	4,7	45 946	657	2 500	246	870
Trévoux	146 478	842	876	7	136	5,3	6 723	179	132	102	149
Troyes	196 931	1 510	1 465	5	434	5,1	26 053	839	347	396	440
Tulle	76 997	481	438	4	9	5,4	140	75	141	74	134
Ussel	34 429	601	408	0	2	4,2	685	35	71	45	61
Uzes	139 400	937	811	21	219	5,6	0	3 895	206	95	170
Valence	183 982	1 521	1 445	84	241	4,5	20 492	665	700	173	578
Valenciennes	348 994	2 440	2 608	36	406	7,0	34 574	1 025	1 294	176	489
Valognes	61 261	359	378	7	7	3,3	500	11	52	68	113
Vannes	199 937	1 454	1 457	84	51	5,2	13 081	123	49	177	165
Vanves	228 320	1 575	1 335	40	416	4,9	48 720	531	396	140	486
Vendôme	68 014	517	430	4	73	4,6	1 926	47	150	54	163
Verdun	83 953	740	599	10	37	5,1	4 130	202	373	117	252
Versailles	381 655	2 616	2 246	92	532	4,5	31 200	784	460	157	418
Vervins	51 158	391	327	0	38	4,7	658	60	82	63	116
Vesoul	78 939	768	800	17	84	5,1	2 410	178	72	115	222
Vichy	91 406	934	864	34	33	4,3	8 879	135	20	75	233

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2004 par tribunal d'instance [fin]

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Vienne	235 412	2 030	1 842	54	103	6,0	14 820	608	359	120	309
Vierzon	46 763	419	377	22	1	2,8	3 380	86	503	26	129
Villefranche-de-Lauragais ..	59 603	354	308	8	18	3,1	0	29	1	30	76
Villefranche-de-Rouergue ..	63 630	362	325	6	9	7,7	1 295	23	215	111	185
Villefranche-sur-Saône.....	172 826	1 145	1 272	17	72	5,7	8 622	261	200	188	408
Villejuif.....	208 571	1 988	1 816	66	318	3,9	32 587	283	399	236	482
Villeneuve-sur-Lot.....	86 850	911	800	15	6	3,9	3 562	49	135	88	291
Villeurbanne	466 193	4 219	4 288	25	113	3,6	0	1 503	988	405	1 397
Vincennes	114 213	1 020	1 028	75	239	3,9	45 581	68	898	62	190
Vire.....	54 886	508	482	1	7	3,4	279	96	529	7	67
Vitre.....	77 381	412	392	4	14	3,4	0	90	164	56	120
Vitry-le-Francois.....	49 044	413	364	13	4	3,8	1 250	92	62	43	95
Vouziers	22 475	88	86	0	2	6,7	240	19	58	14	41
Wissembourg	64 374	562	510	6	11	4,6	0	152	97	50	65
Yssingaux	71 764	454	416	8	8	4,8	0	45	25	49	50
Yvetot.....	76 658	533	540	4	50	4,0	0	43	188	47	68
Basse-Terre	100 766	577	584	10	83	6,2	9 016	725	135	224	173
Cayenne.....	157 213	671	560	0	366	5,5	22 596	7	163	447	148
Fort-de-France	202 124	852	848	0	134	5,7	45 900	990	92	184	80
Grand-Bourg	12 488	39	29	0	1	4,2	0	28	2	49	3
Le Lamentin	179 303	803	698	0	93	7,3	16 983	837	2 225	68	79
Pointe-à-Pitre	273 312	1 929	1 903	21	397	5,0	43 569	473	87	341	40
Saint-Benoit	101 804	825	682	20	9	4,7	1 576	247	307	55	78
Saint-Denis-de-la-Réunion..	176 283	3 043	1 712	94	137	4,1	28 557	308	650	206	188
Saint-Martin.....	35 930	220	219	6	77	5,4	0	375	0	98	32
Saint-Paul	148 028	1 051	1 107	12	53	6,1	2 551	324	199	70	149
Saint-Pierre	280 185	1 733	1 659	19	61	4,8	6 404	148	270	343	184

* y compris TPBR et juridictions de proximité

**y compris les jugements sur intérêts civils

Activité par juridiction

Sources :

Pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Les statistiques sont issues des tableaux de bord civils en 2004. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Définitions :

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des conseils de prud'hommes le lecteur se reportera aux définitions présentées page 36.

Section saisie : les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes selon le secteur d'activité concerné.

Durée moyenne : voir commentaire fait pour la durée moyenne des affaires terminées par les cours d'appel (page 308).

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires. L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (cf. définitions page 68).

Le taux de départition (cf. Définitions 11 et 16, page 36) est calculé par rapport aux affaires ayant fait l'objet d'un délibéré.

Activité 2004 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaire terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de département (en %)	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
TOUS CONSEILS DE PRUD'HOMMES	60 186 184	164 392	41 613	56 635	3 143	35 270	27 731	166 794	89 604	20,5	12,4	43 443
Abbeville	90 718	201	83	54	6		13	140	45	8,9	5,8	32
Agen	216 447	379	97	142	16		53	418	203	10,8	10,1	132
Aix-en-Provence	278 981	1 337	204	460	69	334	270	1 161	745	25,4	14,9	265
Aix-les-Bains	63 995	102	29	39		20	14	117	65	4,6	8,6	44
Ajaccio	118 593	344	80	154	24	62	24	333	156	12,2	9,4	89
Albertville	143 001	423	98	159	1	133	32	364	204	17,2	9,7	78
Albi	164 990	292	68	112	9	66	37	265	116	12,9	14,2	98
Alençon	139 954	339	93	106	17	80	43	325	217	27,2	8,9	52
Alès	133 761	272	53	129	4	53	33	200	127	12,6	8,9	56
Altkirch	108 868	198	88	67		15	28	187	102	8,8	7,0	27
Amiens	351 420	768	205	284	19	184	76	834	413	13,6	10,6	198
Angers	384 816	1 046	410	252	46	180	158	1 099	364	12,1	11,1	329
Angoulême	244 118	351	73	128	35	65	50	375	252	14,3	9,6	204
Anancy	229 039	840	344	220	2	176	98	726	370	14,6	10,3	187
Annemasse	130 874	629	136	271		174	48	398	158	15,2	7,6	210
Annonay	123 731	237	142	42		26	27	139	101	7,9	8,9	48
Argentan	67 548	150	41	56	28	15	10	124	82	22,0	9,0	36
Argenteuil	209 860	467	123	186		101	57	468	264	7,2	10,4	139
Arles	180 948	518	133	191	53	92	49	535	288	24,0	11,5	305
Armentières	52 872	128	43	55		21	9	124	66	1,5	8,9	23
Arras	300 785	761	218	281	18	164	80	677	285	2,1	6,7	230
Aubenas	162 292	219	71	72	9	51	16	254	151	9,9	13,7	66
Auch	172 335	230	53	86	13	48	30	200	133	9,8	10,4	40
Aurillac	150 778	140	40	48	14	22	16	131	92	17,4	9,5	82
Autun	36 116	47	12	8		19	8	55	27	7,4	7,3	9
Auxerre	178 546	395	91	121	19	116	48	376	211	23,7	8,5	103
Avignon	297 082	861	155	419	23	155	109	1 016	608	15,8	15,6	220
Avranches	125 424	103	20	42	4	27	10	108	49	14,3	12,3	13
Bar-le-Duc	108 245	262	123	67	14	40	18	235	133	9,0	8,8	30
Bastia	141 603	257	63	111	18	48	17	322	164	11,0	20,6	72
Bayonne	248 840	717	242	215	6	182	72	729	523	57,9	11,2	277
Beaune	92 131	166	27	87		34	18	180	94	6,4	7,8	48
Beauvais	329 868	444	142	152	8	72	70	509	276	29,0	13,4	172
Bédarieux	16 412	32	7	13		10	2	22	18		6,7	7
Belfort	137 408	294	80	97	2	68	47	292	165	10,3	9,0	86
Belley	79 656	170	45	69		37	19	61	74	6,8	4,1	16
Bergerac	150 534	312	86	93	32	76	25	297	164	5,5	6,0	79
Bernay	131 050	201	75	59	11	40	16	198	109	1,8	7,6	67
Besançon	331 959	453	119	162	6	84	82	537	291	15,5	14,4	194
Béthune	279 783	734	356	213	24	99	42	711	498	1,8	14,4	156
Béziers	239 257	656	158	301	26	131	40	636	402	25,9	12,5	272
Blois	245 296	581	139	166	129	79	68	443	230	17,4	9,8	159
Bobigny	1 382 861	5 322	966	2 221	3	1 109	1 023	5 292	2 957	41,3	16,5	854
Bolbec	52 071	132	35	40		46	11	189	113	36,3	8,1	37
Bonneville	161 410	391	135	131	11	72	42	277	121	19,8	10,2	80
Bordeaux	1 155 691	3 282	752	1 308	123	615	484	3 102	1 538	19,3	11,9	1 246
Boulogne-Billancourt	690 816	2 461	253	567		641	1 000	2 322	1 154	8,4	13,2	635
Boulogne-sur-Mer	163 159	372	74	179	2	80	37	402	254	15,7	11,4	50
Bourg-en-Bresse	295 351	514	133	134	10	165	72	727	205	2,4	10,5	73
Bourges	267 665	637	296	148	27	116	50	571	294	26,2	7,5	133
Bourgoin-Jallieu	81 501	161	37	52	3	39	30	151	82	1,2	9,0	41
Brest	353 541	684	119	186	64	239	76	649	249	12,4	6,0	104
Briançon	32 124	92	14	43		25	10	101	64	4,7	7,6	25
Briey	74 350	148	56	43	4	33	12	164	72	11,1	6,3	13
Brive-la-Gaillarde	121 150	252	64	97	4	43	44	275	147	24,5	9,0	79
Caen	452 995	1 213	492	360	32	171	158	1 186	627	27,1	11,2	409
Cahors	110 102	186	36	60	14	44	32	200	113	24,8	13,2	43
Calais	118 311	402	95	157		130	20	717	548	66,8	15,4	99
Cambrai	158 845	422	179	118	6	86	33	413	169	1,8	6,8	42
Cannes	158 013	876	131	377		263	105	947	542	16,4	15,0	302
Carcassonne	183 379	166	465	114	42	88	55	430	247	13,8	10,5	59
Carpentras	91 087	238	58	73		38	41	28	88	18,2	10,5	30

Activité 2004 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaire terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de départition (en %)	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
Castres	145 464	232	59	81	6	42	44	283	170	21,2	11,6	60
Cergy	307 802	739	190	225	14	121	189	947	492	10,0	15,0	230
Chalon-sur-Saône.....	199 000	470	148	171	13	84	54	423	194	10,3	15,6	119
Chalons-en-Champagne.....	163 469	362	128	112	30	58	34	290	194	5,7	8,3	80
Chambéry	166 262	422	114	150	2	103	53	418	229	17,9	11,1	94
Charleville-Mézières	171 608	460	251	122	9	45	33	660	219	13,2	14,0	175
Chartres	194 152	538	172	144	30	102	90	456	268	13,1	14,5	173
Chateau-Thierry.....	68 570	148	34	57		39	18	128	62		5,2	16
Chateaudun	56 886	130	76	23		15	16	71	36	13,9	9,6	8
Chateauroux	196 287	311	63	102	9	100	37	247	167	4,8	6,9	74
Chatellerault.....	109 202	229	121	53		35	20	190	105	10,5	7,5	14
Chaumont.....	120 072	424	263	79	10	47	25	311	223	58,7	10,3	61
Chauny	47 133	142	72	38		23	9	138	55	3,6	6,2	20
Cherbourg-Octeville.....	190 973	247	106	73	10	34	24	277	136	4,4	6,8	38
Cholet	183 478	255	111	56		36	52	223	106	2,8	10,3	89
Clermont-Ferrand	410 301	1 079	337	375	23	191	153	1 054	661	18,5	11,5	280
Clermont-l'Herault.....	49 126	95	15	35		30	15	90	37	13,5	9,5	3
Cognac	95 510	158	61	53		28	16	190	124	41,9	13,0	66
Colmar	188 566	639	179	257	15	113	75	598	293	8,2	6,2	59
Compiègne	173 943	282	64	112	1	43	62	266	139	12,9	8,4	66
Coutances.....	165 074	201	45	68	7	56	25	165	89	9,0	6,1	16
Creil	262 630	604	108	191	13	203	89	603	349	10,6	11,4	157
Créteil	998 104	2 896	518	1 139	12	596	631	2 882	1 647	25,7	13,1	854
Dax	174 367	407	174	144	7	45	37	338	201	12,4	12,9	137
Decazeville	63 630	93	14	49		17	13	355	304	87,8	12,3	16
Dieppe	203 785	384	168	92	15	81	28	435	207	22,2	7,9	58
Digne-les-Bains	81 813	167	41	62	14	40	10	153	78	24,4	15,4	46
Dijon.....	414 624	1 062	258	377	49	239	139	1 123	627	17,9	8,8	275
Dinan	100 386	163	22	48	8	66	19	162	57	7,0	6,1	58
Dole	124 039	173	56	70	3	26	18	204	80	15,0	10,5	54
Douai	246 987	405	128	150	6	82	39	352	204	11,3	9,5	70
Draguignan	216 540	434	73	135	64	108	54	387	235	8,1	9,9	113
Dreux	120 298	488	290	79		79	40	244	142	21,1	9,8	52
Dunkerque.....	263 018	686	239	227	5	151	64	834	501	12,0	11,0	83
Elbeuf.....	56 211	149	51	49		34	15	130	71	15,5	6,6	11
Epernay	91 471	180	61	63		42	14	225	131	14,5	6,2	85
Epinal.....	210 410	518	221	157	8	85	47	897	682	3,8	9,8	96
Etampes.....	125 148	216	60	91		40	25	210	128	4,7	8,3	80
Evreux.....	218 925	508	164	167	30	67	80	870	207	3,9	12,6	188
Evry.....	519 630	1 313	263	535	21	241	253	1 272	670	11,6	10,4	464
Fécamp.....	29 294	53	13	16		17	7	136	23	13,0	7,1	18
Figeac	50 095	75	36	18		17	4	90	60	8,3	5,7	22
Firminy.....	55 680	64	23	26		9	6	52	33	12,1	4,9	12
Flers.....	84 835	109	48	27		22	12	109	71	7,0	9,0	22
Foix	137 205	241	81	88	6	39	27	203	104	29,8	13,4	46
Fontainebleau	178 495	318	71	104	9	78	56	314	175	12,0	9,7	95
Forbach.....	176 036	455	177	125		105	48	406	216	5,1	6,0	156
Fougères.....	152 761	77	17	23		18	19	106	34	2,9	7,6	27
Fourmies.....	116 725	188	96	45	4	31	12	179	71	2,8	5,5	55
Fréjus.....	155 146	649	148	275		144	82	601	384	7,6	10,5	284
Friville-Escarbotin	34 540	101	46	26		22	7	84	41	12,2	8,1	12
Gap	89 295	245	75	89	7	48	26	228	120	3,3	7,1	25
Givors	51 001	156	35	51		55	15	140	65	20,0	8,7	42
Grasse	346 619	1 412	247	721	20	205	219	1 404	791	13,4	11,8	316
Grenoble	553 730	1 212	346	370	8	219	269	1 279	681	6,8	8,6	402
Guebwiller.....	76 314	233	134	45		32	22	178	69	2,9	4,2	28
Guéret.....	124 470	147	32	53	22	31	9	182	80	8,8	12,6	55
Guingamp	170 440	297	159	48	10	27	53	327	135	10,4	9,9	38
Haguenau	184 819	294	120	88		35	51	299	156	10,9	12,1	75
Halluin.....	52 099	137	56	52		10	19	114	52	7,7	9,6	19
Haubourdin	51 470	254	101	90		35	28	191	73	4,1	8,9	30
Hazebrouck.....	116 684	179	76	53	4	18	28	221	103	10,7	9,5	36
Hirson	51 158	142	49	61		22	10	144	49	2,0	4,5	28
Issoudun	34 852	85	46	16		14	9	62	43	2,3	6,8	46

Activité 2004 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaire terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de répartition (en %)	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
La Roche-sur-Yon.....	349 789	397	98	107	34	96	62	344	182	15,4	9,5	113
La Rochelle.....	184 728	479	86	194	6	129	64	497	284	9,5	7,3	162
La Tour-du-Pin.....	80 767	150	32	29		62	27	124	78	10,3	7,3	42
Lannoy.....	64 339	312	45	97		94	76	406	111		9,7	68
Laon.....	115 740	213	54	78	18	46	17	181	65	6,2	5,0	41
Laval.....	285 338	300	78	124	11	37	50	322	210	6,2	9,0	106
Le Creusot.....	58 872	120	85	24		8	3	124	43	11,6	10,7	9
Le Havre.....	317 365	775	248	227	19	195	86	994	360	5,0	8,6	218
Le Mans.....	529 851	918	368	223	24	207	96	780	477	22,6	10,3	191
Le Puy.....	209 113	228	92	55	6	52	23	268	162	24,1	10,8	60
Lens.....	326 719	479	134	174		113	58	500	323	3,1	11,1	116
Les Sables-d'Olonne.....	189 875	281	54	109	2	88	28	263	102	5,9	8,1	116
Libourne.....	131 643	235	44	65	54	33	39	267	171	29,2	18,0	69
Lille.....	610 353	1 942	327	810	20	467	318	2 045	990	17,9	13,1	423
Limoges.....	353 893	731	209	219	23	173	107	931	350	14,9	11,6	224
Lisieux.....	70 831	315	106	133	13	43	20	119	67	23,9	10,2	33
Longjumeau.....	489 460	1 338	262	469		216	391	1 510	800	16,6	15,8	473
Longwy.....	82 700	247	115	82		39	11	221	128	4,7	9,8	42
Lons-le-Saunier.....	75 412	123	35	45	7	18	18	144	80	10,0	8,6	46
Lorient.....	366 703	521	159	169	12	92	89	443	254	5,5	12,7	210
Louviers.....	191 079	419	189	124		58	48	396	239	2,1	9,1	44
Lunéville.....	76 782	390	214	54		111	11	292	87	13,8	5,0	37
Lure.....	106 461	137	45	40	4	36	12	140	71	25,4	8,8	28
Lyon.....	1 355 042	4 952	896	1 756	14	1 208	1 078	7 798	4 964	61,1	19,7	1 594
Macon.....	208 294	362	83	127	7	111	34	349	224	25,4	9,0	61
Manosque.....	57 748	152	36	36		30	50	182	121	2,5	9,6	41
Mantes-la-Jolie.....	180 582	401	133	139	2	81	46	399	177	11,9	7,9	78
Marmande.....	88 933	132	39	43	17	15	18	152	95	14,7	10,6	42
Marseille.....	980 082	3 091	573	1 196	15	754	553	2 861	2 041	24,1	14,5	438
Martignes.....	292 703	991	252	403		213	123	1 447	602	21,3	19,0	286
Maubeuge.....	121 741	183	48	56		43	36	154	73	1,4	7,3	32
Mazamet.....	32 948	61	34	11	0	6	10	93	65	41,5	12,6	12
Meaux.....	563 389	1 653	434	653	7	286	273	1 551	945	9,0	13,3	574
Melun.....	451 883	1 020	317	345	13	192	153	1 231	544	13,6	10,7	298
Mende.....	73 509	104	18	37	3	38	8	76	60	5,0	6,0	4
Menton.....	87 326	274	28	158		64	24	277	130	9,2	8,5	73
Metz.....	410 267	1 358	314	589	8	276	171	1 413	810	11,9	10,6	346
Millau.....	67 612	114	25	55	2	15	17	121	72	6,9	10,6	25
Molsheim.....	109 586	222	68	101		28	25	189	99	2,0	10,3	72
Mont-de-Marsan.....	152 967	204	41	73	24	40	26	216	150	8,7	12,2	77
Montargis.....	178 692	333	91	122	6	73	41	306	162	1,9	7,9	42
Montauban.....	206 034	730	392	154	26	103	55	650	210	20,5	9,1	170
Montbéliard.....	167 103	244	96	80	1	39	28	204	92	10,9	11,1	60
Montbrison.....	160 289	306	149	78	36	23	20	226	139	20,1	8,3	26
Montceau-les-Mines.....	42 611	80	33	29		8	10	73	51	13,7	7,4	29
Montélimar.....	120 700	363	92	163		73	35	433	238	3,4	13,7	87
Montluçon.....	113 431	263	92	78	6	69	18	265	142	28,9	7,7	73
Montmorency.....	587 802	1 148	364	390		220	174	1 152	559	8,8	12,8	354
Montpellier.....	490 263	2 102	491	811	33	413	354	1 882	1 072	12,8	14,6	840
Montreuil-sur-mer.....	99 288	219	51	125		30	13	244	150	4,0	10,0	64
Morlaix.....	142 048	295	48	168	20	22	37	250	93	2,2	6,4	28
Moulins.....	91 191	188	43	80	13	36	16	196	123	30,9	7,0	43
Mulhouse.....	334 277	1 877	1 105	412	14	202	144	1 504	623	7,2	7,5	281
Nancy.....	479 947	1 255	254	488	14	265	234	1 338	778	9,6	10,3	319
Nanterre.....	738 065	4 360	665	1 013	8	819	1 855	3 887	1 904	15,7	16,6	1 172
Nantes.....	832 922	1 565	394	472	20	330	349	1 566	847	23,0	15,9	566
Narbonne.....	126 391	385	87	175	12	77	34	542	436	39,7	16,0	177
Nevers.....	225 198	458	131	150	32	107	38	427	244	16,4	8,4	109
Nice.....	419 368	2 160	376	1 065	15	486	218	2 268	999	12,8	11,0	601
Nîmes.....	489 364	1 321	278	452	59	409	123	1 159	650	8,9	13,5	397
Niort.....	190 708	310	113	97	10	36	54	297	132	7,6	6,2	100
Nogent-le-Rotrou.....	36 329	80	30	20		24	6	130	110	3,6	9,8	25
Oloron-Sainte-Marie.....	63 519	84	28	26		27	3	93	49	32,7	9,2	46
Orange.....	111 516	315	83	119		71	42	309	144	29,9	10,8	45

Activité 2004 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaire terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de départition (en %)	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
Orléans	439 434	1 050	285	362	25	197	181	1 107	463	14,5	11,2	197
Oyonnax	140 263	278	109	69		59	41	257	119	7,6	7,9	40
Paris.....	2 125 246	16 833	1 593	5 942	6	4 344	4 948	16 253	9 127	26,9	14,8	4 026
Pau	287 659	546	127	179	12	126	102	724	356	22,2	13,0	191
Périgueux.....	237 759	434	107	174	18	66	69	428	229	31,9	10,1	136
Péronne	78 873	149	85	27	6	22	9	171	64	7,8	8,5	21
Perpignan	392 803	1 196	249	477	100	273	97	1 550	880	12,2	13,4	293
Poissy	243 171	550	124	210		117	99	542	215	18,1	9,8	76
Poitiers.....	289 822	531	145	187	21	111	67	506	260	8,1	7,5	64
Quimper	356 829	445	117	137	18	103	70	434	214	16,4	9,8	173
Rambouillet.....	180 060	505	100	177		113	115	480	253	1,2	8,2	122
Redon	81 106	74	25	42		5	2	60	34		7,1	8
Reims.....	310 289	889	212	280	22	278	97	701	460	13,0	12,4	287
Remiremont	77 144	146	67	51		18	10	194	115	7,0	12,7	41
Rennes	492 551	1 199	187	359	21	410	222	1 089	661	5,6	9,1	243
Riom	109 659	181	76	61	6	23	15	183	119	14,3	11,4	43
Roanne	152 659	253	107	55	1	43	47	214	153	27,5	9,0	24
Rochefort	126 535	457	285	88	9	50	25	452	147	3,4	5,1	63
Rodez	132 566	192	29	109	5	35	14	174	106	12,3	10,7	33
Romans-sur-Isere	97 206	159	43	54		33	29	169	87	6,9	9,1	83
Romilly-sur-Seine	42 303	52	24	16		6	6	31	30	33,3	8,6	19
Romorantin-Lanthenay	69 672	447	372	29		28	18	176	120	2,5	7,7	24
Roubaix.....	178 916	659	184	257		136	82	700	370	1,9	8,7	159
Rouen	580 412	1 565	429	595	15	349	177	1 396	714	14,4	10,9	388
Saint-Brieuc	271 547	321	81	100	13	68	59	375	156	7,1	8,9	107
Saint-Chamond.....	51 335	103	34	32		20	17	153	74	6,8	9,9	16
Saint-Claude.....	51 406	77	37	19		5	16	101	52	26,9	6,8	22
Saint-Die	93 398	184	74	58	4	23	25	210	118	19,5	11,4	55
Saint-Dizier	74 801	277	141	89		24	23	147	86	1,2	5,4	22
Saint-Etienne	308 561	837	307	231	6	209	84	684	381	9,7	9,5	305
Saint-Gaudens.....	85 438	133	28	41	2	46	16	178	129	54,3	9,4	51
Saint-Germain-en-Laye	368 836	844	237	259		167	181	816	442	17,0	9,8	232
Saint-Malo	141 115	267	68	96	7	65	31	326	140	8,6	7,9	24
Saint-Nazaire.....	301 344	572	219	151	6	117	79	466	159	22,0	5,9	204
Saint-Omer	153 523	465	164	169	11	100	21	484	175		4,9	119
Saint-Quentin.....	152 614	360	163	98	5	57	37	316	116	8,6	6,5	118
Saintes.....	245 761	520	179	184	29	81	47	566	370	7,8	8,5	245
Salon-de-Provence	103 005	236	73	92		41	30	235	144	22,9	8,6	61
Sarrebouurg.....	90 578	130	59	36		16	19	139	83	1,2	6,5	48
Sarreguemines	99 980	229	78	85		37	29	271	158	3,2	9,0	49
Saumur	164 648	161	39	57	14	30	21	177	89	9,0	12,8	30
Saverne	88 251	205	88	64	9	15	29	188	91	5,5	7,1	24
Schiltigheim	182 879	409	117	119		79	94	436	239	6,3	11,5	126
Sedan	118 522	169	62	46		40	21	126	77	11,7	11,8	40
Selestat.....	74 809	211	75	78		31	27	204	95	5,3	6,0	61
Sens.....	154 675	345	99	113	13	74	46	371	179	2,8	8,3	81
Sète	101 383	369	62	132		146	29	286	214	12,1	11,6	147
Soissons	100 627	294	159	64	9	33	29	481	363	44,4	15,3	60
Strasbourg	385 776	1 309	253	524	16	303	213	1 319	687	17,9	13,8	409
Tarbes.....	222 368	428	105	188	10	89	36	444	288	36,1	12,0	126
Thiers.....	84 306	179	125	19		22	13	130	73	15,1	6,3	15
Thionville.....	246 586	765	171	194		333	67	532	290	7,9	10,4	130
Thonon-les-Bains.....	110 356	76	15	34	3	13	11	182	47	59,6	8,8	36
Thouars.....	153 684	157	60	49	3	24	21	170	89	4,5	7,0	55
Toulon	526 755	1 357	259	534	60	321	183	1 440	846	21,3	15,1	453
Toulouse	960 900	3 054	760	1 000	25	661	608	3 279	1 624	20,4	15,4	741
Tourcoing.....	171 977	551	180	158		128	85	541	264	3,8	8,9	114
Tours.....	554 003	1 442	377	534	28	283	220	1 487	616	9,6	8,1	296
Trouville-sur-Mer.....	69 673	318	160	93		39	26	227	154	2,6	7,6	59
Troyes.....	249 828	419	81	141	69	64	64	487	263	8,4	11,8	114
Tulle	111 426	202	124	30	5	32	11	274	62	12,9	9,3	44
Valence.....	219 872	706	250	212	45	117	82	583	345	29,3	10,3	240
Valenciennes	348 994	727	299	222	6	136	64	623	374	28,3	15,2	166
Vannes.....	277 170	347	82	150	14	52	49	525	336	42,0	10,9	98

Activité 2004 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaire terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
		Section saisie					Encadrement	Dont affaires en délibérés	Taux de départition (en %)	Durée moyenne (en mois)		
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses							
Verdun	83 953	211	99	69	12	20	11	206	120	25,0	7,7	51
Versailles	381 655	1 379	245	445	35	218	436	1 456	643	18,5	12,6	375
Vesoul	123 271	140	45	56	4	23	12	162	105	30,5	8,1	51
Vichy	140 099	351	98	152	4	62	35	312	161	14,3	6,8	78
Vienne	235 412	448	125	168	3	76	76	509	307	26,7	7,3	70
Vierzon	46 763	104	22	50		23	9	123	67	19,4	7,4	36
Villefranche-sur-Saône	172 826	347	126	107	7	52	55	348	211	10,9	9,2	180
Villeneuve-Saint-Georges	229 146	845	141	310		195	199	800	433	33,7	15,2	268
Vire	54 886	82	41	23		10	8	122	32	18,8	8,4	9
Voiron	142 596	276	112	82		36	46	274	146	4,1	7,1	53
Basse-Terre	136 696	485	39	124	7	282	33	266	152	20,4	20,5	193
Cayenne	157 213	273	90	102	5	48	28	252	143	40,6	26,3	182
Fort-de-France	381 427	1 112	231	544	31	218	88	919	386	5,2	30,5	279
Pointe-à-Pitre	285 800	737	131	229	21	282	74	557	321	7,8	20,0	482
Saint-Denis-de-la-Réunion	426 115	724	223	243	6	174	78	1 669	478	14,9	11,2	399
Saint-Pierre	280 185	730	210	185	9	289	37	858	594	6,7	6,1	231

Sources :

En matière commerciale, la plus grande partie des statistiques (92 %), sont issues du **Répertoire général des tribunaux de commerce**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Activité des juridictions - tribunaux de commerce", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Affaires des tribunaux de commerce

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de commerce, le lecteur se reportera aux définitions présentées page 38.

Procédures de redressement et de liquidation judiciaires : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma de la page 38.

Activité 2004 par tribunal de commerce

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]		Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référé
		Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]			Issues des redressements [4]	Clôtures des opérations				
			dont		liquidations judiciaires immédiates			dont			
			jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]							liquidations après période d'observation	
TOUTES JURIDICTIONS	221 289	211 532	5,3	155 737	55 119	13 195	28 566	13 871	9 489	38 847	31 358
Abbeville	301	273	6,1	128	152	36	44	29	15	48	10
Agen	539	560	4,5	424	123	21	58	34	28	68	28
Aix-en-Provence	2 414	2 436	4,2	1 779	653	162	276	166	134	476	378
Ajaccio	1 022	1 022	3,8	806	222	75	64	69	41	77	40
Albi	598	406	4,4	271	115	26	57	46	23	77	52
Alençon	415	384	4,3	279	83	17	42	39	30	48	32
Alès	306	283	4,9	139	149	66	31	61	50	235	45
Amiens	502	693	7,7	462	231	76	102	76	41	159	86
Angers	722	790	7,9	430	309	57	172	108	64	190	246
Angoulême	466	473	9,9	297	185	39	69	30	19	130	104
Annonay	277	228	6,7	150	71	3	51	10	5	31	11
Antibes	1 401	1 532	5,1	1 004	494	83	242	117	93	445	156
Argentan	160	170	3,8	114	56	18	27	18	12	44	19
Arles	368	424	3,6	157	91	26	41	20	11	35	33
Arras	741	510	5,5	313	203	79	94	73	44	126	222
Aubenas	432	426	6,3	311	106	35	51	44	28	58	32
Auch	332	338	7,8	199	105	22	53	56	35	62	31
Aurillac	246	219	5,7	155	65	17	30	16	11	48	29
Auxerre	267	226	7,7	109	105	38	50	50	24	86	27
Avignon	978	901	7,2	505	403	125	190	118	76	294	145
Bagnères-de-Bigorre	146	130	3,0	100	26	5	15	9	3	28	10
Bar-le-Duc	172	142	7,4	79	55	14	39	22	13	28	20
Bastia	606	580	4,9	411	185	59	55	43	35	104	30
Bayeux	186	196	3,6	142	58	19	24	15	11	28	18
Bayonne	847	1 214	4,0	840	357	66	154	83	65	195	105
Beaune	239	188	5,2	99	84	16	29	21	11	42	46
Beauvais	803	741	7,3	522	222	67	120	64	39	161	53
Belfort	517	456	5,0	323	102	35	52	66	56	72	33
Bergerac	277	286	5,2	171	118	40	45	37	29	57	18
Besançon	1 176	1 257	5,6	950	278	73	90	102	70	228	84
Béziers	1 007	778	6,1	479	282	72	136	89	59	290	106
Blaye	119	111	3,3	77	34	10	22	10	6	26	9
Blois	428	406	6,9	220	188	76	81	74	55	124	45
Bobigny	7 242	7 831	3,5	5 980	1 833	396	1 042	414	326	1 680	956
Bordeaux	3 078	3 036	5,2	1 765	1 282	380	438	369	288	1 268	926
Boulogne-sur-Mer	593	590	6,5	376	206	69	109	77	47	155	105
Bourg-en-Bresse	830	1 028	6,1	714	309	84	165	89	65	270	136
Bourges	675	368	7,1	233	145	42	61	32	19	88	69
Brest	425	467	9,0	266	191	37	116	47	33	143	45
Briey	313	243	8,8	134	119	50	46	40	28	33	25
Brignoles	539	502	3,7	373	123	33	42	39	25	98	43
Brive-la-Gaillarde	428	391	3,5	245	144	29	68	31	25	13	39

Activité 2004 par tribunal de commerce [suite]

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]		Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référé
		Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]		Issues des redressements [4]		Clôtures des opérations				
					dont			liquidations après période d'observation			
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]	liquidations judiciaires immédiates					
Caen	1 023	1092	5,5	817	225	42	107	92	73	158	220
Cahors	309	359	4,1	234	132	39	48	32	20	104	35
Calais	232	337	6,2	189	134	31	60	45	31	83	45
Cambrai	446	423	6,3	310	98	20	55	35	21	94	111
Cannes	1 455	1 594	5,2	1 193	403	144	141	142	116	245	163
Carcassonne	496	557	7,9	222	305	68	61	98	76	122	31
Castres	930	956	2,7	789	143	85	12	109	81	105	24
Châlon-sur-Saône	491	516	5,5	322	181	29	108	42	23	41	51
Châlons-en-Champagne ..	459	443	4,3	327	114	50	60	52	38	120	26
Chambéry	782	754	6,4	399	350	72	169	77	34	284	99
Charleville-Mézières	295	487	4,6	259	192	15	120	51	38	59	27
Chartres	629	605	5,6	295	304	84	114	90	62	170	60
Chateauroux	494	442	4,8	259	182	62	77	63	34	104	34
Chaumont	341	344	4,1	263	76	24	22	29	22	56	19
Chauny	148	166	7,8	116	44	12	23	18	9	19	8
Cherbourg	326	327	4,6	226	113	43	59	31	16	118	21
Clermont-Ferrand	843	845	5,5	537	288	78	159	98	66	186	177
Clermont-l'Hérault	128	137	7,9	91	52	15	12	9	5	30	8
Cognac	168	146	7,2	95	52	24	26	23	19	43	22
Compiègne	448	440	4,1	308	142	40	87	30	21	155	93
Condé-sur-Noireau	306	299	4,0	207	95	31	35	28	21	64	12
Coutances	884	869	2,4	704	149	38	82	54	43	90	68
Créteil	4 323	4 393	5,8	3 056	1 365	211	817	183	119	863	543
Cusset	223	275	5,2	175	110	35	53	25	21	85	40
Dax	785	577	7,6	413	141	26	83	49	27	120	56
Die	37	29	9,3	18	7	5	0	9	6	9	4
Dieppe	139	166	11,7	103	60	21	29	24	15	29	12
Dijon	1 167	1 240	6,1	833	373	86	153	120	93	191	237
Dole	142	121	6,1	51	69	21	23	22	13	63	24
Douai	557	452	7,3	279	176	57	83	54	35	64	127
Draguignan	447	434	10,8	249	176	37	76	46	30	164	46
Dreux	313	238	5,7	110	132	36	61	32	20	66	18
Dunkerque	486	561	5,9	384	155	53	84	75	47	104	177
Elbeuf	92	73	4,2	43	34	12	15	8	7	31	15
Épernay	185	180	6,8	112	68	23	30	23	14	59	28
Épinal	507	262	7,4	153	106	33	65	36	17	113	64
Évreux	1 148	945	4,2	599	344	84	169	86	59	207	61
Évry	3 440	4 111	6,6	3 123	980	107	640	115	51	932	440
Foix	340	424	3,7	257	134	5	77	38	26	73	21
Fréjus	1 159	819	6,2	561	259	78	100	77	58	179	62
Gap	300	304	6,0	191	107	46	33	52	41	24	50
Grasse	907	960	5,1	724	244	80	95	72	63	143	76
Grenoble	2 576	2 166	5,6	1 573	584	222	298	231	167	491	979
Honfleur	407	422	5,2	339	82	34	18	35	27	49	54

Activité 2004 par tribunal de commerce [suite]

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]		Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
		Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]		Issues des redressements [4]		Clôtures des opérations				
					dont			liquidations judiciaires après période d'observation			
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]	liquidations judiciaires immédiates					
Issoudun.....	140	122	2,8	82	46	21	19	15	7	14	10
Joigny.....	227	140	4,6	73	76	38	36	29	20	69	8
L'île-Rousse.....	122	115	5,1	84	31	11	8	11	9	8	10
La Roche-sur-Yon.....	933	1 328	4,9	1 012	329	120	164	107	61	265	179
La Rochelle.....	556	579	7,6	344	231	69	98	73	41	178	104
Laval.....	281	297	5,5	195	102	33	57	33	24	60	30
Le Creusot.....	342	358	3,1	229	118	20	65	31	11	46	17
Le Havre.....	1 017	1 159	8,3	942	204	44	107	57	44	202	161
Le Mans.....	864	617	6,4	327	301	93	120	82	59	188	79
Le Puy.....	403	422	6,1	298	136	33	76	21	14	119	40
Libourne.....	363	360	4,0	224	132	36	79	40	20	119	61
Lille.....	3 659	3 557	6,4	2 908	634	133	361	148	105	426	762
Limoges.....	805	757	5,5	387	337	68	133	101	52	234	85
Lisieux.....	314	309	3,6	238	71	20	19	20	11	25	16
Lons-le-Saunier.....	329	388	5,0	237	161	77	51	67	52	43	29
Lorient.....	869	868	8,5	591	252	52	168	77	60	289	307
Lyon.....	8 929	6 848	4,8	5 277	1 583	250	1 202	238	127	622	1 229
Mâcon.....	817	829	3,1	640	176	0	127	13	11	5	79
Mamers.....	116	100	4,7	52	50	18	19	16	10	29	18
Manosque.....	154	161	5,5	112	55	19	20	13	9	34	28
Marennes.....	321	294	6,4	168	104	32	31	54	33	65	22
Marmande.....	240	324	7,1	179	153	37	59	29	26	57	70
Marseille.....	9 090	10 980	4,3	9 565	1 471	487	600	431	303	793	1 237
Mayenne.....	94	98	5,7	49	44	9	29	14	11	22	16
Meaux.....	1 690	1 715	6,9	766	977	218	438	190	140	430	300
Melun.....	1 312	1 282	4,0	755	536	163	191	154	107	339	104
Menton.....	281	293	4,5	213	81	32	30	31	27	37	29
Millau.....	99	124	5,5	92	39	16	16	9	9	7	16
Mirecourt.....	178	97	5,6	47	66	18	45	2	2	8	23
Mont-de-Marsan.....	373	425	5,5	328	86	25	39	36	26	83	56
Montargis.....	372	297	3,2	153	150	34	69	28	15	92	39
Montauban.....	908	1 028	2,7	786	256	82	76	68	44	170	75
Montereau-Fault-Yonne ..	561	541	4,0	378	157	60	47	66	45	72	51
Montluçon.....	190	163	4,2	91	65	20	38	27	17	57	22
Montpellier.....	2 910	3 052	5,2	2 377	655	159	308	179	130	514	344
Morlaix.....	671	253	5,8	170	83	16	58	16	14	52	29
Moulins.....	648	667	2,3	626	37	9	20	13	9	55	11
Nancy.....	1 259	663	8,4	314	322	104	187	131	92	269	117
Nanterre.....	9 740	10 311	5,4	8 516	1 810	164	1 375	149	66	934	1 936
Nantes.....	2 113	1 930	4,4	1 479	457	127	267	121	83	470	410
Narbonne.....	368	339	8,4	174	166	101	41	100	86	112	32
Neufchatel-en-Bray.....	259	213	4,2	143	82	32	35	20	10	7	11
Nevers.....	388	508	5,1	325	172	29	93	40	24	84	36
Nice.....	4 653	5 282	5,0	4 005	1 278	372	514	371	310	1 446	358
Nîmes.....	1 469	1 386	7,3	709	698	171	311	150	94	418	186
Niort.....	141	252	7,4	153	143	82	59	38	22	176	27

Activité 2004 par tribunal de commerce [suite]

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]		Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
		Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]		Issues des redressements [4]		Clôtures des opérations				
					dont			liquidations après période d'observation			
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]	liquidations judiciaires immédiates					
Oloron-Sainte-Marie	86	78	4,0	58	24	10	8	6	4	8	15
Orléans	1 529	1 617	4,6	1 288	319	61	172	71	50	321	159
Paimpol	67	50	2,8	29	22	4	16	3	3	13	5
Paris	45 125	34 954	5,2	28 417	6 613	493	4 634	417	209	5 027	7 089
Pau	970	699	5,1	526	174	44	104	43	28	115	94
Périgueux	474	449	6,2	219	237	67	98	60	36	153	81
Perpignan	1 755	1 338	7,0	679	646	140	357	153	67	366	162
Poitiers	586	593	6,3	249	338	74	198	80	44	343	48
Pont-Audemer	253	274	5,6	173	100	41	37	42	34	66	25
Pontoise	3 551	4 660	5,4	3 601	1 076	166	668	149	87	724	380
Provins	1 766	1 550	1,3	1 470	80	36	20	36	28	74	7
Quimper	554	609	7,9	341	229	27	148	66	48	165	120
Reims	1 001	1 112	6,6	866	261	59	143	44	19	597	140
Rennes	1 457	1 366	5,7	890	459	107	234	124	87	420	153
Riom	146	165	6,0	93	72	24	40	24	16	56	6
Roanne	432	382	4,3	215	154	43	97	56	33	77	80
Rochefort	177	255	4,8	172	78	28	30	33	27	45	26
Rodez	268	239	5,4	170	76	24	44	17	10	46	32
Romans-sur-Isère	866	833	4,8	531	273	65	159	94	60	128	84
Romorantin-Lanthenay	81	69	2,5	12	57	23	27	23	16	42	0
Roubaix	3 157	2 082	7,1	1 520	505	201	223	258	199	363	400
Rouen	1 085	1 085	8,7	698	402	107	227	92	58	302	469
Saint-Brieuc	577	464	6,1	336	121	26	76	33	21	125	46
Saint-Dié	215	234	6,3	141	96	29	46	26	15	39	23
Saint-Dizier	191	163	5,9	105	57	19	14	20	9	26	16
Saint-Etienne	1 564	1 611	6,1	1 162	437	121	267	133	84	292	411
Saint-Gaudens	205	222	5,6	134	86	13	44	15	5	22	28
Saint-Malo	284	235	4,1	137	99	30	57	29	23	70	49
Saint-Nazaire	677	668	5,8	483	180	57	103	62	33	149	52
Saint-Omer	285	225	4,2	162	67	20	31	16	13	54	58
Saint-Quentin	390	393	6,8	276	119	45	55	43	21	56	16
Saint-Tropez	573	1 068	3,6	895	187	74	68	60	45	112	69
Saintes	633	551	4,7	358	180	69	62	82	49	130	37
Salins-les-Bains	150	89	6,6	27	45	16	0	33	26	25	14
Salon-de-Provence	716	952	4,6	613	299	65	149	105	78	251	274
Sarlat	219	133	4,9	56	90	48	7	35	27	41	13
Saumur	212	267	6,5	119	139	43	44	52	37	97	30
Sedan	147	198	7,2	128	61	13	40	22	15	26	13
Senlis	634	660	12,1	418	251	80	101	71	51	151	49
Sens	224	138	5,1	73	66	23	32	22	15	43	11
Sète	422	415	12,6	276	128	38	51	49	36	100	43
Soissons	634	653	3,9	523	148	58	66	40	20	14	44

Activité 2004 par tribunal de commerce [fin]

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]		Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
		<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>			Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]		Issues des redressements [4]	Clôtures des opérations	dont		
					dont					dont	
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]	liquidations judiciaires immédiates					
Tarascon	1 131	926	3,3	753	189	97	62	81	57	206	68
Tarbes	417	438	6,0	247	170	52	63	73	49	174	46
Thiers	113	111	5,8	75	39	12	22	9	5	38	18
Toulon	1 684	2 655	7,3	1 951	800	337	259	241	191	595	217
Toulouse.....	3 357	3 190	6,6	1 983	1 056	247	488	398	306	621	609
Tours	598	927	8,8	508	413	111	221	117	79	186	147
Troyes	794	772	6,6	498	228	59	73	105	68	193	118
Tulle.....	178	208	8,3	100	100	19	54	27	15	33	13
Valenciennes	725	634	7,5	363	263	68	139	76	55	105	255
Vannes	697	573	6,9	360	170	32	92	75	65	112	50
Verdun.....	207	157	9,2	59	108	27	35	17	13	48	13
Versailles.....	8 454	8 686	3,1	7 773	918	324	455	319	249	812	696
Vervins	150	142	5,7	101	35	7	8	13	10	32	8
Vesoul	293	301	4,4	188	108	47	48	52	36	46	55
Vienne	936	955	4,9	665	350	132	186	72	41	156	63
Villefranche-sur-Saône	759	560	4,7	381	185	61	104	55	37	62	158
Villeneuve-sur-Lot	353	325	4,2	241	81	27	23	30	18	33	9

Activité par juridiction

Sources :

En matière commerciale, une partie des statistiques (8 % des affaires commerciales) sont issues du **Répertoire général civil**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Activité commerciale des TGICC", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de grande instance à compétence commerciale, le lecteur se reportera à la page 28.

Procédures de redressement et de liquidation judiciaires : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma de la page 38.

Activité commerciale 2004 des tribunaux de grande instance

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]		Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référé
		Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]		Issues des redressements [4]		Clôtures des opérations				
					dont			liquidations après période d'observation			
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]	liquidations judiciaires immédiates					
TOUTES JURIDICTIONS	21 265	20 209	6,2	13 281	6 994	1 755	3 626	1 689	1 111	5 212	3 461
Albertville	611	615	5,7	398	212	54	91	59	30	146	58
Anancy	964	1 017	7,2	783	240	72	118	66	38	317	105
Avesnes-sur-Helpe	442	434	3,5	248	179	43	87	50	28	103	91
Belley	184	187	3,8	122	65	19	38	19	12	61	17
Béthune	1 216	1 100	5,7	697	435	168	187	136	80	143	149
Bonneville	606	608	4,7	427	180	42	95	43	23	161	80
Bourgoin-Jallieu	514	469	4,8	315	161	35	88	28	18	58	56
Bressuire	244	328	6,3	253	72	20	46	23	14	141	24
Carpentras	697	544	5,1	186	353	56	218	61	51	39	39
Colmar	811	747	5,4	506	254	45	172	32	24	241	153
Digne-les-Bains	241	277	6,4	204	72	19	32	20	12	59	20
Dinan	194	203	4,1	130	74	13	48	12	8	45	15
Guéret	284	272	3,7	172	104	32	49	28	14	49	25
Guingamp	323	299	3,2	195	101	36	50	39	27	77	27
Hazebrouck	252	242	6,2	171	78	38	30	31	20	79	112
Laon	188	129	5,9	65	58	10	22	16	16	48	10
Lure	253	259	4,2	161	107	26	47	17	14	14	15
Mende	203	179	8,1	125	48	4	27	10	5	27	4
Metz	1 429	1 482	6,6	975	518	105	292	94	60	353	241
Montbéliard	313	338	6,5	207	117	36	51	50	33	48	26
Montbrison	333	271	10,2	136	137	30	86	28	15	39	36
Mulhouse	1 027	1 169	7,5	767	386	84	229	100	78	332	298
Péronne	212	191	4,3	126	64	11	28	12	8	43	26
Sarreguemines	668	559	6,1	282	268	75	152	84	68	154	82
Saverne	308	313	11,0	203	102	25	69	33	24	105	64
Strasbourg	2 158	1 924	8,4	1 300	602	107	390	129	75	374	508
Thionville	571	583	6,1	396	189	62	86	60	37	113	72
Thonon-les-Bains	884	914	5,4	691	220	39	125	42	22	296	82
Valence	395	417	4,0	301	124	37	55	29	19	66	30
Basse-Terre	314	302	4,3	141	153	30	32	38	25	76	106
Cayenne	648	147	11,3	100	76	32	19	3	2	75	70
Fort-de-France	1 059	998	7,2	656	359	95	194	78	57	349	210
Pointe-à-Pitre	639	738	8,5	516	249	57	147	30	20	312	241
Saint-Denis-de-la-Réunion .	1 409	1 313	5,5	892	416	118	124	123	81	516	304
Saint-Pierre	674	641	2,5	434	221	80	102	66	53	153	65

Le présent tableau (p. 365 à 370) fournit une répartition géographique selon le découpage judiciaire, des condamnations prononcées en 2004 et inscrites au Casier judiciaire national (cf. présentation pages 141 à 145). L'unité de base retenue est la cour d'appel (incluant la cour d'assises) et le ressort de tribunal de grande instance (tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunaux de police, et la cour d'assises si elle siège au TGI).

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Avertissement : pour fournir des données par juridictions nous avons considéré le nombre de condamnations prononcées en 2004 et inscrites au casier judiciaire jusqu'au 31 décembre 2005. Le total France entière est donc différent des données estimées au bout de 19 mois de collecte en juillet 2005 (cf. Page 141).

Définitions et méthodes

Crimes

Il s'agit de l'ensemble des condamnations pour crimes prononcées soit par les cours d'assises pour majeurs et mineurs, soit par les tribunaux pour enfants lorsque le crime a été commis par un mineur de moins de 16 ans.

Délits

La rubrique "**Vols**" ne comprend que les vols simples.

La rubrique "**Coups et violences volontaires**" regroupe toutes les atteintes volontaires délictuelles à l'intégrité physique de la personne, y compris celles perpétrées à l'égard de mineurs.

La rubrique "**Infractions sur les stupéfiants**" comprend toutes les infractions délictuelles liées à la législation sur les stupéfiants : usage, acquisition, commerce, trafic, aide à l'usage ...

La rubrique "**Police des étrangers**" regroupe toutes les infractions liées à la réglementation sur les étrangers et les nomades, y compris l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.

Contraventions de 5^e classe

La rubrique "**Coups et violences volontaires**" comprend les atteintes à l'intégrité physique de la personne ayant entraîné une interruption temporaire de travail inférieure ou égale à 8 jours.

Cours d'appel

Les condamnations prononcées par les cours d'appel sont distinguées sous la rubrique "cour d'appel". Par commodité de présentation, celles prononcées par les cours d'assises, juridictions à compétence départementale, sont comptabilisées soit dans la rubrique "cour d'appel" si la cour d'assises siège dans une ville comprenant une cour d'appel, soit dans une rubrique TGI si la cour d'assises siège dans une ville comprenant uniquement un TGI. Le signe "." dans la colonne "Crimes" indique qu'il n'y a pas de cour d'assises ni de tribunal pour enfants au siège du TGI correspondant.

Tribunaux aux armées

Les condamnations prononcées par les tribunaux aux armées de Paris et Landau ont été distinguées dans la rubrique "tribunaux aux armées" située en fin de tableau. Ces juridictions traitent des infractions militaires commises par des ressortissants français en Allemagne (Landau) ou dans tout autre territoire étranger en vertu d'accords internationaux (Paris). Il est rappelé que les crimes et délits militaires commis sur le territoire national sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun (cf. page 132).

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Condamnations prononcées en 2004 par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/12/2005

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits					Pour contraventions de 5e classe		
			Vols simples	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupefiants	Police des étrangers	Coups et violences volontaires		
TOUTES JURIDICTIONS	553 163	3 163	447 291	27 836	104 645	42 939	29 372	5 583	102 709	10 902
AGEN Total ressort	6 388	32	5 288	333	1 516	514	266	16	1 068	159
<i>Cour d'appel</i>	281	15	244	9	22	46	26	1	22	8
RESSORT DES TGI*										
AGEN.....	2 290	4	1 949	143	492	203	105	3	337	78
AUCH.....	1 365	5	1 116	52	341	104	76	3	244	28
CAHORS	1 441	8	1 173	72	373	87	50	9	260	24
MARMANDE.....	1 011	-	806	57	288	74	9	-	205	21
AIX-EN-PROVENCE Total ressort	39 508	228	31 073	1 603	4 913	2 820	2 218	510	8 207	839
<i>Cour d'appel</i>	2 523	94	2 289	70	238	188	156	45	140	20
RESSORT DES TGI*										
AIX-EN-PROVENCE	5 023	3	3 723	184	578	377	295	28	1 297	166
DIGNE-LES-BAINS	990	9	817	59	204	85	52	2	164	15
DRAGUIGNAN	3 173	64	2 474	103	529	263	193	16	635	32
GRASSE.....	5 957	5	4 802	233	904	397	312	45	1 150	225
MARSEILLE.....	10 094	5	7 852	490	702	711	651	86	2 237	144
NICE	5 976	47	4 631	207	728	376	222	221	1 298	146
TARASCON.....	1 346	-	1 035	53	272	92	80	10	311	11
TOULON.....	4 426	1	3 450	204	758	331	257	57	975	80
AMIENS Total ressort	18 465	86	15 270	890	3 199	1 704	1 001	33	3 109	440
<i>Cour d'appel</i>	780	32	705	36	59	113	48	3	43	10
RESSORT DES TGI*										
ABBEVILLE	1 446	-	1 228	63	410	148	80	6	218	33
AMIENS.....	3 937	4	3 328	238	490	380	282	9	605	109
BEAUVAIS	2 082	28	1 947	94	468	249	94	3	107	15
COMPIEGNE.....	1 904	-	1 552	110	275	145	131	2	352	38
LAON	2 068	16	1 570	97	378	158	114	3	482	60
PERONNE.....	805	-	718	33	165	91	49	1	87	18
SAINT-QUENTIN.....	1 926	3	1 575	110	334	186	61	1	348	52
SENLIS.....	2 221	3	1 641	72	329	132	86	2	577	50
SOISSONS	1 296	-	1 006	37	291	102	56	3	290	55
ANGERS Total ressort	11 411	66	9 066	501	2 726	729	576	25	2 279	175
<i>Cour d'appel</i>	516	19	459	22	62	54	36	1	38	5
RESSORT DES TGI*										
ANGERS.....	3 189	3	2 605	179	561	228	153	9	581	56
LAVAL.....	2 455	11	1 988	97	642	162	171	10	456	32
LE MANS	4 094	33	3 226	162	1 086	241	169	5	835	48
SAUMUR	1 157	-	788	41	375	44	47	-	369	34
BASTIA Total ressort	2 154	14	1 692	56	298	162	121	63	448	50
<i>Cour d'appel</i>	189	7	168	2	19	22	2	24	14	2
RESSORT DES TGI*										
AJACCIO	731	7	650	26	116	56	71	26	74	5
BASTIA.....	1 234	-	874	28	163	84	48	13	360	43
BESANCON Total ressort	11 517	91	9 262	679	2 074	959	531	42	2 164	273
<i>Cour d'appel</i>	590	38	504	23	68	59	42	5	48	14
RESSORT DES TGI*										
BELFORT.....	1 756	1	1 400	134	291	171	87	1	355	42
BESANCON.....	3 585	8	2 719	222	579	287	153	17	858	69
DOLE.....	597	-	525	34	216	39	7	-	72	11
LONS-LE-SAUNIER	1 277	27	1 118	59	328	116	68	-	132	28
LURE.....	795	-	652	25	149	60	40	5	143	26
MONTBELIARD.....	2 030	1	1 632	107	322	146	85	14	397	52
VESOUL.....	887	16	712	75	121	81	49	-	159	31

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condammations prononcées en 2004 par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/12/2005

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits					Pour contraventions de 5e classe			
			Vols simples	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupefiants	Police des étrangers		Coups et violences volontaires		
BORDEAUX	Total ressort	16 317	89	12 856	726	4 240	1 001	564	108	3 372	210
	<i>Cour d'appel</i>	906	60	790	25	85	118	28	7	56	13
	RESSORT DES TGI*										
	ANGOULEME.....	1 554	11	1 159	77	402	122	45	4	384	47
	BERGERAC.....	1 193	-	985	66	244	74	29	8	208	11
	BORDEAUX.....	9 391	3	7 347	348	2 903	466	332	69	2 041	87
	LIBOURNE.....	1 265	1	1 021	54	279	91	33	14	243	15
	PERIGUEUX.....	2 008	14	1 554	156	327	130	97	6	440	37
BOURGES	Total ressort	7 147	49	5 749	371	1 914	635	169	9	1 349	164
	<i>Cour d'appel</i>	356	31	299	18	46	51	2	-	26	8
	RESSORT DES TGI*										
	BOURGES.....	2 665	1	2 126	140	730	220	60	4	538	38
	CHATEAUROUX.....	2 045	11	1 598	74	518	167	56	2	436	65
	NEVERS.....	2 081	6	1 726	139	620	197	51	3	349	53
CAEN	Total ressort	14 434	55	12 139	862	3 880	941	909	20	2 240	347
	<i>Cour d'appel</i>	514	27	469	32	48	55	52	4	18	8
	RESSORT DES TGI*										
	ALENCON.....	1 725	11	1 315	70	404	124	86	1	399	87
	ARGENTAN.....	1 053	-	891	48	259	80	80	2	162	26
	AVRANCHES.....	1 113	-	960	51	402	41	81	-	153	23
	CAEN.....	4 476	4	3 738	324	1 228	304	155	2	734	80
	CHERBOURG.....	1 952	-	1 713	108	586	143	159	8	239	56
	COUTANCES.....	1 671	13	1 376	76	448	94	204	1	282	32
	LISIEUX.....	1 930	-	1 677	153	505	100	92	2	253	35
CHAMBERY	Total ressort	8 572	50	6 811	510	1 671	599	509	111	1 711	155
	<i>Cour d'appel</i>	418	20	387	23	23	45	41	11	11	4
	RESSORT DES TGI*										
	ALBERTVILLE.....	1 413	-	903	74	212	72	88	55	510	31
	ANNECY.....	1 913	30	1 543	158	468	116	122	18	340	26
	BONNEVILLE.....	1 168	-	952	61	273	103	62	7	216	10
	CHAMBERY.....	1 988	-	1 746	135	274	157	125	4	242	36
	THONON-LES-BAINS.....	1 672	-	1 280	59	421	106	71	16	392	48
COLMAR	Total ressort	14 455	108	10 764	721	1 844	1 140	633	115	3 583	352
	<i>Cour d'appel</i>	573	45	498	27	39	62	34	12	30	7
	RESSORT DES TGI*										
	COLMAR.....	2 772	3	2 226	144	475	204	173	3	543	29
	MULHOUSE.....	3 997	2	3 093	231	572	359	110	40	902	101
	SAVERNE.....	1 642	1	1 207	87	229	115	50	1	434	48
	STRASBOURG.....	5 471	57	3 740	232	529	400	266	59	1 674	167
DIJON	Total ressort	9 994	70	7 727	484	2 098	729	670	28	2 197	163
	<i>Cour d'appel</i>	600	35	532	22	70	72	63	4	33	10
	RESSORT DES TGI*										
	CHALON-SUR-SAONE.....	2 621	13	1 995	124	523	204	96	4	613	57
	CHAUMONT.....	2 398	14	1 892	120	460	165	252	14	492	26
	DIJON.....	2 781	3	2 203	136	689	208	159	3	575	46
	MACON.....	1 594	5	1 105	82	356	80	100	3	484	24

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2004 par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/12/2005

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits					Pour contraventions de 5e classe			
			Vols simples	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupefiants	Police des étrangers	Coups et violences volontaires			
DOUAI	Total ressort	40 519	216	33 314	2 104	6 704	3 255	2 452	370	6 989	796
	<i>Cour d'appel</i>	1 967	130	1 718	70	215	192	133	27	119	26
	RESSORT DES TGI*										
	ARRAS	3 801	1	3 207	166	765	287	362	4	593	69
	AVESNES-SUR-HELPE	2 518	2	1 945	124	361	208	196	5	571	74
	BETHUNE	6 135	4	5 207	322	1 114	494	246	7	924	80
	BOULOGNE-SUR-MER	3 975	1	3 181	222	835	222	195	197	793	94
	CAMBRAI	1 808	4	1 524	151	262	213	121	13	280	52
	DOUAI	2 465	-	2 112	151	364	347	135	4	353	82
	DUNKERQUE	2 372	4	2 120	128	361	262	159	26	248	80
	HAZEBROUCK	930	-	791	56	245	79	47	-	139	13
	LILLE	9 861	6	8 101	522	1 348	630	584	61	1 754	141
	SAINT-OMER	1 445	63	1 200	84	301	103	101	12	182	35
	VALENCIENNES	3 242	1	2 208	108	533	218	173	14	1 033	50
GRENOBLE	Total ressort	15 083	84	11 716	698	2 623	1 094	733	20	3 283	304
	<i>Cour d'appel</i>	1 043	41	946	49	122	128	61	1	56	23
	RESSORT DES TGI*										
	BOURGOIN-JALLIEU	1 033	-	835	76	204	72	53	2	198	45
	GAP	1 370	8	1 016	89	280	84	62	2	346	45
	GRENOBLE	4 724	5	3 949	230	829	388	266	2	770	117
	VALENCE	4 937	29	3 604	190	902	296	214	9	1 304	41
	VIENNE	1 976	1	1 366	64	286	126	77	4	609	33
LIMOGES	Total ressort	6 363	42	5 200	394	1 187	448	270	24	1 121	148
	<i>Cour d'appel</i>	426	18	378	9	17	58	23	6	30	7
	RESSORT DES TGI*										
	BRIVE-LA-GAILLARDE	1 247	-	1 026	110	242	75	50	6	221	30
	GUERET	1 310	13	1 091	94	336	67	54	8	206	22
	LIMOGES	2 506	1	2 047	128	456	195	85	4	458	71
	TULLE	874	10	658	53	136	53	58	-	206	18
LYON	Total ressort	23 555	107	17 935	972	3 794	1 812	1 163	194	5 513	614
	<i>Cour d'appel</i>	941	40	829	26	70	91	84	6	72	15
	RESSORT DES TGI*										
	BELLEY	663	-	526	29	158	51	16	1	137	16
	BOURG-EN-BRESSE	2 608	29	1 910	96	417	241	99	20	669	45
	LYON	11 189	11	8 202	413	1 724	771	529	147	2 976	337
	MONTBRISON	1 093	-	708	28	285	48	18	-	385	34
	ROANNE	1 369	-	1 110	82	305	87	34	5	259	32
	SAINT-ETIENNE	3 883	27	3 160	219	498	371	228	14	696	112
	VILLEFRANCHE-SUR-SAONE	1 809	-	1 490	79	337	152	155	1	319	23
METZ	Total ressort	10 810	46	8 532	750	1 858	779	667	14	2 232	312
	<i>Cour d'appel</i>	467	38	390	22	38	58	44	-	39	12
	RESSORT DES TGI*										
	METZ	4 688	3	3 936	398	983	369	318	8	749	88
	SARREGUEMINES	3 237	5	2 387	218	406	194	175	2	845	123
	THIONVILLE	2 418	-	1 819	112	431	158	130	4	599	89
MONTPELLIER	Total ressort	19 101	79	16 437	1 066	3 875	1 500	1 023	243	2 585	314
	<i>Cour d'appel</i>	937	36	868	24	44	103	84	21	33	11
	RESSORT DES TGI*										
	BEZIERS	3 239	-	2 528	206	454	229	158	28	711	37
	CARCASSONNE	1 895	13	1 618	112	467	146	66	-	264	45
	MILLAU	609	-	499	17	133	42	50	2	110	4
	MONTPELLIER	4 947	1	4 911	345	1 007	498	326	80	35	14
	NARBONNE	1 847	-	1 491	84	579	80	64	7	356	54
	PERPIGNAN	4 201	23	3 307	187	820	305	205	100	871	54
	RODEZ	1 426	6	1 215	91	371	97	70	5	205	35

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2004 par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/12/2005

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe		
			Vols simples	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupefiants	Police des étrangers		Coups et violences volontaires		
NANCY	Total ressort	14 038	64	10 499	739	2 434	1 053	852	46	3 475	360
	<i>Cour d'appel</i>	672	37	595	23	51	87	107	3	40	12
	RESSORT DES TGI*										
	BAR-LE-DUC	1 084	5	899	68	303	79	65	8	180	35
	BRIEY	1 826	-	1 401	93	279	142	114	4	425	70
	EPINAL	3 415	14	2 305	194	596	225	105	2	1 096	72
	NANCY	4 714	4	3 436	225	783	348	301	10	1 274	111
	SAINT-DIE	1 032	-	822	63	228	76	71	1	210	25
	VERDUN	1 295	4	1 041	73	194	96	89	18	250	35
NIMES	Total ressort	12 698	93	10 318	736	2 226	1 118	507	195	2 287	390
	<i>Cour d'appel</i>	678	52	593	20	56	101	22	11	33	17
	RESSORT DES TGI*										
	ALES	1 059	-	815	53	198	76	3	2	244	69
	AVIGNON	4 684	33	3 747	385	668	369	213	123	904	136
	CARPENTRAS	1 650	-	1 363	80	323	152	58	44	287	13
	MENDE	540	1	436	15	151	26	30	-	103	8
	NIMES	2 175	-	1 658	78	301	224	64	14	517	121
	PRIVAS	1 912	7	1 706	105	529	170	117	1	199	26
ORLEANS	Total ressort	12 088	76	9 492	647	2 793	828	540	31	2 520	202
	<i>Cour d'appel</i>	517	39	461	25	41	46	33	2	17	3
	RESSORT DES TGI*										
	BLOIS	1 810	9	1 436	62	640	112	71	2	365	37
	MONTARGIS	1 607	-	1 268	52	517	93	58	3	339	29
	ORLEANS	3 493	-	2 821	197	518	288	190	22	672	54
	TOURS	4 661	28	3 506	311	1 077	289	188	2	1 127	79
PARIS	Total ressort	77 177	408	64 443	3 614	11 071	6 785	4 609	2 318	12 326	1 314
	<i>Cour d'appel</i>	4 371	132	4 083	146	495	570	237	201	156	60
	RESSORT DES TGI*										
	AUXERRE	1 995	9	1 686	120	401	142	46	1	300	32
	BOBIGNY	11 732	79	9 771	425	701	1 121	544	886	1 882	226
	CRETEIL	8 831	57	7 600	376	787	932	832	442	1 174	179
	EVRY	5 924	49	4 258	123	829	543	211	10	1 617	184
	FONTAINEBLEAU	1 854	-	1 204	50	388	88	70	6	650	28
	MEAUX	6 123	8	4 845	321	889	462	368	67	1 270	125
	MELUN	4 325	71	3 685	264	648	440	279	31	569	114
	PARIS	30 422	3	26 143	1 741	5 552	2 381	1 961	670	4 276	337
	SENS	1 600	-	1 168	48	381	106	61	4	432	29
PAU	Total ressort	9 402	53	7 922	601	2 068	656	735	112	1 427	196
	<i>Cour d'appel</i>	528	29	482	21	33	58	56	10	17	3
	RESSORT DES TGI*										
	BAYONNE	2 025	1	1 710	116	494	104	207	67	314	50
	DAX	1 330	-	1 180	90	376	118	83	2	150	15
	MONT-DE-MARSAN	1 451	15	1 046	81	278	120	56	7	390	19
	PAU	2 256	1	1 994	188	443	150	192	18	261	57
	TARBES	1 812	7	1 510	105	444	106	141	8	295	52

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2004 par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/12/2005

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits					Pour contraventions de 5e classe			
			Vols simples	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupefiants	Police des étrangers	Coups et violences volontaires			
POITIERS	Total ressort	15 836	52	12 816	1 096	3 707	911	752	34	2 968	278
	<i>Cour d'appel</i>	659	11	601	35	86	61	41	7	47	11
	RESSORT DES TGI*										
	BRESSUIRE	800	–	719	50	256	36	43	1	81	12
	NIORT	1 601	4	1 165	140	291	129	57	–	432	32
	POITIERS	3 607	–	2 894	324	659	174	215	8	713	40
	LA ROCHE-SUR-YON	2 519	9	1 884	107	786	108	92	4	626	47
	ROCHEFORT	1 615	3	1 352	76	370	92	57	1	260	22
	LA ROCHELLE	1 850	3	1 390	126	335	96	124	6	457	51
	LES SABLES-D'OLONNE	1 459	–	1 305	127	402	95	50	1	154	42
	SAINTE	1 726	22	1 506	111	522	120	73	6	198	21
REIMS	Total ressort	11 193	63	9 157	601	2 024	963	643	33	1 973	202
	<i>Cour d'appel</i>	676	24	636	31	94	78	50	6	16	2
	RESSORT DES TGI*										
	CHALONS-EN-CHAMPAGNE	2 375	2	1 892	131	491	184	91	1	481	39
	CHARLEVILLE-MEZIERES	2 427	15	2 052	120	524	266	157	2	360	46
	REIMS	3 516	3	2 936	231	490	296	267	22	577	46
	TROYES	2 199	19	1 641	88	425	139	78	2	539	69
RENNES	Total ressort	33 495	135	28 015	1 750	10 591	2 169	1 223	75	5 345	615
	<i>Cour d'appel</i>	1 185	35	1 095	47	206	137	59	10	55	13
	RESSORT DES TGI*										
	BREST	3 360	–	2 867	327	873	238	160	8	493	61
	DINAN	1 029	–	851	45	338	91	21	–	178	21
	GUINGAMP	1 902	1	1 652	86	651	150	74	3	249	51
	LORIENT	3 296	–	2 964	170	1 082	255	170	6	332	48
	MORLAIX	935	–	846	36	346	65	50	8	89	21
	NANTES	4 727	52	3 018	172	993	259	152	13	1 657	94
	QUIMPER	2 963	17	2 566	129	1 179	189	110	2	380	98
	RENNES	5 378	5	4 664	300	1 763	244	234	16	709	71
	SAINT-BRIEUC	2 368	15	2 123	127	901	141	65	7	230	40
	SAINT-MALO	1 275	1	1 166	68	452	87	39	1	108	17
	SAINT-NAZAIRE	3 092	–	2 558	143	1 137	187	33	1	534	40
	VANNES	1 985	9	1 645	100	670	126	56	–	331	40
RIOM	Total ressort	11 475	50	9 640	701	2 830	829	520	25	1 785	235
	<i>Cour d'appel</i>	464	12	432	23	39	53	20	1	20	6
	RESSORT DES TGI*										
	AURILLAC	1 142	3	913	69	312	83	55	1	226	26
	CLERMONT-FERRAND	4 274	1	3 527	256	913	364	154	6	746	114
	CUSSET	1 153	–	975	76	305	72	28	–	178	12
	MONTLUCON	1 154	–	967	81	324	61	86	2	187	24
	MOULINS	986	25	839	46	329	65	35	–	122	15
	LE PUY	1 480	9	1 282	100	373	95	95	7	189	26
	RIOM	822	–	705	50	235	36	47	8	117	12
ROUEN	Total ressort	15 616	89	12 923	712	3 869	1 210	828	63	2 604	334
	<i>Cour d'appel</i>	786	45	689	30	83	97	59	8	52	10
	RESSORT DES TGI*										
	BERNAY	1 706	–	1 299	72	526	100	118	1	407	31
	DIEPPE	1 701	–	1 325	57	540	119	92	1	376	35
	EVREUX	3 670	27	3 311	183	1 017	283	223	2	332	36
	LE HAVRE	3 674	12	3 008	142	894	276	147	34	654	127
	ROUEN	4 079	5	3 291	228	809	335	189	17	783	95

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condammations prononcées en 2004 par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/12/2005

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits					Pour contraventions de 5e classe			
			Vols simples	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupefiants	Police des étrangers	Coups et violences volontaires			
TOULOUSE	Total ressort	14 345	116	11 903	922	2 809	1 072	760	146	2 326	236
	<i>Cour d'appel</i>	808	69	690	39	52	93	46	9	49	18
	RESSORT DES TGI*										
	ALBI	1 173	25	982	77	167	103	96	22	166	23
	CASTRES	1 091	-	912	61	213	55	75	5	179	19
	FOIX	1 579	12	1 344	110	518	92	44	6	223	8
	MONTAUBAN	1 828	6	1 507	142	465	133	83	10	315	46
	SAINT-GAUDENS	917	-	710	54	248	52	25	-	207	15
	TOULOUSE	6 949	4	5 758	439	1 146	544	391	94	1 187	107
VERSAILLES	Total ressort	34 882	281	26 777	1 367	5 330	2 767	2 155	150	7 824	499
	<i>Cour d'appel</i>	1 477	87	1 332	31	124	172	118	10	58	17
	RESSORT DES TGI*										
	CHARTRES	3 676	27	2 927	215	634	275	200	3	722	40
	NANTERRE	12 792	93	10 743	604	2 015	1 049	957	77	1 956	186
	PONTOISE	8 141	67	6 131	207	1 476	671	390	38	1 943	154
	VERSAILLES	8 796	7	5 644	310	1 081	600	490	22	3 145	102
BASSE-TERRE	Total ressort	3 309	41	2 518	131	389	468	207	57	750	46
	<i>Cour d'appel</i>	225	39	181	3	21	21	15	4	5	3
	RESSORT DES TGI*										
	BASSE-TERRE	1 832	2	1 156	53	221	214	94	26	674	35
	POINTE-A-PITRE	1 252	-	1 181	75	147	233	98	27	71	8
FORT-DE-FRANCE	Total ressort	3 988	84	3 455	197	557	400	285	307	449	29
	<i>Cour d'appel</i>	198	44	151	1	16	21	22	7	3	-
	RESSORT DES TGI*										
	CAYENNE	1 738	36	1 361	73	225	100	98	293	341	7
	FORT-DE-FRANCE	2 052	4	1 943	123	316	279	165	7	105	22
ST-DENIS-DE-LA-R.	Total ressort	6 997	43	5 845	277	1 329	831	246	11	1 109	123
	<i>Cour d'appel</i>	208	42	158	6	14	21	5	-	8	3
	RESSORT DES TGI*										
	SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION	3 999	1	3 223	162	737	436	142	9	775	47
	SAINT-PIERRE	2 790	-	2 464	109	578	374	99	2	326	73
MAMOUDZOU	Total ressort	211	-	182	9	10	18	2	29	29	2
	<i>Cour d'appel</i>	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	RESSORT DES TGI*										
	MAMOUDZOU	210	-	181	9	10	18	2	29	29	2
NOUMEA	Total ressort	332	2	295	8	116	20	9	6	35	8
	<i>Cour d'appel</i>	27	2	23	-	2	4	-	-	2	-
	RESSORT DES TGI*										
	MATA-HUTU	3	-	3	-	-	1	-	-	-	-
	NOUMEA	302	-	269	8	114	15	9	6	33	8
PAPEETE	Total ressort	189	1	168	6	74	11	4	-	20	12
	<i>Cour d'appel</i>	30	1	29	1	10	1	1	-	-	-
	RESSORT DES TGI*										
	PAPEETE	159	-	139	5	64	10	3	-	20	12
ST-PIERRE-ET-M.	Total ressort	3	-	3	-	1	-	-	-	-	-
	RESSORT DES TGI*										
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	3	-	3	-	1	-	-	-	-	-
		96	-	89	2	3	9	20	-	7	6
Tribunaux militaires											

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Organigramme du ministère de la Justice	12
Nombre de magistrats	14
Nombre de fonctionnaires des greffes	14
Découpage judiciaire de la France	16
Les quatre étapes de la procédure de redressement et de liquidation judiciaire	38
Activité annuelle des juridictions civiles de 1990 à 2004	40
Volumes et durées des affaires civiles terminées :	
cours d'appel	70
tribunaux de grande instance	72
tribunaux d'instance	74
Durées de traitement des affaires terminées	76
La procédure de redressement et de liquidation judiciaire	90
Flux à travers la justice pénale	103
Orientations des affaires poursuivables	107
Nombre de personnes placées en détention provisoire	122
Condamnations prononcées de 1984 à 2004	144
Directions régionales et établissements de l'Administration pénitentiaire	207
Directions régionales de la Protection Judiciaire de la Jeunesse	231
Tribunaux pour enfants et parquets ayant compétence en matière de mineurs	232
Orientations des affaires poursuivables concernant les mineurs	235
Centres de placement immédiat, Centres éducatifs renforcés et Centres éducatifs fermés	240
Compétence territoriale des juridictions administratives	269
Répartition géographique des délégués du Médiateur de la République	284
Nombre d'avocats pour 100 000 habitants	298
Nombre de conciliateurs pour 100 000 habitants	304
Taux de conciliation moyen par tribunal de grande instance	305
Population totale par ressort de cour d'appel	309
Répartition des juridictions selon la durée de règlement des affaires civiles	310
Nombre d'affaires civiles nouvelles par TGI pour 1 000 habitants	316
Durée moyenne de traitement des affaires civiles par TGI	318
Durée moyenne de traitement d'une procédure de divorce par TGI	320
Nombre d'affaires poursuivables par parquet pour 1 000 habitants	322
Taux de réponse pénale par parquet	324

	Pages
A	
Ab initio	119, 121
Abandon	47
Abandon de famille	171
Abandon de foyer	171
Abandon d'épave	201
Absence	43
Absence d'autorisation de transport	181
Abus de blanc-seing	177
Abus de confiance	149, 177, 211, 253, 301
Acquisition d'armes	197
Acquisition de la nationalité française	79
Acquisition de stupéfiants	193
Acquittement	125
Acte de cruauté sur animal	179
Acte de notoriété	33
Acte d'huissier	301
Acte notarié	303
Action éducative en milieu ouvert	238, 239, 247, 337 à 339
Action possessoire	63
Administrateur judiciaire	301
Admonestation	151, 153, 160, 161, 175 151, 171, 179, 193, 196, 253, 257
Adoption plénière	47
Affaires familiales	84 à 89
Affaires poursuivables	106 à 109, 233 à 235, 323 à 327 333 à 335
Adoption simple	47
Aide juridictionnelle s.a.i.	291, 292, 293
Aide juridictionnelle totale	291, 292, 293
Aide juridictionnelle partielle	291, 292, 293
Agression sexuelle	167, 168, 211, 261
Ajournement avec mise à l'épreuve	225
Altération des facultés mentales	45, 89
Amende	151, 153, 160 à 202, 253, 257
Amende forfaitaire majorée	103, 113, 341 à 349
Antichrèse	63
Apposition de scellés	33
Assassinat	159
Assistance d'un prévenu	291, 293
Assistance éducative en milieu ouvert	239
Association de malfaiteurs	197
Association d'aide aux victimes	139
Association chargée du suivi des mesures alternatives	111
Association de contrôle judiciaire	119
Atteinte à la vie privée	171
Autorisation de programme	13
Autorité parentale	47, 69, 85
Avocat s.a.i.	299
Avocat à la Cour de cassation	299
Avocat au Conseil d'État	299
Avoué	301
B	
Bail à construction	63
Bail commercial	49, 69
Banque	49, 69
Banqueroute	189
Baux d'habitation	55, 69
Baux professionnels	55, 69
Baux ruraux	35, 57
Biens	63, 69
Blessures involontaires s.a.i.	149, 153, 163, 164, 165, 261
Blessures involontaires par conducteur	163, 164, 165
Blocage de provision d'un chèque	185
Bornage	63
Budget de la justice	13

	Pages
C	
Cassation	23, 137
Cautionnement	55, 69
Centre de détention	17, 208
Centre de semi-liberté	17, 208
Centre d'orientation et d'action éducative	17, 241
Centre pénitentiaire	17, 208
Certificat de nationalité française	33
Certificat de propriété	33
Cession de l'entreprise	29, 39, 91
Cession de salaire	33
Chambre de l'instruction s.a.i.	135, 312, 315
Chambre de l'instruction pour majeurs	117, 119, 121
Chambre de l'instruction pour mineurs	117, 119, 121, 233
Chambre des appels correctionnels	135, 315
Chambre régionale des comptes	275
Chantage	177
Citation directe	109, 113
Classement sans suite	103, 107, 109, 113, 233
Classement sous condition	109
Clerc de notaire	303
Clerc d'huissier de justice	301
Comité de probation	225, 227
Commerce d'armes	149, 197, 253
Commerce de stupéfiants	193
Commissaire-priseur	303
Comparution à délai rapproché	233
Comparution immédiate	109, 123, 127
Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [CRPC]	109
Composition pénale	109, 323 à 327
Comptabilité délictueuse	189
Concession immobilière	63
Conciliateur	304, 305
Concurrence	51
Conduite en état alcoolique	163, 181
Conduite malgré suspension de permis	181
Conduite sans permis	181
Conflit collectif du travail	65
Conseil de prud'hommes	17, 37, 65, 351 à 355
Conseil d'État	17, 271
Consentement mutuel	87, 89
Consultation d'orientation éducative	17
Contentieux électoral non politique	33
Contentieux électoral politique	33
Contentieux locatif	93
Contrainte par corps	211
Contrat s.a.i.	55, 69
Contrat d'aménagement d'un immeuble	57
Contrat d'assurance	59, 69
Contrat de construction d'un immeuble	57
Contrat de réparation d'un immeuble	57
Contrat de transport	57
Contrat de travail	65
Contrat d'intermédiaire	59
Contravention de 1 ^{re} à 4 ^e classe	113, 131
Contravention de 5 ^e classe	105, 131, 153, 155 257, 341 à 349, 365 à 370
Contrefaçon s.a.i.	51, 149, 189
Contrefaçon de chèque	185
Contrôle judiciaire	119, 127, 233, 237
Contumace	125
Conversion de séparation de corps en divorce	45, 85, 87
Convocation sur procès verbal	109
Copropriété	65, 69
Corruption de fonctionnaire	195
Coups et blessures	147, 149, 153, 159 à 165 211, 249, 253, 257
Cour administrative d'appel	17, 273
Cour d'appel	17, 18, 25, 43 à 67, 97, 135, 315

	Pages
Cour d'assises s.a.i.	103, 125, 315
Cour d'assises d'appel	125
Cour d'assises pour majeurs	125
Cour d'assises pour mineurs	125, 237
Cour de cassation	17, 23, 137
Cour de discipline budgétaire et financière	277
Cour des comptes	275
Créance salariale	65
Crédit-bail	55, 69
Crédits de paiement	13
Crime	115, 117, 147, 249, 251, 365 à 370
Curatelle s.a.i.	45, 83
Curatelle d'état	83

D

Déclaration de nationalité française	33, 79
Défaut d'assurance	181
Défaut de permis de construire	201
Défaut de plaque ou fausses plaques	181
Dégradation	149, 179, 253
Délai de réponse pénale	125, 127, 129, 131, 133, 135
Délit	115, 117, 149, 151, 253, 255, 365 à 370
Délit de fuite	181
Demande acceptée	45, 87, 89
Dénonciation s.a.i.	103, 105, 107, 113
Dénonciation calomnieuse	195
Départition	37, 351 à 355
Désertion	195
Destruction s.a.i.	179, 253
Destruction d'objet gagé	177
Destruction d'objet saisi	177
Détention d'armes	197
Détention de stupéfiants	193
Détention provisoire	121, 123, 137, 219, 225
Détournement d'objet gagé	177
Détournement d'objet saisi	177
Diffamation	171
Discrimination	171
Disparition	43
Dispense de peine	151, 153, 160 à 202, 253, 257
Divorce s.a.i.	45, 69, 85, 87, 89
Divorce prononcé directement	87, 89, 317 à 321
Donation	49
Droit de garde	47
Droit de la famille	45, 69
Droit de visite	47, 85
Droit des affaires	49, 69
Droit des personnes	43, 69
Droit de douane	67
Droit d'enregistrement	67
Durée de détention provisoire	121, 123
Durée d'emprisonnement ferme	147 à 202
Durée de l'instruction	115, 117
Durée des affaires civiles	25 à 37, 71 à 77, 87, 91, 99
	310, 311

E

Effectif budgétaire de la justice	15
Effet de commerce	51, 69
Élections à certains organismes	67
Élections politiques	67
Émancipation	43
Emphytéose	63
Emploi de stupéfiants	193
Emprisonnement	149, 159 à 202, 211, 253
Enfance délinquante	241, 243, 247
Enfance en danger	241, 243, 247
Entrave à la représentation des salariés	187

Pages

Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	187
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France	197, 198
Escroquerie	177, 211, 253
Établissement judiciaire	17, 18
Établissement pénitentiaire	17, 207, 208
État civil	43
Évasion de détenu	217
Exercice illégal d'une profession s.a.i.	189
Exercice illégal d'une profession médicale	193
Exhibition sexuelle	167
Expert judiciaire	303
Expulsion de locataire	49, 55, 93
Extorsion de fonds	177
Extradition	215

F

Fabrication, commerce illicites d'explosifs	197
Falsification de document	201
Faute (divorce pour)	45, 87
Faux en écriture privée	149, 201
Faux en écriture publique	149, 201
Faux et usage de faux	201, 211, 261
Faux-monnayage	197
Filiation adoptive	47
Filiation légitime	47
Filiation naturelle	47
Filouterie	177
Formation professionnelle	65
Foyer d'action éducative	15, 241
Fraude s.a.i.	149, 191
Fraude à l'impôt	191
Fraude aux prestations et cotisations sociales	187
Fugue du détenu	217

G

Gage	63
Gérance du fonds de commerce	49
Gestion délictueuse	189
Grâce conditionnelle	225
Greffier s.a.i.	15
Greffier de tribunal de commerce	301
Greffier en chef	15
Groupement	49, 51, 69

H

Habitation	63
Harcèlement sexuel	167
Homicide involontaire s.a.i.	149, 163, 211, 261
Homicide involontaire par conducteur	163
Homicide volontaire	147, 159, 211, 261
Huissier de justice	301
Hygiène et sécurité	187
Hypothèque	63, 69

I

Impayés	95, 97
Implantation immobilière	17
Incapacité des majeurs	45, 83
Incapacités des mineurs	45, 81
Incarcération	213, 215, 263, 265
Indemnisation des victimes d'infraction	139
Indemnisation en matière de détention provisoire	137
Indivision	48, 69
Infraction à la circulation routière	149, 153, 181, 365 à 370
Infraction contre la famille	149, 171
Infraction à la législation des chèques	149, 185

	Pages
Infraction à la législation du travail	149, 153, 187
Infraction à la législation économique	149, 153, 253
Infraction à la législation financière	149, 153, 253
Infraction à la législation sur la concurrence	149, 189
Infraction à la législation sur la famille	149, 171
Infraction à la législation sur la police des étrangers	149
.....	197, 365 à 370
Infraction à la législation sur la santé	149, 153, 193, 211, 261
Infraction à la législation sur la sécurité sociale	149, 153, 187
Infraction à la législation sur la télécommunication	197
Infraction à la législation sur le commerce	189
Infraction à la législation sur l'environnement	149, 153
.....	201, 202
Infraction à la législation sur les finances publiques	149, 189
Infraction à la législation sur les jeux de hasard	197
Infraction à la législation sur les mœurs	149, 153, 167, 168
.....	169, 253
Infraction à la législation sur les prix	149, 189
Infraction à la législation sur les sociétés	149, 189
Infraction à la législation sur les stupéfiants	149, 193, 211
.....	253, 261, 365 à 370
Infraction à la législation sur les transports	149, 153, 181, 182
.....	183, 253, 257
Infraction à la sûreté publique	147, 149, 153, 197, 198, 253
Infraction à l'ordre administratif	149, 153, 195, 253
Infraction à l'ordre économique	149, 153
Infraction à l'ordre judiciaire	149, 153, 195, 253
Infraction à l'ordre public général	149, 153, 201, 202, 253
Infraction contre la personne	147, 149, 153, 211, 249,
.....	253, 261
Infraction contre les biens	147, 149, 153, 209, 249, 253, 261
Infraction douanière	191
Infraction en matière de chasse	201
Infraction en matière de navigation	181
Infraction en matière de pêche	201
Infraction militaire	149, 197
Injonction de payer	33, 95, 97
Injonction thérapeutique	107, 109
Insertion professionnelle	65
Insoumission	197
Institution spéciale d'éducation surveillée	17
Instruction : décision de clôture	115, 117, 119, 121
Interdiction de résidence	197
Interdiction de séjour	195
Interdiction d'émettre des chèques	151, 185
Interdiction du permis de conduire	151, 182
Interdiction du territoire français	151, 198
Intérêts des salariés	65

J	
Jeunes majeurs	239, 243, 247
Jours-amende	151, 160, 174, 177, 179, 182, 193, 195
Juge de l'application des peines	219 à 223, 329, 331
Juge de l'exécution	99
Juge des affaires familiales	85 à 89
Juge des enfants	103, 109, 117, 119, 121, 129, 233
.....	237, 239, 337 à 339
Juge d'instruction	103, 109, 115 à 121, 233
Juridiction de l'expropriation	25
Juridiction de proximité	133
Juridiction régionale de la libération conditionnelle	219 à 223
Juridiction s.a.i.	17, 18

L	
Légitimation	47
Levée de scellés	33
Libéralités	49
Libération s.a.i.	215, 265
Libération conditionnelle	223, 225, 265, 329 à 331
Licenciement	65
Liquidation judiciaire s.a.i.	39, 51, 53, 91
Liquidation judiciaire immédiate	39, 91, 357 à 363
Location	49

M	
Magistrat	15
Maison centrale	17, 208
Maison d'arrêt	17, 208
Majeur protégé	45, 185
Mandat de dépôt	119
Mandataire liquidateur	301
Manifestation de volonté	33, 79
Mariage	47
Médecine du travail	187
Médiateur	281 à 285
Médiation	107, 109
Médiation-réparation	107, 109, 233, 333 à 335
Menaces	169
Mesure alternative	109, 111, 233, 323 à 327, 333 à 335
Mesure d'investigation	239
Mesure éducative	151, 153, 160, 161, 174 à 179, 185, 193
.....	195, 202, 249, 251, 253, 257
Meurtre	159
Meurtre sur mineur	159
Milieu fermé	209 à 217, 259 à 263
Milieu ouvert	225, 227
Mineur protégé	43, 81
Mise en liberté surveillée	253
Mise en examen	115, 117, 233
Mise sous protection judiciaire	253
Mitoyenneté	63
Montant des amendes	150 à 202

N	
Nantissement	49, 63
Nationalité	33, 43, 79
Naturalisation	79
Négociation collective	65
Nom	43, 85
Non-assistance à personne en danger	171
Non-lieu	103, 115, 117, 119, 121
Non-lieu pour démence	117
Non-représentation d'enfant	171
Notaire	303

O	
Obligations à caractère alimentaire	47, 69, 85
Obstacle au contrôle de transport routier	181
Office d'avocats	299
Office d'avoués	301
Office de commissaires-priseurs	303
Office de greffiers de tribunal de commerce	301

	Pages
Office de notaires	303
Office d'huissiers	301
Officier du ministère public	103, 113
Opposition	127, 129, 131, 133, 135
Opposition à injonction de payer	97
Ordonnance d'incarcération provisoire	213
Ordonnance pénale	113, 131, 343 à 351
Ordonnance sur requête	25
Outrage à agent de l'autorité publique	195
Outrage à un magistrat	195
Outrage aux bonnes mœurs	167

P

Pacte civil de solidarité (PACS)	33
Parquet	103 à 111, 233, 235, 323 à 327, 333 à 335
Partage	49, 69
Paternité naturelle	47
Peine de substitution	151, 153, 159 à 202, 253, 255, 257
Pension alimentaire	47, 85
Permission de sortir	223
Perpétuité	147, 159, 167, 173, 211, 249, 251
Personnel de surveillance	15
Personnel éducatif	15
Personnes morales	109, 127
Placement à l'étranger	219, 329 à 331
Placement en établissement d'éducation surveillée	253
Placement s.a.i.	239, 337 à 339
Plainte	103, 105, 107, 113
Plan de cession de l'entreprise	53, 91
Plan de continuation de l'entreprise	53, 91
Plan de redressement judiciaire	91
Police des étrangers	149, 197
Police des nomades	149, 197
Port et transport illicite d'armes	149, 197
Possession immobilière	63, 69
Possession mobilière	63
Prénom	43, 85
Prestation compensatoire	47, 85
Prêt d'argent	55, 69
Prévenu	209 à 213, 259 à 263
Privilèges	63, 69
Prix illicites	189
Procédures alternatives aux poursuites	107, 109, 229, 231
Procès-verbal	103, 105, 107, 233, 235
Propriété artistique	63, 65, 69
Propriété immobilière	63, 69
Propriété industrielle	51
Propriété littéraire	63, 65, 69
Propriété mobilière	63
Protection des majeurs	83
Protection des mineurs	81
Protection sociale	65, 67, 69
Proxénétisme	167, 169, 211, 261
Publicité mensongère	189

Q

Quasi-contrat	59, 61, 69
---------------	------------

R

Racolage	167
Rébellion	195
Recel	149, 173, 175, 211, 253, 261
Recel qualifié	173
Recherche des causes de la mort	115
Récidive	203
Réclusion criminelle	147, 159, 167, 173, 211, 249, 251, 261

	Pages
Réclusion criminelle à perpétuité	147, 159, 167, 173, 211, 249, 251, 261
Redressement judiciaire	51, 53, 91, 357 à 363
Redressement judiciaire civil	49, 99
Référé	27 à 39, 69, 95, 97, 317 à 321, 341 à 363
Refus de vérification d'état alcoolique	181
Refus d'obtempérer	181
Régime matrimonial	47
Relations du travail	65, 69
Relaxe	127, 131, 135
Remise à personne	253, 257
Rémunération	33, 65
Réponse pénale	107, 109, 233, 235, 323 à 327, 333 à 335
Requête conjointe	45, 87, 89
Responsabilité s.a.i.	59, 69
Responsabilité des personnes publiques	67
Responsabilité du fait d'autrui	61
Responsabilité du fait des choses immobilières	61, 69
Responsabilité du fait des choses mobilières	59
Responsabilité du fait des véhicules	59, 69
Responsabilité personnelle	
de certaines personnes qualifiées	61, 69
Rétablissement personnel	99
Retrait de provision d'un chèque	185
Révision des condamnations pénales	137
Risques professionnels	67
Rupture de la vie commune	45, 47, 87, 89
Rupture du contrat de travail	65
Rupture d'union	85, 87, 89

S

Saisie	99
Salarié protégé	65
Sanction disciplinaire	65
Section prud'homale	45, 351 à 355
Semi-liberté	221, 329 à 331
Séparation de corps	45, 69, 85, 87
Séquestration	171
Servitudes	63, 69
Service éducatif auprès du T G I	15, 241
Service pénitentiaire d'insertion et de probation	224, 225
	227, 328 à 331
Société civile professionnelle d'avocats	299
Société civile professionnelle d'avoués	299
Société civile professionnelle de commissaires-priseurs	303
Société civile professionnelle de greffiers	
de tribunal de commerce	301
Société civile professionnelle de notaires	303
Société civile professionnelle d'huissiers de justice	301
Succession	49, 69
Suicide de détenu	217
Suivi socio-judiciaire	157
Surendettement des ménages	67, 99
Suspension du permis de conduire	151, 153, 160, 163 à 166, 174, 177, 179, 182, 195, 201

T

Taux d'appel	25, 27, 31, 35, 37
Technique de vente répréhensible	189
Tentative préalable de conciliation	31
Testament	49
Trafic de stupéfiants	193
Transport d'armes	149, 197, 253
Transport de stupéfiants	193
Transport routier sans autorisation	181
Travail illégal	187
Travail d'intérêt général	151, 160 à 202, 224, 251, 253

	Pages
Tribunal administratif	17, 273 à 275
Tribunal aux armées	133
Tribunal correctionnel	103, 109, 117, 121, 127, 317 à 321
Tribunal de commerce	17, 18, 39, 97, 357 à 361
Tribunal de grande instance	17, 18, 27, 95, 317 à 321
Tribunal de grande instance à compétence commerciale	17, 18 25, 29, 363
Tribunal de police	103 à 113, 117, 131, 340 à 349
Tribunal de première instance	17, 18
Tribunal de première instance à compétence commerciale ..	17, 18
Tribunal des affaires de sécurité sociale	17, 18, 35
Tribunal des conflits	271
Tribunal d'instance	17, 18, 31, 95, 341 à 349
Tribunal du travail	17, 18
Tribunal mixte de commerce	17, 18
Tribunal paritaire des baux ruraux	35
Tribunal pour enfants	17, 18, 103, 117, 119, 121, 129 233, 235, 337, 339
Tribunal supérieur d'appel	17, 18
Tromperie sur la marchandise	189
Tutelle s.a.i.	43, 45, 81, 83
Tutelle aux prestations sociales	45, 83
Tutelle avec conseil de famille	83
Tutelle d'État	83
Tutelle en gérance	83
Tutelle sous forme d'administration légale	83

	Pages
U	
Usage	63
Usage illicite de stupéfiants	193
Usufruit	63
Usurpation de fonctions	195
Usurpation de titre	195
Usurpation d'identité	195

V	
Vente	55, 69
Viol	147, 167, 211, 249, 251
Violation à l'interdiction d'émettre un chèque	185
Violation de domicile	171
Violences par conjoint ou concubin	159
Violences sur agent de l'autorité publique	195
Violences sur un magistrat	195
Vol	149, 173, 174, 211, 253, 365 à 370
Vol qualifié	173, 211, 261

W	
Warrant agricole	33

Les autres publications de la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation

“LES CHIFFRES CLÉS DE LA JUSTICE”

Un fascicule annuel qui rassemble les principaux chiffres sur les moyens et l'activité de la Justice.

“INFOSTAT JUSTICE”

Un thème d'actualité, analysé en quatre pages de commentaires et tableaux, accessibles à tous publics.
Derniers numéros parus :

78. L'activité des conciliateurs de justice en 2003
79. L'activité des associations socio-judiciaires en 2003
80. Une évaluation de l'activité des juridictions en 2004
81. L'activité des MJD et des Antennes de Justice en 2003
82. La responsabilité pénale des personnes morales
83. L'exécution des peines d'emprisonnement ferme
84. Médiation familiale, lieux d'exercice du droit de visite dans le secteur associatif. 2003
85. Les admissions à l'aide juridictionnelle en 2004
86. Une évaluation de l'activité des juridictions en 2005
87. Le sort des demandes prud'homales en 2004

“ÉTUDES ET STATISTIQUES JUSTICE”

Des chiffres commentés plus complets par thèmes :

14. Les divorces en 1996. Une analyse statistique des jugements prononcés
15. Les acquisitions de la nationalité française en 1998
16. Les condamnations en 1998
17. Les acquisitions de la nationalité française en 1999
18. Les acquisitions de la nationalité française en 2000
19. Les condamnations en 1999 et 2000
20. Les condamnations en 2001
21. Évolution des contentieux traités par les juridictions civiles du premier degré
22. Les acquisitions de la nationalité française en 2001
23. La résidence en alternance des enfants de parents séparés
24. Les acquisitions de la nationalité française en 2002
25. Les acquisitions de la nationalité française en 2003

“DONNÉES LOCALES”

Des chiffres détaillés par juridiction : <http://www.stats.justice.gouv.fr/>

Sur les dernières publications disponibles : 01 44 77 66 14 ou marie-helene.barthe@justice.gouv.fr
Pour consulter le site internet du ministère de la Justice : <http://www.justice.gouv.fr>

Adresser ce BON DE COMMANDE, accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de "Régie du ministère de la Justice", à :

Ministère de la Justice
Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation
13 place Vendôme 75001 Paris
Fax : 01 44 77 66 50

Titre	Numéro(s) ou Année (s)	Prix unitaire	Nb d'exemplaires	Total
Les chiffres-clés de la Justice		gratuit		
Infostat-Justice - le numéro		2 Euros x	=	
-Abonnement - 11 numéros		20 Euros x	=	
Études et Statistiques Justice n° 19 (années 1999 et 2000)		15 Euros x	=	
		25 Euros x	=	
Total				

Nom :
Raison sociale :
Adresse :

